

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

# SAHARA OCCIDENTAL

VOLUME III

*Exposés écrits et documents (suite et fin)*



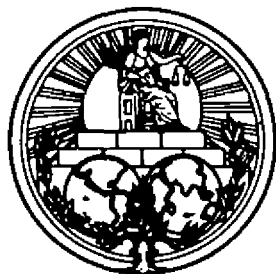
INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

# WESTERN SAHARA

VOLUME III

*Written Statements and Documents (concluded)*



Référence abrégée :  
*C.I.J. Mémoires, Sahara occidental,*  
Vol. III

---

Abbreviated reference :  
*I.C.J. Pleadings, Western Sahara,*  
Vol. III

N° de vente : Sales number	<b>462</b>
-------------------------------	------------

SAHARA OCCIDENTAL



WESTERN SAHARA

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

# SAHARA OCCIDENTAL

VOLUME III

Exposés écrits et documents (*suite et fin*)



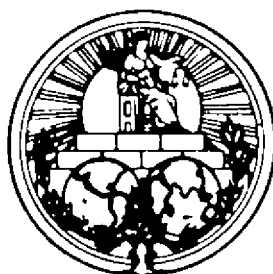
INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

# WESTERN SAHARA

VOLUME III

Written Statements and Documents (*concluded*)





L'affaire du *Sahara occidental*, inscrite au rôle général de la Cour sous le numéro 61 le 3 janvier 1975, a fait l'objet d'un avis consultatif rendu le 16 octobre 1975 (*Sahara occidental, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1975*, p. 12).

Les exposés et documents relatifs à cette affaire sont publiés dans l'ordre suivant :

Volume I. Requête pour avis consultatif ; dossier du Secrétaire général des Nations Unies ; exposés écrits de la France, de Panama, du Nicaragua, du Chili, du Guatemala, de la République dominicaine, de l'Equateur, du Costa Rica, de la Colombie et de l'Espagne ; début des informations et documents de l'Espagne.

Volume II. Suite et fin des informations et documents de l'Espagne.

Volume III. Exposés écrits et documents de la Mauritanie et du Maroc.

Volume IV. Début des exposés oraux.

Volume V. Suite et fin des exposés oraux, correspondance.

Dans la présente édition, ni la présentation typographique, ni l'orthographe des noms propres ne sauraient être utilisées aux fins de l'interprétation des textes reproduits. Les versions ou traductions différentes d'un même texte en français ou en anglais ont été maintenues.

Pour les renvois d'un volume à l'autre de la présente édition, un chiffre romain gras indique le numéro du volume auquel il est renvoyé.

La Haye, 1981.

---

The *Western Sahara* case was entered as No. 61 in the Court's General List on 3 January 1975 and was the subject of an Advisory Opinion delivered on 16 October 1975 (*Western Sahara, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1975*, p. 12).

The order of publication of the statements and documents presented in this case is as follows :

Volume I. Request for advisory opinion ; dossier transmitted by the Secretary-General of the United Nations ; written statements of France, Panama, Nicaragua, Chile, Guatemala, the Dominican Republic, Ecuador, Costa Rica, Colombia and Spain ; information and documents presented by Spain (beginning).

Volume II. Remainder of information and documents presented by Spain.

Volume III. Written statements and documents presented by Mauritania and Morocco.

Volume IV. Oral statements (beginning).

Volume V. Remainder of oral statements ; correspondence.

Neither the typographical presentation nor the spelling of proper names employed in this publication may be used for the purpose of interpreting the texts reproduced. Differing versions or translations of the same text in English or French have been left unaltered.

In cross-references between volumes, the number of the volume referred to is indicated with a large Roman numeral in bold type.

The Hague, 1981.

## TABLE DES MATIÈRES – CONTENTS

	<i>Page</i>
<b>Exposés écrits et documents (suite et fin) — Written statements and documents (concluded)</b>	
<b>EXPOSÉ ÉCRIT DU GOUVERNEMENT MAURITANIE</b>	<b>3</b>
Avertissement	3
Introduction	4
Rappel des circonstances ayant conduit à la demande d'avis	4
Comment s'est posée jusqu'à présent la question du Sahara occidental devant l'Assemblée générale de l'ONU ?	5
La non-application des résolutions par l'Espagne	7
Les droits particuliers de la République islamique de Mauritanie	7
Esprit général de la résolution 3292 (XXIX)	9
Première partie	10
Section 1. Histoire de la colonisation du Sahara occidental par l'Espagne	10
Les Canaries et Ifni	10
L'intérêt de l'Espagne pour la côte saharienne	11
Les groupes de pression. — Le congrès espagnol de géographie coloniale et commerciale et la Société des africanistes et des partisans du système de la colonisation	11
L'expédition d'Emilio Bonelli Hernando	12
La prise en compte du protectorat par l'Espagne	13
L'expédition d'Alvarez Pérez et de Campos Moles dans le Tekna et la Saquet el Hamra	14
La mission Cervera-Quiroga-Rizzo	15
Constatations sur la politique coloniale de l'Espagne de 1885 à 1900	18
La question du cap Blanc	18
La question de l'Adrar	21
Négociations du traité franco-espagnol du 27 juin 1900	22
Contenu du traité franco-espagnol du 27 juin 1900	24
Le projet de convention du 8 novembre 1902	26
Les accords du 3 octobre 1904	26
La convention franco-espagnole du 27 novembre 1912	28
Section 2. — La Notion de territoire sans maître ( <i>terra nullius</i> )	28
I. Définition d'un territoire sans maître	28
A. Points sur lesquels la doctrine semble unanime	29
1. Territoires déserts ou inhabités	29
2. Territoires abandonnés ( <i>res derelictus</i> )	29
3. Territoires appartenant à un Etat	30
4. Territoires habités, mais où il y a absence d'autorité politique quelconque	31

	<i>Page</i>
B. Points sur lesquels la doctrine était divisée . . . . .	32
Première thèse : L'absence totale de droits des sauvages . . . . .	32
Deuxième thèse : Droits des sauvages limités aux droits de l'homme . . . . .	33
Troisième thèse : Les tribus jouissent de la souveraineté . . . . .	33
Quatrième thèse : La mise entre parenthèses de la contradiction . . . . .	37
a) Les travaux de la conférence de Berlin . . . . .	37
b) Les travaux de l'Institut de droit international . . . . .	41
II. La pratique coloniale . . . . .	48
Section 3. — Le Sahara occidental était-il, au moment de la colonisation par l'Espagne, un territoire sans maître ? . . . . .	52
A. Hypothèses à exclure . . . . .	52
B. Hypothèses à examiner . . . . .	53
1. Appartenance du territoire à un Etat . . . . .	53
2. Appartenance du territoire à des tribus indépendantes . . . . .	54
Deuxième partie . . . . .	58
Section 1. — Aspects géographiques, économiques et humains du Bilad Chinguïti ou ensemble chinguïtien au moment de la colonisation . . . . .	58
I. Les régions naturelles de l'ensemble saharien occidental . . . . .	59
II. Les ressources de l'ensemble saharien occidental et leur mode d'exploitation . . . . .	61
III. Type d'établissements humains conditionnés par les données qui précèdent . . . . .	63
Etablissements humains sédentaires . . . . .	63
Etablissements humains nomades . . . . .	63
a) Les pâturages . . . . .	64
b) Les points d'eau . . . . .	65
c) Les cimetières . . . . .	65
Section 2. — Aspects historiques, sociaux, culturels et juridiques du pays chinguïtien . . . . .	67
I. Historique sommaire du Bilad Chinguïti . . . . .	67
II. Structures sociales . . . . .	69
III. Les structures culturelles . . . . .	71
IV. Les structures politiques . . . . .	72
1. La structure du pouvoir et l'organisation politique . . . . .	72
A. Les émirats . . . . .	73
1) Evolution historique et brève description . . . . .	73
a) Emirats des Trarza . . . . .	73
b) Emirats des Brakna . . . . .	73
c) Emirats du Tagant (ou des Idaouich) . . . . .	75
d) Emirats de l'Adrar . . . . .	75
2) Institutions . . . . .	77

	<i>Page</i>
B. Autres groupements de tribus non constitués en émirats . . . . .	78
1) Evolution historique et brève description . . . . .	78
1. Les Aroussiyin (marabouts guerriers) . . . . .	78
2. Oulad Dleim . . . . .	79
3. Oulad Bou Sba . . . . .	80
4. Ahel Barikalla . . . . .	81
5. Rgueibat (marabouts guerriers) . . . . .	82
2) Institutions . . . . .	83
2. Les rapports des émirats et tribus les uns avec les autres et leurs relations avec les souverainetés extérieures . . . . .	84
a) Absence de personnalité internationale de l'ensemble . . . . .	84
b) L'indépendance de l'ensemble chinguittien par rapport aux souverainetés étrangères . . . . .	86
Conclusions . . . . .	86
Section 3. — Les liens juridiques entre le territoire du « Sahara occidental » et l'ensemble mauritanien . . . . .	87
<i>Annexe I.</i> Convention signée le 28 novembre 1884 par les indigènes de la côte du cap Blanc et M. Bonelli, représentant de la Société espagnole d'africanistes . . . . .	91
<i>Annexe II.</i> Circulaire portant ordre royal transmis le 26 décembre 1884 aux ambassadeurs espagnols à l'étranger par le ministre d'Etat J. Elduayen pour les charger de notifier le protectorat espagnol sur les territoires de la côte occidentale d'Afrique compris entre la baie de l'Ouest et le cap Bojador . . . . .	92
<i>Annexe III.</i> Spanish notification of the extension of Spanish protection over certain territories on the North-West coast of Africa, 9 January 1885 . . . . .	93
(1) The Marquis de Casa Laiglesia to Earl Granville . . . . .	93
(2) Earl Granville to the Marquis de Casa Laiglesia . . . . .	93
<i>Annexe IV.</i> Protectorat de la côte occidentale de l'Afrique entre le cap Bojador et le cap Blanc. Décret royal du 10 juillet 1885 . . . . .	95
<i>Annexe IV bis.</i> Traité du 10 mai 1886 passé par Alvarez Pérez et signé au port d'Arrecife (île de Lanzarote) . . . . .	97
<i>Annexe V.</i> Sahara occidental et Adrar. Traités reconnaissant la souveraineté et le protectorat de l'Espagne, signés avec différents chefs du Sahara occidental dans le territoire d'Iyl — 12 juillet 1886 . . . . .	98
<i>Annexe VI.</i>	
I. Lettre de l'émir de l'Adrar Ahmed Ben Sidi Ahmed à Léon Fabert . . . . .	101
II. Traité entre la France et l'Adrar du 20 octobre 1891 . . . . .	101
<i>Annexe VII.</i> Agreement between the British and Moorish Governments, respecting the purchase by Morocco of the property of the North-West Africa Company in Terfaya (Cape Juby), signed 13 March 1895 . . . . .	103

	<i>Page</i>
<i>Annexe VIII. Convention pour la délimitation des possessions françaises et espagnoles dans l'Afrique occidentale, sur la côte du Sahara et sur la côte du golfe de Guinée, signée à Paris le 27 juin 1900</i> . . . . .	106
<i>Annexe IX. Projet de convention franco-espagnole relative au Maroc</i> . . . . .	109
<i>Annexe X.</i>	
I. Espagne et France. Déclaration signée à Paris le 3 octobre 1904 . . . . .	111
II. Espagne et France. Accord secret relatif au Maroc, signé à Paris le 3 octobre 1904 . . . . .	111
<i>Annexe XI. Note sur les coutumes des populations sahariennes en matière d'arrangements contractuels et les droits respectifs de la France et de l'Espagne sur l'Adrar occidental (ministère des colonies)</i> . . . . .	114
Index de noms de lieux, de personnes et de groupements . . . . .	117
Cartes annexées à l'exposé écrit de la République islamique de Mauritanie (mars 1975) . . . . .	124
EXPOSÉ ÉCRIT DU GOUVERNEMENT MAROCAIN . . . . .	125
Première partie. La résistance marocaine à la colonisation prouve que le Sahara occidental n'a jamais été une terre sans maître . . . .	132
I. La résistance marocaine exprime la non-reconnaissance des titres juridiques invoqués par l'Espagne à l'égard du Sahara occidental . . . . .	133
1. Le Maroc, victime de l'expansionnisme colonial . . . .	134
A. Les crises économiques et militaires . . . . .	134
a) L'influence des crises économiques . . . . .	134
b) L'influence des crises militaires . . . . .	135
B. La fin de l'indépendance marocaine . . . . .	137
2. Le Maroc, victime au Sahara occidental de l'expansionnisme espagnol . . . . .	139
A. L'appel à de prétendus droits historiques . . . . .	139
a) Le Maroc, continuation maghrébine de la « Reconquista » espagnole . . . . .	139
b) L'absence d'effectivité des prétendus droits historiques de l'Espagne . . . . .	140
B. L'utilisation déformée de la pratique du protectorat . . . . .	142
a) Les causes de l'instauration du protectorat espagnol . . . . .	142
b) La portée juridique du « protectorat » espagnol . . . . .	143
i) Le soi-disant traité de protectorat n'existe pas matériellement . . . . .	143
ii) Le soi-disant protectorat n'est pas conforme au droit international . . . . .	144

	<i>Page</i>
C. Le Maroc, objet du « droit diplomatique européen »	146
a) Le dépeçage du Royaume du Maroc . . . . .	147
b) La violation du principe de l'intégrité territoriale du Maroc . . . . .	153
II. L'insuffisance de l'effectivité de l'occupation espagnole du fait de la résistance marocaine . . . . .	156
1. Historique des actes matériels . . . . .	157
A. L'occupation espagnole est très longtemps partielle .	157
B. La permanence de la résistance marocaine au Sahara occupé . . . . .	159
2. Historique des faits juridiques . . . . .	161
A. Les faits diplomatiques . . . . .	161
a) Le Sahara dit « espagnol », création échelonnée de la politique colonialiste européenne . . . . .	161
b) La « sphère d'influence », camouflage diplomatique de l'absence d'effectivité dans l'occupation . . . . .	162
c) Les conventions franco-espagnoles de 1904 et de 1912 ne sont pas opposables au Maroc . . . . .	164
B. Les faits administratifs . . . . .	166
a) La présence juridique espagnole, très longtemps partielle, n'a jamais été exclusive . . . . .	166
b) L'adaptation des moyens administratifs aux fins politiques de l'Espagne . . . . .	167
Deuxième partie. Le Maroc, possesseur immémorial . . . . .	170
I. L'histoire intérieure du Royaume du Maroc démontre l'indiscutable solidarité de destin entre les hommes qui se répartissent du Rif à la région du cap Blanc et leur acception commune d'une même souveraineté, celle du Sultan . . . . .	170
1. Le Sahara occidental, foyer de la nation marocaine . . . . .	170
2. L'unité profonde qui existe entre nord et sud du Maroc n'est nullement mise en cause par la spécificité de la structure de l'Etat marocain ancien et notamment par l'apparente division territoriale du bled makhzen et du bled siba. A cet égard, le Sahara occidental a toujours accepté son intégration dans le cadre étatique chérifien . . . . .	176
A. La spécificité de la structure de l'Etat marocain ancien . . . . .	176
a) Le Royaume du Maroc, seul Etat national et indépendant du Maghreb au XIX <sup>e</sup> siècle . . . . .	177
b) Le contenu réel de la distinction bled makhzen/bled siba . . . . .	179
B. Le Sahara occidental, partie intégrante du Maroc . . . . .	180
a) L'histoire ancienne des relations entre les deux parties géographiques du Maroc . . . . .	180
b) La situation politique du Sahara occidental « au moment de la colonisation espagnole » . . . . .	182

	<i>Page</i>
3. Le Sahara occidental, terre privilégiée de la résistance marocaine . . . . .	185
A. La lutte contre l'envahisseur, constante de l'histoire du Maroc . . . . .	185
B. La lutte contre le colonialisme au Sahara occidental . . . . .	187
II. La souveraineté du sultan du Maroc sur le Sahara occidental a toujours été reconnue par les Etats étrangers avant le développement de l'impérialisme territorial des dernières années du XIX <sup>e</sup> siècle . . . . .	194
1. L'analyse des conventions diplomatiques démontre que les Etats étrangers ont eu recours en permanence au Sultan pour protéger les activités de leurs nationaux au Sahara occidental . . . . .	194
A. Le traité de Marrakech du 28 mai 1767 . . . . .	195
B. Les conventions instituant le Sultan protecteur des naufragés européens au Sahara occidental . . . . .	195
C. Les conventions reconnaissant directement la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental . . . . .	197
2. La tentative d'atteinte à l'intégrité territoriale, instrument de la colonisation . . . . .	198
A. Les tentatives françaises . . . . .	199
B. Les tentatives espagnoles . . . . .	201
C. Les tentatives allemandes . . . . .	202
DOCUMENTS PRÉSENTÉS PAR LE ROYAUME DU MAROC À L'APPUI DE SON EXPOSÉ ÉCRIT . . . . .	205
<i>Annexe 1.</i> Dahir de nomination . . . . .	206
<i>Annexe 2.</i> Dahir de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan . . . . .	206
<i>Annexe 3.</i> Dahir de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan . . . . .	207
<i>Annexe 4.</i> Dahir de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan . . . . .	207
<i>Annexe 5.</i> Dahir de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan . . . . .	208
<i>Annexe 6.</i> Dahir de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan . . . . .	208
<i>Annexe 7.</i> Dahir de S. M. Abdelhafid Ben el Hassan . . . . .	209
<i>Annexe 8.</i> Dahir de S. M. Abdelhafid Ben el Hassan . . . . .	209
<i>Annexe 9.</i> Dahir de S. M. El Hassan Ben Mahamed . . . . .	210
<i>Annexe 9 bis.</i> Lettre de S. M. le roi Hassan I <sup>er</sup> à « son fidèle serviteur, Haj Mohamed Ben Larbi Torres », en date du 4 Ramadan 1303 (correspondant au 6 juin 1886) . . . . .	211
<i>Annexe 10.</i> Extrait de la consignation des réponses sultaniennes aux vingt-trois questions posées par l'ambassadeur d'Espagne José Llerberia en date du 30 Hijja 1325 (correspondant au 24 janvier 1908) . . . . .	211
<i>Annexe 11.</i> Dahir de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan . . . . .	212
<i>Annexe 12.</i> Extrait de la consignation des requêtes présentées par l'ambassadeur d'Espagne au Maroc et des réponses définitives données par S. M. le Sultan en date du 18 Safar 1327 (correspondant au 11 mars 1909) . . . . .	213
<i>Annexe 13.</i> Lettre du ministre d'Espagne au Maroc . . . . .	214
<i>Annexe 14.</i> Lettre d'Aïssa Ben Omar . . . . .	215

	<i>Page</i>
<i>Annexe 15.</i> Dahir de S. M. El Hassan Ben Mohamed . . . . .	216
<i>Annexe 16.</i> Dahir de S. M. El Hassan Ben Mohamed . . . . .	217
<i>Annexe 17.</i> Dahir de S. M. El Hassan Ben Mohamed . . . . .	218
<i>Annexe 18.</i> Dahir de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan . . . . .	219
<i>Annexe 19.</i> Dahir de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan . . . . .	220
<i>Annexe 20.</i> Dahir de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan . . . . .	220
<i>Annexe 21.</i> Dahir de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan . . . . .	221
<i>Annexe 22.</i> Dahir de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan . . . . .	221
<i>Annexe 23.</i> Lettre d'Ahmed el Hiba . . . . .	222
<i>Annexe 24.</i> Extrait du traité de paix conclu entre S. M. le sultan Sidi Mohamed Ben Abdellah Ben Ismaïl et S. M. Charles III, roi d'Espagne, en date du 1 <sup>er</sup> Moharrem 1181 (correspondant au 18 mai 1767) . . . . .	223
<i>Annexe 25.</i> Traité avec les Etats-Unis d'Amérique des 23-28 juin 1786 . . . . .	224
<i>Annexe 26.</i> Extraits du traité de paix conclu à Meknès le 22 Rama- dan 1213 (correspondant au 1 <sup>er</sup> mars 1799) . . . . .	228
<i>Annexe 27.</i> Traité de paix et d'amitié entre les Etats-Unis de l'Amé- rique septentrionale et l'empereur du Maroc, conclu et signé à Meknès le 16 septembre 1836 . . . . .	229
<i>Annexe 28.</i> Accords anglo-marocains du 9 décembre 1856 . . . . .	232
A. Traité général entre la Grande-Bretagne et le Maroc . . . . .	232
B. Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et le Maroc . . . . .	241
<i>Annexe 29.</i> Traité de commerce entre le Maroc et l'Espagne signé à Madrid le 20 novembre 1861 . . . . .	247
<i>Annexe 30.</i> Lettre du ministre d'Etat espagnol à son ministre résident à Tanger . . . . .	262
<i>Annexe 31.</i> Lettre du ministre d'Etat espagnol à son ministre résident à Tanger . . . . .	262
<i>Annexe 32 A.</i> Lettre de Jorge Juan au marquis de Grimaldi . . . . .	263
<i>Annexe 32 B.</i> Lettre du marquis de Grimaldi à Jorge Juan . . . . .	263
<i>Annexe 32 C.</i> Articles préliminaires qui doivent servir de base pour un traité de paix entre S. M. Catholique et S. M. impériale du Maroc, communiqués à Si Ahmed el Ghazzal le 20 mai 1767 . . . . .	264
<i>Annexe 33 A.</i> Lettre de S. M. Mohamed Ben Abdallah au roi d'Es- pagne Charles III . . . . .	265
<i>Annexe 33 B.</i> Lettre de l'empereur du Maroc au roi d'Espagne . . . . .	266
<i>Annexe 33 C.</i> Extrait de García Figueras, <i>Santa Cruz de Mar Pequeña</i> . . . . .	267
<i>Annexe 34 A.</i> Premier document : Bases préliminaires au traité de paix . . . . .	267
<i>Annexe 34 B.</i> Bases préliminaires pour la négociation d'un traité de paix du 25 mars 1860 . . . . .	267
<i>Annexe 35 A.</i> Traité de paix et d'amitié entre le Maroc et l'Espagne signé à Tétouan le 26 avril 1860, connu en Espagne sous le nom de traité de « Ouad Ras » . . . . .	268
<i>Annexe 35 B.</i> Traité de paix et d'amitié signé à Tétouan le 26 avril 1860 . . . . .	269
<i>Annexe 36</i> . . . . .	272



	<i>Page</i>
<i>Annexe 37.</i> Lettre du ministre plénipotentiaire d'Espagne à Tanger à son ministre d'Etat . . . . .	273
<i>Annexe 37 bis.</i> Rapport du ministre des affaires étrangères de Belgique n° 2829 en date du 24 octobre 1900 et note de l'ambassade d'Espagne à Bruxelles au ministère des affaires étrangères de Belgique . . . . .	274
<i>Annexe 38.</i> Extrait de Domenech Lafuente, <i>Algo sobre Río de Oro</i> . . . . .	275
<i>Annexe 39.</i> Convention signée le 28 novembre 1884 par les indigènes de la côte du cap Blanc et M. Bonelli, représentant de la Société espagnole d'africanistes . . . . .	276
<i>Annexe 40.</i> Ordre royal circulaire aux représentants de Sa Majesté à l'étranger, les chargeant de notifier le protectorat dans les territoires de la côte occidentale de l'Afrique compris entre la baie de l'Ouest et le cap Bojador et ci-joint accord avec les indigènes du cap Blanc du 28 novembre 1884 daté à Madrid du 26 décembre 1884 . . . . .	277
<i>Annexe 40 bis.</i> Sahara occidental et Adrar. Traités reconnaissant la souveraineté et le protectorat de l'Espagne, signés avec différents chefs du Sahara occidental dans le territoire d'Iyil (12 juillet 1886) . . . . .	278
<i>Annexe 41.</i> Décret royal établi par la Présidence du conseil des ministres le 10 juillet 1885 . . . . .	280
<i>Annexe 42.</i> Décret royal établi par la Présidence du conseil des ministres le 6 avril 1887 . . . . .	281
<i>Annexe 43.</i> Convention pour la délimitation des possessions françaises et espagnoles dans l'Afrique occidentale, sur la côte du Sahara et sur la côte du golfe de Guinée, signée à Paris le 27 juin 1900 . . . . .	282
<i>Annexe 44.</i> Projet de traité franco-espagnol de 1902. . . . .	285
<i>Annexe 45.</i> Accord franco-anglais du 8 avril 1904 . . . . .	286
<i>Annexe 46.</i> Déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 . . . . .	290
<i>Annexe 47.</i> Déclaration du 3 octobre 1904 relative à l'arrangement franco-espagnol . . . . .	291
<i>Annexe 48.</i> Traité secret franco-espagnol sur le Maroc (3 octobre 1904) . . . . .	292
<i>Annexe 49.</i> Accord secret franco-espagnol du 1 <sup>er</sup> septembre 1905 . . . . .	296
<i>Annexe 50.</i> Acte général de la conférence internationale d'Algésiras, du 7 avril 1906 . . . . .	299
<i>Annexe 50 bis.</i>	
1. Déclarations échangées à Paris, le 8 juillet 1905, entre M. Rouvier, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et M. le prince Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris . . . . .	301
2. Accord signé, le 28 septembre 1905, par M. Rouvier, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et S. A. S. le prince de Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris . . . . .	302
<i>Annexe 51.</i> Accord franco-allemand du 9 février 1909 . . . . .	303
<i>Annexe 52.</i> L'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 . . . . .	304
<i>Annexe 53.</i> Lettre de M. de Kiderlen-Waechter, secrétaire d'Etat des affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne, à M. Cambon, ambassadeur de la République française à Berlin . . . . .	308
<i>Annexe 54.</i> Traité de protectorat signé à Fès le 30 mars 1912 . . . . .	309

	<i>Page</i>
<i>Annexe 55.</i> Convention franco-espagnole conclue à Madrid le 27 novembre 1912, précisant la situation respective de la France et de l'Espagne à l'égard de l'Empire chérifien, et lettres annexes .	311
<i>Annexe 56.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères du Maroc .	320
<i>Annexe 57.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères du Maroc .	321
<i>Annexe 58.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères du Maroc .	322
<i>Annexe 58 bis.</i> . . . . .	323
<i>Annexe 59.</i> Lettre du Sultan au cheik Habib . . . . .	324
<i>Annexe 59 bis.</i> Lettre du ministre d'Etat espagnol à son ministre résident à Tanger . . . . .	325
<i>Annexe 60.</i> Circulaire du délégué du Sultan adressée aux représentants étrangers au Maroc . . . . .	327
<i>Annexe 61.</i> Extrait de Becker, <i>Historia de Marruecos</i> . . . . .	328
<i>Annexe 62.</i> Circulaire du ministre des affaires étrangères du Maroc . . . . .	328
<i>Annexe 63.</i> Translation of a letter addressed by Cid Emfadl Gharnit to Mr. Herbert White . . . . .	329
<i>Annexe 64.</i> Translation of a letter addressed to Sir J. D. Hay by the Vizir Cid Emfadl Garneet dated July 4th 1886 . . . . .	331
<i>Annexe 65.</i> Translation of a letter addressed by Cid Emfadl Gharnit to Sir William Kirby Green . . . . .	333
<i>Annexe 66.</i> M. Patenôtre, ministre de France à Tanger, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères . . . . .	336
<i>Annexe 67.</i> Lettre de M. D'Aubigny, ministre de France à Tanger, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères . . . . .	337
<i>Annexe 68.</i> Accord anglo-marocain du 13 mars 1895 . . . . .	338
<i>Annexe 69.</i> Lettre de M. Bouet, commandant du bateau français <i>La Malouine</i> , au cheik Beyrouk . . . . .	340
<i>Annexe 70.</i> Copie de la lettre du délégué du Sultan à Tanger à l'ambassadeur de France . . . . .	342
<i>Annexe 71.</i> Lettre du Sultan au cheik Beyrouk . . . . .	343
<i>Annexe 72.</i> Lettre du Sultan au cheik Habib . . . . .	344
<i>Annexe 72 bis.</i> Dahir de S. M. Mohamed Ben Abderrahmane . . . . .	345
<i>Annexe 73</i> . . . . .	346
<i>Annexe 74.</i> Lettre du ministre d'Etat espagnol à son ministre résident à Tanger . . . . .	347
<i>Annexe 75.</i> Dahir de S. M. El Hassan Ben Mohamed . . . . .	349
<i>Annexe 76.</i> Dahir de S. M. El Hassan Ben Mohamed . . . . .	350
<i>Annexe 77.</i> Dahir de S. M. El Hassan Ben Mohamed . . . . .	351
<i>Annexe 78.</i> Dahir de S. M. Abdelhafid Ben el Hassan . . . . .	352
<i>Annexe 79.</i> Dahir de S. M. Abdelhafid Ben el Hassan . . . . .	353
<i>Annexe 80.</i> Extraits de Domenech Lafuente, <i>Algo sobre Rio de Oro</i> . . . . .	354
<i>Annexe 81(1).</i> Lettre du chargé d'affaires d'Espagne à Tanger au ministre d'Etat, 31 juillet 1906 . . . . .	354
<i>Annexe 81(2).</i> Lettre du ministre plénipotentiaire d'Espagne à Tanger au ministre d'Etat, 11 décembre 1906 . . . . .	355
<i>Annexe 82.</i> Texte d'une lettre de Ma el Aïnin . . . . .	356
<i>Annexe 83.</i> Texte d'une lettre de Ma el Aïnin . . . . .	357
<i>Annexe 84.</i> Dahir de S. A. le khalife du sultan El Hassan Ben el Mehdi . . . . .	358

	<i>Page</i>
<i>Annexe 85.</i> Dahir khalifien du 18 avril 1934 accordant un crédit extraordinaire de 70 000 pesetas « pour l'acquisition de chameaux destinés aux troupes de police du Sahara » ( <i>B.O.</i> , n° 15, du 31 mai 1934) . . . . .	359
<i>Annexe 86.</i> Haut-commissariat d'Espagne au Maroc . . . . .	359
<i>Annexe 87.</i> Haut-commissariat d'Espagne au Maroc . . . . .	360
<i>Annexe 88.</i> Dahir du khalife en date du 12 février 1941 interdisant la pêche avec des engins à la traîne remorquée sur le littoral compris entre l'embouchure de l'oued Draa et le parallèle 26° de latitude nord . . . . .	361
<i>Annexe 89 A.</i> Dahir du 10 décembre 1934 (2 Ramadan 1353) fixant le régime spécial à certaines marchandises destinées à être consommées dans diverses régions du sud du Maroc . . . . .	362
<i>Annexe 89 B.</i> Arrêté résidentiel du 11 janvier 1935 portant organisation des territoires du sud du point de vue de l'application des droits de douane et de consommation . . . . .	364
<i>Annexe 89 C.</i> Les accords de Bir Moghreïn et l'Espagne . . . . .	367
<i>Annexe 90 (1).</i> Décret de la Présidence du gouvernement du 20 juillet 1946 établissant le régime de dépendance des possessions espagnoles d'Afrique occidentale . . . . .	369
<i>Annexe 90 (2).</i> Décret de la Présidence du gouvernement, du 10 janvier 1958, sur les provinces d'Ifni et du Sahara . . . . .	370
 <b>DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES PRÉSENTÉS PAR LE ROYAUME DU MAROC CONFORMÉMENT AU DEUXIÈME PARAGRAPHE DE LA RÉSOLUTION 3292 (XXIX) DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES</b>	
<i>Annexe 91.</i> Lettre du consul de France à Mogador au ministre des affaires étrangères de France, en date du 31 mai 1842 . . . . .	372
<i>Annexe 92.</i> Lettre du consul de France à Mogador au ministre des affaires étrangères de France, en date du 23 février 1844 . . . . .	373
<i>Annexe 93.</i> Lettre du consul de France à Mogador au ministre des affaires étrangères de France, en date du 26 mai 1866 . . . . .	374
<i>Annexe 94.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 9 décembre 1874 . . . . .	376
<i>Annexe 95.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 14 mai 1876 . . . . .	379
<i>Annexe 96.</i> Lettre du consul de France à Mogador au ministre des affaires étrangères de France, en date du 22 octobre 1877 . . . . .	379
<i>Annexe 97.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 6 février 1878 . . . . .	380
<i>Annexe 98.</i> Communication du ministre de la guerre de France au ministre des affaires étrangères de France, en date du 27 juillet 1875 . . . . .	381
<i>Annexe 99.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères de France au ministre de France à Tanger, en date du 8 juillet 1880 . . . . .	382
<i>Annexe 100.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 31 juillet 1880 . . . . .	383
<i>Annexe 101.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 28 février 1881 . . . . .	384
<i>Annexe 102.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 31 mai 1881 . . . . .	385

	<i>Page</i>
<i>Annexe 103.</i> Traduction annexée à une dépêche du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 19 juin 1881 . . . . .	387
<i>Annexe 104.</i> Traduction annexée à une dépêche du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 19 juin 1881 . . . . .	388
<i>Annexe 105.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 31 juillet 1882 . . . . .	389
<i>Annexe 106.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 20 août 1882 . . . . .	390
<i>Annexe 107.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères de France au ministre de France à Tanger, en date du 19 novembre 1882 . . . . .	391
<i>Annexe 108.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 18 novembre 1882 . . . . .	392
<i>Annexe 109.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 30 mars 1883 . . . . .	394
<i>Annexe 110.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 9 septembre 1889 . . . . .	396
<i>Annexe 111.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 4 septembre 1885 . . . . .	398
<i>Annexe 112.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 10 juin 1886 . . . . .	400
<i>Annexe 113.</i> Lettre du chef de la mission militaire française au Maroc au ministre de France à Tanger, en date du 26 mai 1886 . . . . .	401
<i>Annexe 114.</i> Lettre du chef de la mission militaire française au Maroc au ministre de France à Tanger, en date du 29 mai 1886 . . . . .	403
<i>Annexe 115.</i> Rapport du consul de France à Mogador au ministre de France à Tanger, en date du 7 juin 1886 . . . . .	404
<i>Annexe 116.</i> Message du sultan Mouley Hassan à son peuple relativement à la revision du traité de commerce proposée par les représentants d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne . . . . .	405
<i>Annexe 117.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 28 mai 1886 . . . . .	406
<i>Annexe 118.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 27 mai 1886 . . . . .	407
<i>Annexe 119.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 17 mai 1886 . . . . .	409
<i>Annexe 120.</i> Copie d'un rapport en date du 6 mai 1886 adressé par le consul de France à Mogador au ministre de France à Tanger . . . . .	410
<i>Annexe 121.</i> Copie d'un rapport en date du 7 mai 1886 adressé par le consul de France à Mogador au ministre de France à Tanger . . . . .	412
<i>Annexe 122.</i> Lettre du consul de France à Mogador au ministre des affaires étrangères de France, en date du 21 mars 1883 . . . . .	413
<i>Annexe 123.</i> Lettre du consul de France à Mogador au ministre des affaires étrangères de France, en date du 14 mai 1883 . . . . .	415
<i>Annexe 124.</i> Lettre du consul de France à Mogador au ministre des affaires étrangères de France, en date du 15 avril 1886 . . . . .	418
<i>Annexe 125.</i> Lettre du consul de France à Mogador au ministre des affaires étrangères de France, en date du 26 mai 1886 . . . . .	419
<i>Annexe 126.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 10 novembre 1898 . . . . .	420

	<i>Page</i>
<i>Annexe 127.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 10 juillet 1895 . . . .	421
<i>Annexe 128.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 7 juillet 1895 . . . .	422
<i>Annexe 129.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 5 décembre 1895 . . . .	423
<i>Annexe 130.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 5 décembre 1899 . . . .	424
<i>Annexe 131.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 9 avril 1900 . . . .	426
<i>Annexe 132.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères de France à l'ambassadeur de France à Londres, en date du 30 décembre 1902 . . . .	427
<i>Annexe 133.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères de France à l'ambassadeur de France à Madrid, en date du 8 janvier 1903 . . . .	429
<i>Annexe 134.</i> Lettre de l'ambassadeur de France à Madrid au ministre des affaires étrangères de France, en date du 23 avril 1904 . . . .	432
<i>Annexe 135.</i> Lettre de l'ambassadeur de France à Londres au ministre des affaires étrangères de France, en date du 1 <sup>er</sup> mai 1904 . . . .	433
<i>Annexe 136.</i> Mémoire secret relatif à l'accord anglo-marocain du 13 mars 1895, remis par lord Lansdowne à l'ambassadeur de France à Londres le 27 avril 1904 . . . .	434
<i>Annexe 137.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères de France à l'ambassadeur de France à Madrid, en date du 6 mai 1904 . . . .	435
<i>Annexe 138.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères de France à l'ambassadeur de France à Madrid, en date du 10 mai 1904 . . . .	435
<i>Annexe 139.</i> Télégramme de l'ambassadeur de France à Madrid au ministre des affaires étrangères de France, en date du 22 mai 1904 . . . .	436
<i>Annexe 140.</i> Télégramme du ministre des affaires étrangères de France à l'ambassadeur de France à Madrid, en date du 7 juin 1904 . . . .	436
<i>Annexe 141.</i> Télégramme du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 8 juin 1904 . . . .	437
<i>Annexe 142.</i> Télégramme du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 8 juin 1904 . . . .	438
<i>Annexe 143.</i> Télégramme du ministre des affaires étrangères de France au ministre de France à Tanger, en date du 14 juin 1904 . . . .	439
<i>Annexe 144.</i> Télégramme du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 21 juin 1904 . . . .	440
<i>Annexe 145.</i> Télégramme du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 21 juin 1904 (suite) . . . .	441
<i>Annexe 146.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères de France à l'ambassadeur de France à Tanger . . . .	442
<i>Annexe 147.</i> Télégramme du ministre des affaires étrangères de France au ministre de France à Tanger, en date du 6 octobre 1904 . . . .	443
<i>Annexe 148.</i> Lettre de l'ambassadeur de France à Madrid au ministre	

	<i>Page</i>
des affaires étrangères de France, en date du 22 novembre 1904 . . . . .	444
<i>Annexe 149.</i> Télégramme du gouverneur général de l'AOF au ministre des colonies de France, en date du 2 janvier 1906 . . . . .	445
<i>Annexe 150.</i> Télégramme du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 17 septembre 1906 . . . . .	446
<i>Annexe 151.</i> Lettre du ministre des colonies de France au ministre des affaires étrangères de France, en date du 7 janvier 1907 . . . . .	447
<i>Annexe 152.</i> Lettre du ministre des colonies de France au ministre des affaires étrangères de France, en date du 7 janvier 1907 . . . . .	448
<i>Annexe 153.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 8 janvier 1907 . . . . .	449
<i>Annexe 154.</i> Télégramme du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 16 janvier 1907 . . . . .	449
<i>Annexe 155.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 22 janvier 1907 . . . . .	450
<i>Annexe 156.</i> Lettre du consul de France à Fès au ministre de France à Tanger, en date du 24 février 1907 . . . . .	450
<i>Annexe 157.</i> Lettre du ministre des colonies de France au ministre des affaires étrangères de France, en date du 13 mars 1907 . . . . .	451
<i>Annexe 158.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères de France au ministre des colonies de France, en date du 21 mars 1907 . . . . .	456
<i>Annexe 159.</i> Lettre du ministre des colonies de France au ministre des affaires étrangères de France, en date du 28 mars 1907 . . . . .	457
<i>Annexe 160.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 28 mars 1907 . . . . .	458
<i>Annexe 161.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au gouverneur général de l'Afrique occidentale française, en date du 13 mai 1907 . . . . .	459
<i>Annexe 162.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères du Maroc au ministre de France à Tanger, en date du 25 mars 1907 . . . . .	460
<i>Annexe 163.</i> Lettre du ministre de France à Tanger au ministre des affaires étrangères du Maroc, en date du 15 mars 1907 . . . . .	461
<i>Annexe 164.</i> Lettre de l'ambassadeur de France à Madrid au ministre des affaires étrangères de France, en date du 16 septembre 1911 . . . . .	462
<i>Annexe 165.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères de France au chargé d'affaires de France à Madrid, en date du 15 novembre 1911 . . . . .	463
<i>Annexe 166.</i> Lettre du chargé d'affaires de France à Tanger au ministre des affaires étrangères de France, en date du 30 novembre 1911 . . . . .	464
<i>Annexe 167.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères de France à l'ambassadeur de France à Madrid, en date du 3 juillet 1904 . . . . .	465
<i>Annexe 168.</i> Lettre du président du conseil des ministres de France à l'ambassadeur de France à Berlin, en date du 4 août 1911 . . . . .	466
<i>Annexe 169.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères de France à l'ambassadeur de France à Madrid, en date du 20 août 1911 . . . . .	467
<i>Annexe 170.</i> Note adressée au ministre des affaires étrangères de France, en date du 27 mars 1912 . . . . .	469

	<i>Page</i>
<i>Annexe 171.</i> Télégramme de l'ambassadeur de France à Madrid au ministre des affaires étrangères de France, en date du 10 avril 1912 . . . . .	470
<i>Annexe 172.</i> Extrait d'un article du lieutenant-colonel de Castries : « Le Sahara marocain », paru dans la revue <i>Hespéris</i> (numéro du quatrième trimestre 1923) . . . . .	471
<i>Annexe 173.</i> Extraits du livre <i>El Wasyt</i> , de Ahmed Ben el Amine (Le Caire, 1958) . . . . .	473
<i>Annexe 174.</i> Lettre de Ahmed el Hiba au ministre des affaires étrangères du Maroc, en date du 17 Safar 1327 (correspondant au 10 mars 1909) . . . . .	474
<i>Annexe 175.</i> Lettre de Ma el Aïnin au ministre des affaires étrangères du Maroc, en date du 1 <sup>er</sup> Safar 1327 (correspondant au 22 février 1909) . . . . .	474
<i>Annexe 176.</i> Lettre de Ma el Aïnin au sultan Moulay Abdelaziz, en date du 24 Rajeb 1314 (correspondant au 29 décembre 1896) . . . . .	475
<i>Annexe 177.</i> Lettre du sultan Moulay Abdelaziz à Ma el Aïnin, en date du 23 Rajeb 1314 (correspondant au 28 décembre 1896) . . . . .	476
<i>Annexe 178.</i> Lettre du sultan Moulay Abdelaziz au ministre des affaires étrangères du Maroc, en date du 5 Safar 1318 (correspondant au 2 juin 1900) . . . . .	477
<i>Annexe 179.</i> Lettre de Ma el Aïnin au grand vizir, en date du 7 Moharrem 1318 (correspondant au 3 mai 1900) . . . . .	478
<i>Annexe 180.</i> Lettre du sultan Moulay Abdelaziz au caïd Abdallah Ben Saïd, en date du 5 Safar 1318 (correspondant au 4 juin 1900) . . . . .	479
<i>Annexe 181.</i> Copie d'une lettre du sultan Moulay Abdelaziz au ministre des affaires étrangères du Maroc, en date du 5 Safar 1318 (correspondant au 2 juin 1900) . . . . .	479
<i>Annexe 182.</i> Extrait du livre <i>El Wasyt, Fi Tarajimi Odabaa Chenquite</i> (essai de biographie des hommes de lettres de Chenguiti) par Ahmed Ben el Amine Ech-Chenguiti . . . . .	480
<i>Annexe 183.</i> Lettre circulaire du ministre des affaires étrangères du Maroc au corps diplomatique, en date du 20 décembre 1912 . . . . .	482
<i>Annexe 184.</i> Lettre du ministre d'Italie à Tanger au ministre des affaires étrangères du Maroc, en date du 25 mars 1901 . . . . .	483
<i>Annexe 185.</i> Lettre du sultan Moulay Abdelaziz au ministre des affaires étrangères du Maroc, en date du 14 Rajeb 1314 (correspondant au 19 décembre 1896) . . . . .	484
<i>Annexe 186.</i> Lettre du sultan Moulay Abdelaziz au ministre des affaires étrangères du Maroc, en date du 14 Rajeb 1314 (correspondant au 19 décembre 1896) . . . . .	485
<i>Annexe 187.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères du Maroc au grand vizir, en date du 25 Safar 1331 (correspondant au 3 février 1913) . . . . .	487
<i>Annexe 188.</i> Lettre du ministre des affaires étrangères du Maroc au délégué de Sa Majesté à Tanger, en date du 29 Moharrem 1322 (correspondant au 15 avril 1904) . . . . .	488
<i>Annexe 189.</i> Lettre de l'ambassadeur d'Espagne au délégué de Sa Majesté à Tanger en date du 20 décembre 1912 . . . . .	488
<i>Annexe 190.</i> Déclaration prononcée par l'ambassadeur du Maroc devant le pape en février 1888 et réponse de celui-ci . . . . .	489

	<i>Page</i>
<i>Annexe 191.</i> Lettre du général Bel Fekkak au ministre de la justice du Maroc, en date du 10 Chaabane 1307 (correspondant au 1 <sup>er</sup> avril 1890)	490
<i>Annexe 192.</i> Lettre du sultan Moulay Hafid à deux caïds des Tekna en date du 27 Gaada 1329 (correspondant au 19 novembre 1911)	491
<i>Annexe 193.</i> Lettre de S. A. R. le prince Mohamed Ben Abderrahman au grand vizir en date du 7 Chaoual 1262 (correspondant au 28 septembre 1847)	492
<i>Annexe 194.</i> Lettre du prince Moulay Hafid au grand vizir, en date du dernier jour de Joumada I 1322 (correspondant au 21 août 1905)	493
<i>Annexe 195.</i> Dahir de distinction attribué par le sultan Moulay Hassan I à un habitant des Ouled Bou Sba en date du 3 Joumada 1307 (correspondant au 26 décembre 1889)	495
<i>Annexe 196.</i> Extrait des registres du palais royal marocain au sujet de l'ouverture du port d'Assaka	496
<i>Annexe 197.</i> Lettre de Moulay Abdelaziz à un caïd du sud, en date du 28 Safar 1314 (correspondant au 8 août 1896)	497





**EXPOSÉS ÉCRITS**  
**ET DOCUMENTS (*Suite et fin*)**

**WRITTEN STATEMENTS**  
**AND DOCUMENTS (*Concluded*)**



## EXPOSÉ ÉCRIT DU GOUVERNEMENT MAURITANIEN<sup>1</sup>

### AVERTISSEMENT

Les mots d'origine arabe cités dans le présent mémoire proviennent de sources diverses : espagnole, française ou anglaise. Les transcriptions diffèrent sensiblement selon les sources. Aucun essai d'uniformisation n'a été tenté. On s'est borné — pour rester fidèle aux documents originaux utilisés — à reprendre les orthographes adoptées dans lesdits documents<sup>2</sup>. Toutefois, dans un appendice au présent mémoire, on trouvera un index reprenant les diverses orthographes utilisées dans le mémoire, les mettant en concordance et indiquant l'orthographe française usuelle en Mauritanie. On fournira aussi une indication sommaire sur la classe dont relève le mot (nom de lieu, de région, de tribu, de personne, etc.).

---

<sup>1</sup> Reçu au Greffe le 27 mars 1975.

<sup>2</sup> Dans la présente édition, un effort a été fait en vue d'uniformiser d'un volume à l'autre l'orthographe des noms propres le plus fréquemment cités. [Note du Greffe.]

## INTRODUCTION

Par sa résolution 3292 (XXIX) du 13 décembre 1974, l'Assemblée générale des Nations Unies a saisi la Cour internationale de Justice d'une demande d'avis consultatif relative au Sahara occidental dont les principales dispositions sont les suivantes :

« L'Assemblée générale,

.....  
*Constatant* qu'une controverse juridique a surgi au cours des débats au sujet du statut dudit territoire au moment de sa colonisation par l'Espagne,

*Considérant*, dès lors, qu'il est hautement souhaitable que l'Assemblée générale obtienne, pour poursuivre l'examen de cette question lors de sa trentième session, un avis consultatif sur certains aspects juridiques importants du problème,

*Prenant note* de l'article 96 de la Charte des Nations Unies et de l'article 65 du Statut de la Cour internationale de Justice,

1. *Décide* de demander à la Cour internationale de Justice, sans préjudice de l'application des principes contenus dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, de donner, à une date rapprochée, un avis consultatif sur les questions suivantes :

« I. Le Sahara occidental (Rio de Oro et Sakiet El Hamra) était-il, au moment de la colonisation par l'Espagne, un territoire sans maître (*terra nullius*) ?

Si la réponse à la première question est négative,

II. Quels étaient les liens juridiques de ce territoire avec le Royaume du Maroc et l'ensemble mauritanien ? » ;

2. *Demande notamment* à l'Espagne, en tant que Puissance administrante en particulier, ainsi qu'au Maroc et à la Mauritanie, en tant que parties concernées, de soumettre à la Cour internationale de Justice tous renseignements ou documents pouvant servir à élucider ces questions... »

### Rappel des circonstances ayant conduit à la demande d'avis

Il convient de rappeler brièvement les circonstances qui ont conduit l'Assemblée générale des Nations Unies à introduire la présente demande d'avis auprès de la Cour internationale de Justice.

Le mardi 17 septembre 1974, dans une conférence de presse, S. M. le roi Hassan II du Maroc suggérait que le différend relatif au Sahara occidental soit porté devant la Cour internationale de Justice<sup>1</sup>. A la suite de cette conférence de presse, le ministre marocain des affaires étrangères a, dans une déclaration faite le 30 septembre 1974 devant l'Assemblée générale, invité le Gouvernement

<sup>1</sup> *Le Monde*, 19 septembre 1974.

mauritanien à se joindre à l'initiative marocaine. En même temps, le ministre marocain des affaires étrangères déclarait :

« La Mauritanie est intéressée à l'avenir du Sahara et ne peut être qu'associée — en raison de ses droits — au règlement et à l'issue du litige qui oppose le Maroc et la Mauritanie à l'Espagne. » <sup>1</sup>

Le ministre mauritanien des affaires étrangères, M. Ould Mouknass, répondit en ces termes à l'invitation marocaine :

« Mon pays, qui demeure plus que jamais animé par la même volonté, ne saurait ne pas répondre favorablement à l'appel qui lui a été lancé hier, au nom du Gouvernement marocain, par mon collègue et frère M. Ahmed Laraki, ministre des affaires étrangères du Royaume du Maroc. Nous le faisons avec d'autant plus d'aisance et de sérénité que le Gouvernement marocain a expressément reconnu nos droits sur cette région saharienne. Nous le faisons aussi car nous avons la certitude qu'au-delà des malentendus passagers entretenus par le colonialisme, les deux peuples mauritanien et marocain ont hautement conscience de leur responsabilité contre le colonialisme que continue à dominer les territoires du Rio de Oro et de Saguiet El Hamra. La Mauritanie, qui comprend les motifs légitimes du Gouvernement marocain, déclare que le seul problème, à l'heure actuelle, est la libération de ces territoires, libération que renforcera l'entente et la coopération entre nos deux peuples.

Nous disposons de preuves historiques, juridiques, linguistiques et humaines suffisantes qui démontrent que ce territoire n'était pas une terre sans maître ni administration. C'est pourquoi le Gouvernement mauritanien accepte le recours à la Cour internationale de Justice dont l'avis ne pourra qu'éclairer l'Assemblée générale sur le bien-fondé de notre position et lui permettre de mettre correctement en application les résolutions votées... » <sup>2</sup>

### **Comment s'est posée jusqu'à présent la question du Sahara occidental devant l'Assemblée générale de l'ONU ?**

Conformément à la Charte des Nations Unies (chapitre XI), le Sahara occidental est un territoire non autonome au sujet duquel des renseignements doivent être transmis régulièrement à l'Assemblée générale par la Puissance administrante. C'est ce que l'Espagne a fait depuis 1961.

Pour sa part, à partir de 1965, l'Assemblée générale de l'ONU allait demander à la Puissance administrante de prendre immédiatement certaines mesures pour la décolonisation du territoire du Sahara espagnol. Ces mesures allaient être répétées ensuite et précisées dans diverses résolutions <sup>3</sup>.

Dès 1965, l'Assemblée générale, traitant en même temps du problème du Sahara occidental et de celui d'Ifni, priait le Gouvernement espagnol, Puissance administrante, de prendre immédiatement des mesures pour décoloniser le ter-

<sup>1</sup> A/PV.2249, p. 97.

<sup>2</sup> A/PV.2251, p. 83.

<sup>3</sup> 2072 (XX) du 16 décembre 1965 ; 2229 (XXI) du 20 décembre 1966 ; 2354 (XXII) du 19 décembre 1967 ; 2428 (XXIII) du 18 décembre 1968 ; 2591 (XXIV) du 16 décembre 1969 ; 2711 (XXV) du 14 décembre 1970 ; 2983 (XXVII) du 14 décembre 1972 ; 3162 (XXVIII) du 14 décembre 1973.

ritoire et « d'engager à cette fin des négociations sur les problèmes relatifs à la souveraineté que posent ces deux territoires »<sup>1</sup>.

L'année suivante, la résolution ne parle plus de problèmes de souveraineté mais « réaffirme le droit inaliénable des peuples d'Ifni et du Sahara espagnol à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale » (par. 1) et invite la Puissance administrante à organiser un référendum sous le contrôle d'une mission spéciale nommée par le Secrétaire général de l'ONU :

« L'Assemblée générale,

4. *Invite* la Puissance administrante à arrêter le plus tôt possible, en conformité avec les aspirations de la population autochtone du Sahara espagnol et en consultation avec les Gouvernements marocain et mauritanien et toute autre partie intéressée, les modalités de l'organisation d'un référendum qui sera tenu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies afin de permettre à la population autochtone du territoire d'exercer librement son droit à l'autodétermination et, à cette fin :

- a) de créer un climat politique favorable pour que le référendum se déroule sur des bases entièrement libres, démocratiques et impartiales en permettant, entre autres, le retour des exilés dans le territoire ;
- b) de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que seuls les habitants autochtones du territoire participent au référendum ;
- c) de s'abstenir de toute action de nature à retarder le processus de décolonisation du Sahara espagnol ;
- d) de fournir toutes les facilités nécessaires à une mission des Nations Unies pour qu'elle puisse participer activement à l'organisation et au déroulement du référendum ;

5. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec la Puissance administrante et le Comité spécial, de nommer immédiatement une mission spéciale qui sera envoyée au Sahara espagnol en vue de recommander des mesures pratiques touchant l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et notamment de décider dans quelle mesure l'Organisation des Nations Unies participera à la préparation et à la surveillance du référendum... »<sup>2</sup>

Les résolutions de 1967 et de 1968<sup>3</sup> lancent les mêmes invitations à la Puissance administrante et au Secrétaire général.

En 1969, l'Assemblée générale

« regrette que les consultations auxquelles la puissance administrante devait procéder au sujet de l'organisation d'un référendum au Sahara dit espagnol n'aient pu encore avoir lieu »<sup>4</sup>.

L'Assemblée invite à nouveau la Puissance administrante à organiser un référendum ; elle lui demande, en outre, de respecter les résolutions de l'Assemblée relatives aux activités des intérêts étrangers économiques et autres, opérant

<sup>1</sup> 2072 (XX) du 16 décembre 1965.

<sup>2</sup> 2229 (XXI) 20 décembre 1966.

<sup>3</sup> Résolutions 2354 (XXII) du 19 décembre 1967 et 2428 (XXIII) du 18 décembre 1968.

<sup>4</sup> 2591 (XXIV) du 16 décembre 1969, par. 3.

dans les pays et territoires coloniaux, pour ne pas retarder la décolonisation<sup>1</sup>.

A la session suivante, la mission n'a été ni constituée, ni envoyée, le référendum n'a pas eu lieu, l'Assemblée introduit de nouveaux dispositifs dans sa résolution. Après avoir réaffirmé le droit d'autodétermination de la population du Sahara espagnol, elle invite tous les Etats à s'abstenir de faire des investissements dans le territoire, elle reconnaît la « légitimité de la lutte que les peuples coloniaux mènent pour l'exercice de leur droit à l'autodétermination et au libre choix et prie tous les Etats de leur apporter toute l'aide nécessaire »<sup>2</sup>.

La résolution suivante<sup>3</sup> date de 1972, elle met l'accent sur le droit à l'autodétermination et à l'indépendance de la population du Sahara<sup>4</sup>.

La résolution de 1973, tout en insistant moins sur la solution de l'indépendance, réaffirme l'attachement de l'Assemblée générale au principe de l'autodétermination, continue à proclamer la légitimité de la lutte des peuples coloniaux et exprime sa solidarité avec les populations du Sahara sous administration espagnole. On notera incidemment que ces populations ne sont toutefois pas qualifiées de peuple colonial.

Le règlement préconisé par les Nations Unies, relatif à la décolonisation, qu'il porte sur la question de souveraineté (résolution 2072 (XX)) ou sur celle de l'autodétermination de la population, n'a pas été mis en œuvre par l'Espagne.

### **La non-application des résolutions par l'Espagne**

La Puissance administrante n'a pas mis en œuvre les résolutions de l'Assemblée générale. Les populations autochtones du Sahara espagnol n'ont pas été mises en mesure d'exercer leur droit à l'autodétermination dans les conditions de sérieux et d'authenticité requise par l'Assemblée. Bien au contraire, la Puissance administrante poursuit dans ce territoire une politique de fait accompli allant à l'encontre des intérêts des populations tels qu'ils ont été réaffirmés dans les nombreuses résolutions des Nations Unies. Le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie a eu à dénoncer à plusieurs reprises une telle politique<sup>5</sup>.

L'annonce d'un référendum par l'Espagne, dans les premiers mois de 1975, sans le contrôle de la commission de l'ONU, qui n'a pas encore eu accès au territoire et sans la concertation, exigée par l'Assemblée, avec la République islamique de Mauritanie et le Royaume du Maroc, pays directement intéressés, tend à mettre ceux-ci, comme l'Assemblée, devant un fait accompli.

### **Les droits particuliers de la République islamique de Mauritanie**

Ces circonstances ont amené le Gouvernement mauritanien à réaffirmer les liens juridiques qui unissent la colonie espagnole du Sahara occidental à la République islamique de Mauritanie. En effet, il s'agit là d'une partie du Sahara

<sup>1</sup> 2591 (XXIV) du 16 décembre 1969, par. 4.

<sup>2</sup> 2711 (XXV) du 14 décembre 1970.

<sup>3</sup> Il n'y a pas eu de résolution en 1971, mais une décision renvoyant la question à la vingt-septième session.

<sup>4</sup> 2983 (XXVII) du 14 décembre 1972.

<sup>5</sup> A/AC.109/480 du 26 février 1975.



qui, à l'époque de la colonisation, a été distraite de l'ensemble mauritanien avec lequel elle forme depuis toujours une seule et même entité ethnique, géographique, culturelle et historique.

Partant de ces liens multiples, le Gouvernement mauritanien s'est donné très tôt comme priorité la récupération de cette partie de son territoire national. C'est ainsi qu'au lendemain de l'accession de la Mauritanie à l'autonomie interne, celui qui allait devenir le président de la République islamique de Mauritanie, S. Exc. Moktar Ould Daddah, alors vice-président du Conseil, exprimait le 1<sup>er</sup> juillet 1957 à Atar <sup>1</sup> la nécessité de réunir tous les frères mauritaniens :

« C'est ici que je m'adresse plus particulièrement à nos frères du Sahara espagnol. Je ne peux m'empêcher d'évoquer les innombrables liens qui nous unissent : nous portons les mêmes noms, nous parlons la même langue, nous conservons les mêmes nobles traditions faisant paître nos troupeaux sur les mêmes pâturages, les abreuvs aux mêmes puits.

Je convie donc nos frères du Sahara espagnol à songer à cette grande Mauritanie économique et spirituelle à laquelle nous ne pouvons ne pas penser dès maintenant... Je leur adresse et je vous demande de leur répéter un message d'amitié, un appel à la concorde de tous les Maures de l'Atlantique à l'Azouad et du Draa aux rives du Sénégal... J'engage nos frères du Tiris, de l'Adrar Soutouf, du Zemmour, de Khat (actuel Sahara espagnol) à se tourner ensemble vers un avenir commun à partager avec nous les heureuses perspectives que nous réservent l'exploitation des richesses de notre sol et la mise en valeur de notre pays. » <sup>2</sup>

Depuis 1961, date de l'admission de la Mauritanie aux Nations Unies, le Gouvernement mauritanien ne s'est jamais départi de cette position comme en témoignent les nombreux documents de l'Organisation.

Le président de la République islamique de Mauritanie a constamment rappelé cette position du Gouvernement mauritanien dans ses discours prononcés à l'occasion de la fête nationale du 28 novembre. Déjà en 1963 il déclarait :

« l'attitude du Gouvernement espagnol face au problème colonial permet d'escompter que nous parviendrons à définir la solution qui permettra, le moment venu, de régler le problème du Sahara espagnol, partie intégrante du territoire national, en plein accord et dans l'amitié » <sup>2</sup>.

Encore tout récemment, par une note verbale du 19 août 1974, le ministère des affaires étrangères à Nouakchott croyait utile de rappeler que :

« La République islamique de Mauritanie a toujours considéré et considérera toujours le Sahara sous administration espagnole comme une partie intégrante de son territoire national...

A la suite de l'action menée sur le plan international par le Maroc, le Gouvernement mauritanien, à travers le Secrétariat général de l'ONU, le Secrétariat général de l'OUA, le Secrétariat général de la Conférence islamique, le Bureau des non-alignés, attire l'attention des pays frères ou amis qu'il n'a pas renoncé et ne renoncera pas à ses droits sur le Sahara sous domination espagnole qu'il a toujours considéré comme partie intégrante de son territoire national. »

<sup>1</sup> Chef-lieu de l'émirat de l'Adrar.

<sup>2</sup> Maître Moktar Ould Daddah, *Discours et interventions*, République islamique de Mauritanie, p. 10.

En même temps, le Gouvernement mauritanien réitérait « son attachement sincère au respect fidèle de la volonté librement exprimée des populations concernées »<sup>1</sup>.

### Esprit général de la résolution 3292 (XXIX)

Les déclarations faites par les ministres des affaires étrangères de la Mauritanie et du Maroc comme les interventions des représentants des deux pays devant la Quatrième Commission ont évidemment inspiré les questions posées par l'Assemblée générale à la Cour internationale de Justice.

Il convient de noter à ce propos qu'aux termes mêmes de la résolution 3292 (XXIX) les « deux pays se sont reconnus mutuellement intéressés au devenir du territoire ».

D'autre part, les questions posées révèlent le souhait de l'Assemblée générale de connaître les éléments de fait et de droit dont elle peut, le cas échéant, tenir compte dans la politique à suivre pour la décolonisation de ce territoire. Elle peut notamment prendre en considération les liens juridiques existant, au moment de la colonisation, entre le Sahara occidental, le Royaume du Maroc et l'ensemble mauritanien.

C'est peut-être pour ces raisons que l'Assemblée générale a demandé à la Puissance administrante de

« surseoir au référendum qu'elle a envisagé d'organiser au Sahara occidental, tant que l'Assemblée ne se sera pas prononcée sur la politique à suivre pour accélérer ... la décolonisation du territoire ... à la lumière de l'avis consultatif donné par la Cour internationale de Justice »<sup>2</sup>.

L'exercice du droit à l'autodétermination des populations du Sahara peut, en effet, aux termes des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) être envisagé de plusieurs manières.

A côté de l'indépendance, la résolution 1541 (XV) du 15 décembre 1960 a prévu la libre association à un Etat indépendant (principe VII) ou l'intégration à un Etat indépendant (principe VIII). La déclaration sur les relations amicales d'octobre 1970 a mentionné à nouveau ces modalités de décolonisation en y ajoutant le cas du territoire qui acquiert tout autre statut politique librement décidé par le peuple.

Au surplus, le paragraphe 6 de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux (1514 (XV) du 14 décembre 1960) stipule expressément :

« Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies. »

C'est donc dans le but d'éclairer l'Assemblée sur l'existence de certains points de fait et de droit au moment de la colonisation, et de l'aider ainsi à choisir certaines modalités de décolonisation du territoire du Sahara occidental, que la Cour est amenée à examiner si, à cette époque, le territoire était *res nullius* et, dans la négative, quels étaient ses liens avec le Maroc et l'ensemble mauritanien.

<sup>1</sup> Voir aussi le discours du ministre des affaires étrangères, M. Ould Mouknass, le 1<sup>er</sup> octobre 1974, à l'Assemblée générale de l'ONU, A/PV.2251, p. 81-82.

<sup>2</sup> Résolution 3292 (XXIX), par 3.

## PREMIÈRE PARTIE

La première question posée à la Cour par l'Assemblée générale le 13 décembre 1974 est la suivante :

« I. Le Sahara occidental (Rio de Oro et Sakiet El Hamra) était-il, au moment de la colonisation par l'Espagne, un territoire sans maître (*terra nullius*) ? »

La réponse à cette question nécessite un triple développement.

1) Il convient tout d'abord d'établir les limites temporelles dans lesquelles la qualification doit être précisée. L'Assemblée générale a utilisé les mots « au moment de la colonisation ». Cette dernière ne s'étant pas opérée en un jour sur l'ensemble du territoire appelé aujourd'hui Sahara occidental, il conviendra tout d'abord de retracer l'histoire de la colonisation du territoire par l'Espagne. C'est ce que nous tenterons de faire dans une première section.

2) Cette base des faits étant établie, il faudra ensuite se demander ce qu'il faut entendre par les mots « un territoire sans maître (*terra nullius*) » ? Le contenu de cette terminologie n'est pas, en effet, absolument clair. Nous nous attacherons à cet examen dans une deuxième section.

3) Dans une troisième section, enfin, on essaiera de dégager une réponse à la question posée.

### SECTION 1. – HISTOIRE DE LA COLONISATION DU SAHARA OCCIDENTAL, PAR L'ESPAGNE

#### Les Canaries et Ifni <sup>1</sup>

L'implantation coloniale espagnole en Afrique débuta par l'archipel des îles Canaries.

Dès le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, Espagnols et Portugais tentent de s'emparer des îles. Au XV<sup>e</sup> siècle, les rois de Castille parviendront à soumettre les îles. Les Portugais, par le traité signé à Alcaçovas en 1479, acceptèrent de renoncer aux Canaries au bénéfice de l'Espagne, en échange de la reconnaissance par l'Espagne que la route de Guinée appartenirait au Portugal.

En 1478, Diego García de Herrera, vassal des Rois Catholiques, établit sur la côte, face aux îles Canaries, une forteresse, qu'il confia à une importante garnison, et un comptoir commercial. L'endroit fut nommé Santa Cruz de Mar Pequeña. Par le traité de Cintra du 18 septembre 1509, les Portugais renoncèrent aux droits qu'ils alléguaient relativement à cette partie de la côte.

Aux alentours de 1524, la forteresse fut conquise par les tribus locales et le comptoir commercial disparut. Par l'article 8 du traité de paix du 26 avril 1860, signé à Tétouan par le Maroc et l'Espagne, S. M. marocaine s'engagea « à

<sup>1</sup> Voir Alfonso García-Gallo de Diego, *Los títulos jurídicos de la integración de los territorios africanos en la monarquía española*, Archivos del Instituto de estudios africanos, XVIII, n° 669, p. 57-70 ; Juan Bautista Vilar, *España en Argelia, Túnez, Ifni y Sahara, durante el siglo XIX*, Instituto de estudios africanos, Consejo superior de investigaciones científicas, Madrid, 1970.

concéder à perpétuité à S. M. Catholique, sur la côte de l'océan, près de Santa Cruz la Petite, le territoire suffisant pour la formation d'un établissement de pêche, comme celui que l'Espagne y possédait autrefois ».

Ce n'est qu'en 1877 que la commission chargée de déterminer la localisation de ce territoire se rendit sur place et choisit le territoire d'Ifni. Ce choix fut accepté après beaucoup d'atermoiements par le sultan du Maroc, le 20 octobre 1883. Ce n'est pourtant qu'en 1934 que l'Espagne allait occuper Ifni.

### L'intérêt de l'Espagne pour la côte saharienne

Comme l'écrit Vilar, l'Espagne avait un double intérêt pour les côtes sahariennes occidentales : la sécurité de l'archipel canarien et une meilleure exploitation des riches bancs de poissons proches de ce littoral <sup>1</sup>.

Dès 1856, un certain don Agustín Gomez de la Mata avait demandé l'autorisation au gouvernement d'y fonder une société de pêche canario-africaine, mais sans résultat. Un certain don Antonio Baeza n'eut pas plus de succès en 1875 <sup>2</sup>.

En 1881, la société « Pesquerías canario-africanas » décide d'ouvrir sur le littoral saharien quelques comptoirs qui serviraient de point d'appui pour ses navires et entreraient en relations commerciales avec les tribus de la région. En mars, elle établit un ponton à côté de la presqu'île de Río de Oro et, ainsi que le rapporte Vilar, parvint à ce qu'en septembre de la même année une délégation composée de trois notables sahraouis accepte de se rendre aux Canaries où, au nom de la tribu des Oulad Delim, maîtresse du secteur en question, et au nom des tribus fédérées ou tributaires des Oulad Delim, fut signé un traité dans lequel ils cédaient la péninsule de Río de Oro à la société, en échange de certaines compensations politico-économiques <sup>3</sup>.

L'établissement deux années plus tôt d'une factorerie britannique plus au nord, à cap Juby, ne fut sans doute pas étranger à ce qu'au surplus des études plus attentives de la côte saharienne soient ordonnées pas le gouvernement et réalisées par le capitaine de frégate don Pedro de la Puente en 1882 et 1885 <sup>4</sup>.

### Les groupes de pression. — le congrès espagnol de géographie coloniale et commerciale et la Société des africanistes et des partisans du système de la colonisation

En 1883 se réunit un congrès espagnol de géographie coloniale et commerciale. Plus de quatre cents personnes y participent, de milieux commerciaux, financiers et scientifiques <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Vilar, *op. cit.*, p. 103.

<sup>2</sup> José Guillermo R. Sánchez, *El Sáhara occidental*, Madrid, 1932.

<sup>3</sup> Vilar, *op. cit.*, p. 103-104.

<sup>4</sup> J. G. R. Sánchez, *op. cit.*, p. 3, et Vilar, *op. cit.*, p. 104. Voir aussi Cesáreo Fernández Duro, « Los derechos de España en la Costa del Sáhara discutidos por la sociedad de geografía de París », *Boletín de la Sociedad geográfica de Madrid*, t. XXI, janvier 1886, p. 54. Cet auteur cite les ouvrages suivants : Pedro de la Puente, capitán de fregata, *Informe sobre las pesquerías de los canarios en la costa de Africa*, publicado de Real orden, Madrid, 1882, et *Informe sobre la pesca en la Gran Canaria y en los bancos de Africa*, mandado publicar por Real orden, Madrid, 1885.

<sup>5</sup> Don Rafael Torres Campos, « L'Espagne en Afrique », *Revue de droit international et de législation comparée*, 1892, p. 441-475, spéc. p. 457.

Ce congrès décida de faire des explorations et de créer des établissements de civilisation (*estaciones civilizadoras*) à Río de Oro et de demander au gouvernement d'y établir, ainsi qu'au cap Blanc, des établissements militaires ou navals <sup>1</sup>.

Dans une résolution du 10 novembre, le congrès insiste sur la conservation des bancs de pêche, la protection des pêcheurs, la nécessité d'abris sur la côte dans les baies de Río de Oro, Cintra, et de l'Ouest ou del Galgo <sup>2</sup>. La résolution met en relief l'imminence de l'occupation étrangère <sup>3</sup> et l'intérêt qu'il y aurait à commercer avec les tribus de l'Adrar <sup>4</sup>. Le congrès créa aussi la Société des africanistes et des partisans du système de la colonisation, devenue ensuite la Société de géographie commerciale <sup>5</sup>. Cette société fut chargée de transmettre la résolution du 10 novembre 1883 au président du conseil des ministres qui, dans sa réponse verbale, déclara « que les particuliers commencent pas créer des intérêts sur la côte du Sahara et le gouvernement pensera alors à la forme de protection à leur accorder ». N'ayant pas obtenu le résultat escompté, la société décida d'occuper en son nom cet important territoire <sup>6</sup>.

### L'expédition d'Emilio Bonelli Hernando

La Société espagnole d'africanistes et colonialistes engagea un jeune géographe et arabisant de talent, Emilio Bonelli, pour effectuer l'expédition projetée. Celle-ci eut lieu en novembre 1884, à bord de la goélette de guerre *Ceres* commandée par don Pedro de la Puente. C'est donc comme représentant de la société que Bonelli fit son expédition <sup>7</sup>. Il prit possession de la côte entre le cap Bojador et le cap Blanc en établissant des comptoirs commerciaux à Río de Oro, Cintra et cap Blanc <sup>8</sup>. Au cap Blanc, Bonelli signa une convention, le 28 novembre, avec différents représentants de la tribu des Oulad Bou Sba, dont le chérif Sid Abd el Aziz Ouled el Mami, cheik de la tribu d'Oulad Sba (partie sud des Oulad Delim). Par cette convention, les représentants remettaient à Bonelli, « représentant de la Société espagnole des africanistes qui réside à Madrid, ville de S. M. le roi d'Espagne... », le territoire du cap Blanc « afin qu'il se trouve sous la protection et le gouvernement de S. M. le roi d'Espagne don Alfonse XII uniquement » <sup>9</sup>.

Dans la conférence qu'il fit à son retour à la Société de géographie de Madrid, le 7 avril 1885, Bonelli devait insister sur le fait que « dans toute cette région, il n'y aura que deux hommes qui jouissent d'autorité et de sympathie générale, Abd el Aziz Ould el Mami et Ahmed Ben Mohammed Ould el Aid dont l'amitié pourra

<sup>1</sup> Francisco Coello, « Territorios adquiridos para España por la Sociedad española de africanistas y colonistas en la costa occidental de Africa », *Boletín de la Sociedad geográfica de Madrid*, vol. XVIII, 1885, nos 5-6, mai-juin, p. 358.

<sup>2</sup> Francisco Coello, *op. cit.*, p. 376.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 377.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 378.

<sup>5</sup> Torres Campos, *op. cit.*, p. 457.

<sup>6</sup> F. Coello, *op. cit.*, p. 379.

<sup>7</sup> Voir le récit dans don Emilio Bonelli, « Nuevos territorios españoles de la Costa del Sáhara » (conférence du 7 avril 1885), *Boletín de la Sociedad geográfica de Madrid*, XVIII, nos 5-6, mai-juin 1885, p. 333-351.

<sup>8</sup> Il s'agissait de petites maisons préfabriquées amenées d'Espagne. Celles de Río de Oro étaient protégées par la goélette *Ines* et celles de cap Blanc par le ponton *Libertad*. (Vilar, *op. cit.*, p. 105). Cette dernière était d'ailleurs installée en réalité au faux cap Blanc. Voir *infra*.

<sup>9</sup> Voir texte en annexe I.

être très utile <sup>1</sup> ». On aura remarqué que c'est au nom de l'un d'entre eux, l'émir de l'Adrar, que fut signé le traité du 28 novembre 1884.

Y a-t-il eu d'autres traités que celui du 28 novembre 1884 ? C'est ce qui semble résulter de l'exposé des motifs de l'ordre royal du 26 décembre 1884 (voir *infra*), mais celui du 28 novembre 1884 fut le seul qu'Olivart put trouver à l'époque dans les archives du ministère <sup>2</sup>.

### La prise en compte du protectorat par l'Espagne

Dès le retour de l'expédition à Madrid, la société s'employa à obtenir la prise en compte par l'Etat espagnol du protectorat établi par Bonelli.

Par un ordre royal du 26 décembre 1884, une circulaire fut adressée à tous les représentants du Roi à l'étranger, les chargeant de notifier le protectorat de l'Espagne sur les territoires de la côte occidentale de l'Afrique compris entre la baie de l'Ouest (*bahia del Oeste*) et le cap Bojador <sup>3</sup>. On notera en particulier que la zone sur laquelle s'étend le protectorat espagnol n'est pas définie en profondeur, mais simplement en distance le long de la côte, soit de la latitude de cap Bojador (lat. 26° 8' N.) à celle de la baie de l'Ouest (lat. 20° 51' N.). Seules la Grande-Bretagne et la France firent des réserves <sup>4</sup>.

Paris fit remarquer que les limites méridionales du nouveau territoire espagnol contigu à la possession française de Mauritanie (Sénégal) devraient être fixées par les deux parties conjointement. La réserve de Londres fut levée une fois informée que l'Espagne assurerait aux étrangers — en particulier aux Anglais de cap Juby — la liberté de commerce et de pêche dans cette possession pendant vingt ans, conformément à ce qui avait été décidé par la conférence de Berlin de 1885 <sup>5</sup>.

Si les possessions espagnoles étaient limitées au sud par l'existence de possessions françaises, il ne semble pas que l'Espagne ait eu la moindre conscience d'une limitation analogue pour le nord, sous réserve de l'implantation britannique à cap Juby. En effet, Bonelli dans sa conférence précitée, exprimait le vœu que l'on étende les possessions espagnoles au-delà de cap Bojador, jusqu'au Maroc, dont il fixait la limite sud à Santa Cruz de Agadir. Il se disait cependant conscient de l'énormité de l'entreprise <sup>6</sup>.

En mars 1885, la factorerie établie sur la péninsule de Río de Oro fut attaquée par les tribus voisines et les rescapés s'enfuirent aux Canaries. En juin, le Gouvernement espagnol envoya un détachement militaire commandé par le capitaine don José Chacón pour rétablir l'ordre et permettre un nouveau départ au comptoir commercial <sup>7</sup>.

Le 10 juillet fut proclamé un décret royal nommant, pour le territoire mis sous protectorat espagnol, un commissaire royal. Selon l'article 4 du décret, le commissaire royal :

<sup>1</sup> Bonelli, *op. cit.*, BSGM, 1885, p. 351.

<sup>2</sup> Voir Olivart, marquis de, *Colección de los tratados, convenios y documentos internacionales*, volume 9 de la collection complète, *Regencia de doña Maria Cristina*, vol. I, 1885, 26 novembre 1890, p. 500, note 2.

<sup>3</sup> Voir texte en annexe II.

<sup>4</sup> Voir en annexe III les textes de la notification espagnole et de la réponse anglaise.

<sup>5</sup> Vilar, *op. cit.*, p. 106.

<sup>6</sup> Bonelli, *op. cit.*, p. 342.

<sup>7</sup> J. G. R. Sánchez, *op. cit.*, p. 4.

« Aura en outre la faculté de conclure des traités avec les indigènes, ainsi que de prendre possession des terrains (*terrenos*) qui n'ont pas de propriétaire (*dueño*) connu, en rendant compte dans les deux cas au gouvernement pour due approbation. »<sup>1</sup>

C'est Bonelli qui fut choisi comme commissaire royal et qui, installé à Rio de Oro, organisa deux voyages en septembre et novembre 1885 pour reprendre contact avec les tribus indigènes et leur démontrer « la sincérité des positions espagnoles en faveur du développement commercial et le grand intérêt apporté à la formation d'un port qui satisferait les besoins de cette vaste région »<sup>2</sup>. Il obtint aussi l'indemnisation des victimes des incidents de mars 1885<sup>3</sup>.

Au cours de ces deux voyages, des contacts furent noués avec des représentants des tribus de Bou-Amar, Oulad Delim, Oulad Tsiderarin et Erguibat. En particulier, des rencontres fructueuses eurent lieu avec Saad Bou, frère du cheik Ma el Aïnin, et avec le cheik Ould el Aïda entouré d'un très grand nombre de représentants de tribus voisines venus le féliciter<sup>4</sup>.

### L'expédition d'Alvarez Pérez et de Campos Moles dans le Tekna et la Saquiet el Hamra

La Société de géographie de Madrid organisa une nouvelle expédition, cette fois pour explorer et prendre possession des territoires entre le cap Bojador et l'oued Draa. Elle choisit à cette fin don José Alvarez Pérez, ancien consul d'Espagne à Mogador et grand connaisseur du Sous et du Noun<sup>5</sup>.

L'expédition reconnut ainsi le port d'Ouina ou Meano, Aryila ou Puerto Cansado, la factorerie anglaise établie à cap Jubu, la crique des Matas de los Majoreros et l'embouchure de la Saquiet el Hamra.

En cours de route, Alvarez Pérez passa des traités avec plusieurs chefs indigènes afin d'établir le protectorat de l'Espagne sur tout le littoral entre l'oued Draa et le cap Bojador et une partie de l'intérieur, en particulier le bassin de la Saquiet el Hamra<sup>6</sup>.

Dans la brève relation de son voyage qu'il fit dans la *Revista de geografía comercial*<sup>7</sup>, José Alvarez Pérez explique ce qui suit :

« Les tribus avec lesquelles j'entrai en relation sont : 1) les Beni Zorquin ou Izarguin, proches de la côte ; 2) les Ait Mousa-ou-Ali qui habitent l'intérieur.

Les limites de leur territoire sont, du nord au sud, le fleuve Chebaika et le

<sup>1</sup> Voir texte en annexe IV.

<sup>2</sup> E. Bonelli, « Viajes al interior del Sáhara », *Boletín de la Sociedad geográfica de Madrid*, t. XXI, n°s 5-6, novembre et décembre 1886, p. 324-338, spéc. p. 333.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 335.

<sup>4</sup> E. Bonelli, *op. cit.*, p. 335. Selon J. B. Vilar, *op. cit.*, p. 107, pendant leur voyage, les représentants de l'Espagne reçurent l'hommage de la majorité des tribus rencontrées : Oulad Delim, Oulad Xuij, Skarna du Tiris, Berik Al Lah, Erguibat du Sahel et Oulad Bou Sba, des Imeragen, Menasir, Lammia, Fuicat et autres tribus adonnées à la pêche comme des Oulad Tidrarin tributaires des Oulad Delim.

<sup>5</sup> J. B. Vilar, *op. cit.*, p. 111.

<sup>6</sup> Don Francisco Coello, « Sumaria relación de los viajes y exploraciones hechos por los españoles en el presente siglo », *Boletín de la Sociedad geográfica de Madrid*, t. XXX, n° 4, avril 1891, p. 177-186, spéc. p. 179. Le même article est reproduit dans la *Revista de geografía comercial*, 6<sup>e</sup> année, avril 1891, n° 92, p. 115 et suiv.

<sup>7</sup> « Expedición al Sáhara — En el Seguía-El-Hamra », *Revista de geografía comercial*, 2<sup>e</sup> année, 1<sup>er</sup> novembre 1886-31 janvier 1887, n°s 25 à 30, p. 8-10.

cap Bojador, et de l'ouest à l'est, l'Atlantique et les affluents les plus orientaux de la Saguia-el-Hamra, même proche de Tindouf. Les chefs respectifs de ces tribus, à savoir Embark-ben-Mohammed et Mohammed-ben-Belall, manifestèrent le désir le plus vif de voir s'établir des établissements commerciaux à Matas de los Majoreros et à Boca del Meano, et d'étendre les relations avec les habitants des Canaries dont ils ont une connaissance circonstanciée à cause du commerce qui, depuis des siècles — même s'il est d'une importance réduite — est entretenu avec les pêcheurs de l'archipel. A cet effet, les chefs émirent l'idée d'un traité solennel qui les rendrait compatriotes des Canariens.

Ayant admis cette idée conditionnellement, c'est-à-dire sous réserve de ce qu'accorderont, le moment voulu, la Société que je représentais et le Gouvernement de la nation, nous convînmes de certaines bases, et pour les revêtir de la solennité ils chargèrent Mohammed-ben-Ali, de la tribu des Beni Zorquin qui se transporta avec moi, dans une des trois goélettes qui étaient au service de l'expédition (*el Arico*), à l'île de Lanzarote. Là nous établimes, devant le notaire don Antonio M. Manrique, un traité de commerce et de protection. »<sup>1</sup>

Par ce traité — dont on trouvera le texte ci-après en annexe IV *bis* — les deux chefs, au nom de leurs tribus, se plaçaient sous la protection de la Société espagnole de géographie commerciale et acceptaient d'avance celle du Gouvernement espagnol, si celui-ci voulait bien la leur accorder. La société s'engageait à payer aux chefs un traitement mensuel de quinze duros en échange de la défense par ceux-ci des magasins de la société.

Alvarez Pérez établit, en effet, une factorerie à Jouinetz Alioua, Ouina o' Meano, mais elle devait être abandonnée quelque temps après<sup>2</sup>.

Quoi qu'il en soit de cette expédition, le Gouvernement espagnol de Sagasta refusa d'établir sur la région un protectorat et, partant, de le notifier aux puissances<sup>3</sup>.

Torres Campos prétend que le Gouvernement espagnol aurait accepté (vers 1894) l'acquisition de ce territoire, en donnant des instructions au ministre d'Espagne à Bruxelles pour qu'il soutienne les droits de l'Espagne à Bruxelles devant l'Association africaine de la Croix-Rouge<sup>4</sup>. Cette information est isolée et au demeurant non confirmée.

### La mission Cervera-Quiroga-Rizzo

C'est encore la Société espagnole de géographie commerciale qui va organiser la troisième expédition avec charge, cette fois, de pénétrer dans le désert du Sahara et traiter avec les maîtres de l'Adrar Tmar. L'équipe était composée du capitaine ingénieur don Julio Cervera y Baviera, le docteur Francisco Quiroga y Rodriguez, spécialiste de sciences naturelles, don Felipe Rizzo y Ramirez, arabisant, ancien consul au Maroc, et El Haj Abd el Kader el Ajdar. Ils arrivèrent le

<sup>1</sup> Voir aussi F. de la Chapelle, « Les Tekna du Sud marocain », *Afrique française*, novembre 1933, p. 643-644 ; Sánchez (*op. cit.*, p. 5) situe ces événements en mai 1886 ; D. F. Coello, « Sumaria », *op. cit.*, p. 179.

<sup>2</sup> J. B. Vilar, *op. cit.*, p. 112.

<sup>3</sup> J. B. Vilar, *ibid.*, et Frank E. Trout, *Morocco's Saharian Frontiers*, Genève, éditions Droz, 1969, p. 152 en note.

<sup>4</sup> Don Rafael Torres Campos, dans un article au *Boletín de la Sociedad geográfica de Madrid* : « El abandono de Río de Oro », t. XXXVI, n°s 9-10, septembre-octobre 1894, p. 369.



14 mai 1886 à Río de Oro où ils restèrent quelques semaines. En juillet, ils prirent la direction de la sebkha d'Idjil en traversant le Tiris <sup>1</sup>.

A Idjil étaient convoqués les chefs de tribus Oulad Bou Sba, Oulad Xuij, Oulad Mousa, Erguibat, Oulad Delim, qui contrôlaient Idjil, le Tiris, l'Adrar Soutouf et autres régions du Río de Oro.

Le 12 juillet 1886 fut signé un traité engageant toutes les tribus et déclarant notamment :

« Tous les territoires compris entre la côte des possessions espagnoles de l'Atlantique, cap Bojador à cap Blanc, et la limite occidentale de l'Adrar appartiennent à l'Espagne à partir d'aujourd'hui. » <sup>2</sup>

Le même jour et au même endroit, un second traité était passé avec le puissant émir de l'Adrar, Ahmed Ben Mohammed Ould Aïdda, chef de la tribu de Yehya-ou-Azmén, accompagné des principaux dignitaires de sa cour. Par ce traité était reconnue la souveraineté de l'Espagne sur tout le territoire de l'Adrar Tmar dont les limites étaient précisées. L'Emir sollicitait du Gouvernement espagnol l'usage d'un sceau spécial pour authentifier les documents et la correspondance officielle qu'il aurait à entretenir dans l'avenir avec les autorités espagnoles <sup>3</sup>.

Un troisième traité fut passé à Dmiset dans le Tiris. Par ce dernier traité, le puissant cheik Sidi Bechir, en son nom propre et au nom d'autres chefs de tribus, faisait soumission à l'Espagne et convenait d'un accord commercial exclusif avec elle <sup>4</sup>.

Bien que cette expédition avait été entreprise avec l'appui du gouvernement <sup>5</sup>, le cabinet Sagasta, comme il l'avait fait pour la mission Alvarez Pérez, ne voulut pas entendre parler de la possibilité d'étendre les possessions espagnoles au Sahara occidental, craignant sans doute que cela n'entraîne des frais, de nouvelles responsabilités ou des complications internationales <sup>6</sup>. En conséquence, les traités d'Idjil ne reçurent pas la sanction gouvernementale ; ils ne furent pas publiés dans la *Gaceta* officielle ; ils ne furent pas notifiés aux puissances <sup>7</sup> comme l'exigeait l'article 34 de l'acte général de Berlin du 26 février 1885, qui posait les conditions à remplir pour que les occupations nouvelles sur les côtes du continent africain soient considérées comme effectives <sup>8</sup>. Si l'Espagne avait procédé à de telles notifications, elle se serait trouvée à la tête d'un territoire particulièrement vaste au Sahara. Elle n'en fit rien.

Rien ne devait modifier son attitude dans les années qui suivirent. Un décret du 6 avril 1887 traitant des territoires de la côte du Sahara se réfère aux mêmes indications géographiques que celles du décret du 26 décembre 1884 <sup>9</sup>.

La notice géographique et statistique sur l'Espagne, publiée par la direction générale de l'Institut de géographie et de statistique à Madrid, en 1888, limite

<sup>1</sup> Voir pour le récit de l'expédition : Julio Cervera Baviera, « Expedición al Sáhara - De Río de Oro a Iyil », *Revista de geografía comercial*, 2<sup>e</sup> année, 1<sup>er</sup> novembre 1886-31 janvier 1887, nos 25 à 30, p. 1-8. Voir aussi J. B. Vilar, *op. cit.*, p. 113-114.

<sup>2</sup> Voir la traduction française de ce traité (original arabe) en annexe V.

<sup>3</sup> R. B., « Sáhara occidental y Guinea », *Revista de geografía colonial y mercantil*, 4<sup>e</sup> année, no 5, 1900, t. I, no 29, p. 542.

<sup>4</sup> D. R. Torres Campos, *op. cit.*, *RDILC*, 1892, p. 463.

<sup>5</sup> J. B. Vilar, *op. cit.*, p. 120.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 121.

<sup>7</sup> Voir ci-dessous, section 2.

<sup>8</sup> Un extrait du texte paru dans la *Gaceta de Madrid* du 7 avril 1887 est reproduit dans Hertslet, *op. cit.*, vol. III, p. 1164. Voir texte espagnol du décret et la critique très vive qui est faite de ce dernier dans la *Revista de geografía comercial*, 2<sup>e</sup> année, 30 avril 1887, no 36, p. 250.

aussi le protectorat espagnol à la côte occidentale de l'Afrique du cap Bojador à la baie de l'Ouest (cap Blanc) <sup>1</sup>.

Le 6 février 1889, la Société de géographie commerciale envoya une supplique au ministre d'Etat pour qu'il accepte les traités signés par Alvarez Pérez, notifiant cette prise de possession aux puissances, établisse son protectorat entre cap Bojador et la frontière méridionale du Maroc et installe un détachement à la Ouina <sup>2</sup>.

Le gouvernement ne répond à aucune de ces sollicitations.

Bien plus, les membres de la Société de géographie se plaignent de l'état d'abandon dans lequel se trouve la factorerie de Río de Oro, tombée en décadence depuis la renonciation par Bonelli de sa charge de commissaire royal <sup>3</sup>.

La Société géographique de Madrid et la Société espagnole de géographie commerciale adressèrent au ministre d'Etat, le 14 mai 1892, une lettre signée de Francisco Coello transmettant à nouveau les traités d'Idjil et attirant l'attention du ministre sur le danger que les Français ne nient les droits de l'Espagne sur l'Adrar. Une communication de M. Fabert, dont il sera question ci-dessous, leur paraissait inquiétante. Les sociétés demandaient au gouvernement de remettre au sultan de l'Adrar le sceau officiel qu'il avait sollicité <sup>4</sup>. Cette demande n'eut pas plus d'effet que les autres.

Par un traité du 13 mars 1895 passé entre la Grande-Bretagne et le Maroc, la Grande-Bretagne vend au Maroc les établissements de la North West Africa Company situés à cap Juby. Dans ce traité, la Grande-Bretagne déclare que tous les terrains qui sont entre l'oued Draa et le cap Bojador appartiennent au territoire du Maroc <sup>5</sup>.

Il ne semble pas que l'Espagne ait réagi.

Fin avril 1895, le *Heraldo* annonça qu'une convention avait été signée entre le directeur de la factorerie espagnole de Río de Oro et le chef de la tribu des Oulad Delim. Selon cette convention, le chef aurait reconnu le protectorat de l'Espagne et l'autorité du gouverneur de Río de Oro ; il promettait de protéger les relations entre les indigènes et les Espagnols, d'indemniser les dommages que pourraient causer ses sujets et de les châtier sévèrement et de livrer ceux qui portent les armes contre les Espagnols <sup>6</sup>.

En 1897, le roi Alphonse XIII fit remettre au cheik Ma el Aïnin des cadeaux, en réponse de quoi le cheik réitéra son adhésion à l'Espagne <sup>7</sup>. En cette même année, des représentations des Tsiderarin, Erguibat, Arroussiyyin, Oulad Delim, Azraqin et Oulad Sba confirmèrent également leur attachement à l'Espagne <sup>8</sup>.

<sup>1</sup> Cité par D. R. Torres Campos, *op. cit.*, *RDILC*, 1892, p. 448.

<sup>2</sup> *Revista de geografía comercial*, 4<sup>e</sup> année, 15 février 1889, n° 63, p. 170. Voir aussi le long article, dans le même sens, dans le numéro 64 de cette revue qui insiste pour que le protectorat soit établi de l'oued Draa au cap Bojador, sur base des traités passés par Alvarez Pérez (p. 181 et suiv.).

<sup>3</sup> Don Eduardo Lucini, « La factoria de Río de Oro », conférence du 12 avril 1892, *BSGM*, XXXIII, 1892, p. 85-114, spéc. p. 90-92.

<sup>4</sup> Cette lettre est reproduite au *BSGM*, XXXIII, 1892, p. 80-84, et dans la *Revista de geografía comercial*, 7<sup>e</sup> année, avril-mai et juin 1892, n°s 104-105-106, p. 261-262.

<sup>5</sup> Voir le texte de cet accord en annexe VII.

<sup>6</sup> Don Martín Ferreira, « Memoria acerca de los progresos geográficos leida en la junta general de 28 de Mayo de 1895 », *BSGM*, XXXVII, n°s 7-9, juillet-septembre 1895, p. 268. Même information dans la *Revista de geografía comercial*, 11<sup>e</sup> année, mars-mai 1895, n°s 139-141, p. 175.

<sup>7</sup> Sáhara español, « La factoria de Río de Oro », *Revista de geografía colonial y mercantil*, 1<sup>re</sup> année, n° 8, 1897, p. 137.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 138.

### Constatations sur la politique coloniale de l'Espagne de 1885 à 1900

De cette période qui s'étend de 1885 à 1900, on peut donc conclure que l'Espagne a eu une politique coloniale très timide :

- 1) Elle se borne à invoquer un *protectorat* (*real orden* du 26 décembre 1884, notification aux puissances, *real decreto* du 10 juillet 1885).  
A la fin 1885, répondant à une question parlementaire, le président du Conseil Sagasta insista sur le fait que le Río de Oro n'était qu'un *protectorat*, une zone d'influence qui ne pouvait être considérée comme territoire de souveraineté espagnole, si ce n'est de façon bien diffuse <sup>1</sup>. Le 24 juin 1887, le président répéta, à la suite d'une interpellation au Parlement, que « l'Espagne exerce le protectorat dans ce territoire, sans que pour autant celui-ci fasse partie de la nation espagnole » <sup>2</sup>.
- 2) Elle se limite à la bande côtière de cap Bojador à cap Blanc, en dépit des traités passés avec les tribus de l'intérieur et des pressions de divers milieux d'affaires.
- 3) Les factoreries installées sur la côte végètent <sup>3</sup>, et aucune occupation de l'intérieur n'a lieu.
- 4) Rien n'est fait pour étendre les possessions espagnoles au nord de cap Bojador jusqu'à la frontière marocaine en dépit des accords passés avec les tribus.
- 5) Jusqu'à cette date, le contentieux avec la France à propos de la frontière sud et est du Río de Oro n'est pas entièrement vidé.

#### La question du cap Blanc

Pourtant dès 1885 la question de l'appartenance du cap Blanc et de la baie du Lévrier allait être posée par divers géographes français <sup>4</sup> auxquels répondirent leurs collègues espagnols <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> J. B. Vilar, *op. cit.*, p. 109-110.

<sup>2</sup> *Revista de geografía comercial*, 2<sup>e</sup> année, Madrid, 30 juin 1887, n° 40, p. 347.

<sup>3</sup> Encore en 1900, la Société géographique de Madrid se plaint de l'inactivité à Río de Oro du Gouvernement espagnol qui ne fait rien pour développer la factorerie qui reste d'initiative privée, sauf à la protéger par un détachement militaire, *Revista de geografía colonial y mercantil*, 4<sup>e</sup> année, n° 2, 1900, p. 489-491.

<sup>4</sup> Chronologiquement : A. Merle, « L'Angleterre, l'Espagne et la France à propos de l'île d'Arguin », *Revue de géographie*, Paris, t. XVI, janvier-juin 1885, p. 169-177 ; H. Duveyrier, « L'Espagne en Afrique », communication à la Société de géographie de Paris, séance du 6 novembre 1885, *Comptes rendus de la Société de géographie*, 1885, n° 16, p. 517-519 ; A. Merle, « Sur certains droits de la France en Afrique (côte occidentale). Lettre à M. Henry Duveyrier », communication à la séance du 4 décembre 1885, *Comptes rendus de la Société de géographie*, 1885, n° 19-20, p. 634-640 ; Romanet du Caillaud, « Les droits de la France sur le golfe d'Arguin et notamment sur la baie du Lévrier », *Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris*, 1885-1886, p. 162-163 ; A. Merle, « La question du cap Blanc », *Revue de géographie*, Paris, mars 1886, p. 183-191 ; « Le litige franco-espagnol », *Bulletin de la Société géographique commerciale*, Paris, 1887-1888, vol. X, p. 754.

<sup>5</sup> Don C. Fernandez Duro, « Los derechos de España en la Costa del Sáhara discutidos por la Sociedad de geografía de Paris », *BSGM*, XXI, janvier 1886, p. 42-61 ; R. Torres Campos, « L'Espagne en Afrique », *RDILC*, 1892, p. 441-475 ; « Cabo Blanco del Sáhara. Litigio entre España y Francia », *Revista de geografía comercial*, t. II, n° 12 à 15, p. 216-219.

Dès mars 1885, M. Albert Merle expliquait que l'intérêt de la colonisation algérienne exigeait la création d'un poste de commerce sur la côte au-dessus du cap Bojador. Mais en attendant il proposait de réactiver l'établissement français de l'île d'Arguin. Il rappelait que la France avait été remise en possession de tous les établissements sur cette partie de la côte occidentale de l'Afrique par le traité de paix du 3 septembre 1783 avec la Grande-Bretagne, dont l'article 6 était ainsi conçu :

« Le roi de la Grande-Bretagne cède en toute propriété et garantie à S. M. Très Chrétienne, la rivière du Sénégal et ses dépendances, avec les ports de Saint-Louis, de Podor, de Galam, Arguin et Portendick... »

Il ajoutait que l'érection d'un phare au cap Blanc contribuerait à assurer la sécurité de ces parages<sup>1</sup>.

Le 6 novembre 1885, ce fut M. Henry Duveyrier qui attira l'attention de la Société de géographie de Paris sur l'expédition Bonelli et le décret espagnol du 26 décembre 1884. Il protestait contre l'inclusion dans la zone de protectorat espagnol de cap Blanc et de la côte est de la baie du Lévrier jusqu'à 20° 26' de latitude nord. Il invoquait les titres historiques de la France sur le cap et la baie : lettres patentes de Louis XIV à la Compagnie du Sénégal en 1681 réduites en 1685, etc.<sup>2</sup>.

La Société de géographie de Paris décida de transmettre cette communication au ministre des affaires étrangères et à celui de la marine<sup>3</sup>.

Le ministre des affaires étrangères remercia la société de cette communication, en ajoutant qu'il ne l'avait pas attendue pour se préoccuper de la situation qu'on lui signalait<sup>4</sup>. En effet, les documents diplomatiques français<sup>5</sup> révèlent que dès septembre 1884 le ministère de la marine et celui des affaires étrangères s'interrogeaient sur les mesures à prendre pour protéger les droits de la France.

Après avoir reçu la notification de Madrid proclamant le protectorat espagnol jusqu'à la baie de l'Ouest, Jules Ferry, dans une note du 13 janvier 1885, écrit ce qui suit au ministre de la marine :

« Nos droits territoriaux étaient incontestables pour la partie de la côte située au sud du cap Blanc, nous ne pouvions au nord de ce point, à défaut de titre formel, n'invoquer qu'une présomption résultant d'une commune renommée. Telles étaient notamment vos conclusions l'an dernier quand nous avons eu à répondre aux Etats-Unis d'Amérique qui sollicitaient pour un compatriote l'autorisation de fonder une pêcherie au cap Blanc. »<sup>6</sup>

Le ministre de la marine, pour sa part, dans une lettre du 27 janvier 1885, reconnaissait :

« Nous ne pouvons invoquer l'existence de traités ou de conventions conclus avec les chefs de ladite côte de nature à infirmer la valeur de ceux qui, d'après les informations fournies par M. Belle, dans sa lettre du

<sup>1</sup> A. Merle, *op. cit.*, RG, 1885, p. 173-174 et 176.

<sup>2</sup> H. Duveyrier, *op. cit.*, CRSG, 1885, p. 517-518.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 519.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 610.

<sup>5</sup> Ministère des affaires étrangères de France, *Mémoires et documents, Afrique, « Délimitation franco-espagnole dans l'Afrique occidentale »*, I, 1860-1885, correspondances diverses.

<sup>6</sup> Folio 253 ; voir aussi folio 255.

19 décembre dernier, auraient été passés par la Société espagnole africaine. »<sup>1</sup>

Désireux de s'assurer que les Espagnols ne s'étaient pas installés sur le cap Blanc lui-même ou plus au sud, notamment à l'île d'Arguin, le gouverneur du Sénégal et dépendances fit reconnaître les endroits occupés par un avis de l'Etat, *Le Héron*<sup>2</sup>. Le rapport du capitaine rassura les autorités françaises :

« Le cap Blanc m'a paru absolument désert, on n'y voit nulle trace d'une habitation quelconque. Quant à l'île d'Arguin, je me suis convaincu que non seulement elle n'est pas occupée ni actuellement habitée... En revanche sur le faux cap à neuf milles dans l'ouest-nord-ouest du cap blanc, s'élève une maisonnette en pierre et le drapeau espagnol en dehors des limites de nos possessions. »<sup>3</sup>

Pour justifier que le cap Blanc et la côte au sud jusqu'au Sénégal appartenaient à la France, le ministère de la marine invoquait non seulement les titres découlant de traités internationaux avec les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, mais encore ceux issus des traités particuliers passés avec les chefs de tribus ou « rois indigènes » les 29 juillet 1717, 6 mars 1723, 5 mai 1773 et 8 juin 1873 par le directeur général de la Compagnie du Sénégal<sup>4</sup>.

Le Gouvernement français fit donc savoir au Gouvernement espagnol que les revendications françaises comprenaient expressément la baie du Lévrier, au même titre que la baie d'Arguin<sup>5</sup>.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1885, la France proposa de confier à une commission mixte franco-espagnole l'étude des délimitations des possessions françaises et espagnoles respectives en Guinée et au Sahara occidental. L'Espagne accepta<sup>6</sup>. La commission interrompit ses travaux en 1888, les reprit en 1891 pour les arrêter à nouveau en 1892<sup>7</sup>.

C'est pendant cette période que les Espagnols acceptèrent que le cap Blanc soit divisé en deux, laissant la totalité de la baie du Lévrier à la France<sup>8</sup>, quoique la chose ne devait être mise noir sur blanc que par le traité du 27 juin 1900.

Le projet de limitation dans le cap Blanc était le suivant :

« Une ligne qui partant du point indiqué par la carte annexée à la présente convention sur la côte occidentale de la péninsule du cap Blanc entre l'extrémité de ce cap et la baie de l'Ouest gagnera le milieu de ladite péninsule, puis en partageant celle-ci par moitié, autant que le permettra le terrain, remontera au nord jusqu'au point de rencontre avec le parallèle 21° 20' de latitude nord. »<sup>9</sup>

<sup>1</sup> Folio 260.

<sup>2</sup> Folio 262. Voir aussi *La Gironde*, 6 janvier 1885, cité par A. Merle, *op. cit.*, RG, 1886, p. 184. S'agit-il aussi du navire de guerre qui aurait été envoyé par la France en vue de s'assurer de l'effectivité du protectorat espagnol auquel R. Torres Campos fait allusion, *op. cit.*, BSGM, 1894, p. 368 ?

<sup>3</sup> Lettre du 12 décembre 1884, folio 265.

<sup>4</sup> Folio 283, lettre du 27 mai 1885 de la marine aux affaires étrangères.

<sup>5</sup> Folio 336.

<sup>6</sup> Folio 359.

<sup>7</sup> J. B. Vilar, *op. cit.*, p. 121.

<sup>8</sup> Ministère des affaires étrangères de France, *Mémoires et documents, Afrique, « Délimitation franco-espagnole dans l'Afrique occidentale »*, 2, correspondances diverses, t. 98. Voir en particulier folio 37.

<sup>9</sup> Ministère des affaires étrangères de France, *op. cit.*, folio 37.

Il semble que ce soit au courant des négociations de 1891 que les commissaires espagnols aient admis que la limite des possessions franco-espagnoles au sud du Río de Oro serait le parallèle 21° 20' <sup>1</sup>.

Dans une note au ministre français des affaires étrangères du 26 février 1900, préparée par ses services, on trouve le résumé suivant des négociations de 1891 :

« Le différend concernant la région du cap Blanc, après avoir occupé les treize premières séances des conférences de 1886, a été l'objet d'un arrangement rédigé en projet au commencement des conférences de 1891. La rédaction adoptée divise dans la longueur, entre les deux gouvernements, la péninsule du cap Blanc. La limite rejoint ensuite le parallèle 21° 20' de latitude nord et se continue dans l'intérieur le long de ce parallèle.

La remarque ayant été faite qu'aucune stipulation n'intervenait pour la fixation de la limite à l'intérieur, la commission constata que son mandat n'avait trait qu'à la délimitation sur la côte et ne lui conférait pas le pouvoir d'examiner d'autres questions. Mais il faut entendre que la limite en latitude ne pouvait être autre que celle du parallèle 21° 20', les dispositions complémentaires qui pouvaient être introduites plus tard dans l'arrangement ne pouvant porter que sur les extensions en longitude. » <sup>2</sup>

### La question de l'Adrar

A la séance du 4 mars 1892 de la Société de géographie de Paris, M. Léon Fabert fit une communication relative à son voyage au pays des Maures Trarza et au Sahara sud-occidental, au cours duquel il avait

« écrit au jeune roi de l'Adrar, Ahmed Ould Soueyd Ahmed Ould Aïda, pour lui proposer l'amitié et l'alliance exclusive des Français. Le roi, qui n'est qu'à trois ou quatre jours de marche, mais qui est en guerre avec les Maures l'Dowicheo, répond favorablement sur toutes les questions. Il déclare qu'il recevra les visiteurs quand le pays sera pacifié. » <sup>3</sup>

Dans une lettre qu'il adressa au ministre d'Etat, Francisco Coello, président de la Société de géographie de Madrid, attira l'attention du Gouvernement espagnol sur le voyage de M. Léon Fabert et sa lettre au jeune roi de l'Adrar et sur la négation des droits de l'Espagne qu'ils impliquaient <sup>4</sup>.

Les inquiétudes espagnoles se précisèrent car, le 26 octobre 1892, le sous-secrétaire du ministère d'Etat, Ferraz, demanda au duc de Mandas, ambassadeur d'Espagne à Paris, de vérifier l'exactitude d'une information du journal *Le*

<sup>1</sup> Protocole n° 39, 16 février 1891, cité par León y Castillo, *Documentos diplomáticos, Legislación de 1900*, Madrid, Tip. Suc. Rivadeneyra, 1900, 75 pages et une carte, « Negociación con Francia para celebrar un tratado de límites entre las posesiones españolas y francesas en la costa occidental de Africa », doc. n° 33, et J. B. Vilar, *op. cit.*, p. 124.

<sup>2</sup> Ministère des affaires étrangères de France, *Dossier général 1900*, II, « Afrique équatoriale, Contestations franco-espagnoles », 5, folio 34 bis (manuscrit) et 51 (dactylographié). Le numéro 93 de la *Revista de geografía comercial* (mai 1891, p. 124) faisait remarquer qu'adopter le parallèle 21° 21' c'était perdre la plus grande partie de l'Adrar.

<sup>3</sup> L. Fabert, « Le pays des Maures Trarzas et le Sahara occidental », séance du 4 mars 1892, *Comptes rendus de la Société de géographie*, 1892, n° 5, p. 109-111.

<sup>4</sup> *BSGM*, XXXIII, 1892, p. 83.

*Temps*, reprise par *El Imparcial*, dans laquelle il était question d'un traité souscrit entre la France et les chefs de l'Adrar <sup>1</sup>. L'information était exacte.

Dans une lettre adressée le 17 février 1892 au ministre français des affaires étrangères, Léon Fabert insistait sur l'intérêt pour la France de l'Adrar et le danger des initiatives espagnoles qui avaient fait une « tentative directe auprès du cheik de l'Adrar, mais que cette tentative n'avait provisoirement pas abouti » <sup>2</sup>. Après avoir rappelé l'échec de Faidherbe en 1860, qui avait cherché à faire un traité avec l'Adrar et y avait expédié sans succès le capitaine Vincent, Léon Fabert expliquait : « Les gens de l'Adrar très indépendants et très braves redoutent une invasion européenne. Le traité que je leur ai fait accepter est le maximum de ce que l'on pouvait obtenir. » <sup>2</sup>

Ce traité, dont on trouvera le texte en annexe VI, fut signé le 20 octobre 1891 par l'émir de l'Adrar. Il se rapproche plus d'un traité de commerce que d'un traité de protectorat en bonne et due forme. La souveraineté de l'Emir est à peine entamée.

Ce traité fut signé à nouveau par l'émir de l'Adrar en 1892, pour en assurer la parfaite authenticité <sup>3</sup>, et par le président de la République française le 10 juin 1893. Il fut ratifié par ce dernier par un décret du 7 juillet 1893 <sup>4</sup> et cette ratification fut communiquée à l'Emir <sup>5</sup>.

Lorsque à la fin octobre 1892 le duc de Mandas, ambassadeur d'Espagne à Paris, demande des explications, il fut éconduit, selon Vilar, de la manière suivante :

« Mandas eut une entrevue avec M. Ribot, alors titulaire du Quai d'Orsay, et loin de formuler une protestation quelconque finit par reconnaître que si le territoire en question se trouvait au sud du parallèle 21° 20' il n'y aurait lieu à réclamation quelconque de la part de l'Espagne. Le résultat de cet entretien fut communiqué par l'ambassadeur à son supérieur le 5 novembre 1892 par dépêche n° 294 sans que le ministre d'Etat ne soulève d'objection. Ainsi, notre gouvernement perdit une occasion précieuse de protester contre de tels traités et de réaffirmer notre souveraineté sur le territoire en question. » <sup>6</sup>

### Négociations du traité franco-espagnol du 27 juin 1900

Les négociations franco-espagnoles reprirent en janvier 1900, à un moment où la tension en Guinée était dangereuse. Elles furent menées par don Fernando de León y Castillo, ambassadeur d'Espagne à Paris, et Théophile Delcassé, ministre des affaires étrangères de France.

Par un ordre royal n° 140 du 21 avril 1900, le ministre d'Etat affirmait la souveraineté de l'Espagne sur l'Adrar <sup>7</sup>. L'autre problème était de fixer la frontière est du Rio de Oro.

Dans une note du 10 mai 1900, le ministre français des colonies indiquait à son

<sup>1</sup> J. B. Vilar, *op. cit.*, p. 125.

<sup>2</sup> Ministère des affaires étrangères de France, *Afrique, Sénégal et dépendances*, 19, 1892-1894, t. 124, folio 61.

<sup>3</sup> *Ibid.*, folios 141, 154 et 203.

<sup>4</sup> *Ibid.*, folio 313.

<sup>5</sup> *Ibid.*, folio 351.

<sup>6</sup> J. B. Vilar, *op. cit.*, p. 125.

<sup>7</sup> *Ibid.*

collègue des affaires étrangères ce qu'il estimait devoir être les limites de la négociation :

« Les possessions du Río de Oro ne devant pas dépasser ni au nord ni au sud les parallèles entre lesquels elles s'étendent actuellement, je n'attacherais qu'une importance secondaire dans ses détails à la direction de leur frontière orientale pour peu que celle-ci laissait à la France Chingueti et la sebka d'Idjil. C'est en effet par cette voie que la colonie du Sénégal trouvera sa prolongation naturelle vers le nord. » <sup>1</sup>

La France allait se montrer intraitable aussi bien sur la question de l'Adrar que sur celle de la sebka d'Idjil. La belle assurance de Delcassé ne laissa rien filtrer des doutes que révèlent les archives sur la validité respective des titres français et espagnols sur l'Adrar.

C'est ainsi qu'une note du 4 mai 1900 émanant du ministère des colonies examine les mérites des traités d'Idjil face à celui de Léon Fabert :

« Quoi qu'il en soit et sous bénéfice de la comparaison de ces deux documents, il n'est pas douteux que, pour le moment, l'antériorité des titres sur l'Adrar semble acquise à l'Espagne et je n'ai pas besoin de rappeler que c'est seulement pour la côte et non pour les territoires de l'intérieur que l'acte de Berlin a requis la notification des prises de possession et l'établissement d'une autorité effective. » <sup>2</sup>

Dans une note du 10 mai 1900, le même ministre interrogeait :

« Peut-être serait-il possible d'affaiblir la validité du traité espagnol en examinant sa portée véritable au point de vue ethnographique et politique. » <sup>3</sup>

Le 20 juin, le ministre des colonies fait encore les remarques suivantes qui sont pleines d'intérêt :

« nous ne saurions oublier que jusqu'à présent dans les négociations territoriales concernant l'Afrique une importance particulière a été donnée aux arrangements passés par les puissances européennes avec les chefs locaux.

C'est sur ce terrain que nous nous sommes d'ailleurs placés nous-mêmes en diverses occasions...

Il semblerait dès lors difficile, sans toutefois perdre de vue les considérations d'intérêt ou d'ethnologie exprimées dans la note dont il s'agit, de vouloir écarter de la discussion sur les traités que l'Espagne oppose à nos prétentions sur l'Adrar alors que cette convention est antérieure aux nôtres et que les renseignements que vous m'avez communiqués établissent qu'au moment où elle a été conclue, un signataire, Ahmed Ben Sidi Ahmed Ould Aïda, était considéré comme le principal émir du pays. » <sup>4</sup>

Quand on sait, en outre, qu'à l'époque la France n'avait nullement entrepris la conquête de l'Adrar, on est stupéfait de l'aisance avec laquelle Delcassé, cachant habilement ses faiblesses, répondit aux demandes espagnoles. Il fit valoir que la

<sup>1</sup> *Dossier général 1900*, II, « Afrique équatoriale, Contestations franco-espagnoles », 5, folio 130.

<sup>2</sup> *Dossier général 1900*, II, *op. cit.*, folio 118.

<sup>3</sup> *Ibid.*, folio 130.

<sup>4</sup> *Dossier général 1900*, II, *op. cit.*, folio 144.



France ne pouvait abandonner des oasis dont elle avait pris possession en ignorance des traités d'Idjil, oasis qu'elle avait occupées, colonisées et défendues contre les attaques des Touaregs ; qu'au surplus ces territoires formaient le lien nécessaire entre ses provinces algériennes et sénégalaises <sup>1</sup>.

Prenant instruction auprès de son ministre, León y Castillo écrivait :

« En 1886, avec les traités d'Idjil, notre droit à ce territoire avait un fondement solide ; mais nous avons procédé ... avec une négligence vraiment inexplicable et non seulement il n'a pas été donné de publicité aux traités passés par nos explorateurs avec les chefs des tribus qui occupaient ces territoires, mais nous n'avons exécuté ni alors ni ensuite d'acte quelconque qui révèle notre souveraineté... En 1891, il était encore possible de soutenir notre droit ; mais les commissaires espagnols, sur instructions, sans doute, du gouvernement, s'opposèrent à ce que l'on supprime la condition que la limite entre les territoires français et espagnols serait le parallèle 21° 20' prolongé à l'intérieur, au sud duquel on trouve l'Adrar... » <sup>2</sup>

Devant la résistance du Gouvernement espagnol, León y Castillo envoya le télégramme suivant, le 16 mai, au ministre d'Etat :

« Il me serait agréable de savoir la date et la forme par laquelle les traités d'Idjil ont été acceptés par le Gouvernement espagnol, parce que les antécédents que l'on m'a envoyés ne mentionnent pas cet élément important. » <sup>3</sup>

Le ministre dut répondre que les traités d'Idjil n'avaient pas été publiés dans la *Gaceta*, qu'ils n'avaient été ni ratifiés, ni communiqués aux puissances. Que le Gouvernement espagnol ne les avait jamais acceptés sous une forme officielle <sup>4</sup>.

Le Gouvernement espagnol abandonna alors la partie. Le traité fut signé le 27 juin 1900 <sup>5</sup>. L'échange des ratifications eut lieu à Paris le 22 mai 1901.

### Contenu du traité franco-espagnol du 27 juin 1900

Pour ce qui concerne directement le Sahara occidental, on peut se rapporter à ce traité qui contient les éléments suivants :

- description de la frontière sud et ouest (art. 1) ;
- octroi de droits de pêche aux ressortissants espagnols dans la baie du Lévrier (art. 2) ;
- absence de droits d'exportation pour le sel d'Idjil (art. 3) ;
- intransmissibilité des droits prévus aux articles 2 et 3 (art. 6) ;
- droit de préférence pour la France en cas de cession par l'Espagne des possessions faisant l'objet de la convention (art. 7) ;
- commission de démarcation (art. 8) ;

<sup>1</sup> J. B. Vilar, *op. cit.*, p. 123-124.

<sup>2</sup> *Documentos diplomáticos, Legislación de 1900*, « Negociación con Francia », doc. n° 33.

<sup>3</sup> *Documentos diplomáticos, Legislación de 1900, op. cit.*, doc. n° 34.

<sup>4</sup> *Ibid.*, doc. n° 35.

<sup>5</sup> On en trouvera des extraits en annexe VIII. Voir aussi la carte n° 5. [Non reproduite.]

- respect des tribus passant d'une souveraineté à l'autre ;
- ratification dans les six mois (art. 10).

Reprenons certains de ces points.

Pour ce qui touche la frontière du Río de Oro, la convention divise le cap Blanc comme on l'a dit plus haut, laissant la totalité de la baie du Lévrier à la France. La frontière sud est ensuite établie sur base du parallèle 21° 20' de latitude nord jusqu'à l'intersection de ce parallèle avec le méridien 15° 20' ouest de Paris. De ce point, la ligne de démarcation s'élève en arc de cercle pour laisser à la France les salines de la région d'Idjil. Au point de rencontre de la courbe avec le méridien 15° 20' ouest de Paris, la frontière gagne l'intersection du tropique du Cancer avec le méridien 14° 20' ouest de Paris et se prolonge sur ce dernier méridien dans la direction du nord.

Ce qu'il faut retenir de cette fixation, outre les éléments déjà examinés ci-avant (perte pour l'Espagne de la baie du Lévrier, passage de la limite sud de la latitude 20° 51' nord à 21° 20' nord, perte de l'Adrar et des salines d'Idjil), c'est que la frontière septentrionale n'est pas déterminée. « La frontière ... se prolongera sur ce dernier méridien dans la direction du nord. »

Aucune limite nord n'est donnée. En particulier, on ne s'est arrêté ni à la latitude du cap Bojador (26° 8' nord), ce qui eut pu s'expliquer par la notification espagnole de 1885, ni à la jonction avec la frontière marocaine où qu'elle puisse être.

Un article signé R. B. dans la *Revista de geografia colonial y mercantil* exprimait les réflexions suivantes :

« Ce qui est certain, c'est qu'on ne fixe pas comme limite septentrionale le parallèle du cap Bojador ; nous devons dès lors supposer que le territoire espagnol avance jusqu'à la limite de l'Empire du Maroc, c'est-à-dire jusqu'à la rivière Draa, ou au moins jusqu'au Sakiet el Hamra. A de multiples reprises, la Société géographique de Madrid et la Société espagnole de géographie commerciale demandèrent au gouvernement qu'il étende le protectorat du Sahara à la partie du littoral comprise entre le cap Bojador et la frontière marocaine ; maintenant la France, implicitement, nous autorise à proclamer notre souveraineté sur les territoires situés au nord du cap Bojador. L'acquisition de la factorerie de cap Juby par le sultan du Maroc et les conditions qu'a mises l'Angleterre pourront rendre difficile l'établissement d'une puissance européenne quelconque entre le Sakiet et le Draa ; mais rien ne s'oppose à ce que nous arrivions au Sakiet, et maintenant que le Sultan a acquis des territoires au sud du Draa, il serait juste que les puissances reconnaissent comme limite méridionale de l'Empire marocain la ligne de la vallée ou oued du Sakiet el Hamra. » <sup>1</sup>

Selon les archives du ministère français des affaires étrangères, il semble bien que les Espagnols essayèrent d'obtenir que la frontière soit prolongée jusqu'à celle du Maroc. La France s'y refusant, on laissa la question ouverte <sup>2</sup>.

Il paraît aussi intéressant de relever l'article 9 de la convention par lequel :

« Les deux Puissances contractantes s'engagent réciproquement à traiter

<sup>1</sup> R. B., *Revista de geografia colonial y mercantil*, 4<sup>e</sup> année, n° 5, 1900, t. I, n° 29, p. 543.

<sup>2</sup> Dossier général 1900, II, « Afrique équatoriale, Contestations franco-espagnoles », 5, folio 154.

avec bienveillance les chefs qui, ayant eu des traités avec l'une d'elles, se trouveront en vertu de la présente convention passer sous la souveraineté de l'autre. »

### Le projet de convention du 8 novembre 1902

Le projet de convention franco-espagnole du 8 novembre 1902<sup>1</sup>, qui devait ne pas être ratifié par l'Espagne — de peur, semble-t-il, de déplaire à la Grande-Bretagne<sup>2</sup> — accordait à l'Espagne une zone d'influence au Maroc qui suivait *grosso modo* les limites suivantes :

Partant de la latitude de 26° nord — ce qui est proprement incompréhensible, sauf si on a voulu « arrondir » le chiffre exact du parallèle du cap Bojador, soit 26° 8' nord — une ligne suivait cette latitude jusqu'à Bir el Abbas. De là, elle remontait dans la direction du nord-ouest jusqu'à l'oued Merkala. La ligne remontait ensuite l'oued Draa, puis rejoignait l'océan le long de l'oued Sous.

Faut-il interpréter ce projet comme ayant considéré territoire marocain ce qui était au nord du 26° nord<sup>3</sup> ou bien que la notion de sphère d'influence au Maroc ne se rapportait qu'au territoire certainement marocain (au nord du Draa) ? La seconde interprétation nous paraît plus plausible, car ni la France, ni l'Espagne ne considéraient la Sakiet el Hamra et la zone de Tarfaya comme marocains.

En 1904, le Gouvernement britannique reconnut les intérêts particuliers de l'Espagne pour le Maroc dans la déclaration du 8 avril concernant l'Égypte et le Maroc, signée à Londres le 8 avril 1904 entre la France et la Grande-Bretagne et dont l'article 8 prévoyait ce qui suit :

« Les deux gouvernements, s'inspirant de leurs sentiments sincèrement amicaux pour l'Espagne, prennent en particulière considération les intérêts qu'elle tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine de la Méditerranée, et au sujet desquels le Gouvernement français se concertera avec le Gouvernement espagnol.

Communication sera faite au Gouvernement de Sa Majesté britannique de l'accord qui pourra intervenir à ce sujet entre la France et l'Espagne. »<sup>4</sup>

### Les accords du 3 octobre 1904

La question de la frontière septentrionale allait être réglée par les accords du 3 octobre 1904<sup>5</sup>.

A cette date, en effet, deux accords franco-espagnols furent signés à Paris par de León y Castillo et Delcassé : une déclaration, publique, dans laquelle les deux gouvernements déclaraient notamment qu'ils demeuraient « fermement attachés à l'intégrité de l'Empire marocain sous la souveraineté du Sultan » et un accord secret qui déterminait notamment une région située « en dehors du territoire marocain » et dans laquelle le Gouvernement espagnol se voyait reconnaître

<sup>1</sup> On en trouvera des extraits en annexe IX. Voir aussi carte n° 6. [Non reproduite.]

<sup>2</sup> F. E. Trout, *op. cit.*, p. 168.

<sup>3</sup> Comme le fait F. E. Trout, *op. cit.*, p. 168-169.

<sup>4</sup> Texte dans *RGDIP*, 1907, p. 508.

<sup>5</sup> Voir larges extraits en annexe X. Voir aussi la carte n° 7. [Non reproduite.]

« pleine liberté d'action » (art. VI) et une zone d'influence en territoire Sud marocain (art. V).

L'article VI comportait en effet le texte suivant :

« De même, le Gouvernement de la République française reconnaît dès maintenant au Gouvernement espagnol pleine liberté d'action sur la région comprise entre les degrés 26 et 27° 40' de latitude nord et le méridien 11° ouest de Paris, qui sont en dehors du territoire marocain. »

C'est cette région à laquelle on donne habituellement le nom de Sakiet El Hamra.

Cette région, allant de cap Bojador au sud du cap Juby, recoupait en partie celle que les Britanniques avaient tenue pour territoire marocain dans l'accord du 13 mars 1895.

Le Gouvernement britannique fut tenu au courant de la négociation de l'accord du 3 octobre 1904, sinon même utilisé par les Français pour amener les Espagnols à accepter l'accord<sup>1</sup>.

Les textes furent secrètement communiqués à lord Lansdowne, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Grande-Bretagne dès le 10 octobre<sup>2</sup>. Il n'y eut aucune observation sur la contrariété des textes.

En dépit du blanc-seing que lui donnait l'accord, l'Espagne resta passive. Certes, en 1906, à l'occasion d'un voyage d'Alphonse XIII aux Canaries, il reçut l'hommage de tribus de Río de Oro<sup>3</sup>, mais le territoire lui-même restait inexploité. Un décret royal du 10 août 1907 avait bien projeté un plan de développement des territoires espagnols du Sahara occidental. Mais en 1909 la Société royale de géographie se plaignait amèrement que rien n'était fait<sup>4</sup>.

La même société se plaignait, en 1909, de l'inaction du gouvernement dans la Sakiet El Hamra. Apparemment ignorante de l'accord secret de 1904 et se fondant seulement sur celui de 1900, elle demandait que soit fixée la frontière nord du territoire sous obédience espagnole :

« Comme il est tout à fait indubitable, écrivait Beltrán y Rózpide, que la zone qui suit immédiatement le nord du parallèle du cap Bojador n'appartient pas au sultan du Maroc, on peut et doit la considérer comme la continuation du territoire espagnol... Nous avons donc parfaitement le droit d'exécuter des actes de souveraineté dans tout le territoire qui s'étend de la frontière méridionale du Maroc et en face de notre archipel canarien.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'ainsi l'a toujours entendu la Société de géographie et depuis 1889 et en conséquence de l'expédition de reconnaissance qui se fit avant dans la Sakiet El Hamra et des bonnes dispositions dont firent preuve, à l'égard de l'Espagne, les tribus du territoire compris entre le fleuve Chebica et le cap Bojador... le Gouvernement espagnol fut sollicité à de nombreuses reprises de déclarer notre protectorat dans ce territoire. »<sup>5</sup>

<sup>1</sup> Voir *Documents diplomatiques français* (1871-1914), 2<sup>e</sup> série (1901-1911), t. V, doc. n° 147, p. 166.

<sup>2</sup> *Ibid.*, doc. n° 370, p. 444.

<sup>3</sup> J. Díaz de Villegas, *Plazas y provincias africanas españolas*, Madrid, 1962, p. 141.

<sup>4</sup> *BSGM*, 1909, p. 520.

<sup>5</sup> *BSGM*, 1909, p. 521-522.

En 1910, le lieutenant colonel Bens rencontre les Français à Atar, dans l'Adrar.

En 1911, l'Espagne n'avait toujours pas occupé la Sakiet El Hamra <sup>1</sup>.

### La convention franco-espagnole du 27 novembre 1912

Elle n'allait plus rien changer de fondamental dans les relations franco-espagnoles <sup>2</sup>.

L'article 2 *in fine* comporte la phrase suivante :

« Au sud du Maroc, la frontière des zones française et espagnole sera définie par le thalweg de l'oued Draa, qu'elle remontera depuis la mer jusqu'à sa rencontre avec le méridien 11° ouest de Paris ; elle suivra ce méridien vers le sud jusqu'à sa rencontre avec le parallèle 27° 40' de latitude nord. Au sud de ce parallèle, les articles 5 et 6 de la convention du 30 octobre 1904 resteront applicables. Les régions marocaines situées au nord et à l'est de la délimitation visée dans le présent paragraphe appartiendront à la zone française. »

Ce n'est cependant que le 30 juin 1916 que l'Espagne s'installera à cap Juby <sup>3</sup>. En novembre 1920, à La Agüera au cap Blanc <sup>4</sup>.

A partir de 1925, les lignes d'aviation aboutissent au Sahara occidental <sup>5</sup>.

En 1932, Villa Cisneros, La Agüera et cap Juby étaient les seuls lieux au Sahara occidental où flottait le drapeau espagnol <sup>6</sup>.

En 1934, les Espagnols débarquent à Ifni.

## SECTION 2. — LA NOTION DE TERRITOIRE SANS MAÎTRE (*TERRA NULLIUS*)

La notion de territoire sans maître est essentiellement doctrinale et est habituellement utilisée en rapport avec la faculté qu'ont les Etats d'occuper de nouveaux territoires.

Bien que la notion soit ancienne et ait fait l'objet de nombreux développements doctrinaux, elle est loin d'être claire. La doctrine est en partiel désaccord sur la définition de ce qu'est un territoire sans maître et sur les conséquences pratiques que l'on peut tirer de cette qualification.

### I. Définition d'un territoire sans maître

Un survol de la doctrine de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> — période pendant laquelle les événements relatifs au Sahara occidental se sont déroulés — montre que les auteurs paraissent unanimes sur les points suivants :

- 1) territoires déserts ou inhabités ;

<sup>1</sup> F. E. Trout, *op. cit.*, p. 205 ; Manuel Conrotte, « El Sáhara Marroquí y la Mauritania », *BSSM*, 1911, p. 211-228, spéc. p. 226 et suiv.

<sup>2</sup> Voir la carte n° 8. [*Non reproduite.*]

<sup>3</sup> « Desembarco en cabo Jubi », *Revista de geografia colonial y mercantil*, juin-juillet 1916, p. 284 ; E. Bonelli, « Cabo Jubi », *ibid.*, p. 245-247.

<sup>4</sup> J. G. Sánchez, *op. cit.*, p. 171.

<sup>5</sup> J. Díaz de Villegas, *op. cit.*, p. 141, et J. G. Sánchez, *op. cit.*, p. 171-172.

<sup>6</sup> J. G. Sánchez, *op. cit.*, p. 115.

- 2) territoires abandonnés (*res derelictus*) ;
- 3) territoires appartenant à un Etat ;
- 4) territoires habités mais où il y a absence d'autorité politique quelconque.

En revanche, la même unanimité n'existe pas s'agissant des territoires habités par des « barbares », tribus « sauvages », nomades, etc., qui tout en ayant une autorité politique ne peuvent être assimilés à un Etat.

Examinons ces divers points.

#### A. POINTS SUR LESQUELS LA DOCTRINE SEMBLE UNANIME

##### 1. Territoires déserts ou inhabités

Les territoires déserts ou inhabités sont une classe non discutée de territoires sans maître. Comme l'écrivait Fiore : « Tout Etat a le droit d'explorer ou de faire explorer les contrées désertes et, en les occupant, peut prendre possession des régions sans maître. »<sup>1</sup> Il s'agit essentiellement d'îles qui ont été découvertes par les navigateurs occidentaux au cours des siècles. Encore faut-il, bien sûr, que ces îles ne soient pas déjà appropriées par d'autres Etats.

On peut relever les exemples suivants mentionnés par la doctrine<sup>2</sup> : l'île de Pontia, dans la mer de Toscane, dont la République romaine prit possession ; Madère et les Açores découvertes par les Portugais dans la première partie du XV<sup>e</sup> siècle ; Sainte-Hélène découverte en 1502 par les Portugais ; la Réunion occupée par les Français en 1642 ; les îles Kerguelen découvertes par les Français en 1772 et occupées en 1774 ; l'île de Clipperton occupée par la France en 1858 ; les îles Aldara, Cosmoledo, etc., situées au nord-ouest de Madagascar, dont les Anglais prirent possession en 1890 ; les îles Glorieuses et Roches Vertes occupées par la France en 1892, etc.

##### 2. Territoires abandonnés (*res derelictus*)

Cette seconde situation est déjà un peu plus compliquée, car il s'agit de déterminer si on va tenir compte uniquement du fait matériel de l'abandon ou s'il faut tenir compte également de l'intention d'abandon de l'ancien occupant. Nous n'entrerons pas dans l'examen de cette question ici. Bornons-nous à paraphraser Lindley<sup>3</sup>. Pour qu'un territoire qui a été occupé devienne *territorium nullius* il doit avoir été abandonné, c'est-à-dire que son occupant antérieur doit en avoir abandonné la possession ou n'avoir pas eu l'intention d'exercer à nouveau une telle possession, ou bien il doit avoir perdu son droit à défaut d'occupation effective.

Les exemples donnés de cette catégorie de territoires sont nombreux. Citons : l'île de Corse occupée par Marius et Sylla, l'île Saint-Martin abandonnée par les

<sup>1</sup> Pasquale Fiore, *Nouveau droit international public suivant les besoins de la civilisation moderne*, 2<sup>e</sup> éd., trad. par Charles Antoine, t. 2, Paris (Pedone-Lauriel), 1885, p. 140.

<sup>2</sup> M. F. Lindley, *The Acquisition and Government of Backward Territory in International Law, Being a Treatise on the Law and Practice relating to Colonial Expansion*, Longmans, Green and Co. Ltd., Londres, 1926, p. 6 et suiv. Cet ouvrage sera cité ci-dessous de la manière suivante : *Backward Territory* ; Paul Fauchille, *Traité de droit international public*, Paris, Rousseau et Cie, 1925, t. I, 2<sup>e</sup> partie, p. 692 et suiv. ; Henry Bonfils, *Manuel de droit international public (Droit des gens)*, 7<sup>e</sup> éd. revue et mise à jour par Paul Fauchille, Paris (Rousseau), 1914, n<sup>o</sup> 543, p. 380 ; Gaston Jèze, *Etude théorique et pratique sur l'occupation comme mode d'acquérir les territoires en droit international*, Paris (Giard et Brière), 1896, p. 64.

<sup>3</sup> *Backward Territory, op. cit.*, p. 53.

Espagnols et occupée par les Français et les Hollandais, l'île Maurice abandonnée par les Hollandais et occupée par les Français, le territoire d'Angra Pequena délaissé par la Grande-Bretagne et occupé par l'Allemagne <sup>1</sup>.

Le point de savoir si un territoire était vraiment abandonné a donné lieu à de nombreux conflits. Ainsi, à propos des îles Falklands (ou Malouines ou Malvinas), de la baie de Delagoa qui a donné lieu au célèbre arbitrage du maréchal Mac-Mahon du 24 juillet 1875 <sup>2</sup>, ou des îles Carolines. L'affaire de l'occupation de Massaoua par l'Italie, en 1885, a aussi eu son heure de gloire <sup>3</sup> ainsi que celle de Fachoda <sup>4</sup>.

Prenant position sur la question des « peuplades barbares », Fauchille donne les précisions suivantes qui méritent d'être soulignées :

« On ne saurait évidemment traiter comme une *res nullius* le territoire abandonné par l'Etat qui l'occupait, lorsqu'une souveraineté quelconque est venue s'y constituer après abandon, cette souveraineté ne fût-elle point celle d'une puissance civilisée, par exemple lorsque les peuplades barbares du territoire s'organisent politiquement, y ont établi un gouvernement régulier. Ce fut le cas notamment de l'île de Madagascar, après qu'en 1674 la France eût abandonné la partie qu'elle y occupait... » <sup>5</sup>

On retiendra aussi l'opinion, fréquemment exprimée, qu'un territoire doit être considéré comme abandonné s'il n'est pas effectivement occupé dans un laps de temps raisonnable <sup>6</sup>.

### 3. Territoires appartenant à un Etat

Il y avait certainement unanimité dans la doctrine pour reconnaître que n'était pas un territoire sans maître un territoire appartenant à un Etat doté d'une structure sinon similaire à celle d'un Etat occidental, du moins suffisamment organisée pour qu'il ait été admis en tant que tel dans le concert des nations <sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Voir Joseph Jooris, « De l'occupation des territoires sans maître sur les côtes d'Afrique. La question d'Angra-Pequena », *Revue de droit international et de législation comparée* (ci-dessous *RDILC*), 1886, p. 236-243 ; voir aussi Bonfils, *op. cit.*, n° 544, p. 380, et Jèze, *op. cit.*, p. 67.

<sup>2</sup> Sentence du 24 juillet 1875, A. de La Pradelle et N. Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, t. III, p. 596 et suiv., et note doctrinale de G. Berlia.

<sup>3</sup> Sur cette affaire, voir Alexandre-Charles Kiss, *Répertoire de la pratique française en matière de droit international public*, CNRS, Paris, 1966, t. III, n° 247, p. 137 et suiv.

<sup>4</sup> J. Griache, *La théorie de l'occupation des territoires sans maître dans l'affaire du Haut-Nil et du Bahr-el-Gazal (1898-1899)*, Clermont-Ferrand (Raclot), 1945.

<sup>5</sup> *Op. cit.*, p. 696-697.

<sup>6</sup> Ainsi M. F. Lindley, *Backward Territory*, *op. cit.*, p. 51 :

« And even where the physical possession of an occupied territory has not been entirely relinquished, but, after a reasonable time, the occupying State has not established within the territory such an administration as to render the occupation effective, it cannot claim to have perfected its title and, in such a case, the territory is again open to occupation. »

Voir cependant en sens contraire l'affaire de l'île de *Clipperton*, Nations Unies, *Recueil des sentences arbitrales*, vol. II, p. 1110-1111.

<sup>7</sup> Ainsi Alphonse Rivier dans son *Programme d'un cours de droit des gens*, Bruxelles (G. Mayolez), Paris (Rousseau), 1889, p. 47, écrivait ce qui suit : « L'occupation a lieu sur des territoires sans maître, c'est-à-dire qui n'appartiennent actuellement à aucun Etat » ; Jèze, *op. cit.*, p. 74, parle de « territoires occupés par une puissance civilisée ».

C'est ainsi qu'Alphonse Rivier considérait en 1889 comme Etats : la Perse, Sarawak et autres Etats de Bornéo, le Siam, Mascate, le Maroc, le sultanat de Zanzibar <sup>1</sup>. A la même époque, les Etats sous protectorat suivants avaient été auparavant considérés comme Etats indépendants : Tunis, Annam, Cambodge, Madagascar, certains princes de l'Hindoustan.

Quant au principe, voici, à titre d'exemple de la doctrine de l'époque, ce qu'en disait Pasquale Fiore :

« Dans tous les cas on doit admettre la règle que l'occupation, comme moyen valable pour acquérir la possession d'une contrée, ne peut pas être appliquée aux régions qui font partie du territoire d'un Etat. Sitôt que l'Etat existe sous une forme quelconque, il possède tout le territoire comme *universitas*, et son droit de défendre sa possession à l'exclusion de tout autre, même en ce qui a trait aux parties qui ne sont pas cultivées, est un droit qui repose sur l'idée juridique du territoire qui, relativement aux autres Etats, est un et indivisible. Aussi, si l'on considère que les continents d'Europe, d'Asie et d'Amérique sont en grande partie soumis à la domination de gouvernements établis, l'on doit en conclure qu'ils ne peuvent pas être soumis à la colonisation, et qu'aucun établissement ne pourrait être érigé sur aucune partie de ces territoires, sauf le consentement des gouvernements territoriaux et en conformité des principes généraux du droit international. » <sup>2</sup>

#### 4. Territoires habités, mais où il y a absence d'autorité politique quelconque

Même ceux qui estimaient à l'époque que les territoires occupés par les tribus sauvages ou nomades ne pouvaient être assimilés à des territoires *nullius* reconnaissaient que dans le cas où le territoire n'était habité que par des individus disséminés sans autorité ou organisation politique quelconque, ce territoire était *territorium nullius*.

Ernest Nys est certainement de cette tendance. Il écrivait :

« Lorsqu'il s'agit de territoires inhabités, de territoires abandonnés, de territoires habités par des individus disséminés et ne formant pas une communauté politique, le cas d'occupation n'offre guère de difficultés. » <sup>3</sup>

De même Fauchille distinguait :

« Lorsqu'on parle d'un territoire vacant et sans maître cela ne veut pas dire que le territoire doive être absolument sans habitants. Pour qu'un territoire soit *res nullius*, il suffit qu'il y ait sur lui absence d'autorité. » <sup>4</sup>

<sup>1</sup> Alphonse Rivier, *op. cit.*, p. 32.

<sup>2</sup> Pasquale Fiore, *Nouveau droit international public suivant les besoins de la civilisation moderne*, 2<sup>e</sup> éd., trad. par Charles Antoine, t. II, Paris (Pedone-Lauriel), 1885, p. 138.

<sup>3</sup> Ernest Nys, *Le droit international. Les principes, les théories, les faits*, t. II, éd. 1912, Bruxelles (Weissenbruch), p. 85. Il fait appel à l'autorité de Gaston Jèze, *Etude théorique et pratique sur l'occupation comme mode d'acquérir les territoires en droit international*, Paris, 1896, p. 59 et suiv. Voir aussi p. 71 et suiv.

<sup>4</sup> Paul Fauchille, *op. cit.*, n° 546, p. 697. Voir dans le même sens Charles Salomon, *De l'occupation des territoires sans maître*, Paris, 1889, n° 78.



Lindley était du même avis :

« It would follow that if a tract of country were inhabited only by isolated individuals who were not united for political action, so that there was no sovereignty in exercise there, such a tract would be *territorium nullius*. »<sup>1</sup>

Ce point de vue est partagé par de nombreux auteurs<sup>2</sup>.

Telle semble bien avoir été la situation de l'Australie et d'une partie de la Nouvelle-Zélande.

Dans l'affaire *Cooper v. Stuart*, le conseil privé de la Couronne déclara par la voix de lord Watson :

« There is a great difference between the case of a Colony acquired by conquest or cession, in which there is an established system of law, and that of a Colony which consisted of a tract of territory practically unoccupied, without settled inhabitants or settled law, at the time when it was peacefully annexed to the British dominions. The Colony of New South Wales belongs to the latter class. »<sup>3</sup>

En ce qui concerne une partie de la Nouvelle-Zélande (South Island), le représentant britannique reçut pour instruction que s'il devait découvrir que l'île n'était habitée que par « a very small number of persons in a savage state, incapable from their ignorance, of entering intelligently into any treaty with the Crown . . . the ceremonial of making such engagements with them would be a mere illusion and pretence » et que, dans ces circonstances, les droits de Sa Majesté sur South Island devaient être proclamés sur base de la découverte<sup>4</sup>.

#### B. POINTS SUR LESQUELS LA DOCTRINE ÉTAIT DIVISÉE

S'agissant des territoires habités par les « barbares », les tribus « sauvages », les nomades, etc., la même unanimité n'existait pas dans la doctrine de l'époque.

Faisant l'inventaire de la situation en 1925, Fauchille avait cru pouvoir distribuer la doctrine en trois groupes<sup>5</sup>. Reprenons ses distinctions.

##### *Première thèse : L'absence totale de droits des sauvages*

Fauchille résumait cette thèse comme suit :

« Les peuples sauvages ou les tribus barbares n'ont aucun droit sur les terres qu'ils occupent, ni droit de propriété, ni *a fortiori* droit de souveraineté. Ils ne sont que de simples détenteurs de fait, des possesseurs transitoires. »<sup>6</sup>

<sup>1</sup> M. F. Lindley, *Backward Territory*, op. cit., p. 23.

<sup>2</sup> Voir ainsi Frantz Despagne, *Cours de droit international public*, 3<sup>e</sup> éd., Paris (Larose et Tenin), 1905, p. 469 ; A. Merignhac, *Traité de droit public international*, 2<sup>e</sup> partie, « Le droit de la paix », Paris (LGDJ), 1907, p. 433 ; Ch. Salomon, *L'occupation des territoires sans maître*, Paris (Giard), 1889, p. 200 ; Jèze, op. cit., p. 71.

<sup>3</sup> 14 A. C., p. 291. Voir aussi les autres exemples cités par M. F. Lindley, *Backward Territory*, op. cit., p. 41.

<sup>4</sup> *Parliamentary Papers*, 1840, vol. XXXIII (238).

<sup>5</sup> Paul Fauchille, op. cit., p. 697 et suiv. Fauchille s'est visiblement inspiré des distinctions établies par Jèze, op. cit., p. 90 et suiv.

<sup>6</sup> Paul Fauchille, op. cit., p. 697.

Lors des grandes découvertes des XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup>, voire XVII<sup>e</sup> siècles, l'idée dominante était que « les pays des païens et des infidèles appartenaient à la nation chrétienne qui les découvrait »<sup>1</sup>. Cette vue de la doctrine était acceptée par les gouvernants. Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille avaient institué Colomb comme amiral « dans les îles et les terres fermes que son habileté découvrirait »<sup>2</sup>. La patente accordée en 1578 par Elisabeth d'Angleterre à sir Humphrey Gilbert l'autorisait à découvrir les contrées païennes et barbares qui n'étaient pas effectivement possédées par un prince ou par un peuple chrétien. La commission donnée en 1585 à sir Walter Raleigh était conçue en termes similaires<sup>3</sup>.

Les attributions papales, comme la célèbre bulle d'Alexandre VI des 3 et 4 mars 1493 établissant la ligne de démarcation entre les possessions espagnoles et portugaises, étaient symptomatiques du cas fait des droits des peuplades indigènes découvertes. Les pays et provinces occupés par les païens et par les infidèles appartenaient *ipso jure* aux nations chrétiennes qui les « découvraient ».

Ces théories furent cependant bientôt repoussées par Francisco Vitoria, Soto, Las Casas, Ayala, Gentilis, Selden, Grotius, etc.<sup>4</sup>.

#### *Deuxième thèse : Droits des sauvages limités aux droits de l'homme*

Fauchille résume cette thèse comme suit :

« Les peuples sauvages ne peuvent prétendre qu'à une souveraineté limitée par les *droits de la colonisation et de la civilisation*. On doit soigneusement distinguer le droit de propriété immobilière, individuelle ou collective, de propriété privée, qui appartient aux sauvages, en tant qu'hommes, du droit de souveraineté. Les sauvages ne peuvent pas avoir ce dernier droit, car ils ne le comprennent pas, ils n'en ont pas la notion et ne l'exercent point comme les Européens. Leur souveraineté est rudimentaire, fruste et incomplète. »<sup>5</sup>

Dans le groupe d'auteurs qui soutiennent cette thèse, on mentionnera Vattel, G. F. de Martens, Pinteiro-Ferreira, Bluntschli, Westlake, Hall, Lawrence, Dudley Field<sup>6</sup>.

Refusant toute souveraineté aux tribus, Westlake refuse toute valeur aux traités qu'elles signent : « no documents in which such natives are made to cede the sovereignty over any territory can be exhibited as an international title... »<sup>7</sup>

#### *Troisième thèse : Les tribus jouissent de la souveraineté*

Donnons encore la parole à Fauchille :

« Un respect absolu est aussi bien dû à l'indépendance des tribus sauvages ou barbares qu'à leur droit de propriété. Les hommes de toutes races, blanche ou noire, rouge ou jaune, si inégaux qu'ils puissent être en savoir, en

<sup>1</sup> Ernest Nys, *Le droit international*, op. cit., t. II, p. 64.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 68-69.

<sup>4</sup> M. F. Lindley, *Backward Territory*, op. cit., p. 12-13.

<sup>5</sup> Paul Fauchille, op. cit., p. 698-699.

<sup>6</sup> *Ibid.* ou citations de M. F. Lindley, *Backward Territory*, p. 18-19.

<sup>7</sup> L. Oppenheim, *The Collected Papers of John Westlake on Public International Law*, Cambridge, University Press, 1914, p. 146.

richesses, en industrie, doivent être considérés comme égaux en droit. Ils ont un égal droit à la liberté. Les puissances civilisées n'ont pas plus le droit de s'emparer des territoires des sauvages, que ceux-ci n'ont le droit d'occuper les continents européens. Nier à des tribus ou peuplades qui occupent librement le sol, depuis des milliers et des milliers d'années, le droit à l'indépendance, à la souveraineté, est inadmissible. Que ces tribus n'aient pas de la souveraineté la conception qu'en ont les peuples d'Europe, c'est certain. Mais ils n'en ont pas moins une certaine notion ; et la preuve en est dans leurs traités, leurs trêves, leurs alliances, dans la protection même accordée par ces petits rois ou sultans aux explorateurs pacifiques. Comment ce Lobengula, roi des Matébélés, qui a lutté pendant plusieurs années contre l'envahissante compagnie anglaise du sud de l'Afrique, n'aurait-il pas le sentiment de sa souveraineté ? Et Behanzin, pas davantage ? De ce que ces peuplades (dont quelques-unes ont une organisation très remarquable) n'ont pas de la souveraineté et des droits des Etats une conception identique à celle qu'en ont les Européens ou les Américains, s'ensuit-il nécessairement qu'ils n'en aient aucune ? Est-ce que les peuples d'Europe, au X<sup>e</sup> siècle, avaient de la souveraineté la notion qu'ils en ont aujourd'hui ? Faudrait-il en conclure que les petits Etats féodaux ne possédaient pas la souveraineté ? Est-ce que la souveraineté, telle que l'entendent les tribus nègres de l'Afrique ou de la Guinée, ne comprend pas le maximum d'attributs, puisqu'elle contient pour le prince, pour le chef, le droit de vie ou de mort sur les sujets et le droit de domaine éminent et supérieur sur tous les biens ? Les tribus nègres de l'Afrique n'ont-elles pas droit à l'existence et par suite à la liberté ? »<sup>1</sup>

Cette troisième thèse jouissait d'une indéniable popularité pendant la période qui nous intéresse.

Nous croyons devoir faire ici quelques citations :

1831 : Klüber :

« Aucune nation n'est autorisée par ses qualités, quelles qu'elles soient, notamment par un plus haut degré culturel quelconque, à ravir à une autre nation sa propriété, pas même à des sauvages ou nomades. »<sup>2</sup>

1863 : Pradier Fodéré dénie le droit aux chrétiens, sous aucun prétexte, même celui d'un niveau plus élevé de culture, de s'emparer de pays effectivement occupés par des peuples moins civilisés, fussent-ils sauvages<sup>3</sup>.

1866 : Heffter :

« L'occupation s'applique notamment aux contrées ou aux îles non habitées ou non occupées entièrement, mais aucune puissance sur la terre n'a le droit d'imposer ses lois à des peuples errants ou sauvages même. Ses sujets peuvent chercher à nouer des relations commerciales avec ces derniers, séjourner chez eux en cas de nécessité, leur demander les objets et vivres indispensables, et même négocier avec eux la cession volontaire d'une portion de territoire destinée à être colonisée. »<sup>4</sup>

<sup>1</sup> P. Fauchille, *op. cit.*, p. 699.

<sup>2</sup> Klüber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, Paris, 1831, p. 209.

<sup>3</sup> Pradier-Fodéré, *Le droit des gens de Vattel*, Paris, 1863, par. 209.

<sup>4</sup> A. G. Heffter, *Le droit international public de l'Europe*, Berlin-Paris, 1866, par. 70, p. 141. Cet auteur ajoute plus loin : « A toutes les époques, les traités en l'absence même de loi commune ont servi aux peuples sauvages, comme aux nations civilisées, de liens légaux... » (p. 165.)

1874 : Woolsey estime que la prétention à la souveraineté territoriale sur base de la découverte « was good only against those who acknowledged such right of discovery, but not against the natives »<sup>1</sup>.

1877 : Funck Brentano et Sorel :

« On n'a parlé jusqu'ici que des nations et des Etats ; en dehors des nations formées et des Etats constitués, il y a des populations agglomérées qui ne peuvent être qualifiées de nations et qui, à plus forte raison, ne composent point d'Etats. Ce sont les populations nomades et les tribus sauvages. Les populations nomades ont un caractère national ; mais elles ne se rassemblent pas en corps politique, elles ne se fixent pas dans un territoire déterminé : il leur manque les éléments nécessaires pour être une nation. Les tribus sauvages sont unies par une origine commune ; mais elles n'ont ni des mœurs stables ni des coutumes établies, elles ne possèdent même pas un caractère national. Cependant les nomades et les sauvages ont des intérêts et des prétentions qui leur sont particuliers ; ils sont en relations avec d'autres peuples nomades ou sauvages et avec des peuples plus civilisés. De ces relations résultent des obligations élémentaires et des rudiments de coutumes. Les nomades et les sauvages ont donc, soit entre eux, soit avec les peuples civilisés, un droit des gens qui est observé au même titre que le droit des gens des nations civilisées. »<sup>2</sup>

1885 : Fiore reconnaît aussi la personnalité des tribus sauvages tout en admettant une limitation de leurs droits :

« Lorsqu'une région ne se trouve comprise dans les limites territoriales d'aucun Etat civilisé, mais est habitée par des tribus sauvages, on a le droit d'occuper les terres dont ces tribus ne profitent pas et auxquelles elles n'appliquent pas les moyens de production, mais en indemnisant les sauvages, ou en employant tous moyens les moins nuisibles pour les contraindre à se retirer dans une partie du territoire. »<sup>3</sup>

1889 : Salomon soutient que :

« la couleur de la peau ou un état de civilisation peu avancé n'empêchent pas que des peuples barbares et sauvages exercent des droits de souveraineté, rudimentaires il est vrai, mais suffisants pour rendre contraire en droit toute occupation violente du pays qu'ils occupent »<sup>4</sup>.

1892 : Calvo :

« Les peuples nomades n'ayant ni territoire propre ni domicile fixe, ne sauraient être considérés comme des Etats ; mais on les traite sur le même pied ; on conclut même des traités internationaux avec eux, lorsqu'ils jouissent d'une organisation politique et expriment, par l'intermédiaire de leurs chefs ou de leurs assemblées, une volonté commune...

On peut classer dans cette catégorie les Arabes dits *Bédouins*, répandus dans les déserts de l'Arabie, de la Syrie, de l'Egypte et de l'Afrique barba-

<sup>1</sup> T. D. Woolsey, *Introduction to the Study of International Law*, New York, 1974, par. 53.

<sup>2</sup> Th. Funck-Brentano et Albert Sorel, *Précis de droit des gens*, Paris (Plon), 1877, p. 23.

<sup>3</sup> Pasquale Fiore, *op. cit.*, p. 140.

<sup>4</sup> Charles Salomon, *De l'occupation des territoires sans maître*, Paris, 1889, par. 80, p. 206.

resque où ils vivent en familles gouvernées par des cheiks, ou en grandes tribus obéissant à des émirs, et les Turcomans, qui parcourent le plateau central de l'Adie. »<sup>1</sup>

1896 : Jèze pour sa part écrivait :

« Après mûre réflexion, c'est en faveur du droit absolu des indigènes que nous nous décidons. La théorie contraire, croyons-nous, ne fait que consacrer, sous prétexte de civilisation, la maxime « la Force prime le Droit », et violer, sous des apparences juridiques, la règle fondamentale de l'égalité des races. »<sup>2</sup>

« Le seul principe dont on ne doit pas s'écarter, c'est que tous les peuples, quels qu'ils soient, ont droit au respect de leur territoire et de leur souveraineté et qu'il est inique de les dépouiller sans leur consentement. La vérité est que les Etats colonisateurs doivent faire précéder leurs prises de possession de traités conclus avec les indigènes. Si ces derniers refusent, on ne peut passer outre. Ainsi donc, dans le cas où le territoire est habité par des peuplades sauvages, il ne peut y avoir occupation pure et simple. La prise de possession doit se faire du consentement de l'autorité souveraine indigène et dans la limite de ses pouvoirs. Mais pour que ce consentement soit valable, il est nécessaire qu'il réunisse les trois conditions suivantes :

- 1) Il faut qu'il soit libre.
- 2) Il faut qu'il soit intelligent.
- 3) Il faut qu'il soit donné suivant les usages du pays. »<sup>3</sup>

1907 : Merignhac :

« Ainsi, lorsqu'il existe dans le pays une souveraineté quelconque, même organisée d'une façon rudimentaire, c'est avec elle que le pays colonisateur doit traiter de l'occupation ou du protectorat ; c'est sur les bases du traité que doit s'établir l'état de choses nouveau dans lequel seront conciliés, par une entente commune, les droits des deux contractants. »<sup>4</sup>

1912 : Nys est péremptoire :

« Lorsqu'il s'agit de territoires occupés par des peuples à l'état de nature ou pour mieux dire pas des peuples incultes, l'occupation ne peut pas s'accomplir sans le consentement de ces peuples. »<sup>5</sup>

Par ailleurs, il écrit :

« Il faut affirmer le droit des peuples incultes de traiter avec les Etats civilisés. »<sup>6</sup>

1914 : Bonfils :

« C'est à l'aide de conventions pacifiques que l'Europe doit chercher à pénétrer dans les régions habitées, non encore soumises à son influence.

<sup>1</sup> Charles Calvo, *Manuel de droit international*, 3<sup>e</sup> éd., Paris (Rousseau), 1892, par. 49, p. 90.

<sup>2</sup> Jèze, *op. cit.*, p. 112.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 115-116.

<sup>4</sup> A. Merignhac, *Traité de droit public international*, 2<sup>e</sup> partie, *Le droit de la paix*, Paris (LGDJ), 1907, p. 436.

<sup>5</sup> Ernest Nys, *Le droit international*, *op. cit.*, t. II, p. 85-86.

<sup>6</sup> *Ibid.*, t. II, p. 500.

C'est par voie de cession volontaire, consentie par les chefs du pays, que la souveraineté peut être acquise par les Etats européens. Et cette cession volontaire n'est pas un déguisement de l'occupation ; car il y a abandon de la souveraineté, rudimentaire parfois, mais réelle cependant... »<sup>1</sup>

A ces trois positions dégagées par Fauchille, il semble que l'on peut en signaler une quatrième.

*Quatrième thèse : La mise entre parenthèses de la contradiction*

Cette dernière position consiste à ne pas prendre position sur la « question délicate » du droit de souveraineté des sauvages et n'envisager la question de l'occupation que sous l'angle de son opposabilité aux autres puissances colonisatrices.

C'est sans doute de cette manière qu'il faut comprendre les travaux de la conférence africaine qui se réunit à Berlin le 15 novembre 1884 pour aboutir au célèbre acte général du 26 février 1885, ainsi que ceux de l'Institut de droit international à ses sessions de Heidelberg (1887) et de Lausanne (1888).

*a) Les travaux de la conférence de Berlin*

En janvier 1885, les membres de la conférence furent saisis d'un projet de déclaration en deux paragraphes préparés par la France et l'Allemagne, relatifs aux occupations de territoires sur les côtes africaines<sup>2</sup>.

Le plénipotentiaire des Etats-Unis, M. Kasson, fit la proposition que le consentement des tribus indigènes soit une condition de la légitimité de l'occupation. Sa proposition était la suivante :

« Whilst approving the two paragraphs of this declaration as a first step, well directed though short, it is my duty to add two observations to the protocol :

'1. Modern international law follows closely a line which leads to the recognition of the right of native tribes to dispose freely of themselves and of their hereditary territory. In conformity with this principle my government would gladly adhere to a more extended rule, to be based on a principle which should aim at the voluntary consent of the natives whose country is taken possession of, in all cases where they had not provoked the aggression.

2. I have no doubt as to the conference being agreed in regard to the signification of the preamble. It only points out the minimum of the conditions which must necessarily be fulfilled in order that the recognition of an occupation may be demanded. It is always possible that an occupation may be rendered effective by acts of violence which are foreign to the principles of justice, as well as to national and even international law. Consequently it should be well understood that it is reserved for the respective signatory powers to determine all the other conditions from the point of view of right as well as of fact which must be fulfilled before an occupation can be recognised as valid'. »<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Henry Bonfils, *op. cit.*, n° 548, p. 384.

<sup>2</sup> Voir *infra*.

<sup>3</sup> Protocole du 31 janvier 1885. *Parliamentary Paper* c. 4361, p. 209.

M. Busch, sous-secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères, qui présidait la réunion fit remarquer que la première partie de la déclaration de M. Kassin touchait des questions délicates sur lesquelles la conférence hésitait à exprimer une opinion.

De fait, les plénipotentiaires ne tenaient ni à une reconnaissance *a priori* des souverainetés des pays indigènes, ni à une procédure de contrôle de la légitimité des occupations.

Engelhardt, qui avait participé aux négociations de Berlin, écrit à ce sujet ce qui suit :

« Un engagement conventionnel de cette nature eût suscité entre Etats rivaux ou compétiteurs d'interminables contestations, car les enquêtes auxquelles les quatorze gouvernements représentés à Berlin se seraient vus ainsi conviés auraient soulevé des questions le plus souvent insolubles, telles que, par exemple, les causes initiales du conflit (si la mainmise sur tel territoire avait eu lieu à la suite d'une guerre, ou dans le cas contraire), le libre consentement des indigènes, leur connaissance complète de la signification des actes souscrits par eux, la validité de leurs titres de contractants, etc., etc. Et d'ailleurs, pourrait-on raisonnablement se faire à l'idée qu'un gouvernement européen, ou américain, au lendemain d'une acquisition coloniale, fût tenu de justifier de la rectitude de ses procédés, de son honnêteté politique, en initiant les cabinets à tous les préliminaires de son occupation ?

Pas plus que la reconnaissance *a priori* des souverainetés barbares, l'origine des fondations étrangères en pays non civilisés ne peut être matière à stipulation contractuelle strictement obligatoire. » <sup>1</sup>

Le même auteur insiste cependant sur le fait que :

« si aucun article du traité de Berlin n'énonce le principe posé par M. Kassin, les protocoles constatent qu'au fond tous les plénipotentiaires lui étaient acquis, et je citerai particulièrement à ce sujet la conclusion du débat soulevé par le baron de Courcel « sur la nécessité de ménager dans la mesure du possible, les droits acquis et les intérêts légitimes des chefs indigènes. » <sup>2</sup>

Il ajoute encore :

« A chaque vote ou à chaque proposition qui a mis en cause les intérêts des indigènes africains, l'assemblée de Berlin a démontré qu'elle ne voyait point en eux des associations ou des individus *en dehors de la communauté du droit des gens*. » <sup>3</sup>

<sup>1</sup> Ed. Engelhardt, « Etude sur la déclaration de la Conférence de Berlin relative aux occupations », *RDILC*, 1886, p. 433-441 et p. 573-586, spéc., p. 580.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 579.

<sup>3</sup> Ed. Engelhardt, *op. cit.*, p. 578. A la session de Lausanne de l'Institut de droit international, M. Engelhardt devait soutenir encore :

« il résulte des procès-verbaux que les dispositions des représentants des puissances étaient favorables à la reconnaissance des droits des indigènes, et à considérer la pratique des traités avec les chefs de tribus comme recommandable ; les représentants proposaient de ne pas traiter ces tribus comme placées en dehors de la communauté du droit des gens et dépourvues de personnalité juridique » (*Annuaire de l'Institut de droit international*, édition nouvelle abrégée (1928), Bruxelles (Falk) et Paris (Pedone), 1928, p. 707).

Cette impression générale est partagée par F. de Martens qui écrivait :

« Mais en face de cette question, si catégoriquement posée par le représentant des Etats-Unis, la conférence ne put faire autrement que de se prononcer en faveur de la nécessité de respecter les droits des princes et des peuples indigènes dans les terrains nouvellement explorés. Sans prendre de décision dans le sens indiqué par le représentant d'Amérique, elle ne témoigna pas moins, par d'autres dispositions, de son respect pour les droits des indigènes dans les territoires occupés. »<sup>1</sup>

A relire l'acte général de la conférence de Berlin du 26 février 1885, on n'y trouve cependant rien qui touche à la *souveraineté* des indigènes. Rien qui la nie, mais rien qui l'affirme. En revanche certes, de nombreuses dispositions inspirées d'une philosophie humaniste et tendant à reconnaître à ces populations des droits individuels, voire collectifs, pour assurer leur bien-être.

Le préambule de l'acte général présente ainsi les dispositions d'esprit des chefs d'Etat représentés à la conférence :

« Voulant régler dans un esprit de bonne entente mutuelle les conditions les plus favorables au développement du commerce et de la civilisation dans certaines régions de l'Afrique, et assurer à tous les peuples les avantages de la libre navigation sur les deux principaux fleuves africains qui se déversent dans l'océan Atlantique ; désireux d'autre part de prévenir les malentendus et les contestations que pourraient soulever à l'avenir les prises de possessions nouvelles sur les côtes de l'Afrique, et préoccupés en même temps des moyens d'accroître le bien-être moral et matériel des populations indigènes... »

L'article 6 dispose ce qui suit :

« Toutes les puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans lesdits territoires s'engagent à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence et à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des Noirs ; elles protégeront et favoriseront, sans distinction de nationalité ni de cultes, toutes les installations et entreprises religieuses, scientifiques ou charitables créées et organisées à ces fins ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation.

Les missionnaires chrétiens, les savants, les explorateurs, leurs escortes, avoirs et collections seront également l'objet d'une protection spéciale.

La liberté de conscience et la tolérance religieuse sont expressément garanties aux indigènes comme aux nationaux et aux étrangers. Le libre et public exercice de tous les cultes, le droit d'ériger des édifices religieux et d'organiser des missions appartenant à tous les cultes ne seront soumis à aucune restriction ni entrave. »

L'article 9 interdit la traite des esclaves et oblige les puissances à utiliser les moyens en leur pouvoir pour y mettre fin.

La conférence se prononça aussi contre le commerce des spiritueux en Afrique à cause « de l'action dangereuse qu'il pourrait avoir sur ces tribus barbares ». <sup>2</sup>

<sup>1</sup> F. de Martens, « La Conférence du Congo à Berlin et la politique coloniale des Etats modernes », *RDILC*, 1886, p. 113-150 et p. 244-280, spéc., p. 264.

<sup>2</sup> F. de Martens, article cité, *RDILC*, 1886, p. 264.



Les puissances à Berlin n'ont donc pas voulu trancher la question de la souveraineté des peuplades autochtones. S'il a été fait allusion dans certaines résolutions aux prérogatives souveraines du sultan de Zanzibar <sup>1</sup>, il ne faut pas oublier que la qualité d'Etat de Zanzibar n'était pas sérieusement contestée à l'époque.

Cette attitude n'implique pas cependant une négation de la souveraineté des peuplades autochtones, mais simplement la répugnance que la légitimité du titre d'occupation dépende d'une cession régulière de souveraineté opérée par lesdites peuplades. Les puissances ne tenaient pas à favoriser les interventions des tiers dans l'examen des conditions de l'établissement de l'occupation et encore moins à condamner le droit de conquête en cas de résistance desdites peuplades.

La meilleure solution était donc d'escamoter la question de la souveraineté, se bornant à établir des règles humanitaires au profit des peuplades autochtones et, pour le surplus, à vider la préoccupation essentielle : l'établissement des règles en vue d'éviter les conflits entre puissances coloniales.

Comme le disait le projet de déclaration franco-allemand :

« il y aurait avantage à introduire dans les rapports internationaux une doctrine uniforme relativement aux occupations qui pourraient avoir lieu à l'avenir sur les côtes d'Afrique ».

Le résultat, sur ce point, de la conférence fut conforme au souhait des puissances. Le chapitre VI de l'acte général, intitulé « Déclaration relative aux conditions essentielles à remplir pour que des occupations nouvelles sur les côtes du continent africain soient considérées comme effectives », comporte deux articles dont le texte est le suivant :

« Art. 34. — La puissance qui, dorénavant, prendra possession d'un territoire sur les côtes du continent africain situé en dehors de ses possessions actuelles, ou qui, n'en ayant pas eu jusque-là, viendrait à en acquérir, et de même la puissance qui y assumera un protectorat, accompagnera l'acte respectif d'une notification adressée aux autres puissances signataires du présent acte afin de les mettre à même de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations.

Art. 35. — Les puissances signataires du présent acte reconnaissent l'obligation d'assurer dans les territoires occupés par elles sur les côtes du continent africain l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle serait stipulée. »

On a souvent fait l'analyse de ces deux articles et souligné leur caractère non rétroactif et leur limitation aux territoires sis sur les côtes du continent africain (et non à l'intérieur du continent).

Pour le reste, les articles 34 et 35 confirment le principe de l'effectivité de l'occupation, mais exigent la notification aux autres puissances.

Les textes demeurent, en revanche, silencieux sur la désignation des limites des territoires occupés ou soumis à un protectorat, contrairement à la première rédaction du projet commun qui disposait que la notification devait contenir une désignation de limites.

Engelhardt fait cependant remarquer ceci :

« L'on admet qu'en général la prise de possession d'une région côtière entraîne celle de l'intérieur du territoire qui en dépend par son régime

<sup>1</sup> Ed. Engelhardt, *op. cit.*, RDILC, 1886, p. 579.

orographique ou hydrographique. La plupart des colonies ont commencé ainsi. Cette règle, toutefois, n'a qu'une valeur relative.

Le long des côtes, le terrain est délimité. Quant aux frontières continentales, elles restent le plus souvent dans le vague, faute de connaissance suffisante du pays.

L'on s'est dit, d'ailleurs, que dans sa notification l'Etat colonisateur, pour sauvegarder ses droits, ne pourra logiquement se dispenser de décrire approximativement son nouveau domaine, et il a paru dès lors qu'il n'y avait pas lieu de réglementer ce point par une disposition formelle. »<sup>1</sup>

Il résulte des travaux préparatoires que la puissance qui notifie ne doit pas attendre indéfiniment la réponse de toutes les autres puissances et qu'un acquiescement unanime n'est pas une condition de validité d'une prise de possession ; en cas de désaccord, la difficulté sera aplanie par les modes normaux de règlement pacifique des différends<sup>2</sup>.

#### b) *Les travaux de l'Institut de droit international*

Le 12 septembre 1885, l'Institut de droit international chargea une commission d'étudier la théorie de la conférence de Berlin de 1885 sur l'occupation des territoires. M. de Martitz en fut nommé rapporteur.

Le rapport et le projet de déclaration de M. de Martitz furent distribués pendant la session de Heidelberg (1887)<sup>3</sup>.

Le point I du projet de déclaration et le commentaire de la commission avaient le contenu suivant :

« I. Est considérée comme *territorium nullius* toute région qui ne se trouve pas effectivement sous la souveraineté ou sous le protectorat d'un des Etats qui forment la communauté du droit des gens, peu importe que cette région soit, ou non, habitée.

C'est une exagération que de parler d'une souveraineté des peuples sauvages ou demi-barbares. Il est en contradiction avec l'histoire que le droit international fasse dépendre de la *cession de la souveraineté* la validité d'une occupation. Un *traité de cession* ne peut se faire que par les Etats reconnaissant le droit international. Certainement, une occupation de territoires habités par des sauvages aura souvent pour base des arrangements avec les chefs indigènes. On condamnera la violence à l'égard des peuples inférieurs. On ne pourra même dire strictement que ceux-ci sont en dehors de la communauté du droit des gens. Mais ils n'en sont pas membres. Le droit international ne connaît pas « des droits des tribus indépendantes ». Les arrangements qui aujourd'hui se passent régulièrement avec les chefs des tribus sauvages seront indispensables pour se fixer dans un territoire occupé ; *territorium nullius*, c'est autre chose que *res nullius*. Mais le titre de possession international n'est pas *dérivatif* ; il reste *originaire*. Voyez mes remarques dans mon essai précité, page 17, numéro 55 ; M. de Martens, I., I, 147 ; voyez Stengel, I., I, 349. »<sup>4</sup>

Ce projet et cet article, en particulier, furent vivement combattus par Ed.

<sup>1</sup> Ed. Engelhardt, *op. cit.*, *RDILC*, 1886, p. 439-440.

<sup>2</sup> Ernest Nys, *Le droit international*, *op. cit.*, t. II, p. 95.

<sup>3</sup> Ce rapport est reproduit dans l'*Annuaire de l'Institut de droit international*, 1887-1888, vol. 9, p. 244 et suiv., ou dans l'édition nouvelle abrégée de 1928, vol. II, p. 429 et suiv., ainsi que dans la *RDILC*, t. XIX, 1887, p. 371-376.

<sup>4</sup> Edition nouvelle abrégée, vol. II, p. 432-433.

Engelhardt qui, à la suite de son étude précitée à la *Revue de droit international et de législation comparée*<sup>1</sup>, avait proposé un projet différé adoptant un point de vue inverse en ce qui concerne la souveraineté des peuplades indigènes. Engelhardt y écrivait en effet :

« La science moderne, on peut le croire, proclamera hautement la maxime humanitaire, qui semble ne pouvoir être l'objet d'une garantie synallagmatique ; elle se prononcera sur la *légitimité* des prises de possession en terres sauvages, en reconnaissant positivement aux tribus indigènes, en tant qu'Etats indépendants, le droit de signer des traités, de consentir à l'abandon total ou partiel de leur souveraineté, soit par la cession définitive de leur territoire, soit par la stipulation d'un protectorat. »<sup>2</sup>

Lorsque le projet de déclaration fut examiné par l'Institut à sa session de Lausanne (1888), M. Engelhardt critiqua vivement l'article I qui déclarait *territorium nullius* toute région qui ne se trouvait pas effectivement sous la souveraineté ou sous le protectorat d'un des Etats qui forment la communauté du droit des gens.

Son argumentation mérite d'être reproduite dans sa quasi-totalité :

« M. Engelhardt se demande s'il est possible de poser cette règle du *territorium nullius* habité ou non.

Quel est, d'autre part, le sens de ces mots : « En dehors de la communauté du droit des gens » ? Qu'est-ce au juste que la « communauté du droit des gens » ? Dans quelles conditions un Etat sera-t-il considéré comme faisant partie ou non de la communauté du droit des gens ? Quelle est la situation d'un Etat qui se soumet à la plupart des règles du droit des gens, et qui en repousse quelques-unes ? Ainsi, prenons le Maroc, qui n'interdit pas l'esclavage. Or, le Maroc fait-il partie de la communauté du droit des gens ? La situation de l'Abyssinie, du sultanat de Zanzibar est analogue à celle du Maroc.

D'autres sociétés sont de fait en dehors de la communauté du droit des gens, et constituent pourtant des Etats dignes d'être respectés ; telle était la situation des Etats de l'Amérique lors de la conquête espagnole. Il en est de même qui sont à certains points de vue des peuples sauvages, qui sont absolument en dehors de la communauté du droit des gens, et dont il serait pourtant exorbitant de considérer le territoire comme un *territorium nullius*. La situation des Egbas, peuple de deux millions d'âmes établi entre le Dahomey et un affluent du Niger, est intéressante à connaître à ce point de vue.

Voici ce qu'en dit un explorateur :

« Trois corps assurent le fonctionnement politique, judiciaire et administratif dans chaque ville. A part le chef, qui a le titre de roi, il y a :

les Ologun (guerriers) ;  
les Okbonis (corps civil répondant à nos municipalités) ;  
les Parokoi (chambres de commerce).

Il y a ensuite les personnes considérables de la nation ; l'ancienne noblesse, qui ne forme pas de corps proprement dit, mais dont l'influence n'est pas moins réelle.

Les trois corps de la ville d'Aké ont la prépondérance sur ceux des

<sup>1</sup> 1886, p. 582-586.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 582.

autres villes. Ce sont eux qui décident à peu près souverainement des questions qui touchent aux intérêts généraux de la nation ; puis, au-dessus de tout, vient le roi des Egbas, nommé par les corps des villes réunies.

L'autorité du roi est restreinte ; seul, il ne peut rien faire, ni décider. Il a l'initiative des questions, mais leur solution dépend des décisions prises en assemblée par les corps de la ville d'Aké.

Chaque ville a une maison municipale où se réunissent hebdomadairement, tantôt les Okbonis pour délibérer sur les affaires publiques, tantôt les Parakoi, pour la discussion des questions commerciales. »

Voilà comment M. Viard représente les Egbas. Ce peuple réunit les conditions que Cicéron définit comme les caractères distinctifs des nations avec lesquelles Rome faisait des traités : *Habent rem publicam, curiam, aerarium, consensum civium et ratianem aliquam pacis et federis*. Or, le territoire de ce peuple, qui pourtant n'est certainement pas dans la communauté du droit des gens, faut-il le considérer comme *territorium nullius* ?

Certaines sociétés humaines n'ont même pas encore absolument la fixité territoriale. Faut-il pourtant consacrer à leur égard le droit de la force et de la spoliation ?

Nous trouvons d'autre part des Etats qu'on est d'accord pour comprendre dans la communauté du droit des gens ; et pourtant, au point de vue de la civilisation, ils n'offrent guère plus de garanties que les tribus primitives. Telle est la situation de la république de Haïti, dans laquelle les institutions les plus avancées sont en vigueur, et où la révolution règne à l'état endémique : personne ne songe pourtant à l'exclure de la communauté du droit des gens.

Ces observations n'ont qu'un but : démontrer une fois de plus la vérité de l'adage latin : *Omnis definitio est periculosa*. Au fond, du reste, l'intention de M. de Martitz peut avoir été de proclamer cette doctrine de l'envahissement et de la spoliation.

M. Engelhardt propose, en vertu de ces considérations, la suppression de l'article I. » <sup>1</sup>

La demande de suppression de l'article I du projet de M. de Martitz allait rencontrer l'approbation de MM. de Bar <sup>2</sup> et Renault <sup>3</sup>, ainsi que du secrétaire général de l'Institut, M. Gustave Rolin-Jacquemyns, et Moynier qui trouvaient cet article inutile <sup>4</sup>.

Le président, Alphonse Rivier, tentait d'interpréter l'article I du projet de manière restrictive en disant que « la règle de M. de Martitz n'exclut que les véritables hordes sauvages ».

Seul Fusitano soutint l'article I, qui devait disparaître.

En revanche, une proposition en sens opposé d'Engelhardt ne devait pas avoir plus de succès. Cette proposition avait le contenu suivant :

« L'Institut, considérant qu'en fait la plupart des prises de possession effectuées depuis un certain temps, sur le continent d'Afrique, ont pour base

<sup>1</sup> Edition nouvelle abrégée, vol. II, p. 707-709.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 710.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 711.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 712.

des arrangements avec les chefs indigènes, émet le vœu que cette pratique se généralise et devienne la règle des occupations en pays non civilisés. » <sup>1</sup>

Gustave Rolin-Jacquemyns devait s'opposer à cet article en déclarant :

« Qu'on se souvienne de l'idée qui a inspiré la conférence de Berlin, et qui a décidé l'Institut à s'occuper de la question. Le but envisagé était d'éviter, dans la mesure du possible, les conflits entre les peuples civilisés, à propos de l'extension de la civilisation. On voulait surtout empêcher, entre Européens, les conflits sanglants semblables à ceux qui, au siècle dernier, firent longtemps combattre entre eux les Anglais et les Français installés dans l'Amérique du Nord. Que prétend-on faire, en définitive ? Déterminer les conditions de l'occupation de territoires lointains, appartenant à des peuples barbares dépourvus de foi internationale. Et s'ils n'ont pas la foi internationale, comment chercher dans des traités la justification de l'occupation ? Ces traités de cession avec des chefs indigènes plus ou moins réels, plus ou moins légitimes, n'ont pas de valeur sérieuse. Le préambule que propose M. Engelhardt ne doit donc pas être adopté. Le caractère *effectif* et l'établissement d'une *force de sûreté locale* sont des conditions nécessaires de l'occupation ; la cession n'en est pas une ; il arrive même que l'occupation violente soit légitime, si elle s'applique par exemple à des peuples cruels, esclavagistes, qui pourtant résistent énergiquement.

M. le Secrétaire général propose donc la suppression de l'article I du projet, parce qu'amendé ou non, il lui paraît dangereux. » <sup>2</sup>

Le président Rivier avait de même, dans une intervention ambiguë, critiqué aussi certains traités passés avec les indigènes :

« Un Etat, c'est un corps politique organisé ; une tribu nomade ne sera pas un Etat. Dès qu'il y a apparence d'organisation, c'est-à-dire de l'existence d'un Etat, il n'y a plus lieu à *occupation* pure et simple, mais à *protectorat* : c'est ce qu'a admis l'Allemagne dans l'Afrique méridionale.

La tendance à reconnaître des Etats et à traiter comme tels des corps politiques rudimentaires ou insignifiants est, du reste, si forte qu'au Congo les Etats européens voilent leurs occupations sous l'apparence de traités avec les petits chefs indigènes ; rien n'est moins sérieux que ces traités où un chef sans importance, un petit tyran local, vend des droits de souveraineté douteux contre quelques pièces de cotonnade ou quelques bouteilles de rhum. » <sup>3</sup>

Engelhardt, voyant le peu d'enthousiasme de l'Institut à accepter sa proposition, la retira.

On notera aussi qu'une proposition de Fusitano, qui consistait, dans un seul but de définition, à considérer *territorium nullius* toute région qui ne se trouve pas effectivement sous la souveraineté ou sous le protectorat d'un Etat, fut aussi rejetée.

Somme toute, c'est le même esprit pragmatique qu'à Berlin qui allait l'emporter à l'Institut. Comme le disait le président :

« La tâche de la commission a été définie en ce sens qu'elle étudierait les conditions auxquelles l'occupation sera considérée comme un titre vis-à-vis

<sup>1</sup> Edition nouvelle abrégée, vol II, p. 712.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 711.

des autres Etats, dès lors il n'y a lieu de s'occuper que des relations entre Etats civilisés. »<sup>1</sup>

Dès lors l'Institut s'attacha à décrire le régime de l'occupation, ce qu'il fit dans l'article premier de sa résolution du 4 septembre 1888 :

« L'occupation d'un territoire à titre de souveraineté ne pourra être reconnue comme effective que si elle réunit les conditions suivantes :

1. La prise de possession d'un territoire enfermé dans certaines limites, faites au nom du gouvernement ;
2. La notification officielle de la prise de possession.

La prise de possession s'accomplit par l'établissement d'un pouvoir local responsable, pourvu de moyens suffisants pour maintenir l'ordre et pour assurer l'exercice régulier de son autorité dans les limites du territoire occupé. Ces moyens pourront être empruntés à des institutions existantes dans le pays occupé.

La notification de la prise de possession se fait, soit par la publication dans la forme qui, dans chaque Etat, est en usage pour la notification des actes officiels, soit par la voie diplomatique. Elle contiendra la détermination approximative des limites du territoire occupé. »<sup>2</sup>

L'Institut de droit international mit ainsi, à son tour, entre parenthèses la question de la souveraineté des tribus indigènes. La question de souveraineté n'est envisagée que dans les seuls rapports entre puissances occidentales. L'Institut ne prenait position ni pour ni contre la souveraineté des tribus indigènes. Il insistait en revanche sur les aspects humanitaires devant prévaloir dans les relations puissances occidentales-tribus indigènes dans les autres articles du projet. Ainsi l'article IV interdisant la guerre d'extermination des indigènes, l'article V assurant le respect de leur propriété privée, l'article VI leur éducation et leur conservation, l'article VII leur liberté de conscience, les articles VIII et IX relatifs à l'esclavage et à la traite, et l'article X au trafic des boissons alcooliques.

Que conclure de tout cela sur les positions de la doctrine ?

Certainement que pendant toute la période qui nous occupe, *grosso modo* 1885-1912, la doctrine est divisée sur la question de la souveraineté des peuplades indigènes et que, dans sa majorité, elle répugne — pour des raisons morales probablement — à caractériser de *territorium nullius* ou « territoire sans maître » un territoire habité par des tribus indigènes.

Toutefois, l'impérialisme de l'époque requérait des juristes — dont il est inutile de souligner qu'ils étaient tous originaires de l'Occident colonisateur — qu'ils mettent au point des formules juridiques ne freinant pas l'expansion coloniale.

La formule trouvée semble bien avoir été de dissocier les règles relatives aux modalités de l'occupation de celles relatives au territoire faisant l'objet de l'occupation.

<sup>1</sup> Page 714 du volume II de l'édition nouvelle abrégée. Voir aussi les interventions de De Bar, p. 710 et 714, ainsi que celle du secrétaire général, Gustave Rolin-Jacquemyns, p. 716 : « Il y a lieu ... de revenir au véritable but que l'Institut a envisagé, lequel est de s'efforcer d'éviter, entre les Etats européens civilisateurs, les difficultés à propos d'occupation. »

<sup>2</sup> Edition nouvelle abrégée, vol. II, p. 808-809.

Cela paraît d'autant plus évident que la question de savoir si le territoire était ou non sans maître devenait sans intérêt à partir du moment où l'expansionnisme colonial s'attaquait aussi à des Etats constitués mais faibles (Empire ottoman, Maroc, Tunisie, Zanzibar, Madagascar, Abyssinie, etc.) et dont personne ne pouvait soutenir que leur territoire était *territorium nullius*.

C'est ainsi que l'article 34 précité de l'acte général de la conférence de Berlin du 26 février 1886, instaurant la procédure de notification, s'appliquait aussi bien aux puissances qui prendraient possession d'un territoire sur les côtes de l'Afrique qu'à celles qui y assumeraient un protectorat.

De même, l'Institut de droit international dans sa résolution finalement votée le 4 septembre 1888 étendait, par son article II, au protectorat les règles établies à l'article I sur l'effectivité de l'occupation et sa notification.

La mise entre parenthèses de la difficulté qui correspondait au souci de ne pas entraver la colonisation de terres habitées par des tribus indigènes ou par des Etats faibles d'Afrique et d'Asie comportait implicitement un principe de licéité de la colonisation de ces territoires *pourvu que d'autres puissances européennes ne s'y trouvent pas déjà*.

Que l'on décèle dans cette attitude cynisme ou réalisme ou refus de l'hypocrisie, on doit constater que par un raccourci de pensée une partie de la doctrine, voire les chancelleries ou les juges, en arrivera à considérer comme sans maître tout territoire *non occupé par un maître européen*, puisque le droit d'y établir la souveraineté et le protectorat y était reconnu par l'acte général de Berlin.

Joseph Jooris, écrivant en 1886, est un exemple caractéristique de cette position. Il écrit ainsi :

« Le droit d'établir la souveraineté et le protectorat sur les territoires déserts ou habités par des races sauvages vivant en dehors de la communauté politique universelle, régie par le droit public positif, a été reconnu aux nations civilisées pour les côtes occidentale et orientale du continent africain, à l'exclusion des îles et d'une partie du littoral est. Ainsi l'a décrété un congrès diplomatique où siégeaient les délégués des principaux Etats de l'Europe, avec le représentant de la grande république américaine du Nord, et il a réservé l'adhésion future des absents. Aux puissances désireuses d'asseoir, soit leur domination, soit leur patronage politique, sur les terres réputées sans maître, il impose l'obligation d'une notification officielle préalable aux tiers, afin d'imprimer à leur possession une date certaine et de leur fournir l'occasion d'exhiber, le cas échéant, des titres de priorité. »<sup>1</sup>

On remarquera que Jooris parle de terres « réputées sans maître », posant ainsi les prémisses de la fiction juridique suivante : *En droit* doit être tenu pour « sans maître » tout territoire d'Afrique non occupé par des Européens<sup>2</sup>.

Les chancelleries n'ont pas toujours évité ce raccourci de pensée.

A propos de l'affaire d'Angra-Pequena, la question se posait de savoir si l'Allemagne pouvait occuper ce territoire proche d'un territoire occupé par la Grande-Bretagne.

<sup>1</sup> Joseph Jooris, « De l'occupation des territoires sans maître sur les côtes d'Afrique. La question d'Angra-Pequena », *RDILC*, 1886, p. 236-243.

<sup>2</sup> Voir encore le même auteur qui déclare (p. 242) :

« Ainsi se termina cette polémique sur la propriété d'un littoral africain qui, de fait, était resté en la possession des races autochtones et sur lequel jamais une puissance étrangère n'avait exercé de souveraineté réelle. »

Dans son article précité, Jooris parlant d'une note allemande (mais est-ce bien le texte original ?) écrit ce qui suit :

« La note du 10 juin 1884 affirme le droit de l'Allemagne à l'occupation d'un territoire *res nullius* et d'y protéger ses nationaux, lors même qu'elle n'aurait pas l'intention d'y créer un établissement politique, mais un simple établissement colonial délégué à une compagnie ayant un caractère officiel, ainsi que l'Angleterre l'avait fait à Bornéo, et il combat l'étrange théorie de vouloir écarter le protectorat d'une tierce puissance étrangère sur un territoire *sans maître* au profit d'une puissance *coloniale voisine*. » <sup>1</sup>

L'Italie occupa Massaoua le 5 février 1885, alors territoire égyptien relevant de la Sublime Porte. Justifiant cette occupation par une note du 25 juillet 1888, le ministre italien des affaires étrangères parle de territoire virtuellement *res nullius* <sup>2</sup>.

La France opérera de même à l'égard d'une partie de la Tripolitaine, alléguant le 9 juin 1899 l'absence d'« action civilisatrice antérieure ou concurrente de la part de la Turquie » <sup>3</sup>.

En 1898, c'est Fachoda, en territoire égyptien, que les Français qualifient de « sans maître ». La phrase suivante de la dépêche du 13 octobre 1898 de M. de Courcel, ambassadeur de France à Londres, à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, est éclairante de cette conception :

« J'ai dit qu'à mon avis nous avons le droit d'envoyer nos expéditions jusqu'à ce point si les territoires occupés ou traversés par nous étaient sans maître ; mais que, si la légitimité des prétentions égyptiennes était reconnue, il n'était pas prouvé que la présence de nos troupes dût nécessairement y déroger, ni qu'elle fût plus incompatible avec l'autorité nominale du Khédive que la présence des troupes anglaises dans d'autres parties de territoire plus incontestablement égyptiennes. » <sup>4</sup>

On peut donc conclure de tout cela qu'en doctrine et parfois en diplomatie, les termes « *territorium nullius* » ou « territoire sans maître » ont été utilisés dans divers sens :

- 1) Au sens propre du terme, il s'agit de territoires déserts ou inhabités, ou abandonnés, ou habités par des individus disséminés, sans autorité ou organisation politique quelconque.
- 2) En vue de justifier l'occupation de territoires habités par des peuplades possédant une autorité politique, voire une structure gouvernementale complexe, par une fiction juridique, ces territoires ont été déclarés sans maître niant la personnalité de droit des gens des peuplades en question ou escamotant la question.
- 3) La fiction a été quelquefois étendue à des Etats acceptés à l'époque comme tels, mais incapables de résister à la pénétration colonialiste européenne.

\* \* \*

<sup>1</sup> Joseph Jooris, *op. cit.*, p. 241.

<sup>2</sup> Kiss, *Répertoire*, *op. cit.*, vol. II, n° 247, p. 138.

<sup>3</sup> *Ibid.*, n° 248, p. 141.

<sup>4</sup> *Ibid.*, n° 253, p. 144. Voir aussi sur cet incident : Janine Griache, *La théorie de l'occupation des territoires sans maître dans l'affaire du Haut-Nil et du Bahr-el-Gazal (1898-1899)*, Clermont-Ferrand (Raclot), 1945.



Allant au-delà des différents sens doctrinaux de la notion, il paraît essentiel d'examiner la pratique des États colonisateurs à l'égard des territoires colonisés pour voir s'ils les ont considérés ou non comme « sans maître » dans les faits.

## II. La pratique coloniale

La pratique coloniale à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle et pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle peut être résumée en deux propositions : acquérir les contrées nouvelles par consentement des populations ; à défaut, les conquérir par la force. Même si en doctrine, on l'a vu, certaines résistances se faisaient jour à propos des spoliations des indigènes par l'emploi brutal de la force, les chancelleries n'hésitaient pas à y recourir lorsque les voies pacifiques de l'argumentation ne portaient pas les résultats escomptés. L'acquisition de territoires par la force n'était pas alors formellement contraire au droit international.

Il en découle d'ailleurs qu'en pratique la colonisation va se faire beaucoup plus par voie d'acquisition, par consentement ou par conquête que par « occupation » proprement dite<sup>1</sup>.

Que ces puissances européennes aient voulu donner la primauté aux manières douces résulte amplement des instructions données par les chancelleries aux explorateurs.

Ainsi Lindley écrit :

« Thus, in 1776, the British Admiralty ordered Captain James Cook to explore the coast of North-West America, to avoid all interference with the establishment of European Powers, to take possession, in the name of His Sovereign, of any countries which he might discover to be uninhabited and, if there should be inhabitants in any parts not yet discovered by other European Powers, to take possession of them with the consent of the natives. »<sup>2</sup>

Fauchille fait état que dans les instructions données par plusieurs gouvernements européens on trouve l'idée que la souveraineté rudimentaire et primitive, que l'indépendance des peuplades barbares doivent être respectées. Il donne comme exemples : les instructions anglaises à M. Holzon le 14 août 1839 ; françaises à M. de Brazza, en février 1883 ; à M. Mizon, en août 1892 ; à M. Archinard, en septembre 1892 ; allemandes à M. Nachtigal, le 19 mai 1884<sup>3</sup>. Ces dernières portaient :

« La souveraineté impériale ne sera proclamée qu'après qu'elle aura été reconnue par traité de la part des chefs indigènes ou sur la base d'une acquisition antérieure opérée par un sujet de l'Empire dans les territoires en question. »<sup>4</sup>

Mais ce qui est essentiel en la matière c'est que l'Occident a utilisé systématiquement, pendant les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles notamment, le mécanisme des traités passés pacifiquement avec les chefs de tribus, sultans, princes, émirs, etc.,

<sup>1</sup> M. F. Lindley, *Backward Territory*, op. cit., p. 31.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>3</sup> Paul Fauchille, op. cit., p. 700.

<sup>4</sup> Cité par Ch. Salomon, op. cit., par. 83, p. 218.

pour faire reconnaître leur suzeraineté, leur souveraineté ou leur protectorat sur les territoires que ceux-ci dirigeaient.

Pour les Etats-Unis, Nys citant F. A. Walker, relève :

« En plus de quatre cents traités confirmés par le Sénat, les Etats-Unis ont reconnu les tribus indiennes comme des nations avec lesquelles ils pourraient contracter sans déroger, et c'était surtout des traités par lesquels les tribus cédaient des territoires. »<sup>1</sup>

Dans l'ensemble, l'expansion coloniale britannique et néerlandaise dans les Indes s'est faite par cessions ou conquêtes.

C'est aussi par des mélanges de guerre et de traités de protectorat que la France s'établit au Cambodge, en Cochinchine et au Tonkin<sup>2</sup>.

Pour l'Afrique, la chose est encore plus nette.

C'est par traités que la Grande-Bretagne s'installe au Cameroun, au Niger, au Bechuanaland, au Matabeleland et Mashonaland et en Afrique de l'Est. De même pour l'Allemagne au Cameroun, au Niger, au Sud-Ouest africain et en Afrique de l'Est<sup>3</sup>.

E. Rouard de Card a consacré un ouvrage entier aux seuls traités de protectorat conclus par la France en Afrique de 1870 à 1895. Les pays couverts par la table des matières sont : la Tunisie, la baie de Tadjourah, les îles Comores, Madagascar, le Gabon, le Congo, le Dahomey, la Côte d'Ivoire, la Guinée française, le Fouta-Djallon, le Sénégal et le Soudan français<sup>4</sup>. Cet ouvrage est d'ailleurs incomplet. La *Revue de géographie* de 1885 signalait que le président de la République française avait signé du 27 novembre 1883 au 12 décembre 1884 une série de décrets régularisant de nombreux traités passés avec des chefs indigènes. La liste donnée ensuite comportait onze traités pour le Sénégal et le Haut-Niger, deux pour la Côte des Graines, sept pour la Côte d'Ivoire et une trentaine pour le golfe du Biafra et le Congo. Ces traités s'échelonnaient de 1838 à 1884<sup>5</sup>.

Pour ce qui est du Congo, dont va s'emparer l'Association internationale du Congo, voici ce qu'écrivait Ernest Nys :

« Il s'agissait fréquemment en l'espèce de territoires habités par des peuplades. Selon les principes du droit des gens moderne, une solution s'imposait ; il ne pouvait y avoir d'occupation pure et simple ; la prise de possession devait se faire du consentement de l'autorité indigène ; ce consentement même devait être libre, conscient et donné suivant les usages du pays. Il fallait, en réalité, une appropriation à la suite d'un traité : il fallait une cession.

C'est ainsi que près de cent conventions furent conclues par Henry Stanley et par ses agents ; les chefs indigènes reconnaissaient la souveraineté de l'Association internationale, ils adoptaient son drapeau, ils acceptaient pour eux et pour leurs successeurs les décisions de ses représentants relatives à leur bien-être ou à leurs propriétés.

<sup>1</sup> Ernest Nys, *Le droit international*, t. II, p. 90. Pour un exemple où la Court of Claims insista sur la valeur d'un traité du 17 septembre 1851 entre les Etats-Unis et les indiens Sioux, en dépit de l'absence de proclamation par le président des Etats-Unis : voir G. H. Hackworth, *Digest of International Law*, vol. V, p. 86-87.

<sup>2</sup> M. F. Lindley, *Backward Territory*, op. cit., p. 31-32.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 34 et suiv.

<sup>4</sup> E. Rouard de Card, *Les traités de protectorat conclus par la France en Afrique, 1870-1895*, Paris (Durand et Pedone-Lauriel), 1897.

<sup>5</sup> *Revue de géographie*, 8<sup>e</sup> année, t. XVI, janvier-juin 1885, p. 223.

Semblables cessions investissaient-elles l'Association internationale de la puissance d'Etat ? Des consultations savantes dues à sir Travers Twiss et à Egide Arntz ont donné une solution affirmative au problème ; elles se sont appuyées sur l'histoire et sur les principes du droit. Elles proclamaient la vérité. » <sup>1</sup>

Pour la Nouvelle-Zélande, dans une dépêche d'août 1839, le secrétaire à la guerre et aux colonies du Royaume-Uni écrivait :

« The Queen, in common with Her Majesty's immediate predecessor, disclaims, for herself and for her subjects, every pretension to seize on the islands of New Zealand, or to govern them as a part of the dominions of Great Britain unless the free and intelligent consent of the natives, expressed according to their established usages, shall be first obtained. » <sup>2</sup>

Fidji fut également cédé à la Grande-Bretagne par les chefs de tribus autochtones <sup>3</sup>.

Il est aussi intéressant de noter que fréquemment, dans leurs conflits entre eux, les puissances européennes ont invoqué les traités passés avec les indigènes comme source de leur droit de souveraineté.

Ainsi, aussi bien la Grande-Bretagne que le Portugal ont pris cette position dans l'affaire de la *Baie de Delagoa* <sup>4</sup>.

L'Italie, en 1880, fonda sa prétention de souveraineté sur la baie d'Assab sur la cession obtenue en 1869 du sultan local et la France, en 1882, réclama un protectorat sur certaines parties du nord-ouest de Madagascar en vertu de traités passés avec des chefs locaux de 1840 à 1843 <sup>5</sup>.

Bonfils cite l'article 5 de la convention anglo-allemande du 1<sup>er</sup> juillet 1890 par laquelle ces deux Etats s'étaient engagés à se notifier les traités qu'ils passeraient avec les tribus africaines résidant autour du lac Tchad <sup>6</sup>.

Dans sa sentence du 6 juin 1904 relative à la frontière entre la Guyane britannique et le Brésil, le roi Victor-Emmanuel d'Italie invoqua entre autres comme argument que :

« such effective assertion of rights of sovereign jurisdiction was gradually developed . . . and . . . became accepted even by the independent native tribes who inhabited these regions, who could not be considered as included in the effective dominion of Portuguese, and later on of Brazilian, sovereignty. » <sup>7</sup>

On peut donc conclure de ce qui précède que dans leur pratique courante, en particulier dans la période qui nous intéresse ici, aux alentours de 1880, les Etats recouraient aux traités avec les chefs locaux pour établir leur souveraineté.

A moins de donner aux mots le sens fictif relevé plus haut, il semble difficile de dire qu'est *territorium nullius* un territoire dont on acquiert la souveraineté par cession d'un chef de tribu.

<sup>1</sup> Ernest Nys, *Le droit international*, t. 1, 1912, p. 104-105.

<sup>2</sup> M. F. Lindley, *Backward Territory*, *op. cit.*, p. 41.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 42.

<sup>4</sup> A. de Lapradelle et N. Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, vol. III, p. 596 et suiv.

<sup>5</sup> M. F. Lindley, *Backward Territory*, *op. cit.*, p. 40.

<sup>6</sup> Bonfils, *op. cit.*, n° 541, p. 379.

<sup>7</sup> Nations Unies, *Recueil des sentences arbitrales*, vol. XI, p. 22.

Certes, on sait que plus tard, la doctrine et même un célèbre arbitre auront tendance à nier la qualité de traité à de tels rapports et préféreront parler de contrats. L'affaire de l'*Ile de Palmas* rendue par Max Huber ne peut pas ne pas être citée à cet égard <sup>1</sup> :

« As regards *contracts between a State or a Company such as the Dutch East India Company and native princes or chiefs of peoples* not recognized as members of the community of nations, they are not in the international law sense, treaties or conventions capable of creating rights and obligations such as may, in international law, arise out of treaties. But, on the other hand, contracts of this nature are not wholly void of indirect effects on situations governed by international law ; if they do not constitute titles in international law, they are none the less facts of which that law must in certain circumstances take account. From the time of the discoveries until recent times, colonial territory has very often been acquired, especially in the East Indies, by means of contracts with the native authorities, which contracts leave the existing organization more or less intact as regards the native population, whilst granting to the colonizing Power, besides economic advantages such as monopolies or navigation and commercial privileges, also the exclusive direction of relations with other Powers, and the right to exercise public authority in regard to their own nationals and to foreigners. The form of the legal relations created by such contracts, is most generally that of suzerain and vassal, or of the so-called colonial protectorate.

In substance, it is not an agreement between equals ; it is rather a form of internal organization of a colonial territory, on the basis of autonomy for the natives. »

Il faut tout d'abord relever que la position de l'éminent arbitre est finalement rigide sinon arbitraire, car la qualité de sujet de droit international n'a rien d'immuable, comme l'a dit la Cour internationale de Justice : « Les sujets de droit, dans un système juridique, ne sont pas nécessairement identiques quant à leur nature ou à l'étendue de leurs droits. » (*C.I.J. Recueil 1949*, p. 177.)

Max Huber lui-même devait reconnaître que ces « contrats » <sup>2</sup> avaient permis l'acquisition du territoire par le colonisateur, lequel laissait intacte l'organisation de la population autochtone. Encore une fois un territoire dans lequel règne une telle situation s'accommode mal de la qualification de territoire sans maître.

<sup>1</sup> *Ibid.*, vol. II, p. 858.

<sup>2</sup> Les puissances occidentales ne faisaient pas, pour leur part, la fine bouche et parlaient bien de traités ou conventions, même si — ce qui n'est pas contradictoire — elles n'assimilaient pas sur tous les points les tribus à des Etats. Une opinion des *Law Officers of the Crown* peut être citée ici :

« On 26 October 1882 (Pacific Islands), James, Herschell and Deane, on a question whether Samoa was a 'foreign State' within the meaning of S. 6 of the Naturalization Act, 1870, reported that 'by the mere fact of recognizing a native Government in the Western Pacific to the extent of concluding Treaties with it, Her Majesty's Government cannot be held to have bound itself to recognize the letters of naturalization granted by it to British subjects' » (lord A. McNair, *International Law Opinions*, Cambridge, University Press, vol. 7, p. 66).

### SECTION 3. – LE SAHARA OCCIDENTAL ÉTAIT-IL, AU MOMENT DE LA COLONISATION PAR L'ESPAGNE, UN TERRITOIRE SANS MAÎTRE ?

Après avoir exposé l'histoire de la colonisation par l'Espagne du Sahara occidental et résumé les différentes conceptions que l'on se faisait à l'époque de la notion de territoire sans maître, on peut tenter de répondre à la question posée par l'Assemblée générale.

Dans l'avis qui est sollicité, la Cour doit qualifier juridiquement une situation à un moment donné. Les limites temporelles sont précisées par les mots « au moment de la colonisation par l'Espagne ». Il s'agit moins d'une *date* critique, que d'une *période* critique. Comme on a pu le voir dans la section 1, si la colonisation du Rio de Oro a eu lieu dans les années 1885-1888, en revanche celle de la Sakiet El Hamra ne s'est véritablement réalisé qu'en 1912, dans les relations franco-espagnoles, voire en 1916 par l'occupation de cap Juby.

C'est en se référant à la même période de temps qu'il faut comprendre la notion de « territoire sans maître ».

Comme l'écrit Max Sørensen dans son rapport définitif présenté à l'Institut de droit international sur le problème dit du droit intertemporel dans l'ordre international, c'est un principe général de droit que « tout fait, tout acte et toute situation doivent être appréciés à la lumière des règles de droit qui leur sont contemporaines. »<sup>1</sup>

\* \* \*

#### A. Hypothèses à exclure

Si on tente d'appliquer les règles dégagées dans la précédente section aux faits exposés dans la première, une série d'hypothèses peuvent être immédiatement exclues :

1) Tout d'abord, le territoire n'était pas *inhabité*. Au contraire, il était habité par de nombreuses tribus avec lesquelles furent passés des traités.

Si le décret royal du 10 juillet 1885<sup>2</sup> prévoit que le commissaire royal aura « le droit de conclure des traités avec les indigènes, ainsi que de prendre possession des terrains qui n'ont pas de maître... » (art. 4), ce décret ne peut pas être interprété comme signifiant que certaines parties du territoire étaient sans maître alors que d'autres en avaient un. C'est à une notion de droit privé : « terrains sans propriétaire », que fait allusion le décret royal, même si cette idée, typiquement européenne, était étrangère à la mentalité et à la réalité sahariennes.

L'Espagne n'a évidemment jamais prétendu que le territoire du Sahara occidental était inhabité ou même partiellement inhabité. Comme le disait M. de Piniès à la Quatrième Commission des Nations Unies le 24 décembre 1974 :

« Il estime cependant que la déclaration du représentant de la Syrie est fondée sur une hypothèse fallacieuse : celui-ci a en effet déclaré que l'Espagne considérait le Sahara comme un territoire sans maître (*terra nullius*). Or, cette position n'a jamais été celle de l'Espagne. Celle-ci estime que le Sahara, comme tout autre territoire africain, pour ne pas dire comme le reste

<sup>1</sup> *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1973, vol. 55, p. 99.

<sup>2</sup> Reproduit en annexe IV au présent mémoire.

du monde, avait sa population propre — le Sahara étant peuplé par des Saharaouis et les autres territoires par d'autres habitants.

Il tient cependant à déclarer que le Sahara n'a jamais été un *no man's land* aux yeux de l'Espagne. Il existe des traités dans lesquels les habitants de ce territoire sont mentionnés. »<sup>1</sup>

Un peu plus tard, il reprenait :

« La première question posée dans le projet de résolution ne correspond pas à la réalité dans la mesure où l'Espagne n'a jamais affirmé que le Sahara était un territoire sans maître (*terra nullius*). »<sup>2</sup>

2) En second lieu, il ne peut être soutenu que le territoire était abandonné (*res derelictus*). Cela n'a été prétendu par personne et cette hypothèse ne correspond pas aux faits de la cause.

3) Il n'a pas enfin été avancé que le territoire n'aurait été habité que par des individus disséminés sans autorité ou organisation politique quelconque. Cette hypothèse ne correspond pas non plus aux faits. Les sociétés nomades vivant au Sahara au moment de la conquête étaient, comme il sera exposé plus loin, des sociétés très structurées avec une organisation politique complexe même si elles étaient non étatiques.

## B. Hypothèses à examiner

### 1. APPARTENANCE DU TERRITOIRE À UN ETAT

Le Gouvernement marocain a soutenu que le territoire appartenait à l'Empire chérifien. Selon le Gouvernement marocain, la question posée est celle-ci : « Les deux territoires sahariens en question ... relevaient-ils, au moment de leur occupation, de la souveraineté ou de l'administration de l'Etat marocain ? »<sup>3</sup>

M. Slaoui a parlé « du retour au sein de l'Etat marocain de territoires et de populations arrachés par l'usurpation coloniale »<sup>4</sup>, il a affirmé que le Maroc :

« peut établir qu'antérieurement à la colonisation espagnole la souveraineté marocaine s'est exercée sur ces territoires dans les conditions requises par le droit international public ; il peut établir que le Maroc a, sans défaillance, tenu ces territoires pour une partie intégrante de sa propre entité et y a effectivement fait des actes administratifs sans équivoque »<sup>5</sup>.

A supposer que tout ou partie du Sahara occidental ait, à l'époque de la colonisation, relevé de la souveraineté et de l'administration de l'Etat marocain, on ne pourrait soutenir que le territoire affecté de cette souveraineté était *res nullius*, puisqu'il est indiscuté, en doctrine et en pratique, qu'un territoire étatique n'est jamais *res nullius* à moins qu'il n'ait été abandonné<sup>6</sup>. Pour ces Etats constitués, le colonialisme utilisait d'autres moyens de pénétration : la zone d'influence ou le protectorat. Le Maroc en fut l'objet.

<sup>1</sup> A/C.4/SR.2130, p. 9.

<sup>2</sup> A/C.4/SR.2130, p. 26.

<sup>3</sup> M. Laraki, A/PV.2249, 30 septembre 1974, p. 93.

<sup>4</sup> A/C.4/SR.2117, p. 8 ; voir aussi p. 14.

<sup>5</sup> A/C.4/SR.2117, p. 8-9.

<sup>6</sup> Et sauf quelques abus, signalés à la section 2, où d'ailleurs l'abandon était souvent invoqué.

## 2. APPARTENANCE DU TERRITOIRE À DES TRIBUS INDÉPENDANTES

Le Gouvernement mauritanien soutient, pour sa part, que la plus large partie sinon la totalité de ce territoire était occupée par des tribus indépendantes du sultan du Maroc (voir en particulier la réponse à la deuxième question). On se retrouve dès lors dans la dernière catégorie examinée à la section 2 : la situation de territoires habités par des tribus nomades qui, tout en ayant une autorité politique, ne peuvent être assimilés à un Etat.

On a vu plus haut qu'une partie de la doctrine de l'époque, en vue de justifier la colonisation de territoires habités par des peuplades possédant une autorité politique, voire une structure gouvernementale complexe, a, par une fiction juridique, déclaré ces territoires sans maître, niant ainsi la personnalité de droit des gens des peuplades en question ou escamotant la question.

Ce point de vue qui ne s'attachait qu'au partage du monde entre les puissances n'a certainement pas été étranger à certains courants de la pensée espagnole de l'époque. On en acceptera pour preuve la résolution du 10 novembre 1883 du congrès espagnol de géographie coloniale et commerciale qui mentionnait dans ses considérants le fait que « l'établissement de l'Espagne sur la côte du Sahara ne serait pas de nature à créer des complications diplomatiques puisque cette côte ne se trouve actuellement sous la souveraineté d'aucune puissance »<sup>1</sup>.

Avec lyrisme, Torres Campos décrit ainsi l'admiration du peuple espagnol : « Il a su que des expéditions espagnoles promenaient, dans les forêts de l'Afrique, le drapeau rouge et jaune et que l'Espagne avait occupé de riches territoires sans maître. »<sup>2</sup>

Ce point de vue — réaliste ou cynique comme on voudra — jugeait le résultat des choses et n'avait pas grand mal à montrer qu'en pratique les traités de cession et autres marques de respect pour la volonté des tribus était en définitive une opération passablement formelle. Les tribus n'avaient souvent guère le choix. C'était le traité ou la guerre.

Néanmoins, il paraît avoir été démontré à la section 2 que la majorité de la doctrine de l'époque ne partageait pas cette manière de voir. Elle insistait sur la nécessité d'obtenir le consentement libre des tribus pour leur apporter la civilisation. Elle entendait ainsi interdire tout retour aux opérations attentatoires aux droits de l'homme quand elles ne constituaient pas ce que l'on appellerait aujourd'hui un génocide qu'avait pratiqué le colonialisme des XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles. Cette vision, quel que soit le jugement qu'on puisse par ailleurs porter sur elle — il s'agissait de la moralisation de la situation et de l'occultation des phénomènes de force — était, on l'a vu, défendue avec beaucoup de force et de conviction par une doctrine majoritaire et de qualité.

Elle pouvait, au surplus, faire état d'une pratique juridique des Etats étoffée, riche et pertinente.

L'examen concret de la pratique du Gouvernement et des autorités espagnoles au Sahara occidental indique que c'est ce courant humaniste qui a été indéniablement suivi.

Rien n'est plus symptomatique, à cet égard, que les réflexions d'Alfonso Garcia-Gallo de Diego qui établit un parallèle saisissant entre la colonisation des Canaries et celle du Sahara occidental. Pour les Canaries, aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, les autochtones sont chassés comme du bétail ; on ne prend pas en

<sup>1</sup> BSGM, XVIII, 1885, p. 377.

<sup>2</sup> R. Torres Campos, *op. cit.*, RDILC, 1892, p. 457-458.

considération leur volonté ; on ne leur reconnaît aucun droit ; les terres sont vacantes <sup>1</sup>.

En revanche, pour la Guinée et le Sahara :

« L'Espagne ne procède plus maintenant, comme tous ces pays qui méconnaissent la personnalité et la capacité juridique des indigènes, considérant le continent africain comme *res nullius*, terres sans maître susceptibles d'occupation par n'importe quel Etat civilisé. » <sup>2</sup>

La pratique espagnole au Sahara occidental est, il est vrai, à cet égard, exempte de toute ambiguïté.

On se souviendra que les trois expéditions, Bonelli, Alvarez-Pérez, Cervera-Quiroga-Rizzo, furent toutes accompagnées de traités passés avec les chefs de tribus indigènes.

Aucune pression militaire quelconque n'accompagne les négociations. Les explorateurs qui s'aventurent dans les régions sous la domination des tribus font figure de héros téméraires. C'est par la diplomatie et l'argumentation qu'ils convainquent leurs interlocuteurs à signer de telles conventions.

Pour autant qu'on peut en juger, celles-ci sont faites en arabe et selon les usages des lieux.

Les explorateurs cherchent à rencontrer et à traiter avec les chefs les plus prestigieux, les plus représentatifs et dont la juridiction est la plus étendue.

Deux citations nous paraissent typiques à cet égard : Au cours de son voyage de novembre 1885, Bonelli note l'importance pour l'Espagne de l'amitié du sultan Ould el Aïda <sup>3</sup>. De même, Cervera insiste sur les faits suivants :

« La tribu la plus nombreuse de toutes celles qui peuplent la région parcourue pendant notre voyage, est celle des Yehya Ou Osman, maîtresse de l'Adrar et gouvernée par le sultan Ahmed Ben Mahommed, Ould el Aïda. C'est la plus nombreuse et aussi la plus crainte et la plus respectée. L'influence d'Ould el Aïda s'étend depuis Sakiet El Hamra jusqu'au Sénégal et depuis la côte jusqu'à Tombouctou.

Avec le chef arabe, nous eûmes dans notre camp d'Idjil, frontière de l'Adrar Tmar, diverses conférences auxquelles assistèrent les chefs les plus caractéristiques des tribus qui peuplent le Sahara occidental. » <sup>4</sup>

Par la suite, notamment en 1895, 1897, etc., les contacts seront raffermis, les allégeances renouvelées.

L'importance donnée par l'Espagne aux traités avec les chefs de tribus apparaît encore dans l'article 9 précité de la convention de 1900 comme dans les négociations qui ont conduit à l'adoption de ce traité.

Tous ces éléments montrent que les Espagnols reconnaissaient la personnalité et l'autorité de droit public des chefs avec lesquels ils traitaient.

Est également symptomatique le fait que l'Espagne, pendant toute la période qui nous concerne, a traité le Río de Oro de *protectorat*. C'est la formule que l'on trouve dans les textes des traités, dans la notification aux puissances, dans le

<sup>1</sup> A. García-Gallo de Diego, « Los títulos jurídicos de la integración de los territorios africanos en la monarquía española », *Archivos del Instituto de estudios africanos*, XVIII, n° 69, p. 57-70.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 66.

<sup>3</sup> E. Bonelli, « Viajes al interior del Sáhara », *BSGM*, XXI, 1886, p. 335.

<sup>4</sup> J. Cervera, « Conferencia dada en la reunión ordinaria de 2 de noviembre de 1886 », *BSGM*, 1887, p. 17-18.



décret royal du 10 juillet 1885, et au cours de l'interpellation dont fera l'objet Sagasta, fin 1885. L'absence d'occupation sérieuse du territoire (trois points limités sur la côte et de caractère tout à fait pacifique) ainsi que de tentative de fiscalité faisaient que la souveraineté particulière des tribus demeurait réellement intacte.

En quelque sorte, le protectorat de l'Espagne, à l'époque considérée, était, contrairement à l'usage, un lien plus intellectuel, politique et commercial qu'autre chose. Aucune prise de possession matérielle du territoire, aucune subjugation administrative ou militaire des populations. C'est ce qui explique comment la France parviendra, en utilisant elle d'autres méthodes, à grignoter progressivement le protectorat espagnol.

On peut donc conclure de tout ceci que l'Espagne, dans ses rapports avec les tribus du nord au sud du territoire — dans la mesure de son action qui fut tout le long bien timide — a toujours respecté la personnalité et les pouvoirs de celles-ci, qu'elle n'a donc pas considéré le territoire comme une terre sans maître.

\* \* \*

La seule alternative serait de choisir la position doctrinale minoritaire et de dire que le territoire était *res nullius* puisqu'il n'était occupé par aucune puissance européenne. Cette conception « réaliste », si elle était minoritaire à l'époque, trouve de larges échos dans la doctrine contemporaine et ceci d'autant plus que la question n'a plus aucun intérêt. Non seulement tous les territoires furent occupés par les puissances européennes, mais, depuis, ils ont été ou sont en voie de décolonisation. Pour la doctrine contemporaine, la question a donc surtout un aspect historique.

Charles De Visscher résumait ainsi avec lucidité la situation :

« Quant aux territoires envisagés comme encore libres ou sans maître, deux facteurs ont exercé dans leur appropriation historique une influence déterminante : l'inégalité de l'état de civilisation et la préoccupation de l'équilibre politique. Les Etats de civilisation avancée et avides de colonies ont considéré comme « anétatiques » et susceptibles d'occupation les territoires habités par des populations indigènes qui, de leur point de vue, n'étaient pas organisés en régime d'Etat. D'autre part, et par souci de l'équilibre politique et de la paix, ils ont adopté progressivement divers critères et pratiques en vue de réglementer l'acquisition par occupation de territoires sans maître ou afin de donner un fondement moral ou social à un état de possession. » <sup>1</sup>

Qui ne voit cependant qu'adopter cette manière de voir, et dire qu'en ce sens le Sahara occidental était *res nullius*, n'aiderait en rien l'Assemblée générale par rapport à la situation qui a justifié la demande d'avis.

La conception réaliste ou conception-fiction du territoire *nullius* n'apporte aucune lumière par rapport au problème dont l'Assemblée est saisie. Le but de cette conception est, en effet, tout à fait précis, celui de justifier une conquête et d'éviter des frictions entre Européens. Si le problème posé à la Cour se rapportait à la légitimité de la possession espagnole ou aux limites territoriales de cette

<sup>1</sup> Charles De Visscher, *Théories et réalités en droit international public*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, Pedone, 1955, p. 253.

possession, la conception réaliste ou conception-fiction du territoire *nullius* trouverait certainement à s'appliquer.

On voit mal comment elle s'inscrit dans les préoccupations de l'Assemblée générale qui sont les suivantes : comment décoloniser le territoire du Sahara espagnol ? Doit-on considérer que ce territoire, au moment de la colonisation, n'appartenait à personne, auquel cas toute création faite sur le territoire est espagnole et susceptible d'un avenir entièrement indépendant et autonome, ou faut-il considérer que ce territoire était habité par des tribus qui elles-mêmes faisaient partie d'un ensemble plus vaste marocain ou mauritanien ?

Répondre à ce propos que le territoire pouvait être occupé par des Européens parce qu'il n'était occupé que par des tribus qui n'étaient pas encore occupées par d'autres Européens, ne serait guère de nature à aider l'Assemblée générale dans l'exercice de ses compétences en matière de décolonisation.

\* \* \*

En conclusion, il est demandé à la Cour de dire pour droit que quelle que soit l'hypothèse retenue quant à la forme de pouvoir ou de souveraineté qui s'exerçait à l'époque de la colonisation espagnole sur le Sahara occidental (celle de l'Etat marocain, celle de tribus indépendantes du Royaume du Maroc ou l'une et l'autre sur des territoires différents), ces territoires n'étaient pas sans maître (*res nullius*).

En effet, dans la mesure où ils pouvaient relever de la souveraineté de l'Etat marocain, ces territoires faisaient partie d'une entité étatique et, dans la mesure où ils pouvaient relever de tribus indépendantes du Royaume du Maroc, on peut constater que celles-ci étaient dotées d'une autorité et d'une organisation politique suffisamment développées pour que — conformément à la pratique généralisée à l'époque — le Gouvernement espagnol ait sollicité leur accord pour entrer avec elles dans des relations qui ne devaient prendre qu'au fil des temps le caractère de subordination qui est l'attribut des relations coloniales.

---

## DEUXIÈME PARTIE

La seconde question posée à la Cour internationale de Justice est la suivante :

« Quels étaient les liens juridiques de ce territoire avec le Royaume du Maroc et l'ensemble mauritanien ? »

Par « ce territoire », l'Assemblée s'est donc référée au « Sahara occidental (Rio de Oro et Sakiet El Hamra) au moment de la colonisation » (voir la première question).

Trois entités géographiques interviennent donc dans cette question : le Sahara sous administration espagnole, le Royaume du Maroc et l'ensemble mauritanien. Envisageons-les successivement.

- 1) Le « Sahara occidental » (dit espagnol) : devenu territoire non autonome administré par l'Espagne, son statut de droit international est bien défini.
- 2) Il en va de même pour le Royaume du Maroc : il était et est resté un Etat indépendant (quoiqu'un moment affecté par les liens du protectorat).
- 3) L'ensemble mauritanien n'est pas une notion précise de droit international public.

La République islamique de Mauritanie, lorsqu'elle a accédé à l'indépendance en 1960, n'a recouvré qu'une partie du territoire de l'« ensemble mauritanien ». L'Assemblée générale des Nations Unies, lorsqu'elle a utilisé les termes « ensemble mauritanien », semble bien avoir voulu se référer à cet ensemble culturel, géographique et social qui existait à l'époque dans la région du Sahara occidental, ensemble qui, comme chacun le sait, n'avait pas la qualité d'Etat et dans lequel allait se créer plus tard la République islamique de Mauritanie.

Pour répondre à la question posée par l'Assemblée, il paraît donc essentiel au Gouvernement de la République islamique de Mauritanie d'expliquer ce qu'était, à l'époque, l'ensemble mauritanien, cette entité qui avait d'ailleurs pour nom arabe *Bilad Chinguitti* ou encore *pays chinguittien*.

A cet effet, on décrira tout d'abord, dans une première section, les aspects géographiques, économiques et humains de cet ensemble.

Dans une seconde section, on s'attachera à montrer que l'ensemble chinguittien correspondait à une réalité historique, sociale et culturelle tout à fait indépendante, même si sa structure politique et juridique restait élémentaire et composite.

Dans une troisième section, il sera démontré que les territoires sous administration espagnole jusqu'à l'oued Saguia el Hamra faisaient partie de cet ensemble.

### SECTION 1. - ASPECTS GÉOGRAPHIQUES, ÉCONOMIQUES ET HUMAINS DU BILAD CHINGUITTI OU ENSEMBLE CHINGUITTIEN AU MOMENT DE LA COLONISATION

Le Bilad Chinguitti ou ensemble chinguittien est compris entre le méridien de Tombouctou et l'Atlantique, le fleuve Sénégal depuis son embouchure jusqu'à son confluent avec le Karakoro. A partir de ce point, les limites suivent une ligne

brisée correspondant à peu près au tracé des frontières entre le Mali et la Mauritanie. Vers le nord, la zone frontière court le long de l'oued Saguia el Hamra et se poursuit jusqu'à la région où cessent les possibilités de transhumance, soit la limite extrême de la Majaba el Koubra. En effet, au nord de l'oued Saguia el Hamra commence une région de transition au point de vue géographique et humain où l'influence marocaine se fait sentir.

La vaste région du Bilad Chinguiti se divise en fait en deux régions géographiques bien différentes, selon que l'on se trouve au nord ou au sud de l'isohyète 100 millimètres. Au sud, c'est la zone dite du sahel<sup>1</sup>, c'est-à-dire, dans la langue des géographes, la zone de savane. Au nord, c'est l'ensemble saharien occidental.

Le sud ne nous retiendra pas ici. En dépit de l'importance des peuplements humains qui s'y trouvent, cette zone ne représente qu'un dixième environ de la surface de l'ensemble mauritanien. C'est aussi la zone nord qui présente le plus de caractéristiques propres et qui a donné au pays de Chinguiti sa personnalité. C'est enfin dans cette zone que se trouvent les territoires actuellement administrés par l'Espagne. C'est donc à cette région nord que seront consacrées les pages qui suivent, en donnant à la matière les développements qui paraissent s'imposer pour comprendre la réalité saharienne.

Les géographes ont toujours constaté que la région du Sahara comprise entre le parallèle 18° nord et l'oued Saguia el Hamra d'une part, le méridien de Tombouctou et l'Atlantique d'autre part, région que nous appellerons l'ensemble saharien occidental, constituait une unité à la fois géographique, économique et humaine. C'est dans cette région que, depuis l'antiquité, des pasteurs de langue berbère, devenus arabophones (dialecte hassania, d'où l'expression hassanophones qui leur est appliquée) au XV<sup>e</sup> siècle, exploitent les ressources naturelles limitées qu'elle offre (pâturages, gibier, poissons, ressources minérales, agriculture intermittente) et exploitent le monopole du commerce caravanier.

Dans les développements qui suivent seront examinés : les régions naturelles de cet ensemble, ses ressources et leur mode d'exploitation, ainsi que les types d'établissements humains qu'elles conditionnent<sup>2</sup>.

## I. Les régions naturelles de l'ensemble saharien occidental

Cet ensemble comprend essentiellement :

- des plaines sédimentaires sublittorales,
- des pénéplaines cristallines,
- des plateaux.

Sur ces trois éléments se placent des ensablements, tous situés au sud d'une diagonale allant de l'île de Tidra au sud-ouest à Aïn Bentilli au nord-est. Il faut souligner ici l'importance des ressources végétales permanentes de ces ensablements profonds (*ergs*)<sup>3</sup> qui constituent les réserves fourragères des mauvaises

<sup>1</sup> *Sahel* : mot arabe signifiant bordure ou littoral. En Afrique du Nord, il désigne les collines littorales en bordure des plaines intérieures.

<sup>2</sup> Voir, carte n° 1 [non reproduite] : Carte physique du nord-ouest de l'ensemble mauritanien ; carte n° 2 [IV, p. 374-375] : Parcours de nomadisation dans le nord-ouest de l'ensemble du Sahara occidental ; carte n° 3 [IV, p. 380-381] : *Idem* (détails) ; carte n° 4 [non reproduite] : Localisation des principaux groupements et régions de l'ensemble mauritanien.

<sup>3</sup> *Erg* (mot arabe) : région du Sahara couverte de dunes. Opposé à *hamada*.

années, surtout si des possibilités d'abreuvement y existent. Aussi tous les itinéraires de nomadisation sont-ils polarisés par les ensablements ou ergs. Le Sahara dit espagnol contient peu de terrains sableux, sauf dans l'angle sud-est où la frontière atteint les cordons de l'Azefal et de l'Akchar.

Les plaines sédimentaires sublittorales sont à peu près parallèles à la côte sur une largeur de 80 à 150 kilomètres. Au sud, elles prennent différents noms. Au nord du parallèle 20° et jusqu'à Ayoun el Medelchi (El Aeiun pour les Espagnols), la plaine sédimentaire prend le nom de *Sahel* (c'est-à-dire « côte ») que l'on subdivise en :

- Sahel Labiad (ou sahel parsemé de dunes en croissant),
- Sahel *stricto sensu*,
- Imiriqli.

Au nord du 24° parallèle et à l'ouest du Khatt-Semesrou, l'Imiriqli est constitué par une meseta calcaire, basse, dénudée et parsemée de dépressions à végétation contractée.

L'ensemble de ces dépressions porte le nom de *Legrar* et on y cultive l'orge durant les années exceptionnellement pluvieuses. En année normale, le Sahel (côte) est une maigre région de parcours peu fréquentée, sauf le long du littoral où se pratique la pêche.

Les pénéplaines cristallines sont divisées en plusieurs unités par les cordons dunaires. Du sud-ouest vers le nord-est, on rencontre successivement les pénéplaines suivantes : Inchiri, Amessaga, Tijirit, Taziazet, Tiris, Zemmour Labiad et Ghalamâne. Elles peuvent être parsemées de *guelb*<sup>1</sup> comme le Tiris ou désespérément plates comme Ghalamâne. La plus célèbre, abondamment chantée par tous les poètes maures en arabe classique et en dialecte hassania, est le Tiris. Les reliefs appelés *gour* (pluriel de *gara*)<sup>2</sup> et *krab* au sud-ouest du Zemmour sont traditionnellement rattachés au Tiris. La limite avec le Zemmour Labiad est l'alignement de *guelb* appelé Rich-Anâjim. La frontière actuelle du Sahara occidental (espagnol) coupe le Tiris en plusieurs morceaux.

Le Tiris comprend deux ensembles de reliefs importants : l'Adrar Soutouf au sud-ouest, la Kedia d'Idjil au nord-est.

Ces reliefs sont drainés par des oueds ayant des nappes phréatiques semi-permanentes. Près de la Kedia d'Idjil (ou Adrar Nwejjel des historiens arabes du moyen âge) se trouve la célèbre saline de sebkha d'Idjil dont le sel a alimenté une bonne partie du commerce entre le Sahara et l'Afrique noire voisine.

Lorsqu'elles sont arrosées, les pénéplaines donnent d'excellents pâturages de plantes salées exploitées surtout en vert durant la saison fraîche (de novembre à mars). L'eau des puits y est très souvent saumâtre. En saison chaude (d'avril à octobre), les nomades abandonnent les pénéplaines pour les zones où des points d'eau douce existent en permanence.

Les plateaux forment deux ensembles séparés par les pénéplaines cristallines : au nord, les plateaux du Zemmour Lakhdar (le Zemmour noir des géologues) de la Hamada de Tindouf et d'El Gada.

Le Zemmour Lakhdar est un plateau peu étendu et fortement découpé par l'érosion. Il est drainé à l'ouest et au nord par les oueds<sup>3</sup> affluents de la Saguia el Hamra. Ce plateau reçoit assez fréquemment des pluies orographiques d'origine

<sup>1</sup> *Guelb* (mot arabe) : monticule isolé.

<sup>2</sup> *Gour* (mot arabe) : fragments de plateaux isolés par l'érosion éolienne et formant une butte.

<sup>3</sup> *Oued* (mot arabe) : cours d'eau temporaire dans les régions d'Afrique.

méditerranéenne. Le point d'eau le plus célèbre est le réservoir naturel d'eau superficielle appelé la Guelta du Zemmour. Les nappes phréatiques exploitées pour la culture du palmier dattier sont très rares. La seule plantation qui mérite d'être signalée est celle de cheik Ma el Aïnin à Smara. Le plateau du Zemmour constitue une zone de refuge pour les nomades à moutons et chèvres. Ce plateau est actuellement coupé par la frontière Mauritanie-territoires sous administration espagnole.

La Hamada de Tindouf, au nord du Zemmour, est une ligne de falaises séparant les deux plateaux et formant la ligne de partage des eaux entre la Saguia et les oueds drainant la Hamada vers l'est. Ces falaises qui ressemblent beaucoup à celles de l'Adrar Tmar sont appelées ici *krah*, terme réservé ailleurs pour des côtes de bien moindre relief. A l'ouest du relief de Seken, la Hamada porte le nom d'*El Gada*.

Ces deux plateaux, aux ressources végétales très pauvres et aux points d'eau permanents rares, sont fréquentés parfois par des nomades du groupement Tekna (Zerguiyin, Yaggout, et Ait Oussa). Cette zone constitue d'ailleurs la limite sud de leurs terrains de parcours.

Le plateau de l'Adrar Tmar (ou Adrar des dattes) est séparé des plateaux précédents par les pénéplaines cristallines mentionnées ci-dessus. Ce plateau est situé entièrement en Mauritanie. De par sa situation plus méridionale et son relief plus élevé (qui dépasse parfois les 800 mètres), l'Adrar reçoit régulièrement des pluies estivales de la mousson tropicale. Ses oueds ont des nappes phréatiques importantes qui ont permis, de tout temps, l'exploitation dans des oasis de culture de céréales et de palmiers dattiers. L'élevage du chameau et l'exploitation de la saline d'Idjil sont des activités traditionnelles de l'Adrar. A l'inverse de toutes les régions précitées, il possède dans les oasis des cités sahariennes célèbres (Ksour) qui ont été les métropoles économiques, culturelles et religieuses de tout l'Ouest saharien : Chinguiti, Wadane, Atar, Tinigui, etc. L'Adrar Tmar est le carrefour obligatoire où s'entrecroisent les routes caravanières qui vont de l'Afrique noire de l'ouest au Maghreb. C'est le centre d'approvisionnement de tout le Sahara occidental grâce à ses productions agricoles et aux échanges dont il est le lieu privilégié.

## II. Les ressources de l'ensemble saharien occidental et leur mode d'exploitation

Traditionnellement les ressources du Sahara occidental se limitaient à l'élevage nomade, la chasse, la pêche, les cultures occasionnelles et la mise en valeur de palmeraies, l'exploitation de certaines ressources minérales et, enfin, le commerce caravanier transsaharien.

L'élevage des bovins, des caprins et surtout des chameaux, était la ressource essentielle des nomades. Cet élevage n'était possible que grâce à l'exploitation de toutes les ressources végétales des différentes régions naturelles parcourues.

Ressource essentielle pour l'autoconsommation, le bétail entrait faiblement dans les échanges extérieurs au Sahara. Le marché marocain de viande et celui des pays d'Afrique noire au sud étaient donc beaucoup moins approvisionnés qu'aujourd'hui en bétail de boucherie en provenance du Sahara occidental et de la zone sahélienne. Les chameaux étaient donc beaucoup plus utilisés pour le transport caravanier que pour la boucherie.

Incidemment, on ne peut parler du Sahara sans rappeler l'importance essentielle qu'y joue le chameau. Grâce à sa sobriété qui permet une grande autonomie de déplacement, à son endurance et à sa physiologie particulière adaptée à la vie

désertique, le chameau (dromadaire), qui a été introduit au I<sup>er</sup> siècle de l'ère chrétienne, a rendu possible l'exploitation par l'homme des grandes étendues désertiques du Sahara.

Historiquement le chameau est à la base de la constitution de la tribu nomade saharienne, dont il symbolise puissance et fortune. Il fournit, en effet, les éléments essentiels de l'alimentation (laitage, viande), la peau et les poils du chameau permettent de confectionner une partie du matériel de la vie nomade (tentes, cordes, chaussures, etc.), son emploi pour le transport rend possibles les échanges à l'intérieur du Sahara et avec les régions périphériques, échanges qui procurent les éléments indispensables à la vie nomade (grains et autres produits fabriqués par les économies sédentaires). Le chameau assure également au groupe possesseur une grande mobilité pour se défendre, attaquer et se soustraire au danger.

*La chasse* était un appoint réduit à la consommation, en raison de la rareté des armes et des munitions. Elle ne prendra son plein essor qu'avec la colonisation. Le gros gibier était soumis à des migrations de même type que la nomadisation, c'est-à-dire qu'il dépendait beaucoup des ressources végétales des zones sahéliennes.

*La pêche* se faisait uniquement le long de la côte dans les sites appelés *macyed* (pêcheries). Des populations de statut servile spécialisées, appelées *Imraguen*, nomadisaient le long de la côte. Elles n'étaient fixes qu'à Nouamghar et dans les îles comme Tidra et Agadir Doum (Arguin pour les Européens), et en quelques autres points situées plus au nord. Elles pêchaient surtout pour se nourrir. Elles faisaient du poisson séché en saison fraîche. Leurs rapports avec les pêcheurs européens étaient réduits. Chaque groupe *Imraguen* était considéré comme sujet d'une tribu guerrière ou maraboutique qui nomadisait habituellement dans son voisinage. Ceux du sud étaient sous l'obédience des Trarza, des Tendagha et Ahel Barikalla. Ceux de la baie du Lévrier jusqu'à El Argoub dépendaient des Oulad Delim et, plus au nord encore, des Aroussiyin et Oulad Tidrarin.

*Les cultures occasionnelles* se limitaient au nord à la région d'Imricli lorsque des pluies exceptionnelles permettaient l'inondation de *grayer* (cuvette d'épandage des oueds).

Au sud, dans l'Adrar Tmar, les cultures sont plus fréquentes dans des cuvettes du même genre ; la propriété des terres y est reconnue et souvent matérialisée sur le terrain par des alignements de pierres.

*La phéniculture* avec des cultures sous palmiers (blé, orge, millet, etc.) est spéciale à l'Adrar Tmar. Lors de la récolte a lieu la *guetna* (cure de dattes). En cette période (juillet-septembre), l'Adrar Tmar est fréquenté par tous les nomades hassanophones des rives du Sénégal à la Saguia el Hamra à des fins thérapeutiques. Dans le Sahara administré par l'Espagne, les seules palmeraies existantes sont celle de Smara et, plus récemment, celles de Messeyed Lekhel et de Ayoun el Medelchi (El Aciun actuel).

*L'exploitation des ressources minérales du sous-sol* concernait surtout l'extraction du sel, de l'antimoine, du soufre et du silic.

*Le sel gemme* était extrait presque exclusivement de la saline ou sebkha d'Idjil dont le sel était commercialisé dans toute l'Afrique de l'Ouest et considéré comme de meilleure qualité que celui de Tawdenni (Mali). Il était échangé contre les produits de l'Afrique noire (céréales, coton, épices, métaux précieux), contre des produits manufacturés (tissus, armes, verroteries, etc.) ou contre des esclaves. Il servait pratiquement de monnaie. Propriété des Kounta Choummad, la sebkha d'Idjil était sous le contrôle politique de l'émir de l'Adrar. Ce n'est sans doute pas par hasard que le traité du 12 juillet 1886 entre l'expédition Cervera-Quiroga-

Rizzo et l'émir de l'Adrar fut signé à la sebkha d'Idjil. On se souviendra aussi de l'importance que lui accordait la France qui réussit, par le traité du 27 juin 1900, à se l'approprier.

L'*antimoine* ou kohol était exploité à Messeyed Lekhel dans l'oued Khatt-Semersrou (Río de Oro). C'est le gisement le plus célèbre de tout le Sahara occidental.

Le *soufre* était surtout exploité au sud, dans la Tafelli — région de Nouakchott ; il entrait dans la fabrication artisanale de la poudre à canon et le traitement de la gale des chameaux. Notons que le cuprite des cartes n'est qu'une déformation de *kebrît* (soufre).

Le *commerce caravanier* se pratiquait entre les centres situés de part et d'autre du Sahara que plusieurs routes caravanières traversaient. La plus occidentale passait par Tenouakka qui était considéré comme étant à mi-chemin entre l'oued Noun et Saint-Louis du Sénégal.

Des marchands appartenant à des tribus de l'Adrar (Tajakanet, Idaou el Hajj, Idaou Ali, Laghlal, Smacid et Oulad Bou Sba) voyageaient entre l'oued Noun et le Sénégal.

Les produits exportés du Sahara étaient essentiellement le sel, éventuellement le bétail et les dattes ainsi que la gomme et les plumes d'autruche. Étaient en revanche importés du sud (Sénégal et Mali actuel) des céréales, tissus, épices, métaux précieux, et du Maroc des céréales, des produits d'artisanat ou des produits manufacturés d'origine européenne. Une partie de ces produits transitaient simplement à travers le Sahara occidental. Tout ce trafic donnait lieu à perception de taxes par toutes les autorités des régions traversées.

### III. Types d'établissements humains conditionnés par les données qui précèdent

Il découle des données géographiques et économiques qui précèdent que les établissements ne peuvent être que de deux groupes : nomades ou sédentaires. Les premiers prédominent.

#### ETABLISSEMENTS HUMAINS SÉDENTAIRES

Mis à part les établissements dans le pays Tekna (oued Noun et oued Draa) et Tindouf qui sont au nord de l'ensemble chinguittien, les seuls établissements sédentaires de l'ensemble saharien occidental se trouvaient situés au cœur de cette région dans l'Adrar Tmar. De très anciennes oasis existaient là, notamment à Azougui (centre almoravide, non loin d'Atar), Ouadane, Chinguiti, Atar, Oujeft, Tinigui, etc. C'étaient des pôles d'attraction économique (marchés) et culturels (établissements d'enseignement) et de hauts lieux de culte. Ces villes servaient en outre de zones de refuge aux pasteurs les plus démunis en cas de sécheresse ou de calamités naturelles ou non (guerre, etc.). Leur population s'enrichissait ainsi de nouveaux éléments. Les liens étaient permanents entre oasis et pasteurs. Certains pasteurs étaient même propriétaires d'une partie de ces oasis.

#### ETABLISSEMENTS HUMAINS NOMADES

Les facteurs climatiques, c'est-à-dire la quantité et la régularité des pluies, imposent au Sahara, comme dans d'autres régions désertiques, un type d'activité



humaine : le nomadisme pastoral qui a déterminé les contours de la société – aspects de la culture matérielle, répartition et organisation des groupes humains.

On peut schématiquement distinguer deux régions :

- une première région inapte à l'utilisation par l'homme : Majaaba el Koubra (désert quasi intégral dans le coin nord-est du pays) ;
- une seconde où la ressource principale est l'élevage du chameau.

Dans la région sahélienne, en revanche, l'élevage du chameau disparaît progressivement pour laisser la place à celui des bovins et des moutons.

Les principes de la vie nomade sont bien connus. On se bornera à rappeler les phénomènes essentiels.

La vie pastorale suppose la recherche permanente de pâturages appropriés pour le bétail, ainsi que de points d'eau, particulièrement rares – faut-il le souligner – dans cette région. Enfin, on le verra, les cimetières sont des lieux d'attache qui jouent un rôle certain dans la vie des nomades.

#### a) *Les pâturages*

Les nomades exploitent toutes les zones de parcours favorables. La présence de pâturages dans le Sahara dépend des quantités de pluies tombées et de leur régularité. La saison des pluies se situe de la fin de l'été (mousson tropicale) jusqu'en hiver (pluies méditerranéennes). Le caractère saisonnier des pluies amène les pasteurs à utiliser deux types de pâturages : le pâturage de saison fraîche (novembre à mars) et celui de la saison chaude (le reste de l'année). Cela entraîne des déplacements qui peuvent parfois être de grande amplitude, pour utiliser ces pâturages.

L'importance de l'élément climatologique dans la vie des nomades se reflète dans leurs chronologies. Par chronologie, on entend les listes des points de repère dans le temps, utilisés par les tribus, en vue de la datation des événements. Elles diffèrent de tribu à tribu et ne reposent pas sur le calendrier de l'hégire ou chrétien, mais bien sur des éléments météorologiques ou sociaux. Exemples : l'année de la pluie fine, l'année de telle maladie du chameau, l'année du décès de tel personnage illustre...

Il convient aussi de signaler que dans tout le Sahara le pâturage est la propriété de tous et la pâture est vaine. Les frontières territoriales sont, à cet égard, imprécises. Toutefois, une distinction est à faire. À côté des pâturages, il existe également des terrains qui se prêtent à la *culture* (principalement orge et millet). Ils sont ensemencés chaque fois que les conditions pluviométriques le permettent. Ces terrains sont l'objet d'une appropriation privative plus accentuée, avec titres de propriété, écrits, etc. La non-exploitation, même prolongée dans le temps par manque de pluie, n'entraîne pas la perte du droit de propriété.

Ainsi l'économie pastorale est associée à l'agriculture quand les conditions le permettent dans certaines zones : oasis dans le centre (Adrar, Tagant), là où la culture du palmier et des céréales est possible grâce à la présence de ressources hydrauliques permanentes. De cette façon, les possibilités agricoles, même précaires, procurent des ressources supplémentaires et rendent naturellement complémentaires les activités des pasteurs et celles des sédentaires des oasis et des zones cultivables. Les mêmes groupes, suivant le cas, peuvent avoir à la fois des éléments qui se livrent à des activités agricoles et d'autres se consacrant à l'élevage.

b) *Les points d'eau*

Il y a deux types de points d'eau : les points d'eau temporaires et les points d'eau permanents. Parmi les points d'eau temporaires, on mentionnera les mares pluviales de durée souvent très brève et les puisards creusés dans les nappes superficielles alimentées par les pluies. Mares et puisards facilitent l'exploitation des pâturages pendant une partie de l'année.

En ce qui concerne les points d'eau permanents, il s'agit de puits aménagés, souvent de grande profondeur.

Les points d'eau permettant d'exploiter durablement le pâturage sont la propriété de ceux qui les ont aménagés, de leurs descendants et de leurs tributaires. Ce sont surtout les Zawaya ou tribus maraboutiques, ces descendants spirituels des Almoravides, dont le rôle social était, entre autres, d'aménager les points d'eau. Les Medlech<sup>1</sup>, Ideyghoub, Ahel-el-Haj-el-Mokhtar, Smacid, Idaou Ali, Ideyboussat et surtout les Ahel Barikalla ont réalisé de très nombreux forages au Sahara occidental, bien avant la colonisation espagnole. Ces tribus vivaient et vivent encore aussi bien dans l'actuelle Mauritanie que dans le Sahara espagnol qui constituait la partie septentrionale de leur zone de nomadisation.

L'aménagement ou *ihya* (revivification) constituait la preuve principale de l'appropriation d'un territoire par une tribu conformément aux règles du droit musulman. C'est justement en fonction de cet *ihya* que se définissent les territoires de parcours, propriété des tribus mentionnées plus haut. Une autre forme d'aménagement et donc d'appropriation est l'entretien et la lutte contre les nuisances (malfaiteurs, fauves, etc.) en vue de permettre l'utilisation normale de ces points. L'utilisation des points d'eau permanents est ouverte à tous, sous réserve de certains usages coutumiers quant aux priorités et quantités puisées. La solidarité qui s'exprime par le fait que les pâturages et les points d'eau sont ouverts à tous est évidemment justifiée par les besoins pratiques qu'a chaque groupement d'utiliser occasionnellement les zones de parcours des autres groupements et trouve son expression dans une série de préceptes juridiques (« aide à toute personne en péril ») et canoniques (œuvre pie).

c) *Les cimetières*

En outre, les sites où sont inhumés les personnages célèbres d'une tribu (ancêtres saints, personnages notoires, etc.) deviennent des lieux de pèlerinage et d'inhumation privilégiés. Ils sont un lieu de ralliement pour la tribu qui les a aménagés et les tribus alliées. Il arrive qu'une partie du groupement, dans le souci de ne pas s'éloigner du cimetière ancestral, réduise son parcours de nomadisation (cas des Regueibat el Mjaourine).

Les cimetières jouent, par conséquent, un rôle important comme preuve de possession d'un territoire. Par exemple : le tombeau de Sidi Ahmed Ergueibi, ancêtre éponyme de tous les Regueibat, se trouve dans la Saguïet el Hamra. Le tombeau de l'ancêtre des Oulad Bou Sba est dans le Tiris ; celui de l'ancêtre des Aroussiïn dans la Saguïet el Hamra ; celui de cheik Mohammed el Mami, célèbre savant et saint homme des Ahel Barikalla, se trouve à Eig dans le Tiris. On pourrait multiplier les exemples (voir en particulier la carte n° 3). La plupart des cimetières du Sahara, sous domination espagnole, ont été construits par des tribus aujourd'hui recensées en Mauritanie.

<sup>1</sup> Le puits de Ayoun el Medelchi actuel El Aëïun a été aménagé par cette tribu.

Les pâturages (et éventuellement les terrains de culture), les points d'eau et les cimetières apparaissent ainsi comme les points d'attache obligés des nomades. Chaque tribu ou groupe de tribus possède un droit de propriété ou de priorité d'usage sur ces points. C'est la propriété de l'ouvrage.

A la place des actes notariés des pays sédentaires, les nomades ont pour justifier leur propriété, en plus des aménagements, leur littérature orale et, en particulier, leur poésie qui recense soigneusement tous les toponymes des parcours.

Le territoire habituel de parcours, donc la propriété collective du groupe, de la tribu, renfermait tous les centres d'intérêts lui appartenant : les pâturages souvent fréquentés, en particulier les zones d'ensablement ou ergs où se trouvent un certain type de végétation, les points d'eau douce permanents et les cimetières. Les pasteurs, suivant le type de bétail élevé, ont des amplitudes de parcours plus ou moins étendues, d'où leur répartition en grands et petits nomades, les premiers étant presque exclusivement chameliers. C'est de ces seconds qu'il s'agira essentiellement ci-dessous.

Les territoires de parcours des grands nomades chameliers s'enchevêtrent et s'interpénètrent. On pourrait les représenter schématiquement par des ellipses qui se recoupent (voir cartes nos 2 et 3, IV, p. 374-375 et 380-381). Les territoires habituels de parcours des Tekna n'intéressent que les marges septentrionales du Sahara occidental (voir carte n° 2).

A part cette exception, la très grande majorité des nomades a un itinéraire plus ou moins nord-sud. Ils sont constamment attirés vers le sud du Sahara, vers les marges de la zone sahélienne (ou savane) aux ressources pastorales plus abondantes et plus régulières. C'est ainsi qu'une tribu comme celle des Ahel Barikalla (Ahel Inchiri sur la carte n° 3) nomadise dans une zone s'étendant de la latitude de Nouakchott jusqu'au nord de Dakhla (Villa Cisneros) et de l'Atlantique jusqu'à l'Adrar. C'est le cas d'autres tribus recensées aujourd'hui en Mauritanie (gens de l'Adrar, du Tagant et de Guebla).

Le territoire de parcours des Oulad Delim s'enchevêtre avec celui des Ahel Barikalla et le dépasse vers le nord. Il part de la région qui s'étend au sud du cap Blanc pour atteindre l'oued Saguia en passant par l'Adrar. D'autres tribus suivent, dans les grandes lignes, le même parcours : Oulad Bou Sba, Aroussiyyin, Oulad Tidrarin, etc. (voir carte n° 3).

Le parcours des Regueibat s'enchevêtre avec la bordure est de toutes les autres zones de parcours précitées. Il s'étend des confins de l'Algérie et du Maroc au sud de l'Adrar en passant par la Saguiet el Hamra et le Tiris (voir cartes nos 2 et 3). Le territoire propre de la très grande majorité des Regueibat se trouve à cheval entre les territoires sous administration espagnole et la Mauritanie. Certaines branches des Regueibat, tels les Oulad Daoud qui exploitent les parcours du Tiris, du Zemmour et de l'erg Iguidi, ont d'ailleurs un itinéraire habituel est-ouest.

Les déplacements ci-dessus mentionnés sont, peut-on dire, des parcours de nomadisation normaux. Dans certaines circonstances exceptionnelles (sécheresse, etc.), tous ces groupes peuvent être amenés à se rendre temporairement dans des zones de refuge, très loin vers le sud ou vers le nord. Les chronologies des nomades indiquent généralement ces déplacements exceptionnels. Ainsi Caille et Dubief ont pu établir<sup>1</sup> que les Regueibat avaient nomadisé dans l'oued Noun en 1890, 1891, 1911, 1931 et 1935; en revanche, ils se trouvaient au sud de

<sup>1</sup> « Les Regueibat *Legouacem*, chronologie et nomadisme », *Bulletin IFAN*, série B, sciences humaines, juillet-octobre 1955, p. 528-550.

l'Adrar en 1907, 1941, 1942, et au Rio de Oro en 1885, 1894, 1897, 1906, 1907, 1926, 1937, etc.

Sans tenir compte de ces déplacements exceptionnels, on aura remarqué que même les itinéraires habituels mentionnés ci-dessus (voir cartes nos 2 et 3) ont *tous* pour caractéristique d'être transfrontière entre la Mauritanie actuelle et les territoires sous administration espagnole.

Les colonisations espagnole et française n'ont pas altéré fondamentalement ce phénomène. Les tribus ont continué et continuent encore aujourd'hui à effectuer leurs déplacements traditionnels à travers l'actuelle zone sous domination espagnole et le territoire mauritanien. En conséquence, les mêmes familles et leurs propriétés sont réparties de part et d'autre de la frontière. Ainsi des puits, terrains, cimetières du Rio de Oro appartiennent à des ressortissants mauritaniens et, en revanche, des points d'eau, des palmeraies situés en Mauritanie sont propriétés d'habitants du Sahara sous domination espagnole.

La nécessité fondamentale de survie qui postule la transhumance a fait l'objet, au surplus, d'un arrangement administratif franco-espagnol (convention de 1934) qui a consacré la libre nomadisation traditionnelle de part et d'autre de la frontière à laquelle l'occupation française avait mis auparavant des entraves temporaires à partir de 1910. La Mauritanie indépendante n'a pas modifié ces usages.

## SECTION 2. – ASPECTS HISTORIQUES, SOCIAUX, CULTURELS ET JURIDIQUES DU PAYS CHINGUITTIEN

Tant aux yeux de ses habitants qu'à ceux des autres communautés arabo-islamiques, le pays chinguittien constitue un ensemble, une unité.

Le sentiment de constituer un ensemble remonte loin. Il s'est exprimé au moins à partir du XI<sup>e</sup> siècle de l'hégire (XVII<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne) par l'adoption d'un nom de pays : « Bilad Chinguiti » (le pays de Chinguiti), qui est reconnu dans tous les pays arabes comme une expression précise. Cette appellation est l'équivalent de l'expression de « pays maures » qu'utilisait la littérature coloniale française comme espagnole dans le XIX<sup>e</sup> siècle. Les établissements coloniaux espagnols, sur la côte du Sahara, ont un temps été appelés Mauritanie espagnole.

Dans les lignes qui suivent nous utiliserons donc comme synonymes Bilad Chinguiti, ensemble ou pays chinguittien, ou ensemble mauritanien.

Dans le but de faire apparaître la profonde identité et l'autonomie de l'ensemble chinguittien, il sera exposé ci-dessous :

- I. Un historique sommaire du Bilad Chinguiti.
- II. Les structures sociales.
- III. Les structures culturelles.
- IV. Les structures politiques.
- V. L'indépendance de l'ensemble chinguittien.

### I. Historique sommaire du Bilad Chinguiti

L'homogénéité du Bilad Chinguiti et le sentiment d'appartenance dont elle est le support sont le résultat d'une longue histoire dont deux phases furent particulièrement décisives.

Historiquement, en effet, l'ensemble territorial concerné correspond au

domaine sahélien et saharien qui fut le théâtre du mouvement almoravide du Ve siècle de l'hégire (XI<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne).

C'est ensuite, dans ces mêmes limites, qu'un processus d'arabisation linguistique s'opéra à partir du VII<sup>e</sup> siècle de l'hégire (XIII<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne) pour s'achever vers la fin du X<sup>e</sup> (XVI<sup>e</sup>) siècle. Cette arabisation est distincte de l'islamisation, conversion religieuse accomplie durant la période antérieure à l'époque almoravide.

On peut ainsi brosser à grands traits l'histoire du pays chinguittien.

Sous l'aspect où l'a trouvée la conquête étrangère, la société mauritanienne était constituée dès le milieu du XI<sup>e</sup> siècle de l'hégire (XVII<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne), ainsi qu'il ressort des sources écrites locales et des témoignages européens (portugais, espagnols, hollandais, anglais et français). Depuis cette époque, ni la mise en place du peuplement, ni les structures politiques n'ont subi de modifications importantes, les principales étant provoquées par l'occupation française, à partir de 1902, espagnole, à partir de 1930 environ, et par l'indépendance de la République islamique de Mauritanie. Avant de les décrire, on devra donner un bref aperçu de l'évolution historique de cet ensemble.

Le pays entre dans l'histoire avec l'introduction de l'Islam aux I<sup>er</sup>-II<sup>e</sup> siècles de l'hégire (VII<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> siècles après Jésus-Christ) dans cette partie de l'Afrique. Des époques antérieures, on ne possède d'autres informations que celles fournies par la pré et protohistoire, donc sans portée actuelle. A l'époque de la conquête de l'Afrique du Nord par les Arabes, les habitants étaient des Sanhaja — confédération de tribus de langue berbère dont les principales branches (Lemtouna, Massoufa Gdala) existent encore aujourd'hui. Les itinéraires caravaniers reliant le Maghreb central et occidental (ouest de l'Algérie et le Maroc actuels) et les pays des savanes de l'Afrique de l'Ouest (Mali et Sénégal) mirent les Sanhaja en contact avec la civilisation arabo-islamique et favorisèrent la diffusion de l'Islam parmi eux. Ce courant d'échanges semble avoir contribué à la création des conditions où prirent naissance les Etats noirs dans les régions où aboutissait le trafic. Ceux-ci ont successivement contrôlé les régions intéressées par ces échanges nord-sud, du VII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle :

- a) l'Etat Soninké du Ghana (différent du Ghana ex-Gold Coast des VII<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles après Jésus-Christ) dont une partie du territoire ainsi que les ruines de sa capitale historique sont comprises dans les limites actuelles de la République islamique de Mauritanie ;
- b) l'Empire du Mali (XI<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles) ;
- c) le Royaume du Songhay : capitale Gao, dans le Mali actuel, florissant aux XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles.

L'influence politique de ces Etats fut, à certaines périodes, très forte sur les Sanhaja méridionaux que leur mouvement de migration, à la recherche de zones de pâturage les plus favorables, mettaient en contact permanent avec ces Etats sédentaires.

Au XI<sup>e</sup> siècle, le mouvement almoravide, aboutissement de l'islamisation complète des Sanhaja en cours depuis trois siècles, prit naissance dans l'Adrar Tmar (Azougi, près d'Atar, était son principal centre sédentaire) et s'étendit rapidement non seulement pour réaliser l'unité de l'ensemble du pays chinguittien, mais aussi pour englober d'autres territoires enlevés à l'Etat du Ghana. Les succès almoravides furent facilités par l'alliance conclue avec le peuple toucouleur, dont la conversion à l'Islam date de cette époque. Mais finalement, ses activités s'orientèrent vers le Maroc actuel, l'Algérie et l'Espagne musulmane qui atteignait encore l'Ebre. L'histoire postérieure de la dynastie almoravide est bien

connue. En quittant son berceau saharien et sahélien, l'Etat créé par les Almoravides entra dès lors dans la grande histoire du monde islamo-chrétien de la Méditerranée et cessa d'intéresser directement le Bilad Chinguiti, sans que les attaches furent cependant complètement rompues. Le mouvement avait laissé un héritage d'importance : les bases de la structure de la société maure et, par conséquent, les traits de sa personnalité.

L'introduction d'un élément du peuplement nouveau allait, par la suite, parachever le visage de la société chinguittienne en apportant et en diffusant la langue arabe. Il s'agit des Makil Hassan, tribus de langue arabe, venues au V<sup>e</sup> siècle de l'hégire (XI<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne) en Afrique du Nord avec les Hilaliens. Une longue migration d'est en ouest, le long de la frange saharienne du Maghreb, a conduit finalement les Makil Hassan dans le Sahara occidental où leur présence est attestée dès le VII<sup>e</sup> siècle de l'hégire (XIII<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne). Leur infiltration prit plusieurs formes : guerrière ou pacifique, et aboutit à l'amalgame des Hassan et des Sanhaja pour former le peuple vivant dans l'ensemble mauritanien. Ils ont donné leur nom au dialecte arabe, le hassania, parlé dans cet ensemble. L'adoption de cette langue commune, substituée progressivement au parler berbère antérieurement en usage, accéléra un processus d'intégration facilité sans doute par le genre de vie commun aux deux éléments et par la pratique d'une même religion : l'Islam.

Les structures socio-politiques sont ainsi mises en place à la fin du X<sup>e</sup> siècle de l'hégire (XVI<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne).

Mentionnons cependant deux tentatives de renouveler, dans l'espace chinguittien, une structure étatique, comme celle qui avait été connue à l'époque almoravide : l'épisode des Aroussiyin au cours de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, et l'Etat maraboutique établi dans le Sud mauritanien dans la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle.

## II. Structures sociales

D'un bout à l'autre du pays chinguittien, les structures sociales sont identiques. Elles permettent de distinguer les hommes qui vivent dans ce pays des autres groupements de pasteurs de langue arabe — ou berbère, tels les Touaregs — qui occupent la zone aride s'étendant de l'Atlantique au golfe arabo-persique.

Dans l'ensemble, la société chinguittienne était de type hiérarchisé. On distinguait trois « ordres » :

- les tribus guerrières ;
- les tribus maraboutiques ;
- les tribus de clients-vassaux.

A chacun de ces « ordres » étaient rattachés des groupes à fonction artisanale ou de statut servile. On a pu parler de système de « castes » à propos de la société maure. Mais la démonstration reste à faire, car cette société ignore la rigidité caractéristique du système hindou des castes qui sert de référence classique. Le passage d'un individu (ne serait-ce que par mariage), ou d'un groupe, d'un « ordre » à un autre dans le sens ascendant ou descendant est trop fréquent pour autoriser une telle assimilation.

a) *Les tribus guerrières* détenaient, le plus souvent, l'exercice du pouvoir politique sur un territoire déterminé. Leur fonction sociale était d'assurer la protection des autres catégories placées sous leur dépendance ou des étrangers

traversant le territoire, en échange de redevances ou prestations diverses. Elles étaient donc armées de même que leurs clients-vassaux. Le statut de clients-vassaux avait, le plus souvent, pour origine une guerre perdue par ces derniers les affaiblissant au point de rechercher une protection. Les tribus guerrières dominaient également les tribus maraboutiques vivant sur leur territoire. Elles pouvaient aussi avoir sous leur dépendance des tribus guerrières moins fortes. Un système complexe d'alliances et d'allégeances liait les unes aux autres.

b) *Les tribus maraboutiques* exerçaient principalement des activités de caractère « pacifique ». Elles avaient pour fonction sociale de porter la tradition culturelle arabo-islamique et, en tant que telles, assuraient les tâches d'enseignement (où la religion et le savoir étaient intimement liés), rendaient la justice suivant le *figh* (droit musulman) pour l'ensemble de la société. C'est en effet en leur sein que se recrutaient les magistrats (cadis). Elles avaient aussi un rôle économique (agriculture, aménagement des points d'eau permanents, négoce, etc.). Les tribus maraboutiques avaient aussi leurs clients-vassaux qu'elles défendaient par leur poids social et leur influence religieuse.

On rencontre également des *formes mixtes*. C'est ainsi qu'il existe des grandes tribus de marabouts guerriers. C'est le cas notamment des Aroussiyin, des Regueibat, Ahel Sidi Mahmoud, Kounta Oulad Biri, etc.

On trouve aussi le *passage d'une catégorie à l'autre*. D'importantes tribus guerrières sont devenues maraboutiques et vice-versa. La situation de la femme est l'un des traits distinctifs les plus caractéristiques de la société chinguittienne. A la différence de la pratique observée dans les sociétés musulmanes voisines, elle jouissait d'une grande liberté : en particulier, elle n'était pas recluse et le mariage monogamique était la règle générale, même s'il était affecté d'une certaine instabilité.

Cette situation a permis à la femme mauritanienne de jouer un rôle de premier plan dans les domaines politique et culturel. Certaines femmes ont ainsi accédé à la charge de cheik de tribu ; d'autres sont réputées pour leur savoir ou leur sainteté.

Cette structure « ternaire » de la société n'était pas sans analogie avec le système en vigueur chez les Touaregs, voisins orientaux des Maures. Le même type d'organisation se rencontre chez tous les pasteurs de la zone aride. Mais un trait distinctif de grande portée confère à la société maure un caractère à part très accusé : l'importance numérique et le rôle socio-culturel de l'élément maraboutique. Le peuple maure est ainsi le seul groupe de pasteurs de la zone aride à posséder une tradition culturelle écrite fortement enracinée. On a pu ainsi parler d'université nomade. La réputation acquise par les savants chinguittiens dans l'ensemble arabo-musulman des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles est bien connue<sup>1</sup>.

Partout ailleurs, cette forme de culture est l'apanage exclusif du monde des sédentaires, ruraux ou citadins. Cette « marque » de la société chinguittienne doit très probablement être attribuée au mouvement almoravide. Elle entre pour une grande part dans la constitution de la personnalité chinguittienne et dans son rayonnement séculaire sur plusieurs régions de l'Afrique de l'Ouest saharienne et sahélienne.

<sup>1</sup> Voir Ismaël Hamet, « Littérature saharienne », *Revue du monde musulman* ; J. Beyries, « Questions mauritaniennes. I. Note sur l'enseignement et les mœurs scolaires indigènes en Mauritanie », *Revue des études islamiques*, I, 1926, p. 39-73, et les travaux de Marty.

### III. Les structures culturelles

La notoriété du Bilad Chinguiti, dans le monde musulman, provient de la réputation acquise par les savants chinguittiens dans les diverses branches des sciences religieuses et des lettres arabes. En effet, dans les développements précédents, on a souligné la tradition culturelle écrite vigoureuse qui constitue la « marque » distinctive du Bilad Chinguiti par rapport aux types de sociétés comparables.

Le contenu de cette culture est le fond arabo-islamique : sciences théologiques, belles-lettres arabes et autres disciplines scolastiques. Ces différentes branches du savoir étaient enseignées dans le Bilad Chinguiti, non seulement dans les cités-oasis, mais aussi et surtout dans les camps de pasteurs nomades, particulièrement par les tribus maraboutiques. L'instrument de cette culture élaborée est l'arabe classique. Le dialecte arabe parlé (le hasania) est la langue de l'ensemble chinguittien. C'est un dialecte de type bédouin, donc distinct des parlers des pays arabophones voisins (Maroc et Algérie).

Depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, les recueils de biographies des savants chinguittiens attestent que leur formation s'effectuait sur place. Auparavant, l'usage était d'aller acquérir son savoir dans les grands centres de culture des pays musulmans voisins (Tombouctou, Fès, etc.). A l'époque considérée, les grandes transformations qui devaient affecter le monde ont eu pour effet de détourner vers la mer les grands courants d'échange qui traversaient le pays chinguittien (« victoire de la caravelle sur la caravane »). Ces transformations devaient affaiblir considérablement les grands Etats musulmans de la bordure du pays chinguittien : Royaume Songhay successeur de l'Empire du Mali, Maroc mérinide et saadien.

Une situation d'autonomie culturelle s'est établie depuis lors dans le Bilad Chinguiti. A leur tour, les savants chinguittiens dispensaient leur enseignement qui était ensuite transmis par des disciples venus des pays noirs du sud ou des régions du Maroc méridional.

C'est également vers cette même époque que l'appellation « chinguittien » faisait son apparition dans les recueils de biographies publiés en Occident et en Orient arabo-islamiques. C'est de cette époque que date l'organisation de l'enseignement dans l'ensemble chinguittien.

Cet enseignement commençait par ce que l'administration coloniale devait appeler l'école coranique et que l'on désigne, dans le monde arabo-islamique, du nom de *kuttab* ou écoles primaires. Ces écoles existaient dans les cités-oasis et dans les « campements » ou unités de nomadisation. Cette forme d'enseignement très répandue touchait à la fois les garçons et les filles. On peut en mesurer l'impact par le rappel des résultats de sondages effectués dans certaines régions de la Rim au cours de l'année 1960 et qui ont révélé que plus de 70 pour cent des personnes interrogées savaient lire et écrire l'arabe.

Cet enseignement groupait généralement un certain nombre de jeunes gens autour d'un maître qui pouvait résider très loin du territoire de leur tribu. Le programme des études couvrait les sciences islamiques et les lettres arabes. Parmi ces jeunes gens, une minorité n'hésita pas à se rendre très loin de son terroir pour poursuivre des études spécialisées auprès de maîtres réputés. Elle contribuait ainsi à entretenir un puissant sentiment d'unité socio-culturelle dans l'ensemble chinguittien. C'est dans ce dernier groupe que l'on retrouve les noms des grands savants qui ont assuré le rayonnement culturel du Bilad Chinguiti. Cet enseignement était florissant aussi bien dans les cités-oasis (Ouadane, Chinguiti,



Tichit, Oualata, etc.) que dans les campements nomades (Tachoumcha, Ahel Barikalla, Ahel Mohamed Salem, Idaouali, Laghlal, etc.)<sup>1</sup>.

L'enseignement était organisé par les communautés concernées qui venaient d'ailleurs en aide aux étudiants nécessiteux. Il y avait, à cet effet, des fondations constituées dans les oasis, de même que des contributions volontaires étaient collectées dans les campements nomades. Un autre aspect de l'activité culturelle, dans l'ensemble chinguittien, était représenté par les confréries religieuses. Les deux principales étaient : la Kadirya et Tidjanja, dont le rayonnement dépassait largement le Bilad Chinguiti, pour s'étendre à l'Afrique noire à l'ouest du lac Tchad.

Une autre forme de l'expression culturelle de l'ensemble chinguittien est sa musique, dont on peut dire sans exagération qu'elle est la manifestation la plus achevée de l'unité socio-culturelle de cet ensemble. Elle y est la seule à être appréciée tant elle paraît aux habitants du Bilad Chinguiti comme étant leur création spécifique<sup>2</sup>.

#### IV. Les structures politiques

L'unité de base de l'organisation politique chinguittienne était la tribu (*kabyla*), groupement constitué autour d'un noyau réputé descendu du même ancêtre éponyme — d'où les noms « Ahel X » (la *gens* de X), « Oulad Y » (les fils de Y) — d'alliés, de confédérés et de clients-vassaux.

Les tribus pouvaient être de dimensions variées. Certaines étaient minuscules, ne dépassant pas l'effectif de quelques familles. D'autres s'élevaient à la taille de vastes confédérations et se sont constituées, à certaines époques, en véritables Etats (les émirats).

Quelle que soit la place dans la hiérarchie sociale traditionnelle, son « statut coutumier », la tribu occupait un territoire à elle, sur lequel ses droits étaient reconnus. Ce territoire se confondait, en principe, avec ses terrains de parcours habituels. Toutefois, les mécanismes de transhumance décrits à la section précédente amenaient souvent certaines tribus à parcourir les territoires appartenant à d'autres groupes.

Cette vie donnait lieu à tout un système de coutumes intégrées dans le droit musulman (*figh*) réglementant aussi bien la structure du pouvoir et l'organisation politique des tribus et émirats que leurs rapports avec les autres. En revanche, les relations avec l'extérieur relevaient, semble-t-il, du droit des gens.

##### I. LA STRUCTURE DU POUVOIR ET L'ORGANISATION POLITIQUE

Depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, deux types d'entité politique ont prédominé dans l'ensemble chinguittien : les émirats et les groupements de tribus non constitués en émirats.

<sup>1</sup> Ahmed Ech - Chinguiti - El Wasit, Le Caire, 1911, *Recueil classique de biographies chinguittiennes* ; J. Beyries, « Questions mauritanniennes. I. Notes sur l'enseignement et les mœurs scolaires indigènes en Mauritanie », *Revue des études islamiques*, I, 1926, p. 39-73.

<sup>2</sup> Michel Guignard, *Musique, honneur et plaisir au Sahara. Etudes psycho-sociologiques et musicologiques du pays maure* ; Regensburg, 1973, p. 241-265, thèse de troisième cycle, Paris. Thèse résumée par l'auteur dans *Musikkulturen Asiens, Afrikas und Ozeaniens im 19. Jahrhundert*, Gustav Bosse Verlag.

### A. Les émirats

#### 1) Evolution historique et brève description

Quatre émirats se partagèrent la majeure partie de l'espace chinguittien. Ils seront brièvement examinés en partant du sud au nord et de l'ouest en est <sup>1</sup>.

##### a) Emirats des Trarza <sup>2</sup>

Il fut constitué autour d'un noyau d'origine Makil Hassan, vers 1632, dans la région qui porte son nom (voir carte n° 1 <sup>3</sup>). Il contrôlait la zone de contact avec la région où se trouvaient les établissements de commerce fondés par les Européens (Portugais, Espagnols, Hollandais, Anglais et Français) le long de la côte, à partir d'Arguin vers le sud et sur le fleuve Sénégal.

Les Trarza vivaient en rivalité avec leurs voisins Brakna pour le contrôle du commerce de la gomme et autres échanges. Dans une première phase (du XVII<sup>e</sup> au début du XVIII<sup>e</sup> siècle), la prépondérance appartenait aux Brakna. Par la suite, l'influence des Trarza devint prépondérante et persista jusqu'à l'arrivée des Français. L'émir Ali Chandora (1703-1727), menacé par les Brakna, se rendit au Maroc en 1720, pour obtenir l'aide du sultan Moulay Ismaïl qui mit à sa disposition des contingents des tribus de l'oued Noun pour triompher des Brakna <sup>4</sup>. Une partie de ces contingents composés d'Izinguin restèrent sur place. La prédominance des Trarza a poussé les puissances étrangères à établir avec eux de nombreux traités depuis la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle.

Vis-à-vis de leurs voisins du nord et du nord-est – Oulad Delim, émirat de l'Adrar, émirat du Tagant (Idaouich) – des alternatives d'alliances et de tensions se sont succédé tout au cours de la période de trois siècles qui a précédé la colonisation.

En ce qui concerne les parcours des tribus chamelières du pays Trarza, il convient de noter qu'elles fréquentent encore aujourd'hui régulièrement les pâturages de l'actuel Río de Oro jusqu'au-delà du Tiris. Le mouvement inverse nord-sud existe tout autant.

L'émirat du Trarza fut occupé par la France en 1902 et perdit alors sa souveraineté.

##### b) Emirats des Brakna <sup>5</sup>

Fondé à la même époque que l'émirat du Trarza et par des tribus de même origine Hassan (1631), il contrôlait dans sa période de grande extension (XVII<sup>e</sup>-début XVIII<sup>e</sup> siècle) la région s'étendant du Tiris au fleuve Sénégal à l'est du domaine Trarza. Il s'affaiblit à la suite de nombreuses luttes intestines et perdit une grande partie de son territoire au profit de ses voisins Trarza, Adrar et Tagant.

<sup>1</sup> Voir en général Désiré-Vuillemin, *Contribution à l'histoire de la Mauritanie, 1900-1934*, Editions Clairaprique, Dakar, 1962, *passim*.

<sup>2</sup> Paul Marty, *L'Emirat des Trarza*, Paris, éd. Ernest Leroux, 1919, 483 pages ; P. Dubie, *Organisation du commandement chez les Maures du Trarza*, 1937, 38 pages, n° 562, étude du CHEAM ; Léon Fabert, « Voyage dans le pays des Trarza et le Sahara occidental », *Bulletin de la Société de géographie*, Paris, troisième trimestre 1892, p. 375-392.

<sup>3</sup> Non reproduite. [Note du Greffe.]

<sup>4</sup> André Delcourt, *La France et les établissements français au Sénégal entre 1713 et 1763*, mémoire de l'IFAN, n° 17, Dakar, 1952, p. 279-280.

<sup>5</sup> Paul Marty, *Etudes sur l'Islam et les tribus maures, Les Brakna*, Paris, Ernest Leroux, 1921, 399 pages ; André Delcourt, *op. cit.*, *passim*.

Les émirs eurent le même type de rapports avec les Européens pour la partie du fleuve Sénégal qu'ils contrôlaient.

Ce que l'on a noté à propos des parcours de nomadisation des tribus Trarza s'applique également aux Brakna.

L'occupation française, en 1904, mit fin à l'émirat des Brakna.

c) *Emirat du Tagant (ou des Idaouich)* <sup>1</sup>

Les Idaouich sont les descendants d'une des tribus almoravides. Leur émirat fut également formé au XVII<sup>e</sup> siècle et confirma son importance à la suite de luttes nombreuses contre ses voisins du pays des Brakna, de l'Adrar et du Hodh, luttes qui culminèrent vers 1780. Leur expansion les amena à contrôler un territoire qui s'étendait du fleuve Sénégal, au sud, et du Hodh au sud-est, jusqu'à l'Adrar au nord.

Ils entrèrent ainsi en rapport avec les Français lorsque ceux-ci fondèrent le comptoir de Bakel vers 1818, sur le haut Sénégal (traités de paix, commerce, etc.). L'émir Bakar Ould Soueid Ahmed (1843-1905), par ses alliances, les guerres victorieuses qu'il a soutenues contre tous ses voisins, a joué un grand rôle dans l'équilibre des pouvoirs dans l'ensemble chinguittien, et même jusqu'à l'oued Noun. Par ailleurs, toujours la même observation en ce qui concerne la transhumance des tribus chamelières vers le Río de Oro s'applique également au Tagant.

d) *Emirat de l'Adrar* <sup>2</sup>

Emirat le plus septentrional de l'ensemble mauritanien, l'Adrar constitue avec ses dépendances un vaste territoire.

Son influence s'exerçait depuis l'oued de la Saguia el Hamra jusqu'aux abords d'El Guebla (domaine des Trarza et des Brakna) et du Tagant et de l'Atlantique à la Majaba el Koubra.

La date traditionnelle de la fondation de l'émirat est 1745 <sup>3</sup>. Il faisait suite à une longue tradition politique puisque c'est là qu'a pris naissance le mouvement almoravide. Il s'est formé autour du plateau de l'Adrar Tmar.

Comme on l'a vu plus haut, l'économie agro-pastorale y était basée sur trois activités essentielles : culture du palmier dattier dans les oasis, élevage du chameau et exploitation de la saline d'Idjil. Carrefour du commerce caravanier et important centre économique, culturel et politique, particulièrement dans ses

<sup>1</sup> Pierre Amilhat, « Petite chronique des Idaouich », *Revue des études islamiques*, 1936.

<sup>2</sup> Il existe une bibliographie considérable relative à cet important émirat. Voir Désiré-Vuillemin, *op. cit.* Citons cependant Ahmadou Mahmoudou Ba :

- « Une grande figure de l'Adrar, l'émir Ahmed Ould M'Hamed, 1871-1891 », *L'Afrique française, Rens. col.*, octobre 1929, p. 550 ;
- « Un émir de la guerre en Adrar, Ahmed Ould Sid Ahmed (1891-1899) », *L'Afrique française, Rens. col.*, octobre 1930, p. 589-596 ;
- « L'émirat de l'Adrar mauritanien de 1872 à 1908 », *Bulletin trimestriel de la Société de géographie et d'archéologie d'Oran*, 55<sup>e</sup> année, t. 53, fasc. 190 et 191, 1932, p. 83-111 et 263-298 ;
- « Chronologie de l'Adrar », *L'Afrique française, Rens. col.*, février 1933, p. 36-48 ;
- « L'Adrar dans l'anarchie », *L'Afrique française, Rens. col.*, février 1933, p. 25-38.
- Besson Faïdherbe, « La mission Vincent et la première exploration de l'Adrar en 1860 », *L'Afrique française, Rens. col.*, 1936, p. 147-150.

<sup>3</sup> Colonel Modat, « Portugais, Arabes et Français dans l'Adrar mauritanien », *Bulletin du Comité d'étude historique et scientifique de l'ADF*, 1922, p. 550-582.

villes de Chinguitti, Ouadane, Atar, etc., l'émirat de l'Adrar a constitué très tôt le pôle d'attraction des grands nomades du Sahara. Cet état de fait a conféré aux émirs de l'Adrar une influence plus ou moins considérable selon les époques et qui a fait d'eux un facteur important dans le jeu politique de l'ensemble chinguittien.

Si, en raison de sa situation privilégiée, tant par sa position centrale que par ses caractéristiques géographiques et économiques (ressources en eau), l'Adrar a connu plusieurs occupations, il n'en demeure pas moins que depuis le XVII<sup>e</sup> siècle ses possesseurs n'ont pas changé. Depuis cette époque, c'est un des groupes Hassan, les Oulad Yahya Ben Othmane, qui a réuni autour de lui toutes les populations de la région donnant ainsi naissance à une organisation socio-politique : l'émirat.

Les Oulad Yahya Ben Othmane se subdivisaient en :

- Oulad Amoni (tribu de la famille émirale) ;
- Oulad Akchar ;
- Oulad Ghaïlane.

Autour d'eux gravitaient, en fonction des liens de vassalité directs, les autres tribus adrariennes selon le schéma suivant :

a) *Les clients-vassaux :*

Ideichelli, Mechdoug, Torchane, Teizegue, Amgarij, Lekdadra, Ladem et Gdala, etc.

b) *Les marabouts :*

Smacide, Idaou Ali, Laghlal, Idaou el Hadj, Tachomcha, Chorfa.

Indépendamment de ces groupes, il existait des tribus importantes qui nomadisaient à l'intérieur du territoire de l'émirat et qui, de ce fait, relevaient plus ou moins étroitement de son autorité. Il s'agissait principalement des tribus suivantes :

- Kounta : marabouts guerriers et dont une branche habite les parties nord-est et sud-est de l'Adrar.
- Regueibat : marabouts guerriers dont le domaine de nomadisation touche l'Adrar (voir cartes n<sup>os</sup> 2 et 3).
- Oulad Dleim : guerriers nomadisant dans l'ouest et le nord-ouest de l'Adrar<sup>1</sup>.
- Aroussiyin : marabouts guerriers qui vivent dans l'ouest et le nord de l'Adrar.
- Oulad Bou Sba : vivant au sud et à l'ouest de l'Adrar<sup>1</sup>.
- Ahel Cheik Melainine : constituée autour de l'illustre cheik dont elle porte le nom et qui, dans sa plus grande partie, a changé de zone de parcours après la conquête française, quittant ainsi le cœur de l'Adrar pour se porter plus au nord.

Inversement, il est important de souligner que l'émir et les tribus placées directement sous sa dépendance, nomadisaient normalement au cœur du Rio de Oro et jusqu'à l'oued Saguia el Hamra.

Placé dans une position médiane entre les différentes parties de l'ensemble

<sup>1</sup> Ce fait est signalé par Camille Douls, « Voyage d'exploration à travers le Sahara occidental », BSG, 1888, p. 437-479. Il écrit : « De même au Sud, deux fractions des Oulad Delim et les Oulad-Bou-Sbah, qui sont voisins de l'Adrar, sont en quelque sorte sous la suzeraineté de Ould Aïda, le sultan de la contrée. » (P. 462.)

chinguittien, l'émirat de l'Adrar devait connaître des vicissitudes diverses suivant sa cohésion interne et la personnalité de l'émir régnant.

C'est ainsi que sous l'émir Ahmed Ould Sid Ahmed Ould Othman, dit Ahmed Ould Aïda du nom de sa mère (1824-1861), tout l'ensemble chinguittien du nord et du nord-ouest était dominé par l'Adrar, laissant seulement en dehors les trois émirs précédemment examinés. Il en fut de même pendant le règne de son petit-fils, l'émir Ahmed Ould Mhammed Ould Ahmed Ould Aïda (1872-1891) dont le rayonnement politique s'étendait alors au même ensemble.

On en voudra pour preuve les traités d'Idjil dont on a pu mesurer, dans la première partie du présent exposé, toute l'importance. Rappelons que c'est, en quelque sorte, grâce à sa haute caution que Cervera et Quiroga purent réunir à Idjil des représentants des principales tribus du nord et de l'ouest chinguittien. On remarquera aussi que l'émir a fait signer, en son nom, non seulement le traité mettant l'Adrar sous protectorat espagnol, mais aussi celui qui était relatif aux territoires administrés par l'Espagne au sud de l'oued Saguia <sup>1</sup>.

L'extension des pouvoirs de l'émir dans le Río de Oro est attestée par d'autres sources.

C'est ainsi que pressé de grâcier deux malfaiteurs, l'émir Ahmed Ould M'Hamed devait s'écrier :

« Votre intervention en faveur de deux malfaiteurs ne me surprend pas, car vos pères et vous-mêmes vous seriez comportés comme eux. Mais apprenez que moi, qui descends d'Othman Ould Lefdhil [fondateur du régime des émirs en Adrar], j'assume devant Dieu et devant l'Univers la responsabilité de la sécurité dans le pays qui va du Khatt [limite entre le Tagant et l'Adrar] au Rag Lemhoune [nord de l'Adrar Soutouf]. J'entends qu'elle y règne complètement. Je serai impitoyable pour tous ceux qui y porteront atteinte. » <sup>2</sup>

En 1892, les Français envoyèrent un certain Bou el Mogdad dans l'Adrar qui, à son retour, le 29 septembre, à Saint-Louis, écrivait ce qui suit à propos de la mission espagnole de 1886 :

« Une mission envoyée par ceux-ci s'était rendue dans le Tiris où se trouvait Ahmed Ould M'Hamed. Elle était chargée de demander au Roi l'autorisation de s'installer dans la Dakla... » <sup>3</sup>

Or la Dakla se trouve sur la côte du Río de Oro !

<sup>1</sup> Julio Cervera, conférence du 2 novembre 1886, *BSGM*, décrivant son voyage de Río de Oro à la sebkha d'Idjil, déclarait :

« La tribu más numerosa de todas las que pueblan la región recorrida en nuestro viaje, es la de Yehya-u-Aozman, dueña del Adrar y gobernada por el sultán Ahmed-ben-Mahmmed, Uld-el-Aidda.

Por ser más numerosa es también más temida y respetada. La influencia de Uld-el-Aidda se extiende desde Saguia-el-Hamra al Senegal, y desde la costa a Timbuctu.

Con el jefe árabe celebramos varias conferencias en nuestro campamento de Iyil, frontera del Adrar-et-Tmarr, a las que asistieron los jefes más caracterizados de todas las tribus que pueblan el Sahara Occidental. » (P. 17-18.)

<sup>2</sup> Mahmadou Ahmadou Ba, *L'émirat de l'Adrar mauritanien de 1872 à 1908*, *op. cit.*, p. 91-92.

<sup>3</sup> Cité par G. Désiré-Vuillemin, *op. cit.*, annexe IX, p. 308.

On se souviendra également de l'importance que les Français attachèrent à l'alliance (traité Fabert de 1892) avec le jeune émir de l'Adrar.

À côté de l'aspect politique, l'émirat de l'Adrar avait un rayonnement économique et culturel important. Au point de vue économique, en effet, les habitants de l'Adrar, plus connus dans le Bilad Chinguiti sous le nom « Ahel el Hajra » (habitants des montagnes) ont, de tout temps, sillonné les itinéraires caravaniers sud-nord transportant sel et dattes, produits qu'ils troquaient contre les céréales, les tissus et les esclaves.

Au point de vue culturel, il convient de souligner que la ville de Chinguiti était un centre de rayonnement culturel actif et, en particulier, un lieu de rassemblement des caravanes de pèlerins pour La Mecque. De là vient le nom de Bilad Chinguiti ou ensemble chinguitien.

L'Adrar fut conquis par les Français en 1909.

## 2) Institutions

Les quatre émirats dont on vient d'examiner brièvement l'évolution historique se caractérisent par une pratique institutionnelle commune.

À la tête de chaque émirat se trouvait un *émir* choisi dans la même famille, dite famille émirale. Ainsi pour les Trarza, l'émir provenait de la famille Ali Chandra (8<sup>e</sup> émir), chez les Brakna, celle des Ahel Aghreychi, chez les Idouich, celle des Ahel Mhammed Cheïn, et enfin, en Adrar, l'émir était choisi dans la famille d'Ahel Othmane Ould Lefdhil de la tribu Oulad Amonni.

La transmission du pouvoir s'opérait de père en fils ou par le système collatéral.

La seconde institution fondamentale des émirats était la *jamaa*. Elle était composée de manière oligarchique, réunissant les personnalités les plus influentes des tribus relevant de l'émirat, quel que soit leur statut.

Outre le fait que son assentiment était requis pour la désignation de l'émir<sup>1</sup>, elle approuvait tous les actes importants accomplis par celui-ci, qu'il s'agisse de mesures intérieures à l'émirat ou de ses relations extérieures (voir *infra* l'approbation des traités).

L'autorité de l'émir s'exerçait sur les tribus qui relevaient de l'émirat, ainsi que sur les personnes ou tribus qui pénétraient sur son territoire.

Les compétences de l'émir incluait notamment :

- la disposition des terrains de l'émirat non encore attribués ou exploités. C'est lui notamment qui pouvait concéder les terrains, les carrières ou mines relevant du « domaine public » de l'émirat. Les salines du Trarza ou la sebkha d'Idjil relevaient de l'autorité de l'émir (perception de taxes) ;
- le maintien de l'ordre public : par l'intermédiaire de ses guerriers ;
- le règlement politique entre tribus se trouvant sur son territoire, l'arbitrage de leurs différends ;
- la sanction des désignations de chefs opérées par les tribus relevant de sa compétence territoriale (ce qui entraînait souvent l'acceptation de dons provenant de celui qui sollicitait la sanction) ;

<sup>1</sup> L'autorité des émirs, pas plus d'ailleurs que celle des cheiks, n'était déléguée par aucun souverain extérieur, ils ne recevaient d'autre investiture que celle des plus influents notables de leur groupement, conformément aux coutumes en vigueur. Leur mode de désignation ne relevait que des usages internes : choix du titulaire dans une famille déterminée, accès à cette charge par voie d'héritage, sans préjudice parfois de l'élimination du prédécesseur par assassinat ou à la suite d'un des multiples conflits internes, la guerre existant à l'état endémique.

- la désignation du cadi principal attaché à sa cour, cadi auquel il appartenait de trancher les grands procès intéressant les tribus relevant du territoire de l'émirat selon les prescriptions du droit coranique, sauf si l'émir exerçait son droit d'évocation, en particulier en matière pénale ;
- l'émir, comme dans tout le droit musulman, n'avait aucun pouvoir législatif, mais bien le pouvoir d'exécution, ce qui comportait le droit de prendre des édits.

L'administration au service de l'émir était évidemment embryonnaire.

L'émir était entouré de sa cour où figuraient des secrétaires, conseillers religieux<sup>1</sup> et civils, notamment un intendant chargé des finances de l'émirat.

Il avait un campement personnel (*hella* en Adrar et chez les Idouich et *mahsar* chez les Trarza et les Brakna). Il était accompagné d'une importante garde militaire personnelle.

Il avait aussi à sa disposition une force armée, composée de tous les hommes valides des tribus guerrières de son territoire.

Sur le plan fiscal, l'émir levait des taxes et redevances, à la fois sur les tribus clients-vassaux directs, mais aussi sur les tribus relevant de sa compétence territoriale (qu'elles soient maraboutiques ou guerrières). De plus, il prélevait une taxe sur les caravanes transitant dans son territoire, ou sur les usagers de certains pâturages ou salines. A cela s'ajoutaient les dons et legs ou les butins de guerre.

## *B. Autres groupements de tribus non constitués en émirats*

### *1) Evolution historique et brève description*

A côté des émirats, il existait d'autres tribus ou confédérations tribales.

Pour nous borner aux principales d'entre elles dont le territoire se trouvait, au moment de la colonisation, dans le Nord chinguittien, y compris les territoires administrés par l'Espagne au sud de l'oued Saguia, quelques indications seront données ci-dessous à titre d'exemple à propos des :

- Aroussiyin,
- Oulad Dleim,
- Oulad Bou Sba,
- Ahel Barikalla,
- Rgueibat.

#### *1. Les Aroussiyin (marabouts guerriers)*

Les Aroussiyin tirent leur nom de l'ancêtre éponyme, cheik Sid Ahmed el Aroussi Ould Moulaye Oumar. Ce personnage était réputé être d'origine tunisienne et descendant du Prophète, d'où la qualité de chorfas reconnue à ses descendants. Ce fait a conféré à la tribu des Aroussiyin le caractère de tribu maraboutique selon le classement maure traditionnel.

Cheik Sid Ahmed, mort au début du XVII<sup>e</sup> siècle, est enterré à Riyade dans la Sakiet El Hamra. Un de ses fils, Sidi Brahim al Khalifa, aïeul de la famille qui commande encore la tribu a joué, en compagnie de ses frères, un rôle important dans les événements des années 1630-1650 qui se déroulèrent dans le sud et l'est de l'actuelle Mauritanie. Un petit groupe de leurs descendants vit encore dans le

<sup>1</sup> Que l'administration française appelait *chapelains*.

Hodh (sud-est de la Mauritanie), mais l'habitat de la grande majorité de la tribu reste le territoire sous administration espagnole.

La réputation de sainteté du cheik Al Aroussi et de ses descendants attira autour d'eux des groupes de disciples et de clients qui formèrent le noyau de la tribu.

En dépit de leur statut de marabouts, donc voués aux activités pacifiques, les Aroussiyn ne cessèrent jamais de porter les armes et jouissent, dans l'ensemble mauritanien, d'une réputation de guerriers valeureux.

Au cours des trois siècles précédant les conquêtes française et espagnole, la tribu connut diverses vicissitudes à cause de nombreuses luttes soutenues contre d'autres groupes (Oulad Dleim, Oulad Yahya Ben Ohtmane, Oulad Bou Sba) et aussi par suite de calamités naturelles.

Les groupes les plus importants des Aroussiyn sont :

- Oulad Lekhleffiya (Mauritanie et territoire sous administration espagnole) ;
- Oulad Sidi Bou Mehdi.

Le territoire de la tribu s'étend sur l'Imricli et atteint le Zemmour (voir carte n° 3, IV, p. 380-381). Leur parcours de nomadisation peut les conduire depuis l'oued Saguia jusqu'en Mauritanie.

## 2. *Oulad Dleim*

Ils font partie du groupe des Arabes Hassan. Ils sont signalés dès le début du XV<sup>e</sup> siècle, dans la zone où ils se trouvent encore, le long de l'océan et à cheval sur la Mauritanie et le territoire sous administration espagnole. Avant d'être bousculés par l'expansion Rgueibat au XIX<sup>e</sup> siècle, leur territoire s'étendait à l'ensemble du domaine Rgueibat d'aujourd'hui. Traditionnellement les Oulad Dleim se divisaient en deux groupes formant chacun une confédération :

- Oulad Maarif ou Oulad Dleim occidentaux ;
- Oulad Snane à l'est des précédents.

Cette dernière confédération connut du XVII<sup>e</sup> au début du XIX<sup>e</sup> siècle un haut degré de puissance dans le Sahara occidental. Des luttes intestines ininterrompues, une suite de guerres avec les voisins septentrionaux (Arib, Ait Khabbach : tribus algériennes et marocaines), méridionaux (Adrar et Tagant) et orientaux (Brabich et Touaregs du Mali) les affaiblirent considérablement. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les Rgueibat allaient se substituer à eux.

Le nom *Oulad Dleim* s'applique donc depuis cette époque aux Oulad Maarif qui se répartissent entre les groupes suivants :

- Oudeikate (Mauritanie et territoire administré par l'Espagne) ;
- Oulad Lab (Mauritanie) ;
- Guerea (Mauritanie) ;
- Oulad Ba Amar ;
- Oulad Khliga ;
- Oulad Tegueddi ;
- Srahna.

Ces quatre derniers groupes sont surtout en territoire administré par l'Espagne.

Les Oulad Dleim étaient organisés traditionnellement sous forme de confé-



dération dont chaque membre avait une grande autonomie. Ils reconnaissaient cependant la prééminence de certaines familles (Ahel Chiaa Ould Mansour des Oudeikate ; Ahel Cheik Mbreh des Oulad Ba Amar). Dans les grandes occasions touchant les intérêts généraux de la confédération (guerre, paix, tractations avec l'extérieur, etc.), des personnalités de ces familles s'affirmaient comme leaders reconnus et pouvaient jouir d'une grande autorité.

Des relations de paix ou de guerre importantes liaient les Oulad Dleim aux Trarza et aux Oulad Yahya Ben Othmane. Avec les Aroussiya et les Oulad Bou Sba, les relations étaient le plus souvent cordiales. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les Oulad Dleim entrèrent dans une série de luttes avec les Rgueibat, luttes qui n'eurent pas de résultat décisif et auxquelles l'occupation européenne allait mettre fin.

Aux Oulad Dleim étaient rattaché un certain nombre de clients-vassaux (Oulad Tidrarin, Gdala, etc.). Les principales tribus maraboutiques qui évoluaient dans leur sillage étaient : les Tachoumcha Ahel Bari Kalla, les Medlech Ahel Mohamed Salem, etc.

Un épisode de la vie politique des Oulad Dleim est resté célèbre dans les annales sahariennes : la tentative d'Abou Nasr, fils du sultan Moulay Ismaïl (1692-1727), fondateur de l'actuelle dynastie marocaine. Révolté contre son père et chassé du Maroc, Abou Nasr vint chez les Oulad Dleim et essaya de les dominer. Ceux-ci refusèrent de lui reconnaître la moindre autorité, se prévalant de la tradition d'indépendance des tribus maures à l'égard de tout Etat et le mirent à mort dans le Tiris en 1713.

Au début de l'occupation européenne, les Oulad Dleim relevaient administrativement des autorités françaises de Mauritanie<sup>1</sup>. C'est la tribu des Oulad Dleim qui détruisit la factorerie espagnole de Río de Oro (Villa Cisneros) en 1885.

Cervera leur a consacré plusieurs lignes dans sa relation de voyage<sup>2</sup>.

### 3. *Oulad Bou Sba*<sup>3</sup>

La présence des Oulad Bou Sba dans la zone où ils sont actuellement (nord-ouest de la République islamique de Mauritanie et territoires sous adminis-

<sup>1</sup> Enrique d'Almonte, « Ensayo de una breve descripción del Sáhara español », *Boletín alla real Sociedad geográfica*, t. LVI, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre de 1914, p. 296.

<sup>2</sup> Don Julio Cervera, conférence du 2 novembre 1886, *BSGM*, XXII, n<sup>os</sup> 1 et 2, janvier-février 1887, p. 7-20. Voici quelques extraits de la relation du géographe espagnol :

« La tribu más numerosa que puebla la zona inmediata a la Costa, es la de los Uled-Delim. Ocupa el Guerguer, l'Aatf y Ar-Rak, hasta pozo o' Hasi-Bu-Hafra. Se divide en cuatro ramas o grandes familias...

Los individuos de esta tribu gozan fama de banditos terribles. Dedicanse al merodeo y al robo de las grandes caravanas que atraviesan el Sáhara. Poseen ganados de carneros, cabras y camellas, cuya leche constituye su principal alimento. Acuden también a la costa en busca de pescado seco, que obtienen de las tribus pescadoras. Dominan a las pequeñas tribus de los Arusiya, Itsederari, Tridarín, y otras que habitan la misma zona, y se extienden hasta el Adrar-Suttuf, dedicados sus individuos, unos al comercio y otros a la oración y a las prácticas religiosas que enseña el Koran. » (P. 15-16.)

<sup>3</sup> Voir notamment : capitaine Bonafos, « Une tribu marocaine en Mauritanie : les Oulad Bou Sba », *Bull. trim. Soc. de géographie et d'archéologie d'Oran*, t. I, fasc. 183, septembre-décembre 1929, p. 249-267 ; capitaine Martin, « Oulad Bou Sba », *Bulletin IFAN*, avril-juillet 1939.

tration espagnole) remonte au XVI<sup>e</sup> siècle. Les Oulad Bou Sba avaient émigré de la région de Marrakech où certains d'entre eux se trouvent encore aujourd'hui.

Etablis dans le Tiris en contact avec l'oued de la Saguia el Hamra, le Trarza et l'Adrar, les Oulad Bou Sba, s'adonnant très tôt au commerce caravanier, conquirent au XIX<sup>e</sup> siècle une grande époque de prospérité. Cette richesse grandissante les conduisit à vouloir élargir leur territoire, à soumettre les tribus moins fortes et à obtenir par là même ce qui donne un certain rang social au Sahara, les clients-vassaux. Ils entrèrent dès lors dans des luttes avec leurs voisins de l'Adrar (Oulad Yahya Ben Othmane, Oulad Dleim, Rgueibat et Aroussiyyin), luttes à l'issue desquelles les Oulad Bou Sba allaient acquérir une prépondérance dans la partie nord-ouest de l'espace chinguittien, à la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Cette suprématie fit d'eux les interlocuteurs de la mission de M. Emilio Bonelli avec laquelle ils conclurent, au cap Blanc, le premier traité de protectorat intéressant le Sahara sous administration espagnole<sup>1</sup>.

Dans le classement traditionnel, c'est une tribu de marabouts guerriers réputée être d'origine chérifienne.

Les Oulad Bou Sba se subdivisaient traditionnellement en Oulad Omr et Oulad Amir. Ces derniers sont surtout représentés au Maroc avec cependant quelques groupements en Mauritanie et dans les territoires administrés par l'Espagne.

Les Oulad Omr constituaient, eux, le gros de la tribu au pays chinguittien. Leurs principaux groupes sont les Dmeissate, leaders de la tribu, les Oulad Baggar, les Oulad Azouz, etc. Leur zone de parcours est à cheval sur la Mauritanie et le territoire administré par l'Espagne où se trouvent les tombeaux de leurs ancêtres.

#### 4. *Ahel Barikalla*

Les Ahel Barikalla font partie des Tachomcha, vaste confédération de tribus maraboutiques allant du pays des Trarza aux territoires administrés par l'Espagne. Ils forment eux-mêmes le groupe Tachomcha le plus septentrional.

<sup>1</sup> Don Emilio Bonelli, dans sa conférence prononcée le 7 avril 1885, devant la Société géographique de Madrid, disait ceci à leur propos :

« Los Ulad Sbá son sin disputa los más poderosos por sus especiales condiciones ; a la par de valientes, tienen un instinto especial para el comercio, recogen abundante cosecha de trigo, cebada y dátiles, poseen grandes rebaños de ganado, espacialmente vacuno, y buen número de caballos, con otros productos que llevan al Senegal, al mismo tiempo que son los únicos casi que viajan a mayores distancias ; llegan hasta Timbuctú y Guinea donde hacen gran tráfico de esclavos, y se imponen en el territorio que pisan por el prestigio que disfrutan y sus mayores conocimientos en la religión. » (*BSGM*, XVIII, n<sup>os</sup> 5-6, mai-juin 1885, p. 351).

Bonelli ajoute qu'à côté de l'émir de l'Adrar, Abdel Aziz Ouled el Mami, Cheik Oulad Bou Sba jouit d'une grande autorité dans la région. Voir aussi Cervera, *op. cit.*, 1887, p. 16-17 :

« Más numerosa que la tribu de los Uled-Delim, es la de Uled-bu-Sbâ (Hijos de El del León). Compuesta de nobles ocherfa ; dedicanse, sus individuos, unos al comercio, y otros a la caza y a la guerra... Los Uled-bu-Sbâ habitan más frecuentemente la meseta del Tiris, el Tisnik, Ausert, Dumus, Teniulek, etc., y mantienen buenas relaciones con los que ocupan el Adrar, y con las de Sidi-Mhammed y de Meschduf, ambas también establecidas en el mismo territorio. »

L'ancêtre Barikalla Ould Ahmed Bazeïd vivait au XVI<sup>e</sup> siècle. Sa réputation de sainteté attira autour de lui des individus et des groupes, phénomène courant dans l'ensemble chinguittien. Les descendants de ces groupes forment aujourd'hui la tribu dont la postérité de Barikalla constitue le noyau.

Les Ahel Barikalla nomadisent dans un territoire très étendu (voir carte n° 3) et qu'ils ont mis en valeur par l'aménagement de points d'eau permanents, situés en grande partie dans la zone administrée par l'Espagne. L'importance de ces points d'eau, l'étendue de leur territoire et l'éparpillement de leurs clients-vassaux, les mettaient particulièrement en rapport avec les émirats des Trarza et de l'Adrar, avec les Oulad Bou Sba, Ouled Dleim, Rgueibat et Aroussiyyin. En tant que tribu maraboutique, vouée donc à des activités pacifiques, les rapports étaient essentiellement cordiaux <sup>1</sup>.

### 5. Rgueibat (marabouts guerriers) <sup>2</sup>

L'ancêtre éponyme des Rgueibat est cheik Sid Ahmed Rgueibi dont le tombeau se trouve à Habchi, non loin de la rive nord de l'oued de la Saguia el Hamra, tombeau qui reste jusqu'à ce jour un haut lieu de pèlerinage non seulement pour les Rgueibat (notamment Rgueibat Lemjaouine) mais aussi pour les tribus voisines.

Les Rgueibat, par suite de leur accroissement démographique et du développement de leurs troupeaux, ont acquis un rôle politique important au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi ont-ils été amenés à rechercher de nouveaux terrains de parcours. Ce faisant, ils se sont heurtés à leurs voisins immédiats : les Oulad Jahya Ben Othmane (Oulad Ghaïlane), les Oulad Bou Sba, Oulad Dleim et Tajakanet avec lesquels ils entrèrent dans une série de guerres.

Ces guerres aux fortunes diverses se sont poursuivies tout au long de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'arrivée des Français. Les épisodes les plus marquants de ces luttes se dérouleront en 1889, 1896, 1906-1907 contre respectivement les Oulad Dleim, les Tajakanet de Tindouf et les Oulad Bou Sba.

L'issue de ces luttes fut favorable aux Rgueibat qui allaient nomadiser librement, depuis lors, dans leur territoire actuel (voir cartes nos 2 et 3, IV, p. 334-375 et 380-381). Ils lancèrent pendant plus de vingt ans des raids à grand rayon de l'Atlantique au nord du Niger, du sud du Maroc au Mali actuel comme manifestation de leur résistance à la conquête française.

Les Rgueibat se divisaient en deux grandes branches principales : les Rgueibat Charg (ou de l'est, appelés Legouastem) et les Rgueibat Sahel (ou de l'ouest), comprenant chacune un certain nombre de fractions plus ou moins importantes.

<sup>1</sup> Miske Ahmed, « Les Ahel Barikalla, tribu maraboutique du Sahel », *Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF*, octobre-décembre 1937, p. 282-306.

<sup>2</sup> Les Rgueibat ont donné lieu à une ample littérature. Mentionnons notamment : Mahmoudou Ahmadou Ba, « Contribution à l'histoire des Rgueibat », *Afrique française. Rens. col.*, décembre 1933, p. 273-278 ; avril 1934, p. 90-93 ; A. Cauneille et J. Dubief, « Les Reguibat Legouacem, chronologie et nomadisme », *Bulletin IFAN*, série B. *Sciences humaines*, juillet-octobre 1955, p. 528-550 ; A. Cauneille, *Evolution du nomadisme chez les Reguibat Legouacem*, 1945, 14 pages, n° 1009 (Cheam) ; A. Cauneille, *Reguibat Legouacem*, 113 pages, n° 300-257 (Cheam) ; lieutenant P. Denis, *La justice chez les grands nomades Reguibat*, 1954, 35 pages, n° 2353 (Cheam) ; Dupas, *Les Reguibat Legouacem*, 1937, 40 pages, n° 770 (Cheam) ; colonel Lesourd, *Les Reguibat du Sahara occidental*, 10 février 1964 (Cheam).

Les Rgueibat Sahel comprenaient :

- les Oulad Moussa ;
- les Souaad ;
- les Oulad Chekh ;
- Thalât ;
- Oulad Taleb, etc.

Les Rgueibat du Charg comprenaient :

- Ahel Brakim ou Daoud ;
- Loubeihate ;
- Al Fogra.

Cette vaste confédération avait une organisation de caractère collectif, régie par des règles se rapportant notamment à la conduite de la guerre et à l'exploitation en commun des points d'eau et des pâturages. C'est ainsi que les Rgueibat avaient leur djemaa (Ait Arebuine) chargée de réglementer l'usage de l'eau et des pâturages comme de la conduite de la guerre.

Dans leurs rapports avec les autres tribus, il existait un régime d'alliance collective qui visait à limiter le recours à la violence. Dans ce régime, la responsabilité des torts causés par tout individu était imputée aux parents de celui-ci qui doivent réparation aux victimes (*diya* : prix du sang).

## 2) Institutions

Ce qui a été dit à propos des émirats est valable *mutatis mutandis* pour les autres groupements de tribus. C'est-à-dire que le cheik y est choisi dans une même famille, qu'il possède une administration rudimentaire et qu'il est contrôlé par la djemaa. A l'échelle de leur groupement, ils exercent les mêmes compétences que celles des émirs.

Ce qui a habituellement frappé les explorateurs occidentaux, c'est la grande indépendance des tribus, d'une part, et l'importance de la djemaa, d'autre part<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Camille Douls, *op cit.*, p. 460-461 :

« Le Maure nomade est un ennemi de toute autorité et de tout gouvernement... Indépendant, ne vivant que de liberté, il ne reconnaît d'autre maître que le « Désert et Dieu » et chaque Maure est souverain... Les Maures nomades sont divisés par clans ou tribus mais ils sont indépendants et ne reconnaissent aucune autorité effective. Ils ne paient donc ni dîme, ni tribut et ne sont astreints à aucun devoir. »

Ceci, on l'a vu, est partiellement inexact.

Francisco Coello, « Conocimientos anteriores », *RGC*, 1886, 1887, n° 25-30, p. 75 : « Cada tribu se administra separadamente, residiendo el poder en la Dyemmâa... »

Don Francisco Quiroga, « El Sáhara occidental y sus moradores », *RGC*, 1886-1887, n° 25-30 :

« Viven en una independencia casi salvaje y opuesta a todo desarrollo moral y material. Respetan el nombre del sultán de Marruecos por ser descendiente del Profeta : pero rechazan con energía la idea de llegar a ser subditos de Muley-Hassan. Sus jefes no mandan nada en la tribu ó el duar sin al acquiescencia de todos los hombres de ella, en cuyas juntas se confunden, gozando de igual libertad para exponer su opinión, el rico y linajudo xerif y el más miserable pastor de camellos. Mil veces nos han dicho moros de distintas tribus, y aun delante de sus mismos jefes, que el árabe del Desierto « no tiene otros que Allah y Mohamed. » (P. 87.)

## 2. LES RAPPORTS DES ÉMIRATS ET TRIBUS LES UNS AVEC LES AUTRES ET LEURS RELATIONS AVEC LES SOUVERAINETÉS EXTÉRIEURES

### a) *Absence de personnalité internationale de l'ensemble*

Il découle de ce qui précède que les émirats et les tribus n'étaient coiffés d'aucune structure hiérarchique commune. L'ensemble chinguittien ne pouvait, à cet égard, être assimilé à un Etat, ni à une fédération, ni même à une confédération, à moins que l'on ne soit prêt à donner ce nom aux liens politiques ténus unissant les tribus les unes avec les autres.

Certes il y eut, dans cet ensemble, de vastes confédérations de tribus, ou des émirats étendant très loin au-delà de leur frontière leur influence qui participait ici de la vassalité, là de l'alliance. (Ce fut le cas, en particulier, à l'époque qui nous concerne, de l'émirat de l'Adrar qui fut un pôle d'attraction indiscutable.) Mais ceci n'est cependant pas suffisant pour que l'on puisse — utilisant une terminologie anachronique pour l'époque — dire que l'ensemble chinguittien bénéficiait d'une personnalité internationale ou jouissait d'une souveraineté au sens où le mot était entendu à l'époque.

Certes la doctrine juridique a mis au point de nombreux concepts pour tenir compte de situations particulières de ce genre. On a ainsi parlé de cosouverainetés conviviales. Sans rejeter l'intérêt de telles constructions juridiques, il paraît au Gouvernement de la République de Mauritanie que la réalité saharienne s'y laisse difficilement enfermer.

Les personnalités juridiques ou souverainetés appartenaient en réalité aux éléments de l'ensemble pour autant qu'elles n'aient pas été aliénées, en tout ou en partie, par des liens de vassalité ou d'alliance, au profit d'autres éléments de l'ensemble.

La souveraineté des différents éléments de l'ensemble découlait, à l'évidence, de la pratique de ces entités. Comme maîtres d'un territoire, on a vu que chaque entité faisait assurer le respect de celui-ci et de ses sujets contre les actes de guerre ou de pillage. Corrélativement, l'émir ou le cheik avait le devoir de protéger les étrangers (explorateurs ou caravanes) qui se plaçaient sous sa protection (le plus souvent en payant un tribut).

Les émirs ou cheiks entraient, on l'a vu, les uns avec les autres, dans des rapports d'alliance, ou se faisaient la guerre. La pratique du rezzou et les représailles qui s'ensuivaient, pour être négatifs, n'en étaient pas moins des rapports entre égaux.

La pratique de l'arbitrage par les émirs ou chefs ayant une grande autorité à la fois politique, militaire et morale, était très fréquente.

Il arrivait aux tribus de conclure, entre elles, des traités en bonne et due forme de paix ou de commerce. Ainsi entre les Trarza et les Brakna en 1897 et 1898<sup>1</sup>.

C'est cependant certainement par la pratique des *traités internationaux passés avec les souverainetés étrangères* que les diverses entités de l'ensemble mauritanien ont montré, à cette occasion, leur indépendance et ceci depuis le XVII<sup>e</sup> siècle.

C'est bien, en effet, par la forme traditionnelle du traité que toutes les puissances européennes qui sont entrées en relation avec les émirats ou les tribus indépendantes ont scellé les engagements respectifs.

<sup>1</sup> P. Marty, *L'émirat des Trarza*, op. cit., p. 458 et 462.

Ces traités pouvaient porter sur les matières les plus diverses. Ainsi les traités :

- d'alliance et d'amitié. Exemple : le traité du 20 octobre 1891 entre l'émir de l'Adrar et Léon Fabert <sup>1</sup> ;
- de paix : le traité du 7 juin 1821 entre l'émir des Trarza et la France <sup>2</sup> ;
- de non-intervention dans les affaires intérieures : le traité précité entre Léon Fabert et l'émir de l'Adrar <sup>3</sup> et le traité de 1821 avec le roi des Trarza ;
- de non-intervention dans les pays voisins : traité du 7 juin 1821 entre le roi des Trarza et la France <sup>4</sup> ;
- d'établissement : le même, ainsi que celui de Bonelli avec les Oulad Bou Sba <sup>5</sup> ;
- de très nombreux traités de commerce, en particulier, relatifs à la gomme à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ainsi le traité du 2 mai 1785 de la France avec les marabouts d'Armarkour <sup>6</sup> et du 26 mai 1785 avec l'émir des Trarza <sup>7</sup> ;
- par lesquels les émirats ou tribus s'engageaient à faire respecter l'ordre et, en particulier, le commerce : traité de mai 1910 entre l'émir des Trarza et la France <sup>8</sup>, ou encore à protéger et respecter les marins naufragés qui aboutissaient sur leur territoire : traité du 24 août 1877 entre la France et l'émir des Trarza <sup>9</sup> ;
- de protectorat : ainsi les traités examinés ci-avant entre Bonelli et les Oulad Bou Sba <sup>10</sup>, entre Fabert et l'Adrar <sup>11</sup>, les traités d'Idjil <sup>12</sup> et les traités passés par Alvarez Pérez <sup>13</sup>.

On a déjà signalé combien les Etats étrangers s'étaient montrés soucieux de traiter avec une personne compétente. Cela a été souligné plus haut en ce qui concerne l'Espagne, notamment à propos des traités d'Idjil. La France faisait de même avec les Trarza, imposant à l'émir la consultation individuelle, voire l'assentiment écrit des djemaas intéressées <sup>14</sup>.

Dans une note rédigée par le ministère français des colonies, le 5 juin 1900, l'auteur signale aussi que :

« pour qu'un acte de puissance publique ait une valeur incontestée, il est essentiel qu'il soit établi par le principal cheik du pays et approuvé par chacun des chefs des tribus intéressées autorisés à cette fin par leurs djemaas respectives. Un traité passé avec l'un d'eux, quel que soit le rang qu'il occupe n'engage que sa tribu et, par voie de conséquence, ne porte que sur les territoires où sa collectivité est établie » <sup>15</sup>.

\* \* \*

<sup>1</sup> Voir annexe VI.

<sup>2</sup> P. Marty, *L'émirat des Trarza*, op. cit., p. 405.

<sup>3</sup> Voir annexe VI.

<sup>4</sup> P. Marty, op. cit., p. 406.

<sup>5</sup> Voir annexe I.

<sup>6</sup> P. Marty, op. cit., p. 364.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 372.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 468.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 127.

<sup>10</sup> Voir annexe I.

<sup>11</sup> Voir annexe VI.

<sup>12</sup> Voir annexe V.

<sup>13</sup> Voir annexe IV bis.

<sup>14</sup> Voir P. Marty, op. cit., p. 290. Ainsi le traité avec Coppolani de 1903.

<sup>15</sup> Cette note est recopiée *in extenso* en annexe XI.

Ainsi donc l'ensemble chinguittien apparaît comme une structure complexe.

Les éléments géographiques, culturels et sociaux cimentent étroitement les entités qui font partie de l'ensemble. Ces entités vivent sous une communauté de droit et d'institutions qui ne porte pas atteinte à leur souveraineté propre. Le fait que l'ensemble soit ainsi fragmenté ne signifie pas l'absence d'ensemble. On le voit fort bien lorsque l'indépendance de l'ensemble est mise en péril.

b) *L'indépendance de l'ensemble chinguittien  
par rapport aux souverainetés étrangères*

Sans vouloir reprendre ici de longues argumentations qui ont été exposées dans un passé même récent, mais qui paraît aujourd'hui révolu, il est indispensable, par souci de rigueur, de souligner — ainsi que l'a toujours fait la République islamique de Mauritanie — que l'ensemble chinguittien, c'est-à-dire le territoire s'étendant de l'oued Saguia el Hamra au fleuve Sénégal, n'a jamais fait partie des Etats qui se sont créés au cours de l'histoire dans son voisinage : empires noirs du moyen âge, voisins méridionaux de cet ensemble (Ghana, Mali, Songhay), dynasties marocaines (à l'exception des Almoravides chinguittiens).

Ce qui est vrai de l'ensemble chinguittien l'est par conséquent des territoires administrés par l'Espagne au sud de l'oued Saguia el Hamra. En particulier, les relations avec ces Etats voisins n'ont jamais revêtu une quelconque forme d'allégeance politique. Par exemple, dans le prône hebdomadaire du vendredi, aucun nom de souverain étranger n'a jamais été mentionné dans le Bilad Chinguiti. De même, les émirs, cheiks et autres chefs de tribus n'ont jamais été investis par des autorités étrangères et n'ont jamais tenu leur pouvoir que des règles propres à la dévolution du pouvoir dans l'ensemble chinguittien.

Certes, dans certaines circonstances historiques, dont la dernière fut la conquête française, des demandes d'assistance pour lutter contre l'envahisseur furent adressées au sultan du Maroc en tant que souverain du pays musulman le plus proche. Cet appel s'inscrivait dans le cadre du devoir de solidarité islamique.

Est-il besoin de rappeler que des appels semblables ont été adressés à des Etats musulmans voisins dans d'autres circonstances : au Maroc par les Algériens luttant contre la France, et à la Turquie par les communautés musulmanes d'Asie centrale ou du Caucase au moment de la conquête tsariste ?

Que cet ensemble ait, au surplus, entendu défendre son indépendance contre le colonisateur est aussi amplement prouvé par l'histoire coloniale. Cette résistance ne s'est sans doute pas fait sentir contre l'Espagne, car celle-ci n'occupant pas le territoire, la vie continuait comme si la souveraineté espagnole n'existait pas. Il n'en fut pas de même lors de la conquête française. Les efforts furent alors conjugués *dans l'ensemble du pays chinguittien pour l'enrayer*. On se souviendra, à ce propos, comment le territoire espagnol de la Sakiet El Hamra devint, après la conquête de l'Adrar, le lieu de refuge de la résistance qui devait tout de même se maintenir pendant une bonne trentaine d'années.

### Conclusions

On peut donc conclure des deux sections qui précèdent que l'ensemble chinguittien ou mauritanien se caractérise par une unité profonde tenant à la géographie, aux conditions de vie à prédominance nomade, aux relations et insti-

tutions sociales, à la langue, à la culture, aux institutions juridiques communes. Les relations de voyage des explorateurs du XIX<sup>e</sup> siècle (Scott, Panet, Vincent, Bou el Moghdad, Gateli, Sid el Haj Idriss el Khirchi, Bonelli, Cervera, Coyne, etc.) attestent que cet ensemble vivait pratiquement en vase clos dans une immense « niche écologique » que constitue le Sahara occidental. Les chronologies des tribus ne mentionnaient que très rarement des événements étrangers.

En dépit de la pluralité des unités formant l'ensemble, l'ensemble mauritanien n'en possédait pas moins une somme de caractéristiques lui donnant une configuration originale. Corrélativement, en dépit de leur personnalité propre, les unités ne cessaient jamais de faire partie de l'ensemble.

Est-il besoin au surplus de souligner que le concept « ensemble » n'implique pas nécessairement l'existence d'une *personnalité juridique* propre et, à fortiori, d'une *souveraineté* ? Pour comprendre cela, il n'est même pas besoin de faire appel à la théorie des ensembles en mathématique. Le droit international en est un exemple vivant.

Tout comme ces tribus et émirats indépendants, liés entre eux par les liens les plus divers d'intérêts communs, de rivalités, de relations d'alliance, de vassalité, fondées sur la domination ou sur l'intérêt mutuel, doivent être considérés comme faisant partie d'un même ensemble du fait de l'existence entre eux d'un tissu complexe de relations, de même les relations internationales actuelles montrent de multiples exemples d'Etats liés par des relations plus étroites qu'avec d'autres sans perdre leur souveraineté. Ces situations (communautés diverses) sont légion dans un système juridique fondé sur la coordination, la coexistence, ou les relations amicales plutôt que sur la subordination. Qui dit « ensemble » n'implique pas nécessairement une structure pyramidale, hiérarchisée, ayant la qualité d'un Etat ou d'un super-Etat.

L'Assemblée générale des Nations Unies a, semble-t-il, perçu cette nuance lorsque, dans sa question à la Cour, elle a parlé d'*ensemble* mauritanien au lieu d'*Etat* mauritanien. L'Assemblée savait parfaitement bien qu'à l'époque il n'existait pas d'*Etat* mauritanien, mais bien plutôt un ensemble, ensemble dont on s'est attaché à montrer ci-dessus l'essence, les particularités et le ciment.

### SECTION 3. – LES LIENS JURIDIQUES ENTRE LE TERRITOIRE DU « SAHARA OCCIDENTAL » ET L'ENSEMBLE MAURITANIE

Il convient maintenant de tenter de dégager des éléments de réponse à la deuxième question posée par l'Assemblée générale à la Cour :

« Quels étaient les liens juridiques de ce territoire avec le Royaume du Maroc et l'ensemble mauritanien ? »

Le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie confinera ses observations, à ce stade de la procédure, aux liens juridiques de ce territoire avec l'ensemble mauritanien.

On se souviendra tout d'abord qu'ainsi que cela a été exposé ci-avant l'ensemble chinguittien ou mauritanien s'étendait du fleuve Sénégal à l'oued Saguia el Hamra – compte tenu de l'imprécision naturelle affectant tout oued et celui-ci en particulier. Cet oued, on l'a en effet souligné, marque bien la frontière entre deux mondes bien distincts<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Robert Montagne, *Les Berbères et le makhzen marocain*, 1930.



Cela étant posé, le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie estime que la partie des territoires sous administration espagnole, au sud de l'oued Saguia el Hamra, était partie intégrante de l'ensemble mauritanien. La relation juridique entre les deux est une simple relation d'inclusion. En effet, le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie espère avoir prouvé dans les lignes qui précèdent les éléments suivants :

1. La frontière internationale établie en 1900-1912 par la France et l'Espagne a coupé arbitrairement des *régions naturelles*. La frontière n'est en rien une frontière naturelle.

2. La frontière a coupé de la même manière arbitraire les territoires des *confédérations de tribus* ou *d'émirats* (en particulier l'Adrar).

Il est inutile de rappeler ici les circonstances dans lesquelles la frontière fut établie. Cela a été largement analysé dans la première partie du présent exposé. On se souviendra que ce qui a compté c'est essentiellement les intérêts réciproques de la France et de l'Espagne et que les intérêts de la première ont largement prévalu. Ces intérêts, c'était conserver l'Adrar, la sebkha d'Idjil, la route vers les provinces algériennes. Le tracé de la frontière n'a tenu compte en rien des établissements humains et, en particulier, des territoires de tribus qui ont tous été coupés.

3. Certes on pourrait dire que ce phénomène est général en Afrique, et que de nombreux territoires africains ont ainsi été dépecés par des parallèles et des méridiens. Il convient de souligner que cette caractéristique a pourtant ici un relief tout à fait fondamental, car il ne s'agit pas de tribus sédentaires, mais bien de *nomades*. En se référant aux cartes nos 2 et 3 (IV, p. 374-375 et 380-381), on verra que non seulement *tous les territoires de tribus* ont été coupés en deux, mais que *tous les parcours de nomadisation* l'ont été de même, parfois en trois tronçons. Ainsi une partie du parcours était d'un côté de la frontière, le reste de l'autre. Les puits, les cimetières, les oueds cultivés, les pâturages se trouvant sur des circuits impératifs pour maintenir la vie des pasteurs se trouvaient scindés.

4. Si la frontière s'était avérée réelle, c'eût été la fin du nomadisme, la destruction d'un mode de vie qui a sa tradition, sa grandeur et sa culture, c'eût été une forme d'ethnocide. Heureusement, il n'en fut rien. De 1886 à 1912, on peut dire que la frontière était purement sur papier, au moins du côté espagnol<sup>1</sup>.

C'est bien parce que ce territoire espagnol n'était pas occupé en fait que cheik Ma el Aïnin y créa Smara, dans une partie libre du pays chinguittien, le plus loin possible de l'influence étrangère.

Le colonisateur français ne s'est inquiété de ce fait que lorsque les territoires espagnols sont devenus des zones de refuge pour « les dissidents » ou « non-pacifiques », c'est-à-dire tous ceux qui n'acceptaient pas la colonisation. C'est ainsi qu'en 1913 les Français n'hésitèrent pas à poursuivre, en territoire espagnol, les tribus maures Rgueibat et Oulad Dleim qui leur résistaient, et même à

<sup>1</sup> Ahmed Baba Miske, traduction et commentaire d'un récit d'Al Wassit intitulé *Tableau de la Mauritanie au début du XX<sup>e</sup> siècle*, p. 12-13 :

« On sait ensuite que pour des raisons internationales un accord passé entre Français et Espagnols (convention du 27 juin 1900) divise le pays en deux zones d'influence différentes. Tout au moins théoriquement car, en pratique, les tribus du Sahel, nullement informées de l'accord et ignorant tout de leur qualité de futurs sujets des deux puissances européennes, continuaient à nomadiser dans leurs zones habituelles. Trente à quarante ans plus tard, elles devaient se rendre compte qu'en dépassant tel ou tel point du tracé bizarre et vague, les campements devenaient « Français » ou « Espagnols » et qu'il fallait de plus en plus « choisir. »

détruire Smara en plein territoire espagnol de Sakiet El Hamra <sup>1</sup>. C'est vers ce pays que l'émir de l'Adrar a tenté de fuir encore en 1932.

En 1934, on s'en souviendra, un accord administratif fut passé entre les deux administrations coloniales pour supprimer toutes entraves aux nécessités de la transhumance.

Est-il besoin de souligner, au surplus, que mis à part quelques unités tout à fait limitées, aucune partie de la population des territoires occupés par l'Espagne n'était sédentaire. Elle faisait toute partie de tribus nomades dont le caractère fondamental était d'être *transfrontière*.

Les Oulad Bou Sba, les Oulad Dleim, les Rgueibat, etc., se voyaient inscrits sur les registres français ou espagnols par l'effet du hasard. Leurs puits, leurs terrains cultivés, leurs cimetières dont ils étaient ancestralement propriétaires se voyaient placer soudain au-delà d'une frontière établie par les étrangers.

5. Il convient aussi, puisqu'il s'agit d'examiner les liens du « Sahara occidental » avec l'ensemble mauritanien au moment de la colonisation, de se rappeler qu'au début de celle-ci, au moins pendant les dix premières années, on se trouvait dans une période où l'émir de l'Adrar était la principale entité politique du Nord et du Nord-Ouest chinguittien. L'influence, sinon le pouvoir de l'émir, s'étendait alors — on l'a vu plus haut — jusqu'à l'oued de la Saguia el Hamra et jusqu'à la péninsule de Río de Oro (Dakhla). L'émirat de l'Adrar, c'était la métropole culturelle et économique du Nord et du Nord-Ouest chinguittien.

Les traités d'Idjil sont, à cet égard, tout à fait symptomatiques. C'est grâce à l'influence de l'émir que tous les chefs de tribus ont pu être rassemblés à Idjil. Les deux traités sont signés sous sa tente. Il signe — ou plutôt fait signer, suivant la tradition guerrière de l'époque — les deux traités, non seulement celui relatif à l'Adrar, mais aussi celui relatif à la zone qui s'étend de l'Adrar Soutouf à l'oued de la Saguia el Hamra. Combien est symptomatique le fait que les Oulad Bou Sba qui, pourtant, avaient déjà signé le traité avec Bonelli, signent à nouveau en présence de l'émir.

6. Certains diront : pourquoi invoquer ces traités d'Idjil qui ne sont jamais entrés en vigueur, puisque l'Espagne ne les a pas ratifiés ? Ce fait est pourtant irrelevant. Ce qui compte ici, ce n'est pas que le traité ait ou non été ratifié, mais c'est qu'il est une preuve du pouvoir de l'Emir.

La question posée à la Cour n'est pas d'examiner la validité internationale de tel ou tel titre que l'Espagne aurait pu faire valoir pour établir la frontière avec les possessions françaises ici ou là ; la question ne porte pas non plus sur une contestation territoriale entre l'Espagne et la France ou ses successeurs ; la question est de savoir si le territoire, au moment de son occupation par l'Espagne, avait une autonomie quelconque par rapport à l'ensemble mauritanien. Nous croyons avoir montré le contraire, car aucune entité de l'ensemble ne se trouve *au complet* au « Sahara occidental ».

Et le dessin géométrique que l'on peut voir aujourd'hui sur les cartes au nord-ouest de l'ensemble mauritanien n'est qu'un ramassis disparate de parties de l'émirat de l'Adrar et de morceaux de quelques territoires de tribus.

On peut donc en conclure qu'au moment de la colonisation espagnole le Bilad Chinguiti ou ensemble mauritanien était une entité unie par des liens historiques, religieux, linguistiques, sociaux, culturels et juridiques, formant une communauté ayant sa propre cohésion, et que les territoires occupés par l'Espagne, appelés « Sahara occidental », ne formaient aucune entité propre, n'avaient aucune

<sup>1</sup> Désiré-Vuillemin, *Histoire de la Mauritanie*, op. cit., p. 108.

identité et que la partie située au sud de l'oued Saguia el Hamra faisait juridiquement partie de l'ensemble mauritanien.

La ferme conviction du Gouvernement mauritanien est que cette partie du Sahara occidental et le territoire actuel de la République islamique de Mauritanie constituent les parties indissociables de l'ensemble mauritanien. —

\* \* \*

Avant de conclure sur la deuxième question posée, le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie estime devoir rappeler que l'Assemblée générale, par sa résolution du 13 décembre 1974, s'est bornée à demander à la Cour « quels étaient les liens juridiques de ce territoire avec le Royaume du Maroc et l'ensemble mauritanien ? » L'Assemblée n'a pas cru devoir confier à la Cour la mission de procéder à une quelconque délimitation géographique qui n'eut pas été en harmonie avec la procédure consultative engagée.

C'est pourquoi le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie demande seulement à la Cour de constater qu'au moment de la colonisation par l'Espagne la partie du Sahara actuellement sous administration espagnole avait des liens juridiques avec l'ensemble mauritanien. Il est toutefois utile, aux yeux du Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, de souligner que là où s'arrête l'ensemble mauritanien commence le Royaume du Maroc.

---

## Annexe I

CONVENTION SIGNÉE LE 28 NOVEMBRE 1884  
PAR LES INDIGÈNES DE LA CÔTE DU CAP BLANC ET M. BONELLI,  
REPRÉSENTANT DE LA SOCIÉTÉ ESPAGNOLE D'AFRICANISTES

[Traduction]

Louange à Allah l'Unique !  
Scul son règne est durable !

Déclarent, ceux dont les noms figurent après la date, qu'est arrivé au territoire de la tribu des Oulad Bou Sba, à la côte de la mer, don Emilio Bonelli, représentant de la Société espagnole d'africanistes résidant à Madrid, ville de S. M. le roi d'Espagne, avec mission de commercer, vendre et acheter.

Il a construit sur notre territoire une maison sur laquelle flotte le drapeau espagnol et nous lui avons remis le territoire appelé *Uadibée* ou cap Blanc de la côte, pour qu'il se trouve sous la protection et l'autorité exclusive de S. M. le roi d'Espagne, don Alfonso XII.

Stipulons entre lui et nous que nous n'admettrons d'autres sujets d'une nation chrétienne que les sujets qui appartiennent à la nation espagnole que nous respecterons et considérerons dans leurs personnes et leurs biens à l'image du respect et de la considération que nous portons à la religion de notre prophète Mohamed (que la bénédiction et la paix soient avec lui !).

Par ce contrat volontaire et avantageux pour le bien et l'amitié sincère entre Musulmans et Espagnols, le déclarons avec satisfaction en notre qualité de représentants du chérif Abdel Aziz Ould el Mami, cheik de la tribu précitée.

Et la paix.

Au 28 novembre de l'an 1884.

AHMED EL ALUJI.

MOHAMED BEN YEIRATS EL ALUJI.

AHMED OULAD MOHAMED EL ALUJI.

(Extrait d'Olivart, marquis de, *Collección de los tratados, convenios y documentos internacionales*, volume IX de la collection complète (t. I, 1885, 26 novembre 1890), p. 500, sous le numéro CXLIV bis - 384 bis.)

---

## Annexe II

## CIRCULAIRE PORTANT ORDRE ROYAL

TRANSMIS LE 26 DÉCEMBRE 1884 AUX AMBASSADEURS ESPAGNOLS À L'ÉTRANGER PAR LE MINISTRE D'ÉTAT J. ELDUAYEN POUR LES CHARGER DE NOTIFIER LE PROTECTORAT ESPAGNOL SUR LES TERRITOIRES DE LA CÔTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE COMPRIS ENTRE LA BAIE DE L'OUEST ET LE CAP BOJADOR. CETTE CIRCULAIRE PORTE EN ANNEXE LA CONVENTION SIGNÉE LE 28 NOVEMBRE 1884 ENTRE EMILIO BONELLI, REPRÉSENTANT LA SOCIÉTÉ ESPAGNOLE D'AFRICANISTES, ET LES INDIGÈNES DU CAP BLANC.

[Traduction]

Madrid, le 26 décembre 1884.

Excellence, Monsieur,

Pour répondre au désir exprimé à plusieurs reprises par la Société espagnole d'africanistes et colonialistes et par la Société de pêcheurs canario-africains ;

Considérant l'importance des installations espagnoles établies au Río de Oro (lat. 23° 36' N.) (long. 9° 49' O.), Angra de Cintra (lat. 23° 06' N.) (long. 10° 01' O.) et baie de l'Ouest (lat. 20° 51' N.) (long. 10° 56' O.) à la côte occidentale d'Afrique ;

Au vu des documents que les tribus indépendantes de cette partie de la côte, qui, à diverses occasions, ont sollicité et obtenu la protection des Espagnols, ont signé avec le représentant de la Société espagnole d'africanistes et colonialistes don Emilio Bonelli, durant l'expédition réalisée par celui-ci au mois de novembre dernier à bord de la goélette de guerre *Ceres* en compagnie du capitaine de frégate don Pedro de la Puente<sup>1</sup> ;

S. M. le Roi (q.D.g.), voulant donner une preuve de la sollicitude avec laquelle il veut favoriser les intérêts de l'industrie et du commerce de l'Espagne, a tenu à prendre en considération la proposition du ministre à laquelle il souscrit et, en accord avec son conseil des ministres, confirme les actes d'adhésion signés devant M. Bonelli et prend sous sa protection les territoires de la côte occidentale d'Afrique compris entre la baie de l'Ouest et le cap Bojador (lat. 26° 8' N.) (long. 8° 17' O.) et dans laquelle se trouve, en plus des points cités, les pointes et la Bombarde, sans préjudice aux droits éventuels que des tiers pourraient justifier.

Je vous fais part de la volonté de Sa Majesté de communiquer à Votre Excellence cette royale résolution afin qu'elle soit portée à la connaissance du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Dieu, etc.

J. ELDUAYEN.

(Extrait d'Olivart, marquis de, *Collección de los tratados, convenios y documentos internacionales*, volume IX de la collection complète (t. I, 1885, 26 novembre 1890), p. 499-500, sous le numéro CXLIV bis. - 384 bis.)

<sup>1</sup> Voici l'une des conventions, la seule qui se trouve au ministère et que nous devons, ainsi que l'ordre royal qui précède, à la bonne amitié de S. Exc. M. D. Juan Pérez Caballero, chef de la section correspondante.

## Annexe III

SPANISH NOTIFICATION OF THE EXTENSION OF SPANISH  
PROTECTION OVER CERTAIN TERRITORIES ON THE NORTH-  
WEST COAST OF AFRICA, 9 JANUARY 1885(1) THE MARQUIS DE CASA LAIGLESIA TO EARL GRANVILLE (RECEIVED  
12 JANUARY) (Translation)

Spanish Legation, London, 9 January 1885.

My Lord,

By order of my Government, I have the honour to bring to your Excellency's notice that, as solicited on different occasions by the Spanish African and Colonists Society and the Canary-African Fisheries Society, considering the importance of the Spanish Settlements established on the Gold River (Rio Oro) (latitude 23° 36' north, longitude 9° 49' west), at Angra de Cintra (latitude 23° 6' north, longitude 10° 0' 1" west), and at Western Bay (latitude 20° 51' north, longitude 10° 56' west), on the Western Coast of Africa, and in view of the documents which the independent tribes of this part of the coast, who have on various occasions solicited and obtained Spanish protection, have signed before the representative of the Spanish African and Colonists Society, Don Emilio Bonelli, during the expedition which took place in November last, on board the ship of war *Ceres*, in conjunction with Captain Don Pedro de la Puente, His Majesty the King, my august Sovereign, desirous of giving proof of the solicitude with which he endeavours to advance the industrial and commercial interests of Spain, has been pleased to confirm the Acts of Adhesion signed before Señor Bonelli, and to take under his protection the territories of the Western Coast of Africa comprised between the forementioned Western Bay and Cape Bojador (latitude 26° 8' north, longitude 8° 17' west), and in which are included, besides the points stated, Las Puntas and La Bombarda, without prejudice to the existing proved rights of third parties.

I avail, &amp;c.,

Marquis de CASA LAIGLESIA.

*British Acceptance of the Above Notification*

(2) EARL GRANVILLE TO THE MARQUIS DE CASA LAIGLESIA

Foreign Office, 28 January 1885.

M. le Ministre,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 9th instant, stating that His Majesty the King of Spain has been pleased to take under his

protection, without prejudice to the existing rights of third parties, the territories of the Western Coast of Africa as therein detailed.

I have, &c.

GRANVILLE.

(Extract from Hertslet (Sir E.), *The Map of Africa by Treaty*. A reprint of the third edition in three volumes, Frank Cass & Co. Ltd., London, 1967, Vol. III, pp. 1163-1164.)

---

## Annexe IV

PROTECTORAT DE LA CÔTE OCCIDENTALE DE L'AFRIQUE  
ENTRE LE CAP BOJADOR ET LE CAP BLANC.  
DÉCRET ROYAL DU 10 JUILLET 1885.

[Traduction]

## RAPPORT

Sire,

Un ordre royal en date du 26 décembre dernier a déclaré placée sous le protectorat de l'Espagne toute la côte de l'Afrique occidentale comprise entre les 20 et 27 degrés de latitude nord, dont les importants bancs de pêche constituent un des principaux éléments de vie de la population des Canaries, et où s'est établie dernièrement la société espagnole appelée *Compagnie commerciale hispano-africaine*.

Par cette déclaration, le gouvernement a assumé tacitement la tâche de pourvoir à la défense des personnes et des biens des sujets résidant en ces lieux et il y a actuellement une raison majeure de la remplir depuis les actes de barbarie et de révolte accomplis par les indigènes dans la factorerie de Rio de Oro. La première mesure à prendre dans ce but est de porter dans ces régions l'autorité de l'Espagne, représentée par un délégué du pouvoir suprême qui, avec le titre de commissaire royal, réunira tous les pouvoirs et les attributions nécessaires pour maintenir l'ordre et assurer le gouvernement et la protection des établissements fondés dans les territoires susmentionnés ou qui viendraient à y être fondés par la suite. Mais la création de cette charge serait insuffisante, si elle n'était accompagnée de l'envoi des forces de mer et de terre indispensables pour faire respecter son autorité des nationaux et des étrangers et, en même temps, pour relever le prestige de l'Espagne dans l'esprit des naturels et établir pour l'avenir les signes d'une possession effective sur la côte sus-indiquée.

En conséquence, le soussigné, d'accord avec le conseil des ministres, a l'honneur de soumettre à l'approbation de Sa Majesté le projet de décret suivant.

Madrid, le 10 juillet 1885.

Sire, A.L.R.P. de V.M.

ANTONIO CANOVAS DEL CASTILLO.

## DÉCRET ROYAL

*Article 1.* — Le protectorat, constitué par ordre royal du 16 décembre dernier sur le territoire de la côte occidentale d'Afrique compris entre le cap Bojador et la baie de l'Ouest dans le cap Blanc, sera à la charge du ministère d'outre-mer.

*Article 2.* — Sous l'inspection immédiate dudit ministère et avec le caractère de délégué du gouvernement en résidence sur la côte susmentionnée, sera nommé un fonctionnaire qui portera le titre de commissaire royal.

*Article 3.* — Ce commissaire sera investi de tous les pouvoirs et attributions indispensables pour le gouvernement et la défense des établissements fondés ou qui seraient fondés par la suite sur le territoire compris dans le protectorat.



*Article 4.* — Il aura en outre le droit de conclure des traités avec les indigènes, ainsi que de prendre possession des terrains qui n'ont pas de maître, à charge de rendre compte, dans les deux cas, au gouvernement pour obtenir l'approbation requise.

*Article 5.* — Il aura aussi le commandement en chef des forces de mer et de terre qu'il y aura là pour le maintien de l'ordre et la défense des territoires possédés.

*Article 6.* — Enfin il exercera la juridiction civile et criminelle ordinaire, sous la dépendance de l'*audience* des Canaries et à charge d'appel de ses décisions devant ladite *audience* tant sur terre que dans les limites de la zone maritime appartenant à la côte susmentionnée.

*Article 7.* — Les ministres d'outre-mer, d'Etat, de grâce et justice, de guerre et marine prendront les dispositions nécessaires pour l'exécution du présent décret.

Le président du conseil des ministres,

A. CANOVAS DEL CASTILLO.

(Extrait de *RGDIP*, 1900, p. 760-761. Pour le texte original en espagnol voir le *Boletín de la Sociedad geográfica de Madrid*, t. XIX, nº 3, septembre 1885, p. 191-192.)

---

## Annexe IV bis

TRAITÉ DU 10 MAI 1886 PASSÉ PAR ALVAREZ PÉREZ  
ET SIGNÉ AU PORT D'ARRECIFE (ÎLE DE LANZAROTE)*[Traduction]*

« A comparu l'Arabe Mohamed Ben Ali, dont on ne peut préciser l'âge, célibataire, paysan et natif de la tribu Beni Zorquin dans le continent africain voisin ; et par l'intermédiaire de l'interprète de langue arabe don Manuel Dumón y Atalaya, âgé de vingt-trois ans, célibataire, habitant de Casablanca, au Maroc, déclara : que pour son propre droit et comme mandataire et représentant des chefs de tribu Embark Ben Mhamed et Mohhamed Ben Belall, respectivement des tribus Aït Mousa et Beni Zorquin, qui habitent entre le fleuve Chebaïka et le cap Bojador ; il déclara : que les chefs cités et toutes les personnes sous leur autorité se mettent depuis aujourd'hui sous la protection de la Société espagnole de géographie commerciale de la ville et de la cour de Madrid ; que cette société pourra établir sur la côte et dans l'intérieur du continent, comme elle le souhaite ou l'estime préférable, les ports, maisons, dépôts et cultures et aussi que les Espagnols qui passent dans ce pays seront respectés et défendus par les chefs cités ci-dessus ; que la Société espagnole de géographie commerciale paiera un traitement de quinze duros ou soixante-quinze pesetas par mois, en argent ou marchandises européennes, au chef du « douar » dans le territoire duquel se sont établis des dépôts, étant entendu que le traitement est seulement considéré comme salaire de la garde que le même chef sera obligé de maintenir pour la défense des dépôts cités. Et enfin que, si ladite Société espagnole de géographie commerciale subroge dans ses droits ici consignés le Gouvernement espagnol, c'est-à-dire si elle les met à sa disposition, et que l'Espagne daigne les accepter, ces chefs de tribu devront le considérer comme un grand bénéfice que leur fait l'Espagne de les mettre tout de suite sous sa protection et abri sans autre condition que celle qu'ils respectent la religion et les lois. »

La Société espagnole de géographie commerciale a ratifié ensuite l'accord par ses représentants dans cet écrit, don José Alvarez Pérez et don Juan Campos. Ils furent témoins de ce qu'ils connaissaient le Maure Mohamed Ben Ali, don Domingo Negrin et don Mateo Peña ; et témoins instrumentaux, don Rafael Ramirez et don Jacinto González, habitants d'Arrecife.

(Extrait de *Revista de geografía comercial*, Madrid, 1<sup>er</sup> novembre 1886-31 janvier 1887, n<sup>os</sup> 25-30, p. 62.)

---

## Annexe V

## SAHARA OCCIDENTAL ET ADRAR

TRAITÉS RECONNAISSANT LA SOUVERAINETÉ ET LE PROTECTORAT  
DE L'ESPAGNE, SIGNÉS AVEC DIFFÉRENTS CHEFS DU SAHARA OCCIDENTAL  
DANS LE TERRITOIRE D'IYIL — 12 JUILLET 1886

[Traduction]

## I

Dans le territoire nommé Iyil (Sahara occidental), cinq kilomètres vers le sud-ouest du puits Auig à 22° 28' de latitude nord, 9° 9' 15" de longitude ouest du méridien de Madrid, le 12 juillet 1886 (10 de Chaoual de l'année 1303 de l'hégire).

La Société espagnole de géographie commerciale et ses représentants MM. Julio Cervera y Baviera, capitaine du génie, Francisco Quiroga y Rodriguez, docteur ès sciences, professeur à l'Université de Madrid, et Felipe Rizzo y Ramirez, consul et professeur de langues, spécialiste en arabe : tous trois ayant formé la commission envoyée par la société afin d'explorer et étudier les particularités du Sahara occidental et étant autorisés formellement par le Gouvernement espagnol, déclarent :

Tous les territoires compris entre la côte des possessions espagnoles de l'Atlantique du cap Bojador au cap Blanc et la limite occidentale de l'Adrar appartiennent à l'Espagne à partir d'aujourd'hui.

Sont compris entre ces territoires : El Auig, la sebja de Iyil, le Tiris occidental, Ausert, Neggir, El Regg, Rsaibet el Aidhzem, Tenuca, Adrar Soutouf, Guerguer et tous les territoires occupés par les familles Ouled Bou Sba, les Mechdzouf, Ehel Sidi Mhammed, er Rgueibat, et les quatre branches des Ouled Dleim, c'est-à-dire Ouled Fligui, Ouled Tegued-di, les Aroussiyin, Tidrarin, Ouled Bericallah et d'autres moins importantes.

Lors de la prise de possession, le drapeau national a été hissé et le présent traité montré à plusieurs Arabes, représentants des tribus nommées auparavant. Parmi ces personnes se trouvent les chefs suivants :

Le cheik d'Ouled Bou Sba, Sidi Lafdzal, le chérif Sidi Bechir Ben es Sayyid Sbai, le chérif Adb el Ouedoud, le chérif Abdel el Aziz Ben Abd el Koddous, le chérif Mohammed Ben el Mujitir, Ould Efrut, le cheik d'er Regueibat, Ouled Sidi Mohammed, l'émir Ould Muhammed, ancien propriétaire des salines d'Iyil, et le cheik de la tribu de Sidi Mohamed ; El Hafazd, le cheik d'Ouled el Fligui, Ahmeyyen, cheik d'Ouled Udeica, Muhammed Abid-el-lah, le cheik d'Ouled Bou Amar, Sidi Baba, le cheik d'Ouled Tegueddi ; les quatre derniers sont les représentants des quatre branches des Ouled Dleim. Tous sont d'accord avec le présent traité et ont nommé leur représentant pour le signer, le Hadj Abd el Kader l'Aj-dar.

En foi de quoi nous signons avec M. le représentant arabe à Iyil le 12 juillet 1886.

Capitaine du génie JULIO CERVERA.

FRANCISCO QUIROGA.

FELIPE RIZZO.

(Signé en arabe par) ABD-EL-KADER-L'AJ-DAR.

## II

Dans le territoire de Iyil, frontière de l'Adrar et Tmar et au douzième jour du mois de juillet de 1886 (10 de Chaoual de l'an 1303 de l'hégire), la Société espagnole de géographie commerciale et en son nom don Julio Cervera y Baviera, capitaine du génie ; don Francisco Quiroga y Rodriguez, docteur ès sciences, professeur de l'Université de Madrid, et don Felipe Rizzo Ramirez, consul de première classe et professeur de langues et, en particulier, de l'arabe ; les trois en commission envoyée par ladite société pour mener à bout les voyages d'exploration et d'étude à l'intérieur du Sahara occidental et antérieurement autorisée par le Gouvernement espagnol, déclarent ce qui suit :

Ahmed Ben Mohammed Ould Aïda, cheik Adrar et Tmar, chef de la puissante tribu de Yahya Ould Azman, accompagné des principales personnalités de sa cour : le chérif Yeddou, des fils de Sidi Yahya ; Azman Ould Mohamed Ben Kaimich, Edreikh Ould Eynen Al Chinguiti, Sid Brahim Ould Megguid, Sid Ahmed Ould Edde et Sidi Abiggid Ben Fermin, reconnaît la souveraineté espagnole sur tout le territoire de l'Adrar et Tmar et se met avec sa tribu sous la protection du Gouvernement espagnol.

Les limites du territoire cité reconnues par les Arabes du Sahara occidental s'étendent depuis le Tudin au nord de Ouadane jusqu'à Aksar au sud de Oujeft ; et depuis Iyil et le puits Guimit, par l'ouest, jusqu'à Tixit, par l'est. En preuve de soumission et subordination, le cheik Ahmed Ben Mohamed Ould Aïda donne son cheval et son fusil au chef de la commission espagnole et sollicite du gouvernement l'usage d'un cachet spécial pour authentifier les documents et correspondances officiels qu'il adressera par la suite aux autorités espagnoles. Et pour que soit certaine la signature, avec nous comme représentant d'Ahmed Ben Mohamed Ould Aïda, qui ne sait pas signer, le chérif Yeddou, des fils de Sidi Yahya, a signé.

A Iyil, le 12 juillet de 1886 (10 de Chaoual 1303).

Le capitaine du génie JULIO CERVERA.

FRANCISCO QUIROGA.

FELIPE RIZZO.

YEDDU OULD SIDI YAHYA, Dieu le garde.

(Cachet : Société espagnole de géographie commerciale.)

(Extrait d'Olivart, marquis de, *Collección de los tratados, convenios y documentos internacionales. Regencia de Maria Cristina* (t. 1, 1885, 26 novembre 1890), volume IX de la collection complète, n° CLXXII bis - 412 bis, p. 501-502.)

Les droits reconnus à l'Espagne par ces accords ont été plus ou moins contestés par le Gouvernement français. La commission mixte nommée en 1886, avec pour objet de régler aussi bien les différends suscités au Rio Muha, approuve, réservant à la forme définitive un accord qui délimite les unes et les autres possessions au Sahara venant à suivre les lignes du parallèle 21° 20' nord de latitude et le méridien 10° longitude ouest de Paris. Ledit pacte n'a pas encore été ratifié par les deux Etats, c'est à lui que se réfère sans doute l'auteur anglais Hertslet en citant un règlement du 26 décembre 1886 avec les conditions mentionnées.

---

## Annexe VI

I. LETTRE DE L'ÉMIR DE L'ADRAR AHMED BEN SIDI AHMED  
À LÉON FABERT

Louanges à Dieu ! Que ses salutations soient sur notre Seigneur Mahomet, le meilleur du monde de Dieu !

Ahmed Ben Sidi Ahmed, roi actuel de l'Adrar (des Yahya Ben Osman), autorise le rédacteur de cette lettre à écrire à Sidi Fabert et au gouverneur qu'il accepte absolument l'alliance, la coutume et les conditions commerciales du traité et il déclare qu'il ne s'alliera jamais avec d'autres Européens que les Français. Les représentants du gouverneur viendront le voir sous peu dès qu'il sera délivré, s'il plaît à Dieu de ses occupations actuelles.

Salut.

Le rédacteur,

(Signé) MOHAMMED BEN AHMED BEN ALIONM.

L'interprète de la mission, rédacteur d'arabe au Gouvernement du Sénégal,

(Signé) M. BOU EL MOGDAD.

II. TRAITÉ ENTRE LA FRANCE ET L'ADRAR  
DU 20 OCTOBRE 1891

Louange à Dieu l'Unique !

Entre M. Henri de Lamothe, chevalier de la Légion d'honneur, gouverneur du Sénégal, représenté par Léon Fabert, officier d'académie, d'une part, et Souyed Ahmet Ould Aïda, cheik de l'Adrar, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

*Article 1.* — La France et l'Adrar s'engagent réciproquement à vivre sur le pied de la plus sincère amitié et à favoriser le plus possible le développement du commerce entre les deux pays.

*Article 2.* — La France déclare qu'elle n'interviendra jamais dans les affaires intérieures de l'Adrar. Elle fera de son mieux pour protéger l'Adrar contre ses ennemis du dehors.

*Article 3.* — Le roi de l'Adrar s'engage à ne faire de traité semblable avec aucune autre puissance étrangère et se contente de l'amicale protection que lui offre le Gouvernement français.

*Article 4.* — Pour encourager le Gouvernement de l'Adrar à envoyer des caravanes et à faire du commerce avec Saint-Louis le Gouvernement du Sénégal paiera chaque année au roi de l'Adrar une coutume de quatre cents pièces de guinée filature X.

*Article 5.* — Le présent traité est fait pour une durée de trente années à dater du jour de son approbation par le Gouvernement français.

(Signé) MOHAMMED FADH EL BEN MANSEINE CHÉRIF.

L'interprète,

(Signé) M. BOU EL MOGDAD.

Le présent traité m'a été apporté au camp d'Harish le 29 octobre 1891, à midi, par les deux témoins ci-dessus, lesquels ont déclaré qu'il avait été accepté à Atar par le roi de l'Adrar le 20 du mois courant.

La traduction par l'interprète Bou el Mogdad en a été faite immédiatement sous les yeux des soussignés.

Le chef de la Mission,

(Signé) LÉON FABERT,  
officier d'Académie.

L'écrivain des directions de l'intérieur du Sénégal, attaché à la mission,

(Signé) G. DESCOMET.

(Extrait des archives du ministère des affaires étrangères de France, *Dossier général 1900*, II, nouvelle série, *Afrique équatoriale*, 5, folios 136-137.)

---

## Annexe VII

AGREEMENT BETWEEN THE BRITISH AND MOORISH GOVERNMENTS, RESPECTING THE PURCHASE BY MOROCCO OF THE PROPERTY OF THE NORTH-WEST AFRICA COMPANY IN TERFAYA (CAPE JUBY). SIGNED 13 MARCH 1895

*[Translation]*

Agreement as concluded between the two persons who are going to sign at the end of this document, and they are – the Vizier, the honoured, the worthy Cid Hamad-ben-Moosa-ben-Hamad, and the gentleman the Minister, Mr. Satow ; and they have agreed to the six following clauses below, concerning the Government (Moorish) buying, from the English Company called the North-West African, the buildings, &c., in the place that is known by the name Terfaya, that is, in the country of the tribe of Tekna.

*Lands between Wad Draa and Cape Bojador belong to Morocco*

*1st Clause.* If this Government buy the buildings, &c., in the place above named from the above-named Company, no one will have any claim to the lands that are between Wad Draa and Cape Bojador, and which are called Terfaya above named, and all the lands behind it, because all this belongs to the territory of Morocco.

*Such Lands not to be given to any other Power*

*2nd Clause.* It is agreed that this Government shall give its word to the English Government that they will not give any part of the above-named lands to anyone whatsoever without the concurrence of the English Government.

*All Property of Company to be handed over to Morocco for 50,000 £*

*3rd Clause.* If this Government buy the buildings in the place above named from the Company above named, the whole of the property shall belong to them, namely, the buildings with their stones and wood, that are on the land or out at sea (i.e. the reef), and the whole of the property that is enclosed in the walls of the buildings, whether on the land or at sea, including cannons and any other property, and no one shall be able to lay claim of any kind whatsoever to the above properties or lands ; and the price this Government is to pay for all this to the above-named Company is put down at 50,000 £, half at the signing of this document, the other half when the Government receives over into their hands the above-named lands from the Company above mentioned.

*Places belonging to late Company to remain open to Trade, Customs Duties*

*4th Clause.* If the Moorish Government take over the place named from the Company named by buying it, it shall remain open for buying and selling, and



the Customs duties for exports and imports shall be the same as at other ports on the coast.

*Moorish Government not to be compelled to build Houses, &c., for Merchants*

*5th Clause.* If the Moorish Government take over the place named from the Company named by buying it, the Moorish Government shall not build from the money of the Treasury any houses for the merchants to live in, or stores for their merchandize, and shall not supply boats to land or ship cargo until such time as it may please the Sultan to do so.

*Right of Merchants to build Houses, &c., at their own expense*

*6th Clause.* If any merchants wish to bring merchandize to the place named, and take a letter from the Minister of their nation, this Government shall allot to them a piece of ground at a rental to build suitable stores or dwelling-houses, at the merchants' own expense, for 20 years, and at the end of 20 years, the said allotments, with the buildings thereon, shall become the property of the Moorish Government.

*Agreement of Sultan of Morocco to above Clauses*

*(After compliments.)*

I have shown the six clauses written above to the Sultan – God give him the victory – about the Agreement between us concerning these six clauses about the buying for the Government of our Lord the buildings of the place named above. The Emperor – God help him – agreed to them all, and allowed them all. Also he grants his consent to the buying of the buildings for his Government – God prosper them – from the Company named above for 50,000 £, half of it at once, and the other half when the Government receive over the place named, which shall be within six months, counting from the 1st Shawal next to the end of Rabia I next, and the Sultan – God bless his soul – has ordered me to write the above. And also the Government perhaps will get ready some people belonging to them to go to the place above named at once, before they receive it over, and when they send them they will let you know, so that you can give them a letter from you to the Englishmen there, so that they will receive them.

HAMAD-BEN-MOOSA-BEN-HAMAD.

16 Ramadan 1312 (13 March 1895).

*Agreement of British Envoy to above Clauses, Supplementary Clause*

To the worthy, honoured, and wise Vizier, Cid Hamad-ben-Moosa-ben-Hamad.

I agree to the six clauses written above, and I also agree to the Company above named selling the buildings at the place above named to the Government of the Sultan – may God bless him – for a sum of 50,000 £, the Government to pay half at once, the other half within six months, counting from the 1st Shawal next (28th March) to the end of Rabia I next (19th September), and the transfer of the place above named to the Moorish Government by the Company above named shall

take place whenever the Moorish Government pays down the remaining half, namely, 25,000 £, to the above-named Company.

In token whereof I hereto append my signature, this 13th day of March, 1895, being duly authorized thereto by Her Britannic Majesty's Government.

If the Moorish Government desire to send any officials to reside at Cape Juby there is no objection, but before doing so they must let me know, that I may write a letter to the Englishmen in charge there to receive them.

*(Signed) Ernest SATOW,  
Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary  
and Minister Plenipotentiary.*

(Extract from Hertslet (Sir E.), *The Map of Africa by Treaty*. A reprint of the third edition in three volumes, Frank & Co. Ltd., London, 1967, Vol. III, doc. No. 296, pp. 970-972.)

---

## Annexe VIII

## CONVENTION POUR LA DÉLIMITATION DES POSSESSIONS FRANÇAISES ET ESPAGNOLES DANS L'AFRIQUE OCCIDENTALE, SUR LA CÔTE DU SAHARA ET SUR LA CÔTE DU GOLFE DE GUINÉE, SIGNÉE À PARIS LE 27 JUIN 1900

*(Extraits.)*

Le président de la République française et S. M. le roi d'Espagne et, en son nom, S. M. la reine régente du Royaume, désireux de resserrer les liens d'amitié et de bon voisinage qui existent entre les deux pays, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention spéciale pour la délimitation des possessions françaises et espagnoles dans l'Afrique occidentale, sur la côte du Sahara et sur la côte du golfe de Guinée, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le président de la République française,

S. Exc. M. Th. Delcassé, député, ministre des affaires étrangères de la République française, chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III,

Et S. M. le roi d'Espagne et, en son nom, S. M. la reine régente,

S. Exc. M. Fernando de León y Castillo, décoré de l'ordre royal et distingué de Charles III, grand-croix de l'ordre national de la Légion d'honneur, membre de l'Académie des sciences morales et politiques de Madrid, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le président de la République française.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

*Article premier.* — Sur la côte du Sahara, la limite entre les possessions françaises et espagnoles suivra une ligne qui, partant du point indiqué par la carte de détail A juxtaposée à la carte formant l'annexe 2 à la présente convention, sur la côte occidentale de la péninsule du cap Blanc, entre l'extrémité de ce cap et la baie de l'Ouest, gagnera le milieu de ladite péninsule, puis, en divisant celle-ci par moitié autant que le permettra le terrain, remontera au nord jusqu'au point de rencontre avec le parallèle  $21^{\circ} 20'$  de latitude nord. La frontière se continuera à l'est sur le  $21^{\circ} 20'$  de latitude nord jusqu'à l'intersection de ce parallèle avec le méridien  $15^{\circ} 20'$  ouest de Paris ( $13^{\circ}$  ouest de Greenwich). De ce point, la ligne de démarcation s'élèvera dans la direction du nord-ouest en décrivant, entre les méridiens  $15^{\circ} 20'$  et  $16^{\circ} 20'$  ouest de Paris ( $13^{\circ}$  et  $14^{\circ}$  ouest de Greenwich), une courbe qui sera tracée de façon à laisser à la France, avec leurs dépendances, les salines de la région d'Idjil, de la rive extérieure desquelles la frontière se tiendra à une distance d'au moins vingt kilomètres. Du point de rencontre de ladite courbe avec le méridien  $15^{\circ} 20'$  ouest de Paris ( $13^{\circ}$  ouest de Greenwich), la frontière gagnera aussi directement que possible l'intersection du tropique du Cancer avec le méridien  $14^{\circ} 20'$  ouest de Paris ( $12^{\circ}$  ouest de Greenwich) et se prolongera sur ce dernier méridien dans la direction du nord.

Il est entendu que, dans la région du cap Blanc, la délimitation qui devra y être

effectuée par la commission spéciale visée à l'article 8 de la présente convention s'opérera de façon que la partie occidentale de la péninsule, y compris la baie de l'Ouest, soit attribuée à l'Espagne, et que le cap Blanc proprement dit et la partie orientale de la même péninsule demeurent à la France.

*Article 2.* — Dans le chenal situé entre la pointe du cap Blanc et le banc de la Bayadère, ainsi que dans les eaux de la baie du Lévrier, limitée par une ligne reliant l'extrémité du cap Blanc à la pointe dite « de la Coquille » (carte de détail A juxtaposée à la carte formant l'annexe 2 de la présente convention), les sujets espagnols continueront comme par le passé à exercer l'industrie de la pêche concurremment avec les ressortissants français. Sur le rivage de ladite baie, les pêcheurs espagnols pourront se livrer à toutes les opérations accessoires de la même industrie telles que séchage des filets, réparation des engins, préparation du poisson. Dans les mêmes limites, ils pourront élever des constructions légères et établir des campements provisoires, ces constructions et campements devront être enlevés par les pêcheurs espagnols toutes les fois qu'ils reprendront la haute mer, le tout à la condition expresse de ne porter atteinte, en aucun cas ni en aucun temps, aux propriétés publiques ou privées.

*Article 3.* — Le sel extrait des salines de la région de l'Idjil et acheminé directement par terre sur les possessions espagnoles de la côte du Sahara ne sera soumis à aucun droit d'exportation...

*Article 6.* — Les droits et avantages qui découlent des articles 2, 3 et 5 de la présente convention, étant stipulés à raison du caractère commun ou limitrophe, des baies, embouchures, rivières et territoires susmentionnés, seront exclusivement réservés aux ressortissants des deux Hautes Parties contractantes et ne pourront en aucune façon être transmis ou concédés aux ressortissants d'autres nations.

*Article 7.* — Dans le cas où le Gouvernement espagnol voudrait céder, à quelque titre que ce fût, en tout ou en partie, les possessions qui lui sont reconnues par les articles 1 et 4 de la présente convention, ainsi que les îles Elobey et l'île Corisco voisines du littoral du Congo français, le Gouvernement français jouira d'un droit de préférence dans les conditions semblables à celles qui seraient proposées audit gouvernement espagnol.

*Article 8.* — Les frontières déterminées par la présente convention sont inscrites sous les réserves formulées dans l'annexe n° 1 à la présente convention, sur les cartes ci-jointes (annexes nos 2 et 3).

Les deux gouvernements s'engagent à désigner, dans le délai de quatre mois à compter de la date de l'échange des ratifications, des commissaires qui seront chargés de tracer sur les lieux les lignes de démarcations entre les possessions françaises et espagnoles, en conformité et suivant l'esprit des dispositions de la présente convention.

Il est entendu entre les deux puissances contractantes qu'aucun changement ultérieur dans la position du thalweg des rivières Mouni et Outemboni n'affectera les droits de propriété sur les îles qui auront été attribuées à chacune des deux puissances par le procès-verbal des commissaires dûment approuvé par les deux gouvernements.

*Article 9.* — Les deux puissances contractantes s'engagent réciproquement à traiter avec bienveillance les chefs qui, ayant eu des traités avec l'une d'elles, se trouveront en vertu de la présente convention passer sous la souveraineté de l'autre.

*Article 10.* — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois et plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Paris en double exemplaire, le 27 juin 1900.

*(Signé)* DELCASSÉ.

*(Signé)* F. DE LEÓN Y CASTILLO.

---

## Annexe IX

PROJET DE CONVENTION FRANCO-ESPAGNOLE  
RELATIVE AU MAROC

(Extraits.)

8 novembre 1902.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne, heureux de constater les relations amicales qui existent entre la France et l'Espagne et voulant les fortifier encore dans l'avenir pour le bien commun des deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1.* — La France, par la communauté des frontières, l'Espagne par la possession des présides, ont un intérêt prééminent au maintien de l'indépendance territoriale, politique, économique, administrative, militaire et financière du Maroc.

Elles ne concluront donc, avec une puissance quelconque, aucune convention d'aucune sorte ni ne s'associeront, soit directement, soit indirectement, à aucun acte qui devrait avoir pour effet, soit d'y favoriser l'établissement d'une influence étrangère, soit d'y nuire à l'action légitime et aux intérêts de l'une d'elles.

*Article 2.* — Si par la faiblesse du Gouvernement marocain, par son impuissance à assurer l'ordre et la sécurité ou pour toute autre cause, le maintien du *statu quo* devenait impossible, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne déterminent comme il suit les limites à l'intérieur desquelles chacun d'eux aurait le droit exclusif de rétablir la tranquillité, de protéger la vie et les biens des personnes et de garantir la liberté des transactions commerciales.

*Article 3.* — D'une part, la ligne de démarcation entre les sphères d'influence française et espagnole partira de l'intersection du méridien 14° 20' ouest de Paris (12° ouest de Greenwich), visé par la convention du 27 juin 1900, avec le 26° de latitude nord, qu'elle suivra vers l'est jusqu'à sa rencontre avec la route tracée en pointillé sur la carte formant l'annexe n° 1 à la présente convention, et y reliant Bir el Abbas à Mader Im Ougadir en passant par Tindouf. De ce point de rencontre, elle remontera dans la direction du nord-ouest et jusqu'à son intersection avec l'oued Merkala ladite route, dont l'usage sera commun dans cette section aux ressortissants français et espagnols, le sol de la route ainsi que celui de Tindouf et de sa banlieue restant toutefois dans la sphère d'influence française. A partir de ce point d'intersection, la ligne de démarcation remontera le thalweg de l'oued jusqu'à sa source pour gagner de là, directement par le parallèle passant par ladite source, le 10° de longitude ouest de Paris (7° 40' ouest de Greenwich) qu'elle suivra vers le nord jusqu'à la rencontre de l'oued Draa. Elle remontera ensuite par leur thalweg l'oued Draa, puis l'oued Idermi, puis l'oued Iriri jusqu'à sa source. De ce point, elle rejoindra aussi directement que possible le sommet appelé djebel Siroua et de ce sommet gagnera la source de l'oued Sous, la plus rapprochée, et descendra le thalweg de cette rivière jusqu'à l'océan Atlantique. Il est entendu que, pour le commerce des caravanes du Sous, le Gouvernement espagnol pourra établir des entrepôts à Tindouf, où lesdites caravanes auront également droit à l'usage des fruits...

*Article 9.* – Aucune des deux Hautes Parties contractantes ne pourra, sans le consentement de l'autre, aliéner tout ou partie des territoires placés dans la sphère d'influence.

*Article 10.* – Les lignes de démarcation déterminées par l'article 3 sont tracées sur les cartes ci-jointes (annexes n<sup>os</sup> 1 et 2). Au cas où il y aurait lieu d'en faire l'application sur le terrain, il est convenu qu'il sera tenu compte dans la mesure du possible de la position des tribus limitrophes.

*Article 11.* – La présente convention, étant destinée à rester secrète, ne pourra être divulguée, communiquée ou publiée en tout ou en partie sans un accord préalable entre les deux Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les soussignés,  
dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont dressé la présente convention qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à            en double exemplaire, le

(Extrait de *Documents diplomatiques français*, 2<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> II, p. 583-586.)

---

## Annexe X

I. ESPAGNE ET FRANCE. DÉCLARATION SIGNÉE À PARIS  
LE 3 OCTOBRE 1904

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne s'étant mis d'accord pour fixer l'étendue des droits et la garantie des intérêts qui résultent pour la France de ses possessions sur la côte du Maroc, et le Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne ayant, en conséquence, donné son adhésion à la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Egypte, dont communication lui avait été faite par le Gouvernement de la République française, déclarent qu'ils demeurent fermement attachés à l'intégrité de l'Empire marocain sous la souveraineté du Sultan.

En foi de quoi les soussignés, S. Exc. le ministre des affaires étrangères et S. Exc. l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le roi d'Espagne près le président de la République française, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 3 octobre 1904.

(L.S.) (Signé) DELCASSÉ.

(L.S.) (Signé) F. DE LEÓN Y CASTILLO.

II. ESPAGNE ET FRANCE. ACCORD SECRET RELATIF AU MAROC,  
SIGNÉ À PARIS LE 3 OCTOBRE 1904

Le président de la République française et S. M. le roi d'Espagne, voulant fixer l'étendue des droits et la garantie des intérêts qui résultent pour la France de ses possessions algériennes, et pour l'Espagne de ses possessions sur la côte du Maroc, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le président de la République française, S. Exc. M. Théophile Delcassé, député, ministre des affaires étrangères de la République française, etc. ;

Et S. M. le roi d'Espagne, S. Exc. M. León y Castillo, marquis del Muni, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le président de la République française, etc. ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

I. — L'Espagne adhère, aux termes de la présente convention, à la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Egypte.

II. — La région située à l'ouest et au nord de la ligne ci-après déterminée constitue la sphère d'influence qui résulte pour l'Espagne de ses possessions sur la côte marocaine de la Méditerranée...

III. — Dans le cas où l'état politique du Maroc et le Gouvernement chérifien ne pourraient plus subsister, ou si, par la faiblesse de ce gouvernement et par son impuissance persistante à amener la sécurité et l'ordre public, ou pour toute autre



cause à constater d'un commun accord, le maintien du *statu quo* devenait impossible, l'Espagne pourrait exercer librement son action dans la région délimitée à l'article précédent et qui constitue dès à présent sa sphère d'influence.

IV. — Le Gouvernement marocain ayant, par l'article 8 du traité du 26 avril 1860, concédé à l'Espagne un établissement à Santa Cruz de Mar Pequeña (Ifni), il est entendu que le territoire de cet établissement ne dépassera pas le cours de l'oued Tazeroualt, depuis sa source jusqu'à son confluent avec l'oued Mesa, et le cours de l'oued Mesa, depuis ce confluent jusqu'à la mer, selon la carte n° 2 annexée à la présente convention.

V. — Pour compléter la délimitation indiquée par l'article premier de la convention du 27 juin 1900, il est entendu que la démarcation entre les sphères d'influence française et espagnole partira de l'intersection du méridien 14° 20' ouest de Paris avec le 26° de latitude nord qu'elle suivra vers l'est jusqu'à sa rencontre avec le méridien 11° ouest de Paris. Elle remontera ce méridien jusqu'à sa rencontre avec l'oued Draa, puis le thalweg de l'oued Draa jusqu'à sa rencontre avec le méridien 10° ouest de Paris, enfin le méridien 10° ouest de Paris jusqu'à la ligne de faite entre les bassins de l'oued Draa et de l'oued Sous, et suivra, dans la direction de l'ouest, la ligne de faite entre les bassins de l'oued Draa et de l'oued Sous, puis entre les bassins côtiers de l'oued Mesa et de l'oued Noun, jusqu'au point le plus rapproché de la source de l'oued Tazeroualt. Cette délimitation est conforme à la délimitation tracée sur la carte n° 2 déjà citée et annexée à la présente convention.

VI. — Les articles 4 et 5 seront applicables en même temps que l'article 2 de la présente convention. Toutefois le Gouvernement de la République française admet que l'Espagne s'établisse à tout moment dans la partie définie à l'article 4, à la condition de s'être préalablement entendue avec le Sultan. De même, le Gouvernement de la République française reconnaît dès maintenant au Gouvernement espagnol pleine liberté d'action sur la région comprise entre le degré 26 et 27° 40' de latitude nord et le méridien 11° ouest de Paris, qui sont en dehors du territoire marocain.

VII. — L'Espagne s'engage à n'aliéner ni à céder sous aucune forme, même à titre temporaire, tout ou partie des territoires désignés aux articles 2, 4 et 5 de la présente convention.

VIII. — Si, dans l'application des articles 2, 4 et 5 de la présente convention, une action militaire s'imposait à l'une des deux parties contractantes, elle en avvertirait aussitôt l'autre partie. En aucun cas, il ne sera fait appel au concours d'une puissance étrangère.

IX. — La ville de Tanger gardera le caractère spécial que lui donnent la présence du corps diplomatique et ses institutions municipales et sanitaires.

X. — Tant que durera l'état politique actuel, les entreprises de travaux publics, chemins de fer, routes, canaux, partant d'un point du Maroc pour aboutir dans la région visée à l'article 2 et *vice versa*, seront exécutées par des sociétés que pourront constituer des Français et des Espagnols. De même, il sera loisible aux Français et aux Espagnols au Maroc de s'associer pour l'exploitation des mines, carrières, et généralement d'entreprises d'ordre économique.

XI. — Les écoles et les établissements espagnols actuellement existants au Maroc seront respectés. La circulation de la monnaie espagnole ne sera ni empêchée ni entravée. Les Espagnols continueront de jouir au Maroc des droits que leur assurent les traités, conventions et usages en vigueur, y compris le droit de navigation et de pêche dans les eaux et ports marocains.

XII. — Les Français jouiront dans les régions désignées aux articles 2, 4 et 5 de

la présente convention des mêmes droits qui sont, par l'article précédent, reconnus aux Espagnols dans le reste du Maroc.

XIII. — Dans le cas où le Gouvernement marocain en interdirait la vente sur son territoire, les deux puissances contractantes s'engagent à prendre dans leurs possessions d'Afrique les mesures nécessaires pour empêcher que les armes et les munitions soient introduites en contrebande au Maroc.

XIV. — Il est entendu que la zone visée au paragraphe 1 de l'article 7 de la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904, relative au Maroc et à l'Egypte, commence sur la côte à trente kilomètres au sud-est de Melilla.

XV. — Dans le cas où la dénonciation prévue par le paragraphe 3 de l'article 4 de la déclaration franco-anglaise relative au Maroc et à l'Egypte aurait eu lieu, les Gouvernements français et espagnol se concerteront pour l'établissement d'un régime économique qui réponde particulièrement à leurs intérêts réciproques.

XVI. — La présente convention sera publiée lorsque les deux gouvernements jugeront, d'un commun accord, qu'elle peut l'être sans inconvénients. En tout cas, elle pourra être publiée par l'un des deux gouvernements à l'expiration de la première période de son application, période qui est définie au paragraphe 3 de l'article 2.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 3 octobre 1904.

(Signé) DELCASSÉ.

(Signé) LEÓN Y CASTILLO.

---

## Annexe XI

NOTE SUR LES COUTUMES DES POPULATIONS SAHARIENNES EN  
MATIÈRE D'ARRANGEMENTS CONTRACTUELS ET LES DROITS  
RESPECTIFS DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE SUR L'ADRAR OCCI-  
DENTAL (MINISTRE DES COLONIES)

Chez les nomades musulmans, plus particulièrement parmi les Maures de l'Agan, du Tagant, du Hodh, de l'Adrar occidental, la législation faite d'usages, de coutumes, de traditions, s'applique aux collectivités. Il n'y a pas de pouvoir central établi, mais des groupements plus ou moins importants errant au gré des saisons et des circonstances. C'est ainsi que telle tribu aujourd'hui dans l'Adrar se fixera demain dans le Hodh ou dans le Tagant sans perdre le bénéfice des droits qu'elle a acquis dans la première de ces contrées. Si, en effet, l'immensité désertique est *res nullius*, il existe une sorte de régime foncier unanimement reconnu et respecté. Chaque tribu a ses terrains de parcours, ses lieux de campements, ses puits. L'accès des mares et des cours d'eau, des carrières de sel ou autres produits naturels du sol ne peut lui être valablement contesté : ce sont des ressources considérées comme étant d'essence divine et au profit desquelles doit être admise sur place l'universalité des musulmans. De loin ou de près, la tribu a la jouissance de ses biens. Les droits sont héréditaires ; ils peuvent se transmettre par voie de conquête ou de cession amiable. Ils sont souverains.

Les tribus constituent de petites puissances, jalouses de leur indépendance et de leurs prérogatives. A la tête de chacune d'elles est placé un cheik, guerrier ou religieux, sorte de seigneur féodal, qui assisté de la djemaa (assemblée de notables) défend les intérêts de la collectivité qu'il représente, prend des engagements, dirige le combat ou la prière, règle par les armes ou au moyen de contrats les différends qui peuvent surgir avec les autres tribus. C'est une sorte de baron du moyen âge, souvent coupeur de routes, tenant de ses ancêtres, du prestige de ses armes, de sa science théologique ou de sa piété, les prérogatives qu'il exerce avec l'assentiment et sous le contrôle de la djemaa.

Voilà pour les nomades. A côté d'eux vivent des sédentaires habitant de petites villes comme Araouan, Oualata, Chinguiti, In Salah, Tindouf, ou du ksar comme Ouadan, Attar, Mabrouk, Boudjebiha, Mimoun. Et ceux-là aussi ont des coutumes, des traditions, dont il faut tenir compte. Ils représentent la partie laborieuse de la population, sont généralement commerçants, industriels, leur naturel est paisible : tandis que les nomades sont les maîtres, les défenseurs vigilants du pays, ils en sont les gérants intéressés. De cette situation naissent entre nomades et sédentaires des engagements réciproques, interviennent des contrats.

Souvent, dans certaines contrées ou dans certains centres, une tribu domine par le nombre de ses guerriers, le succès de ses armes, le prestige religieux de son chef ou de ses notables. Les autres, plus faibles, lui paient tribut jusqu'à l'heure où, devenues elles-mêmes plus fortes, elles s'affranchissent des obligations qui lui ont été imposées.

En aucun cas, le chef prépondérant dans le pays ne peut engager les collectivités dans une guerre ou aliéner leur indépendance. Chacune d'elles représente une puissance respectueuse des traités que son cheik, délégué de la djemaa, conclut en son nom.

Pour qu'un acte de puissance publique ait une valeur incontestée, il est

essentiel qu'il soit établi par le principal cheik du pays et approuvé par chacun des chefs des tribus intéressées, autorisés à cette fin par leur djemaa respective.

Un traité passé avec l'un d'eux, quel que soit le rang qu'il occupe, n'engage que sa tribu et, par voie de conséquence, ne porte que sur les territoires où sa collectivité est établie. C'est, au surplus, ainsi qu'on opère lorsqu'en pays musulman on organise le *djehad* (guerre sainte), qu'on engage des dépenses de guerre ou qu'on partage le butin.

Ces règles générales, rapidement esquissées, forment en quelque sorte, le code des nomades et des sédentaires directement placés sous leur dépendance.

Dans l'Adrar occidental notamment, elles sont scrupuleusement observées. Il ne faut pas oublier, en effet, que cette région est, par sa situation géographique, la fertilité de son sol, la densité de sa population, l'importance des transactions commerciales qui s'y opèrent, la valeur de la sebkhia d'Idjil, le rendez-vous accoutumé des indigènes qui nomadisent entre le Maroc, Tombouctou et le Sénégal. Les tribus du Tagant, du Hodh, de l'Agan y sont représentées par des fractions ou des commerçants : toutes y exercent des droits séculaires et aucune ne peut disposer de tout ou partie de ces droits sans le consentement préalable de leurs chioukh ou des notables qui les représentent. Il convient de citer notamment : les Oulad Ahel en Atsman, les Chorfa Douali, Laglal, Kounta, Taleb-Moktar, Oulad Bou Sba, les Medjdhouf, les Semalil, les Oulad el Habab, les Ahel Gora, les Oulad Boulaïa, les Oulad Delim.

Il y a quelques années, le cheik Ahmed Ben Sid Ahmed Ould Aïda, chef des Ahel Ben Atsman, était considéré comme le principal guerrier du pays, les chioukh Ma el Aïnin et Saad Bou du Taleb-Moktar en avaient la suprématie spirituelle.

Actuellement les Kounta sont prépondérants et leur chef garantit la sécurité des transactions commerciales aux fractions alliées sans, pour cela, avoir la direction effective des affaires. Quant à Ma el Aïnin et Saad Bou, ils ont conservé intact tout leur prestige religieux.

Aucune équivoque ne peut donc plus exister en ce qui concerne la validité des traités que l'Espagne ou la France ont pu conclure avec ces personnages. Si ces traités sont établis par eux et ratifiés par l'unanimité des chioukh des tribus précitées, leur valeur est incontestable. Dans le cas contraire, ils ne sauraient être valablement invoqués ; les Maures n'y attachent aucun prix : ce sont pour eux des « papiers de complaisance », de simples marques de déférence d'un chef local à l'égard d'une puissance européenne.

A défaut de l'occupation effective du pays, la question doit donc être placée sur un autre terrain et envisagée au double point de vue de l'influence directe que la France et l'Espagne exercent sur les tribus ou des intérêts commerciaux qu'elles ont engagés dans l'Adrar.

Dans le premier cas, la France a placé, pour ainsi dire, sous son administration directe, les principales tribus représentées par des fractions dans l'Adrar. Les Oulad Ahel Ben Atsman envoient périodiquement à Saint-Louis leurs chefs faire acte de déférence au gouverneur général de l'Afrique occidentale française. Ils ont reçu « le cachet », c'est-à-dire l'investiture de notre gouvernement et s'en servent à l'occasion, à l'exemple des chefs noirs placés sous notre protectorat. Les Chorfa Douali, Laglal, Taleb-Moktar, dont des chioukh principaux sont dans le Hodh et le Tagant, nous ont donné à plusieurs reprises, des témoignages de soumission absolue et sous forme de droits de péage, acquittent leurs impôts et reconnaissent notre suprématie. Les Medjdhouf, maîtres du Hodh, ont fait leur soumission en 1899, viennent payer une forte contribution de guerre et conti-

nuent à se soumettre aux redevances que nous leur demandons. Quant aux Kounta et aux tribus secondaires qui en dépendent, nous devons les considérer et ils se considèrent comme nos sujets, aussi bien par leur origine que par les relations étroites que nous entretenons avec leurs chioukh fixés dans la région de Tombouctou, dans le Touat, dans le Hodh, dans le Tagant, c'est-à-dire dans des contrées aujourd'hui placées sous notre domination.

Les indigènes de l'Adrar constituent une fraction peu importante et suivent naturellement la ligne de conduite de leurs chefs temporels et spirituels.

Au point de vue commercial, il suffit de rappeler que les habitants de l'Adrar s'approvisionnent chez nos sujets du Sénégal et du Soudan avec lesquels ils ont de constantes relations d'intérêt.

Nous ne pouvons rien préciser en ce qui concerne l'influence exercée par l'Espagne dont le nom même est inconnu parmi la plupart des Maures qui nous occupent.

On ne saurait donc tenir compte de traités ayant un caractère individuel et non suivis d'exécution, pas plus qu'il n'y a lieu d'examiner de prétendus droits non justifiés. A notre avis, une délimitation en longitude du Rio de Oro ne peut être qu'une œuvre de bonne entente entre les Gouvernements français et espagnol. Mais à aucun prix nous ne pourrions abandonner la sebkha d'Idjil et Chinguiti. Ce serait compromettre gravement le commerce du Sénégal et du Soudan, arrêter notre extension vers le nord, élever un obstacle insurmontable à la jonction de nos possessions de l'Afrique septentrionale avec notre colonie au Sénégal, nous priver de nos futurs postes d'avant-garde au sud de l'Empire marocain et porter la plus grave atteinte aux intérêts primordiaux des Maures, nos protégés ou nos sujets.

(Extrait des archives du ministère des affaires étrangères de France, *Dossier général 1900*, II, nouvelle série, *Afrique équatoriale*, 5, folio 138.)

---

# INDEX DE NOMS DE LIEUX, DE PERSONNES ET DE GROUPEMENTS

- Abd el Kader l'Aj-dar = Abdel Kader Lakhdar  
Marocain du Rif, interprète de la mission Cervera.
- Adrar = Adrar Tmar = Adrar Tamar  
1. Massif montagneux du Sahara occidental.  
2. Emirats s'étendant sur l'Adrar Tmar et régions voisines.
- Adrar Nwejjel  
Ancien nom de la kedia d'Idjil.
- Adrar Setef  
V. *Adrar Suttuf*.
- Adrar Soutouf  
V. *Adrar Suttuf*.
- Adrar Suttuf  
Relief du sud-ouest du Tiris.  
V. *Adrar Tmar*.
- Agadir Doum  
Île et baie au large du littoral mauritanien.
- Agan  
Zone nord-est d'El Guebla.
- Agüera  
Poste espagnol à l'extrémité de la presqu'île du cap Blanc.
- Aguerguer  
Région sublittorale du Río de Oro.
- Ahel Barikalla = Beric Al-lah  
Tribu nomadisant en Mauritanie et au Río de Oro.
- Ahel el Haj el Mokhtar  
Tribu de l'Adrar Tmar.
- Ahel Inchiri  
Populations de l'Inchiri.
- Ahel Mohammed Salem  
Tribu maraboutique nomadisant en Mauritanie et territoires sous administration espagnole.
- Ahel Sidi Mahmoud  
Tribu importante du sud-est de la Mauritanie.
- Ahel Sidi Yahya ?
- Ahmed Ben Ali  
Notable des Izirguin.
- Ahmed Ben Mohammed Ould Aïdda  
= Ahmed Ould Mhammed Ould Ahmed Ould Aïda = Ould el Aïda = Ould Aïdda  
Emir.
- Ahmed Ben Sidi Ahmed = Ahmed Ould Sid Ahmed.
- Ahmed Ben Sidi Ahmed Ould Aïda = Soueyed Ahmet Ould Aïda.
- Ahmed el Aluji (El Allouchi).
- Ahmed Ould Soueïd Ahmed Ould Aïda = Soueïd Almet Ould Aïda.
- Ahmed Uled Mohamed el Aluji (Al Allouchi)  
Les Ahel Allouchi sont une famille Oulad Bou Sba, fraction Dmeissat.
- Ahmeyyen = Hmoyene (cheik des Oulad Dleim)
- Aïn Bentili  
Poste administratif mauritanien à la frontière de la Saguia.
- Aïn Salah  
Oasis du Sahara algérien.
- Ait Moussa Ou Ali  
Tribu de la confédération Tekna dont le centre est Goulimine, Maroc méridional.
- Akchar  
Zone sableuse (voir carte n° 3, IV, p. 380-381).
- A-Ksar  
V. *Akchar*.
- Amessaga  
Plaine rocheuse entre Adrar Tmar et Akchar.
- Amgarij  
Tribu vassale de l'Adrar.
- Angra de Cintra  
Baie.
- Araouane  
Ksar situé dans l'Azaouad, Mali.
- Arguin  
V. *Agadir Doum*.
- Armankour  
Marabouts d'Armankour.  
V. *Idaou el Hajj*.

- Arusiyyin : Aroussiyyin  
Importante tribu du Sahara occidental.
- Aryila = Azila  
Port du Maroc septentrional.
- Atar  
Ville principale de l'Adrar Tmar.
- Auig  
Puits du Tiris.
- Ausert  
Puits dans le Tiris.
- Awessred  
*V. Ausert.*
- Ayoun el Medelchi  
Chef-lieu des territoires administrés par l'Espagne.
- Azefal  
Zone sableuse (voir carte n° 3).
- Azmen Ueld Mohamed Ben Kaimisch  
= Othman Ould Mohamed Ould Nghaïmich  
Poète-chanteur de l'entourage de l'émir.
- Azouad  
Région du Sahara occidental dans le nord du Mali.
- Azougi  
Ancienne capitale almoravide dont les ruines subsistent aux environs d'Atar.
- Azraquin  
*V. Izirguin.*
- Bahia del Oeste  
*V. Baie de l'Ouest.*
- Baie de l'Ouest = Dakhlet Nouadhibou.
- Bakar Ould Soueïd Ahmed  
Emir du Tagant.
- Bakel  
Ville sur le fleuve Sénégal.
- Bejdour  
*V. cap Bojador.*
- Ben Fermin ?
- Beric Al-lah : Barikalla = Ahl Barikalla.
- Bilad Chinguiti = pays chinguittien = ensemble mauritanien
- Bir el Abbas  
Puits du Sahara occidental.
- Blanc  
*V. cap Blanc.*
- Blanco  
*V. cap Blanc.*
- Bojador  
*V. cap Bojador.*
- Boudjebiha  
Oasis du nord du Mali.
- Brakna  
Tribu qui a formé l'émirat de ce nom dans le sud de la Mauritanie.
- Cabo Blanco  
*V. cap Blanc.*
- Canaries  
Iles.
- Cap Blanc.
- Cap Bojador.
- Cap Juby = Tarfaya
- Chebaïka.  
Oued du nord de la Saguia el Hamra.
- Chebika = Xibija  
*V. Chebaïka.*
- Cheik Mohammed el-Mami  
Savant et mystique des Ahel Barikalla (XIX<sup>e</sup> siècle).
- Cheik Ma el Aïnin = Cheik Malaïnine  
Ould Cheik Mohamed Fadhel  
Célèbre savant, mystique et homme politique chinguittien (1833-1910).
- Chérif Abd-el-aziz Ben Abd-el-Kod-dus ?
- Chérif Abd el Aziz, Ouled el Mami = Abdel Aziz Ould el Mami de la tribu Oulad Bou Sba fraction Dmeissat.
- Chérif Abd-el-Uedud = Abdel Ouedoud Ould Seyyid des Oulad Bou Sba.
- Chérif Mohamed Ben el Meyitiri ?
- Chérif Sidi Mohamed el Emir ueld Muhammed ?
- Chérif Yeddu = Jiddou ?
- Chinguiti  
1. Cité oasis de l'Adrar Tmar.  
2. Ensemble chinguittien = ensemble mauritanien.
- Chorfa  
Descendants du Prophète.
- Cintra  
Baie.
- Dakhla = Villa Cisneros  
Chef-lieu du territoire espagnol de Río de Oro.

- Dakhlet Nouadhibou  
Presqu'île du cap Blanc.
- Dumus  
Puits du Tiris.
- Dra = Draa  
Oued (cours d'eau) saharien, constituée, sur une partie de son cours, la frontière algéro-marocaine.
- Ehel Sidi Mhammed, fraction Kounta el Metghembrine  
Vivent dans l'Adrar et étaient propriétaires de la sebkhia d'Idjil.
- Eig  
Puits et relief du Tiris.
- El Aaïen = El Aciun  
V. *Ayoun el Medelchi*.
- El Argoub  
Lieu de pêche du littoral de Río de Oro.
- El Gada = Hamada d'El Gada  
Plateau en bordure nord de l'oued Saguia.
- El Hafazd Cheik des Ouled Fliggui.
- Embarek Ben Mhamed = Mbark ben Mhammed  
Chef Tekna.
- Erguibats = Rgueibat  
Importante confédération de tribus du nord chinguittien.
- Es-Ragg = er Ragg  
V. *Rag Lemhoun*
- Es-schijuld-Eynen = Cheikh Ould Aynina Al-Chinguiti.
- Galam  
Région du Mali le long du fleuve Sénégal.
- Galgo, bahia = baie du Lévrier.
- Gdala  
Tribu qui a fait partie du mouvement almoravide. Ses représentants aujourd'hui se trouvent dans plusieurs régions de l'ensemble mauritanien.
- Ghalamâne  
Pénéplaine cristalline au nord de la Mauritanie.
- Guebla = El Guebla  
Région sud-ouest de la Mauritanie, pays des Trarza et des Brakna.
- Guelta du Zemmour  
Mare de rochers.
- Guerguer  
V. *Aguerguer*.
- Guimit ?
- Habchi  
Lieu dit proche de la rive nord de l'oued Saguia.
- Hamada d'El-Gada  
V. *El Gada*.
- Hamada de Tindouf  
Plateau.
- Hasi Bou Hafra  
Lieu dit territoire des Oulad Delim.
- Hilaliens  
Tribus arabes arrivées en Afrique du Nord au XI<sup>e</sup> siècle.
- Hodh  
Région de plaine du sud-est de la Mauritanie.
- Ideichilli  
Tribu de l'Adrar.
- Ideyboussat  
Tribu du Tagant et de l'Adrar.
- Ideyghoub  
Tribu d'El Guebla et de l'Inchiri.
- Idjil  
1. Sebkhia (saline) du nord de l'Adrar.  
2. Kedia = massif de montagnes où se trouvent les mines de fer exploitées par Miferma.
- Idaou Ali = Idaw Ali  
Tribu dont le centre principal est Chinguiti en Adrar.
- Idaou el Hajj  
Tribu représentée en Adrar à Ouadane et dans El Guebla (sous le nom de marabouts d'Armankour).
- Idouich  
Tribu propre des émirs du Tagant.
- I'Dowiche  
V. *Idouich*
- Ifni  
Territoire du sud-ouest du Maroc.
- Iguidi  
Zone sableuse du nord-est de la Mauritanie.
- Imeragen = Imraguen  
Groupes de pêcheurs du littoral



- atlantique en Mauritanie et Sahara administré par l'Espagne.
- Imircli = Imricli  
Pénéplaine au sud de l'oued Saguia.
- Inchiri  
Pénéplaine de l'ouest de la Mauritanie.
- Itsidrarin = Oulad Tidrarin.
- Iyil  
V. *Idjil*.
- Izirguin = Zerguin = Zerguiyine  
Tribu de la confédération Tekna vivant principalement dans le territoire administré par l'Espagne.
- Juby  
V. *Tarfaya*.
- Karakoro  
Affluent du Sénégal.
- Khatt Semersrou  
Région du territoire administré par l'Espagne.
- Khatt  
Région séparant Adrar et Tagant.
- Kounta  
Tribu répandue dans différentes régions de la Mauritanie et au Mali.
- Kounta Choummad  
Groupe des Kounta vivant en Adrar et fournissant les chefs des Ehel Sidi Mohammed.
- Ladem  
Tribu représentée dans différentes régions du Sahara administré par l'Espagne et en Mauritanie.
- Laghlal  
Tribu de l'Adrar et du Hodh.
- Lanzarote  
Ile.
- La Ouina  
V. *Ouina ó Meano*.
- Lawej = Laouej  
V. *Auig*.
- Legrar  
Zone d'épandage dans l'oued Saguia.
- Le Kdadra  
Tribu cliente des Kounta Choummad.
- Lévrier  
Baie du littoral mauritanien. Au fond de la baie se trouvent Nouadhibou (ex-Port-Etienne) et La Agüera.
- Mabrouk  
Village, oasis du Sahara malien.
- Mader Im Ougadir  
Lieu sur l'oued Draa.
- Majaba el Koubra  
Désert du nord-est de la Mauritanie.
- Makil Hassan ou Hassan tout court  
Groupe de tribus arabes venues en Afrique du Nord avec les Hiliens.
- Matas de los Majoreros  
Crique.
- Mechdzouf = Mechdouf  
1. Tribu de l'Adrar.  
2. Tribu du Hodh.
- Medlech  
Tribu maraboutique nomadisant entre El Guebla et l'oued Saguia el Hamra.
- Merkala, oued  
Affluent de la rive gauche de l'oued Draa.
- Mesa, oued  
Cours d'eau du sud-ouest marocain.
- Messeyyed Lekhel  
Site de pêche en territoire administré par l'Espagne.
- Mimoun  
Oasis du nord du Mali.
- Mohamed Ben Yeirats Al Aluji (El-Allouchi).  
Mohammed Ben Bellal  
Chef Tekna.
- Muhammed Abid-Al-Lah = Mohammed Abdallah ?
- Negyir = Negjir  
Monticule dans le Tiris et point d'eau.
- Nouadhibou = Port-Etienne = Uadi-bée
- Nouakchott  
Capitale de la République islamique de Mauritanie.

- Nouamghar  
Village de pêche sur la côte de la Mauritanie.
- Noun  
Cours d'eau et région du sud du Maroc.
- Ouadane  
V. *Wadane*.
- Oualata  
Ville du Hodh.
- Oueste  
V. *Baie de l'Ouest*.
- Ouina ó Méano  
Mouillage.
- Oujeft  
Oasis de l'Adrar Tmar.
- Oulad Akchar  
Tribu de l'Adrar.
- Oulad Amonni  
Tribu de l'Adrar.
- Oulad Biri  
Tribu d'El Guebla.
- Oulad Bou Sba = Ulad Sba = Ulad Bu Sba  
Tribu nomadisant à cheval sur les frontières entre la Mauritanie et le territoire administré par l'Espagne.
- Oulad Ghailane  
Tribu de l'Adrar.
- Oulad Tidrarin = Itsidrarin  
Tribu du territoire administré par l'Espagne.
- Oulad Yahya Ben Othmane  
Confédération de tribus guerrières de l'Adrar et régions voisines.
- Ould Aïdda  
V. *Ahmed Ben Mohammed*.
- Podor  
Ville sur le fleuve Sénégal.
- Portendick  
Anciennement mouillage dans la région de Nouakchott.
- Port-Etienne = Nouadhibou.
- Puerto Cansado  
V. *Aryila*.
- Rag Lemhouné  
Plaine rocheuse entre l'oued Saguia et l'Adrar Soutouf.
- Regueibat El Mjaourine  
Groupe Rgueibat.
- Rgueibat  
Confédération de tribus du Sahara occidental (Mauritanie, territoires administrés par l'Espagne).
- Rich-Anajim  
Région de guelb.
- Río de Oro  
1. Presqu'île du littoral atlantique du Sahara où se trouve Dakhla (Villa Cisneros).  
2. Une des divisions administratives du Sahara administré par l'Espagne.
- Riyade  
Rive sud de l'oued Saguia.
- Rsaihet El Aïdhzam ?
- Saad Bu = Cheik Saad Bouh Ould Cheik Mohamed Fadhel, frère de Cheik Malaïnine, Cheik Saad Bouh, m. 1917 dans le pays des Trarza.
- Saguia el Hamra = Saguiet el Hamra = Saguia el Hamra  
Oued du Sahara occidental dont le bassin versant constitue une vaste région s'étendant de la Hamada de Tindouf et du Zemmour à l'Atlantique.
- Sahel Labiad  
Partie de la côte parsemée de dunes (voir cartes).
- Sakiet El Hamra  
Une des divisions administratives du Sahara administré par l'Espagne.  
V. *Saguia el Hamra*, oued.
- Sanhaja  
Ensemble de tribus de langue berbère qui occupaient le Sahara occidental et les régions voisines au début de la période islamique.
- Santa Cruz de Mar Pequeña  
Ancien établissement espagnol qui fut identifié à Ifni.
- Sebka = Sebkhia = Sebja  
V. *Idjil*.
- Seken  
Bordure de la Hamada de Tindouf.

- Semalil  
Tribu du Hodh.
- Sénégal  
Fleuve.
- Sidi Abiyyid ?
- Sidi Ahmed Ergueibi  
Ancêtre éponyme des Rgueibat.
- Sidi Ahmed Ould-ed-de ?
- Sidi Bechir Ben es Siyyid Sbui.
- Sidi Brahim Ould Megguid = Brahim  
Ould Mogayya, chef des Oulad  
Ghaïlane, et conseiller de l'émir de  
l'Adrar.
- Sidi Lafzda = Sidi Lafdhal.
- Smacid = Smacide  
Tribu de l'Adrar dont les centres  
principaux sont Atar et Oujeft.
- Smara  
Centre sédentaire créé par cheik Ma  
el Aïnin dans l'oued Saguia.
- Soninké  
Peuple vivant dans le sud-est de la  
Mauritanie, au Sénégal et au Mali.
- Soueyed Ahmet Ould Aïda =  
Ahmed Ould Soueid Ahmed Ould  
Aïda = Ahmed Ben Sidi Ahmed  
Ould Aïda  
Emir de l'Adrar 1891-1900.
- Sous  
Oued et région du Sud marocain.
- Tachomcha  
Confédération de tribus vivant dans  
El Guebla, Inchiri, Adrar, territoires  
administrés par l'Espagne.
- Tadjakant  
Tribu importante habitant dans le  
sud-est, le sud et le nord du pays  
chinguittien.
- Tafelli  
Plaine du littoral dans la région de  
Nouakchott.
- Tagant  
Région montagneuse du centre-est  
de la Mauritanie.
- Taleb Mokhtar  
Tribu du Hodh dont cheik Malaï-  
nine était originaire.
- Tarfaya = Terfaya = cap Juby.
- Taziazat  
Plaine rocheuse.
- Teizegne  
Tribu de l'Adrar.
- Tekna  
Confédération de tribus arabo-ber-  
bères du Sud marocain (oued Noun-  
oued Draa) et de la Saguia.
- Tendegha = Tendgha  
Tribu maraboutique dont le terri-  
toire va d'El Guebla au Río de  
Oro.
- Tenoaca = Tenouaka = Tenouakka  
Puits du Tiris occidental.
- Tichit = Tixit  
Ville de l'Est mauritanien.
- Tidra  
Ile, au large de la côte maurita-  
nienne.
- Tijirit  
Plaine rocheuse.
- Tindouf  
V. *Hamada de —*.
- Tinigui  
Ancienne oasis de l'Adrar Tmar.
- Tinioulig = Tenioulig  
Saline (voir carte n° 3, IV, p. 380-  
381).
- Tiris  
Région de pénéplaine sédimen-  
taire.
- Torchane  
Tribu de l'Adrar.
- Toucouleurs  
Peuple vivant en Mauritanie et au  
Sénégal.
- Tourine  
Puits dans le nord de l'Adrar.
- Trarza  
Importante tribu du sud-ouest de la  
Mauritanie, constituée en émirat.
- Tudin ?
- Uadane  
V. *Wadane*.
- Uadibée  
V. *Nouadhibou*.
- Ulad Moussa = Oulad Moussa  
Fraction des Rgueibat.
- Ulad Sba  
V. *Oulad Bou Sba*.
- Uld el Aïda = Ahmed Ben Mohamed  
Ould Aïda, émir de l'Adrar.

Uled Bu Amar = Oulad Ba Amar	Wadane
Fraction Oulad Dleim.	Ville de l'Adrar Tmar.
Uled Delim = Oulad Dlim = Oulad Dleim	Xibija
Importante tribu de la Mauritanie et du Río de Oro.	V. <i>Chebaïka</i> .
Uled Efriit = Ould Afreyyit	Yaggout
Les Ould Afreyyit sont une famille importante de la fraction Oulad Moussa, de la tribu Rgueibat.	Tribu de la confédération Tekna.
Uled-Fligui = Oulad Lekhligha	Yehya Ou Osman = Yehya Ou Azmèn
Fraction des Oulad Dleim.	= Oulad Yahya Ben Othmane.
Uled Sidi Mohammed el Laxanna el Sourî ?	Zemmour
Uled-Tegueddi = Oulad Tegueddi	Massif montagneux du Sahara occidental.
Fraction des Oulad Dleim.	V. <i>Guelta</i> .
Uled Xuij = Oulad Cheikh	Zemmour Labiad
Une des subdivisions des Rgueibat.	Parsemé de dunes.
Uled Xuij = Oulad Chikh.	Zemmour Lakhadar
Uyeft = Awjett	Plateau du Zemmour.
V. <i>Oujeft</i> .	Zerguiyin
Villa Cisneros	V. <i>Izirguin</i> .
V. <i>Dakhla</i> .	Zorguin
	V. <i>Izirguin</i> .

CARTES <sup>1</sup>  
 ANNEXÉES À L'EXPOSÉ ÉCRIT  
 DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE  
 (MARS 1975)

- Carte n° 1 : CARTE PHYSIQUE DU NORD-OUEST DE L'ENSEMBLE MAURITANIEN.  
 Carte n° 2 : PARCOURS DE NOMADISATION DANS LE NORD-OUEST DE L'ENSEMBLE MAURITANIEN (CARTE D'ENSEMBLE).  
 Carte n° 3 : PARCOURS DE NOMADISATION DANS LE NORD-OUEST DE L'ENSEMBLE MAURITANIEN (DÉTAILS).  
 Carte n° 4 : LOCALISATION DES PRINCIPAUX GROUPEMENTS ET RÉGIONS DE L'ENSEMBLE MAURITANIEN.  
 Carte n° 5 : ANNEXE II À LA CONVENTION DU 27 JUIN 1900 ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE.  
 Carte n° 6 : CARTE RÉSULTANT DU PROJET DE TRAITÉ FRANCO-ESPAGNOL DU 8 NOVEMBRE 1902.  
 Carte n° 7 : CARTE RÉSULTANT DE L'ACCORD SECRÉT FRANCO-ESPAGNOL DU 3 OCTOBRE 1904.  
 Carte n° 8 : CARTE RÉSULTANT DE L'ACCORD FRANCO-ESPAGNOL DU 27 NOVEMBRE 1912.

---

<sup>1</sup> Non reproduites sauf cartes n° 2 et 3 (IV, p. 374-375 et 380-381). [Note du Greffe.]

## EXPOSÉ ÉCRIT DU GOUVERNEMENT MAROCAIN <sup>1</sup>

La demande d'avis adressée à la Cour internationale de Justice par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies au sujet du Sahara occidental porte sur une double question juridique dont la solution doit, selon les termes de la résolution 3292 (XXIX), permettre à l'Assemblée de « poursuivre l'examen de la question posée par la persistance d'une situation coloniale dans ce territoire ». Il s'agit pour la Cour d'assister l'Assemblée générale dans l'exercice de ses fonctions relatives au règlement de la question du Sahara occidental.

Dans cette perspective, les deux questions posées à la Cour intéressent plus spécialement trois Etats qui, en raison de leur situation géographique et de leur histoire, sont particulièrement intéressés au devenir du territoire, et entre lesquels se pose une « question juridique pendante » au sens de l'article 89 du Règlement de la Cour. C'est pourquoi, outre la Puissance administrante, la résolution 3292 (XXIX) mentionne nommément le Royaume du Maroc et la Mauritanie, tant dans la seconde question posée à la Cour que dans le paragraphe 3 de son dispositif invitant ces deux Etats « en tant que parties concernées de soumettre à la Cour internationale de Justice tous renseignements ou documents pouvant servir à élucider ces questions ».

Le Gouvernement de S. M. le roi du Maroc tient à rappeler que, confiant en la justice internationale, il aurait souhaité que l'affaire fût portée devant la Cour statuant au contentieux. Cette procédure qu'il avait expressément proposée, notamment lors des débats de la vingt-neuvième Assemblée générale et à la Quatrième Commission, n'ayant pu être entamée faute de l'accord du Gouvernement espagnol, il a, avec le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, demandé que la Cour internationale de Justice soit invitée à donner un avis qui éclairerait l'Assemblée générale et l'aiderait à prévoir des mesures de décolonisation appropriées, fondées sur la négociation entre les Etats intéressés.

Il est évident que ces négociations eussent pu régler la question il y a déjà longtemps si le Gouvernement espagnol avait accepté d'y participer conformément à l'invitation qui lui a été adressée tant par le Gouvernement marocain que par les Nations Unies.

Ce n'est point à ce mémoire d'énoncer toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Qu'il suffise de rappeler, comme l'a fait le ministre marocain des affaires étrangères lors de la dernière session de cet organe (A/PV.2249, 89/90), que « depuis 1964 les mêmes recommandations sont reprises, avec l'adjonction, suivant la tournure que prennent les débats, de certains paragraphes ». Mais toutes se ramènent à quelques idées maîtresses :

- 1) l'Espagne est invitée à hâter le processus de décolonisation ;
- 2) elle est constamment invitée à prendre toutes les mesures qui permettent l'expression libre et démocratique des populations locales, ce qui implique la levée des mesures policières et l'évacuation des troupes d'occupation ;

<sup>1</sup> Reçu au Greffe le 27 mars 1975.

3) elle est invitée à permettre aux réfugiés qui ont été expulsés par l'administration espagnole de rejoindre leurs foyers et de participer à une éventuelle consultation locale ;

4) l'Espagne est invitée, d'abord à négocier puis à procéder à des consultations avec le Maroc, la Mauritanie et toute partie intéressée. Ce qui implique que les Nations Unies n'admettent pas que l'Espagne agisse seule et unilatéralement. Ce qui implique aussi, comme cela a été dit plus haut, que la décolonisation de deux provinces sahariennes pose un problème de souveraineté car sans cela la négociation ou la consultation recommandée n'aurait pas de raison d'être ;

5) l'Espagne est invitée à permettre à une mission des Nations Unies de veiller à ce que la consultation des populations locales se déroule dans un climat de liberté et de démocratie.

Non seulement le Gouvernement espagnol a pendant des années opposé l'inertie aux recommandations de l'Assemblée générale de procéder à la décolonisation du Sahara occidental et n'a voté depuis 1969 aucune des résolutions, mais il s'est abstenu de toute concertation avec « les Gouvernements du Maroc et de la Mauritanie et de toute autre partie intéressée », comme l'y invitait pourtant instamment les résolutions réitérées de l'organe plénier des Nations Unies.

Le Gouvernement espagnol a ainsi méconnu le principe général de droit faisant un devoir de négocier, principe que les résolutions de l'Assemblée générale ont rendu spécifique entre les États intéressés et déterminés par elle. On permettra au Gouvernement marocain de rappeler que la Cour permanente de Justice internationale, dans son avis consultatif sur le *Trafic ferroviaire entre la Lituanie et la Pologne*, a déclaré que cette obligation « n'est pas seulement d'entamer des négociations, mais encore de les poursuivre autant que possible, en vue d'arriver à des accords » (C.P.J.I., série A/B n° 42, 1931, p. 116). La Cour internationale de Justice, dans l'affaire du *Plateau continental de la mer du Nord*, a rappelé que « les parties sont tenues d'engager une négociation en vue de réaliser un accord et non pas simplement de procéder à une négociation formelle » (C.I.J. Recueil 1969, par. 85 a)).

Or, le Gouvernement espagnol s'est refusé à toute négociation véritable, se bornant à informer soit les Gouvernements marocain et mauritanien, soit le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des mesures qu'il a arrêtées unilatéralement, à son heure et selon des modalités de son choix. Pré-tendant se rallier aux résolutions de l'Assemblée générale, il a décidé de procéder, au Sahara occidental, dans le premier semestre de 1975, à un référendum qui n'offrirait pas les garanties prévues par les Nations Unies. Les résolutions de celles-ci forment en effet un tout indivisible. Comme l'a indiqué le représentant du Maroc devant la Quatrième Commission, « elles mettaient, à la charge de la Puissance administrante, un ensemble cohérent d'obligations qui ne peut être démembré ». Coupé de celle-ci, un référendum organisé par cette puissance équivaldrait à entamer un véritable processus de recolonisation tendant à créer un Etat dont l'indépendance fictive rappellerait fâcheusement le Mandchoukouo de 1932 ou la Slovaquie de 1939<sup>1</sup>.

Le Gouvernement marocain reconnaît la résolution 1515 (XV) du 14 décem-

<sup>1</sup> Cf. B. Jacquin, « L'autodétermination du Sahara espagnol », *Revue générale de droit international public*, 1974, pp. 683 à 725. Cet auteur rapporte des extraits de la revue *Africa-Madrid* comportant des documents approuvés par la consultation tribale d'octobre 1966, dans lesquels on peut lire notamment : « si un día tenemos capacidad para constituir un país independiente ... será con el estado español únicamente » (p. 711).

bre 1960 comme la charte édictée par les Nations Unies en matière de décolonisation. Deux séries de principes se dégagent de ce texte :

D'une part, au principe VI :

« on peut dire qu'un territoire non autonome a atteint la pleine autonomie :

- a) quand il est devenu Etat indépendant et souverain ;
- b) quand il s'est librement associé à un Etat indépendant ; ou
- c) quand il s'est intégré à un Etat indépendant ».

Ainsi, comme l'a rappelé le ministre marocain des affaires étrangères devant la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale (A/PV. 2249, p. 88),

« l'application correcte et loyale des principes de la décolonisation et de l'autodétermination ne débouche pas nécessairement et automatiquement sur un statut d'Etat indépendant. Tout dépend des situations particulières à chaque territoire, et plus particulièrement des origines de la conquête coloniale et des tractations impérialistes, dont certains pays souverains ont été les victimes. Tel est le cas du Maroc qui a vu son territoire national, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, faire l'objet d'un véritable dépeçage en plusieurs zones d'influence. »

D'autre part, la résolution 1515 (XV) comporte une disposition qui confirme que

« toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies ».

Ce texte, que le Gouvernement espagnol ne se fait pas faute d'invoquer à propos de Gibraltar, n'est pas moins important que le précédent.

En fait, ce gouvernement fonde son refus de négocier avec le Gouvernement marocain sur l'allégation que le Sahara occidental n'aurait jamais relevé de la souveraineté marocaine. Dès lors, ce territoire n'aurait pu être acquis par l'Espagne que par les procédés en usage à l'époque de la colonisation à l'égard des territoires sans maître : l'occupation ou la cession obtenue de chefs de tribus non considérés comme des souverains au regard du droit international classique.

C'est pour éclaircir ce point que l'Assemblée générale a adressé à la Cour une demande d'avis consultatif à propos de laquelle le Gouvernement marocain a l'honneur d'adresser à la Cour le mémoire suivant et les documents y afférents.

Deux points préliminaires doivent être examinés à partir de la première question posée à la Cour, car elle conditionne l'ensemble du problème qui lui est soumis : d'une part, quel sens donner à l'expression « terre sans maître » ; d'autre part, que faut-il entendre par la formule « au moment de la colonisation espagnole ».

1. La notion de *terra nullius* est incontestablement un concept historique qui appartient à une époque bien déterminée, celle de l'expansion coloniale. Dès lors, ceux qui s'attendraient à ce que la Cour réponde par l'affirmative à la première question escompteraient de l'organe judiciaire principal des Nations Unies qu'il donne à l'expression « terre sans maître » le sens qu'elle avait à l'époque où elle était utilisée, c'est-à-dire au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Or, si l'on se reporte aux traités de droit international de cette époque, on entend par *terra nullius* un territoire inhabité ou habité par des populations « barbares et féroces ». Comme



le dit un auteur représentatif de ces temps anciens : « les nomades, les sauvages, ne comptent pas pour maîtres »<sup>1</sup>.

Sans partager lui-même cette conception discriminatoire, L. Cavaré exprime fort bien dans un livre récent (*Le droit international public positif*, t. II, 1969, p. 675) la vision du monde qui fut à la base de l'occupation des territoires sans maître. Il écrit :

« Les territoires dont il est ici question sont situés dans des pays de civilisation peu avancée, n'étant pas soumis à une autorité politique conçue sur le type admis par les Etats civilisés contemporains, principalement européens. »

La Cour a d'excellentes raisons pour ne pas se raillier à un tel concept. Tout d'abord, si l'arbitre ou le juge international applique le droit de l'époque au cours de laquelle se sont déroulés les faits examinés, c'est dans la mesure où il s'agit d'actes juridiques précis (contrats, traités, instruments les constatant, etc.) émis selon les procédures alors en vigueur. En revanche, ils n'ont pas à faire leur les interprétations qui ont été données de certaines pratiques considérées alors comme étant le droit et qui, même à cette époque, pouvaient n'être pas partagées par l'ensemble de la communauté internationale ou de la conscience humaine.

De fait, si au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'occupation des territoires sans maître trouve de faciles justifications fondées sur l'inégalité des races et des civilisations et sur la supériorité affirmée de celles des pays européens, il s'en faut que cette analyse, typique de l'époque de l'expansion du colonialisme, ait été partagée par tous les internationalistes (cf. les enseignements de Bonfils, Fauchille, Despagne, de Broek, Fiore, Jèze, Klüber, Hoffter, de Martens, Merignac, Oppenheim) ou par des diplomates (déclarations du délégué américain à la conférence de Berlin en 1885).

Au surplus, les formes du pouvoir politique et celles de l'Etat n'ont pas, même en Europe, revêtu celles de l'appareil étatique tel qu'il existait au XIX<sup>e</sup> siècle dans les grands Etats européens. Refuser la qualité de souverain à des autorités politiques situées sur d'autres continents a permis aux puissances coloniales de considérer arbitrairement comme terre sans maître nombre de territoires habités et gouvernés.

Alors que la véritable *terra nullius* est celle qui est vide d'hommes ou vide de souveraineté, on a amalgamé ces deux catégories et assimilé à la première celle sur laquelle le pouvoir politique ne revêtait pas les formes qui caractérisaient l'Etat colonisateur. Comme le dit le professeur Jennings dans son cours général à l'Académie de droit international de La Haye<sup>2</sup> :

« Considering that, in the last 20 years or less, the Society of Nations has changed out of all recognition, it would seem that the law governing changes in territorial sovereignty should be of some topical importance. But when we look at the books we find under the heading of acquisition or loss of territorial sovereignty a scheme of so-called 'modes' of acquisition of territorial sovereignty which seem curiously remote from actual events. These 'modes' have obviously been borrowed from the mode for the acquisition of *dominium* over land in classical Roman private law. Thus, there is occupation of a *res nullius*; cession, accession or accretion; and there is prescrip-

<sup>1</sup> A. Rivier, *Principes du droit des gens*, 1896, n° 39, p. 188.

<sup>2</sup> *Recueil des cours*, 1967, t. 121.

tion. These have had to be adapted somewhat of course : and the adaptation included the important assumption that what was called 'backward territory', i.e., territory inhabited by peoples organized on a tribal rather than a modern State basis, was *terra nullius* and therefore subject to occupation by 'civilized' nations. It should be added that this highly sophisticated notion of occupation lay chiefly in the context of territorial disputes between rival colonial powers. »

La Cour ne devrait donc avoir aucune difficulté à retenir une notion objective du territoire sans maître, excluant le subjectivisme et l'eurocentrisme qui inspiraient les Etats coloniaux.

Il convient dès lors de dire que ne doit être considéré comme *terra nullius* que le territoire sur lequel ne s'exerce aucune autorité étatique, étant entendu que celle-ci, si elle existe, ne doit pas nécessairement revêtir les formes, ni reposer sur les idées politiques qui avaient cours en Europe, mais qu'elle peut tout aussi bien participer de types institutionnels et idéologiques très différents.

L'exigence d'autorité exercée sur le territoire est satisfaite dès lors que celle-ci relève des systèmes traditionnels dans la région du monde concernée et que cette autorité est effective.

Tel est bien le cas du Sahara occidental qui, depuis des temps fort anciens, a toujours été soumis à la souveraineté marocaine, laquelle se fonde sur les règles de la religion et du droit musulman, tels que cette religion et ce droit se sont incarnés dans l'organisation de l'Empire chérifien, puis du Royaume du Maroc, organisation elle-même admirablement adaptée au milieu naturel qui conditionne l'assise territoriale, comme le cadre géographique et climatique des diverses régions du pays.

Le Maroc est bien ainsi un « possesseur immémorial » au Sahara occidental, pour reprendre l'expression consacrée par la jurisprudence internationale, notamment par la sentence intervenue à propos de l'*Île Clipperton*.

Une conséquence importante résulte de cette qualité de possesseur immémorial, à savoir que les conditions de l'exercice de sa souveraineté doivent s'apprécier de façon différente de celles qui devraient être exigées de l'Etat qui est venu troubler sa possession.

Alors que, pour ce dernier, la jurisprudence exige la preuve d'actes d'autorité effectifs, concordants et nombreux, elle se montre naturellement moins exigeante à l'égard du possesseur traditionnel menacé d'éviction. Ainsi, dans l'affaire sur le *Groënland oriental*, la Cour permanente de Justice internationale a-t-elle reconnu l'effectivité de la possession du Danemark, dans un plan très différent de celui de l'occupation *stricto sensu*, comme le fait justement remarquer Charles De Visscher <sup>1</sup>.

L'éminent auteur ajoute :

« Elle y était centrée non sur acte particulier de prise de possession, mais sur l'existence séculaire d'une possession pacifique attestant avec une continuité suffisante l'exercice d'activités gouvernementales. Les circonstances particulières à l'espèce ont permis à la Cour de reconnaître une effectivité adéquate à des manifestations, à la vérité, peu nombreuses. »

Ce qui a été admis pour un territoire glaciaire devrait l'être pour un territoire en grande partie désertique : terre de parcours, le Sahara occidental est le cadre de divers actes de souveraineté de nombre et de fréquence moins élevés que ceux

<sup>1</sup> *Les effectivités du droit international public*, 1967, p. 104.

qui seraient exercés dans une zone urbaine ou agricole, mais qui, au fil des ans, manifestent, dans des conditions adaptées au milieu, ce que la Cour permanente a appelé « un exercice continu d'autorité ». Ce qui a été admis pour le Danemark au Groenland oriental devrait l'être à fortiori pour le Maroc, possesseur incomparablement plus ancien du Sahara occidental et dont les actes de souveraineté, nombreux et cohérents, seront démontrés par ce mémoire.

En outre, s'agissant de la comparaison des comportements entre un pays colonisateur et un pays victime de l'entreprise coloniale, le premier doit satisfaire aux formes d'exercice de la souveraineté exigées par le droit classique de l'occupation ou de l'annexion, le second doit voir ses actes de souveraineté appréciés non en fonction des conceptions et des règles dominant l'exercice du pouvoir dans le droit européen ou occidental mais par rapport aux canons traditionnels du type de pays et au système d'autorité auxquels il appartient.

2. L'expression « au moment de la colonisation espagnole » mérite, elle aussi, un examen particulier. De quand, en effet, faire partir cette colonisation ? La recherche de la « date critique », courante dans les procès portant sur des différends territoriaux, n'a pas à retenir ici l'attention que la Cour lui a accordée notamment dans l'affaire des *Minquiers et Ecréhous*. Outre que la Cour n'a pas à trancher un différend ni à fixer les limites précises d'un territoire, on ne saurait évoquer ici l'idée d'une cristallisation dans le temps de revendications formelles. Pour le Gouvernement marocain, l'exercice de sa souveraineté a été permanent et continu, en dépit des « traités inégaux » conclus par les puissances sans son consentement et à ses dépens.

De fait, la présence espagnole au Sahara occidental a été très longtemps ponctuelle, concentrée sur la côte, d'abord à Villa Cisneros (1884-1916), puis à cap Juby et La Güera (1920-1934), elle ne s'est étendue à l'intérieur du territoire qu'après la seconde guerre mondiale et la création, en 1946, de l'Afrique occidentale espagnole, acte qui n'a pas suffi d'ailleurs à assurer dès cette date l'occupation effective du pays.

Si l'on cherche à « saisir l'effectivité dans la vision totale de son devenir historique »<sup>1</sup>, le bilan est incomparablement positif pour le Maroc, l'Espagne ne s'efforçant de tenir le Sahara occidental que depuis le retour à l'indépendance d'un Maroc dont elle savait qu'il ne pouvait que réclamer la rétrocession à la mère patrie d'une région avec laquelle il n'avait, même sous le protectorat, jamais rompu les contacts et où une longue résistance active et déterminée se manifestait en 1958 avec une vigueur accrue pour se poursuivre encore à une époque toute récente<sup>2</sup>.

Aussi bien, les deux questions posées à la Cour sont intimement liées. Pour le Royaume du Maroc, en effet, la démonstration du fait que le Sahara occidental n'était pas une terre sans maître aux divers moments qui marquent les étapes du processus de la colonisation espagnole résulte du fait que ce territoire était placé depuis une époque très ancienne (XI<sup>e</sup> siècle), qui se confond avec la constitution du Royaume lui-même, sous une autorité effective et que celle-ci était la souveraineté marocaine. Il est impossible de dissocier les deux démonstrations, s'agissant des actes de souveraineté d'un Etat qui, pour être sensiblement différent dans sa structure des Etats européens, n'en était pas moins reconnu

<sup>1</sup> Ch. De Visscher, *op. cit.*, p. 107.

<sup>2</sup> *Le Monde* du 20 juin a relaté une manifestation groupant à El Aioun deux mille Regueibat en faveur du retour du Sahara occidental à la mère patrie. L'armée tira et ces incidents firent quarante morts. De nouveaux incidents se produisirent en mars 1972 (*Le Monde*, 12-13 mars 1972).

comme Etat souverain par ces derniers et qui n'a cessé de résister à l'implantation espagnole au Sahara occidental.

Le défaut d'effectivité de l'occupation espagnole empêche de considérer comme territoire sans maître un Sahara occidental dont la résistance marocaine entravait l'acquisition, au regard même du droit international classique. La parenthèse du protectorat elle-même n'a pas contrarié la persistance des manifestations de la souveraineté marocaine. Le dépeçage du Maroc n'a pu la paralyser complètement.

Démunie de toute apparence de titre depuis la fin du protectorat français, dont elle tenait ses pouvoirs, l'Espagne tente de justifier son entreprise au Sahara occidental en dissimulant une tentative néo-colonialiste, par un recours déformé au principe d'autodétermination. Cette opération ne saurait dissimuler les titres du Maroc, consolidés par une longue histoire et qui font de lui un possesseur immémorial au Sahara occidental.

---

## PREMIÈRE PARTIE

**LA RÉSISTANCE MAROCAINE À LA COLONISATION  
PROUVE QUE LE SAHARA OCCIDENTAL N'A JAMAIS ÉTÉ  
UNE TERRE SANS MAÎTRE**

Le recours à la notion de terre sans maître tendrait en fait à perpétuer sur le territoire du Maroc une présence espagnole jamais acceptée par le Sultan et par le peuple marocain. Depuis 1860, l'Espagne cherche à contrôler une zone stratégique mais aussi l'exploitation, à son profit, des richesses naturelles marocaines ; ayant débuté par celle des pêcheries, elle se poursuit par celle des phosphates.

Le problème du Sahara occidental soulève ainsi des questions de droit international contemporain, *maintes fois résolues par les Nations Unies dans le sens de l'affirmation de la souveraineté permanente des peuples sur leurs ressources naturelles*. L'utilisation de la vieille notion de terre sans maître, originellement liée à l'expansion coloniale, ne saurait contrecarrer la mise en œuvre, au profit du Maroc, pays en voie de développement, des principes dégagés par le droit de la décolonisation.

La notion de *terra nullius* peut être encore invoquée devant le juge international à l'occasion des problèmes territoriaux relatifs à des terres insulaires ou inhabitées, ce qui n'est pas le cas du Sahara occidental, dont toute l'histoire appartient à celle du Maroc.

La référence à la notion de terre sans maître correspondrait paradoxalement à l'octroi, au bénéfice de l'Espagne, d'un nouveau titre juridique, après la disparition du traité de protectorat de mars 1912 et de l'accord franco-espagnol de novembre de la même année, susceptible de justifier un prétendu « processus d'autodétermination de la population du Sahara ».

Le fait que le Sahara occidental n'a jamais constitué une terre sans maître explique que l'Espagne n'ait jamais pu, jusqu'à une date récente, assurer le contrôle effectif de ce territoire. L'impossibilité d'une occupation effective au-delà de trois forts côtiers est due à la permanence de la résistance des Marocains. Même à partir de 1912, date de la mise en place du protectorat, et en dépit des atteintes subies par la souveraineté d'un Maroc occupé par deux puissances étrangères, la résistance s'est poursuivie au nom de l'unité et de l'intégrité de l'Empire chérifien.

Aussi, dès que le roi Mohammed V retrouve sa liberté, il reprend la tradition historique, en prononçant, le 25 février 1959, dans la vallée du Draa, un discours exaltant « la fidélité des tribus sahariennes » et affirmant sa volonté de « poursuivre son action pour la restitution du Sahara au Maroc ».

De même, lors de la signature de la charte instituant l'OUA en septembre 1963, le Maroc a maintenu ses droits par la réserve suivante :

« la signature de la charte ne saurait aucunement être interprétée ni comme une reconnaissance expresse ou implicite des faits accomplis, jusqu'ici refusés comme tels par le Maroc, ni comme une renonciation à la poursuite de la réalisation de nos droits par les moyens légitimes à notre disposition ».

Le texte même de la réserve marocaine révèle ainsi la double signification de la résistance permanente à l'emprise espagnole sur le territoire marocain.

D'une part le Gouvernement marocain s'est toujours refusé à travers l'histoire à admettre la validité juridique des « faits accomplis » à l'encontre de sa volonté et de ses intérêts.

D'autre part le Gouvernement marocain n'a jamais renoncé à obtenir la reconnaissance de ses droits nationaux par des moyens légitimes car c'est précisément en exerçant sa souveraineté permanente sur le territoire du Sahara occidental qu'il a rendu insuffisante l'effectivité de l'occupation espagnole.

### **1. La résistance marocaine exprime la non-reconnaissance des titres juridiques invoqués par l'Espagne à l'égard du Sahara occidental**

La politique coloniale de l'Espagne à partir des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle est inséparable de l'histoire générale des relations établies entre les principales puissances européennes et le Maroc. Le problème posé aujourd'hui par le statut juridique du Sahara occidental est donc un héritage de la période du partage de l'Afrique entre Etats européens. Le Gouvernement marocain n'a jamais accepté cette situation. Le Maroc n'a cédé qu'à la force, le traité de protectorat lui a été imposé par le « concert européen ».

La mainmise territoriale de l'Espagne sur le Maroc est le résultat d'un long processus au cours duquel le Gouvernement de Madrid a toujours cherché à obtenir des titres juridiques justifiant son occupation. Certains responsables sont même allés très loin dans la recherche de la justification de l'opération de démantèlement de l'Empire chérifien.

Ainsi le 8 juin 1904, le duc de Almodovar déclare :

« Qu'est-ce en réalité l'empire du Maroc ? Il ne constitue pas une entité internationale telle que nous considérons les Etats souverains, mais c'est un territoire immense peuplé de tribus dont le seul lien est la religion. Ces tribus n'ont pas le sens de la soumission à caractère politique au Sultan. C'est pour cela qu'il n'y a pas un géographe capable aujourd'hui d'établir ses limites. » <sup>1</sup>

Cette affirmation conduit le Gouvernement marocain à présenter deux remarques :

— en premier lieu, dès juillet 1894, P. Vuillot, membre de la Société de géographie de Paris, établit d'après les travaux d'une trentaine d'explorateurs et de géographes internationaux une « Carte du Sahara et du nord-ouest de l'Afrique ». P. Vuillot fixe les limites méridionales du Maroc à la hauteur du cap Blanc (carte I) <sup>2</sup> ;

— en second lieu, l'Etat marocain possède une constitution coutumière qui n'est peut-être pas conforme aux principes constitutionnels du droit européen, mais qui, en revanche, est parfaitement en harmonie avec les règles du droit musulman. Admettre l'allégation du duc de Almodovar, c'est affirmer que le Maroc tout entier est une « terre sans maître », c'est-à-dire vide de toute souveraineté étatique.

Il est vrai que le duc de Almodovar, deux années plus tard à Algésiras, fait

<sup>1</sup> *Session des Cortes espagnoles*, t. 12, année 1903, n° 166.

<sup>2</sup> Non reproduite. [Note du Greffe.]

adopter par les délégations de la conférence internationale les principes de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale marocaines. Ce fait souligne l'absence de pertinence des propos tenus en 1904. Ces derniers, en tout cas, révèlent bien une volonté délibérée de la part du Gouvernement espagnol de proclamer terre sans maître des portions du territoire marocain. Le Sultan et le peuple marocain se sont toujours élevés contre cette pratique.

### 1. LE MAROC, VICTIME DE L'EXPANSIONNISME COLONIAL

Le Maroc a réussi, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à se maintenir politiquement à l'écart des conflits européens. Ceux-ci ont cependant des conséquences directes sur le déroulement de sa vie économique. A la politique commerciale libérale de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui ouvrait aux Espagnols les silos à blé de la Chaouia, succède une série de mesures restrictives. Elles sont justifiées par les craintes du Sultan. Le makhzen redoute que des

« livraisons trop importantes de vivres à l'un des blocs ne suscitent des jalousies, des récriminations ou d'impérieuses demandes appuyées sur la clause de la nation la plus favorisée dont jouissent les principaux belligérants »<sup>1</sup>.

L'exportation de la plupart des denrées marocaines est donc interdite. Les prohibitions s'étendent en 1814 aux grains, aux huiles, aux laines ainsi qu'au bétail. Le repliement économique est aggravé dans les années 1820.

Dix ans plus tard au moment où, par son intervention en Algérie, la France met un terme à l'équilibre politique en Méditerranée occidentale, le Maroc est « plus que jamais un monde fermé en marge d'une Europe au début de la révolution industrielle »<sup>2</sup>. Il va être affaibli par une série de crises économiques et militaires qui explique la fin de l'indépendance. Pourtant l'affaiblissement obtenu par les puissances ne saurait les autoriser à transformer en terre sans maître les régions périphériques convoitées de l'Empire.

#### A. Les crises économiques et militaires

La pression des faits économiques et diplomatiques conduit à une ouverture progressive de l'Empire chérifien et à des interventions européennes, de plus en plus précises, dans les affaires intérieures du pays.

##### a) L'influence des crises économiques

L'année 1825 est marquée par une récolte de grains catastrophique, la pénurie entraîne une hausse considérable des denrées alimentaires de première nécessité. Dans le dessein de limiter les effets néfastes de la disette et d'enrayer les premiers troubles nés de la pénurie, le makhzen est obligé de procéder à d'importants et coûteux achats de céréales en Europe. Le bilan de la crise se solde ainsi par une importation de plus de 150 000 quintaux pour environ 7 millions de francs.

Au lendemain de la crise de 1825-1826 le Maroc retrouve sa place dans la « traite des blés ». Il rompt sur ce point avec la politique d'isolement du premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. Profitant des besoins de l'Europe, du maintien en hausse des prix et de deux récoltes abondantes en 1829 et 1830, le makhzen autorise de nouveau l'exportation du surplus de la production pour essayer de reconstituer

<sup>1</sup> J.-L. Miège, *Le Maroc et l'Europe*, PUF, Paris, t. II, 1961, p. 20.

<sup>2</sup> J.-L. Miège, *op. cit.*, p. 35.

ses finances. Les opérations commerciales donnent « une impulsion décisive » au mouvement des échanges désormais irréversibles. Il s'agit de la première fissure par laquelle s'entrouvre un marché <sup>1</sup>, au moment où précisément commencent en Europe la révolution technicienne et l'essor d'un système capitaliste, données nouvelles, qui poussent les hommes de l'ancien continent au partage de l'Afrique.

L'ouverture du marché marocain est confirmée par le développement du commerce des laines. La mécanisation de l'industrie textile et l'augmentation de la demande sur le marché européen accroissent de manière sensible les besoins de matières premières. L'Afrique du Nord offre alors ses grandes possibilités. La part de la Tunisie et du Maroc dans l'ensemble des importations françaises de laine passe de 13,6 % en 1831 à 22,7 % en 1832 et à 36 % en 1834. Dans le même temps le pourcentage du seul Maroc révèle une hausse remarquable : 0 % en 1831, 78 % en 1836.

L'insertion du Maroc dans le négoce méditerranéen et britannique bien que limitée par l'existence du monopole gouvernemental des transactions éveille l'intérêt politique de l'Europe envers l'Empire chérifien.

Aux partenaires traditionnels, Espagne, Grande-Bretagne, France, s'ajoutent de nouveaux venus. La Belgique, dont l'industrie textile ne se satisfait plus des seules fournitures ardennaises, installe un consul général à Tanger et signe un accord commercial en 1839. Le Royaume de Naples pour sauvegarder les intérêts de sa marine en pleine expansion renoue avec le Maroc en 1834.

D'autres Etats établissent des relations diplomatiques avec ce pays ce qui démontre qu'ils le reconnaissent comme un Etat souverain.

Les Royaumes de Suède et de Norvège envoient une ambassade en 1837. La Russie de même manifeste son intérêt pour les affaires marocaines. Les Etats-Unis pour leur part concluent un traité de paix et d'amitié le 17 septembre 1836 avec le makhzen. Ils songent même à se faire céder un îlot en Méditerranée pour les besoins de leur escadre ou un comptoir dans le Sud marocain <sup>2</sup>.

Le Maroc prend ainsi une valeur nouvelle dans l'ensemble des relations internationales au moment où les questions méditerranéennes deviennent déterminantes <sup>3</sup> surtout avec l'extension de la présence coloniale française en Algérie.

#### b) *L'influence des crises militaires*

Le soutien apporté par le sultan Abd-er-Rahman à l'émir Abd el Kader est à l'origine de l'affrontement franco-marocain d'août 1844 et de l'effondrement de l'armée chérifienne à Isly. Les conséquences politiques sont profondes. Comme l'écrit l'historien français J.-L. Miège :

« Ce qui s'était effondré à Isly, c'était bien plus qu'un corps d'armée : la réputation militaire du Maroc. Depuis plus de deux siècles nulle intervention armée européenne qui ne se fût terminée par un échec. » <sup>4</sup>

Les prétentions étrangères sont renforcées par la perte du prestige militaire. Le Sultan ne peut plus résister aux demandes des Etats surtout lorsqu'elles sont

<sup>1</sup> J.-L. Miège, *op. cit.*, p. 54.

<sup>2</sup> J.-L. Miège, *op. cit.*, t. II, p. 192, note 5.

<sup>3</sup> J.-L. Miège, *op. cit.*, t. II, p. 194 ; Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales*, t. V, « Le XIX<sup>e</sup> siècle, 1815-1870 », p. 100.

<sup>4</sup> J.-L. Miège, *op. cit.*, p. 203.



assorties de menaces. Le consul général de France a résumé en 1846, dans une formule significative, le changement intervenu : « Il y a plus d'un siècle de distance entre les lettres du Sultan et celles trouvées dans le camp d'Isly. »

Les années 1840-1845 avaient entraîné d'importantes dépenses militaires. La situation des finances marocaines est encore aggravée par la nouvelle crise de 1847-1851. Pour y faire face le makhzen tente un nouveau repli commercial. Il entraîne l'intervention des négociants anglais de Gibraltar et des firmes industrielles de Manchester auprès du Gouvernement de Londres. Celui-ci obtient le 9 décembre 1856 la signature d'un traité qui reconnaît la liberté de commerce et l'abolition de tous les monopoles ou privilèges exclusifs de vente et d'achat. La prohibition de sortie que le Sultan conserve sur les grains ne peut s'appliquer qu'après un préavis de six mois. Le droit d'effectuer des opérations commerciales dans l'ensemble du pays ainsi que le droit de propriété sont accordés aux sujets britanniques. Le traité établit aussi au bénéfice des nationaux du Royaume-Uni le bénéfice de l'exterritorialité. Censée, selon le consul général Hay, apporter la prospérité au Maroc, cette convention apparaît rapidement comme un élément actif de la dissolution du pays.

En effet, les avantages obtenus par l'Angleterre sont généralisés au profit des autres puissances européennes par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée. Le Gouvernement chérifien perd son monopole commercial, donc son contrôle sur la circulation des marchandises et sur les opérations d'échange. En outre, il est contraint d'abandonner son pouvoir de juridiction sur certains de ses nationaux, agents de l'étranger et à ce titre bénéficiant de la « protection diplomatique ».

Le développement du commerce extérieur provoque la hausse des prix et la dévaluation de la monnaie. L'Espagne décide de profiter de l'affaiblissement du Royaume pour reprendre son vieux rêve de conquête. Il est vrai que l'opinion publique espagnole s'inquiète des progrès britanniques sur le plan économique, la Grande-Bretagne assumant plus de 80 % des importations marocaines et sa marine prenant une part croissante aux échanges.

Ecrits et discours s'efforcent de provoquer une intervention militaire. Santiago Alonso Valdespino <sup>1</sup> affirme qu'elle est

« pour l'Espagne un devoir dont elle ne peut se séparer comme c'est un affront pour elle depuis l'occupation de l'Algérie par la France de n'avoir pas su employer ses armées dans cette noble entreprise ».

Le Gouvernement espagnol profite de menus incidents, opposant son corps d'occupation aux Rifains, à proximité de Ceuta, pour déclarer la guerre au Maroc le 24 octobre 1859. La médiation anglaise met un terme aux affrontements. Un traité de paix est signé le 26 avril 1860. Les conditions sont dures pour le Maroc. Elles prévoient l'agrandissement des présides de Ceuta et de Melilla, la concession sur la côte de l'océan à Santa Cruz de Mar Pequeña d'un « territoire suffisant pour la formation d'un établissement tel que celui que l'Espagne y possédait jadis ». Le Maroc s'engage en outre à verser une indemnité de guerre de 105 millions de francs-or, la ville de Tétouan étant occupée jusqu'au versement intégral.

Les conséquences financières de la guerre sont désastreuses <sup>2</sup>. Elles pèsent

<sup>1</sup> Santiago Alonso Valdespino, *La question du Maroc examinée au point de vue espagnol et européen*, Paris, 1859, p. 52.

<sup>2</sup> G. Ayache, « Aspects de la crise financière au Maroc après l'expédition espagnole de 1860 », *Revue historique*, Paris, 1958, p. 271.

pendant un demi-siècle sur le budget marocain. Pour faire face aux échéances le makhzen emprunte auprès des banques étrangères, son endettement s'aggrave périodiquement. Afin de payer ses créanciers, le sultan Abd el Aziz multiplie les emprunts. L'aide financière est rapidement doublée d'une pression politique rendue plus sensible encore par la succession des crises frumentaires. De 1877 à 1894, puis encore en 1904, des séries annuelles de mauvaises récoltes empêchent tout progrès économique. Avec l'accord du Gouvernement français, les banques parisiennes offrent le 12 juin 1904 un crédit de 62,5 millions de francs au Gouvernement chérifien. La proposition est assortie de conditions économiques et politiques qui remettent en cause l'indépendance du Maroc ; elle fait naître une tension entre puissances européennes. Ces dernières surmonteront leurs rivalités en sacrifiant la souveraineté marocaine.

On n'insistera jamais assez sur la gravité de l'ensemble de ces crises économiques périodiques : 1825-1826, 1860-1862, 1879-1894 et 1904, doublées des drames militaires de 1844 et 1860.

Affaibli économiquement et démoralisé militairement, le Maroc s'est trouvé confronté à l'ensemble des grandes puissances de l'Europe expansionniste qui allait, par un processus aussi compliqué que pressant, entamer l'évolution qui devait aboutir au traité de protectorat de 1912.

### *B. La fin de l'indépendance marocaine*

A partir de 1900 le Maroc est au centre de la politique d'équilibre européenne. La solution du « problème marocain », c'est-à-dire du passage du pays sous une domination étrangère, met aux prises les grands Etats européens et permet une redistribution des forces sur le continent. L'Europe écrit alors son histoire en disposant des peuples africains.

En décembre 1900, un accord de désistement réciproque abandonne la Tripolitaine à l'Italie, cette dernière reconnaît le rôle privilégié de Paris au Maroc.

Une convention franco-britannique du 8 avril 1904 laisse à la France entière liberté d'action dans l'Empire chérifien, en échange le Gouvernement français s'engage à ne pas entraver les initiatives britanniques en Egypte. Venant après le rapprochement des deux nations latines, l'entente cordiale est un nouveau succès de la politique extérieure française obtenue au détriment de la souveraineté marocaine. Celle-ci est tout simplement niée par la convention secrète franco-espagnole du 3 octobre 1904 qui, comme nous le verrons dans un développement ultérieur, partage le Maroc en zones d'influence.

La grande crise diplomatique oppose la France à l'Allemagne. Au lendemain de la guerre de 1870, Bismarck décide de s'intéresser au Maroc pour peser sur l'orientation de la diplomatie française et la rendre plus souple en menaçant l'Algérie. Or, à cette époque, les intérêts allemands dans le pays sont insignifiants. Un « mythe marocain » est créé de toutes pièces<sup>1</sup>. Historiens, journalistes, philosophes et écrivains pangermanistes évoquent un Maroc aux richesses considérables, Eldorado prometteur répondant aux besoins de l'expansion impériale. Cette campagne porte ses fruits. A partir de 1855, négociants, armateurs et industriels s'intéressent activement au marché marocain.

Le Gouvernement allemand reste cependant fidèle à la bonne vieille tradition européenne ; le Maroc n'est pour lui qu'une monnaie d'échange dans d'éventuels marchandages diplomatiques.

<sup>1</sup> P. Guillen, *L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905*, PUF, Paris, 1967.

C'est précisément du refus français de prendre en considération la présence de l'Allemagne que naît la crise de 1905.

Elle est due à la proposition d'octroi de crédits au Sultan d'un montant de 62,5 millions de francs, par les banques françaises appuyées par le Quai d'Orsay. Gagé sur les douanes, supervisé par des agents français installés dans les ports sous l'autorité d'un « délégué des porteurs » désigné par le groupe des banques prêteuses, il comporte des conditions politiques qui affectent la souveraineté marocaine. L'institution de contrôle de la dette donne, en effet, à la France un instrument politique qui lui assure la mainmise sur l'activité économique et financière du pays. Le « délégué des porteurs » est un diplomate, Regnault, nommé sur recommandation du Quai, il sera tout naturellement quelques années plus tard le signataire du traité de protectorat. En janvier 1905, une mission est chargée d'inviter le Sultan « à rétablir l'ordre dans son Empire avec l'aide de la France ». Il s'agit, en fait, d'une véritable protection proposée au Souverain chérifien qui y échappe grâce à l'intervention allemande. Le 31 mars, Guillaume II proclame à Tanger sa volonté de protéger l'indépendance marocaine.

La crise se résout provisoirement par la réunion d'une conférence internationale à Algésiras (1906) qui réunit douze Etats, dont le Maroc et les Etats-Unis.

Formellement cette conférence ne se présente nullement comme tendant à mettre en œuvre une véritable colonisation, il s'agit plutôt, aux termes de l'acte général adopté, d'apporter au Maroc un « concours technique », une « simple assistance »<sup>1</sup>. Le délégué marocain présente d'ailleurs sous cette optique les travaux de la conférence : « Nous sollicitons l'assistance de vos conseils éclairés ... et nous espérons profiter de vos avis dictés par l'amitié »<sup>2</sup>. Aussi la « souveraineté du Sultan » est-elle réaffirmée constamment tant dans les travaux préparatoires<sup>3</sup> que dans le texte de l'acte final<sup>4</sup>.

En réalité les observateurs ne s'y trompent pas. On fait référence à « la souveraineté du Sultan qu'il s'agissait de renforcer tout en la limitant »<sup>5</sup>. Il convenait donc « d'étudier une combinaison mixte que sauvegardait théoriquement les droits d'Abd el Aziz en garantissant pratiquement ceux des puissances »<sup>6</sup>.

En définitive, « la conférence disposa du Maroc, en présence de ses représentants mais sans leur consentement »<sup>7</sup>.

La conférence d'Algésiras permet d'éviter que le conflit franco-allemand ne dégénère en affrontement armé, mais elle ne règle pas définitivement le problème qui lui est posé. La formule de « colonisation collective » à laquelle elle aboutit constitue un compromis temporaire et fragile. Dans la mise en œuvre de certaines réformes, telles que la police des ports ou l'instauration d'une banque d'Etat,

<sup>1</sup> Conférence internationale d'Algésiras, *Recueil des procès-verbaux officiels*, Imprenta José Balss y Cia, San Marco, Madrid, Acte général, art. 4, 65, 110 et 114.

<sup>2</sup> Conférence internationale d'Algésiras, *op. cit.*, déclaration lue par Sidi el Hadj Mohammed el Mokri, second délégué de Sa Majesté chérifienne, le 22 janvier 1906, annexe au protocole n° 3, p. 43 et 44.

<sup>3</sup> Conférence internationale d'Algésiras, *op. cit.*, quatrième séance plénière, 1<sup>er</sup> février 1906 ; dixième séance plénière, 3 mars 1906 ; treizième séance plénière, 26 mars 1906.

<sup>4</sup> Conférence internationale d'Algésiras, *op. cit.*, p. 375.

<sup>5</sup> A. Tardieu, *La conférence d'Algésiras*, Alcan, Paris, 1907, p. 109.

<sup>6</sup> A. Tardieu, *ibid.*, p. 357 et 358.

<sup>7</sup> A. Tardieu, *ibid.*, p. 448.

l'acte final attribue des responsabilités particulières aux deux principales puissances intéressées : la France et l'Espagne.

La première profite de sa présence territoriale en Algérie pour accroître sa « pénétration pacifique », de plus en plus attentatoire à la souveraineté marocaine. Les opérations militaires de Casablanca en 1907 et à Fès en 1911 provoquent une nouvelle intervention allemande. Finalement le grand marchandage a lieu et se termine par l'accord du 4 novembre 1911, l'Allemagne obtient le prix de son désintéressement : l'abandon d'une partie du Congo français. La voie est libre pour l'instauration du protectorat français le 30 mars 1912.

Il ne reste au Gouvernement de Paris qu'à s'entendre avec celui de Madrid pour l'exercice des responsabilités étatiques au Maroc. C'est l'objet de l'accord du 27 novembre 1912 qui, précisément, remet officiellement en question l'appartenance au Maroc des terres sahariennes. Il marque l'aboutissement d'un long processus colonialiste imaginé par l'Espagne dès le XV<sup>e</sup> siècle.

## 2. LE MAROC, VICTIME AU SAHARA OCCIDENTAL DE DE L'EXPANSIONNISME ESPAGNOL

Les relations entre le Maroc et l'Espagne sont animées par un double mouvement contradictoire. A la poussée colonialiste hispanique s'oppose une résistance chérifienne constante. Les récentes déclarations espagnoles, devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, prétendant exprimer un ralliement aux principes énoncés par le droit de la décolonisation, ne constituent qu'un revirement conjoncturel.

Elles illustrent de façon significative la recherche permanente d'un titre juridique adapté aux différentes évolutions du droit international.

Le souci du Gouvernement marocain d'en révéler la véritable signification politique est conforme à son attitude de refus permanent de la présence espagnole sur le territoire du Royaume du Maroc.

Chronologiquement l'Espagne a tenté de justifier son expansionnisme au Sahara occidental par l'appel à différents thèmes. Elle a d'abord invoqué de prétendus droits historiques. Puis, devant la carence manifeste d'effectivité, elle a utilisé de manière unilatérale et déformée la pratique du « protectorat ». Enfin, elle a bénéficié des procédures de domination imaginées et imposées par le « droit diplomatique européen »<sup>1</sup>.

### A. L'appel à de prétendus droits historiques

Dès le début de la politique coloniale européenne, l'Espagne énonce ses prétentions « historiques » sur le Maroc. L'absence de ceux-ci sur le terrain contraste nettement avec l'ampleur et l'ambition de leurs intitulés et témoigne de l'intensité de la résistance marocaine.

#### a) *Le Maroc, continuation maghrébine de la « Reconquista » espagnole*

Le 5 juillet 711, les Arabes, après avoir débarqué à Algésiras, vainquirent à Xeres de la Frontera l'armée espagnole qui avait été envoyée contre eux par le roi Rodéric. En quelques années, la plus grande partie de la péninsule fut occupée et les Arabes donnèrent à l'Espagne un développement intellectuel et économique qui en fit à cette époque la première des nations européennes.

Pendant de nombreux siècles les Espagnols réfugiés au nord combattirent les

<sup>1</sup> La formule est utilisée par l'article 1 du traité du 25 août 1883 établissant le protectorat de la France sur le Viet Nam.

Arabes et la reconquête s'acheva le 2 janvier 1492 par la prise de Grenade. Avant de mourir, en 1504, la reine Isabelle la Catholique inséra, entre autres dispositions, dans son testament, la clause suivante :

« Je prie et je requiers la Princesse, ma fille, et le Prince, son époux, en leur qualité de souverains catholiques, de prendre bien soin des choses qui sont à l'honneur de Dieu et de sa sainte foi, qu'ils soient très obéissants aux commandements de la Sainte Mère l'Eglise et ses protecteurs et ses défenseurs, ainsi qu'ils sont tenus et qu'ils ne cessent pas de conquérir l'Afrique et de combattre pour la foi contre les infidèles. »<sup>1</sup>

A partir de ces directives, les successeurs de la reine Isabelle, poussés par un désir de vengeance et de conquête, essayèrent d'implanter leur domination en Afrique en invoquant leurs prétendus « titres historiques ». Toute la politique d'expansion coloniale espagnole au Maroc ne peut être comprise sans la constante nostalgie de ce pays pour son épopée marocaine. Donoso Cortes souligna fréquemment que l'Espagne était la tête de pont de l'Europe vers l'Afrique<sup>2</sup>. De même, *La Epoca*, journal ministériel espagnol, soulignait dès 1857 « l'impossible prescription » des droits de l'Espagne sur le Maroc. De son côté, Santiago Al Onso Valdespino écrivait : « pour le peuple espagnol, il serait plus dégradant de ne pouvoir réaliser la civilisation du Maroc qu'il est humiliant de supporter une garnison étrangère à Gibraltar »<sup>3</sup>.

Ces nombreuses revendications « historiques » amènent l'historien J.-L. Miège à constater : « la question marocaine dès lors fait partie de l'ensemble d'idées, de rêves et de regrets qui constitue l'espagnolisme »<sup>4</sup>. Ces termes sont particulièrement significatifs et annoncent l'absence d'effectivité dans la réalisation des prétendus « droits historiques » de l'Espagne au Sahara occidental.

#### b) L'absence d'effectivité des prétendus droits historiques de l'Espagne

Analysées dans la perspective de la dimension historique précédente, les manœuvres de l'Espagne au Sahara occidental s'intègrent dans la tentative générale de conquête du Maroc. Mais devant l'impossibilité matérielle d'obtenir ce contrôle, du fait de l'opposition armée des tribus marocaines, l'Espagne se contente de réclamer une tête de pont sur la côte marocaine afin d'y installer une garnison suffisamment forte pour protéger les îles Canaries. Le Gouvernement espagnol désire obtenir la cession de ce « point fort » du seul souverain légitime : le sultan du Maroc. Pour y parvenir, il évoque les droits qu'il prétend tenir de l'histoire.

En 1476, l'Espagne construit une forteresse sur le littoral saharien en un lieu intitulé par elle « Santa Cruz de Mar Pequeña ». Mais, dès 1478, la résistance marocaine se manifeste et le fort est attaqué par une troupe de dix mille hommes commandée par le chérif Adil. En 1481, le fort est détruit et rasé.

Bien qu'il ait été reconstruit, il est de nouveau attaqué par les Marocains et définitivement démoli en 1524 ou en 1527. La destruction de cette présence ponctuelle a été si totale qu'il n'a plus été possible d'en retrouver le lieu et toute trace matérielle au XIX<sup>e</sup> siècle, ce qui démontre, une nouvelle fois, s'il s'en faut,

<sup>1</sup> Cité par Rouard de Gard, *Relations de l'Espagne et du Maroc au XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 10.

<sup>2</sup> *Œuvres*, Paris, 1859.

<sup>3</sup> *La question du Maroc examinée au point de vue espagnol et européen*, trad. Lamarinière, Paris, 1859, p. 58.

<sup>4</sup> *Le Maroc et l'Europe*, PUF, Paris, 1962, p. 352.

le peu de teneur des soi-disant « titres historiques » de l'Espagne. A partir du XVI<sup>e</sup> siècle l'action de ce pays au Sahara occidental se limite à quelques razzias d'esclaves effectuées par les gens des Canaries. En 1587, Philippe II songe à faire restaurer la forteresse de Santa Cruz mais les ordres qu'il donne en ce sens ne pourront pas être exécutés.

Pourtant, inquiet des tentatives d'un commerçant anglais, Georges Glas, désireux d'ouvrir en 1764 un comptoir à Tarfaya, le Gouvernement espagnol se fonde sur le souvenir de cette lointaine présence pour réclamer au Sultan le droit de se réinstaller sur les ruines de Santa Cruz.

C'est la mission qui fut confiée en 1767 à l'ambassadeur Jorge Juan, auprès du sultan Sidi Mohamed Ben Abdallah. L'échange de lettre entre l'ambassadeur espagnol et son ministre montre l'importance que l'Espagne attache à la cession d'un point sur la côte marocaine de l'Atlantique à proximité des Canaries, mais aussi le refus permanent du Sultan d'accorder cette concession (annexes 32 et 33).

Les négociations aboutissent à la conclusion du traité d'amitié du 28 mai 1767 par lequel le Maroc accepta toutes les possibilités d'échange et d'entraide mais se refusa à admettre l'existence de Santa Cruz.

Ce refus s'inscrit parfaitement dans les orientations politiques de S. M. Sidi Mohamed Ben Abdallah qui, dans une lettre adressée le 19 septembre 1774 au roi d'Espagne, informait son correspondant de son intention de récupérer Ceuta et Melilla. Illustrant ces intentions, le Souverain marocain devait, d'ailleurs, assiéger effectivement Melilla du 9 décembre 1774 au 16 mars 1775<sup>1</sup>.

En 1785, Salinas, ambassadeur du roi d'Espagne, reçu en audience par le Sultan, ne présenta aucune demande relative à Santa Cruz mais se borna à réclamer la restitution de Canariens prisonniers au Sahara occidental.

Le traité maroco-espagnol du 1<sup>er</sup> mars 1799, confirmant la souveraineté du Sultan au Sahara occidental, l'institue protecteur des naufragés espagnols échoués sur les rivages de l'oued Noun et au-delà<sup>2</sup>.

Il faudra attendre la guerre malheureuse maroco-espagnole de 1859 pour que l'article 8 du traité de paix du 26 avril 1860 attribue à l'Espagne, sous la pression des armées, un territoire suffisant pour l'édification d'un établissement similaire à celui qu'elle possédait autrefois à Santa Cruz (annexes 34 et 35). Cette disposition, qui avait pour objet l'installation d'une pêcherie sur une côte particulièrement poissonneuse est introduite dans le traité à la demande du général commandant les troupes espagnoles, le général O'Donnel, lui-même originaire des îles Canaries. Elle ne recevra jamais le moindre commencement d'exécution en dépit des multiples interventions du Gouvernement espagnol (envoi de trois ambassades en 1863, 1864 et 1866) et des travaux de deux commissions d'enquête mixtes bilatérales.

Dès 1878, le makhzen propose le rachat de Santa Cruz. Tel est l'objet de l'ambassade de Bricha en juin 1878 et de Souissi, l'année suivante, à Madrid. Bricha se rend encore à deux reprises dans la capitale en 1880 et en 1882 (annexes 36 et 37).

Le ministre plénipotentiaire espagnol à Tanger expose dans une lettre adressée le 16 mars 1881 à son ministre d'Etat des affaires étrangères le contenu de l'offre marocaine.

<sup>1</sup> « El sitio de Melilla de 1775, contiene el diario del ataque y defensa de la Plaza de Melilla contra el ejército del Emperador de Marruecos por su misma persona desde el 9 de Diciembre de 1774. » *Publicaciones del Instituto General Franco*, Tanger, 1939.

<sup>2</sup> Cf., *infra*, deuxième partie, p. 195.

Constatant l'inefficacité pratique de ses revendications établies sur l'existence de prétendus titres historiques, l'Espagne s'efforce à cette époque d'utiliser de façon déformée la pratique du protectorat.

### B. *L'utilisation déformée de la pratique du protectorat*

Le 26 décembre 1884, le Gouvernement de Madrid notifie aux gouvernements européens sa décision de placer sous la protection de l'Espagne la côte du Río de Oro, qui s'étend du cap Bojador au cap Blanc (annexe 40).

Cette notification intervient à la veille de la conférence de Berlin qui doit précisément réglementer les modalités de l'occupation par les Etats européens de certaines parties du littoral africain. Il paraît intéressant de rechercher, pour mieux apprécier la portée juridique du titre invoqué, les causes immédiates de cette initiative.

#### a) *Les causes de l'instauration du protectorat espagnol*

Elles se trouvent à la fois dans l'apparition et le développement d'un groupe de pression colonial en Espagne et dans la volonté de répondre à l'établissement d'un comptoir britannique de Mackenzie à cap Juby.

Au lendemain de la signature du traité maroco-espagnol du 26 avril 1860, les intérêts privés hispaniques s'organisent pour profiter de la situation nouvelle. Une compagnie se fonde à Madrid, sous le nom d'Atlas Compagnie, pour exploiter l'établissement de pêche à installer sur la côte du Sahara occidental.

Le 30 mars 1884, une société des africanistes se constitue à Madrid afin de « développer la colonisation de l'Afrique ». Elle est patronnée par plusieurs ministres et d'importantes personnalités politiques. A la même époque, une compagnie de navigation et de commerce, la Compagnie mercantile hispano-africaine, est instaurée pour accroître « les relations commerciales de l'Espagne avec l'Afrique par l'implantation de factoreries et la création d'un service régulier de bateaux à vapeur »<sup>1</sup>.

Ces différentes sociétés coloniales et commerciales s'efforcent d'établir une présence espagnole dans les régions côtières au sud du cap Juby, en invoquant l'application de l'article 8 du traité du 26 avril 1860. Cette partie de la côte marocaine paraît « plus riche en poissons et plus accessible »<sup>2</sup> que celle de la région « d'Ifni entre oued Noun et Agadir », que les Espagnols considèrent encore en 1878 comme correspondant le mieux à l'ancienne Santa Cruz de Mar Pequeña<sup>3</sup>.

Le 11 mai 1882, le président de la Société des africanistes espagnols demande, dans une conférence prononcée à Madrid, l'occupation unilatérale, par le gouvernement, de Santa Cruz, qui devait être située dans la zone comprise entre le cap Noun et le cap Blanc<sup>4</sup>. De même, dans un rapport du 22 février 1884, le secrétaire de la Société espagnole de géographie commerciale, M. Ricart, affirme la nécessité d'installer Santa Cruz entre le cap Bojador et le cap Blanc, de préférence dans la presqu'île de Río de Oro<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> J.-L. Miège, *op. cit.*, t. II, p. 331.

<sup>2</sup> Angel Domenech Lafuente, *Algo sobre Río de Oro*, Madrid, 1946, p. 45.

<sup>3</sup> J.-L. Miège, *op. cit.*, t. III, p. 326.

<sup>4</sup> Tomas García Figueras, *La acción africana de España*, Madrid, 1966, t. II, p. 177.

<sup>5</sup> *El porvenir de España*, Barcelone, 1884, p. 16-19.

La même revendication est reprise en janvier 1884 par la Société des africanistes, conformément à la résolution adoptée par le congrès espagnol de géographie coloniale et commerciale réuni au mois de mars 1883, qui exige l'intervention du Gouvernement espagnol<sup>1</sup>. Celui-ci s'y refuse, mais laisse agir les initiatives privées, surtout après les premières interventions des concurrents européens.

En 1869, le Gouvernement italien encourage l'envoi d'une mission dans la région de l'oued Noun afin d'y reconnaître le territoire. Une nouvelle tentative a lieu en 1876 avec le concours de la Société géographique italienne. L'objet de cette double opération est de nouer des contacts avec le Soudan. « Au vrai, comme l'écrit l'historien J.-L. Miège, les Italiens avaient été pris de vitesse par l'ingénieur britannique Donald Mackenzie. »<sup>2</sup>

Ce dernier créa en 1875 la North West Africa Company et place un comptoir en avril 1879 au cap Juby, en niant l'existence d'une souveraineté marocaine sur cette région. Le différend qui sur ce point oppose Mackenzie au Sultan sera étudié dans la deuxième partie de ce mémoire<sup>3</sup>. Il convient cependant de noter d'ores et déjà que le Gouvernement espagnol appuie la position juridique chérifienne concernant la souveraineté marocaine sur le territoire contesté (annexe 61).

Cependant, en raison de l'émotion suscitée au sein de l'opinion publique espagnole et surtout de celle des îles Canaries (annexes 56 et 57), le Gouvernement de Madrid décide de prendre des gages territoriaux entre le cap Bojador et le cap Blanc. Ces limites géographiques lui sont imposées au nord par son propre refus de considérer la région de cap Juby comme un territoire sans maître, afin de contester la présence britannique, et, au sud, par le traité de Versailles du 4 septembre 1783 qui reconnaît à la France des droits spéciaux entre le cap Blanc et le fleuve Sénégal.

Il exploite dans ce dessein les quelques installations matérielles mises en place par des initiatives privées. En septembre 1881, la compagnie Pesquerías canario-africanas établit un simple ponton dans la baie de Río de Oro. En novembre 1884, Bonelli, représentant de la Société des africanistes érige une factorerie dans la presqu'île de Dakhla, à Villa Cisneros.

Tels sont les rares éléments sur lesquels est bâtie la fiction du protectorat qui n'intéresse d'ailleurs que la côte allant du cap Bojador au cap Blanc, à l'exclusion de la Saguiet el Hamra pour laquelle aucun fait de ce genre n'a été invoqué.

#### b) La portée juridique du « protectorat » espagnol

La notification espagnole aux puissances effectuée à la fin de l'année 1884 est atteinte d'un vice essentiel, l'inexistence d'un acte juridique susceptible d'établir un protectorat.

##### i) Le soi-disant traité de protectorat n'existe pas matériellement

Le Gouvernement espagnol pour tenter de justifier sa présence au Río de Oro a invoqué un certain nombre de textes.

En septembre 1881, la compagnie Pesquerías canario-africanas aurait acheté des terrains sur le rivage de la péninsule de Río de Oro par l'intermédiaire de trois marocains qui se seraient rendus, pour réaliser cette transaction, à Arrecife dans l'île de Lanzarote. Il s'agit en fait, d'après le témoignage des Espagnols eux-

<sup>1</sup> Angel Domenech Lafuente, *op. cit.*, p. 45.

<sup>2</sup> J.-L. Miège, *op. cit.*, p. 229.

<sup>3</sup> *Infra*, deuxième partie, p. 197.



mêmes<sup>1</sup>, d'une simple cession entre personnes privées ne réalisant qu'un simple transfert de propriété et n'aliénant nullement la souveraineté marocaine (annexe 38).

Le 28 novembre 1884, Bonelli obtient par la signature d'un acte rédigé en espagnol et daté en grégorien, ce qui révèle bien son caractère unilatéral, l'autorisation de construire un bâtiment pour y exercer son commerce à Nouadhibou (annexe 39).

Il paraît difficile d'admettre que ces deux documents, élaborés dans une perspective uniquement commerciale, puissent répondre aux exigences posées par l'acte général de la conférence de Berlin du 26 février 1885, dont l'Espagne était partie.

Aux termes de l'article 35 de cet acte général, il est en effet stipulé :

« Les puissances signataires du présent acte reconnaissent l'obligation d'assurer dans les territoires occupés par elles, sur les côtes du continent africain, l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis... »

C'est sans doute pour concrétiser cette autorité, jusque-là absente, qu'un décret du 10 juillet 1885 précise l'organisation administrative du soi-disant protectorat et nomme Bonelli au commandement supérieur civil et militaire (annexe 41).

En fait, cette organisation reste plus nominale que réelle. Il est intéressant à cet égard de comparer l'affirmation contenue dans la notification du 26 décembre 1884 selon laquelle les populations de la côte du cap Bojador au cap Blanc « ont à de nombreuses occasions sollicité et obtenu la protection des Espagnols », avec le témoignage du chargé d'affaires de France à Tanger, M. de La Martinière. Celui-ci parlant en 1900 de la présence espagnole à Villa Cisneros dans une lettre adressée au ministre des affaires étrangères évoque : « cette ombre de garnison dont les relations avec les tribus de l'intérieur n'existeraient pas »<sup>2</sup>.

Le témoignage de l'historien J.-L. Miège conforte cette dernière estimation : « Les populations se montrèrent rétives. Le mouvement xénophobe de Ma el Aïnin installé à Smara contraignit les Espagnols de s'enfermer à Villa Cisneros. »<sup>3</sup>

L'accord passé par trois explorateurs espagnols avec des représentants de l'émir de l'Adrar, le 12 juillet 1886, et qui concernait l'*hinterland* ne pouvait rien changer à la situation de fait, n'ayant de toute façon jamais été suivi d'effectivité (annexe 40 bis).

## ii) *Le soi-disant protectorat n'est pas conforme au droit international*

En dépit de la confusion juridique de la situation de l'Espagne au Sahara occidental que nous venons d'établir, c'est bien l'établissement d'un protectorat que le Gouvernement de Madrid cherche à instaurer. Il ne procède pas à une annexion.

La séance des Cortes du 24 juin 1887 en fournit la démonstration. Au cours du débat, un député d'opposition (M. Montilla) interroge le président du Conseil Sagasta pour savoir « si le gouvernement considère que le territoire de la côte

<sup>1</sup> A. Domenech Lafuente, *op. cit.*, p. 45.

<sup>2</sup> *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1<sup>re</sup> série, t. XVI, doc. n° 115, p. 190-192.

<sup>3</sup> *Le Maroc et l'Europe*, *op. cit.*, t. III, p. 333

africaine compris entre la baie du cap Blanc et le cap Bojador fait partie du territoire de la nation espagnole ». Montilla précise son interpellation :

« le paragraphe 2 de l'article 55 de la Constitution dispose que, pour aliéner ou annexer des territoires nationaux, le Roi doit être autorisé par une loi élaborée aux Cortes. Si le gouvernement déclare que ces territoires appartiennent à l'Espagne comme il a cru bon de le faire, il n'est rien de moins qu'en flagrante violation de la Constitution. »<sup>1</sup>

Le président du Conseil confirme bien l'intention gouvernementale d'établir un protectorat. Or, « la notion de protectorat a des limites très imprécises qui peuvent aller d'une petite influence de la nation protectrice jusqu'à la domination complète du territoire »<sup>2</sup>.

En vérité, le droit international de la période coloniale ne connaît que deux types de protectorat. Le protectorat international implique des rapports de dépendance d'un côté, de protection d'un autre, entre deux entités constituant deux véritables Etats. Le protectorat colonial porte sur des territoires « qui contiennent des peuplades avec un chef mais non un peuple avec son gouvernement »<sup>3</sup>.

Pour s'en tenir au droit de la colonisation, ce deuxième type suppose une prise de possession réelle. Ainsi apparaît l'absence de conformité des prétentions espagnoles aux conditions établies par le droit de l'époque. Comme le rappelle avec force Charles De Visscher (*Les effectivités du droit international public*, p. 102) :

« les titres proprement juridiques, tels qu'un traité de cession, n'opèrent pas par eux-mêmes établissement de la souveraineté ; il ne suffit pas davantage à la conserver. Le traité de cession n'opère transfert que s'il est suivi par une prise de possession ».

Jusqu'en 1934 l'Espagne n'a occupé que trois points côtiers du Río de Oro, précisément en raison de l'opposition armée des populations marocaines qu'elle était censée protéger. Ces populations ont pris les armes pour répondre à l'appel de leur souverain légitime, le Sultan.

L'Espagne savait de longue date que le sultan du Maroc était le seul maître authentique de la terre saharienne comme le montre notamment le traité qu'elle avait conclu avec lui le 28 mai 1767.

Il est d'ailleurs significatif de noter qu'en 1886, deux ans après l'ordre royal de « notification de protectorat », l'Espagne doute encore de la validité de « ses droits ». Elle essaie sans succès de faire ratifier ses prétentions par le Sultan. Dans ce dessein, l'ambassadeur d'Espagne prie Mohammed Ben Larbi Torres d'interroger Moulay Hassan sur les « frontières sud du Royaume ». Le Roi répondit le 4 Ramadan 1303 (6 juin 1886) dans les termes suivants :

« En ce qui concerne le Río de Oro, une enquête faite auprès des habitants de la région a révélé qu'il s'agit des lieux habités par les Ouled Delim et la tribu des Aroussiyyine qui sont nos fidèles serviteurs, qui se sont installés aux environs de Marrakech et de Fès et qui appellent cette région « Dakhla. »

Vingt-deux ans plus tard, en 1908, le Gouvernement espagnol demande encore

<sup>1</sup> Tomas García Figueras, *Santa Cruz de Mar Pequeña, Ifni, Sahara*, Madrid.

<sup>2</sup> *Revue Africa*, 1934, p. 205.

<sup>3</sup> P. Fauchille, *Traité de droit international*, Paris, 1925, t. II, p. 776.

au Gouvernement marocain « l'établissement des limites entre le territoire de l'Empire chérifien et le point que possède l'Espagne à Wadi-Ed-Dahab » (annexes 9 à 14).

Le 18 mai 1886, S. M. Hassan I<sup>er</sup> adresse à tous les représentants des Etats étrangers à Tanger, par l'entremise de son ministre des affaires étrangères, une note circulaire par laquelle il proteste contre les menées de certaines puissances européennes et en particulier de l'Espagne au Sahara <sup>1</sup> (annexe 60).

Le voyage effectué, la même année, par le Souverain dans le sud est également dirigé contre les convoitises espagnoles sur la côte marocaine du cap Blanc.

Le 2 mai 1889, dans une lettre adressée à l'ambassadeur britannique, sir Herbert White, le grand vizir M'Fadel Gharnit rappelle une nouvelle fois la position marocaine :

« Vous dites que les rois du Portugal occupaient quelques villes de l'Empire du Maroc dans les régions situées au sud de Juby, c'est-à-dire dans le Río de Oro ou la rivière d'Or, et que si le Gouvernement marocain ne reconnaît pas que ces villes étaient portugaises, toujours est-il que les Espagnols les occupent depuis plusieurs années malgré les revendications marocaines sur elles.

Vous ignorez que le Gouvernement marocain a écrit au Gouvernement espagnol à ce sujet et qu'il a envoyé des troupes dans la région pour la protéger. » <sup>2</sup> (Annexes 63, 64 et 65.)

Ne pouvant une fois encore rien obtenir du souverain légitime, le Gouvernement de Madrid cherche une autre voie dans la négociation avec les puissances européennes. Ainsi s'explique que la déclaration de 1884, considérée comme une « prévision diplomatique » par le ministre espagnol des affaires étrangères, ait été notifiée aux puissances pour servir de base à la future négociation.

C'est donc le concert européen qui attribuera à l'Espagne une part de territoire marocain.

### *C. Le Maroc, objet du « droit diplomatique européen »*

« L'Espagne, sans ennuis diplomatiques, et toute seule durant de longs siècles en face du Maroc, n'avait pu le conquérir. Il fallut, pour que ses troupes pénétrassent à demeure dans un pays si longtemps convoité, que la question marocaine fût posée devant les puissances. L'Espagne arriva ainsi, après des péripéties diverses, au but qu'elle s'était proposé et cela indirectement, beaucoup plus par les combinaisons de la diplomatie que par la force des armes. » <sup>3</sup>

Cette appréciation de l'historien français Emile Vidal est parfaitement conforme aux déroulements des faits. Les dispositions des traités franco-espagnols du 27 juin 1900, du 3 novembre 1904 et du 27 novembre 1912 tracent progressivement sur la côte marocaine les contours d'une création coloniale : Le « Sahara espagnol ».

Le dépècement du Royaume du Maroc s'effectue en violation du principe essentiel du respect de l'unité et de l'intégrité territoriales, maintes fois consacré

<sup>1</sup> Espinoza de los Monteiros, *L'Espagne en Afrique*, Madrid, 1903, p. 146.

<sup>2</sup> Public Record Office, F.O. 99/271. Dans le même sens, lettre du 4 juillet 1886 à sir J. B. Hay, Public Record Office, F.O. 99/262, et lettre du 26 février 1889 à sir William Kirby Green, F.O. 99/271.

<sup>3</sup> E. Vidal, *La politique de l'Espagne au Maroc*, Montpellier, 1913, p. 181.

par des traités internationaux dont le plus solennel est sans conteste l'acte final de la conférence d'Algésiras.

Dans ces circonstances, il s'avère impossible de considérer comme *terra nullius* une partie importante du territoire marocain, arbitrairement détachée du Royaume. Une telle violation de l'intégrité territoriale marocaine est d'ailleurs parfaitement mise en lumière par M. Gonzalo De Reparaz, conseiller, spécialiste des affaires marocaines, auprès de l'ambassadeur d'Espagne à Paris, lors des négociations ayant abouti au traité franco-espagnol du 3 octobre 1904. Celui-ci, dans son ouvrage *Politique de l'Espagne en Afrique*, rappelle que le Maroc comprend dix provinces : trois au nord, trois au centre et quatre au sud, à savoir le Sous, le Draa, la Saguiet el Hamra et le Sahara marocain <sup>1</sup>. L'ensemble du Sahara occidental est donc partie intégrante de l'Empire chérifien, excluant tout recours à la notion de terre sans maître.

#### a) *Le dépeçage du Royaume du Maroc*

À la suite de la notification espagnole du 26 décembre 1884, et de l'expédition exploratoire vers l'Adrar, en juillet 1886, le Gouvernement français prend l'initiative d'une première délimitation du territoire placé sous la « protection » de l'Espagne. Les négociations aboutissent à la signature du protocole franco-espagnol du 26 octobre 1886.

La frontière entre les « possessions françaises du Sénégal » et les « possessions espagnoles » est tracée de la manière suivante :

« Une ligne qui partant du point indiqué par la carte annexée à la présente convention sur la côte occidentale de l'Afrique, de la péninsule du cap Blanc entre l'extrémité de ce cap et la baie de l'Ouest (baie du Lévrier), gagnera le milieu de ladite péninsule, puis en divisant celle-ci par moitié, autant que le permettra le terrain, remontera au nord jusqu'au point de rencontre avec le parallèle 21° 20' de latitude nord et se continuera dans l'intérieur le long du susdit parallèle. »

Ainsi se trouvent limitées au sud les possibilités d'extension espagnole, mais ce protocole passe sous silence l'aboutissement de cette frontière le long du parallèle 21° 20'. Telle est, sans doute, la raison qui pousse le Gouvernement de Madrid à la même époque à demander au Gouvernement chérifien où s'arrête au sud les frontières du Royaume <sup>2</sup>.

Le décret royal espagnol du 6 avril 1887 précise dans son article premier que « les territoires de la côte saharienne se trouvant entre la baie de l'Ouest du cap Blanc ... et le cap Bojador ... sont incorporés à la capitainerie des îles Canaries » (annexe 42).

La terminologie employée est révélatrice de l'évolution subie. Le terme de protectorat n'est plus utilisé. L'Espagne calque ainsi l'organisation de ses « possessions sur la côte occidentale » de l'Afrique sur celle que la France met en place à partir du Sénégal.

Au moment même où elle procède de la sorte à une annexion unitérale d'une partie du territoire marocain, l'Espagne adresse, avec l'Italie et l'Angleterre, une note collective au Sultan le 12 mars 1887. Les trois gouvernements affirment que « le maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Empire marocain est l'objet de leur vive sollicitude ».

<sup>1</sup> Barcelone, 1907, p. 84.

<sup>2</sup> Cf. *supra*, p. 145.

En janvier 1891, le sous-secrétaire d'Etat aux colonies du Gouvernement français appelle l'attention du ministre des affaires étrangères

« sur le grand danger qu'il y aurait à ne pas fixer le point où s'arrêtera dans l'intérieur la limite des possessions espagnoles le long du parallèle 21° 20' et à permettre ainsi la justification par une convention diplomatique des prétentions ultérieures que l'Espagne pourrait élever dans une région dont la possession ne saurait nous être contestée à la suite de la convention franco-anglaise du 5 août 1890 »<sup>1</sup>.

Le territoire essentiellement visé par cette note est l'Adrar, bien que le Gouvernement espagnol n'ait jamais notifié aux puissances, donc à la France, le soi-disant « traité de protectorat » de 1886.

La nécessité pour la France de ne pas laisser couper la jonction projetée entre le Sénégal et ses possessions d'Afrique du Nord amène, dès 1891, des échanges de vues entre les Gouvernements français et espagnol. Ils deviennent indispensables à la suite des initiatives d'un fonctionnaire français. Xavier Coppolani est chargé en novembre 1898 par son gouvernement de « prendre contact avec les peuplades maures et touareg situées au nord » de la colonie du Sénégal, « d'établir avec elles un courant de relations pacifiques » et « d'étudier le développement de l'islamisme dans ces régions au point de vue politique ». Cette mission conduit le 27 décembre 1899 le ministre français des colonies à proposer la création d'une « organisation autonome » regroupant « les territoires immenses » répartis « de la rive droite du Sénégal et des régions comprises entre Kayes et Tombouctou » jusqu'au cap Juby et au Sud algérien, sous le nom de « Mauritanie occidentale ». La réalisation de ce projet se heurte aux objections du ministre des affaires étrangères français qui évoque à la fois l'accord anglo-marocain du 13 mars 1895, reconnaissant la souveraineté du Sultan sur les terres allant de cap Juby au cap Bojador, et les vues de l'Espagne sur certaines parties du Sahara occidental. Pour surmonter cet obstacle, les négociations franco-espagnoles, suspendues par la guerre hispano-américaine de 1898, reprennent et aboutissent à la signature de la convention du 27 juin 1900 (annexe 43).

L'article premier trace la délimitation territoriale de la manière suivante :

« Sur la côte du Sahara, la limite entre les possessions françaises et espagnoles suivra une ligne qui, partant du point indiqué par la carte ... sur la côte occidentale de la péninsule du cap Blanc, entre l'extrémité de ce cap et la baie de l'Ouest, gagnera le milieu de ladite péninsule, puis, en divisant celle-ci par moitié autant que le permettra le terrain, remontera au nord jusqu'au point de rencontre avec le parallèle 21° 20' de latitude nord. La frontière se continuera à l'est sur le 21° 20' de latitude nord jusqu'à l'intersection de ce parallèle avec le méridien 15° 20' ouest de Paris (13° ouest de Greenwich). De ce point, la ligne de démarcation s'élèvera dans la direction du nord-ouest en décrivant entre les méridiens 15° 20' et 16° 20' ouest de Paris (13° et 14° de Greenwich), une courbe qui sera tracée de façon à laisser à la France, avec leurs dépendances, les salines de la région d'Idjil, de la rive extérieure desquelles la frontière se tiendra à une distance d'au moins 20 kilomètres. Du point de rencontre de ladite courbe avec le méridien 15° 20' ouest de Paris (13° ouest de Greenwich), la frontière gagnera aussi directement que possible l'intersection du tropique du Cancer avec le méridien 14° 20' ouest de Paris (12° ouest de Greenwich) et se prolongera sur ce dernier méridien dans la direction du nord ».

<sup>1</sup> Convention relative au partage du Soudan.

*La limite ainsi tracée n'est donc pas une ligne fermée, le territoire attribué à l'Espagne n'est pas limité au nord. Pour obtenir un élargissement de ses « possessions » le Gouvernement espagnol est contraint de s'accorder avec la France.*

Ce fait est reconnu par M. Ribera qui déclare dans le numéro de décembre 1901 de la *Revista de Aragon* :

« On ne peut faire la conquête du Maroc, même si elle était facile, sans l'amitié de la France qui tient entre ses mains la frontière marocaine par l'Algérie, base naturelle d'opérations offensives et défensives... Enfin, actuellement, en ce qui concerne la question du Maroc, l'énorme infériorité de nos moyens comparés à ceux de la France nous met dans l'obligation de nous soumettre entièrement à elle pour obtenir un succès durable. »

Des discussions entre les deux pays reprennent après l'accord franco-italien de décembre 1900. Un projet de convention est mis au point le 8 et le 11 novembre 1902, mais le Gouvernement espagnol hésite à le conclure sans l'accord préalable de la Grande-Bretagne. Ce projet est toutefois intéressant à analyser dans la mesure où il reconnaît explicitement la souveraineté marocaine sur la Saguiet el Hamra. L'article 2 prévoit qu'en cas d'impossibilité de maintien du *statu quo* au Maroc, la France et l'Espagne jouiront d'un « droit exclusif » d'intervention dans deux « sphères d'influence » délimitées par l'article 3 qui attribue à celle de l'Espagne, outre une partie de l'Anti-Atlas et de la vallée du Sous, la Saguiet el Hamra (annexe 44).

Les deux articles fondamentaux sont ainsi rédigés :

« Art. 2. — Si par la faiblesse du *Gouvernement marocain* et par son impuissance à assurer l'ordre et la sécurité, ou *pour toute autre cause*, le maintien du *statu quo* devient impossible, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne déterminent comme il suit les limites à l'intérieur desquelles chacun d'eux aura le droit exclusif de rétablir la tranquillité, de protéger la vie et les biens des personnes, et de garantir la liberté des transactions commerciales.

Art. 3. — D'une part, la ligne de démarcation entre les sphères d'influence française et espagnole partira de l'intersection du méridien 14° 20' ouest de Paris (12° ouest de Greenwich) visé par la convention du 27 juin 1900, avec le 26° degré de latitude nord qu'elle suivra vers l'est jusqu'à son intersection avec la route tracée en pointillés sur la carte formant l'annexe 1 de la présente convention, et reliant Bir el Abbas à Mader Ym Ougadir en passant par Tindouf... »

Le texte ne souffre aucune discussion. *Pour les Espagnols, en 1902, la Saguiet el Hamra est bien une terre marocaine comme le confirme la carte ci-jointe*<sup>1</sup>, extraite d'un ouvrage de M. García Figueras, paru à Madrid en 1946, intitulé « *Les revendications espagnoles sur le nord de l'Afrique* ».

Les négociations au moment interrompues sont rouvertes en 1903 et facilitées l'année suivante par l'accord franco-anglais du 8 avril 1904. Par l'article 8, les deux parties contractantes

« s'inspirant de leurs sentiments sincèrement amicaux pour l'Espagne, prennent en particulière considération les intérêts qu'elle tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine de la

<sup>1</sup> Non reproduite. [Note du Greffe.]

Méditerranée et au sujet desquels le Gouvernement français se concertera avec le Gouvernement espagnol » (annexes 45 et 46).

Toutefois, comme le relève M. Noulens dans son rapport devant la Chambre française des députés en 1913, « les situations se précisaient et la nôtre ne nous permettait plus d'envisager les mêmes concessions que précédemment »<sup>1</sup>, concessions bien entendu consenties sur le territoire marocain.

Les négociations se terminent par la signature du traité du 3 octobre 1904. Par une *déclaration publique* de la même date, les deux gouvernements reconnaissent qu'ils se sont mis d'accord pour fixer l'étendue de leurs droits et la garantie de leurs intérêts au Maroc, tout en déclarant « qu'ils demeurent fermement attachés à l'intégrité de l'Empire marocain sous la souveraineté du Sultan » (annexe 47).

En réalité, cette noble affirmation n'était que de principe, la déclaration publique du 3 octobre 1904 était accompagnée d'un « arrangement » qui, au cours des quinze premières années, ne pouvait être publié qu'après accord des deux gouvernements (annexe 48). Le contenu du traité du 3 octobre 1904 reste donc secret jusqu'en 1912. Il révèle en fait une nouvelle et grave amputation du territoire marocain dont les deux signataires désirent camoufler les effets à l'égard du Maroc. Dans cette perspective, le ministre d'Etat espagnol déclare à son ambassadeur à Paris : « Il faut trouver un moyen afin de convaincre le Maroc que tout ce qui a été décidé par l'Espagne et la France ne vise que les intérêts du Maroc. »<sup>2</sup>

Trois types de disposition ont une portée territoriale :

*\* L'article IV assure la reconnaissance par le Gouvernement français des « droits spéciaux » de l'Espagne sur Santa Cruz de Mar Pequeña, mais surtout localise sur le territoire marocain ce fameux établissement :*

« Il est entendu que le territoire de cet établissement ne dépassera pas le cours de l'oued Tazeroualt, depuis sa source jusqu'à son confluent avec l'oued Mesa, et le cours de l'oued Mesa, depuis ce confluent jusqu'à la mer. »

*\* L'article III établit un partage conditionnel du Maroc en deux zones d'influence. La première, au nord, éloigne la France de la forteresse de Gibraltar, la deuxième, au sud, complète par l'article V la délimitation de 1900 :*

« la démarcation entre les sphères d'influence française et espagnole partira de l'intersection du méridien 14° 20' ouest de Paris avec le 26° de latitude nord, qu'elle suivra vers l'est jusqu'à sa rencontre avec le méridien 11° ouest de Paris. Elle remontera ce méridien jusqu'à sa rencontre avec l'oued Draa, puis le thalweg de l'oued Draa jusqu'à sa rencontre avec le méridien 10° ouest de Paris, enfin le méridien 10° ouest de Paris jusqu'à la ligne de faite entre les bassins de l'oued Draa et de l'oued Sous, et suivra, dans la direction de l'ouest, la ligne de faite entre les bassins de l'oued Draa et de l'oued Sous,

<sup>1</sup> Rapport fait au nom de la commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies, chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la convention conclue à Madrid le 27 novembre 1912 entre la France et l'Espagne, en vue de préciser la situation respective des deux pays à l'égard de l'Empire chérifien, par M. Noulens, député, *JO, Chambre des députés, documents parlementaires*, n° 2559 (3<sup>e</sup> séance du 27 février 1913), p. 84.

<sup>2</sup> *Mémoire de l'Ecole diplomatique espagnole*, 1950, p. 200.

puis entre les bassins côtiers de l'oued Mesa et de l'oued Noun, jusqu'au point le plus rapproché de la source de l'oued Tazeroualt ».

Dans les deux « sphères » ainsi déterminées, la France et l'Espagne peuvent, dès la signature du traité, développer une « influence » politique ou économique. En revanche, elles ne pourront « exercer librement leur action », c'est-à-dire intervenir militairement et imposer leur domination que si une condition préalablement prévue par l'article III est remplie :

« Dans le cas où l'état politique du Maroc et le Gouvernement chérifien ne pourraient plus subsister, ou si, par la faiblesse de ce gouvernement et par son impuissance persistante à amener la sécurité et l'ordre public ou pour toute autre cause à constater d'un commun accord, le maintien du *statu quo* devenait impossible... »

En fait si « l'ordre public et la sécurité » sont troublés au Maroc au début du XX<sup>e</sup> siècle, c'est précisément à cause des interventions étrangères qui, en ce qui concerne l'Espagne, deviennent avec le traité secret de 1904 encore plus pressantes. L'article VI s'avère particulièrement néfaste pour l'intégrité territoriale marocaine. Certes le Gouvernement espagnol ne retrouve plus la vaste zone d'influence que le projet de 1902 lui attribuait dans le Sahara occidental. En revanche, il peut s'établir « à tout moment » à Ifni, à la « condition de s'être préalablement entendu avec le Sultan ». Surtout,

« le Gouvernement de la République française reconnaît dès maintenant au Gouvernement espagnol pleine liberté d'action sur la région comprise entre les 26° et 27° 40' de latitude nord et le méridien 11° ouest de Paris, qui est en dehors du territoire marocain ».

Le Gouvernement de la République française fait ainsi un cadeau au Gouvernement espagnol, il lui offre la Saguiet el Hamra. L'Espagne entrevoit la réalisation de ses rêves. Le président du Conseil, M. Maura, déclare devant le Sénat de son pays : « L'Espagne retrouvera au Maroc l'équivalent de ce qu'elle a perdu aux Antilles », allusion au bilan désastreux de la guerre hispano-américaine de 1898, qui avait amputé l'« empire colonial » des îles de Cuba, de Porto Rico et de l'archipel des Philippines. Pour y parvenir, il lui faut expulser, sans droit, la Saguiet el Hamra du territoire marocain et en faire une terre sans maître. En agissant ainsi, le Gouvernement espagnol adopte une attitude diamétralement opposée à celle qui était la sienne treize années plus tôt. Une lettre du 15 août 1891 adressée par l'ambassadeur de France à Madrid, Paul Cambon, au ministre français des affaires étrangères, est particulièrement éclairante à cet égard. Le Gouvernement français tente, à cette époque, d'occuper les oasis du Touat au sud-ouest de ses possessions algériennes. Les populations protestent de leur appartenance à la couronne chérifienne. Pour obtenir l'assentiment de l'Espagne à cette opération, l'ambassadeur de France explique au ministre d'Etat espagnol, le duc de Tétouan, que les régions convoitées ne sont que des « territoires sans maître ». Le duc de Tétouan répond au diplomate français :

« Je ne méconnais pas votre intérêt ; il est évident et le nôtre est nul. Je ne formulerais même pas une observation, s'il n'y avait pas eu une question de principe dont la solution peut nous intéresser sur un autre point, je veux parler du cap Juby. Les Anglais soutiennent que la région avoisinant ce cap est sans maître, que le Sultan n'y a jamais fait acte de souveraineté, et ils émettent la prétention de se l'attribuer, ce qui nous gênerait beaucoup, à



cause des Canaries. Je crains donc de créer un précédent fâcheux pour nous en admettant votre thèse. » <sup>1</sup>

Le représentant de l'Espagne a affirmé devant la Quatrième Commission, en décembre 1974, que son pays n'avait jamais considéré la Sahara occidental comme une terre sans maître <sup>2</sup>. Cela est vrai en 1891, comme le Gouvernement marocain vient de le montrer, parce que l'Espagne considérait que cette région était précisément placée sous la souveraineté du Sultan.

Le cadeau français n'est pas désintéressé. Dans la lutte que se livrent la France et l'Allemagne, le Gouvernement de Paris a trouvé un allié dont les intérêts sont désormais liés aux siens. La démonstration en est fournie en 1905-1906.

A la suite du discours prononcé à Tanger par le Kaiser, les Gouvernements français et allemands acceptent dans leur déclaration du 8 juillet 1905 la convocation à Algésiras d'une conférence internationale. Avant de prendre part à ses délibérations par leurs représentants, la France et l'Espagne se concertent « sur l'attitude qu'elles tiendront à la conférence pour la défense commune de leurs intérêts » <sup>3</sup>.

Leur accord est consacré par un *traité secret du 1<sup>er</sup> septembre 1905* (annexe 49 bis) et par un *échange de lettres datées du 15 septembre de la même année*. Le Gouvernement français avait ainsi obtenu l'isolement diplomatique de l'Allemagne.

Cette dernière en tire les conséquences par le traité franco-allemand du 4 novembre 1911 (annexes 51 et 52), qui constate l'existence matérielle de la condition imaginée par l'article 3 du traité secret franco-espagnol du 3 octobre 1904 :

« A la suite des troubles qui se sont produits au Maroc et qui ont démontré la nécessité de poursuivre, dans l'intérêt général, l'œuvre de pacification et progrès prévue par l'acte d'Algésiras ... le Gouvernement impérial ... donne son adhésion aux mesures de réorganisation, de contrôle et de garantie financière que, après accord avec le Gouvernement marocain, le Gouvernement français croira devoir prendre. »

L'échange de lettres explicatives du 4 novembre 1911 entre M. de Kiderlen, secrétaire d'Etat des affaires étrangères d'Allemagne, et M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, est sur ce point plus explicite : « Dans l'hypothèse où le Gouvernement français croirait devoir assumer le protectorat du Maroc, le Gouvernement impérial n'y apporterait aucun obstacle. » Surtout le contenu territorial de l'Etat marocain est déterminé de façon précisé :

« L'Allemagne restera étrangère aux accords particuliers que la France et l'Espagne croiront devoir faire entre elles au sujet du Maroc *étant convenu que le Maroc comprend toute la partie de l'Afrique du Nord s'étendant entre l'Algérie, l'Afrique occidentale française et la colonie espagnole du Río de Oro* » (annexe 53).

A la suite de la publication de ces lettres, l'Espagne proteste auprès du Gouvernement français car elles ne lui paraissent pas conformes à l'accord secret de 1904. En effet, elles restituent à la Saguiet el Hamra sa véritable nature

<sup>1</sup> *Documents diplomatiques français, 1871-1914, 1<sup>re</sup> série, t. VIII, p. 667.*

<sup>2</sup> Quatrième Commission, compte rendu de la 2130<sup>e</sup> séance, 10 décembre 1974, A/C.4/SR.21.30, p. 9.

<sup>3</sup> Rapport à la Chambre française des députés, *op. cit.*, p. 85.

juridique de province marocaine. C'est dire qu'à aucun moment on ne saurait la considérer comme une terre sans maître.

Le traité franco-allemand du 4 novembre 1911 viole manifestement l'acte général de la conférence d'Algésiras puisqu'il porte atteinte à la souveraineté du Maroc. Son article 14 s'efforce de pallier cette difficulté juridique : « Le présent accord sera communiqué aux autres puissances signataires de l'acte d'Algésiras auprès desquelles les deux gouvernements s'engagent à se prêter mutuellement appui pour obtenir leur adhésion. » Celle-ci étant acquise, la France impose au Maroc le traité de protectorat du 30 mars 1912 qui, dans son article premier, troisième alinéa, autorise le Gouvernement de Paris à se concerter « avec le Gouvernement espagnol au sujet des intérêts que ce gouvernement tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine » (annexe 54).

Au cours de la nouvelle négociation, le Gouvernement français « réclame à l'Espagne, sous forme de supplément territorial, une participation équitable aux sacrifices consentis par la France pour consolider au Maroc la situation des deux puissances »<sup>1</sup>. De fait, la France a dû céder à l'Allemagne une partie du Congo. Le Gouvernement espagnol oppose un refus catégorique à cette réclamation et obtient finalement, en dépit de quelques rectifications territoriales, le respect des engagements pris en 1904, dans le texte de la convention du 27 novembre 1912, qui donne au « Sahara espagnol » sa configuration définitive (annexe 55).

L'article 2, quatrième alinéa, de la convention dispose :

« Au sud du Maroc, la frontière des zones française et espagnole sera définie par le thalweg de l'oued Draa, qu'elle remontera depuis la mer jusqu'à sa rencontre avec le méridien 11° ouest de Paris ; elle suivra ce méridien vers le sud jusqu'à sa rencontre avec le parallèle 27° 40' de latitude nord. Au sud de ce parallèle, les articles 5 et 6 de la convention du 3 octobre 1904 resteront applicables. »

Aux termes de ce tortueux processus diplomatique, le Gouvernement espagnol arrive à ses fins ; mais au prix d'une violation caractérisée d'un principe juridique fermement énoncé par le droit international : le respect de l'intégrité du territoire national d'un Etat.

#### b) *La violation du principe de l'intégrité territoriale du Maroc*

Le dépècement du territoire marocain, effectué par les accords franco-espagnols, mais accepté par toutes les grandes puissances du début du XX<sup>e</sup> siècle, pose une des questions juridiques essentielles : celle du droit applicable pour apprécier la validité des décisions diplomatiques qui ont séparé le Sahara occidental du Royaume du Maroc.

Si l'on se réfère au droit général du XIX<sup>e</sup> siècle, on constate, et on le développera ultérieurement, que l'occupation espagnole n'a pas été effective en raison de la résistance du Sultan et de son peuple. Ce fait historique écarte tout recours à la notion de *terra nullius*.

Mais dès 1906 un droit spécial est élaboré pour le Maroc par la conférence internationale qui se réunit à Algésiras.

A l'initiative de l'Allemagne et pour contrebalancer l'influence française, le sultan du Maroc essaie de sauver l'indépendance menacée de son Royaume en demandant la convocation d'une conférence qui réunit les principaux Etats

<sup>1</sup> Rapport à la Chambre française des députés, *op. cit.*, p. 85.

européens et les Etats-Unis d'Amérique ; elle s'ouvre le 16 janvier 1906 dans le petit port espagnol, elle s'achève par l'adoption d'un acte général trois mois plus tard, le 7 avril (annexe 50).

Cet acte réaffirme la pleine indépendance de l'Empire chérifien. Les puissances signataires y déclarent se fonder « sur le triple principe de la souveraineté et de l'indépendance de Sa Majesté le Sultan, de l'intégrité de ses Etats et de la liberté économique »<sup>1</sup>. Cette formule avancée par le président de la conférence, le duc de Almodovar, représentant de l'Espagne, est approuvée par tous les participants<sup>2</sup>.

Elle est reprise par la Cour internationale de Justice dans l'affaire des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc. L'arrêt dispose que

« les Parties sont d'accord pour admettre que la caractéristique du statut du Maroc, tel qu'il résulte de l'acte d'Algésiras du 7 avril 1906, est le respect des trois principes énoncés dans le préambule de l'acte à savoir : « de la souveraineté et de l'indépendance de Sa Majesté le Sultan, de l'intégrité de ses Etats et de la liberté économique sans aucune inégalité »<sup>3</sup>.

La Cour rappelle que ces trois principes « ont été expressément acceptés par la France et l'Allemagne dans un échange de lettres du 8 juillet 1905 relatives à leur attitude à l'égard du Maroc (annexe 50 bis). Ils étaient donc déjà bien établis quand la conférence les a réaffirmés et insérés dans le préambule de l'Acte de 1906. Le principe de l'intégrité territoriale, comme celui de la liberté économique, « apparaît clairement comme ayant été destiné à avoir le caractère d'une obligation et non à rester seulement formule vide ».

Le raisonnement de la Cour se fonde, à juste titre, sur une distinction qui résulte des principes sur lesquels repose l'exercice de la compétence de l'Etat protecteur dans la conduite des relations extérieures de l'Etat protégé. Cette distinction est celle des points de vue organique et matériel.

Du point de vue organique, les autorités françaises étaient chargées des relations extérieures ainsi que la Cour internationale de Justice l'a reconnu en 1952.

Du point de vue matériel, en revanche, le pays protecteur n'avait pas une compétence discrétionnaire : le statut international et multilatéral établi par l'acte d'Algésiras la limitait en affirmant l'intégrité territoriale du Maroc, que l'accord franco-espagnol de novembre 1912 ne pouvait dès lors méconnaître.

L'acte d'Algésiras a privé de toute valeur juridique l'accord de 1904 puisqu'il est en contradiction avec le contenu de l'article 123. Ce dernier formule :

« Tous les traités des puissances signataires avec le Maroc restent en vigueur. Toutefois, il est entendu qu'en cas de conflit entre leurs dispositions et celles du présent acte général, les stipulations de ce dernier prévaudront. »

Le Gouvernement français a toujours été conscient de cette situation juri-

<sup>1</sup> Préambule de l'acte d'Algésiras. Conférence internationale d'Algésiras, *op. cit.*, p. 375.

<sup>2</sup> Conférence internationale d'Algésiras, séance d'ouverture, 16 janvier 1906, *op. cit.*, p. 10 et 11.

<sup>3</sup> C.I.J. Recueil 1952, p. 183.

dique, comme en témoignent les justifications fournies à l'Espagne en 1911 pour refuser la publication du texte resté secret.

M. Cruppi, ministre français des affaires étrangères, déclare à M. Geoffray, ambassadeur de France à Madrid :

« Nous n'en devons pas moins tenir compte du fait que la conférence d'Algésiras a proclamé les principes de l'intégrité du Maroc et de la souveraineté du Sultan ; la France et l'Espagne ont souscrit avec les autres puissances à ces principes, admis désormais parmi les maximes essentielles de la politique européenne. Or, si la convention de 1904 était publiée, l'opinion publique, la presse, les Parlements des divers pays pourraient découvrir une certaine antinomie entre elle et l'acte d'Algésiras ; certains des gouvernements signataires de ce dernier acte, notamment l'Allemagne, pourraient être amenés à nous adresser des questions, des protestations même, et nous éviterions malaisément l'alternative d'avoir à expliquer que l'accord franco-espagnol est pleinement conforme aux idées directrices de l'acte d'Algésiras, ou de déclarer qu'il a été réformé par cette dernière convention. » <sup>1</sup>

De même, en 1910 lors de la discussion d'un projet d'accord financier franco-chérifien, le Gouvernement espagnol demande des explications au Gouvernement français qui a exigé des garanties sur l'ensemble de l'Empire marocain. M. Cruppi, ministre français des affaires étrangères, répond le 18 mars 1911 à M. Pérez Caballero, ambassadeur d'Espagne à Paris : « Agir autrement eût été contraire au principe de l'intégrité du Maroc proclamé dans le préambule de l'acte d'Algésiras. Nous ne pouvons laisser soupçonner au Gouvernement chérifien l'existence de zones d'influence délimitées sur son territoire entre la France et l'Espagne » dans le traité secret de 1904 <sup>2</sup>.

La violation de l'intégrité territoriale du Maroc est donc condamnée par le droit spécial que les Etats européens avaient eux-mêmes élaboré pour mieux contrôler ce pays. Elle l'est également par tout le droit international d'aujourd'hui.

Or, selon l'expression de Max Huber (sentence de l'*Ile de Palmas*), un fait juridique doit être apprécié à la lumière du droit qui lui est contemporain, mais un droit ne peut être maintenu dans un système juridique nouveau s'il n'est pas conforme aux exigences de ce dernier <sup>3</sup>.

Il est remarquable de noter que le droit international issu de la décolonisation consacre lui aussi comme un droit fondamental des peuples le respect de l'unité de l'intégrité territoriale de l'Etat.

Son fondement apparaît déjà dans l'article 2, paragraphe 4, de la Charte des Nations Unies, qui interdit de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre « l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ». La Cour internationale de Justice, dans l'affaire du *Détroit de Corfou*, sanctionne cette atteinte, fût-elle motivée par un prétendu « droit d'intervention ou d'autoprotection » <sup>4</sup>. Les solutions de l'Assemblée générale des Nations Unies ont permis de préciser cette interdiction.

<sup>1</sup> *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 2<sup>e</sup> série, t. XIII, doc. n° 202, p. 381-382.

<sup>2</sup> *Ibid.*, doc. n° 191, p. 357-359.

<sup>3</sup> S. Bastid, « Les problèmes territoriaux dans la jurisprudence de la CIJ », *Recueil des cours*, Académie de droit international de La Haye, 1962, t. 107, p. 448.

<sup>4</sup> *C.I.J. Recueil 1949*, p. 35.

La déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux du 14 décembre 1960 considère, dans son article 6, que « toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies » (résolution 514 (XV)).

De même, la résolution 2625 (XXV) du 4 novembre 1970 relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations-Unies, édicte :

« Le territoire d'un Etat ne peut faire l'objet d'une occupation militaire résultant de l'emploi de la force. Le territoire d'un Etat ne peut faire l'objet d'une acquisition par un autre Etat à la suite du recours à la menace ou à l'emploi de la force. Nulle acquisition territoriale obtenue par la menace ou l'emploi de la force ne sera reconnue comme légale. »

La déclaration du 21 décembre 1965 (résolution de l'Assemblée générale 2131 (XX)), rappelle que « l'usage de la force pour priver les peuples de leur identité nationale constitue une violation de leurs droits inaliénables ».

Des principes identiques sont consacrés par certains accords internationaux récents, c'est ainsi que la déclaration finale de la conférence de Genève sur l'Indochine du 21 juillet 1954 dispose :

« Dans ses rapports avec le Cambodge, le Laos et le Vietnam, chacun des participants à la conférence de Genève s'engage à respecter la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriales des Etats susvisés. »

De même l'acte du 2 mars 1973 adopté à l'issue de la conférence internationale de Paris sur le Viet Nam considère que l'accord du 27 janvier 1973 sur « la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix dans ce pays » correspond aux aspirations et aux droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien, à savoir l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriales ». Il est donc intéressant de relever la rédaction identique des actes adoptés par la conférence internationale d'Algésiras pour le Maroc en 1906 et celle de Paris pour le Viet Nam en 1973.

Le peuple marocain peut, comme le peuple vietnamien, exiger le respect de ses droits nationaux fondamentaux impunément violés par le colonialisme européen.

D'ailleurs, c'est pour assurer la sauvegarde de ses droits qu'il a, obéissant ainsi aux ordres de son Souverain, pris les armes contre la présence espagnole sur le Sahara occidental.

## II. L'insuffisance de l'effectivité de l'occupation espagnole du fait de la résistance marocaine

Si l'on se reporte au droit international du XIX<sup>e</sup> siècle, l'occupation n'est légitime que si elle intéresse une terre sans maître, c'est-à-dire une terre non pas vide d'habitants, mais vide de souveraineté. Tel n'est pas le cas du Sahara occidental. La contre-preuve est abondamment fournie par l'insuffisance d'effectivité de l'occupation espagnole.

Seule l'histoire permet d'en comprendre la raison. Elle est sous-tendue par la volonté d'un peuple de maintenir son indépendance. Elle explique certains actes, comme certains faits juridiques.

## 1. HISTORIQUE DES ACTES MATÉRIELS

L'histoire de la présence espagnole au Sahara occidental démontre avec évidence la faiblesse matérielle de cette occupation longtemps limitée à quelques points d'appui sur la côte. La cause essentielle de cette absence d'effectivité réside dans les nombreuses manifestations de la résistance marocaine.

*A. L'occupation espagnole est très longtemps partielle*

Jusqu'en 1934 l'Espagne n'est présente au Sahara occidental, territoire couvrant une superficie de 285 000 kilomètres carrés, que par quelques établissements situés sur la côte.

De 1884 à 1916, seule Villa Cisneros matérialise l'occupation hispanique. En effet, ainsi qu'il l'a été précédemment évoqué, Santa Cruz de Mar Pequeña a été définitivement détruite en 1524. Dès lors, de cette date à 1884, les relations entre les Espagnols et la côte saharienne cessent complètement, exception faite de quelques razzias accomplies par les habitants du Sahara aux Canaries aux XVI<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, répondant aux raids, ou *entradas*, effectués au XV<sup>e</sup> siècle par les Canariens sur cette côte afin de s'approvisionner en esclaves.

Pratiquement, de 1884 à 1916, l'occupation espagnole ne fait aucun progrès et se trouve strictement cantonnée et isolée à son bâtiment de Villa Cisneros.

Dans une lettre du 9 avril 1900, M. de la Martinière, chargé d'affaires de France à Tanger, écrit au ministre des affaires étrangères, à la suite d'un entretien avec le représentant espagnol M. de Ojeda : « L'Espagne entretiendrait, selon lui, à cet endroit, une centaine de soldats qui, en réalité, mènent sur cette côte déserte et quoi qu'ait pu m'en dire le chef de la délégation espagnole, la plus misérable des existences. »<sup>1</sup> Henri Martin note aussi que

« l'autorité espagnole, représentée par deux ou trois officiers et un ou deux pelotons de soldats canariens, reste cantonnée à l'abri des surprises dans son préside de Villa Cisneros. Tout au plus, peut-on citer quelques excursions rapides sur la terre ferme que les officiers profitant de périodes de tranquillité effectuent rapidement parmi les tribus attachées à Villa Cisneros par des nécessités commerciales. »<sup>2</sup>

Le 30 juin 1916, les occupants parviennent à s'installer à cap Juby, au milieu des ruines de la factorerie édifée en 1880 par le commerçant anglais Mackenzie. Comme Villa Cisneros, cette occupation reste ponctuelle et ne concerne nullement l'*hinterland*.

Enfin, en 1920, une modeste pêcherie est édifée sur la côte du cap Blanc, donnant naissance au futur poste militaire de La Güera créé le 20 novembre 1920. Jusqu'en 1934 cependant l'influence espagnole ne dépasse pas les enceintes fortifiées de ces trois établissements côtiers.

Cette absence flagrante d'effectivité dans l'occupation a d'ailleurs parfaitement été décrite par Albert Lebrun, futur président de la République française, expert en la matière en sa qualité de président du comité de l'Afrique française. A l'occasion du débat sur le budget des colonies au Sénat français (session de 1928), M. Lebrun rédigea un important rapport insistant sur l'insécurité régnant dans les régions sahariennes concédées par la France à l'Espagne et l'absence d'effectivité de l'occupation espagnole :

<sup>1</sup> *Documents diplomatiques français*, 1<sup>re</sup> série, t. XVI, n° 115, p. 190 à 192.

<sup>2</sup> H. Martin, *Le Sahara espagnol*, CHEAM, Paris, 1939, p. 84.

« Trois postes espagnols y sont installés : au cap Juby, à Villa Cisneros, à La Güera. Mais ils n'ont aucune action sur les territoires de l'intérieur : interdiction est faite d'en sortir ; ils sont, en quelque sorte, prisonniers derrière leurs murailles et leurs réseaux de fil de fer. L'Espagne vit à l'égard des Maures en voisine et non en maître. Elle se refuse à toute action extérieure qui pourrait, en cas d'accidents, l'amener à des représailles et plus loin encore. »<sup>1</sup>

Ainsi, de 1884 à 1934, l'Espagne qui avait pris pied sur la côte occidentale marocaine en 1884, attendit trente-deux ans pour créer un deuxième fortin, cap Juby, et un troisième, La Güera, trente-six ans après sa première prise de possession. Durant ces quarante et une années, les fortins espagnols ne sont occupés que par de petites garnisons, dénuées de moyens de transports terrestres, et aucune randonnée digne d'être mentionnée n'est effectuée à l'intérieur du pays.

En 1926, M. Guillermo Rocafort, médecin du service sanitaire colonial, publie dans la *Revista hispano-africana*<sup>2</sup> un article traçant un tableau saisissant de la faiblesse de l'occupation espagnole, même à Villa Cisneros :

« Villa Cisneros, capitale de la colonie du Río de Oro, possède actuellement une population constituée par vingt maisons (ou plutôt cabanes) de maçonnerie, basses ; une seule habitation a trois mètres de haut sur quatre mètres de superficie... et vingt-huit raïmes (tentes), habitations consistant en une espèce de tente de campagne... La population indigène ne s'élève pas à cent cinquante personnes ; il faut y ajouter un détachement militaire (trente-cinq soldats), un capitaine gouverneur, un lieutenant, un médecin, un agent de police, un aumônier et le gérant de la Transatlantica, et c'est là tout le détail de la population de Villa Cisneros. »

En 1934, les troupes françaises occupent une partie du Sud marocain. Les possessions espagnoles sont désormais entourées par les postes français de Fort-Gouraud, Bir Moghreïn, Aïn Ben Tili, Agmar, Chegga, Tindouf, Goulimine, etc. Profitant de cette protection, les Espagnols s'aventurent en 1935 hors de Villa Cisneros et reconnaissent une bande côtière jusqu'au poste de La Güera. En 1936 à partir du cap Juby, Smara est occupée et en 1937 Guelta Zemmour, Bir Gandouz et Tickla. C'est ainsi qu'à la veille de la deuxième guerre mondiale, l'Espagne n'occupe qu'une partie du Sahara occidental.

Même dans la période contemporaine, l'occupation de l'Espagne n'a pas revêtu en permanence une effectivité totale. En 1957, les populations marocaines Tekna et Regueibat du Sahara occidental<sup>3</sup> se révoltent en raison du fait que cette province ne réintègre pas la mère patrie indépendante. Les unités de la Légion étrangère, les banderas, doivent évacuer leurs garnisons de Smara (Saguiet el Hamra) et d'Aoucert (sud du Río de Oro). A la fin du mois d'août 1957, les éléments retirés de l'intérieur sont regroupés en trois points de la côte : Villa Cisneros, El Aioun, cap Juby. Dans les derniers mois de l'année 1957, l'implantation de l'Armée marocaine de libération ne va cesser de se renforcer. Ses agents rendent la justice et lèvent l'impôt jusqu'à la frontière méridionale du Río de Oro, en face de Port-Étienne.

L'Espagne ne pourra venir à bout de cette résistance marocaine qu'avec l'aide de la France intervenant militairement et directement au Sahara occidental à

<sup>1</sup> « La question du Río de Oro », *L'Afrique française*, 1929, p. 13 à 15.

<sup>2</sup> Numéro de novembre-décembre 1926.

<sup>3</sup> *Les territoires espagnols d'Afrique*, notes et études documentaires, n° 2951 du 3 janvier 1963, p. 14.

partir de Fort-Gouraud et de Fort-Trinquet. Une nouvelle fois, la présence espagnole ne peut se maintenir qu'avec l'appui d'un autre pays européen, renouant sur le plan militaire, avec les traditions diplomatiques des conventions franco-espagnoles de 1904 et de 1912. De même, mais œuvrant cette fois-ci pour la défense de l'intégrité du territoire national, les oppositions armées marocaines de 1957 continuent la résistance entamée dès le début de l'occupation espagnole.

### B. La permanence de la résistance marocaine au Sahara occupé

La pression militaire constante des sujets marocains du Sahara contre les installations espagnoles explique seule les présences simplement ponctuelles relevées précédemment.

Dès que le Sultan est informé de l'installation d'Espagnols sur un point de la côte de Dakhla, il adresse une protestation au Gouvernement de Madrid<sup>1</sup>.

Le 9 mars 1885, deux mois après le début de la construction d'un fort à Villa Cisneros, les Espagnols subissent leur première attaque de la part des Marocains. Celle-ci se solde par la destruction de la construction, l'incendie des baraques et par plusieurs morts et blessés du côté de l'occupant, obligeant les derniers survivants à se réembarquer pour les Canaries. Cette attaque donne lieu à une protestation officielle du Gouvernement espagnol auprès du Sultan, *reconnaissance implicite* mais significative du véritable maître de la terre<sup>2</sup>.

Un détachement espagnol se réinstalle trois mois plus tard mais, dès le 24 mars 1887, il subit une deuxième attaque suivie d'une troisième le 4 septembre 1890. A partir de cette période, le harcèlement de la garnison espagnole est constant : attaques du 2 mars 1892, des 2 et 13 novembre 1894 (annexe 80). Cette résistance tenace oblige l'Espagne à conclure le 2 mars 1895 avec les agents du cheik Ma el Aïnin, représentant du Sultan au Sahara occidental<sup>3</sup>, un accord l'engageant à payer un tribut en échange de la liberté d'exercer le commerce. Le signataire marocain de ce traité en sa qualité de représentant du Sultan démontre que la résistance marocaine à l'occupation espagnole n'est pas le fait d'éléments incontrôlés mais relève d'une *stratégie marocaine d'ensemble* mûrement réfléchie et coordonnée.

Le capitaine de vaisseau français Senes, commandant la division navale du Maroc, porte témoignage de cet esprit de résistance. Dans une lettre au ministre de la marine en date du 27 novembre 1910, il rend compte de son entrevue, à Agadir, avec le khalifa Mohamed Ould Hussein Oulhot :

« Mes hôtes ne me cachent pas que les tribus du Sous et de la région du Sud ne toléreront jamais, sous aucun prétexte, la présence chez elles d'un étranger. Ils affirment qu'il est maintenant impossible à un Européen de dépasser les pentes méridionales de l'Atlas. »<sup>4</sup>

Les populations marocaines sahariennes détiennent un contrôle absolu du pays. C'est ainsi qu'en 1928 le capitaine aviateur espagnol Martin, tombé en panne à seulement 12 kilomètres de cap Juby, est fait prisonnier par la tribu Tekna des Yaggout durant seize jours et n'est restitué qu'en échange d'une rançon de 1500 douros<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> 29 février 1884, Doc. oficiales del Ejercito, *Possessions espagnoles de l'Afrique occidentale*, Madrid, 1900, p. 68.

<sup>2</sup> Ramos Espinosa de los Monter, *L'Espagne en Afrique*, Madrid, 1903, p. 123.

<sup>3</sup> Cf. *infra*, deuxième partie, p. 187.

<sup>4</sup> *Documents diplomatiques français*, 2<sup>e</sup> série, t. XIII, n° 55, p. 92.

<sup>5</sup> Cité par H. Martin, *Le Sahara espagnol*, CHEAM, Paris, 1939, p. 92.



De même, dans son rapport précité, Albert Lebrun expose longuement les différentes manifestations de la résistance marocaine sur toute l'étendue du Sahara occidental jusqu'à Port-Étienne et notamment la perte d'un appareil espagnol abattu à 250 kilomètres au sud de cap Juby.

En 1932, les Espagnols de cap Juby manifestent quelques velléités de reconnaître l'intérieur du pays. À ce qui n'est simplement qu'une intention, les populations locales manifestent ouvertement leur hostilité et une délégation des Izerguïyine se présente au fortin espagnol pour assurer qu'elle s'opposerait à l'extension de l'occupation étrangère vers l'intérieur. Pour répondre à cet ultimatum, le colonel de la Pena ordonne une sortie le 19 février 1932. Celle-ci tourne rapidement court puisque, à peine éloigné d'une demi-journée du poste, le détachement espagnol se heurte aux Izerguïyine et doit rebrousser chemin devant cette manifestation patente de la souveraineté marocaine. De même, le 29 octobre 1932, cent Izerguïyine se présentent à cap Juby pour « imposer » leurs conditions aux Espagnols et tout particulièrement l'interdiction de rayonner à l'intérieur du pays <sup>1</sup>.

La répétition des actes de résistance ébranle la volonté du Gouvernement de Madrid. La carence de ce dernier provoque de multiples protestations françaises dénonçant l'absence de tout contrôle réel, sur le Sahara occidental, de la part de l'autorité qui se prétend administrante. Le découragement espagnol se traduit également par différentes déclarations qui révèlent un désir d'abandon de responsabilités trop lourdes à exercer.

Installés dans l'Adrar à la veille de la guerre de 1914, les troupes françaises doivent, pour maintenir l'ordre, pénétrer à plusieurs reprises dans les zones prétendument espagnoles en raison de l'inaction des garnisons enfermées dans les fortins adossés à la mer. Devant le vide espagnol tant militaire que politique, le colonel français Patey est conduit à réclamer dès 1911 la modification de la frontière <sup>2</sup>.

En 1924, l'amiral de Magaz, président par intérim du Directoire, évoque à l'ambassadeur de France à Madrid l'éventualité d'une cession par l'Espagne à la France du Rio de Oro contre une compensation en Guinée.

Fait encore plus significatif, le Gouvernement espagnol éprouve la tentation, en 1931, de remettre le Sahara occidental à la Société des Nations, manifestant, devant l'opinion publique internationale, son impuissance à assurer l'occupation effective de ce territoire. *L'Afrique française* note à ce propos que

« le Gouvernement espagnol a fait savoir qu'il était désireux de remettre à la Société des Nations les territoires que l'Espagne occupe au Maroc, et qu'elle considère non seulement comme inutiles à l'Espagne, mais comme trop dispendieux » <sup>3</sup>.

Illustrant cette déclaration, le journal *Le Temps* publie le 30 juin 1921 :

« M. Prieto, ministre des finances, a précisé le sens de son récent discours de Bilbao... L'Espagne pourrait demander à l'Europe qu'on la libère de l'unique entreprise belliqueuse qu'elle aurait encore en dehors du territoire péninsulaire »,

illustrant ainsi le caractère de ses quelques implantations au Sahara occidental.

<sup>1</sup> Cf. H. Martin, *Le Sahara espagnol*, CHEAM, Paris, 1939, p. 95.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 171.

<sup>3</sup> *L'Afrique française*, 1931, p. 494.

Réagissant à cette prise de position, la résidence générale de France à Rabat rend public le communiqué suivant :

« L'Espagne ne possède au Maroc aucun protectorat, occupant simplement une zone d'influence qui lui fut concédée par le traité du 27 novembre 1912 ; elle n'a pas à remettre à la Société des Nations cette prérogative. »<sup>1</sup>

Cette sommation rappelle la portée exacte de l'assise juridique de la présence espagnole dans le Sahara occidental. Il n'existe qu'un seul protectorat, l'Espagne est investie d'une simple mission d'administration au sein d'une zone d'influence dont elle ne parvient pas à contrôler totalement le territoire, ainsi que ce mémoire vient de le démontrer.

## 2. HISTORIQUE DES FAITS JURIDIQUES

Aussi bien les faits diplomatiques que les faits administratifs liés à la présence coloniale au Sahara occidental confirment la force de la souveraineté marocaine.

### A. Les faits diplomatiques

Le Sahara dit « espagnol » est bien, ainsi que nous l'avons démontré précédemment, une création coloniale. Il a été en fait conçu en plusieurs étapes historiques, chacune marquée par les préoccupations diplomatiques dominantes. L'utilisation répétée de la « sphère d'influence », notion refusée par la doctrine internationale, et la non-opposabilité au Maroc des traités franco-espagnols du 3 octobre 1904 et du 27 novembre 1912, démontrent amplement l'absence de valeur juridique de ces prétendus titres.

#### a) *Le Sahara dit « espagnol », création échelonnée de la politique colonialiste européenne*

La convention du 27 juin 1900 trace sur la carte de la côte occidentale de l'Afrique la limite des « possessions » espagnoles. Elle laisse à hauteur de l'intersection du tropique du Cancer et du méridien 14° 20' ouest de Paris (12° 20' de Greenwich) la frontière ouverte, autant vers le nord que vers l'ouest.

L'Espagne reçoit ainsi une première part de terre marocaine jusqu'à hauteur du tropique du Cancer et se voit reconnaître vocation à revendiquer des territoires chérifiens plus septentrionaux.

C'est ce que confirme le traité secret franco-espagnol du 3 octobre 1904 qui comporte une double attribution de territoire marocain au Gouvernement espagnol. Les terres comprises entre l'intersection du tropique du Cancer et du méridien 14° 20' de Paris, d'une part, et l'intersection du méridien 14° 20' ouest de Paris, avec le 26° de latitude nord, d'autre part, sont considérées comme possessions espagnoles. Cette délimitation reprend celle prévue dans le projet de 1902<sup>2</sup>.

Ainsi se constitue au profit de l'Espagne, et au détriment du Maroc qui ne sera jamais partie à ces instruments diplomatiques qui lui sont imposés par la force, le Rio de Oro. Cette appellation coloniale n'apparaît qu'une seule fois d'ailleurs

<sup>1</sup> *La presse marocaine*, 29 juin 1931.

<sup>2</sup> Le texte de ce projet a été publié dans le journal français *Le Figaro* le 10 novembre 1911.

dans un texte international de droit diplomatique européen, une des lettres explicatives jointes à l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911<sup>1</sup>, qui juridiquement disparaîtra avec la signature par l'Allemagne du traité de paix de 1919.

Le traité secret franco-espagnol du 3 octobre 1904 attribue à l'Espagne une sphère d'influence qui part de l'intersection du méridien 14° 20' ouest de Paris avec le 26° de latitude nord. La limite suit ensuite ce 26° jusqu'à sa rencontre avec le méridien 11° ouest de Paris. Elle remonte enfin ce méridien jusqu'à l'oued Draa (art. 5). La convention du 27 novembre 1912, dans son article 2, termine ce tracé en prévoyant que la frontière entre la zone française et la zone espagnole suivra le thalweg de l'oued Draa jusqu'à la mer.

A l'intérieur de cette zone d'influence, le traité de 1904, confirmé sur ce point en 1912, découpe deux zones différentes.

La région comprise entre le degré 26 et 27° 40' de latitude nord et le méridien 11° ouest de Paris (Saguiet el Hamra) est en dehors du territoire marocain et livrée dès 1904 aux appétits territoriaux de l'Espagne.

La région comprise entre les 27° 40' de latitude nord et l'oued Draa (Tarfaya) est placée sous le protectorat espagnol.

Cette laborieuse opération de démantèlement du territoire marocain est viciée dans son principe même par la violation du traité anglo-marocain du 13 mars 1895 qui, dans son article premier, affirme que les territoires côtiers « allant de l'oued Draa au cap Bojador » et ceux placés « derrière cette côte appartiennent au Maroc »<sup>2</sup>. Or, les correspondances diplomatiques franco-espagnoles établissent que les deux gouvernements étaient parfaitement au courant du contenu de ce traité.

Ainsi, le 30 avril 1900, M. Revoil, ministre de France à Tanger, écrit à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères :

« A Londres, on (l'Espagne) aura peut-être parlé des meilleures conditions de voisinage qu'on voudrait obtenir du makhzen pour les possessions du Rio de Oro, dont on se propose d'étendre l'*hinterland*. Or, une telle négociation comporte implicitement la reconnaissance par l'Espagne des droits du Maroc sur le littoral jusqu'au cap Bojador. »

Ce témoignage confirme une fois de plus l'impossibilité de considérer la Saguiet el Hamra comme un territoire sans maître.

L'analyse des faits diplomatiques démontre par ailleurs que la théorie de la sphère d'influence, fréquemment énoncée par l'Espagne et ses partenaires, camoufle l'absence d'effectivité de l'occupation espagnole sur le Sahara occidental.

b) *La « sphère d'influence », camouflage diplomatique de l'absence d'effectivité dans l'occupation*

Lorsque la puissance coloniale sait que le territoire qui l'intéresse est pourvu d'un maître qui empêche son occupation, elle fait appel à la théorie de la zone d'influence. Cette pratique est formellement condamnée en droit international comme en témoigne la sentence arbitrale de Max Huber dans l'affaire de l'*Ile de Palmas* :

<sup>1</sup> *Supra*, p. 152.

<sup>2</sup> *Infra*, p. 198.

« La limitation primordiale qu'impose le droit international à l'Etat est celle d'exclure, sauf l'existence d'une règle permissive contraire, tout exercice de sa puissance sur le territoire d'un autre Etat. » <sup>1</sup>

La sphère d'influence constitue un exemple particulièrement grave d'intervention directe dans les affaires d'un Etat. Certains auteurs l'associent même à la notion d'agression. En effet, c'est parce que l'Etat est une organisation territoriale que la violation de ses frontières est inséparable de l'idée d'agression contre l'Etat lui-même <sup>2</sup>.

Les menées européennes au XIX<sup>e</sup> siècle, et au début du XX<sup>e</sup> siècle, s'assimilent à une agression contre l'Etat chérifien, caractérisée notamment par les multiples atteintes à l'intégrité territoriale marocaine au Sahara. Il est ainsi significatif de noter en ce sens la déclaration de M. de Bacheracht, ministre de Russie au Maroc, affirmant que lorsque le prince de Bismarck se trouvait au pouvoir l'Espagne aurait fait des ouvertures au cabinet de Berlin en vue d'un partage éventuel de l'Empire marocain <sup>3</sup>.

De même, le commandant de Cornulier-Lucinière, attaché militaire de France à Madrid, annonçait le 21 décembre 1900 au général André, ministre de la guerre :

« de ces déclarations, comme de la presse, comme des conversations particulières, il ressort donc une fois de plus que l'Espagne conserve l'espoir, lors de la liquidation de l'Empire du Maroc, de s'agrandir de ce côté » <sup>4</sup>.

Ces visées impérialistes sont confirmées par la missive de M. de la Martinière rapportant le 9 avril 1900 les propos de M. de Ojeda, ministre d'Espagne au Maroc :

« Par nos places fortes du Rif, nous enserrons dorénavant l'Empire du Sultan aussi bien au nord qu'au sud, où nos établissements de la côte nous mettent à même de faire sentir au Gouvernement chérifien l'étendue et la puissance de notre action. Au surplus, je me propose de démontrer au Sultan et à son vizir que ce serait un grand malheur pour le Gouvernement marocain si l'Espagne, qui a perdu ses colonies et a de ce fait tourné toute son ambition vers ce pays, n'y obtenait pas les satisfactions que je suis chargé de réclamer. » <sup>5</sup>

Le rapprochement avec la France correspond à cet objectif. Le projet de traité de 1902 et l'accord secret de 1904 attribuent bien deux zones d'influence étrangères sur le territoire d'un Etat souverain et indépendant, reconnu comme tel par la communauté des nations dans l'acte d'Algésiras.

Mais alors que pour la France la zone d'influence est un moyen de camoufler une emprise réelle sur les différents aspects de la vie marocaine, elle n'est pour l'Espagne qu'un procédé juridique lui permettant de cacher la quasi absence

<sup>1</sup> Sentence dans l'affaire de l'Ile de Palmas, p. 16.

<sup>2</sup> Cf. M. W. Kmarnicki, « La définition de l'agresseur dans le droit international moderne », *Recueil des cours*, 1949, t. 75, p. 53-55.

<sup>3</sup> Lettre de M. de Monbel, ministre de France à Tanger, à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, en date du 15 octobre 1899. *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1<sup>re</sup> série, t. XV, doc. n° 280, p. 486-487.

<sup>4</sup> *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1<sup>re</sup> série, t. XVI, doc. n° 410, p. 565-568.

<sup>5</sup> *Ibid.*, doc. n° 115, p. 190-192.

d'occupation territoriale au Sahara occidental. Or, comme le rappelle Fauchille, la sphère d'influence « ne saurait jamais avoir qu'une valeur transitoire »<sup>1</sup>. Au lendemain du traité du 30 mars 1912, la France met immédiatement en place sur l'ensemble du territoire marocain de sa zone d'influence « le nouveau régime comportant les réformes administratives, judiciaires, scolaires, économiques, financières et militaires » prévu par l'article 1.

En revanche, les représentants espagnols au Sahara occidental resteront enfermés dans leurs « présides » côtiers.

Au-delà même de la non-conformité du système de la sphère d'influence aux normes du droit international et de la violation flagrante de l'intégrité territoriale marocaine réalisée par les deux traités de 1904 et de 1912, l'impossibilité juridique de ces actes à engager le Maroc est incontestable.

c) *Les conventions franco-espagnoles de 1904 et de 1912 ne sont pas opposables au Maroc*

En ce qui concerne l'accord secret du 3 octobre 1904, il n'a pas été nécessaire d'attendre l'article 34 de la convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités pour décider, en droit international général, qu'un accord bilatéral ne saurait engager un Etat tiers sans son consentement, d'autant plus que, en l'espèce, l'objet de ce traité portait sur le partage d'un territoire n'appartenant ni à l'une ni à l'autre partie.

De même, dans l'affaire relative aux *Réserves à la convention sur le génocide*, la Cour internationale de Justice a affirmé la nécessité du consentement des Etats pour que ceux-ci soient liés par une convention internationale<sup>2</sup>.

La France est parfaitement consciente de l'inacceptabilité du traité de 1904 pour le Maroc et du sursaut de résistance nationale dans tout l'Empire chérifien que sa publication entraînerait. L'ambassadeur d'Espagne à Paris rappelle ainsi son ministre d'Etat :

« Delcassé insiste sur la non-publication du traité et il voudrait savoir comment le Gouvernement espagnol entend conjurer les graves incidents que la publication de ce traité pourrait créer dans l'Empire du Maroc. »<sup>3</sup>

La correspondance diplomatique entre les deux parties signataires du traité de 1904 démontre par ailleurs avec évidence que les clauses conventionnelles de répartition des zones ne sont opposables ni au Maroc ni aux autres Etats européens. C'est ainsi que, répondant aux critiques adressées par l'Espagne envers un projet franco-marocain de convention financière, M. Gruppi, ministre français des affaires étrangères, indique à M. Pérez Caballero, ambassadeur d'Espagne à Paris :

« J'ajoute qu'il n'eût pas été possible d'introduire publiquement, dans la négociation financière, des distinctions de zones qui, tout en conservant leur portée au regard des deux Gouvernements français et espagnol pour des

<sup>1</sup> *Traité de droit international public*, Paris, 1925, t. II, p. 736.

<sup>2</sup> C.I.J. *Recueil* 1951, p. 21.

<sup>3</sup> Lettre du 7 juin 1904, *Mémoire de l'Ecole diplomatique espagnole*, 1950, p. 203.

Dans le même sens, l'ambassadeur précité informe le 16 juin 1904 le ministre d'Etat espagnol que M. Delcassé affirme que la publication du traité franco-espagnol pourrait être la cause d'un soulèvement au Maroc qui rendrait nécessaire une intervention militaire.

éventualités et dans des conditions déterminées, ne peuvent être produits ni devant le makhzen ni devant les puissances. »

Poursuivant le partage entamé en 1904, le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912 n'est également pas opposable au Maroc.

Un certain nombre de remarques peuvent être apportées à la Cour concernant cette non-opposabilité.

En premier lieu, l'attribution à l'Espagne des territoires sahariens du Maroc résulte du renvoi aux dispositions précitées du traité secret de 1904. Or, ainsi qu'il l'a été démontré précédemment, le Maroc n'est pas lié juridiquement par cette convention à laquelle il n'est pas partie.

En deuxième lieu, on ne saurait arguer du fait que ce traité ayant été conclu postérieurement au traité de protectorat le Gouvernement français était investi de l'exercice des compétences internationales du Maroc et pouvait valablement l'engager. Comme il l'a été démontré précédemment, ce gouvernement ne pouvait méconnaître le principe de l'intégrité territoriale du Maroc<sup>1</sup>.

En troisième lieu, les « droits déjà acquis » dans une zone d'influence par le « souverain indigène » établi « dans cette zone » ne sont, écrit Fauchille, « ni atteints, ni compromis par la convention intervenue entre des Etats réglant leur *hinterland* ou leurs sphères d'influence »<sup>2</sup>. Or, le Gouvernement marocain pense avoir démontré que le seul « souverain indigène » de la zone était bien le sultan du Maroc.

En quatrième lieu, par toute une série d'actes juridiques postérieurs à l'indépendance, le Maroc s'est libéré de l'application des « traités inégaux » et notamment de la convention franco-espagnole de novembre 1912.

La « déclaration commune » du Gouvernement espagnol et de S. M. Mohammed V, sultan du Maroc, énonce :

« Le Gouvernement espagnol et S. M. Mohammed V, sultan du Maroc, ayant le désir de se traiter mutuellement d'une façon particulièrement amicale, sur la base de la réciprocité, de renforcer leurs liens séculaires d'amitié et de consolider la paix dans la région où leurs deux pays respectifs se trouvent situés, ont décidé de rendre publique la déclaration suivante :

1° Le Gouvernement espagnol et S. M. Mohammed V, sultan du Maroc, considérant que le régime instauré au Maroc en 1912 ne correspond pas à la réalité présente, déclarent que la convention signée à Madrid le 27 novembre 1912 ne peut plus régir à l'avenir les relations hispano-marocaines.

2° Par conséquent, le Gouvernement espagnol reconnaît l'indépendance du Maroc proclamée par S. M. le sultan Mohammed V, et, en pleine souveraineté, avec tous les attributs de cette dernière, y compris le droit du Maroc à une diplomatie et à une armée propre. Il réaffirme sa volonté de respecter l'unité territoriale de l'Empire que garantissent les traités internationaux. Il s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour la rendre effective. Le Gouvernement espagnol s'engage également à donner à S. M. le Sultan l'aide et l'assistance qui seraient reconnues nécessaires d'un commun accord, spécialement en ce qui concerne les relations extérieures et la défense. »

La convention diplomatique maroco-française signée à Rabat, le 20 mai 1956.

<sup>1</sup> Cf. *supra*, p. 153 et suiv.

<sup>2</sup> Fauchille, *op. cit.*, t. II, p. 736.

par laquelle le Maroc s'engage à assumer les obligations « résultant des traités internationaux passés par la France en son nom, ainsi que celles qui résultent des actes internationaux relatifs au Maroc qui n'ont pas donné lieu à des observations » n'est pas opposable au Gouvernement marocain. D'une part, elle a été dénoncée par le Maroc en 1960. D'autre part, son application était subordonnée à l'acceptation préalable des conventions signée par la France.

A cet égard, par lettres des 29 mai, 30 août et 14 septembre 1956, le Gouvernement marocain s'est informé auprès du Secrétaire général des Nations Unies, qui a répondu, le 25 octobre 1956 :

« Il est d'usage au moment où un Etat assume la direction de ses affaires étrangères de lui demander de bien vouloir notifier au Secrétaire général, dans une déclaration, les conventions et accords internationaux passés en son nom et à l'égard desquels il se reconnaît lié. »

En conséquence, par une déclaration en date du 3 novembre 1956, reçue à l'Organisation des Nations Unies le 7 novembre 1956, et portant la signature du ministre des affaires étrangères, le Maroc a reconnu qu'il était lié par toutes les conventions dont il donne la liste. Cette liste limitative ne comprenait que des conventions internationales multilatérales promulguées, au Maroc, pendant la période du protectorat, par un acte législatif marocain, à l'exclusion de toutes autres.

La force juridique du principe de l'intégrité territoriale est telle que l'occupant espagnol a été contraint d'en tenir compte dans l'organisation administrative mise en place au Sahara occidental.

#### *B. Les faits administratifs*

Les faits administratifs démontrent les indécisions et les incertitudes de l'Espagne face aux sérieuses difficultés qu'elle éprouve à occuper effectivement le pays. Il est vrai que selon la presse espagnole le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912 réserva mesquinement à l'Espagne le droit d'organiser sa protection sur la vingt-troisième partie du territoire marocain... habitée par des tribus belliqueuses toujours en rébellion. Il n'est pas exagéré de qualifier de « piège diplomatique ce qui a été préparé pour notre pays en vue de le discréditer devant l'opinion marocaine et l'opinion mondiale »<sup>1</sup>.

a) *La présence juridique espagnole, très longtemps partielle, n'a jamais été exclusive*

Cela résulte de deux séries de faits concordants :

— Le Gouvernement espagnol était si peu convaincu de la non-appartenance du Río de Oro et de la Saguïet el Hamra au Maroc qu'il a laissé le khalifa du roi du Maroc à Tétouan légiférer pour ces régions et qu'il a dû accepter que leur administration dépende des autorités khalifiennes de la zone nord sous protection espagnole depuis 1912.

Révélateurs sont les dahirs khalifiens de 1931, 1934 et 1941 rapportés au dossier et comportant la promotion d'un officier des forces de surveillance du Sahara et l'imputation de son traitement au budget de la zone nord, l'affectation de crédits pour l'acquisition de chameaux destinés à la police du Sahara, l'extension d'une infirmerie à Villa Cisneros, la construction de la délégation de La Güera, approuvée par l'administration des travaux publics de Tétouan, la règle-

<sup>1</sup> Revue *Africa*, avril 1942, p. 29 et 30.

mentation de la pêche sur la côte de cap Bojador. Ces faits établissent tout aussi bien la reconnaissance par l'Espagne de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental (annexes 84 à 88).

— Seul État protecteur, la France a délégué dans plusieurs régions du Maroc l'exercice de la fonction administrative à l'Espagne. Constatant les carences de celle-ci, le protecteur français a repris dans certaines circonstances, au nom du Souverain marocain, l'exercice des attributions déléguées. Le Sultan a pu dès lors légiférer directement pour l'ensemble du territoire du Maroc. Le dahir du 2 Ramadan 1353 (10 décembre 1934) en fournit un remarquable exemple.

Ce texte fixe le « régime spécial de certaines marchandises destinées à être consommées dans diverses régions du sud du Maroc ».

Le préambule du dahir précise :

« L'insuffisance des populations qui habitent les territoires de l'extrême sud du Maroc, les faits de transport ... ainsi que les difficultés de surveillance douanière constituent autant d'obstacles à l'application intégrale, dans ces contrées, des impôts de douane et de consommation. »

L'arrêté résidentiel du 11 janvier 1935 portant « organisation des territoires du Sud du point de vue de l'application des droits de douane et de consommation » délimite le champ géographique de son application « jusqu'à la limite du Río de Oro au sud ».

La réglementation ainsi élaborée par l'autorité française soulève l'indignation du journal espagnol *El Sol* : « Nous doutons fort, écrit-il, qu'une telle décision eût été prise, si à Ifni et à Río de Oro flottait le drapeau anglais ou italien, ou simplement le drapeau hollandais. »

La revue du comité de l'Afrique française remarque dans sa réponse au journaliste d'*El Sol* qu'il paraît oublier que l'Espagne, à la différence de ce qu'aurait fait sans doute l'Angleterre, l'Italie ou la Hollande, ne s'est pas encore décidée à occuper définitivement et à organiser les possessions où son drapeau flotte depuis de longues années *mais seulement sur la carte*<sup>1</sup> (annexe 89).

D'ailleurs l'organisation mise en place par le Gouvernement espagnol sur les terres marocaines du Sahara occidental, lorsqu'il a pu enfin en assurer le contrôle, confirme leur profonde unité humaine.

#### b) *L'adaptation des moyens administratifs aux fins politiques de l'Espagne*

L'organisation espagnole des territoires marocains de la côte atlantique après avoir reposé sur l'affirmation de leur unité humaine prépare le processus colonialiste de sécession.

*L'affirmation de l'unité* : Le 29 août 1934, un décret « confère au haut-commissaire d'Espagne au Maroc les attributions de gouverneur général des territoires d'Ifni, du Sahara espagnol et du Río de Oro ». La raison principale de ce regroupement unitaire tient précisément à la forte unité ethnique, géographique, climatique et économique de l'ensemble marocain. L'exposé des motifs est, à cet égard, révélateur :

« Les populations des territoires du nord-ouest de l'Afrique où l'Espagne exerce des droits d'occupation, protectorat, possession ou souveraineté sont caractérisées par une évidente affinité de race, d'idiomes et de coutumes qui, à elle seule, conseille (« aconseja ») d'unifier le commandement et la politique à suivre dans ces territoires.

<sup>1</sup> *L'Afrique française*, 1935, p. 377.



En raison de ces affinités et du nomadisme des habitants du Sahara géographique, *tout ce qui se produit sur l'un de ces territoires a une immédiate et considérable répercussion dans les autres*. C'est pourquoi s'impose la nécessité d'unifier la politique, l'administration et le commandement, lesquels reposent, dans l'organisation actuelle, sur des autorités distinctes, dont l'interdépendance n'existe que dans quelques cas et est, dans d'autres, plus nominale qu'effective.

Il n'y a pas d'autorité plus indiquée que le haut-commissaire d'Espagne au Maroc pour assumer, en plus des attributions qui lui sont propres, celles qui sont nécessaires pour réaliser cette unité de commandement, en l'assistant pour ses fonctions de contrôle des organismes que compte la zone nord du protectorat, de façon que lesdites autorités territoriales agissent comme déléguées du haut-commissariat. »<sup>1</sup>

Comment exprimer cette réalité historique et géographique que constitue l'unité de la nation marocaine ?

*La préparation administrative de la sécession* : Pourtant un décret du 20 juillet 1946 amorce le processus colonialiste de sécession territoriale en organisant une « Afrique occidentale espagnole » dont le gouverneur est placé sous la dépendance directe de la Présidence du gouvernement. Il est vrai que l'unité devient régionale et que cette nouvelle organisation se justifie par les liens existant entre le Río de Oro, la Saguiet el Hamra, Tarfaya et Ifni (annexe 90 (1)).

La séparation des deux administrations espagnoles sur le territoire marocain trouve en vérité son origine dans le désir du Gouvernement de Madrid de maintenir sa présence au Maroc. Le nord, la zone du Rif, est en quelque sorte sacrifié. Le nationalisme marocain sort renforcé des épreuves de la deuxième guerre mondiale. Sous la direction de S. M. Mohammed V, le pays amorce sa longue marche vers la libération politique. Le Gouvernement espagnol peut ainsi, le 7 avril 1956, déclarer que « la convention signée à Madrid le 27 novembre 1912 ne peut plus régir à l'avenir les relations hispano-marocaines ». La « sphère d'influence » du nord retourne à la mère patrie. Le Gouvernement espagnol croit avoir sauvé Ifni, Tarfaya, la Saguiet El Hamra et le Río de Oro.

C'est alors méconnaître la ténacité, la patience du Souverain, du Gouvernement et du peuple marocains. La pression s'accroît et l'organisation administrative espagnole s'adapte. Le 10 janvier 1958, deux provinces sont créées sur la côte marocaine : « Ifni » et le « Sahara espagnol » (annexe 90 (2)). Selon la *Revista africana* ce sont des

« circonstances dérivées de l'expérience ... qui ont conseillé de modifier la structure administrative et militaire du gouvernement général de l'Afrique occidentale espagnole, l'accommodant aux réalités géographiques, ethniques et militaires »<sup>2</sup>.

L'expérience enseigne effectivement au Gouvernement espagnol d'effectuer la part du feu. Ifni est rétrocédé au Maroc le 4 janvier 1969.

Mais déjà la « province espagnole » du Sahara avait connu quelques difficultés. Composée pour des raisons que le décret de 1934 avait parfaitement résumées, elle comprend en janvier 1958 : le Río de Oro, la Saguiet el Hamra et Tarfaya. L'insurrection populaire de 1957 ayant obligé les forces espagnoles à se

<sup>1</sup> Bulletin officiel de la zone, année XXII, n° 24, 31 août 1934, p. 623-625.

<sup>2</sup> *Revista africana*, février 1958.

replier sur la côte, la région de Tarfaya retourne à la souveraineté marocaine le 1<sup>er</sup> avril 1958.

Dès lors, après la restitution de Tarfaya, comment justifier que l'Espagne conserve la partie sud d'une région qu'elle a toujours considérée comme naturellement homogène, sinon en provoquant le droit à l'autodétermination d'une prétendue « population saharienne » différente de celle du Maroc ?

Une telle justification constitue un défi au bon sens, mais aussi à la géographie et à l'histoire. Combien plus logique apparaît l'attitude du Royaume du Maroc clairement exposée par S. M. Mohammed V à M'Hamed-el-Ghizlane, aux « portes du Sahara », le 25 février 1958 :

« Et ce qui fait notre joie c'est d'être reçu au village de M'Hamed, qui est la porte du Sahara marocain, par les fils de ceux qui ont reçu notre aïeul dans un autre village, des Regueibat, des Tekna, des Ouled Delim et d'autres tribus Chenguit, et de les entendre, accompagnés de leurs hommes de loi et de leurs lettrés, nous réaffirmer — comme leurs pères l'ont fait à notre aïeul — leur attachement au trône alaouite et leur appartenance au Maroc par des liens étroits et qui ne peuvent être tranchés. Nous saluons leurs âmes généreuses et la ferme détermination qui les anime et nous leur souhaitons la bienvenue dans leur patrie et parmi les leurs, comme nous leur réaffirmons, à notre tour — et que les présents en informent les absents — que nous continuerons à œuvrer en tout ce qui est notre pouvoir pour recouvrer notre Sahara et tout ce qui, par le témoignage de l'histoire, et par la volonté des habitants, revient de droit à notre Royaume. » <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Mohamed V, roi du Maroc, *Renaissance d'une Nation*, 1957-1958, Imprimerie royale, Rabat, p. 149-153.

## DEUXIÈME PARTIE

### LE MAROC, POSSESSEUR IMMÉMORIAL

Que le Maroc ait la qualité de « possesseur immémorial » au sens où l'a entendu la jurisprudence arbitrale et celle de la Cour de La Haye résulte de deux données historiques indiscutables. Le Sahara occidental est un territoire marocain car *l'histoire des hommes qui l'habitent est intimement liée à celle de l'Empire chérifien*. Le passé du Maghreb extrême est riche d'événements mais, au-delà de la complexité apparente, il s'ordonne autour de quelques grandes lignes de force. Les Sahariens y jouent un rôle décisif et souvent privilégié. Jusqu'en 1886, les gouvernements étrangers en ont toujours tiré la conclusion logique : *ils ont reconnu l'appartenance de toutes les terres situées au sud de l'oued Draa à l'Etat Marocain*. Le Gouvernement du Royaume du Maroc en apporte la démonstration en se fondant sur des faits et des documents qui établissent la permanence et la légimité de ses titres historiques.

#### **I. L'histoire intérieure du Royaume du Maroc démontre l'indiscutable solidarité de destin entre les hommes qui se répartissent du Rif à la région du cap Blanc et leur acceptation commune d'une même souveraineté, celle du Sultan**

La portée des titres marocains sur le Sahara occidental doit s'apprécier en tenant compte de l'environnement social et économique maghrébin. S'il est vrai que l'imitation des modèles européen et nord-américain ne permet pas nécessairement au XX<sup>e</sup> siècle de résoudre les problèmes du tiers monde, à plus forte raison une approche juridique coupée des réalités locales risque de fausser l'interprétation des faits survenus au siècle précédent. A cet égard, trois constatations s'imposent. Le Sahara occidental est le foyer de la nation marocaine. L'unité profonde qui existe entre le nord et le sud du Maroc n'est nullement remise en cause par l'apparente division territoriale du *bled makhzen* et du *bled siba*. Le Sahara occidental est la terre par excellence de la résistance marocaine à l'occupation étrangère.

#### **1. LE SAHARA OCCIDENTAL, FOYER DE LA NATION MAROCAINE**

Le Sahara occidental joue au XI<sup>e</sup> siècle un rôle décisif dans l'histoire de la création du Maroc. Sur ce point, les historiens français qui ont étudié l'évolution des sociétés maghrébines apportent un témoignage essentiel et d'autant plus remarquable qu'au moment de la colonisation l'historiographie officielle tendait à nier l'existence de nations et d'Etats en Afrique du Nord.

Du VIII<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle, l'histoire du Maghreb conquis par l'Islam connaît une phase confuse. Les Berbères cherchent à se débarrasser des liens qui les ont attachés à l'Orient. Pourtant, ils ne s'estiment pas suffisamment armés pour se passer de cet Orient, dont ils rejettent la tutelle politique. A ce titre, ils accueillent volontiers les exilés orientaux qu'ils prennent pour chefs. L'un d'entre eux, descendant de la famille du Prophète, Idris Ibn Abdallah, s'installe dans le nord du Maroc. Son fils Idris II fonde la ville de Fès. Il ne réussit certes pas à placer sous

son autorité tout le territoire du futur Empire chérifien, mais il parvient à rassembler « sous une seule autorité musulmane un certain nombre de tribus berbères jusque-là indépendantes les unes des autres »<sup>1</sup>. Le premier Etat marocain est né, il est déjà attiré par le Sahara. Idris II conduit ses troupes jusqu'au pays des Masmouda, dans le Haut Atlas, au sud de la région actuelle de Marrakech. Alors s'enclenche un processus historique de « circulation des élites » gouvernantes qui, des Idrissides aux Alaouites et du IX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, installent successivement sept dynasties au pouvoir et fait du Maroc le seul Etat authentique du Maghreb.

L'historien français Henri Terrasse l'explique par l'appel aux données géographiques marocaines. Il oppose le « Maroc intérieur », à la fois méditerranéen et atlantique, au nord et à l'ouest de l'Atlas, au « Maroc extérieur », qui regroupe

« toutes les régions qui s'étendent au-delà de l'Atlas... L'unité de cette zone lui vient surtout de son climat : c'est le Maroc de la sécheresse et trop souvent de la faim... C'est donc un Maroc pauvre et, par là, périodiquement surpeuplé. »

A partir de cette constatation, H. Terrasse précise :

« Les oasis, aux cultures inextensibles, ne peuvent nourrir qu'un nombre déterminé de bouches. Le développement des troupeaux dont vivent les nomades est limité par les possibilités de pâturages... Lorsque surviennent une ou plusieurs années sèches, les cultures et les pâturages font également défaut. Les populations du Maroc extérieur s'efforcent alors ... de gagner le Maroc atlantique... Ce mouvement quasi fatal est accru par la convoitise. Les populations pauvres du Maroc extérieur et surtout les nomades, dont la valeur militaire reste grande, ont presque toujours cherché à s'installer dans les bonnes terres du Maroc intérieur. Et les invasions venues de l'est ont maintes fois déclenché et accru ce mouvement intermittent et invincible. *Ce fait essentiel de l'histoire marocaine : la conquête périodique du Maroc intérieur par le Maroc extérieur, a pris des formes diverses. Le plus souvent, une dynastie née au-delà de l'Atlas a conquis le Maroc atlantique.* »<sup>2</sup>

La même constatation faisait dire à un député français, Léon Barety, chef du parti colonial entre les deux guerres, à propos d'une insurrection riffaine d'Abd el Krim, « tous les roguis, tous les prétendants sont toujours venus du sud, du désert. Les mouvements qui ont leur origine au nord, dans les montagnes, n'ont jamais entraîné les masses »<sup>3</sup>. Si la forme est discutable, le contenu de cette constatation est en revanche incontestable.

*Le fondateur de dynastie est souvent directement issu d'une tribu du Sahara occidental.* Tel est le cas de Youssef Ibn Tachfin, le premier des Almoravides, « la plus grande figure de l'Occident musulman à son époque et dont l'œuvre, plus que celle de tout autre souverain, allait décider des destinées du Maroc »<sup>4</sup>.

Ce pays est au XI<sup>e</sup> siècle peuplé par deux grands groupes tribaux, les Masmouda dans la partie occidentale et surtout les Sanhaja, qui, par leur répartition de la côte

<sup>1</sup> Ch. A. Julien, *Histoire de l'Afrique du Nord, de la conquête arabe à 1830*, 2<sup>e</sup> édition, revue et mise à jour par R. Le Tourneau, Payot, Paris, 1952, p. 44.

<sup>2</sup> Henri Terrasse, *Histoire du Maroc*, Editions Atlantides, Casablanca, 1949, t. I, p. 12 et 13.

<sup>3</sup> Léon Barety, *Le problème du Rif*, discours prononcé à la Chambre des députés le 28 mai 1925, imprimeries des *Journaux officiels*, Paris, 1925, p. 10.

<sup>4</sup> Henri Terrasse, *op. cit.*, p. 224.

*méditerranéenne au Sahara occidental, constituent déjà un puissant élément d'unification humaine :*

« Si les Sanhaja apparaissent ainsi en posture offensive contre les Mas-mouda, écrit Henri Terrasse, c'est qu'ils régnaient en maîtres dans presque tout le « Maroc extérieur ». Dans le Draa, Yacoubi signale surtout des Targa ; d'autres Sanhaja peuplaient les oasis dépendant de Sidjilmassa <sup>1</sup>. Tous les géographes qui parlent du Sahara atlantique signalent que les grands nomades berbères qui parcouraient ces régions appartenaient aux Sanhaja. On peut croire ... que le meilleur de l'Atlas central et du Moyen Atlas était peuplé de Sanhajiens, car un groupe important de Sanhaja occupait déjà une grande partie du Rif et poussait vers le nord où il finit par atteindre le bord de la Méditerranée.

*Les Sanhaja du Maroc, largement étalés dans les oasis, formaient ensuite une sorte de coulée nord-sud, qui allait sans doute se rétrécissant et qui s'achevait par une tache isolée en progression dans le Rif. Mais dans les plaines atlantiques ils ne possédaient que des îlots peu nombreux. Yacoubi en signale à Aghmat dans le Haouz actuel. Surtout, ils formaient un groupe important en bordure de l'Atlantique, vers l'embouchure de l'Oum-er-Rbia au sud d'Azzemmour : c'était la seule enclave importante dans le bloc mas-moudien de la meseta marocaine.*

Ainsi la poussée des populations venues du sud et du « Maroc extérieur », qui n'a presque jamais cessé au cours de l'histoire du pays, se faisait alors par les Sanhaja et à leur bénéfice. » <sup>2</sup>

Vers 1040, les Sanhaja du sud, les Lemtouna et les Goeddala, les « Sanhaja au voile », s'organisent sous la direction d'un des leurs, l'émir Tarsina, en une puissante confédération, sans doute pour mieux lutter contre les Noirs de l'Afrique soudanaise. Henri Terrasse retrace son évolution progressive *sous l'influence de l'Islam orthodoxe dont le renouveau dans le Sud marocain était l'héritage de l'action Idrisside*. Les débuts de la nouvelle confédération étaient assez difficiles et son action semblait toute dirigée vers le sud. Rien donc ne laissait prévoir une action et un triomphe des Sanhaja au nord :

« Ce tournant brusque fut l'œuvre de deux hommes : le successeur de Tarsina, Yahya Ben Ibrahim et un « *fqih* » marocain, Abdallah Ben Yasin.

A la mort de Tarsina, Yahya Ben Ibrahim, qui appartenait à la tribu des Goddala, mais qui avait épousé une femme des Lemtouna, obtint le commandement. La situation peu glorieuse dont il héritait ne l'empêcha pas de faire le pèlerinage à La Mecque avec plusieurs chefs sanhajiens. Ce voyage révéla à Yahya Ben Ibrahim la médiocrité de l'Islam que connaissaient et pratiquaient ses contribuables ; il désira vivement améliorer leur vie religieuse.

A son retour, il s'arrêta à Kairouan et écouta les leçons d'un *pieux docteur originaire de Fès*, Abou Imran, à qui il demanda de lui donner un de ses élèves qui se ferait le missionnaire des Lemtouna. Aucun des disciples Kairouanais d'Abou Imran ne voulut partir dans ce pays lointain. Mais Abou Imran adressa Yahya à un de ses disciples : Ouaggag Ben Al-Lamti qui tenait école à Melkis, sur le Ziz, dans le royaume de Sidjilmassa. Yahya se rendit chez

<sup>1</sup> Localité située dans le Tafilalett.

<sup>2</sup> Henri Terrasse, *op. cit.*, p. 193.

Ouaggag qui lui désigna un de ses disciples, sanhajien lui aussi : Abdallah Ben Yasin, de la tribu des Guezzoula.

Abdallah accompagna l'émir Yahya chez les Sanhaja au voile. Il commença par leur enseigner le Coran et la Sunna, surtout — semble-t-il — leurs prescriptions, car dans ce pays berbérophone bien peu de lettrés devaient connaître l'arabe. Mais les Sanhaja, qui auraient sans doute volontiers consenti à augmenter leur science islamique et leur connaissance de l'arabe, se montrèrent rebelles à la réforme des mœurs qu'Abdallah Ben Yasin voulut imposer...

Les prédications d'Abdallah Ben Yasin furent acceptées tant que vécut Yahya Ben Ibrahim. Le nouveau chef de la confédération, Yahya Ben Omar, ne put empêcher les Sanhaja de chasser Abdallah Ben Yasin et de piller sa maison...

*Abdallah Ben Yasin se retira en compagnie de Yahya Ben Omar et de son frère Abou Bekr dans le ribat <sup>1</sup> qu'il fonda dans une île (F. de la Chapelle, qui a étudié sur les lieux la primitive histoire almoravide, pense à une île du littoral, sans doute vers la Saguia-al-Hamra). Sa tentative missionnaire semblait destinée s'ensevelir dans une obscure retraite. Il n'en fut rien : c'est alors que commença la grande histoire des « gens du ribat » (al-mourabitin), des Almoravides. » <sup>2</sup>*

Le fqih marocain revit l'épopée du prophète et les débuts de la prédication mohammadienne. Il devait en sortir un embryon d'Etat nouveau, réplique de l'Etat médine, modèle de la Cité musulmane assurant au Maroc, par le respect de la Sunna (tradition prophétique), une incontestable originalité constitutionnelle au sein du Maghreb.

La base de départ se fortifie dans le Sahara occidental, l'unité se reconstitue :

« Les textes qui rapportent la première histoire du mouvement almoravide sont déjà déformés par la légende. Sept Goddala seraient d'abord venus rejoindre au ribat les trois fondateurs. Puis mille hommes appartenant à l'aristocratie des Sanhaja auraient adhéré au mouvement. Les Mourabitin auraient tenté sans résultat la conversion pacifique des Sanhaja au voile. Ils durent avoir recours à la guerre sainte pour soumettre les Lemtouna et les rallier à leur réforme religieuse. Les Messouga et les Goddala suivirent le mouvement, puis les Lamta et les autres Sanhaja qui habitaient plus au nord, jusqu'au bas Draa. La confédération sanhajienne du Sahara occidental était reconstituée et agrandie. Elle avait un chef politique, Yahya Ben Omar, et un chef religieux : Abdallah Ben Yasin, qui avait la prééminence sur la premier.

Sur ces entrefaites, Abdallah Ben Yasin reçut un appel de son maître Ouaggag Ben Zeloui, dénonçant les illégalités commises par les émirs zénètes de Sidjilmasa, les Beni Khazroun. Les Sanhaja au voile décidèrent d'aller au secours de leurs frères des oasis marocaines opprimés par les ennemis de leur race. En 1053-1054, une expédition fut montée en direction

<sup>1</sup> Le mot *ribat* peut avoir deux sens, soit un sens élargi : quartier fortifié, ville fortifiée, port de guerre, soit un sens restreint : fortin. « Dans les deux cas, il s'agit toutefois de fondations pieuses destinées à des combattants de la foi, des guerriers de la guerre sainte. » L. Golvin, *Note sur le mot ribat et son interprétation en Occident musulman*, n. 6, 1969.

<sup>2</sup> H. Terrasse, *op. cit.*, p. 214 et 215.

de Sidjilmassa. *Les Almoravides allaient entrer dans l'histoire de la Berbérie.* » <sup>1</sup>

La cohésion religieuse permet de résoudre les problèmes économiques et démographiques qu'affronte la confédération :

« L'invasion par les Zénètes des oasis marocaines et l'installation de la dynastie des Beni Khazroun de Sidjilmassa avaient dû changer sur bien des points la vie des *Sanhaja installés au Sahara atlantique*. C'étaient des ennemis de leur race et non plus des frères de sang, qui tenaient les ports marocains du désert où aboutissaient les lignes caravanières d'où ils tiraient le meilleur de leur richesse et de leur puissance. En outre, *il est probable que bien des Sanhaja du désert venaient transhummer en bordure de l'Atlas marocain*. L'invasion zénète coupait ou interdisait ces lignes de transhumance, alors même que les luttes avec les royaumes noirs devaient limiter au sud les possibilités de pâture dans la zone des savanes.

En outre, toutes les régions désertiques sont périodiquement surpeuplées ; elles sont habitées par des races vigoureuses et prolifiques auxquelles elles n'offrent que des possibilités d'existence limitées : les oasis ont des ressources mesurées, tandis que la rareté des terrains de parcours et les irrégularités du climat réduisent le développement des troupeaux. Un moment vient où le désert a trop d'habitants : bon gré, mal gré, une partie des forces humaines qu'il recèle doivent chercher un exutoire. »

C'est sans doute ce qui se produisait au milieu du XI<sup>e</sup> siècle pour la confédération des Lemtouna, Goddala et Messoufa : isolés, ils seraient faibles et condamnés à traîner au désert une existence difficile ; groupés, ils devenaient forts et capables d'expansion. *L'idée religieuse les aida à vaincre le particularisme berbère, les réunit pour le salut commun et pour la conquête des lisières nord du Sahara atlantique :*

« L'occasion de l'attaque fut fournie par l'appel de Ouaggag et la décision fut prise par Abdallah, qui était un Marocain. Tout cela explique qu'une vague de fond partie de l'ouest de l'océan saharien ait déferlé au pied de l'Atlas. Ces Sahariens – une fois entrés au Maroc – n'en devaient plus sortir ; en s'orientant vers de nouveaux destins, ils allaient changer le sort du Maghreb, et bientôt celui de l'Espagne musulmane. » <sup>2</sup>

Henri Terrasse conclut son étude de l'époque almoravide en insistant sur les conséquences marocaines qui lui paraissent essentielles :

« Jusqu'aux Almoravides, le Maroc n'existait pas. Les Idrissides n'avaient pu que l'ébaucher en partie : de la mort d'Idris II à la conquête almoravide, le Maghrib el-Aqsa n'avait vu, sous des formes diverses, que le triomphe du particularisme. *C'est Yousef Ben Tachfin qui a rassemblé les terres marocaines, unies pour la première fois sous une même dynastie*. Sans doute l'œuvre politique des Almoravides a vite dépassé, à l'est et au nord, les frontières du Maroc : mais le pays tardivement aggloméré par les Almoravides ne se dissociera plus en droit. Il aura toujours un makhzen dont le pouvoir essaiera de

<sup>1</sup> H. Terrasse, *op. cit.*, p. 216.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 217 et 218.

*s'étendre en fait sur l'ensemble du pays. Le nord et le sud du pays qui, après la révolte kharijite, avaient vécu séparés confondront désormais leurs destinées.* » <sup>1</sup>

Loin d'être un territoire sans maître, le Sahara occidental assure au sein de l'Etat marocain une fonction historique essentielle :

« La fonction propre, l'originalité du Maroc, écrit, en 1930, le géographe français Jean Célerier, c'est d'être à tous égards le lien, le lieu de passage entre l'Europe méditerranéenne et l'Afrique tropicale. Ignorer soit ce qui est revenu par le Sahara, soit le rayonnement de son action à travers le désert, c'est le mutiler et se condamner à ne pas le comprendre. » <sup>2</sup>

Le même auteur voit dans le Sahara occidental non pas une région désertique et vide mais, pour le Maroc,

« un véritable foyer de civilisation original... Dans cette « marche » saharienne du Maroc se sont heurtés et mêlés Méditerranéens, Sahariens et Soudanais. De là, des influences de tout ordre ont rayonné dans le nord. Cela s'est fait tantôt par crises violentes dont les unes se perdent dans les ténèbres de la préhistoire, dont les autres sont toutes récentes, tantôt par une pénétration lente et individuelle. Il ne faut pas oublier en effet que ceux que nous appelons de termes généraux et vagues, Soussi, Draoui, sont des émigrants traditionnels. Ainsi s'explique qu'on voit surgir jusque dans le Rif des dessins qui viennent en droite ligne du Soudan et que la musique nègre éveille au moins autant d'écho dans l'âme marocaine que l'art hispano-mauresque. » <sup>3</sup>

Le mouvement inverse est tout aussi important pour expliquer le peuplement du Sahara occidental. Un historien espagnol est, avec bien des présupposés hostiles, contraint cependant de le reconnaître :

« Au XVI<sup>e</sup> siècle, l'immigration procédant du nord fut extrêmement intense à cause de la misère et des guerres avec les chrétiens : dans le désert surgirent un certain nombre d'exploiteurs de la crédulité et du mysticisme des habitants qui groupèrent autour d'eux des disciples et fondèrent des tribus... L'origine des tribus méridionales est parfaitement fixée ; elles procèdent des Beni Hassan, une branche des Beni-Hilal qui nomadisait au nord de la Seguiat el Hamra ... et qui émigra dans la direction du sud... Les tribus locales résistèrent à l'arabisation, mais les envahisseurs l'emportèrent... Ces tribus arabes étaient appuyées par les sultans du Maghreb qui, dans certaines occasions, leur envoyèrent des contingents auxiliaires. » <sup>4</sup>

L'union intime du Sahara occidental et du Maroc intérieur est aujourd'hui symbolisée par le fait que la famille royale descend en droite ligne d'une noble sahraouie, Khenata bent Cheick Bekkar al-Maghfiri, que Moulay Ismaël épousa et qui fut la mère de son successeur.

<sup>1</sup> H. Terrasse, *op. cit.*, p. 256.

<sup>2</sup> J. Célerier, leçon inaugurale du septième congrès de l'Institut des hautes études marocaines sur « L'intérêt du Sahara occidental pour l'étude du Maroc », *Etudes, notes et documents sur le Sahara occidental*, Paris, 1930, p. 8.

<sup>3</sup> J. Célerier, *ibid.*, p. 12.

<sup>4</sup> Colonel J. Alensio, *ibid.*, p. 30.



2. L'UNITÉ PROFONDE QUI EXISTE ENTRE NORD ET SUD DU MAROC N'EST NULLEMENT MISE EN CAUSE PAR LA SPÉCIFICITÉ DE LA STRUCTURE DE L'ÉTAT MAROCAIN ANCIEN ET NOTAMMENT PAR L'APPARENTE DIVISION TERRITORIALE DU BLED MAKHZEN ET DU BLED SIBA. À CET ÉGARD, LE SAHARA OCCIDENTAL A TOUJOURS ACCEPTÉ SON INTÉGRATION DANS LE CADRE ÉTATIQUE CHÉRIFIEN

Aux indiscutables faits de souveraineté qui jalonnent l'histoire du Maroc méridional s'ajoute, à partir des deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, l'établissement d'une organisation administrative apte à faire face aux tentatives européennes de pénétration commerciale et politique.

#### *A. La spécificité de la structure de l'Etat marocain ancien*

Lors de la réunion de la Quatrième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies tenue à New York le 10 décembre 1974, le représentant du Gouvernement espagnol a affirmé que depuis onze ans « le Maroc a fait valoir de prétendus droits historiques qu'il s'est occasionnellement attribués non seulement sur le Sahara mais également sur tous les Etats de la région, ou sur certains d'entre eux »<sup>1</sup>. Cette affirmation qui méconnaît totalement l'histoire du Maghreb oblige le Gouvernement à formuler deux remarques :

Le Maroc n'a jamais présenté de « revendications territoriales » fondées sur de « prétendus » droits historiques. Il demande simplement la reconnaissance de ses droits légitimes et le retour de terres marocaines à la mère patrie. Si le Sahara occidental est aujourd'hui séparé du Royaume, c'est en raison de la politique de partage territorial exécutée à ses dépens par les puissances européennes du XIX<sup>e</sup> siècle. Le Gouvernement de Sa Majesté a fourni sur ce point à la Cour, dans la première partie de ce mémoire, suffisamment d'éléments d'appréciation pour ne pas reprendre de nouveau l'analyse. Il est certain que, grâce aux documents et aux faits qui lui sont fournis, la Cour sera mieux à même d'apprécier la portée réelle de la déclaration du représentant espagnol devant la Quatrième Commission. « L'Espagne ne s'interroge pas sur la validité de ses droits souverains au Maroc... Il s'agit là du passé. »<sup>2</sup> Le Gouvernement de Sa Majesté pense au contraire qu'il est important de s'interroger sur cette validité pour comprendre l'actuelle politique espagnole, dite « d'autodétermination de la population du Sahara », camouflage juridique d'une opération néo-colonialiste.

Le Maroc ne s'est jamais attribué « occasionnellement » des droits historiques sur le Sahara ou sur certains Etats de la région. La conquête coloniale l'a amputé d'une partie de son territoire. Il tente par l'utilisation de moyens pacifiques de ne pas subir une nouvelle amputation territoriale consacrée cette fois par l'Organisation mondiale dont certains membres seraient mal informés de l'importance de l'enjeu pour le Royaume du Maroc. Ses droits ne sont pas « occasionnels », ils résultent de la forme qu'à revêtu dans l'histoire l'exercice du pouvoir marocain sur une partie des populations du Maghreb et aussi de cette réalité juridique : le Sahara occidental est partie intégrante du Royaume du Maroc.

<sup>1</sup> Compte rendu analytique provisoire de la 2130<sup>e</sup> séance de la Quatrième Commission, A/C.4/SR.2130, du 13 janvier 1975, p. 10 et 11.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 9.

a) *Le Royaume du Maroc, seul Etat national et indépendant du Maghreb au XIX<sup>e</sup> siècle*

La thèse espagnole, telle qu'elle est exposée par le représentant du Gouvernement de l'Espagne devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies :

« le Sahara comme tout autre territoire africain ... avait sa population propre, le Sahara étant peuplé par des Sahraouis et les autres territoires par d'autres habitants » <sup>1</sup>

n'est que la formulation actuelle du vieux mythe européen de l'« anarchie » de l'*Etat marocain* due à l'inefficacité du contrôle gouvernemental sur les populations du Maghreb extrême. L'Etat marocain, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, était certainement affaibli par les menées étrangères et par des lacunes internes de structures, il n'en était pas moins *l'expression juridique d'une communauté humaine façonnée par des siècles d'histoire*.

L'analyse des forces internes qui animent la société marocaine permet de mieux comprendre la finalité de l'Etat. La vie du corps social est assurée par deux cellules primaires : la famille et la tribu, mais deux structures de superposition, la confrérie et l'Etat, compensent et annulent les effets du fractionnement apparent des groupements humains.

La famille constitue la cellule de base de la société marocaine. Plusieurs familles se répartissent en douars, ces communautés s'élargissent en fractions et surtout en tribus. C'est au sein de la tribu que l'individu prend conscience de la solidarité du groupe. En effet, la société marocaine

« ne saurait être individualiste, car l'individu devant supporter les obligations que lui impose cette solidarité et risquant de l'engager par ses actes doit aliéner sa liberté en conséquence. Dans une large mesure il est sacrifié à la collectivité dont il partage étroitement et obligatoirement les charges comme les droits » <sup>2</sup>.

Il est vrai que les unes comme les autres sont élaborés, en principe, de façon très démocratique. Le pouvoir de décision appartient à l'assemblée des chefs de douars. Celle-ci fixe les règles de la vie collective, veille au respect des intérêts communautaires et choisit le chef, simple organe exécutif, qui verra son autorité consacrée par l'investiture accordée par le Sultan. La cohésion est renforcée par la pratique locale de l'Islam. Certes l'adhésion à la religion révélée est profonde mais elle s'accompagne du culte du saint, du marabout « souvent membre du lignage et parfois fondateur éponyme, il est la transposition sur le plan religieux de la structure sociale » <sup>3</sup>.

Unité politique et religieuse, la tribu offre à ses membres le cadre juridique où les conflits internes doivent trouver leur solution. L'assemblée des notables élabore et applique un droit coutumier qui limite l'application de la loi coranique par le cadi aux seuls problèmes du statut personnel. L'appartenance tribale donne enfin à la cellule familiale les moyens de subvenir aux besoins de ses membres. De fait la famille est une unité économique autonome qui produit pour son entretien et pour sa reproduction. La tribu dispose d'un important patri-

<sup>1</sup> Compte rendu analytique provisoire de la 2130<sup>e</sup> séance de la Quatrième Commission, A/C.4/SR.2130, du 13 janvier 1975, p. 9.

<sup>2</sup> Loubignac, « Le monde berbère et ses constitutions », *Introduction à la connaissance du Maroc*, Casablanca, 1942, p. 278.

<sup>3</sup> L. Valensi, *op. cit.*, p. 33.

moine foncier qui s'étend sur de vastes espaces sans clôture et qui lui est reconnu par un usage immémorial.

Du Rif au cap Blanc, l'infrastructure sociale est comparable : « des chefs issus de la collectivité, des décisions débattues entre les chefs des différentes familles, une étroite solidarité des membres de la tribu »<sup>1</sup>, elle réalise une remarquable conciliation entre la gestion des affaires locales et la reconnaissance de l'autorité centrale. De fait et pour autant le Maroc ne constitue pas un simple assemblage de tribus s'ignorant mutuellement, comme le prétendaient au XIX<sup>e</sup> siècle les Européens qui préparaient l'intervention coloniale.

Des liens étroits s'établissent entre les hommes par-delà les solidarités familiales et tribales. Ils sont tissés par l'appartenance aux confréries qui font appel à la participation individuelle. Elles constituent

« des associations de pieuses gens qui se réunissent pour accomplir certaines pratiques recommandées par tel grand mystique comme propre à favoriser la connaissance des réalités divines et à ouvrir la voie du salut »<sup>2</sup>.

Le mausolée du fondateur devient un centre culturel et cultuel, une zaouia, dont le rayonnement peut s'étendre sur l'ensemble du territoire. Confréries et zaouias du Sahara occidental ont toujours poussé leurs ramifications dans le nord du pays, apportant ainsi un important élément d'unification nationale.

Leurs chefs, notamment ceux de la Saguiet el Hamra et tout particulièrement le cheik Ma el Aïnin sauront profiter de cette situation pour s'opposer à l'intervention coloniale. Dans cette perspective les confréries ont puissamment contribué à l'affermissement et au développement de la cohésion nationale du peuple marocain. Leur lutte avait précisément pour objet d'assurer le respect par l'étranger de la souveraineté du seul Etat indépendant du Maghreb.

L'Etat, par son organisation centrale et unitaire est, en effet, le facteur déterminant de l'unité marocaine car si, comme nous l'avons explicité précédemment, la tribu permet la satisfaction de certains besoins collectifs locaux, en revanche la structure étatique répond seule aux nécessités et aux impératifs de la vie nationale. Elle assume, en outre, la protection de la collectivité marocaine au-delà de l'appartenance tribale. Deux exemples illustrent le rôle essentiel et nécessaire de l'Etat. Le grand vizir adresse des lettres à toutes les tribus pour les mobiliser militairement en cas de danger aux frontières car l'armée marocaine est une armée populaire et non pas une armée de métier, du moins jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Face à l'extérieur, le Maroc est représenté par un ministre des affaires étrangères qui porte le nom de « ministre de la mer », Ouzir el Bahr, car précisément les menaces à l'intégrité territoriale sont toujours venues de la mer.

Le Maroc constitue depuis 1145 un Etat indépendant. A cette date, le sultan Abd el Moumen a rompu définitivement ses relations avec le khalifat arabe de Bagdad et s'est déclaré lui-même khalife des Marocains. Son indépendance a été confortée après le XV<sup>e</sup> siècle lorsque les Marocains, plutôt que de faire appel aux Turcs, comme leurs voisins maghrébins, ont préféré se regrouper autour de leur Sultan pour résister à l'envahisseur européen. Désormais la lutte nationale devient le but suprême du pouvoir central représenté auprès des tribus par des « caïds », nommés par « dahir ».

Le pouvoir central est exercé par le Sultan, commandeur des croyants et khalife, c'est-à-dire « intendant de Dieu » sur la terre pour les affaires spirituelles. A ce titre, il est chef religieux de la communauté des croyants dont il

<sup>1</sup> L. Valensi, *op. cit.*, p. 34.

<sup>2</sup> R. Le Tourneau, *Fès avant le protectorat*, Casablanca, 1949.

assume également le gouvernement temporel. Dès lors qu'il est ainsi reconnu, il exerce seul le pouvoir politique :

« Le khalife n'a point d'associé dans sa charge. Nul autre que lui n'a de pouvoir sur les musulmans, si ce n'est un pouvoir émanant de la dignité khalifale et par voie de mandat du khalife. Les gouverneurs dans l'Etat islamique et tous ceux qui détiennent une autorité quelconque sur les musulmans, au spirituel comme au temporel ... tous ceux-là sont des mandataires du Souverain et des procureurs. Lui seul peut décider de leur choix et de leur révocation, de la plénitude des pouvoirs à leur conférer, de la mesure et des limites de l'autorité à leur remettre. » <sup>1</sup>

L'acceptation de la personne du Sultan par la communauté des croyants a donc une importance décisive, elle engage ceux qui la donnent à une obéissance définitive, surtout financière, dès lors que le khalife reste fidèle au Coran. Elle sous-tend la distinction du bled makhzen et du bled siba. La tribu qui conserve naturellement ses pouvoirs domestiques, mais qui répugne à payer l'impôt, appartient au bled siba. Celle qui se soumet au prélèvement fiscal relève du bled makhzen.

b) *Le contenu réel de la distinction bled makhzen/bled siba*

Ces deux expressions indiquent donc deux modalités de rapports entre les autorités locales marocaines et le pouvoir central et non pas une volonté de séparation territoriale. La distinction des deux bleds ne se ramène nullement à une répartition géographique. Elle n'oppose certainement pas le Maroc du Nord et le Sahara occidental. Elle se situe aussi bien à l'intérieur du premier. Deux caractéristiques de cette distinction démontrent en tout cas qu'elle n'affecte pas l'unité du Maroc.

*L'unité du Royaume n'est pas remise en cause par l'existence du bled siba.*

L'utilisation du mot makhzen, dont le sens original est entrepôt, révèle la conception qu'ont du pouvoir central les hommes du Maghreb en général et ceux du Maroc en particulier : « une force militaire chargée de faire payer les impôts » <sup>2</sup>. Les autres fonctions, relations avec les pays étrangers, défense de l'Islam, ne sont pas discutées. En outre, en raison d'un fonds culturel commun, l'autorité spirituelle du Sultan est toujours acceptée. Ainsi l'opposition bled makhzen-bled siba ne traduit pas une volonté de contestation de l'existence même du pouvoir central, mais plutôt des conditions d'exercice de ce pouvoir. Sur ce point un auteur français, témoin de la vie de l'ancien Maroc, apporte un intéressant témoignage :

« Naturellement, le bled makhzen et le bled siba n'étaient pas séparés par une limite précise et rigide. Lorsqu'un sultan avait su acquérir plus d'autorité, les territoires soumis devenaient plus étendus... Mais il faut remarquer, et ceci est important, que l'autorité religieuse du Sultan n'est jamais contestée nulle part : le bled siba reconnaissait toujours le Sultan comme chef de la communauté musulmane de l'Islam occidental, son représentant et son protecteur vis-à-vis des nations étrangères » <sup>3</sup> ... « Les caïds de ces régions recevaient du Sultan leur investiture. »

<sup>1</sup> Ali Abderrazik, « L'Islam et les bases du pouvoir », *Revue d'études islamiques*, 1933, p. 360.

<sup>2</sup> A. Sghal, « L'édification nationale au Maghreb », *Revue internationale des scènes sociales*, vol. XXIII (1971), n° 13, p. 473.

<sup>3</sup> H. Gaillard, *L'histoire et l'organisation du protectorat marocain. Sa politique indigène*, Rabat, 1915, p. 5.

Le bled siba réalise, en pratique, une simple décentralisation administrative. L'abondante correspondance qu'il entretient avec le makhzen prouve qu'il ne remet pas en cause l'existence du lien unitaire que constitue le Gouvernement marocain :

« Le soin de cette correspondance et de cette comptabilité avec les tribus revient à la bureaucratie makhzénienne. La correspondance est considérable car, même dans les parties les plus reculées du bled siba, il n'est pas de tribu qui ne soit en rapport avec le makhzen.

Elles tiennent toutes à garder un contact avec lui et à ne point se détacher complètement d'un pouvoir musulman qui maintient, aux yeux des étrangers infidèles, le symbole de l'unité impériale. » <sup>1</sup>

Les informations sont centralisées par les services de l'Ouzir el A'dham, le grand vizir, rouage essentiel de l'administration marocaine, et notamment par les deux secrétaires du Nord et du Sud.

C'est vers ce pouvoir, « musulman » certes, mais surtout national, que se tournent au XIX<sup>e</sup> siècle les chefs de tribus de tout le Sahara occidental menacés par l'expansion coloniale française qui a déjà submergé l'Algérie et la Tunisie.

La distinction bled makhzen-bled siba repose sur une assise mouvante et non pas territorialement fixe. Les dynasties puissantes parviennent à réduire la zone du bled siba, qui s'étend au contraire durant les périodes de crise interne. L'unanimité combattante se retrouve lorsque apparaît la menace extérieure. Dans cette perspective le Sahara occidental joue dans l'histoire marocaine un rôle remarquable, car il constitue du fait de la présence espagnole aux Canaries à la fois un « front de résistance » et une « marche » du nationalisme. Ainsi est-il fondamentalement une terre makhzen qui fournit au pays ses principales dynasties. Quand elles se constituent et entreprennent de se répandre vers le Maroc intérieur, le bled siba est au nord. Comment dès lors nier la communauté de destin entre tous les hommes du Maroc.

#### *B. Le Sahara occidental, partie intégrante du Maroc*

Cette affirmation est justifiée tant par l'histoire ancienne des relations entre le « Maroc extérieur » et le « Maroc intérieur » que par la situation politique existant dans les régions de la Saguiet el Hamra et du Río de Oro au « moment de la colonisation espagnole ».

##### *a) L'histoire ancienne des relations entre les deux parties géographiques du Maroc*

Elle confirme l'héritage de l'épopée almoravide. Les influences réciproques — économiques, politiques et culturelles — du Maroc méridional sur le Maroc septentrional et du second sur le premier n'ont jamais cessé. Il convient d'insister sur leur complémentarité permanente révélée par l'histoire marocaine.

L'invasion des Bédouins arabes semble couper le Maroc du Nord du Sahara occidental. Cet élément extérieur, les Makil, se répand au sud du Draa à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, refoulé par l'armée mérinide qui parvient à protéger les plaines atlantiques. Il est progressivement marocanisé par le grand mouvement maraboutique qui se développe dans la Saguiet el Hamra au XV<sup>e</sup> et au XVI<sup>e</sup> siècle. Cette période voit apparaître d'illustres marabouts venus du Maroc intérieur,

<sup>1</sup> E. Aubin, *Le Maroc d'aujourd'hui*, Paris, 1912, p. 241.

ancêtres des principales tribus actuelles du Sahara occidental et notamment Sidi Ahmed Regueibi (Regueibat), Sidi Ahmed el Aroussi (Aroussiyine), Sidi Ahmed Bou Chenbour (Ouled Tidrarin), Sidi Ou Hassoun (Yaggout).

L'effervescence politico-religieuse va une fois de plus produire ses effets institutionnels au nord du Draa. Le mouvement maraboutique qui anime l'esprit de résistance contre l'envahisseur portugais installé à Agadir aboutit à la fondation de la dynastie saadienne. Celle-ci renoue avec la tradition nationale marocaine. De fait, les sultans saadiens et surtout Aboul Abbas Ahmed surnommé El Mansour, le Victorieux, après sa victoire décisive de 1578 sur les Portugais à Ksar El-Kébir, reprennent la liaison saharienne. Sous le règne d'El Mansour une expédition sur Tombouctou et le pays Sonrhay permet la reprise du trafic de l'or et des esclaves, accentue le contrôle politique sur le désert.

La décadence saadienne relâche les liens avec le pouvoir central. Ce dernier rétablit son influence grâce à la dynastie alaouite. Son fondateur, en 1664, Moulay Rachid, installé au Tafilalet, s'appuie sur les confréries sahariennes qui l'acceptent car il descend du fils d'Ali, le gendre du Prophète. Il bénéficie surtout de l'aide efficace des tribus Hassan, issues des Makil. A sa mort, son frère Moulay Ismaël (1672-1727), dont la mère est saharienne, affermit encore les liens du souverain chérifien avec les tribus du Sahara occidental. En 1672, l'année de son intronisation, il intervient militairement à l'appel d'un descendant d'un conquérant makil, Terrouz, l'émir des Trarza, menacé par la révolte des Tolba des bords du Sénégal. En 1679 une tournée d'inspection le conduit au Chinguït. Il épouse la fille de l'émir des Brakna (nom donné à l'émirat par un Makil, Barkani) et investit un nouvel émir du Trarza, Addi. En 1680 les Hassan du Tagant font appel à son arbitrage pour régler leur conflit avec les Noirs et les Berbères Idou Aïch.

De 1703 à 1727 Ali Chandora, qui commande les tribus Hassan du Trarza, se rend à Meknès et obtient l'aide de Moulay Ismaël (subsidés et contingents armés) pour lutter contre les Ouled Rizz du Brakna et les Européens du Sénégal. Le Sultan charge les Ahel Youssef, chefs Tekna des Izerguïyine (tribu de la Saguiet el Hamra), de fournir l'essentiel de l'aide en hommes et en matériel. Grâce à cette intervention Ali Chandora rétablit son autorité, en retour il s'engage à verser aux Tekna un tribut annuel que ses successeurs payaient encore en 1933 quand l'historien français F. de la Chapelle publia son étude sur « Les Tekna du Sud marocain »<sup>1</sup>.

Les dissensions qui conduisent les fils de Moulay Ismaël à se partager le Maroc ne mettent pas un terme aux contacts avec le Sahara. Un prisonnier anglais qui vécut vingt-trois ans au Maroc<sup>2</sup> affirme avoir rencontré un gouverneur marocain résidant à Chinguït. En 1730 il participe à une expédition de l'un des fils de Moulay Ismaël au Chinguït et au Sénégal. Vers 1757-1759, le petit-fils d'Ali Chandora, El Moktar Abdallah Ould Amar Ould Ali, reçoit du sultan Mohamed Ben Abdallah un tambour d'airain comme emblème de l'émirat qu'il lui confère.

En 1860 le sultan Sidi Mohamed adresse un message au cheik Sidya el Kebir, religieux et juriste de renom, chef des Ouled Biri du Trarza qui l'avait félicité en 1859 pour son avènement : « Nous avons bien reçu votre reconnaissance bénie de notre personne en tant que Prince légitime. »<sup>3</sup>

En 1880, S. M. Moulay Hassan charge une délégation de porter à Ahmed Ould

<sup>1</sup> F. de la Chapelle, « Les Tekna du Sud marocain », *Afrique française*, 1933, p. 639.

<sup>2</sup> *Adventures of Thomas Pellow, Mariner*, Londres, Ed. Brown, 1890.

<sup>3</sup> « Archives Mauritanie », A. Leride, *Bulletin IFAN*, XIV, n° 2, 1952, p. 632-634.

M'Hamed, émîr de l'Adrar, des cadeaux et une lettre « le confirmant dans ses fonctions et le félicitant pour la façon dont il administre l'Adrar »<sup>1</sup>.

L'ensemble de ces faits historiques démontrent l'indiscutable continuité, à travers les siècles, de l'exercice par le Sultan de la souveraineté marocaine sur l'ensemble du Sahara occidental.

Le Gouvernement marocain prouve par la production de nombreux documents l'existence d'un contrôle effectif et continu du territoire saharien au « moment de la colonisation espagnole ».

b) *La situation politique du Sahara occidental « au moment de la colonisation espagnole »*

Le contrôle des populations du Sahara occidental par le Gouvernement chérifien doit s'apprécier en tenant compte de la constitution particulière de l'Etat marocain étudiée ci-dessus et de la répartition humaine dans les régions intéressées, c'est-à-dire : la Saguïet el Hamra et le Río de Oro.

Les liens existant entre les tribus et le souverain marocain ne sont pas, bien sûr, comparables aux modèles européens, ils sont en revanche parfaitement adaptés aux réalités tribales. Ils constituent une *structure pyramidale d'allégeance personnelle*.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'autorité chérifienne est exercée au sud du Draa par deux « lieutenants ». Celui pour le Sahara, Moulay Rachid, frère du sultan Moulay Hassan, réside dans le Tafilalet, d'abord à Sidjilmassa puis dans une kesba construite à proximité du Ksar de Bou-Aam. Installé à Marrakech, le deuxième « lieutenant chérifien » est responsable du Sous et de la Saguïet el Hamra qui, selon un officier français, A. G. P. Martin, « joue un rôle de pédoncule politique rattachant à l'Islam maghrébin les musulmans de tout de Sahara sud-occidental »<sup>2</sup>. Le même auteur insiste d'ailleurs, à propos de la Saguïet, sur sa profonde « *communauté de vie politique avec l'Empire chérifien* ».

De fait ce « gouverneur », pour reprendre l'expression consacrée par les traités anglo-marocain du 9 décembre 1856 et hispano-marocain du 20 novembre 1861 que nous étudierons postérieurement, exerce son commandement, par l'intermédiaire des tribus de la Saguïet el Hamra, jusqu'à la hauteur du cap Blanc.

Les données géographiques, physiques et climatiques déterminent l'état des relations politiques. Celles-ci confirment bien l'existence de la souveraineté marocaine sur l'ensemble des terres qui s'étendent de Tarfaya au cap Blanc.

La Saguïet el Hamra apparaît comme le point central du Sahara occidental et, au moins lors des années pluvieuses, comme une région de cultures et de pâturages. Ces faits expliquent sa relative densité démographique par rapport à la contrée méridionale du Río de Oro. Toutefois celui-ci lui est intimement lié. En sa qualité de terre de parcours il constitue le complément géographique nécessaire à l'accomplissement de la vie nomade des tribus qui, toutes, ont une origine marocaine.

Certes, comme le dit Charles De Visscher, « simple notion spatiale la contiguïté comme telle ne confère pas un titre autonome à la souveraineté territoriale », mais il a ajouté qu'elle est pertinente, « là où des liens naturels de

<sup>1</sup> Ahmadou Mamadou Ba, « L'émirat du Trarza de 1872 à 1908 », *Bulletin trimestriel de la Société de géographie et d'archéologie*, Oran, 1932, p. 103.

<sup>2</sup> A. G. P. Martin, *Quatre siècles d'histoire marocaine au Sahara de 1504 à 1902, au Maroc de 1894 à 1912 d'après archives et documentations indigènes*, E. Leroux, Paris, 1923, p. 369.

dépendance physique sont renforcés par la proximité immédiate d'une souveraineté généralement reconnue »<sup>1</sup>.

Au nord les Tekna, issus de la fusion des envahisseurs Makil dans le fonds traditionnel berbère, constituent une tribu guerrière. Ils se répartissent de l'oued Noun jusqu'au sud du cap Juby, ce qui démontre le caractère fallacieux de l'affirmation espagnole selon laquelle « le Sahara comme tout autre territoire africain avait sa population propre, le Sahara étant peuplé par des Saharaouis et les autres territoires par d'autres habitants ». Le Sahara occidental a toujours été peuplé de Marocains.

A l'heure actuelle deux fractions Tekna vivent sur le territoire du Sahara dit « espagnol », toutes les autres sont sur le territoire du Royaume du Maroc. Ces deux fractions : les Izarguïyne et les Yaggout ont leurs terres de cultures dans la Saguïet el Hamra, elles nomadisent jusqu'à hauteur du puits de Togba, au sud de Villa Cisneros.

Les Tekna ont toujours fidèlement servi le Sultan. Ils ont au XVI<sup>e</sup> siècle fourni à la dynastie saadienne l'essentiel des tribus *guich*, c'est-à-dire du bras séculier du makhzen. C'est eux encore que le souverain marocain envoie à Ali Chandora aux XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les Aroussiïyne, pasteurs et agriculteurs, sont très attachés à leur pays d'origine, la basse Saguïet où se trouve le tombeau de leur ancêtre Sidi Ahmed el Aroussi, formé par les maîtres de l'université coranique de Fès. Ils descendent quelquefois jusqu'au Tiris.

Les Oulad Tidrarin, dont le fondateur Sidi Ahmed Bou Ghenbour était originaire de la région montagneuse du Nord marocain (région d'Ouezzan), se sont fixés dans le Sahel, à proximité de l'embouchure de la Seguia (Foum el Oued).

Les Regueibat, nomadisant sur l'ensemble du territoire du Sahara occidental, se déplacent jusqu'au nord de l'oued Draa et fréquentent le marché de Goulimine et de Marrakech. Sur ces deux marchés, leurs chameaux étaient exemptés de taxes à la vente, par le makhzen, en raison de la qualité de leurs propriétaires considérés comme des chorfas.

Ils sont réputés pour leur zèle religieux et leur grande connaissance du Coran. Bien que se plaçant sous la protection de leur ancêtre éponyme, Sidi Ahmed Reguibi, dont la famille vivait dans la région de Fès, ils acceptent l'influence des Ahel Cheik Ma el Ainin.

Les Ouled Dlim se déplacent à l'intérieur du Sahara occidental de Bir Guendouz jusqu'au cap Bojador. Un rameau de cette tribu est installé dans la région de Sidi Kacem (85 kilomètres de Fès) où il témoigne de l'allégeance permanente de cette tribu à l'égard du Sultan.

L'histoire a suscité entre tous ces groupements humains une hiérarchie établie en raison de la fonction sociale exercée. Trois types de tribus constituent ainsi la société politique du Sahara occidental.

Par les armes, certaines tribus guerrières ont imposé autrefois leur suzeraineté à leurs voisines devenues tributaires. Par ailleurs, les tribus maraboutiques ont toujours accepté des liens étroits de dépendance à l'égard des guerriers.

Ainsi apparaît le principe directeur de l'organisation politique et sociale du monde marocain saharien.

Les tribus tributaires (Oulad Tidrarin) et maraboutiques (Regueibat) ont toujours reconnu la suzeraineté de la confédération guerrière des Tekna. L'his-

<sup>1</sup> Ch. De Visscher, *Problèmes de confins en droit international public*, Paris, Pedone, 1969, p. 35.



toire des Regueibat est à cet égard exemplaire. Obligés de se déplacer sur de longues distances afin de rechercher des pâturages pour leurs troupeaux, ils ont accepté de payer tribut aux différentes fractions Tekna pour pouvoir s'installer sur les terres de parcours de ces derniers. Les Regueibat devenaient alors *debiha* des Tekna. Chaque tente avait en pays Tekna son suzerain, auquel un mouton était égorgé lorsque la nomadisation l'entraînait au nord du Draa.

Quelques exemples permettent de mieux apprécier à la fois l'ampleur et la précision des liens de suzeraineté établis entre les différentes fractions des Regueibat et des Tekna. Les Ouled Cheik et les Ouled Daoud sont protégés de tous les Tekna, les Ouled Moussa et les Souaad des Ait Lahssen ; les Foqra des Ait Moussa. En outre, les Lgouassen paient un tribut, le *ghafer*, aux Ait Oussa.

Cette hiérarchisation sociale et politique explique que par dahir en date du 14 Rabia II 1327 (1909) S. M. Moulay Hafid ait pu nommer Habib Ben Beyrouk à la fois caïd des tribus Ait Moussa, Regueibat et Tidrarin (annexe 8). L'acte de nomination ci-dessus prouve, s'il en était encore besoin, d'une part, la subordination des Tekna au pouvoir central marocain et, d'autre part, la souveraineté du Sultan sur l'ensemble du Sahara occidental. Le Gouvernement espagnol le reconnaît lui-même en 1870, à l'occasion de l'affaire Butler qui sera examinée postérieurement <sup>1</sup>.

A l'appui de sa démonstration, le Gouvernement marocain soumet à l'examen de la Cour un certain nombre de documents officiels. Ils témoignent des préoccupations politiques des deux sultans Moulay Abdelaziz et Moulay Hafid à l'égard du Sahara occidental. Dans cette perspective, deux types de textes sont déterminants. Les uns concernent la nomination de responsables locaux, les autres fixent la mission qui leur est impartie par le makhzen.

Les dahirs de nomination que présente le Gouvernement marocain ne constituent qu'une infime partie de l'ensemble des titres qui ont été délivrés en ce domaine. De fait, ces actes officiels sont remis à leurs bénéficiaires et entrent dans le patrimoine familial, ce qui rend difficile leur consultation.

Toutefois, certains dahirs, en raison de la personnalité de leurs destinataires, ont pu être retrouvés. Ils attestent tous de la présence dans cette région, essentielle pour l'existence du Maroc, de grands commis de l'Etat marocain, notamment :

Mohamed el Amin, nommé en 1896 par le sultan Abdelaziz caïd des tribus Ait Lahssen et Yaggout des Tekna (annexe 3). Il est confirmé dans ses fonctions en 1907 par Moulay Hafid et chargé également de l'administration de fractions des Ouled Tidrarin (annexe 4) ;

Brahim Ben Bahrek Chtouki, nommé en 1896 caïd d'une partie des Tekna (annexe 2). Il est plus spécialement chargé en 1899 de la fraction Manacer (annexe 5) ;

Mohamed Ben Lahbid Tidrari, nommé en 1890 caïd des Tidrarin (annexe 7) ;

Slimane el Aroussi, nommé en 1906 caïd de « la collectivité d'El Gourrah », de la tribu des Tekna (annexe 6).

L'examen de la correspondance officielle adressée par le Sultan à ses représentants locaux illustre la politique permanente du Souverain : la défense de l'intégrité territoriale du Royaume.

En 1877, S. M. Hassan I<sup>er</sup> adresse une lettre « A notre serviteur fidèle Habib

<sup>1</sup> *Infra*, p. 201 et suiv.

Ben M'Barek » pour lui préciser que contrairement à ce qu'il aurait entendu il n'a pas l'intention de renoncer à sa souveraineté sur oued Noun et le Sahara (annexe 75).

En 1886, S. M. Hassan I<sup>er</sup> ordonne au caïd Brahim Ben Ali des Ait Lhassen de surveiller les côtes et d'informer le caïd Dahmen Ben Beyrouk de toute incursion espagnole (annexe 76).

En 1887, S. M. Hassan I<sup>er</sup> prévient son « fidèle serviteur le caïd Dahmane Ben Beyrouk » qu'il a appris qu'un certain Ould Blal Zergui (de la tribu des Izerguïyne) aurait autorisé des étrangers à s'installer au port Baida en vue d'y exercer le commerce. Il le charge de procéder à une enquête (annexe 77).

En 1901, S. M. Moulay Abdelaziz charge « ses serviteurs fidèles, les caïds Brahim Chtouki et Ben Bellal Bousaidi » de la surveillance du littoral de son royaume de Tarfaya jusqu'au cap Bojador (annexes 21 et 22).

En 1909, S. M. Moulay Hafid ordonne au caïd et aux notables des Izerguïyne d'interdire toute installation étrangère et de sévir contre tous ceux qui entretiennent des rapports avec les Européens (annexe 78).

En 1910, une lettre de S. M. Moulay Hafid aux caïds Ben Bellal et Brahim Chtouki leur indique qu'il a reçu leurs lettres l'informant qu'un « nazaréen s'est installé au port de Tarfaya » et leur ordonne de l'expulser (annexe 79). Les ordres donnés par le Sultan sont exécutés par les destinataires. Les Européens qui refusent de se soumettre à la loi chérifienne sont arrêtés et emprisonnés (annexes 58, 58 bis, 59 et 59 bis).

Tous ces textes ont un dénominateur commun : la lutte contre l'ingérence étrangère. Région particulièrement exposée aux convoitises européennes le Sahara occidental est la terre par excellence de la résistance marocaine.

### 3. LE SAHARA OCCIDENTAL, TERRE PRIVILÉGIÉE DE LA RÉSISTANCE MAROCAINE

Le catalyseur de l'unité marocaine est constitué par le danger extérieur. Les tentatives de pénétration étrangères rassemblent les énergies populaires sous l'autorité du Sultan. Les hommes du Sahara occidental participent toujours à la lutte nationale.

Regroupés autour de la forte personnalité de Ma el Aïnin, représentant personnel du Sultan, ils s'opposent à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle par la violence à l'occupation européenne.

#### *A. La lutte contre l'envahisseur, constante de l'histoire du Maroc*

Dès le XV<sup>e</sup> siècle, depuis la prise de Ceuta, les Portugais ou les Espagnols tour à tour n'ont jamais renoncé à conquérir la totalité du Maroc :

« Face à des troupes d'invasion armées, équipées et organisées à un niveau de beaucoup supérieur, seul un puissant élan des forces populaires permit aux Marocains de ne pas être anéantis comme certains peuples d'Amérique. Sans un sentiment national effectif agissant ils n'auraient pas, comme ils le firent, bloqué l'envahisseur en ses points de débarquement pour l'en chasser ensuite au cours d'une lutte de quatre siècles. Quatre siècles de défense nationale contre les mêmes envahisseurs voilà de quoi faire l'unité nationale morale d'un peuple et la perpétuer même en l'absence

des facteurs plus modernes qui ont joué dans la formation des nations. »<sup>1</sup>

L'élaboration de la conscience nationale marocaine s'effectue progressivement, elle se nourrit de l'esprit de vigilance

« pour déceler la moindre atteinte aux intérêts ou à l'intégrité d'une communauté dont on se sentait membre, sur laquelle on comptait pour sa propre défense comme on était, soi-même, prêt à se sacrifier pour elle »<sup>2</sup>.

La menace pèse sur deux points précis du Royaume, le nord et les côtes du Sahara occidental proches des îles Canaries. Pour repousser le danger européen, les Algériens et les Tunisiens font appel à l'étranger musulman : le Turc. Le peuple marocain se tourne vers son chef naturel : le Sultan :

« Concrètement, le lien entre les groupes et les communautés, c'était le Souverain : c'est lui que l'on alertait en cas de danger, c'est donc lui qui centralisait les alertes et c'est lui qui mobilisait tout ou partie des forces de la communauté pour organiser la parade. »<sup>2</sup>

Le manquement au devoir national est sanctionné par la destitution. Les Ouattassides sont chassés de l'histoire au XVI<sup>e</sup> siècle pour n'avoir pas su résister à l'installation des Portugais et des Espagnols sur les côtes du Maroc. Conduites par Mohammed Ibn Ahmed el Kaim, les tribus de la vallée du Draa, soutenues par les confréries religieuses de la Saguiet el Hamra, se lancent à l'assaut de Santa Cruz (Agadir) occupée par les Portugais. Sa chute en 1541 est le premier succès de la nouvelle dynastie saadienne. Les Alaouites qui succèdent affrontent à partir du XIX<sup>e</sup> siècle de nouveaux adversaires. A l'Espagne s'ajoutent désormais l'Angleterre, l'Allemagne et la France. Face aux empiètements européens, atteinte à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Empire chérifien, le Sultan réagit en s'efforçant de rester fidèle à sa mission historique.

Ainsi entrave-t-il l'installation matérielle espagnole à Santa Cruz<sup>3</sup>. De la même manière, il s'oppose aux entreprises de commerçants britanniques sur la côte du Sahara marocain.

Tablant sur la vénéralité d'un caïd marocain du sud, Mohamed Beyrouk, deux négociants anglais, Mackenzie et Curtis, fondent des comptoirs, l'un à cap Juby, l'autre à proximité d'Ifni. Le deuxième est rapidement ruiné par le pillage des dépôts et le refus d'indemnisation du Sultan. Le premier est l'objet d'attaques incessantes encouragées en sous-main par le sultan Moulay Hassan.

En 1874, le makhzen proteste auprès du Foreign Office<sup>4</sup>. Cette démarche incite sir J. D. Hay, consul général auprès du Sultan, à écrire à Mackenzie pour le mettre en garde contre les conséquences politiques de son installation : « Comment, affirme-t-il, la Grande-Bretagne pourrait conserver son rôle de conseil et de soutien du makhzen si elle aidait ceux qui portent atteinte à la souveraineté marocaine ? »<sup>5</sup>. Le makhzen n'admet pas les présences étrangères non autorisées sur son territoire (annexe 62).

Le 18 mai 1886, S. M. Hassan I<sup>er</sup> réitère ses protestations dans une note circulaire adressée aux représentants étrangers à Tanger (annexe 60). L'échange

<sup>1</sup> G. Ayache, « Le sentiment national dans le Maroc au XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue historique*, 1968, p. 395.

<sup>2</sup> G. Ayache, *op. cit.* p. 406.

<sup>3</sup> Cf. *supra*, première partie, p. 142 et suiv.

<sup>4</sup> F.O. 99/177. Tanger 27-3-1875.

<sup>5</sup> J.-L. Miège, *Le Maroc et l'Europe*, t. III, *op. cit.*, p. 303-305.

de lettres entre le grand vizir M'Fadel Gharnit et trois représentants diplomatiques britanniques (annexes 63, 64 et 65) ainsi que *Les documents diplomatiques français* témoignent du refus permanent du Sultan d'admettre la validité de l'occupation anglaise. Dans une lettre du 29 mai 1889, adressée à son ministre des affaires étrangères, M. Patenôtre, ministre de France à Tanger, précise que le Sultan « ne consentirait jamais de son plein gré à aliéner la moindre parcelle de son territoire »<sup>1</sup> (annexe 66).

M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Madrid rapporte, dans un pli adressé au Quai d'Orsay le 22 juin 1891, le désir du Sultan de soumettre à un arbitrage sa contestation avec l'Angleterre sur la propriété des territoires de cap Juby.

Dans ce document, Cambon fait état d'une discussion avec le duc de Tétouan, qui lui déclare expressément :

« Nous pourrions soutenir que les contestations sur la souveraineté des territoires situés au sud de l'oued Draa constituent une infraction au *statu quo* que toutes les puissances et l'Angleterre elle-même se sont implicitement engagées à respecter. Il a toujours été reconnu que la souveraineté territoriale du Sultan s'étend aussi loin que sa souveraineté religieuse et comme il est hors de doute que les populations de cap Juby lui sont soumises au point de vue religieux, nous pourrions considérer sa souveraineté comme indiscutable. »<sup>2</sup>

Dans une lettre au ministre des affaires étrangères, M. Ribot, le ministre de France à Tanger, M. D'Aubigny, précise le 28 juin 1892, que le Sultan refuse de reconnaître l'occupation anglaise du cap Juby (annexe 67). Le même diplomate souligne dans sa correspondance en date du 21 décembre 1892 l'opposition absolue du Sultan à toute discussion susceptible de mettre en cause sa souveraineté territoriale.

Cette politique de dissuasion aboutit finalement à la signature du traité maroco-anglais du 13 mars 1895. Les constructions sont remises au Maroc contre le paiement de 50 000 livres, le Gouvernement anglais reconnaît la souveraineté chérifienne sur les territoires « allant de l'oued Draa au cap Bojador » (annexe 68).

Un autre danger menace au début du siècle l'intégrité de l'Empire chérifien. Le Gouvernement français entreprend l'élargissement territorial de ses possessions algériennes et sénégalaises. Face à cette pénétration un leader religieux, Ma el Aïnin, sollicité par les tribus de l'extrême Sud marocain, est chargé par le Sultan de coordonner la lutte contre l'envahisseur.

#### B. La lutte contre le colonialisme au Sahara occidental

Ma el Aïnin appartient à une famille vénérée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de tous « les peuples musulmans de l'Atlantique au méridien de Tombouctou, du Sud marocain aux rivières de Guinée »<sup>3</sup>.

Fondée par Mohamed Fadel, elle est à l'origine d'une nouvelle confrérie islamique, la Fadelia, « voie nouvelle où, telle une caravane sur ces pistes sahariennes aux multiples sentiers, tous les musulmans peuvent cheminer de concert sous la conduite d'un *même cheik* par les sentiers les plus divers »<sup>3</sup>.

À la mort du fondateur, vers 1870, la réputation de savant et de thaumaturge

<sup>1</sup> *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1<sup>re</sup> série, t. VII, p. 415.

<sup>2</sup> *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1<sup>re</sup> série, t. VIII, p. 514.

<sup>3</sup> P. Marty, *Études sur l'Islam maure*, Leroux, Paris, 1916, p. 113.

d'un de ses fils, Mohamed Mostafa dit Ma el Aïnin (la Liqueur des Yeux) se répand au sein des tribus du Sahara occidental.

Né vers 1830, Ma el Aïnin a étudié et enseigné à l'Université coranique de Chinguiti, avant d'entreprendre le long pèlerinage de La Mecque en 1855-1856. Entouré de sa famille et de ses fidèles, il vit sous la tente de 1884 à 1909 à l'intérieur de la Saguiet el Hamra après avoir établi un centre culturel, culturel et militaire à Smara en 1899. L'emplacement était bien choisi car situé sur un point d'eau jalonnant la grande prise de l'oued Noun à l'Adrar, et au centre d'importants pâturages.

Ses idées religieuses, liées au désir d'émancipation de la nation arabe, l'amènent à préconiser l'union de toutes les confréries dans le dessein d'encadrer la résistance nationale à la pénétration européenne. « Il semble, écrit un diplomate français en 1907, que la politique de Ma el Aïnin rappelle à plusieurs égards celle des théoriciens modernes de la régénération panislamique. Dans plusieurs de ses écrits ... il prône comme but commun à toutes les confréries islamiques l'union en masse compacte capable de résister aux infidèles et de porter la guerre sur leur territoire ; c'est dans ce but qu'il s'efforce de modifier les rites mêmes des confréries. »<sup>1</sup>

Dès 1890, il met son rayonnement religieux au service du sultan du Maroc. Il devient alors, au-dessus des caïds nommés par le makhzen, le représentant spécial du Souverain pour l'ensemble du Sahara occidental. A ce titre il est le fidèle exécutant de la politique du pouvoir central. La lettre qu'il adresse à l'un des collaborateurs marocains de Mackenzie est à cet égard significative et exemplaire :

« ... excellent est le sang ainsi que la souche auxquels vous êtes apparenté mais je vous conseille de suivre la piété de Dieu le Grand et les bonnes recommandations du Sultan des musulmans et des gens musulmans aussi, car le musulman n'aura pas d'assistance de la part de Dieu à moins qu'il n'ait une assistance de la part de son Sultan : autrement il sera en perdition. Il est dit « prends garde à ce qui pourrait déplaire à ton Sultan, ce qui amènerait tes amis à t'abandonner car quiconque déplaît à son Roi s'expose à la mort et au malheur et quiconque est abandonné par ses frères verra disparaître sa liberté. »<sup>2</sup>

De fait les différents sultans ont toujours accordé une absolue confiance à Ma el Aïnin. Moulay Abderrahman l'a reçu lors de son premier pèlerinage à La Mecque vers 1860. En 1890 il se rend à Marrakech pour rencontrer Moulay Hassan, six ans plus tard il est accueilli dans la même ville par Abdelaziz, auprès duquel il vient faire acte d'allégeance.

L'ancien secrétaire général du « gouvernement de l'Afrique occidentale espagnole », le colonel Domenech Lafuente, témoigne dans un ouvrage paru en 1934<sup>3</sup> de la qualité des liens existant entre Ma el Aïnin et le Souverain marocain. Evoquant la rencontre de 1890, l'officier espagnol écrit :

« Le Sultan qui ne manqua pas de le recevoir, lui dit :

« Moulay Abderrahman fit de toi son fils, Sidi Mohammed mon père te

<sup>1</sup> Rapport adressé au gouverneur général de l'AOF par R. Arnoud, Tanger, le 16 mai 1907.

<sup>2</sup> Citée dans D. Mackenzie, *The Khalifate of the West, Being a General Description of Morocco*, Londres, Quimpkin, Marshall, Hamilton, Kent and Co., Ltd, 1911.

<sup>3</sup> Angel Domenech Lafuente, *Ma El Aïnin, Señor de Smara*, Editora Marroquí, Tétouan, 1954, p. 40.

considéra comme son frère et moi je fais de toi mon père et, à partir de maintenant, je te recommande à mes descendants comme Sidi Mohamed qui te recommanda aux siens. »

Il le combla de présents et fonda en son honneur la zaouia Ainia à Marrakech. Il l'eut comme confident et conseiller. Ma el Aïnin installa avec l'accord des Izerguïyine, un poste chérifien sur la partie côtière de leur zone de pâturage. Tarfaya fut dotée d'une garnison et fut régulièrement approvisionnée par les vapeurs du Gouvernement marocain qui, de temps en temps, débarquaient à Mogador des envoyés et des présents de Ma el Aïnin adressés à son grand ami le Vizir ba Ahmed. »<sup>1</sup>

Smara est construite par des maçons Tekna grâce aux matériaux et à l'argent que le Sultan envoie à Ma el Aïnin. De nombreux documents français confirment le rôle politique attribué par le makhzen au « grand marabout » du sud. Un agent africain de l'administration française, Bou el Mogdad, précise dans un rapport adressé au gouverneur de l'Afrique occidentale française, à l'issue d'un voyage dans l'Adrar en 1900 :

« Je puis vous informer que le grand marabout Cheik Ma el Aïnin est toujours très estimé du Gouvernement marocain dont il est le représentant ; qu'on achève de construire à Smara sa résidence, un vaste immeuble en maçonnerie destiné à recevoir les troupes que le Sultan va y envoyer sur sa demande. Il s'est rendu dernièrement à Marrakech où le Sultan l'avait convié pour assister à la nomination de son grand vizir décédé. »<sup>2</sup>

Coppolani comptait d'ailleurs sur l'influence de Ma el Aïnin auprès de la Cour chérifienne pour établir des contacts entre la France et le Maroc. Il écrit dans une lettre adressée au ministre des colonies :

« J'espère que vous n'avez pas oublié que la Mauritanie est le prolongement naturel du Maroc d'où, autant que partout ailleurs, il nous est possible de participer à l'œuvre entreprise... Nous avons aujourd'hui franchi la barre du Sénégal et bientôt, si vous le vouliez, nous pourrions être au contact de ce « bled el makhzen » par l'intermédiaire des personnages religieux de l'Adrar dont l'action s'exerce sur les principaux centres chérifiens. »<sup>3</sup>

Ma el Aïnin était donc bien le représentant du Sultan dans le Sahara marocain, la politique du makhzen l'amène à être aussi dans cette région le chef de la résistance locale aux entreprises européennes.

De 1890 à 1900, il suscite toutes sortes de difficultés à la mission politique espagnole du Río de Oro et aux entreprises commerciales anglaises du cap Juby<sup>4</sup> mais c'est surtout à la lutte contre la pénétration française qu'il consacre toutes ses activités à partir de 1904.

A cette date, Ma el Aïnin effectue une nouvelle visite auprès du Sultan et leurs conversations portent sur l'action européenne qui commence à se dessiner dans le sud avec Coppolani. La Saguïet el Hamra est alors devenue le centre d'une vie politique et commerciale relativement importante. A son port de Tarfaya les navires canariens, et par intermittence de petits vapeurs allemands et des voiliers grecs, viennent déposer, avec des denrées commerciales ordinaires, des cargaisons d'armes et de munitions.

<sup>1</sup> Ba Ahmed était grand vizir de Moulay Abdelaziz.

<sup>2</sup> *Revue d'histoire des colonies*, t. XXXIX, 1952, p. 103.

<sup>3</sup> *Revue d'histoire des colonies*, t. XLII, 1955, p. 321.

<sup>4</sup> Paul Marty, *op. cit.*, p. 135.

« La politique saharienne du Gouvernement marocain apparaît très claire et fort intelligemment conçue », écrit un historien français <sup>1</sup>. En ces régions lointaines et désertiques elle vise à assurer la domination chérifienne en s'appuyant à la fois sur le prestige et l'influence religieuse des « marabouts » et sur l'ardeur guerrière des tribus nomades alimentées en matériel. Ainsi le makhzen « couvrirait son front sud en faisant faire la police du Sahara par la seule puissance réellement capable de la faire et il pouvait revendiquer le droit de protester diplomatiquement contre toute entreprise chérifienne » <sup>2</sup>.

Connaissant la confiance dont Ma el Aïnin jouit auprès du Souverain, toutes les tribus de l'extrême Sud marocain, du cap Blanc et de l'Adrar à la Saguiet, lui demandent en 1905 d'intervenir auprès du pouvoir central pour obtenir des armes modernes et la coordination de la résistance. Comme l'écrit R. de Segonzac dans *L'Afrique française* en 1917, Ma el Aïnin « part pour Fès et parle au jeune sultan Moulay Abd el Aziz en chef spirituel de tout le Sahara dont il lui apporte l'hommage et pour lequel il requiert son appui » <sup>3</sup>.

Le Sultan, dans une lettre aux tribus, prend acte de leur démarche. Elle révèle les méthodes et les desseins politiques du Gouvernement chérifien. Son intérêt est tel qu'il faut en citer de longs passages <sup>4</sup> :

« Il a été porté à notre connaissance que vous aviez à vous plaindre des tentatives effectuées par des nations étrangères dans le but d'envahir votre pays... Bonne note a été prise de vos doléances et nous trouvons que votre méfiance à l'égard de ceux qui ont de mauvais desseins sur votre pays, comme votre accord entre tribus pour le défendre, sont des preuves de votre parfaite croyance en Dieu...

D'autre part le fait de vous réclamer de notre Gouvernement chérifien que vous avez reconnu depuis longtemps est un argument qui appuie vos revendications et qui prouve la sincérité de votre affection à notre égard. Par cette reconnaissance vous défendez votre religion et gardez toujours votre place réservée...

Quant aux moyens qui vous manquent, l'aide que vous attendez de nous et enfin l'intérêt que vous voulez que nous vous portions, il est tout à fait de notre devoir de nous intéresser à vous, et s'il plaît à Dieu, vous obtiendrez de nous tout ce que vous désirez.

Nous vous ordonnons, en conséquence, de faire le meilleur accueil à nos envoyés et de leur faciliter en tout l'accomplissement de la mission qui leur est confiée tout en vous conformant, comme nous le désirons, à tout ce que vous dira le Cheik.

En outre, nous vous ordonnons de loyalement assister celui d'entre vos notables sur lequel portera votre choix. *Nous lui enverrons aussitôt un dahir chérifien d'investiture portant le cachet du commandement.*

En agissant ainsi, nous voulons bien marquer que vous êtes bien des nôtres et répandre le bien chez vous. »

Les envoyés du Sultan sont conduits par son cousin, Moulay Idris Ben Abderrahman Ben Suleiman. Ma el Aïnin informe les différents chefs de tribus de l'arrivée de représentants du makhzen :

<sup>1</sup> Paul Marty, *op. cit.*, p. 135 et 136.

<sup>2</sup> R. de Segonzac, « El Hiba, fils de Ma el Aïnin », *Afrique française. Renseignements coloniaux*, mars-avril 1917, p. 64.

<sup>3</sup> Cette lettre datée du 23 Safar 1323 (1905) a été trouvée à Smara dans les papiers de Ma el Aïnin le 1<sup>er</sup> mars 1913 par le colonel Mouret, officier français qui s'est emparé de la ville. Elle était adressée à l'assemblée de la tribu des Aroussiya.

« Qu'il soit à ta sage connaissance que le Sultan a envoyé son cousin, qui est son représentant pour traiter les affaires des Maures et en particulier celles qui concernent les chrétiens... »

Le Sultan a recommandé à son délégué, qui avec la puissance de Dieu donnera toute satisfaction, de s'occuper sérieusement de ces affaires, jusqu'à ce que la cause des musulmans ait complètement triomphé. »

Moulay Idriss installe, en remettant les dahirs revêtus du cachet d'Abd el Aziz, les chefs désignés pour conduire les tribus au combat.

L'alliance défensive se forme et se renforce progressivement autour de deux centres essentiels, Smara et l'Adrar. Dans cette dernière région, le fils de Ma el Aïnin, cheik Hassana, conseille l'émir Ould Aïda, élevé dans la zaouïa paternelle de la Saguïet el Hamra :

« Durant le séjour de Moulay Idriss en Adrar, écrit un officier français, le makhzen entretenait un rekkas (courrier à pied) entre Mogador et Smara d'une part, Smara et l'Adrar d'autre part. Le Sultan connaissait ainsi les agissements des Français en Mauritanie et pouvait constater s'il y avait progrès et extension de leur influence vers le Nord. »

Les résultats pratiques de l'organisation politique mise en place par le Gouvernement marocain sont spectaculaires (annexe 82) ; Coppolani est tué au cours d'un combat le 12 mai 1905.

Le 14 novembre 1905, le commissaire du gouvernement général de l'AOF en territoire civil de Mauritanie révèle dans un rapport au gouverneur général, Roume, l'efficacité de l'action de Ma el Aïnin :

« Nous ne pouvons pas nous empêcher de constater que depuis quelque temps un mouvement se dessine dans un but nettement précis d'opposition à notre action et à notre pénétration, que des menées de plus en plus actives s'exercent contre nous, que ces dernières prennent leur origine dans la Saguïet el Hamra... C'est ainsi que poursuivant la réalisation de son plan le grand cheik de la Saguïet el Hamra a adressé, ces jours derniers, un appel comminatoire à la révolte à certaines tribus qui ont déjà librement accepté notre influence... Bien plus, grâce à l'appui du Gouvernement marocain il procure des armes à tir rapide et des munitions aux gens de l'Adrar et il en offre même à ceux de nos propres administrés qui seraient disposés à abandonner notre cause. » <sup>1</sup>

Ce rapport est transmis par Roume au ministre des colonies. La lettre qui l'accompagne constate :

« Dans l'ensemble des rapports qui nous sont parvenus il résulte avec évidence que les menées directement hostiles à notre influence, que je vous ai signalées déjà, se poursuivent et s'accroissent. Elles ont leur siège dans la région de Saguïet el Hamra, et sont dirigées par cheik Ma el Aïnin, au nom du sultan du Maroc, très probablement avec la connivence du représentant du pouvoir chérifien dans le sud du Maroc... »

Vous m'avez fait savoir que le ministre des affaires étrangères avait invité notre représentant à exprimer au Gouvernement chérifien, dans la mesure où il le croirait utile, les griefs que nous donne l'attitude des agents marocains dans la région de l'oued Noun. » <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Documents diplomatiques français. Affaires du Maroc, t. III, 1906-1907, p. 5.

<sup>2</sup> Ibid., p. 3 et 4.



Le consul de France à Fès proteste effectivement auprès du ministre chérifien des affaires étrangères, le Gouvernement français reconnaissant ainsi que Ma el Aïnin est l'instrument de la politique du Sultan dans le Sahara occidental.

Ce fait est confirmé par un rapport du consul honoraire d'Espagne à Fès (11 décembre 1906) :

« Le chef religieux du Sahara occidental, le célèbre marabout Ma el Aïnin, est en relation depuis longtemps avec le Gouvernement marocain... Il a établi à Fès, et dans le reste du Maroc, de véritables missions religieuses qui le représentent également dans les relations politiques qu'il maintient avec le Sultan... Le caïd Driss Benaïch ... s'occupe des pétitions des Chenguïtes dont il est le plus important élément de propagande et de soutien. Tout ce que peuvent faire les partisans de Ma el Aïnin au Sahara est sanctionné par le Gouvernement chérifien. La dernière visite de Ma el Aïnin à Fès a revêtu une importance extraordinaire... Le makhzen lui a remis huit cents fusils et quantité de cartouches. » (annexe 81 (2))

Ce texte permet une meilleure compréhension de la politique de résistance du makhzen. Elle revêt deux formes différentes car le Sultan lutte sur deux fronts.

Sur le plan diplomatique, il est contraint d'accepter certaines concessions qui lui sont imposées par les grandes puissances puisque depuis la fin de XIX<sup>e</sup> siècle le sort de son Empire est, en fait, lié au maintien de l'équilibre européen comme le Gouvernement marocain l'a démontré dans la première partie de ce mémoire.

La négociation internationale est l'instrument de ce premier combat inégal. Il s'agit de maintenir l'indépendance du Maroc.

En revanche, les menaces qui pèsent sur l'Empire chérifien ont une tout autre ampleur dans la région saharienne. L'accord tacite ou formel des grandes puissances a extrait la partie méridionale du Maroc du marchandage européen. Dans cette région c'est l'intégrité territoriale du pays qui est en cause puisque l'Espagne et la France s'y taillent des « colonies » dès l'accord de délimitation de 1886.

Le Gouvernement chérifien ne pourrait affronter ouvertement l'armée française sans provoquer un accroissement de ses interventions sur la frontière algéro-marocaine.

Dès lors cette résistance camouflée, assumée par le Sultan et menée sur le terrain par son envoyé spécial Moulay Idriss et son représentant permanent, Ma el Aïnin, est la seule possible. Ce que le Gouvernement français considère comme un double jeu n'est en fait que *le seul jeu national marocain*. Il éclaire la réponse astucieuse effectuée par le makhzen à la demande d'explication formulée par le consul de France à Fès sur les opérations guerrières conduites par Ma el Aïnin et Moulay Idriss au Sahara occidental :

« Moulay Idriss devait examiner la situation et voir si les régions qui nous occupent font partie du Sénégal ou reconnaissent, au contraire, l'autorité chérifienne. Dans le cas où telle serait sa conclusion, il ne devait pas, bien entendu, déclarer la guerre sainte, cette folie n'est jamais venue à l'esprit d'aucun membre du makhzen, mais fournir à la Cour de Fès les renseignements nécessaires. Le Sultan serait alors mis à même de pouvoir entamer avec le Gouvernement français, dans des formes courtoises, des négociations ayant pour but la délimitation des zones respectives d'influence. » <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Documents diplomatiques français. Affaires du Maroc, t. III, 1906-1907, p. 3 et 4.

A la fin de 1906 et au début de 1907, Ma el Aïnin conduit une délégation des tribus du Sahara occidental à Fès où elle est reçue par le Sultan (annexe 81 (1)). Son passage dans les principales villes chérifiennes provoque un sursaut de l'esprit national marocain. La signature de l'acte d'Algésiras entraîne une crise politique interne, qui inquiète le chef religieux. Selon le colonel Angel Domenech Lafuente :

« l'ingérence des étrangers dans le pays avait inquiété le peuple marocain. Toutes les classes sociales, et plus particulièrement les politiques et les nationalistes, adressaient des lettres et des messages au Cheik, lui demandant son intervention pour que soit évité le chaos que l'on prévoyait. Le marabout conseillait à tous qu'aucun effort ne soit ménagé en faveur de l'unité et pour éliminer les injustices, les mettant en garde contre les conséquences néfastes du désaccord. »<sup>1</sup>

Après la destitution de Moulay Abd el Aziz, Ma el Aïnin se met au service du nouveau sultan, Moulay Hafid (annexe 83).

En 1908 il contrôle depuis Smara l'ensemble du Sahara occidental. Les soldats espagnols, cantonnés dans leurs forts entourés de barbelés, sont totalement neutralisés. L'effort principal est porté contre les tentatives françaises en Mauritanie. Deux de ses fils, cheik Hassana et cheik Taleb Khiar, organisent la lutte « avec une intelligence et une énergie remarquable »<sup>2</sup>. Pour mettre un terme à leur action, les autorités françaises décident de procéder à l'occupation de l'Adrar en 1909. Celle-ci ne supprime pas, pour autant, les affrontements armés car Ahel Ma el Aïnin continue à recevoir aide et encouragements du Sultan. Ainsi se trouve confirmée l'étroite solidarité du makhzen et de la résistance marocaine.

En effet, ainsi que l'affirme une historienne française dans un ouvrage récent :

« Qu'on le veuille ou non « la question marocaine » ne peut être limitée au bled el makhzen, ni même à la ligne des Atlas ; les influences ne connaissent pas les démarcations de frontières, les intérêts des tribus nomades non plus. Jusque-là le Gouvernement français avait deux politiques : une politique marocaine où entraient en considération les ambitions des puissances européennes rivales, les intérêts français, ceux du Sultan ... et une autre là-bas en Mauritanie, près du Sénégal, la parente pauvre qu'on sacrifiait délibérément à la première. L'affirmation de Coppolani se trouve vérifiée : « L'Islam est un, il faut une politique d'ensemble dans les pays musulmans. »<sup>3</sup>

En fait c'est le Maroc qui est un, le Gouvernement français en est parfaitement conscient puisqu'il s'efforce d'engager le Sultan en lui imposant par la contrainte la signature et l'application d'un accord permettant d'isoler la résistance marocaine au Sahara. Par voie de conséquence il reconnaît une nouvelle fois que Ma el Aïnin n'est que l'exécutant local de la politique chérifienne.

La convention franco-marocaine du 4 mars 1910, dont la signature est obtenue après l'occupation, par l'armée française, de la province de la Chaouia, prévoit ainsi dans son article 10 :

<sup>1</sup> Angel Domenech Lafuente, *op. cit.*, p. 99.

<sup>2</sup> H. Martin, *Les tribus nomades de l'Ouest et du Nord mauritanien, du Sahara espagnol et du Sud marocain*, CHEAM, 1939, p. 132.

<sup>3</sup> G. Désiré-Vuillemin, *Contribution à l'histoire de la Mauritanie*, Dakar, 1962, p. 159-160.

« Au sujet du cheik Ma el Aïnin et des ennemis de la France au Sahara, le Gouvernement chérifien devra empêcher que ces agitateurs ne reçoivent des encouragements et des secours en argent, armes et munitions. Il adressera des lettres, dont la délégation de France recevra copie, aux autorités du Sous et de l'oued Noun pour leur prescrire de réprimer la contrebande des armes dans ces régions. »

L'article 10 ne sera pas appliqué. Devant la montée des périls, Ma el Aïnin se rapproche du Maroc septentrional. Quittant Smara, il s'établit à la fin de 1909 dans la cité chérifienne de Tiznit. De là, il prépare une intervention dans le nord. A la tête de contingents Tekna et Regueibat, il s'avance vers Fès, mais il est battu dans le Tadla en juin-juillet par des unités de l'armée française commandées par le général Moinier. Ma el Aïnin meurt à Tiznit à la fin du mois d'octobre 1910.

Son fils, El Hiba, s'efforce à son tour de lutter contre la pénétration française. Il est défait dans la région de Marrakech en 1913 par le général Mangin. La même année, une expédition partie de Mauritanie sous le commandement du colonel Mouret s'achève par la destruction de Smara. Désormais les jeux sont faits.

## **II. La souveraineté du sultan du Maroc sur le Sahara occidental a toujours été reconnue par les Etats étrangers avant le développement de l'impérialisme territorial des dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle**

La souveraineté marocaine sur le Sahara occidental a été consacrée, tant par les dispositions expresses de multiples conventions passées par l'Empire chérifien avec des Etats étrangers, que par la résistance aux différentes tentatives d'atteinte à l'intégrité territoriale, instrument du colonialisme et du néo-colonialisme.

### **1. L'ANALYSE DES CONVENTIONS DIPLOMATIQUES DÉMONTRE QUE LES ETATS ÉTRANGERS ONT EU RECOURS EN PERMANENCE AU SULTAN POUR PROTÉGER LES ACTIVITÉS DE LEURS NATIONAUX AU SAHARA OCCIDENTAL**

Les conventions portent sur plusieurs sujets, mais elles ont toutes pour point commun la reconnaissance indirecte ou directe de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental.

#### *A. Le traité de Marrakech du 28 mai 1767*

Ce traité de paix maroco-espagnol a pour objectif l'organisation du commerce entre les deux Etats, son article 18 intéresse directement le Sahara occidental en raison de la traduction erronée qu'en fait l'Espagne.

Selon l'Espagne, l'article 18 disposerait :

« Sa Majesté impériale s'abstient de délibérer au sujet de l'établissement que Sa Majesté Catholique veut fonder au sud de l'oued Noun, car Elle ne peut se rendre responsable des accidents et des malheurs qui pourraient se produire, *vu que Sa souveraineté ne s'étend pas jusque-là*, et que les peuplades vagabondes et féroces, habitant ce pays, ont toujours causé des dommages aux gens des îles Canaries et les ont réduits en captivité. »

L'Espagne, se fondant sur cette traduction, en conclut que le territoire maro-

cain ne dépasse pas l'oued Noun, puisque le principe de responsabilité est une conséquence directe de la notion de souveraineté.

A ces assertions, le Maroc n'a aucune peine à opposer des arguments dont la complémentarité et la teneur démentent l'interprétation espagnole.

En premier lieu, le Maroc peut présenter à la Cour le texte arabe du traité<sup>1</sup>, tout particulièrement significatif puisque, manifestement, le sultan Moulay Mohamed Ben Abdallah ne pouvait apposer son sceau que sur un texte arabe, ce qui résulte du document joint.

Or l'article 18 (annexe 24) de ce texte stipule :

« Sa Majesté impériale met en garde les habitants des Canaries contre toute initiative d'aller pêcher sur les côtes d'oued Noun et au-delà. Il dégage toute responsabilité de ce qui leur arrivera de la part des Arabes du pays auxquels il est difficile d'appliquer les décisions, eux qui n'ont pas de résidence fixe, qui se déplacent comme ils veulent et plantent leurs tentes où ils l'entendent. Les habitants des Canaries sont certains d'être malmenés par ces Arabes. »

Cette déclaration ne constitue donc pas un abandon de souveraineté, mais s'inscrit tout naturellement dans la perspective particulière de l'exercice de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental.

En deuxième lieu, l'article 18 de ce traité porte sur l'oued Noun et au-delà, ce qui indique bien l'application de cet article au Rio de Oro, d'autant plus que la seconde partie de l'article 18 précise : « En ce qui concerne la côte d'Agadir jusqu'à la région où résident les Arabes nomades, elle est sous l'autorité de Sa Majesté impériale qui autorise les habitants des Canaries à y pêcher. »

En troisième lieu, le texte arabe de cet article 18 dispose qu'il « est difficile d'appliquer des décisions » aux habitants d'oued Noun et de l'au-delà. Cela signifie que le Sultan a pouvoir de prendre des décisions envers ces sujets, du fait de sa souveraineté sur le Sahara occidental, mais que le genre de vie de ces habitants rend difficile l'application de telles mesures. Il est d'ailleurs significatif de constater que l'Espagne demande la protection du Maroc pour ses sujets dans cette région, constatant de ce fait implicitement la souveraineté du makhzen sur ce territoire.

La reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental résulte également de nombreuses conventions internationales visant la protection par le Sultan des naufragés européens sur les côtes de ce territoire marocain.

#### *B. Les conventions instituant le Sultan protecteur des naufragés européens au Sahara occidental*

L'article X, in fine, du *traité d'amitié, de commerce et de navigation passé par le Maroc avec les Etats-Unis d'Amérique les 23-28 juin 1786*, prévoit : « Et si quelque vaisseau américain échoue sur les côtes d'oued Noun ou sur quelque côte voisine, l'équipage y appartenant sera protégé et assisté, jusqu'à ce qu'à l'aide de Dieu, il puisse être renvoyé son pays » (annexe 25).

De même, le *traité maroco-espagnol du 1<sup>er</sup> mars 1799* constitue une affirmation, par l'Espagne, de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental.

Selon l'Espagne, l'article XXII de ce traité stipulerait :

« Si quelque navire espagnol faisait naufrage sur la rivière Noun et sa côte

<sup>1</sup> Non reproduit. [Note du Greffe.]

où Sa Majesté n'exerce pas sa domination, il offre, pour prouver combien il apprécie l'amitié de Sa Majesté catholique, d'employer les moyens les plus propres et les plus efficaces pour sauver et délivrer les équipages... »

Dans cette hypothèse encore, on peut relever une importante erreur de traduction, puisque le texte arabe (annexe 26) dispose au contraire :

« Si quelque navire espagnol faisait naufrage au-delà du Sous et de l'oued Noun, S. M. le Sultan, à cause de l'amitié que manifeste le roi d'Espagne, emploiera tous les moyens possibles pour sauver et délivrer les naufragés jusqu'à ce qu'ils retournent à leur pays ».

Ce traité admet la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental en instituant le Sultan comme seule autorité capable d'imposer ses vues à ses sujets sahariens. Cette demande d'intervention auprès du Souverain marocain constitue par là même également une réfutation de l'hypothèse selon laquelle le Sahara occidental aurait été une « terre sans maître ».

On peut également noter dans le même sens l'article 10, in fine, du *traité de paix Maroc-Etats-Unis du 17 septembre 1836, énonçant* : « Si un bateau américain est rejeté sur le rivage d'oued Noun ou sur une côte voisine, l'équipage de ce bateau sera mis en sécurité et gardé jusqu'à ce qu'avec l'aide de Dieu il soit remis à son pays » (annexe 27).

De même, il est dit à l'article XXXIII du *traité général anglo-marocain du 9 décembre 1956* :

« Si un bateau britannique faisait naufrage à Oued Noun ou sur une partie quelconque de ses côtes, le sultan du Maroc usera de son autorité pour sauver et protéger le capitaine et son équipage jusqu'à leur retour à leur pays et le consul général britannique ainsi que son représentant auront la possibilité de s'occuper et s'assurer, dès que ceci sera possible, du sort du capitaine et de l'équipage de ce bateau afin de les retirer de cette partie du pays ; ils seront aidés dans leurs démarches conformément au devoir de l'amitié par les gouverneurs que le sultan du Maroc a dans de tels endroits. »

Par ce traité, la Grande-Bretagne reconnaît ainsi la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, l'autorité du Sultan en résultant et la représentation de cette souveraineté par les gouverneurs de Sa Majesté (annexe 28).

Enfin, et une nouvelle fois, l'Espagne dans le traité passé avec le Maroc le 20 novembre 1861, réaffirme indirectement le caractère marocain du Sahara occidental. L'article 38 de ce traité expose, en effet :

« Au cas où un bateau espagnol ferait naufrage sur le rivage d'oued Noun ou en tout autre point de sa côte, le roi du Maroc usera de son pouvoir pour sauver et protéger le capitaine et l'équipage jusqu'à ce qu'ils se retrouvent dans leurs pays ; et il sera permis au consul général d'Espagne, au consul, vice-consul, agent consulaire, ou son délégué, de prendre toutes informations ou nouvelles nécessaires sur le capitaine et l'équipage dudit bateau afin de pouvoir les sauver. Les gouverneurs du roi du Maroc apporteront eux-mêmes leur aide au consul général d'Espagne, au consul, au vice-consul, à l'agent consulaire ou à son délégué, dans leurs démarches, conformément aux lois de l'amitié. » (Annexe 29.)

Ce traité confirme en de nombreux points la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. D'une part, reproduisant les termes des textes arabes des

traités de 1767 et 1799, il infirme l'interprétation donnée par l'Espagne de ces deux traités. D'autre part le présent traité affirme l'autorité du roi du Maroc sur le Sahara occidental puisque :

- il reconnaît l'existence des gouverneurs du roi du Maroc sur ce territoire ;
- il admet les possibilités d'action du roi du Maroc et de ses gouverneurs envers les habitants du Sahara occidental ;
- il permet aux différentes autorités espagnoles de s'informer du sort des naufragés, ce qui conduit implicitement à reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. En effet, si les habitants de ce territoire échappaient à la souveraineté chérifienne, aucune permission ne serait nécessaire aux autorités espagnoles pour prendre contact avec eux au sujet de la délivrance des naufragés.

C'est bien ce que démontre la pratique. Par lettre du 4 avril 1863, le ministre d'Etat espagnol transmet à son ambassadeur à Tanger une correspondance du ministère de la marine l'informant que neuf matelots du bateau *Esmeralda* servant à la pêche ont été capturés sur le littoral marocain à « plus de 180 milles au sud du cap Noun ». Il lui demande d'intervenir auprès du Sultan afin d'obtenir leur libération en application de l'article 38 du traité du 20 novembre 1861. Sur ordre du Sultan, les naufragés ont été effectivement restitués aux autorités espagnoles compétentes (annexes 30 et 31).

L'analyse générale de ces différentes conventions convenant de la souveraineté du Sultan sur le Sahara occidental est particulièrement instructive, au moins à deux égards. D'une part, ces traités s'échelonnent tout au long du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils attribuent ainsi à cette affirmation de souveraineté tout le poids de l'histoire et ils confirment qu'il ne s'agit pas d'une manifestation isolée. D'autre part, ces conventions ayant été passées avec un grand nombre d'Etats parmi les plus représentatifs de l'histoire diplomatique de ces deux siècles, la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental ne se déduit pas d'un accord international, mais est conforté avec éclat par un faisceau d'accords de volonté internationaux émanant de nombreux pays, y compris l'Espagne. Par ailleurs, d'autres conventions expriment directement et explicitement la souveraineté du Sultan sur sa province saharienne.

#### *C. Les conventions reconnaissant directement la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental*

Dès 1872, l'homme d'affaires anglais Mackenzie pense établir au Sahara occidental une factorerie destinée à éviter les frais de transport par terre de Mogador à la région de la Saguiet el Hamra et à tourner les droits de douane du makhzen. En outre, de très importantes caravanes chargées d'or, de gomme et de plumes d'autruches, venues de Tichet, Chinguiti, Adrar et Ouadan traversaient fréquemment la Saguiet el Hamra à proximité du cap Juby. En avril 1879, Mackenzie passe une « charte de concession » avec le caïd Mohammed Beyrouk, afin d'obtenir le monopole du commerce dans la région de l'oued Noun et l'installation d'une station commerciale au cap Juby.

Cet établissement fut attaqué à plusieurs reprises, en 1879, 1883, 1888 et 1889, tandis que le makhzen proposait régulièrement à la compagnie anglaise une compensation financière pour l'abandon du cap Juby. Le 13 mars 1895 enfin, le Gouvernement britannique conclut avec le Sultan une convention qui, infirmant les pouvoirs irrégulièrement reconnus par Mackenzie au caïd Beyrouk, confirme

expressément la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental en stipulant dans son article 1 :

« Après que le Maroc aura acheté le fonds de commerce de la compagnie, aucune puissance ne pourra émettre des prétentions sur les territoires allant de l'oued Draa au cap Bojador et à l'intérieur, parce que ces territoires appartiennent au Maroc. »

En reconnaissant la souveraineté du Sultan sur le Sahara occidental, la Grande-Bretagne conteste la revendication de protectorat amorcé par l'Espagne en 1886. On notera également que dans le protocole maroco-espagnol sur Santa-Cruz, en date du 20 juin 1900, il est prévu que les deux parties « auront la faculté de procéder à des négociations relatives à l'échange, dans des circonstances analogues, desdits territoires avec d'autres se trouvant dans la partie de la côte qui est située entre le fleuve Draa et le cap Bojador »<sup>1</sup>. Reconnaisant au Sultan la possibilité d'aliéner des territoires situés au Sahara occidental, ce protocole confirme la souveraineté marocaine au moins jusqu'au cap Bojador (annexe 37 bis). Concrétisant la souveraineté du Sultan, un caïd marocain est installé au cap Juby, à l'ancienne station de Mackenzie. C'est ainsi que lorsqu'un français, Jacques Lebaudy (annexe 70) débarqua entre le cap Juby et le cap Bojador et fut fait prisonnier, l'intervention de ce caïd marocain fut nécessaire pour le faire relâcher, démontrant ainsi en pratique la consistance de la souveraineté marocaine énoncée dans les différents traités précédents.

Il ressort de l'ensemble de ces conventions établies sur une très longue période historique et avec de nombreux Etats que les pays étrangers ont toujours eu recours au Sultan pour la protection de leurs nationaux au Sahara occidental, reconnaissant ainsi directement ou indirectement la souveraineté marocaine sur ce territoire. L'autorisation du Sultan est donc nécessaire pour permettre l'exercice d'activités économiques viables. Afin de tourner cet obstacle gênant leurs opérations commerciales, un certain nombre d'Etats ou de sociétés qui espèrent l'appui de leurs gouvernements suscitent, par l'entremise de leurs agents, plusieurs tentatives de sécession territoriale. L'objet de ces manœuvres en fait un exemple particulièrement significatif du colonialisme et néo-colonialisme.

## 2. LA TENTATIVE D'ATTEINTE À L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE, INSTRUMENT DE LA COLONISATION

Le sultan du Maroc s'opposant fermement aux différentes manœuvres commerciales des Etats européens au Sahara occidental, les gouvernements de ces pays, ou certains de leurs nationaux, essaient de créer de toutes pièces un Sud marocain imaginaire constitué de « prétendues principautés autonomes ».

L'âpreté de ces différentes tentatives de sécession territoriale, dénoncée aujourd'hui par le droit de la décolonisation comme un exemple caractéristique d'entreprise néo-coloniale, trouve son origine dans l'importance attachée de plus en plus au commerce transsaharien.

La situation géographique du Maroc donne à celui-ci une position particulièrement privilégiée dans les relations commerciales africaines. Célerier note ainsi que « la proximité de l'Océan, la présence des grands oueds du sud de

<sup>1</sup> Rafaël Mitjana, *En el Maghreb el Aksa — Viaje de la Embajada española a la Corte del Sultan de Marruecos, en el año 1900*, Madrid, p. 225 et suiv.

l'Atlas lancés vers le désert, raccourcissent les distances et multiplient les points d'eau »<sup>1</sup>.

Les différents Etats européens s'intéressent donc au Maroc dans la mesure où il leur permettrait de contrôler le commerce transsaharien. Or, ce commerce revêt une importance considérable pour les Européens désireux d'atteindre le Soudan et ses « cent millions de consommateurs ». De même, bien que les évaluations soient difficiles à établir, il apparaît certain que la part du commerce caravanier dans l'activité économique du pays est importante. La conquête de l'Algérie affermit encore cette tendance puisqu'elle entraîne un afflux de caravanes se détournant de ce pays et utilisant la voie marocaine.

Constituant déjà un courant non négligeable entre 1830 et 1844, le volume des transactions transsahariennes s'accroît encore entre 1845 et 1866<sup>2</sup>. Ismaël Hamet et Nacer Eddine notent avec justesse que « l'occupation de l'Algérie avait rompu l'unité de l'Afrique du Nord, jusque-là soumise aux mêmes lois économiques »<sup>3</sup>. Les caravanes reliant le Maroc et le Soudan empruntent deux itinéraires principaux : celui de Goulimine atteint Mogador par Agadir et de Marrakech par Taroudant rejoint Eglab et Taouchi, celui qui, par le Tafilalet et la chaîne des palmeraies du sud, retrouve les oasis du Touat et descend vers Tombouctou.

Une telle situation privilégiée attire donc les convoitises des différents Etats européens. Le Maroc leur semble détenir le contrôle des voies caravanières ainsi que celui des routes maritimes traditionnelles. Ce contrôle est d'autant plus important dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, que les efforts français de conquête commerciale de l'Afrique centrale par le Sahara algérien se soldent par un échec. Alors se révèle l'importance nouvelle prise par les routes marocaines partant du Sous, du Draa ou du Tafilalet. Or, précisément, ces régions sont fermées à la pénétration commerciale européenne.

Afin de tourner l'interdiction des actes de commerce, en dehors des points du Royaume ouverts aux transactions par le Sultan, les puissances européennes tentent différentes manœuvres subversives tendant à la sécession territoriale du Sahara occidental. Mettant un terme aux illusions étrangères, le Sultan s'oppose à ces tentatives coloniales de démembrement du territoire national, démontrant la permanence de la souveraineté marocaine à l'encontre des ambitions extérieures. La diversité des pays européens en cause démontre également qu'à la multiplicité des parties œuvrant pour la sécession territoriale du Sahara occidental s'est toujours opposé un Sultan unique, le sultan du Maroc, personnifiant la résistance marocaine face aux ingérences illégales dans les affaires intérieures de l'Empire.

#### *A. Les tentatives françaises*

Le sultan du Maroc n'étant évidemment disposé à aucune concession territoriale sur ses territoires sahariens, la France tente de traiter directement avec le caïd Beyrouk, représentant du makhzen exerçant son autorité sur la plus grande partie du Sahara occidental. C'est ainsi que le 6 novembre 1839 le commandant Bouet adresse une correspondance à Beyrouk, l'invitant à conclure un traité avec

<sup>1</sup> *Hespéris*, 4, 1937, p. 438.

<sup>2</sup> Capitaine Dupas, « Le commerce transsaharien entre le sud du Maroc et le Sahara occidental », *La France méditerranéenne et africaine*, janvier 1938, fasc. I, p. 76 et suiv.

<sup>3</sup> *Revue du monde musulman*, 1909, p. 432.



la France (annexe 69). Le traité fut signé en 1840, mais le Sultan faisant connaître son opposition empêche son application.

La soumission du caïd Beyrouk au Sultan est également prouvée explicitement par la lettre envoyée le 2 février 1844 par le sultan Sidi Abderrahmane à « notre serviteur l'appréciable cheik M'Barek » (Beyrouk étant le diminutif de ce nom) informant celui-ci de la réception de son fils Bachir venu lui présenter les hommages de son père, lui expliquer la conduite de ce dernier et justifier ses rapports avec les étrangers (annexe 71).

L'obligation pour le caïd Beyrouk de fournir explication et justification met l'accent sur son lien de dépendance envers le Sultan, lien également prouvé par les termes mêmes de la lettre précitée : « Nous t'avons écouté, écrivait le Sultan, dans tes explications concernant les reproches qui te sont faits quant à tes relations avec les chrétiens. Nous avons compris que tu t'es repenti et nous acceptons ton repentir que nous considérons comme sincère... Sache que toutes relations avec les chrétiens ne peuvent donner de résultat positif ». (Annexe 71.)

Les liens de dépendance de la famille Beyrouk envers le Sultan sont de nouveau mis en lumière par une correspondance du 15 août 1861 adressée par le sultan Mohammed Ben Abderrahmane à Habib Ben Beyrouk, fils du précédent, mettant en garde son fidèle serviteur contre les agissements des Européens et lui demandant en conséquence d'être vigilant et de rompre toute relation avec ces étrangers (annexe 72), un nouveau rappel à l'ordre lui est adressé le 18 février 1873 (annexe 72 bis).

Contrairement aux instructions du Sultan, les Etats européens et leurs agents usent de multiples pressions pour utiliser à leur profit Beyrouk en l'invitant à la sécession territoriale. C'est ainsi qu'en 1861 Moulay Abbès, délégué du Sultan à Tanger, informe le Souverain, son frère, de l'envoi d'émissaires d'un des frères de Habib Ben Beyrouk, réclamant que le commerce soit ouvert au Sahara. Le Sultan répond le 17 septembre 1861 (annexe 73) en le mettant en garde contre les manœuvres de Beyrouk capables de susciter des troubles dans le sud, du fait de l'opposition de toutes les tribus à l'intervention étrangère.

Le Sultan manifeste également la même attitude face aux initiatives françaises visant à traiter directement avec le cheik Hussein el Hachami, afin d'accroître l'influence de la France dans la province marocaine d'oued Noun. En favorisant cette sécession territoriale, les commerçants français avaient pour objectif de relier le Sous et l'Europe par des relations commerciales directes évitant la fiscalité du makhzen. Malgré ces pressions, le cheik Hussein rappela en 1880 au consul de France à Mogador qu'il ne pourrait « autoriser par voie de mer la sortie de marchandises peu ou prou sans l'ordre du Sultan » et ajouta : « du reste, pour ne pas blesser son cœur, nous lui avons écrit toutes choses sur les affaires du pays »<sup>1</sup>.

Les pressions françaises s'accroissant en 1881, le cheik Hussein se déclara prêt à signer une convention commerciale avec la France mais y renonça devant la ferme opposition du Sultan et le soulèvement des tribus loyalistes Aït Ba Amrane.

Il est à remarquer que ces exemples montrent combien les tentatives européennes de sécession territoriale ont accru les difficultés intérieures du Maroc. Les initiatives de caïds déloyaux, contraires aux instructions du Sultan, ne sont donc pas la manifestation du « bled siba », mais tout au contraire le résultat des

<sup>1</sup> Archives générales de Rabat, reg. Mogador, 24 juin 1880.

pressions de certaines compagnies commerciales ou de certains diplomates européens.

### B. Les tentatives espagnoles

Elles sont provoquées par l'application pratique du décret royal espagnol du 27 juin 1863 autorisant désormais les relations commerciales des îles Canaries avec la côte comprise entre le cap Noun et le cap Blanc.

Intéressé à l'ouverture d'un port sur la côte du Sahara occidental, le commerçant espagnol Jacob Butler invoque, en 1867, un accord passé à Cadix de prétendus représentants du cheik Habib Beyrouk. Or, malgré cette prétention, l'Espagne reconnaît l'absence de pouvoir du cheik Beyrouk en la matière, du fait de la souveraineté du Sultan.

C'est ainsi que s'adressant par lettre du 19 septembre 1869 à MM. Butler et Puyana, le consul général d'Espagne à Tanger précise :

« Le Gouvernement marocain a présenté une réclamation formelle auprès du Gouvernement espagnol en disant que vous conspiriez en faveur de l'indépendance de Beyrouk. Le Gouvernement espagnol ne permettra pas que des rebelles puissent se manifester, en son nom, dans les tribus de l'oued Noun. »

De même, confirmant cette position, le ministre d'Etat espagnol écrit, après la capture de Butler par le cheik Beyrouk, le 29 novembre 1870, une lettre à son représentant à Tanger déclarant notamment :

« Si Butler a réellement conclu un accord avec les véritables représentants de Habib Beyrouk, ce dernier doit être considéré comme un rebelle à son Souverain parce que les ports d'oued Noun sont fermés au commerce par ordre du sultan du Maroc, en vertu du droit que tout souverain possède de déterminer sur son territoire les ports et les côtes où il est licite d'effectuer un trafic avec les étrangers... En violant les règles de la neutralité, Butler et ses compagnons ont perdu tout droit à notre protection. Cependant le Gouvernement espagnol fera, par humanité, toute demande nécessaire auprès du sultan du Maroc. Mais le Gouvernement espagnol n'acceptera jamais d'apporter son soutien direct ou indirect à Beyrouk, en tant que rebelle, et ne l'aidera jamais à ouvrir les ports d'oued Noun fermés sur ordre du Sultan, parce que cela constituerait un démembrement de l'Empire marocain... J'ai d'ailleurs affirmé tous ces principes devant les Cortes. » (Annexe 74.)

L'Espagne reconnaît ainsi en 1870 la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental puisque, selon le consul de Grande-Bretagne à Mogador, le territoire de Tiris gouverné par Habib Beyrouk s'étendait jusqu'à douze jours de marche au sud d'oued Noun<sup>1</sup>. De même, Espinosa dans son livre *L'Espagne en Afrique* délimite le cap Blanc comme frontière du Tiris.

Malgré ces reconnaissances formelles de la souveraineté marocaine, les déclarations de Butler au lendemain de sa libération sur l'existence des richesses sud-marocaines fortifient de nouveau les tentatives sécessionnistes des agents espagnols au Sahara occidental. Elles visent à s'assurer le contrôle des débouchés commerciaux transsahariens à partir des revendications sur Santa Cruz. C'est ainsi que le consul général britannique J. D. Hay déclare dans une de ses missives :

<sup>1</sup> *Bull. Soc. Geo. Madrid*, t. 3, mars 1878, n° 3, p. 231 à 233.

« En fait à travers Santa Cruz les Espagnols recherchent (malgré ce qu'en dit Silvela à l'ambassadeur Walsham) un port ... qui les rendrait capables de monopoliser le commerce avec le Soudan et Tombouctou au grand préjudice du port de Mogador et du commerce britannique... Cette vue est corroborée par les négociations secrètes que le consul d'Espagne et d'autres agents du gouvernement espagnol auraient eu avec le chef du Wad Noun »<sup>1</sup>.

De même, de nombreux témoignages corroborent le fait que la politique espagnole, dès 1878, tend à provoquer une sécession territoriale dans la région saharienne selon un schéma colonialiste devenu classique. C'est ainsi que l'historien Jean-Louis Miège note<sup>2</sup> :

« auprès des populations les menées espagnoles étaient constantes<sup>3</sup>. Le consul d'Espagne à Mogador entretenait un agent permanent chez les Ait Ba Amrane<sup>4</sup>. Le chérif d'Ouezzane était sollicité d'intervenir pour disposer favorablement envers les Espagnols, grâce à son prestige religieux, les différentes tribus<sup>5</sup>. Des démarches étaient faites auprès de Si Hachem pour qu'il se proclame souverain indépendant ; l'Espagne soutiendrait ses prétentions à condition qu'il la laisse s'installer à Ifni. »<sup>6</sup>

### C. Les tentatives allemandes

Le but de ces nouvelles tentatives est d'intercepter les caravanes du Soudan et d'éviter le paiement des taxes dues aux douanes du makhzen. Poursuivant ces fins, l'organisme commercial privé Centralverein für Handels Geographie essaie d'installer une factorerie à l'embouchure de l'oued Noun. La mise en œuvre sécessionniste est attestée par un mémoire élaboré par Otto Kezsten, un des directeurs de cette société, et prévoyant la création au sud du Maroc d'un Etat indépendant, sous obédience allemande, englobant le Sous, le Rio de Oro et toute la côte jusqu'au Sénégal<sup>7</sup>.

L'histoire démontre ainsi que les tentatives espagnoles actuelles tendant à l'instauration d'un prétendu Etat indépendant ne sont que la continuation d'un lointain objectif colonialiste de démembrement de l'Empire chérifien visant la réalisation de profits commerciaux. La volonté d'accaparement des phosphates s'est substituée aujourd'hui pour l'Espagne au mirage commercial soudanais de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais le moyen reste le même : la tentative de sécession territoriale. Celle-ci est encore aggravée, dans le droit de la décolonisation, lorsqu'elle s'accompagne, comme cela est le cas actuellement, pour le Sahara occidental, de l'emprise étrangère sur les ressources naturelles.

Conscient du caractère déloyal des manœuvres du Centralverein, le Gouvernement impérial allemand affirma la souveraineté du Sultan sur ses terres sahariennes en déconseillant l'installation d'une factorerie dans le Sous, « région qui appartient au Sultan avec lequel nous sommes liés par un traité. L'Allemagne

<sup>1</sup> Archives du Foreign Office, Public Record Office à Londres, FO/99/181, Tanger, 21 février 1878.

<sup>2</sup> J.-L. Miège, *Le Maroc et l'Europe*, PUF, Paris, 1962, t. III, p. 327.

<sup>3</sup> Archives du Foreign Office, 99/181, Tanger, 21 février 1878.

<sup>4</sup> Archives générales de Rabat, Reg. Mog. Mogador, 22 octobre 1877, et archives du Foreign Office, 99/181, Tanger, 6 mars 1878.

<sup>5</sup> Archives générales de Rabat, AA 33, Tanger, 6 février 1878.

<sup>6</sup> Archives du Foreign Office, FO/99/181, Tanger, 6 mars 1878.

<sup>7</sup> Deutsches Zentralarchiv, Fonds Auswärtiges, Amt. Potsdam, Cité par P. Guilen, *L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905*, PUF, Paris, 1967, p. 130.

ne peut absolument pas s'immiscer dans les affaires intérieures du Maroc »<sup>1</sup>. L'autorité du Sultan est d'ailleurs établie solidement au Sahara occidental puisque lorsque T. Jannasch, fondateur du Centralverein, tente de débarquer dans la région de l'oued Noun, il est fait prisonnier avec ses hommes pendant un mois jusqu'à ce que le Sultan le fasse relâcher.

Le Souverain a également mis fin à ces différentes illusions étrangères en effectuant des déplacements dans le sud, en 1882 et en 1886, lui permettant d'investir officiellement et personnellement différents caïds. L'historien Jean-Louis Miège note également qu'au cours du déplacement de 1882 « les notables de toutes les tribus se présentèrent au Sultan et promirent de s'opposer aux agissements des Européens »<sup>2</sup>.

Ils répondaient ainsi aux ordres de Hassan I<sup>er</sup>. Le Sultan s'était en effet adressé aux chefs locaux en ces termes :

« Je suis venu dans ce pays ... pour chasser les infidèles qui, sans mon consentement, se sont installés sur cette côte. Pour que je puisse parvenir à ce résultat, il faut que mon autorité règne sans conteste dans toutes ces régions, car à chacune de mes observations les chrétiens incriminés répondent que ce pays n'est pas à moi, puisqu'il ne m'obéit pas. Or leurs installations existent au cap Juby, d'autres sont en voie d'établissement, d'autres viendront encore et il n'est qu'un moyen pour s'opposer aux empiètements, que vous ne pouvez empêcher vous-mêmes, c'est que vous reconnaissiez mon pouvoir. »

Les notables convaincus acceptèrent l'arrangement et firent acte d'hommage au Sultan. Celui-ci, en retour, choisit des caïds parmi eux<sup>3</sup>. Le Sultan établit de même une ville makhzen à Tiznit et en nomma gouverneur le caïd Hermou Ouled Ahmed ou Hassan.

Les différentes manœuvres sécessionnistes européennes se poursuivent de même que les réclamations espagnoles, le sultan Hassan I<sup>er</sup> se déplace de nouveau au Sahara occidental en 1886 pour mettre un terme à des interventions directes dans les affaires intérieures du Maroc, au profit d'intérêt mercantiles.

L'examen de ces multiples tentatives européennes atteste l'intérêt porté par l'Europe au Sud marocain présenté comme la voie d'accès la plus directe aux cent millions de consommateurs du marché soudanais. Pour l'atteindre, le commerce européen n'hésite pas à jouer la carte de la sécession territoriale du Sahara occidental. Ces interventions étrangères constituent une cause importante de l'affaiblissement du makhzen, affaiblissement provoquant en retour une nouvelle incitation à l'intervention des pays européens. A cet égard, l'utilisation de la famille Beyrouk illustre l'emploi d'un procédé aujourd'hui repris par le Gouvernement espagnol. Le retour à la mère patrie du Sahara occidental répond seul à l'objectif fondamental du droit de la décolonisation, le maintien de l'intégrité territoriale camouflée dans l'établissement d'un soi-disant Etat indépendant ne représentant que l'expression néo-coloniale d'anciennes visées colonialistes reposant toujours sur l'exploitation économique et le démantèlement du Maroc.

En conclusion le Gouvernement marocain croit avoir démontré que le Sahara occidental, tout au long de la colonisation espagnole, n'était pas une terre sans

<sup>1</sup> DZA, 8015, note du conseiller Raschdam, 14 janvier 1886.

<sup>2</sup> J.-L. Miège, *Le Maroc et l'Europe*, t. III, *op. cit.*, p. 351.

<sup>3</sup> E. Geventon, « Les expéditions de Moulay Hassan dans le Sous, 1882-1886 », *L'Afrique française. Renseignements coloniaux*, septembre 1924, p. 273.

maître, car le Maroc n'a jamais cessé de manifester l'existence et la persistance de liens juridiques de souveraineté dans ce territoire.

Ces liens sont démontrés :

1) Par de multiples faits de souveraineté qui ont été rapportés dans ce mémoire :

a) nominations d'émirs, de caïds, de commandants militaires ;

b) levée d'impôts ou de tributs ;

c) actes d'allégeance au Sultan par les chefs des tribus.

2) Par des actes de résistance permanente aux tentatives de pénétration étrangère, résistance d'une importance fondamentale qui a atteint son apogée dans l'action de Ma el Aïnin pour le compte du Sultan.

3) Par la reconnaissance de la souveraineté du Sultan au Sahara occidental tant par l'Espagne elle-même de 1767 à 1904, que par les puissances tierces (accords entre les Etats-Unis et le Maroc de 1786 et de 1836, accords anglo-marocains de 1856 et de 1895, accord franco-allemand de 1911).

Le Gouvernement marocain croit devoir attirer l'attention de la Cour sur le fait qu'il ne s'est pas cru tenu à des développements tendant à une délimitation géographique qui auraient été inutiles, compte tenu de la nature de la procédure engagée devant la Cour et de la mission impartie à celle-ci.

Dans la demande d'avis consultatif qui lui a été adressée aucune mission de délimitation n'a été confiée à la Cour. Il n'en reste pas moins qu'aux yeux du Gouvernement marocain il n'existe pas de *no man's land* entre la souveraineté marocaine et l'ensemble mauritanien.

---

# DOCUMENTS <sup>1</sup>

## PRÉSENTÉS PAR LE ROYAUME DU MAROC À L'APPUI DE SON EXPOSÉ ÉCRIT

### SOMMAIRE DES ANNEXES 1 À 90

- Annexes 1 à 23.* Les actes de souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental.
- Annexes 1 à 8.* Les dahirs de nomination.
- Annexes 9 à 23.* Les correspondances.
- Annexes 9 à 14.* Délimitation du « point » occupé par l'Espagne au Sahara occidental.
- Annexes 15 à 23.* Echange de lettres entre le Sultan et les caïds.
- Annexes 24 à 37 bis.* Les conventions internationales reconnaissant la souveraineté du Sultan sur le Sahara occidental et la guerre maroco-espagnole de 1859.
- Annexes 24 à 31.* Les conventions internationales reconnaissant la souveraineté du Sultan au Sahara occidental.
- Annexes 24 à 29.* Les conventions diplomatiques (textes).
- Annexes 30 et 31.* L'application du traité maroco-espagnol du 20 novembre 1861.
- Annexes 32 à 37 bis.* La guerre maroco-espagnole de 1859 et le problème de Santa Cruz.
- Annexes 38 à 42.* Les prétendus traités de protectorat espagnol.
- Annexes 43 à 55.* Le dépeçage du territoire marocain par les conventions du droit diplomatique européen.
- Annexes 56 à 83.* Les actes de résistance marocaine dans le Sahara occidental.
- Annexes 56 à 79.* Correspondance.
- Annexes 56 à 59 bis.* Correspondance interne.
- Annexes 60 à 70.* Correspondance avec les représentants diplomatiques étrangers.
- Annexes 71 à 79.* Lettres adressées aux caïds.
- Annexes 80 à 83.* Les actes de résistance armée à la conquête étrangère du Sahara occidental.
- Annexes 84 à 89.* Le maintien de la souveraineté marocaine au Sahara occidental sous l'occupation espagnole.
- Annexes 90 (1) et 90 (2).* La préparation administrative de la sécession du Sahara occidental par l'Espagne.

Carte I : CARTE DU SAHARA ET DU NORD-OUEST DE L'AFRIQUE, DRESSÉE PAR P. VUILLOT (1894). [Non reproduite.]

Carte II : ÉTAPES HISTORIQUES DE LA CRÉATION COLONIALE DITE « SAHARA ESPAGNOL ». [Non reproduite.]

<sup>1</sup> Reçus au Greffe le 27 mars 1975. Les annexes 1 à 24, 26, 56 à 58 bis, 70, 72 bis, 73, 75 à 79 et 82 à 84, telles qu'elles ont été déposées au Greffe de la Cour, portent la mention : « Pour traduction certifiée conforme, le chef du service de l'interprétariat judiciaire du tribunal de première instance de Rabat », suivie d'une signature.

## Annexe 1

## DAHIR DE NOMINATION

A toute la tribu de Tidrarin du Sahara.

Nous avons nommé notre serviteur Mohamed Ben Lahabib Tidrarin comme caïd, et l'avons chargé, etc.

Le 22 Rabia II 1308 (1890).

---

## Annexe 2

## DAHIR DE S. M. ABDELAZIZ BEN EL HASSAN

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed, sa famille et ses compagnons !

(*Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan.*)

A nos serviteurs agréables les Chtouka et leurs alliés, les Mejjat, les Fouigat, le tiers des Ait Lahssen, le tiers des Zergat et leurs alliés parmi les Toubalt ainsi qu'à leurs alliés des Meir, de la tribu des Tekna, puisse Dieu vous guider ! Et à vous salutation et miséricorde divine ! Après ce préambule,

Nous avons confié votre administration à votre frère notre serviteur agréable le caïd Brahim Ben M'Barek Ech-Chtouki et l'avons chargé de prendre soin de vos affaires.

Pour cela, nous vous ordonnons d'écouter et d'obéir à ce que nous l'avons investi de pouvoir de recommandation et d'interdiction dans le domaine de notre service chérifien.

Puisse Dieu vous rendre réciproquement heureux et vous guider tous vers ce qu'il agréé ! Salut !

Fait le 20 Kaada 1313 (*correspondant au 3 mai 1896*).

---

## Annexe 3

## DAHIR DE S. M. ABDELAZIZ BEN EL HASSAN

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan Ben Mohamed.)*

A nos serviteurs agréables, aux gens d'El Mouissat et des Ait Mohamed Lahssen et à la moitié de Yaggout, de la tribu des Tekna. Puisse Dieu vous guider ! Et à vous salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous avons confié votre administration à votre frère notre serviteur agréable le caïd Mohamed el Amine Ben Ali At-Tecni el Hassani, et l'avons chargé de prendre soin de vos affaires.

Pour cela, nous vous ordonnons d'écouter et d'obéir à ce que nous l'avons investi de pouvoir de recommandation et l'interdiction dans le domaine de notre service chérifien.

Puisse Dieu vous rendre réciproquement heureux et vous guider vers ce qu'il agréé ! Salut !

Le 21 Rajab 1314 *(correspondant au 25 décembre 1896).*

---

## Annexe 4

## DAHIR DE S. M. ABDELAZIZ BEN EL HASSAN

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed et sa famille !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan Ben Mohamed, Dieu est son protecteur.)*

A nos serviteurs agréables Ouled Moussa, Laabobat et Ouled Ali des Tidrarin du Sahara. Puisse Dieu vous guider ! Et à vous salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous avons confié votre administration à notre serviteur agréable le caïd Mohamed el Amine Ben Ali At-Tecni et l'avons chargé de prendre soin de vos affaires.

Pour cela, nous vous ordonnons d'écouter et d'obéir à ce que nous l'avons investi de pouvoir de recommandation et d'interdiction dans le domaine de notre service chérifien.

Puisse Dieu vous rendre réciproquement heureux et vous guider vers ce qu'il agréé ! Salut !

Le 3 Ramadan sacré an 1316 *(correspondant au 15 janvier 1899).*

---



## Annexe 5

## DAHIR DE S. M. ABDELAZIZ BEN EL HASSAN

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed et sa famille !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan Ben Mohamed, dont Dieu est le protecteur et le maître.)*

A nos serviteurs agréables (membres de la tribu des Mnassir [de la confédération] des Azerguiyine). Puisse Dieu vous guider dans la bonne voie ! Et à vous salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous avons conféré votre administration à votre frère notre serviteur agréable le caïd Brahim Ben M'Barek Ech-Chtouki Er-Rouifi et l'avons chargé de prendre soin de vos affaires et de toutes vos allées et venues.

Pour cela, nous vous ordonnons d'être à ses recommandations et ses interdictions, dans le domaine de notre service chérifien.

Puisse Dieu vous rendre mutuellement heureux ! Salut !

Le 23 Rabia I 1317 (correspondant au 1<sup>er</sup> août 1899).

## Annexe 6

## DAHIR DE S. M. ABDELAZIZ BEN EL HASSAN

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan Ben Mohamed.)*

A nos serviteurs agréables, membres de la collectivité d'El Gourrah, de la tribu des Tekna, du Sahara. Puisse Dieu vous guider ! Et à vous salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous avons confié votre administration à notre serviteur agréable le caïd Slimane el Aroussi et nous l'avons chargé de prendre soin de vos affaires.

Pour cela, nous vous ordonnons d'écouter et d'obéir à ce que nous l'avons investi de pouvoir de recommandation et d'interdiction dans le domaine de notre service chérifien.

Puisse Dieu vous rendre réciproquement heureux et vous diriger tous vers ce qu'il agréé ! Salut !

Le 4 Rajab 1324 (correspondant au 24 août 1906).

**Annexe 7****DAHIR DE S. M. ABDELHAFID BEN EL HASSAN**

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed et sa famille !

*(Sceau de S. M. Abdelhafid Ben el Hassan.)*

A nos serviteurs agréables toutes les tribus des Ait Hasine et des Ait Ikkou, Ouled Tidrarin, Yaggout, Mouissat, qui sont des Ait Lahssen, des tribus de Tekna Oued Noun. Puisse Dieu vous guider ! Et à vous salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous avons confié votre administration à notre serviteur agréable le caïd Mohamed el Amine, et l'avons chargé de prendre soin de vos affaires.

Nous vous ordonnons de l'écouter, de lui obéir et d'être à ses recommandations et à ses interdictions dans ce que nous l'avons investi de notre service et de nos ordres chérifiens.

Puisse Dieu vous rendre réciproquement heureux et vous guider tous vers ce qu'il agrée ! Salut !

Le 2 Chaabane 1325 *(correspondant au 10 septembre 1907).*

---

**Annexe 8****DAHIR DE S. M. ABDELHAFID BEN EL HASSAN**

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed et sa famille !

*(Sceau de S. M. Abdelhafid Ben el Hassan.)*

A nos serviteurs agréables, Ait Moussa ou Ali, Yaggout, Ouled Driss, Rguibat et Ouled Tidrarin. Puisse Dieu vous guider (dans la bonne voie) ! Et à vous salutation et miséricorde de Dieu, le Très-Haut ! Après ce préambule,

Nous avons confié votre administration à notre serviteur agréable le caïd Brahim el Khail Ben el Habib Ben Birouk el Ouadnouni, et l'avons chargé de prendre soin de vos affaires.

Pour cela, nous vous ordonnons d'écouter et d'obéir à ce que nous lui avons confié de recommandations et d'interdictions dans le domaine de notre service chérifien.

Puisse Dieu vous rendre mutuellement heureux ! Et vous guider tous vers ce qu'il agrée ! Salut !

Le 14 Rabia II 1327 *(correspondant au 5 mai 1909).*

---

## Annexe 9

## DAHIR DE S. M. EL HASSAN BEN MOHAMED

Louange à Dieu seul !

(*Sceau de S. M. El Hassan Ben Mohamed.*)

A notre serviteur fidèle El Haj Mohamed Ben Larbi Torres. Puisse Dieu te guider ! Et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Est arrivée ta réponse à laquelle a été jointe celle de l'ambassadeur d'Espagne relative :

- à la navigation de deux bateaux espagnols, dans le port de Sahb el Har-cha ;
- à son étonnement de ce voyage vers ledit port ;
- à sa correspondance adressée à son gouvernement à ce sujet ;
- et au fait que son pays connaît par cœur la teneur de la lettre, à nous envoyée par l'ambassadeur, son prédécesseur, selon laquelle tout ressortissant espagnol, qui atterrit dans les côtes du Sous, est seul responsable du danger qu'il court.

Tu as rapporté que l'ambassadeur t'a dit de sa propre bouche :

« que leur ministre des affaires étrangères nous avait posé, par l'intermédiaire du serviteur Abdessadeq, la question de savoir quelles étaient les frontières de cet Empire du côté du Sous, si c'était l'oued Draa ou si ses limites se terminaient à un autre endroit, et ce afin de le communiquer à son gouvernement et de le reconnaître avant les autres ;

et que ce qui les incite à poser de telles questions était le fait qu'ils possédaient le pays dit en arabe *Wadi-Ed-Dahab* et en espagnol *Rio de Oro*, et ceci dans le but, pour l'ambassadeur, de prendre toutes les précautions nécessaires interdisant l'intrusion d'un étranger entre les deux possessions ».

Bonne note en a été prise.

On nous avait déjà écrit pour s'enquérir des limites de l'Empire de ce côté. Il fut répondu en ces termes : les frontières du territoire sur lequel nous exerçons notre souveraineté sont :

l'Egypte d'un côté, le Soudan d'un autre et Maghnia d'autre part.

Copie de la réponse intégrale te parviendra ci-joint pour te tenir parfaitement au courant.

Pour ce qui est de Wadi-Ed-Dahab, cette question a été posée aux habitants de cette région. Il en ressort que ce territoire se situe dans la région des Ouled Dlim et de la tribu Aroussiyyine qui sont nos sujets, installés dans les régions de Marrakech et de Fès — ils le dénomment *Ed-Dakhla*.

Que tu en informes l'ambassadeur. Salut!

Le 4 Ramadan 1303 (*correspondant au 6 juin 1886*).

## Annexe 9 bis

LETTRE DE S. M. LE ROI HASSAN I<sup>er</sup> À « SON FIDÈLE SERVITEUR, HAJ MOHAMED BEN LARBI TORRES », EN DATE DU 4 RAMADAN 1303 (CORRESPONDANT AU 6 JUIN 1886).

Dans cette lettre, S. M. le Roi répond à M. Torres qui l'avait informé de ce que l'ambassadeur d'Espagne lui avait demandé de bien vouloir interroger S. M. le Roi sur les frontières sud du royaume.

Une telle demande était justifiée aux yeux de l'Espagne par le fait qu'elle serait propriétaire d'une contrée appelée Río de Oro et qu'elle aimerait être renseignée afin d'éviter qu'un étranger ne vienne s'installer entre les deux nations.

S. M. le Roi répond textuellement :

« Notre frontière sud est limitée par l'Egypte, d'une part, le Soudan (les Noirs), d'autre part, et Maghnia de troisième part.

En ce qui concerne le Río de Oro, une enquête faite auprès des habitants de la région a révélé qu'il s'agit des lieux habités par les Ouled Dlim et la tribu des Aroussiyine qui sont nos fidèles serviteurs, qui se sont installés aux environs de Marrakech et de Fès et qui appellent cette région *Dakhla*. »

La référence à l'Egypte pourra surprendre. Il est évident que le Sultan, en 1886, c'est-à-dire à une époque antérieure à l'expansion de la colonisation française à l'intérieur de l'Afrique, considère que les territoires à l'est de l'Empire chérifien sont limités au nord par l'Algérie (Maghnia) et dans la partie méridionale par la Libye actuelle qui, à l'époque, lui paraît relever de la souveraineté de l'Egypte.

## Annexe 10

EXTRAIT DE LA CONSIGNATION DES RÉPONSES SULTANIENNES AUX VINGT-TROIS QUESTIONS POSÉES PAR L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE JOSÉ LLBERIA EN DATE DU 30 HIIJA 1325 (CORRESPONDANT AU 24 JANVIER 1908)

## Question n° 16 :

« L'ambassadeur a demandé l'adoption d'un *modus vivendi* pour l'établissement des limites entre le territoire de l'Empire chérifien et le point que possède l'Espagne à Wadi-Ed-Dahab, à l'extrémité du Sahara du Sous. »

## Réponse :

« Lorsque les tribus auront été apaisées, et les causes des troubles extirpées, le makhzen ne manquera pas de dépêcher une délégation de sa part qui accompagnera une délégation espagnole pour circuler intensivement dans la région située entre le territoire dudit point et le territoire de l'Empire chérifien et pour considérer attentivement les points les plus importants d'entre eux. C'est alors que se dégagera le mode d'arrangement le plus adéquat. »

## Annexe 11

## DAHIR DE S. M. ABDELAZIZ BEN EL HASSAN

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre maître et seigneur Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan.)*

A nos deux délégués agréables El Haj Mohamed Torres et M'hamed el Guebbas. Puisse Dieu vous assister et à vous salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Des conversations ont été engagées avec l'ambassadeur espagnol qui a été dépêché auprès de Notre Majesté pour présenter des requêtes qu'on a consignées suivant ce qu'a dicté son interprète.

A la fin de ces pourparlers, un recueil comportant des réponses à chaque article des requêtes lui a été remis sans y apposer de signature, laquelle a été reportée, sur sa demande, pour lui permettre de le présenter à son gouvernement et de communiquer ce qu'il convient d'en retenir ou d'en supprimer totalement.

Après le décès de cet ambassadeur, son successeur :

- nous a renvoyé, par la voie du consul espagnol à Rabat, le même document sans (la moindre) lettre (explicative) et auquel a été joint un autre recueil, inspiré du nôtre déjà remis ici au même ambassadeur et écrit par leur écrivain arabe, mais présentant bien des dissemblances dans ses termes,
- en demandant audit consul d'intervenir verbalement dans le but de faire procéder à la refonte de la rédaction de notre recueil, en conformité avec le leur, et d'en supprimer les huit articles numérotés ci-contre.

Les mêmes deux recueils vous parviendront ci-joint ensemble pour que vous en preniez l'essentiel et les retourniez en annexe de votre réponse.

D'autre part, en disséquant les mots du recueil renvoyé pour refonte de rédaction sans ajout ni diminution, on y trouve tellement de phrases dont le sens prête à confusion et à supposition qu'il n'est permis de les assortir de réponses qu'après les avoir changées par des mots à acception explicite sans pour autant modifier le sens recherché par eux.

Il s'agira en effet de s'exprimer par des termes à signification claire, sans équivoque ni supposition afin que la réponse corresponde alors parfaitement à la question et épargne aux deux parties toute opposition sur l'intelligence des mots et toute survenance ultérieure de problèmes.

Ceci a bien été verbalement explicité ici au consul, et on lui a demandé sa collaboration au déchiffrement des points obscurs de leur recueil.

Il a répondu qu'en cette matière il n'a pas reçu de précisions de ses supérieurs, mais qu'il a pour mission de remettre le recueil altéré, de demander la refonte du nôtre et de le dire verbalement.

On s'est en effet entendu avec lui pour qu'il vous en saisisse pour que vous désigniez qui, de votre part, se réunira avec leur interprète et leur rédacteur et excellera aussi bien dans l'intelligence du sens voulu dans chacun des articles

qu'ils désirent voir consignés dans leur recueil, que dans la rédaction en termes arabes faciles, clairs dans leur entendement et sains de toutes équivoques et de toutes suppositions.

Vous nous adresserez, après rédaction et accord des deux parties sur ce travail, une copie par le canal de leur délégué et une autre sans son intermédiaire, afin qu'à l'arrivée cette refonte soit confrontée et qu'on lui retourne le document demandé, après avoir assorti de réponse appropriée chacun des articles par la puissance de Dieu !

Salut !

Le 26 Moharrem 1326 (*correspondant au 29 février 1908*).

---

## Annexe 12

EXTRAIT DE LA CONSIGNATION DES REQUÊTES PRÉSENTÉES  
PAR L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE AU MAROC ET DES RÉPONSES  
DÉFINITIVES DONNÉES PAR S. M. LE SULTAN EN DATE DU  
18 SAFAR 1327 (CORRESPONDANT AU 11 MARS 1909)

*Requête n° 8 :*

« Déclaration par le makhzen chérifien précisant les frontières de ses sujets, pour que se dégage la limite de la colonie prise en compte par l'Espagne, et sise à proximité de Tarfaya. »

*Réponse :*

« Sa Majesté a répondu que, lorsque son cortège chérifien arrivera à Marrakech, on en discutera par la puissance de Dieu ! »

*Requête n° 9 :*

« Désignation des frontières de l'endroit se trouvant aux confins du Sous dénommé *Ifni* et relance de la constitution d'une commission chargée d'enquêter sur sa réalité et de savoir à qui il appartient. »

*Réponse :*

« Sa Majesté a répondu que, lorsque son cortège chérifien arrivera à Marrakech, on en discutera, et que le makhzen aura alors approfondi l'examen de ce qui se rapporte à la question. »

---

## Annexe 13

## LETTRE DU MINISTRE D'ESPAGNE AU MAROC

Louange à Dieu seul !

A l'ami, le perspicace, le juriste et respectable délégué, le vénérable M. M'hamed Ben Mohamed el Guebbas. On ne cesse de s'enquérir de vos nouvelles dans l'espoir que tu seras en permanence heureux et en bonne santé ! Après ce préambule,

Lors de notre séjour dans la ville impériale de Fès, nous avons posé nombre de questions conformément aux ordres de notre gouvernement et relativement aux diverses requêtes d'ordre politique et économique que l'Etat espagnol désirait obtenir.

Nous les avons formulées puis écrites et remises à ses ministres (dont) Sidi el Abbès el Fassi.

Après quoi, Sa Majesté chérifienne avait bien voulu émettre sa réponse à la plupart des questions posées par l'Etat espagnol.

C'est parce que nous n'avons par reçu par écrit lesdites réponses chérifiennes que mon gouvernement m'ordonne (de) demander de lui faire parvenir, sous couvert de votre éminence, lesdites réponses chérifiennes, de façon à avoir une preuve incontestable.

Il est souhaitable que votre éminence intervienne auprès du ministre des affaires étrangères de Sa Majesté chérifienne : nous n'avons pas de doute que vous avez la facilité conformément aux vœux du gouvernement de notre Etat.

Puisse Dieu vous perpétuer dans une vie heureuse et joyeuse.

Libellé le 21 mai 1909.

Le ministre plénipotentiaire délégué  
auprès de Sa Majesté chérifienne,  
(Signé) ALFONSO MERRY DEL BAL.

---

## Annexe 14

## LETTRE D'AISSA BEN OMAR

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed et sa famille !

A notre ami le plus cher, l'agréable, le juriste, le délégué, le vénérable M. M'hamed el Guebbas.

Puisse Dieu t'accorder la paix ! Et à toi salutation et miséricorde divines !  
Après ce préambule,

Il te parviendra ci-joint un recueil où sont consignées des affaires et requêtes formulées par l'ambassadeur d'Espagne, assorti des réponses de Sa Majesté à ce qui a été discuté et tranché, comprenant trente affaires et requêtes et signé par mes soins ; pour remettre (ce recueil) audit ambassadeur, après que tu t'es fait procurer l'exemplaire, à lui, adressé par l'ambassade chérifienne, dûment signé par lui, conformément à ta réponse antérieure.

Après l'obtention, par toi, de ladite copie, tu l'enverras directement à nous pour qu'elle soit portée à la connaissance de Sa Majesté et conservée.

Amicalement, salut !

Fait le dernier jour de Joumada I 1327 (*correspondant au 19 juin 1909*).

(Signé) AISSA BEN OMAR,

Puissent les grâces divines le combler !

---



## Annexe 15

## DAHIR DE S. M. EL HASSAN BEN MOHAMED

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed et sa famille !

*(Sceau de S. M. El Hassan Ben Mohamed Ben Abderrahman, dont Dieu est le protecteur.)*

Notre présente lettre puisse Dieu en élever la teneur et dont les recommandations et les interdictions puissent être exécutées par la grâce du Très-Haut ! — Adressée au lettré Brahim Ben M'Barek Ez-Zergui.

Il en appert que par la puissance et la force divines ! — Nous l'avons revêtu des habits de l'honorabilité, de la respectabilité et de la vénération..., nous l'avons libéré de toutes charges makhzénienes et des servitudes sultaniennes, de telle sorte qu'on ne saurait le traiter et lui adresser la parole qu'avec beaucoup d'égards, exception faite pour l'impôt religieux pour lequel il est comme les autres.

Et ce, en considération de ce qu'il appartient à la noble science et de ce qu'il se réfugie sous sa large ombre.

A ceux qui, gouverneurs et autorités, tombent sur la présente, nous ordonnons d'en prendre connaissance, d'agir en conséquence, de ne pas se départir de cette noble voie, et de ne point transgresser notre ordre, glorifié par Dieu !

Le 24 Chaabane le plus béni an 1303 (*correspondant au 28 mai 1886*).

---

## Annexe 16

## DAHIR DE S. M. EL HASSAN BEN MOHAMED

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. El Hassan Ben Mohamed.)*

A Notre serviteur agréable le caïd Dahmane Ben Birouk Et-Tecni : Puisse Dieu te guider ! et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Est arrivée ta lettre par laquelle tu annonces le décès du colonel Ben el Fekkak et le départ de son frère vers Notre Majesté pour présenter ses condoléances.

Bonne note en a été prise.

Il est effectivement arrivé et a été nommé à sa place ; il lui a été conseillé de s'acquitter convenablement de sa tâche et d'être à ta disposition.

Veille à ce qu'il soit bien traité et prends bons soins de lui. Salut !

Le 25 Hijja 1306 (*correspondant au 20 août 1889*).

---

## Annexe 17

## DAHIR DE S. M. EL HASSAN BEN MOHAMED

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. El Hassan Ben Mohamed.)*

Que l'on sache par le présent dahir — puisse Dieu en rehausser la teneur ! — que nous avons revêtu le détenteur notre serviteur Brahim Ben Ali Ben Mohamed Et-Tecni el Hassani des habits de la vénérabilité et de la respectabilité, que nous l'avons porté sur l'épaule de la bienfaisance et du bon traitement et que nous l'avons nommé à la tête de ses amis chargés de la surveillance des côtes pour qu'il soit avec eux l'œil et l'oreille de cette vigilance contre les chrétiens qui s'y manifesteraient et du renforcement des sentinelles de jour comme de nuit, de façon que si l'un d'eux y apparaît, d'une manière ou d'une autre, notre serviteur agréable le caïd Dahmane Ben Birouk Et-Tecni doit en être averti pour qu'il prenne les mesures nécessaires à l'extirpation de l'essence du mal et s'y tienne activement pour repousser cette invasion, comme indiqué plus haut.

Que l'on ne se trompe pas par ce qu'ils avancent que le makhzen les a autorisés à y venir. Car si autorisation il y avait, elle n'aurait émané que du propre chef du gouverneur et si une négligence ou un relâchement se produit dans ce que nous lui ordonnons en l'objet ils encourent une grave responsabilité dont ne délierait pas l'assertion de la détention d'un écrit et la protection du gouverneur. Que ce dernier craigne Dieu et assume, dans la mesure du possible, sa fonction telle qu'elle est tracée.

Puisse Dieu leur attribuer la justesse et les guider dans la bonne voie !  
Salut !

Décrété par notre ordre fortifié par Dieu le 21 Chaabane 1303 (*correspondant au 25 mai 1886*).

---

## Annexe 18

## DAHIR DE S. M. ABDELAZIZ BEN EL HASSAN

Louange à Dieu seul !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan Ben Mohamed.)*

A notre serviteur agréable le caïd Dahmane Ben Birouk Et-Tecni. Puisse Dieu te guider ! Et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

L'Eternel a rappelé à lui notre feu père — puisse Dieu avoir son âme et l'héberger dans son large paradis ! — à onze heures de la veille de jeudi trois de ce mois, à Dar Ouled Zeidouh, tribu des Béni-Moussa, province de Tadla.

Dieu nous a prédestiné à sa succession dans ce pays, en vertu de l'acte d'allégeance proclamé par les Ouléma et les dignitaires de notre Empire fortuné, par les notables des villes et des campagnes et par les hauts fonctionnaires.

L'armée et la suite du cortège de notre saint père se sont dirigées vers Rabat où nous avons campé à Ras el Aïne, des environs de cette cité. La méhalla composée des dignitaires de notre Empire nous y a ovationné et acclamé et a présenté ses hommages et son attachement.

Alors, nous sommes monté sur le cheval du califat pendant que le parasol royal s'est déployé sur notre tête.

Nous prions Dieu de nous guider dans nos allées et nos venues et de nous gratifier de sa victoire et de son assistance.

Après la réunion des méhallas du gharb et du Haouz et la proclamation du manifeste de leur allégeance d'une façon totale et légale, nous sommes solennellement et triomphalement entrés à Rabat à onze heures du jeudi, et dirigés vers le sanctuaire de notre grand ancêtre le sultan Sidi Mohamed Ben Abdellah pour inhumer et rendre les derniers honneurs à notre seigneur et feu père, puisse Dieu le sanctifier !

Ensuite nous avons accédé au trône de nos glorieux pères.

Ainsi, c'est parce que vous occupez chez nous et chez nos ancêtres les places de serviteurs fidèles dont on s'orgueillit partout, que nous vous informons afin que vous sachiez que Dieu a accordé sa victoire à son serviteur, l'a gratifié de ses profusions et l'a comblé de ses bienfaits et afin que vous vous engagiez sur le chemin pratiqué par la communauté musulmane, en envoyant votre acte d'allégeance fondé sur les traditions du meilleur des prophètes.

Puisse Dieu vous guider tous dans la bonne voie, le très-haut étant le plus grand généreux !

Salut !

Le 9 Hijja 1311 (correspondant au 13 juin 1894).

## Annexe 19

## DAHIR DE S. M. ABDELAZIZ BEN EL HASSAN

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed et sa famille !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan.)*

A notre serviteur agréable le caïd Dahmane Ben Birouk Et-Tecni. Puisse Dieu te guider ! A toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous t'ordonnons de te présenter à Notre Majesté chérifienne avec la bénédiction divine, si les circonstances te le permettent. Sinon, dépêche ton fils le khalife.

Salut !

Le 8 Safar 1318 (*correspondant au 7 juin 1900*).

---

## Annexe 20

## DAHIR DE S. M. ABDELAZIZ BEN EL HASSAN

Louange a Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan.)*

A notre serviteur agréable le caïd Mohamed el Amine Ben Abdellah Et-Tecni el Hassani: puisse Dieu te guider ! Et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous t'ordonnons de te présenter à Notre Majesté en compagnie de notables parmi tes frères pour affaire présentant un intérêt pour votre avenir et celui de vos biens et de vos enfants. Salut !

Le 2 Joumada I 1318 (*correspondant au 28 août 1900*).

---

## Annexe 21

## DAHIR DE S. M. ABDELAZIZ BEN EL HASSAN

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan Ben Mohamed, Dieu est son protecteur.)*

A notre serviteur agréable le caïd Brahim Ben M'barek Ech-Chtouki Et-Tekni, puisse Dieu te guider ! Et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous t'avons chargé — toi et le serviteur Mohamed Ben el Bellal el Boussaïdi — de prendre soin des côtes de nos sujets heureux, de Tarfaya à Ras Bogador et d'y être attentifs.

Nous vous ordonnons tous les deux de redoubler de vigilance activement et sérieusement, par terre et par mer... ; de les garder secrètement et publiquement ; de placer des vigies contre ceux qui veulent y créer ce qui est contraire ou incompatible avec ses traditions ; et de porter, sans délai, à la connaissance de Notre Majesté ce qu'on pourrait y créer tant du côté de la terre que du côté de la mer.

Attention ! Ne manque pas de vigilance dans cette affaire. En effet, vous en êtes tous les deux responsables. Même ordre en a été donné au serviteur Mohamed Ben el Bellal. Salut !

Le 1<sup>er</sup> Moharrem sacré 1319 *(correspondant au 20 avril 1901).*

---

## Annexe 22

## DAHIR DE S. M. ABDELAZIZ BEN EL HASSAN

Louange à Dieu Seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed et sa famille !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan, Dieu est son protecteur et maître.)*

A notre serviteur agréable le caïd Hammadi Ech-Chbani. Puisse Dieu te guider ! Et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous avons chargé nos serviteurs: le caïd Brahim Ben M'barek Ech-Chtouki Et-Tekni et le caïd Mohamed Ben el Bellal el Boussaïdi de prendre soin des côtes de nos sujets heureux de Tarfaya à Ras Bogador, et de les préserver de ce qu'on pourrait y créer par terre et par mer.

Nous t'informons pour que tu sois vigilant. Salut !

Le 1<sup>er</sup> Moharrem 1319 *(correspondant au 20 avril 1901).*

---

## Annexe 23

## LETTRE D'AHMED EL HIBA

*(Sceau d'Ahmed el Hiba,  
esclave de son maître,  
puisse Dieu l'assister !)*

(Le caïd Mohamed Ben el Bellal s'est présenté et y a acquiescé d'une façon totale et parfaite)

Ahmed el Hiba, fils du cheik, notre cheik Ma el Aïnin, puisse Dieu les aider tous les deux et leurs amis !

Amen !

Louange à Dieu Seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed et sa famille !

Après ce préambule,

Que les informés de la présente parmi les membres du makhzen dont l'amine royal Allal Ben Hayoun et autres, les Azerguynes et les autres, sachent que les deux fils : le nadir Baba Ahmed Ben Sidi Youssef et le caïd Brahim Ben M'Barek ainsi que le rédacteur de la présente, en qualité de représentant du caïd Mohamed Ben el Bellal, et en présence de notre cheik, le cheik Ma el Aïnin – puisse Dieu lui assurer une longue vie ! – ont tenu une réunion au cours de laquelle a été discutée la question des six sentinelles dont les soldes sont allouées en 1322 par le sultan Moulay Abdelaziz – puisse Dieu le glorifier !

L'assistance a été d'accord pour verser les soldes de deux sentinelles à Slimane Ben Boujemaa Ben el Guellal.

Que quiconque contrevient ou viole la présente ne fait que contrevénir à notre ordre et d'autre part à l'ordre du Sultan, puisse Dieu le glorifier ! Salut !

Le 20 Kaada 1322 (correspondant au 26 janvier 1905).

## Annexe 24

EXTRAIT DU TRAITÉ DE PAIX CONCLU ENTRE S. M. LE SULTAN SIDI MOHAMED BEN ABDALLAH BEN ISMAÏL ET S. M. CHARLES III, ROI D'ESPAGNE, EN DATE DU 1<sup>er</sup> MOHARREM 1181 (CORRESPONDANT AU 28 MAI 1767)

*Article 18<sup>1</sup>*

Sa Majesté — que Dieu le glorifie ! — a mis en garde les habitants des îles Canaries pour les pêches sur les côtes de l'oued Noun et au-delà, et elle n'est plus responsable de ce qui pourrait leur advenir avec les populations locales qui échappent aux décisions elles qui ne se fixent pas, mais campent là où elles veulent et se rendent où bon leur semble. Le danger que risquent les Canariens est certain, avec ces gens-là.

Quant à la région allant des côtes d'Agadir à la région de ces nomades, cette partie s'abrite sous l'ombre de notre sécurité.

Sa Majesté — que Dieu l'assiste ! — a permis aux habitants des Canaries de pêcher dans les côtes d'Agadir et les a exonérés des droits. Elle a laissé ces côtes-ci à l'intention des Canariens et des autres Espagnols, sans concurrence des tiers, en considération de la paix et de la trêve.

---

<sup>1</sup> Voir ci-après les exposés oraux prononcés par M. Dupuy le 3 juillet 1975 (IV, p. 294-295) et le 25 juillet 1975 (V, p. 210) et par M. Gonzáles Campos le 21 juillet 1975 (V, p. 79-82). [Note du Greffe.]



## Annexe 25

TRAITÉ AVEC LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
DES 23-28 JUIN 1786 <sup>1</sup>

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation  
entre les Etats-Unis d'Amérique et l'empereur du Maroc*

Au nom de Dieu tout-puissant.

La présente est un traité de paix et d'amitié, établi entre nous et les Etats-Unis d'Amérique, qui a été confirmé et que nous avons ordonné d'être enregistré dans le présent livre et scellé de notre sceau royal à notre cour de Maroc, le 25 du mois béni de Chaabane, l'an 1200, nous reposant sur Dieu que ce traité sera permanent.

*Article premier.* Nous déclarons que les deux parties sont convenues que le présent traité, composé de vingt-cinq articles, sera inséré dans ce livre et remis à l'honorable Thomas Barclay, actuellement agent des Etats-Unis à notre cour, avec l'approbation duquel il a été fait, et qui est dûment autorisé de leur part à traiter avec nous de tous les objets y contenus.

*Article II.* Lorsqu'une des deux parties sera en guerre avec une nation quelconque, l'autre partie ne prendra point de commission de cet ennemi, ni ne combattrà sous son pavillon ou drapeau.

*Article III.* Si l'une ou l'autre des deux parties est en guerre avec quelque nation que ce soit, et qu'ayant fait une prise appartenant à cette nation il y soit trouvé à bord des sujets ou effets appartenant à l'autre partie, les sujets seront mis en liberté, et les effets seront rendus aux propriétaires. Et si des effets appartenant à quelque nation, avec laquelle l'une des parties serait en guerre, fussent chargés à bord de vaisseaux appartenant à l'autre partie, ils passeront librement et sans être molestés, sans qu'il soit même fait aucune tentative pour s'en emparer ou pour les détenir.

*Article IV.* Il sera donné un signal ou passeport à tous bâtiments appartenant aux deux parties, par lesquels ils pourront se reconnaître mutuellement lorsqu'ils se rencontreront en mer. Et si le commandant d'un vaisseau de guerre appartenant à l'une des parties a d'autres bâtiments sous son convoi, la déclaration du commandant suffira seule pour les exempter de toute recherche.

*Article V.* Si l'une des parties est en guerre et qu'elle rencontre en mer un vaisseau appartenant à l'autre partie, il est convenu que, si une recherche à bord doit avoir lieu, elle se fera en envoyant une chaloupe avec deux ou trois hommes seulement ; et s'il se tire quelque coup, ou qu'il se fasse quelque dommage, sans

<sup>1</sup> Caillé, *Les accords internationaux du Sultan*, p. 260. Cet ouvrage contient la note suivante : « Traduction de Martens (ouvrage cité, t. III, p. 54-62). Cette traduction manque parfois de clarté, mais nous a parue moins obscure, dans l'ensemble, que celle de Hauterive et Cussy (ouvrage cité, 2<sup>e</sup> partie, t. 3, p. 272-277). Elle mentionne deux dates : à la fin du préambule, le 25 Chaabane 1200, c'est-à-dire le 23 juin 1786, et, *in fine*, après l'article XXV, le 1<sup>er</sup> Ramadan 1200, c'est-à-dire le 28 juin 1786. Le texte ne nous a pas semblé assez précis pour choisir entre les deux dates ; c'est pourquoi nous avons daté le traité des « 23-28 juin 1786 ». Dans Hauterive et Cussy, la concordance est indiquée d'une façon très fantaisiste, qui n'a pu être retenue. »

qu'on y ait donné lieu, la partie qui aura fait l'offense procurera l'indemnité de tous les dommages.

*Article VI.* Au cas que quelque Maure conduise des citoyens des Etats-Unis ou leurs effets à Sa Majesté, les citoyens seront immédiatement mis en liberté et les effets rendus. De même, au cas que quelque Maure, n'étant point sujet de cet Empire, fasse la prise de quelques citoyens d'Amérique ou de leurs effets, et qu'il les conduise dans quelqu'un des ports de Sa Majesté, ils seront immédiatement relâchés ou rendus ; et ils seront regardés comme étant sous la protection de Sa Majesté.

*Article VII.* Si quelque vaisseau de l'une ou de l'autre partie relâche dans les ports de l'autre et qu'il ait besoin de quelques provisions ou autres nécessités, elles lui seront fournies, sans le moindre délai ni molestation.

*Article VIII.* Si un vaisseau des Etats-Unis éprouve quelque désastre en mer et qu'il relâche dans un de nos ports pour se réparer, il lui sera libre de remettre sa cargaison à terre et de la rembarquer, sans payer aucun droit quelconque.

*Article IX.* Si quelque vaisseau des Etats-Unis soit jeté sur quelque partie de nos côtes, et qu'il y échoue, il restera toujours à la disposition des propriétaires ; et personne n'entreprendra de s'en approcher sans leur aveu, vu qu'on le considérera alors comme étant particulièrement sous notre protection. Et si quelque bâtiment des Etats-Unis est forcé de relâcher dans nos ports par le mauvais temps, ou par quelque autre raison pareille, il ne sera pas obligé de mettre sa cargaison à terre ; mais il restera en tranquillité, jusqu'à ce que le commandant juge à propos de continuer son voyage.

*Article X.* Si quelque vaisseau de l'une ou de l'autre des parties est en engagement avec un vaisseau, appartenant à quelqu'une des Puissances chrétiennes, à la portée du canon des châteaux de l'autre, le vaisseau qui se trouvera ainsi en action sera défendu et protégé autant que possible, jusqu'à ce qu'il soit en sûreté. Et si quelque vaisseau américain échoue sur les côtes de Wadnoon<sup>1</sup> ou sur quelque autre côte voisine, l'équipage y appartenant sera protégé et assisté, jusqu'à ce qu'à l'aide de Dieu il puisse être renvoyé dans son pays.

*Article XI.* Si nous sommes en guerre avec quelqu'une des puissances chrétiennes, et que quelqu'un de nos vaisseaux fasse voile des ports des Etats-Unis, aucun bâtiment appartenant à l'ennemi ne pourra le suivre dans un délai de vingt-quatre heures après le départ de nos navires. Et la même règle s'observera à l'égard des bâtiments américains, sortant de nos ports, que ces ennemis soient Maures ou chrétiens.

*Article XII.* Si quelque vaisseau de guerre, appartenant aux Etats-Unis, relâche dans quelqu'un de nos ports, il n'y sera point fait des recherches, sous quelque prétexte que ce soit, même dans le cas qu'il s'y trouverait des esclaves fugitifs à bord. Et le gouverneur ou le commandant de la place ne les forcera point à amener ces esclaves à terre, sous aucun prétexte, ni n'exigera pour eux aucun paiement.

*Article XIII.* Lorsqu'un vaisseau de guerre de l'une des parties entrera dans le port de l'autre et saluera, le salut lui sera rendu par le château avec un nombre égal de coups, ni plus ni moins.

*Article XIV.* Le commerce des Etats-Unis sera sur le même pied que celui avec l'Espagne, ou celui avec la nation qui sera alors la plus favorisée. Et leurs citoyens seront respectés et estimés et auront pleine liberté de passer et repasser par notre pays et par nos ports de mer, aussi souvent qu'il leur plaira, sans interruption.

<sup>1</sup> Il faut lire : « sur les côtes de l'oued Noun ».

*Article XV.* Les marchands des deux pays n'emploieront tels interprètes et autres personnes pour les assister dans leurs affaires, qu'ils jugeront à propos. Aucun capitaine de vaisseau ne transbordera sa cargaison sur un autre bâtiment. Il ne sera pas retenu dans le port plus longtemps qu'il ne trouvera convenable ; et toutes personnes, employées à charger ou à décharger, ou à quelque autre travail que ce soit, seront payées au taux usité, ni plus ni moins.

*Article XVI.* Dans le cas d'une guerre entre les deux parties, les prisonniers ne seront pas faits esclaves, mais ils seront échangés l'un pour l'autre, capitaine pour capitaine, officier pour officier, matelot pour matelot. Et si d'un côté le nombre n'est pas égal, ce manque sera rempli par le paiement de cent dollars mexicains <sup>1</sup> pour chaque personne qui manquera. Il est convenu aussi que tous prisonniers seront échangés dans un délai de douze mois, à compter de la date qu'ils auront été pris ; et cet échange pourra s'effectuer par un négociant ou par quelque autre personne, autorisée à cet effet par l'une des parties.

*Article XVII.* Les négociants ne seront pas forcés à acheter ni vendre aucune espèce de marchandises que celles qu'ils jugeront à propos. Et il leur sera libre d'acheter ou de vendre toute sorte de marchandises, excepté celles qui seraient défendues aux autres nations chrétiennes.

*Article XVIII.* Toutes les marchandises seront pesées et examinées avant qu'elles soient envoyées à bord. Et à l'effet d'éviter toute détention de vaisseaux, il ne sera fait ci-après aucune recherche à bord, à moins qu'il ne soit auparavant prouvé qu'il a été envoyé des marchandises de contrebande à bord ; dans lequel cas les personnes, qui auraient pris de la contrebande à bord, seront punies conformément à l'usage et aux coutumes du pays ; et aucune autre personne quelconque n'éprouvera du tort à ce sujet, ni le vaisseau ou sa cargaison n'encourront aucune pénalité ni dommage quelconque.

*Article XIX.* Aucun vaisseau ne sera détenu dans le port sous quelque prétexte que ce soit ; et il ne sera obligé à prendre à bord aucun article, sans le consentement du commandant, qui sera entièrement le maître de convenir du fret de toutes les marchandises qu'il embarquera.

*Article XX.* Si quelques-uns des citoyens des Etats-Unis, ou quelques autres personnes se trouvant sous leur protection, ont un différend ensemble, le consul décidera entre les deux parties ; et toutes les fois que le consul exigera quelque aide ou assistance de la part de notre gouvernement, pour faire exécuter ses décisions, elle lui sera immédiatement accordée.

*Article XXI.* Au cas qu'un citoyen des Etats-Unis tue ou blesse un Maure, ou si au contraire un Maure tue ou blesse un citoyen des Etats-Unis, la loi du pays sera suivie ; et il sera rendu une justice égale, le consul assistant au jugement. Et si quelque délinquant échappe de la prison, le consul ne sera pas responsable de sa personne, en quelque manière que ce soit.

*Article XXII.* Au cas qu'un citoyen américain vienne à mourir dans nos Etats et qu'il ne se trouve point de testament, le consul prendra possession de ses effets ; et s'il n'y a point de consul, les effets seront déposés entre les mains de quelque personne de confiance, jusqu'à ce qu'il se présente quelqu'un qui sera en droit de les réclamer. Mais au cas que l'héritier du défunt soit présent, les biens lui seront remis sans interruption. Et si l'on trouve un testament, les effets parviendront à celui qui aura été désigné par cette disposition testamentaire, aussitôt que le consul en aura proclamé la validité.

*Article XXIII.* Les consuls des Etats-Unis d'Amérique feront leur résidence dans celui des ports de notre domination qu'ils jugeront à propos. Ils seront

<sup>1</sup> Hauterive et Cussy disent : « cent piastres d'Espagne ».

respectés et jouiront de tous les privilèges dont jouissent les consuls de quelque autre nation que ce soit. Et au cas que quelque citoyen des Etats-Unis contracte des dettes ou des engagements, le consul n'en sera pas responsable en aucune façon à moins qu'il n'ait donné une promesse par écrit pour leur paiement ou acquit, sans laquelle promesse par écrit l'on ne s'adressera point à lui pour en obtenir la prestation.

*Article XXIV.* S'il s'élève quelques différends, à raison de l'infraction, que l'une ou l'autre des parties aurait faite à quelque article de ce traité, la paix et l'harmonie continueront néanmoins de subsister dans leur vigueur la plus entière, jusqu'à ce qu'il ait été fait une demande amicale pour un arrangement ; et avant que cette demande ait été rejetée, l'on n'aura point recours aux armes. Au cas que la guerre se déclare entre les deux parties, il sera accordé un délai de neuf mois à tous les sujets des deux parties pour disposer de leurs effets et se retirer avec ce qui leur appartient. Et il est déclaré ultérieurement que toute indulgence <sup>1</sup> à l'égard du commerce ou autrement, qui sera accordée à quelqu'une des puissances chrétiennes, les citoyens des Etats-Unis seront également en droit de la réclamer.

*Article XXV.* Ce traité continuera d'avoir son entière force, avec l'aide de Dieu, durant un espace de cinquante ans.

Nous avons remis ce livre entre les mains du susdit Thomas Barclay, le premier jour béni du mois de Ramadan, l'an 1200.

Je certifie que la copie ci-jointe est véritable de la traduction qu'Isaac Cordoza Nunez, interprète à Maroc, a faite du traité entre l'empereur du Maroc et les Etats-Unis d'Amérique.

(Signé) THOMAS BARCLAY.

*Article additionnel*

Grâce soit à l'unique Dieu.

Moi, soussigné, le serviteur de Dieu, Taher Ben Abdellah Fennish <sup>2</sup>, certifie que Sa Majesté impériale, mon maître (que Dieu conserve), ayant conclu un traité de paix et de commerce avec les Etats-Unis d'Amérique, m'a ordonné, pour le compléter d'autant mieux et en addition à l'article X du traité, de déclarer : que si quelque vaisseau, appartenant aux Etats-Unis, se trouve dans quelque port des Etats-Unis de Sa Majesté ou à la portée du canon de ses forts, il sera protégé autant que possible. Et aucun vaisseau quelconque, appartenant à des puissances, soit maures ou chrétiennes, avec lesquelles les Etats-Unis pourraient être en guerre, n'obtiendra la permission de le suivre ou de l'attaquer, attendu que nous regardons à présent les citoyens de l'Amérique comme nos bons amis. Et, en obéissance aux ordres de Sa Majesté, je certifie cette déclaration, en la signant de ma main, et y apposant mon sceau, le dix-huitième jour de Ramadan l'an 1200.

Le serviteur du Roi, mon maître, que Dieu conserve,

(Signé) TAHER BEN ABDELLAH FENNISH.

Je certifie que ce que dessus est une copie véritable de la traduction faite à Maroc par Isaac Cordoza Nunez, interprète, d'une déclaration faite et signée par

<sup>1</sup> Il faut lire : « tout avantage ».

<sup>2</sup> Taher Fennish, qui était allé comme ambassadeur en France en 1777-1778.

Sidi Hage Taher Fennish, en addition au traité entre l'empereur du Maroc et les Etats-Unis d'Amérique, laquelle déclaration ledit Taher Fennish a faite par les ordres exprès de Sa Majesté.

(Signé) THOMAS BARCLAY.

## Annexe 26

### EXTRAITS DU TRAITÉ DE PAIX CONCLU À MEKNÈS LE 22 RAMADAN 1213 (CORRESPONDANT AU 1<sup>er</sup> MARS 1799)

Au nom de Dieu, clément et miséricordieux !

(Sceau de S. M. Moulay Slimane.)

Lorsqu'est arrivé (à Meknès) l'illustre ambassadeur Juan Salomon, en qualité d'émissaire du roi d'Espagne Carlos IV auprès de S. M. Moulay Slimane, prince des croyants, sultan des musulmans et roi du Maroc, dans le but de reconduire (le traité) de paix déjà conclu entre les deux Etats, de le confirmer et d'y inclure d'autres affaires nécessitées par l'intérêt des sujets des deux parties,

Sa Majesté a donné l'ordre, à son ministre Sidi Mohamed Ben Othmane, d'entamer les négociations avec ledit ambassadeur.

La teneur de ce qui est conclu et de ce qui sera arrangé sera, par écrit, consignée et esquissée, de façon à ce que le texte de l'accord reste sain et sauf de ce qui pourrait troubler une paix bien tracée entre les deux rois et leurs sujets.

Puisse la volonté divine le sauvegarder des dégâts et des pertes ! Amen !

(Enumération des trente-huit affaires présentées par ledit ambassadeur.)

*Vingt-deuxième :*

Si un bateau espagnol s'échoue (*dans les côtes*) de l'au-delà du Sous et de l'oued Noun, (*c'est*) en considération de l'amitié que voue le roi d'Espagne à l'égard de notre grand seigneur – puisse Dieu le fortifier ! – (que) Sa Majesté fait toute recherche et use de son influence pour le sauvetage – et le rapatriement des sujets du bateau échoué, et ce, par les moyens possibles.

(Signé) MOHAMED BEN OTHMAN,

puissent les grâces divines le combler !

## Annexe 27

TRAITÉ DE PAIX ET D'AMITIÉ ENTRE LES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE ET L'EMPEREUR DU MAROC, CONCLU ET SIGNÉ À MEKNÈS LE 16 SEPTEMBRE 1836 <sup>1</sup>

*Praise be to God !*

This is a copy of the Treaty of Peace which we have made with the Americans and written in this book ; affixing thereto our blessed seal, that, with the help of God, it may remain firm for ever.

Written at Meknez, the city of Olives, on the 3d day of the month Jamad el Lalshar, in the year of the Hegira 1252 (corresponding to 16 September, A.D. 1836).

*Article 1.* We declare that both parties have agreed that this treaty, consisting of 25 articles, shall be inserted in this book, and delivered to James R. Leib, agent of the United States, and now their resident consul at Tangier, with whose approbation it has been made, and who is duly authorized on their part, to treat with us, concerning all the matters contained therein.

*Article 2.* If either of the parties shall be at war with any nation whatever, the other shall not take a commission from the enemy, nor fight under their colours.

*Article 3.* If either of the parties shall be at war with any nation whatever, and take a prize belonging to that nation, and there shall be found on board subjects or effects belonging to either of the parties, the subjects shall be set at liberty and the effects returned to the owners. And if any goods, belonging to any nation, with whom either of the parties shall be at war, shall be loaded on vessels belonging to the other party, they shall pass free and unmolested, without any attempt being made to take or detain them.

*Article 4.* A signal, or pass, shall be given to all vessels belonging to both parties, by which they are to be known when they meet at sea ; and if the commander of a ship of war of either party shall have other ships under his convoy, the declaration of the commander shall alone be sufficient to exempt any of them from examination.

*Article 5.* If either of the parties shall be at war, and shall meet a vessel at sea belonging to the other, it is agreed, that if an examination is to be made, it shall be done by sending a boat with two or three men only : and if any gun shall be fired, and injury done, without reason, the offending party shall make good all damages.

*Article 6.* If any Moor shall bring citizens of the United States, or their effects, to his Majesty, the citizens shall immediately be set at liberty, and the effects restored ; and, in like manner, if any Moor, not a subject of these dominions, shall make prize of any of the citizens of America or their effects, and bring them into any of the ports of His Majesty, they shall be immediately released, as they will then be considered as under his Majesty's protection.

*Article 7.* If any vessel of either party, shall put into a port of the other, and have occasion for provisions or other supplies, they shall be furnished without any interruption or molestation.

<sup>1</sup> Reproduit du *Nouveau recueil de traités*, de Martens, t. IV, nouvelle série, p. 685 et suiv.

*Article 8.* If any vessel of the United States shall meet with a disaster at sea, and put into one of our ports to repair, she shall be at liberty to land and reload her cargo, without paying any duty whatever.

*Article 9.* If any vessel of the United States shall be cast on shore on any part of our coasts, she shall remain at the disposition of the owners, and no one shall attempt going near her without their approbation, as she is then considered particularly under our protection ; and if any vessel of the United States shall be forced to put into our ports by stress of weather, or otherwise she shall not be compelled to land her cargo, but shall remain in tranquillity until the commander shall think proper to proceed on his voyage.

*Article 10.* If any vessel of either of the parties shall have an engagement with a vessel belonging to any of the Christian Powers, within gun-shot of the forts of the other, the vessel so engaged shall be defended and protected as much as possible, until she is in safety : and if any American vessel shall be cast on shore, on the coast of Wadnoon or any coast there about, the people belonging to her shall be protected and assisted, until by the help of God, they shall be sent to their country.

*Article 11.* If we shall be at war with any Christian Power, and any of our vessels sails from the ports of the United States, no vessel belonging to the enemy shall follow, until 24 hours after the departure of our vessels : and the same regulation shall be observed towards the American vessels sailing from our ports be their enemies Moors or Christians.

*Article 12.* If any ship of war belonging to the United States, shall put into any of our ports, she shall not be examined on any pretence whatever, even though she should have fugitive slaves on board, nor shall the governor or commander of the place compel them to be brought on shore on any pretext, nor require any payment for them.

*Article 13.* If a ship of either party shall be put into a port of the other, and salute, it shall be returned from the fort with an equal number of guns, not more or less.

*Article 14.* The commerce with the United States shall be on the same footing as is the commerce with Spain, or as that with the most favoured nation for the time being ; and their citizens shall be respected and esteemed, and have full liberty to pass and repass our country and seaports whenever they please, without interruption.

*Article 15.* Merchants of both countries shall employ interpreters, and such other persons to assist them in their business as they shall think proper. No commander of a vessel shall transport his cargo on board another vessel ; he shall not be detained in port longer then he may think proper ; and all persons employed in loading or unloading goods, or in any other labour whatever, shall be paid at the customary rates, not more and not less.

*Article 16.* In case of war between the parties, the prisoners are not to be made slaves, but to be exchanged one for another, captain, officer for officer, and one private man for another, and if there shall prove a deficiency on either side, it shall be made up by the payment of 100 Mexican dollars for each person wanting. And it is agreed that all prisoners shall be exchanged in 12 months from the time of their being taken, and that this exchange may be effected by a merchant, or any other person, authorized by either of the parties.

*Article 17.* Merchants shall not be compelled to buy or sell any kind of goods but such as they shall think proper : and may buy and sell all sorts of merchandise but such as are prohibited to the other Christian nations.

*Article 18.* All goods shall be weighed and examined before they are sent on

board ; and to avoid all detention of vessels, no examination shall afterwards be made, unless it shall first be proved that contraband goods have been sent on board ; in which case, the persons who took the contraband goods on board shall be punished according to the usage and custom of the country, and no other person whatever shall be injured, nor shall the ship or cargo incur any penalty or damage whatever.

*Article 19.* No vessel shall be detained in port on any pretence whatever ; nor be obliged to take on board any article without the consent of the commander, who shall be at full liberty to agree for the freight of any goods he takes on board.

*Article 20.* If any of the citizens of the United States, or any persons under their protection, shall have any dispute with each other, the consul shall decide between the parties ; and whenever the consul shall require any aid, or assistance from our Government, to enforce his decisions, it shall be immediately granted to him.

*Article 21.* If a citizen of the United States should kill or wound a Moor, or, on the contrary, if a Moor shall kill or wound a citizen of the United States, the law of the country shall take place, and equal justice shall be rendered, the consul assisting at the trial, and if any delinquent shall make his escape, the consul shall not be answerable for him in any manner whatever.

*Article 22.* If an American citizen shall die in our country, and no will shall appear, the consul shall take possession of his effects ; and if there shall be no consul, the effects shall be deposited in the hands of some person worthy of trust, until the party shall appear who has a right to demand them ; but if the heir to the person deceased be present, the property shall be delivered to him without interruption, and if a will shall appear the property shall declare the validity thereof.

*Article 23.* The consuls of the United States of America shall reside in any seaport of our dominions that they shall think proper ; and they shall be respected, and enjoy all the privileges which the consuls of any other nation enjoy : and if any of the citizens of the United States shall contract any debts or engagements, the consul shall not be in any manner accountable for them, unless he shall have given a promise in writing for the payment or fulfilling thereof ; without which promise in writing no application to him for any redress shall be made.

*Article 24.* If any differences shall arise by either party infringing on any of the articles of this treaty, peace and harmony shall remain notwithstanding, in the fullest force, until friendly application shall be made for an arrangement ; and until that application shall be rejected, no appeal shall be made to arms. And if a war shall break out between the parties, nine months shall be granted to all the subjects of both parties to dispose of their effects and retire with their property. And it is further declared that whatever indulgence in trade or otherwise shall be granted to any of the Christian Powers, the citizens of the United States shall be equally entitled to them.

*Article 25.* This treaty shall continue in force, with the help of God, for 50 years ; after the expiration of which term the treaty shall continue to be binding on both parties, until the one shall give 12 months' notice to the other, of an intention to abandon it ; in which case its operations shall cease at the end of the 12 months.

---



## Annexe 28

## ACCORDS ANGLO-MAROCAINS DU 9 DÉCEMBRE 1856

*A. Traité général entre la Grande-Bretagne et le Maroc*<sup>1</sup>

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Sultan of Morocco and Fez, being desirous to maintain and strengthen the relations of friendship which have long subsisted between their respective dominions and subjects, have resolved to proceed to a revision and improvement of the Treaties subsisting between the respective countries, and have for that purpose named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, John Hay Drummond Hay, Esquire, Her Chargé d'Affaires and Consul-General at the Court of His Majesty the Sultan of Morocco and Fez ;

And His Majesty the Sultan of Morocco and Fez, Seed Mohamed Khateeb, His Commissioner for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, have agreed upon and concluded the following Articles :

*Article I.* There shall be perpetual peace and friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and His Sherifian Majesty the Sultan of Morocco and Fez, and between their respective dominions and subjects.

*Article II.* Her Majesty the Queen of Great Britain may appoint one or more Consuls in the dominions of the Sultan of Morocco and Fez ; and such Consul or Consuls shall be at liberty to reside in any of the sea-ports or cities of the Sultan of Morocco which they or the British Government may choose, and find most convenient for the affairs and service of Her Britannic Majesty, and for the assistance of British merchants.

*Article III.* The British Chargé d'Affaires, or other political agent accredited by the Queen of Great Britain to the Sultan of Morocco, as also the British Consuls who shall reside in the dominions of the Sultan of Morocco, shall always have respect and honour paid to them, suitable to their rank. Their houses and families shall be safe and protected. No one shall interfere with them, or commit any act of oppression or disrespect towards them, either by words or by deeds ; and if any one should do so, he shall receive a severe punishment, as a correction to himself and a check to others.

The said Chargé d'Affaires shall be at liberty to choose his own interpreters and servants, either from the Mussulmans or others, and neither his interpreters nor servants shall be compelled to pay any capitation tax, forced contribution, or other similar or corresponding charge. With respect to the Consuls or Vice-Consuls who shall reside at the ports under the orders of the said Chargé d'Affaires, they shall be at liberty to choose one interpreter, one guard, and two servants, either from the Mussulmans or others ; and neither the interpreter, nor the guard, nor their servants, shall be compelled to pay any capitation tax, forced contribution, or other similar or corresponding charge. If the said Chargé d'Affaires

<sup>1</sup> Signé en anglais et en arabe. Le texte est tiré de la publication officielle anglaise *State Papers*, vol. 46, p. 176 et suiv.

fares should appoint a subject of the Sultan of Morocco as Vice-Consul at a Moorish port, the said Vice-Consul, and those members of his family who may dwell within his house, shall be respected, and exempted from the payment of any capitation tax, or other similar or corresponding charge ; but the said Vice-Consul shall not take under his protection any subject of the Sultan of Morocco except the members of his family dwelling under his roof. The said Chargé d'Affaires, and the said Consuls, shall be permitted to have a place of worship, and to hoist their national flag at all times on the top of the houses which they may occupy, either in the city or out of it, and also in their boats whenever they go to sea. No prohibition nor tax shall be put upon their goods, furniture, or any other articles which may come to them for their own use and for the use of their families, in the dominions of the Sultan of Morocco ; but the said Chargé d'Affaires, Consuls, or Vice-Consuls, shall be required to deliver to the officers of the Customs a note of hand, specifying the number of articles which they shall require to be passed. This privilege shall only be accorded to those Consular Officers who are not engaged in trade. If the service of their sovereign should require their attendance in their own country, on absence they should depute another person to act for them in their absence, they shall not be prevented in any way from so doing ; and no impediment shall be offered either to themselves, their servants, or their property, but they shall be at liberty to go and come, respected and honoured ; and both they themselves and their deputies or Vice-Consuls shall be entitled, in the most ample sense, to every privilege which is now enjoyed, or may in future be granted, to the Consul of any other nation.

*Article IV.* With respect to the personal privileges to be enjoyed by the subjects of Her Britannic Majesty in the dominions of the Sultan of Morocco, His Sherifian Majesty engages that they shall have a free and undoubted right to travel and to reside in the territories and dominions of his said Majesty, subject to the same precautions of police which are practised towards the subjects or citizens of the most favoured nations.

They shall be entitled to hire, on lease or otherwise, dwellings and warehouses ; and if a British subject shall not find a house or warehouse suitable for his dwelling or for his stores, the Moorish authorities shall assist him in finding a site, within the localities generally selected for the habitations of Europeans, if there be a suitable site within the town, for building a dwelling, or stores, and an agreement shall be entered upon, in writing, with the authorities of the town, regarding the number of years that the British subject shall retain possession of the land and buildings, in order that he shall thus be repaid the expenses of the outlay he shall have made ; and no person shall compel the British subject to give up the dwelling or warehouses until the time mentioned in the said document shall have expired. They shall not be obliged to pay, under any pretence whatever, any taxes or impositions. They shall be exempt from all military service, whether by land or sea ; from forced loans, and from every extraordinary contribution. Their dwellings, warehouses, and all premises appertaining thereto, destined for purposes of residence or commerce, shall be respected. No arbitrary search of or visit to the houses of British subjects, and no examination or inspection whatever of their books, papers, or accounts, shall be made ; but such measures shall be executed only in conformity with the orders and consent of the Consul-General or Consul. And, generally, His Majesty the Sultan engages that the subjects of Her Britannic Majesty residing in his states or dominions shall enjoy their property and personal security in as full and ample a manner as subjects of the Emperor of Morocco are entitled to do within the territories of Her Britannic Majesty.

Her Britannic Majesty, on her part, engages to ensure the enjoyment of the same protection and privileges to the subjects of His Majesty the Sultan of Morocco within her dominions, which are or may be enjoyed by the subjects of the most favoured nations.

*Article V.* All British subjects and merchants who may wish to reside in any part of the dominions of the Sultan of Morocco shall have perfect security for their own persons and property ; and they shall be free to exercise the rites of their own religion, without any interference or hindrance, and to have a burial-place for their dead ; and they shall be allowed to go out to bury them with safety and protection in going and in returning. They shall be free to appoint any one whom they may choose of their own friends or servants for the transaction of their affairs, either on land or at sea, without any prohibition or interruption ; and if a British merchant shall have a ship in or outside of one of the harbours of the Sultan of Morocco, he shall be permitted to go on board of her, either by himself or with any whom he likes of his friends or servants, without either himself or his friends or servants being subjected to any forced contribution for so doing.

*Article VI.* Any person subject to the Queen of Great Britain, or under her protection, shall not be compelled to sell or to buy anything without his own free will, nor shall any of the Sultan of Morocco's subjects have a claim or right upon any goods of a British merchant, but what, such merchant may give them voluntarily ; and nothing shall be taken away from any British merchant but what shall be agreed upon between the respective parties.

The same rule shall be observed with regard to Moorish subjects in the dominions of the Queen of Great Britain.

*Article VII.* No subject of the Queen of Great Britain, nor any person under her protection, shall, in the dominions of the Sultan of Morocco, be made liable to pay a debt due from another person of his nation, unless he shall have made himself responsible or guarantee for the debtor, by a document under his own handwriting ; and, in like manner, the subjects of the Sultan of Morocco shall not be made liable to pay a debt due from another person of his nation to a subject of Great Britain, unless he shall have made himself responsible or guarantee for the debtor by a document under his own handwriting.

*Article VIII.* In all criminal cases and complaints, and in all civil differences, disputes of causes of litigation which may occur between British subjects, the British Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consular Agent, shall be sole judge arbiter. No Governor, Kadi, or other Moorish authority, shall intermeddle therein ; but the subjects of Her Britannic Majesty shall, in all matters of criminal or civil cognizance arising or existing between British subjects exclusively, be amenable to the tribunal of the Consul-General, Consul, or other British authority only.

*Article IX.* All criminal cases and complaints, and all civil differences, disputes, or causes of litigation arising between British subjects and subjects of the Moorish Government, shall be adjusted in the following manner.

If the plaintiff be a British subject and the defendant a Moorish subject, the Governor of the town or district, or the Kadi, according as the case may appertain to their respective courts, shall alone judge the case ; the British subject making his appeal to the Governor or Kadi, through the British Consul-General, Consul, or his deputy, who will have a right to be present in the court during the whole trial of the case.

In a like manner, if the plaintiff be a Moorish subject, and the defendant a British subject, the case shall be referred to the sole judgment and decision of the

British Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consular Agent ; the plaintiff shall make his appeal through the Moorish authorities ; and the Moorish Governor, Kadi, or other officer who may be appointed by them shall be present, if he or they so desire, during the trial and judgment of the case. Should the British or Moorish litigant be dissatisfied with the decision of the Consul-General, Consul, Vice-Consul, Governor, or Kadi (according as the case may appertain to their respective courts), he shall have a right of appeal to Her Britannic Majesty's Chargé d'Affaires and Consul-General, or to the Moorish Commissioner for Foreign Affairs, as the case may be.

*Article X.* A British subject suing, in a Moorish court of law, a subject of the Sultan of Morocco, for a debt contracted within the dominions of the Queen of Great Britain, shall be required to produce an acknowledgment of the claim written either in the European or Arabic characters, and signed by the Moorish debtor in the presence of, and testified by, the Moorish Consul, Vice-Consul, or Consular Agent, or before two witnesses whose signatures shall have been at the time, or subsequently, certified by the Moorish Consul, Vice-Consul, or Consular Agent, or by British Notary in a place where no Moorish Consul, Vice-Consul, or Consular Agent resides. Each document so witnessed or certified by the Moorish Consul, Consular Agent, or British Notary, shall have full force and value in a Moorish tribunal. Should at any time a Moorish debtor escape to any town or place in Morocco where the authority of the Sultan may be established, and where no British Consul or Consular Agent may reside, the Moorish Government shall compel the Moorish debtor to come to Tangier, or other port or town in Morocco where the British creditor may desire to prosecute his claim before a Moorish court of law.

*Article XI.* Should the British Consul-General, or any of the British Consuls, Vice-Consuls, or Consular Agents, have at any time occasion to request from the Moorish Government the assistance of soldiers, guards, armed boats, or other aid for the purpose of arresting or transporting any British subject, the demand shall immediately be complied with, on payment of the usual fees given on such occasions by Moorish subjects.

*Article XII.* If any subject of the Sultan be found guilty before the Kadi of producing false evidence to the injury or prejudice of a British subject, he shall be severely punished by the Moorish Government according to the Mahometan law. In like manner, the British Consul-General, Consul, Vice-Consul or Consular Agent, shall take care that any British subject who may be convicted of the same offence against a Moorish subject, shall be severely punished according to the law of Great Britain.

*Article XIII.* All British subjects, whether Mahometans, Jews, or Christians, shall alike enjoy all the rights and privileges granted by the present Treaty and the Convention of Commerce and Navigation which has also been concluded this day, or which shall at any time be granted to the most favoured nation.

*Article XIV.* In all criminal cases, differences, disputes or other causes of litigation arising between British subjects and the subjects or citizens of other foreign nations, no Governor, Kadi or other Moorish authority shall have a right to interfere, unless a Moorish subject may have received thereby any injury to his person or property, in which case the Moorish authority, or one of his officers, shall have a right to be present at the tribunal of the Consul.

Such cases shall be decided solely in the tribunals of the foreign Consuls, without the interference of the Moorish Government, according to the established usages which have hitherto been acted upon, or may hereafter be arranged between such Consuls.

*Article XV.* It is agreed and covenanted that neither of the High Contracting Parties shall knowingly receive into or retain in its service any subjects of the other party who have deserted from the naval or military service of that other Party ; but that, on the contrary, each of the Contracting Parties shall respectively discharge from its service any such deserters, upon being required by the other party so to do.

And it is further agreed that if any of the crew of any merchant vessel of either Contracting Party, not being slaves, nor being subject of the party upon whom the demand is made, shall desert from such vessel within any port in the territory of the other party, the authorities of such port and territory shall be bound to give every assistance in their power for the apprehension of such deserters, on application being made by the Consul-General or Consul of the party concerned, or by the deputy or representative of the Consul-General or Consul ; and no person whatever shall protect or harbour such deserters.

*Article XVI.* No British subject professing the Mahometan faith, or who may have professed the Mahometan religion, shall be considered as having in any manner lost, or as being by reason thereof in any degree less entitled to, the rights and privileges, or the full protection, enjoyed by British subjects who are Christians, but all British subjects, whatever their religion may be, shall enjoy all the rights and privileges secured by the present Treaty to British subjects, without any distinction or difference.

*Article XVII.* Any subjects of the Queen of Great Britain who may be found in the dominions of the Sultan of Morocco, either in time of peace or in time of war, shall have perfect liberty to depart to their own country, or to any other country, in their own ships or in the ships of any other nation ; and they shall also be free to dispose as they please of their goods and property of every kind, and to carry away with them the value of all such goods and property, as well as to take their families and domestics even though born and brought up in Africa or elsewhere out of the British dominions, without any one interfering with or preventing them under any pretence. All these rights shall be likewise granted to the subjects of the Sultan of Morocco who may be in the dominions of the Queen of Great Britain.

*Article XVIII.* If any subject of Her Britannic Majesty, or any native of a State or place under British protection, should die in the dominions of the Sultan of Morocco, no Governor or officer of the Sultan shall under any pretence, dispose of the goods or property of the deceased, nor shall any one interfere therewith ; but all the property and goods belonging to the deceased, and all that was under his hands and in his possession, shall be taken possession of by the persons chosen by him for that purpose, and named in his will as his heirs, if they should be present ; but in case such heir or heirs should be absent, then the Consul-General, Consul, or his deputy, shall take possession of all the property and effects, after making a list or inventory thereof, specifying every article correctly, until he delivers the same to the heir of the deceased. But should the deceased die without making any will, the Consul-General, Consul, or his deputy, shall have the right to take possession of all the property left by him, and to preserve it for the persons entitled by law to the property of the deceased ; and if the deceased should leave behind him debts due to him from individuals, then the Governor of the town, or those who have such a power, shall compel the debtors to pay what is due from them either to the Consul-General, Consul, or his deputy, for the benefit of the estate of the deceased ; and likewise, if the deceased should leave behind him debts due from him to a subject of the Sultan of Morocco, the Consul-General, Consul, or his deputy shall assist the creditor in the recovery of his claim upon the estate of the deceased.

*Article XIX.* The present Treaty shall apply generally to all the dominions of Her Britannic Majesty, and to all subjects who are under her obedience, and all those who inhabit any town or place which is considered part of her kingdom, as also to all her subjects in Gibraltar and its inhabitants, and likewise to the inhabitants of the United States of the Ionian Islands which are under her protection, and all those who are called or described as English shall be considered as British subjects, without any distinction between those born in and those born out of Great Britain ; and if the Queen of Great Britain should hereafter possess a town or a country which, either by conquest or by treaty, shall enter under her authority, all its people and inhabitants shall be considered as British subjects, even if only for the first time subject to Great Britain.

*Article XX.* The subjects of the Queen of Great Britain, and those who are under her Government or protection, shall have the full benefit of the privileges and of the particular favours granted by this Treaty and which may be allowed to the subjects of other nations that are at war with Great Britain ; and if after this date any other privileges shall be granted to any other Power, the same shall be extended and apply to and in favour of all British subjects in every respect, as to the subjects of such other Power.

*Article XXI.* If a subject of the Sultan of Morocco should ship himself and his goods on board of a vessel belonging to a nation at war with the Queen of Great Britain, and that ship should be taken by a British man-of-war, the said Moroquine subject, and also his goods, provided they be not contraband of war, shall not be molested or interfered with, but both he and the goods which he has on board the vessel thus taken, shall be let free, and he shall be set at liberty to go where he pleases. In like manner, if a British subject should take his passage on board of a vessel belonging to a nation at war with the Sultan of Morocco, and that vessel be taken by a Moroquine cruiser, such British subject shall not be molested, nor shall his goods, if not contraband of war, which he may have with him on board of the vessel thus taken, be interfered with, but he shall have his liberty, and be left free to go where he pleases, with his goods without impediment or delay.

*Article XXII.* If any duly commissioned British vessel should capture a ship, and take her to a harbour in the dominions of the Sultan of Morocco, the captors shall be pleased to sell such prize or the goods taken in her, without impediment from any one ; or they shall be at liberty to depart with their prize and take her to any other place they please.

*Article XXIII.* If a British vessel should be chased by an enemy to within gun-shot from the seaports or shores of the dominions of the Sultan of Morocco, the local authorities shall respect and defend her as much as they can ; and, in like manner the ships of Morocco shall be protected in all the seaports or coasts of the dominions of the Queen of Great Britain.

*Article XXIV.* If a cruiser not belonging either to the Queen of Great Britain or to the Sultan of Morocco should possess letters of marque from a nation at war with Great Britain or with Morocco, that cruiser shall not be permitted to remain in any of the harbours or seaports of either of the two parties, nor to sell its prizes therein, nor to exchange such prizes or their cargo for other merchandize ; nor shall any such cruiser be allowed to purchase stores or provisions, except as much as may be absolutely necessary for the voyage to the nearest port of its own country.

*Article XXV.* If an armed ship of a nation at war with Great Britain should be found in any of the harbours or seaports of the Sultan of Morocco, and at the

same time a British ship should happen to be also there, such ship of the enemy of Great Britain shall not be allowed to seize upon the British vessel, nor to cause it any injury ; and the enemy's ship shall not be allowed to sail in the track of the British vessel till 24 hours shall have elapsed after the departure of the said vessel, if the authorities of the port or harbour have the power of detaining the vessel of the enemy.

The same rule shall be observed towards the ships of the Sultan of Morocco or his subjects in all the harbours and seaports of the Queen of Great Britain.

*Article XXVI.* If any British vessels of war or merchant-vessels should enter one of the harbours or seaports of the Sultan of Morocco, and be in want of provisions or refreshments, such vessels shall be at liberty to buy what they require at the current prices of the time, free of duty ; but the quantity shall not exceed that which may be sufficient for the sustenance of the master and crew during the voyage to the port whither the vessel may be bound, and also the necessary provisions required for the daily maintenance of the crew during the time the vessel remains at anchorage in the Moorish port.

*Article XXVII.* Vessels or boats freighted by order of the British Government for the conveyance of mails, or employed by the British Government under contract for the same service, shall be respected, and shall have the same privileges as ships of war, if they do not bring or take articles of merchandize to or from a port of the Sultan of Morocco, but if they carry any merchandize from a port of the sea dominions they shall pay the same charges as other merchant vessels.

*Article XXVIII.* If any vessel belonging to the subjects or to the inhabitants of the dominions of either Contracting Party should enter one of the seaports of the other, and should not wish to go into harbour nor to declare nor sell her cargo there, she shall not be compelled to do so, nor shall anyone inquire or search in any way to know what she contains ; but a guard may be placed on board by the Custom-House officers as long as the vessel remains at anchor, to prevent any illegal traffic.

*Article XXIX.* If a British vessel with a cargo should enter one of the harbours of the Sultan of Morocco, and should wish to land a part of her cargo which may be destined for that place, she shall not be compelled to pay duties upon more than the landed part of her cargo, and shall not be required to pay any duty upon the rest of the cargo which is left on board, but she shall be at liberty to depart with the remainder of her cargo to any place she pleases. The manifest of the cargo of each vessel shall, on her arrival, be delivered up to the Moorish Custom-House officers, who will be permitted to search the vessel on her arrival and departure, or to place a guard on board the vessel to prevent any illegal traffic.

The same rule shall be observed in British ports with regard to Moorish vessels.

The master of each vessel, on departure from a Moorish port, shall be required to present a manifest of the cargo of articles exported certified by the Consul or the Vice-Consul, and shall exhibit the manifest to the administrators of Customs when required to do so, in order that they may verify that no goods have been embarked in contraband.

*Article XXX.* No captain of a British vessel in a Moorish port, and no captain of a Moorish vessel in a British port, shall be in any way compelled to carry any passengers or any kind of goods against his own will, nor shall he be forced to sail for any place which he does not wish to go to ; and his ship shall not be molested in any way whatever.

*Article XXXI.* If any of the subjects of the Sultan of Morocco should hire a British vessel to carry goods or passengers from one place to another within the dominions of Morocco, and if in the course of her voyage such British vessel should be forced by stress of weather or accident of the sea to enter a different port in the same dominions, the captain shall not be obliged to pay anchorage or any other duty on account of his entering such port ; but if such vessel should discharge or take on board at such port any cargo, the said vessel shall be treated like any other.

*Article XXXII.* Any British ships or vessels which may be damaged at sea, and may enter one of the harbours of the Sultan of Morocco for repairs, shall be received and assisted in all their wants during their stay in such harbour, during their refit, or at their departure for the place of their destination, if the articles required for the repairs of the vessel shall be found for sale in such harbour, and in such case they shall be bought and paid for at the same prices as are usually paid by others ; and British ships or vessels shall not be in any way whatever molested or prevented from proceeding on their voyage.

*Article XXXIII.* If a ship belonging to the Queen of Great Britain, or to any of her subjects, should get on shore, or be wrecked on any part of the dominions of the Sultan of Morocco, she shall be respected and assisted in all her wants ; in accordance with the rules of friendship, and such ship, and all her contents, cargo, or any goods which may be saved from her at the time or after the wreck, shall be preserved and given up to the owners, or to the British Consul-General, Consul, or his deputy, without the loss or concealment of anything whatever. Should the wrecked vessel have on board any goods which the proprietors desire to sell within the dominions of Morocco, the proprietors shall pay upon these goods the requisite duties ; but if the goods on board the vessel had been embarked from any port of the dominions of Morocco, no other duties in addition to those which may already have been paid, shall be demanded, either on importation or on exportation, and the proprietors shall have the right either of selling the goods in Morocco, or of embarking them, as they please. The captain and crew shall be at liberty to proceed to any place they please, and at any time they may deem proper, without any hindrance. In like manner, the ships of the Sultan of Morocco, or of his subjects, shall be treated in the dominions of the Queen of Great Britain ; it being understood that such ships are to be subject to the same lawful charges for salvage to which British ships are subject. If a British vessel should be wrecked at Wadnoon, or on any part of its coast, the Sultan of Morocco shall exert his power to save and protect the captain and crew, till they return to their own country ; and the British Consul-General, Consul, or his deputy, shall be allowed to inquire and ascertain, as much as they can, about the captain and crew of any such ship, in order that they may obtain and save them from those parts of the country, and the Governors appointed in those places by the Sultan of Morocco shall also assist the Consul-General, Consul, or deputy, in his researches, agreeably to the rules of friendship.

*Article XXXIV.* Her Majesty the Queen of Great Britain and His Majesty the Sultan of Morocco engage to do all in their power for the suppression of piracy ; and the Sultan especially engages to use his utmost efforts to discover and punish all persons on his coasts or within his dominions who may be guilty of that crime, and to aid Her Britannic Majesty in so doing.

*Article XXXV.* If any of the subjects or of the ships of either of the two parties should do anything contrary to any of the conditions of this Treaty, whether intentionally or unintentionally, the peace and friendship thereby stipulated for shall not be disturbed, but shall remain preserved, fixed, and always durable



upon the basis of sincerity, till communication shall be forwarded to the Sovereign of the aggressor, without his being in the meantime molested ; and if any of the subjects of either party should wish or attempt to violate this Treaty, or any of its conditions his Sovereign shall be bound to chastise and punish him severely for his conduct.

*Article XXXVI.* If this Treaty of Peace and Friendship between the two Contracting Parties should be infringed, and if, in consequence, of such infringement (which God forbid !), war should be declared, all the country and subjects of the Queen of Great Britain, and those under her protection, of whatever degree or class, who may happen to be found in the dominions of the Sultan of Morocco, shall be permitted to depart to any part of the world they choose, and to carry with them their goods and property, their families and their servants or establishments, whether they be British born or not ; and they shall be allowed to embark on board of any ship of another nation which they may select. Moreover, a period of six months shall be granted them, if they ask for it, for the arrangement of their affairs, the sale of their goods, or for doing what they please with their property ; and during such period of six months they shall have full liberty and perfect security for their persons and property, without any interference, injury, or hindrance in any way, by reason of such war ; and the Governors or authorities shall assist and help them in the arrangement of their affairs, and attend them in the recovery of the debts due to them, without delay, dispute, or postponement. In like manner, all this shall be granted to the subjects of the Sultan of Morocco in all the dominions of the Queen of Great Britain.

*Article XXXVII.* This Treaty shall be declared and made public to the subjects of both parties, lest any one of them should remain ignorant of its conditions, and copies shall be prepared and sent to the Governors and men of authority who are entrusted with the revenue and the expenditure ; and also to all the seaports and the captains of cruisers belonging to the Sultan of Morocco.

*Article XXXVIII.* The present Treaty shall be ratified by Her Majesty the Queen of Great Britain, and by His Majesty the Sultan of Morocco, and the ratifications shall be exchanged at Tangier, as soon as possible within four months from the date hereof.

When the ratifications of the present Treaty, and of the Convention of Commerce and Navigation, which has also been concluded this day between the High Contracting Parties, shall have been exchanged, the stipulations of the said Treaty and Convention shall come into immediate operation, and shall be substituted for the stipulations of preceding treaties between Great Britain and Morocco.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty, and have affixed thereto their respective seals.

Done at Tangier, the 9th day of December, in the year 1856, corresponding to the Moorish date of the 10th day of the month of Rabbea the 2nd, in the year 1273.

(L.S.) J. H. DRUMMOND HAY.

Arabic signature of

(L.S.) SEED MOHAMED KHATEEB.

---

*B. Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne  
et le Maroc*<sup>1</sup>

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Sultan of Morocco and Fez, being desirous to extend and improve the relations of commerce and navigation which exist between their respective dominions and subjects, have resolved to conclude a special Convention for that purpose, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say :

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, John Hay Drummond Hay, Esquire, Her Chargé d'Affaires and Consul-General at the Court of His Majesty the Sultan of Morocco and Fez ;

And His Majesty the Sultan of Morocco and Fez, Seed Mohamed Khatteb, His Commissioner for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, have agreed upon and concluded the following Articles :

*Article I.* There shall be reciprocal freedom of commerce between the British dominions and the dominions of the Sultan of Morocco. The subjects of Her Britannic Majesty may reside in and trade to any port of the territories of the Sultan of Morocco to which any other foreigners are or shall be admitted.

They shall be permitted to hire houses, and to build houses, stores, or warehouses, as stipulated in Article IV of the General Treaty of this date.

They shall enjoy full protection for their persons and properties, as specified in Article IV of the General Treaty ; they shall be allowed to buy from and to sell to, whom they like, all articles not prohibited in Article II of this Convention, either by wholesale or retail, at all places in the Moorish dominions, without being strained or prejudiced by any monopoly, contract, or exclusive privilege of purchase or sale whatever, except the articles of export and those of import enumerated in Article II ; and they shall, moreover, enjoy all other rights and privileges which hereafter may be granted to any other foreigners, subjects, or citizens of the most favoured nation.

The subjects of the Sultan of Morocco shall, in return, enjoy in the dominions of Her Britannic Majesty the same protection and privileges which are or may be enjoyed by the subjects or citizens of the most favoured nation.

*Article II.* The Sultan of Morocco engages to abolish all monopolies or prohibitions on imported goods, except tobacco ; pipes of all kinds used for smoking, opium, sulphur, powder, saltpetre, lead, arms of all kinds, and ammunition of war, and further to abolish all monopolies of agricultural produce, or of any other article whatsoever in the dominions of the Sultan, except leeches, bark, tobacco, and other herbs used for smoking in pipes.

*Article III.* No tax, toll, duty, or charge whatsoever, beside the export duty hereinafter mentioned shall, under any pretext, or on any account, be imposed by any person whatsoever, in any part of the dominions of Morocco, upon or in respect of any goods or produce whatsoever which may have been purchased for exportation by or on behalf of any British subject ; but the said goods or produce, when so purchased, shall be conveyed from any place in Morocco to, and embarked from, any port therein, absolutely free and exempt from all other

<sup>1</sup> Signé en anglais et en arabe. Le texte est tiré de la même publication que le traité précédent.

taxes, tolls, duties, or charges whatsoever. No permit, or any similar document, shall be requisite to enable them to be so conveyed or embarked, nor shall any officer or subject of the Sultan offer any impediment to, or lay any restriction on the conveyance or embarkation of such goods (except those goods or produce which the Sultan of Morocco shall prohibit from being exported, as arranged in Article V), or, on any pretext, demand or receive any money in respect or on account of such goods ; and should any such officer or subject act contrary to this stipulation, the Sultan shall immediately punish with severity the Governor, officer, or other subject who shall have been guilty of such misconduct, and render full justice to British subjects for all injuries or losses which they may duly prove themselves to have suffered thereby.

*Article IV.* The subjects of Her Britannic Majesty within the dominions of His Majesty the Sultan shall be free to manage their own affairs themselves, or to commit those affairs to the management of any persons whom they may appoint as their broker, factor, or agent, nor shall such British subjects be restrained in their choice of persons to act in such capacities ; nor shall they be called upon to pay any salary or remuneration to any person whom they shall not choose to employ ; but those persons who shall be thus employed, and who are subjects of the Sultan of Morocco, shall be treated and regarded as other subjects of the Moorish dominions. Absolute freedom shall be given in all cases to the buyer and seller to bargain together, and no interference on the part of the Sultan's officers shall be permitted. Should any Governor or other officer interfere in the bargains between British and Moorish subjects, or place any impediments in the lawful purchase or sale of goods or merchandise imported into, or to be exported from, the Sultan's dominions, His Cherifian Majesty shall severely punish the said officer for such misconduct.

*Article V.* Should the Sultan of Morocco at any time think proper to prohibit the exportation of any kind of grain or other article of commerce from his dominions, British subjects shall in no manner be prevented from embarking all the grain or other articles which they may have in their magazines, or which may have been bought previously to the said prohibition ; but they shall be allowed to continue to export all they may have in their possession, during the term of six months from the time the prohibition was publicly made known ; but on the day when the order of the Sultan of Morocco regarding the prohibition shall arrive, and shall be published to the merchants, British subjects shall, within the term of two days, declare and give proofs of the amount of produce they shall possess in their stores, on which the prohibition is imposed, and they shall also present legal certificates regarding the amount of the said produce which they shall have bought in the interior, or elsewhere, previously to the promulgation of the order for the prohibition. No prohibition, either as to the exportation or importation of any article, shall apply to British subjects, unless such prohibition shall apply to subjects of every other nation.

*Article VI.* Merchandise or goods, except the articles enumerated in Article II, imported by British subjects in any vessel, or from any country, shall not be prohibited in the territories of the Sultan of Morocco, nor be subject to higher duties than are levied on the same kind of merchandise or goods imported by the subjects of any other foreign Power, or by native subjects, after the date of this Convention.

All articles, except those enumerated in Article II, the produce of Morocco, may be exported therefrom by British subjects in any vessels, on as favourable terms as by the subjects of any other foreign country, or by native subjects.

*Article VII.* In consideration of the favourable terms upon which the produce

of Morocco is admitted into the territories of Her Britannic Majesty, and with a view to the extension of commercial intercourse between Great Britain and Morocco, for their mutual advantage, His Majesty the Sultan of Morocco hereby agrees that the duties to be levied on all articles imported into the territories of His Majesty by British subjects, shall not exceed 10 per cent. in cash on their value, at the port of their disembarkation ; and that the duties to be levied on all articles exported from the territories of His Majesty by British subjects, shall not exceed in amount the duties marked in the following tariff :

## TARIFF OF EXPORTS

<i>Articles of exportation</i>	<i>Quantity</i>	<i>Dollars</i>	<i>Ounces</i>
Wheat	Per strike fenega	1	—
Maize and Durra	Per full fenega	½	—
Barley	Per strike fenega	½	—
All other grain	Per cantar	½	—
Flour	"	—	30
Birdseed	"	—	12
Dates	"	—	40
Almonds	"	—	35
Oranges, lemons, and limes	Per 1,000	—	12
Wild Marjoram	Per cantar	—	10
Cummin seed	"	—	20
Oil	"	—	50
Gums	"	—	20
Henna	"	—	15
Wax	"	—	120
Rice	"	—	16
Wool (washed)	"	—	80
Wool (in grease)	"	—	55
Hides, sheep, and goat skins	"	—	36
Tanned skins called Felaly, Zawany, and Cochinea	"	—	100
Horns	Per 1,000	—	20
Tallow	Per cantar	—	50
Mules	Per head	25	—
Donkeys	"	5	—
Sheep	"	1	—
Goats	"	—	15
Fowls	Per dozen	—	22
Eggs	Per 1,000	—	51
Slippers	Per 100	—	70
Porcupine quills	Per 1,000	—	5
Grasool	Per cantar	—	15
Ostrich feathers	Per lb	—	36
Baskets	Per 100	—	30
Caraway seed	Per cantar	—	20
Combs of wood	Per 100	—	5
Hair	Per cantar	—	30
Raisins	"	—	20

<i>Articles of exportation</i>	<i>Quantity</i>	<i>Dollars</i>	<i>Ounces</i>
Woollen sashes, called Karazy	Per 100	—	100
Tackawt (a dye)	Per cantar	—	20
Tanned fleeces	"	—	36
Hemp and flax	"	—	40

The Sultan of Morocco has the right of prohibiting any article of exportation ; but when a prohibition on any article shall be imposed, it shall be in conformity with what is arranged in Article V ; but upon the exportation of articles the prohibition of which shall be taken off, the duties noted in the tariff shall alone be paid. With regard to wheat and barley, should the Sultan think proper to prohibit the exportation of these articles, but should desire to sell to merchants the grain which belongs to the Government, it shall be sold at the price the Sultan thinks proper to impose. Should the Sultan augment or diminish the price of the grain, there shall be granted to the purchaser for exporting that which he shall have bought, the term stated in Article V ; but should the grain be free for exportation, the duties imposed thereon shall be in conformity with what is stated in the tariff.

Should the Sultan of Morocco think proper to reduce the duties on articles of exportation, His Majesty shall have the right of doing so, on condition that British subjects shall pay the lowest duty that shall be paid by any other foreign or native subjects.

*Article VIII.* Should a British subject, or his agent, desire to convey by sea, from one port to another in the dominions of the Sultan of Morocco, goods upon which the 10 per cent. duty has been paid, such goods shall be subject to no further duty, either on their embarkation or disembarkation, provided they be accompanied by a certificate from a Moorish Administrator of Customs.

*Article IX.* If any article of Moroquine produce, growth, or manufacture, except the articles enumerated in Article II, be purchased for exportation, the same shall be conveyed by the British merchant, or by his agent, free of any kind of charge or duty whatsoever, to a convenient place of shipment. Subsequently, on exportation, the export duty according to the tariff in Article VII shall alone be paid on it.

*Article X.* No anchorage, tonnage, import, or other duty or charge, shall be levied in the dominions of the Sultan of Morocco on British vessels, or on goods imported or exported in British vessels, beyond what is, or may be, levied on national vessels, or on the like goods imported or exported in national vessels ; they shall not, however, exceed in amount the rates of the following scale, viz. :

Six moozoonats per ton shall be levied upon every British vessel (except steam-vessels) that does not exceed 200 tons in measurement. Upon every vessel (not a steam-vessel) measuring more than 200 tons, the following charge shall be made, viz., 6 moozoonats per ton shall be paid for 200 of her tons, and 2 moozoonats per ton for the remainder. Should the Administrator of Customs have any doubt regarding the tonnage of a British vessel, as declared by the master, the British Consul or Vice-Consul shall, on appeal being made to him, cause the ship's papers, whereon the tonnage is formally stated, to be exhibited. The same charges shall be made in all the ports of Morocco except Rabat and Laraiche, at which port 4 moozoonats per ton shall be paid for pilotage into the river, should the vessel enter the river, and 4 moozoonats per ton for pilotage out

of the river ; 3 moozoonats per ton shall also be levied upon each vessel entering the river, on account of anchorage. Should a vessel, however, not enter the river, the same charges shall be levied upon her as those which are paid at the other ports. At Mogadore, 4 moozoonats per ton shall be paid on British vessels for pilotage on their entering the port only, and 6 moozoonats per ton for anchorage.

Should the master of a British vessel require, at any other port, a pilot, he shall pay for him at the rate of 2 moozoonats per ton ; but this charge shall not be exacted except when the master of a vessel requires a pilot.

The sum of 16 dollars shall be levied, on account of anchorage, on a steam-vessel entering a port in the Moorish dominions for the purpose of discharging or embarking cargo. If, afterwards, the said steam-vessel proceed from that port to any other port or ports in the Moorish dominions, and on her arrival at the latter embark or discharge cargo, the aforesaid charge of 16 dollars for anchorage shall again be levied ; but if the said steam-vessel, on her return voyage, should enter a Moorish port at which the said anchorage dues shall have already been paid, no further charge on account of anchorage shall be levied upon her unless the said steam-vessel depart on a second voyage to a Moorish port, or unless during her return voyage she shall have touched at any port other than a port of the Moorish dominions, in which case the aforesaid charge of 16 dollars shall again be levied. The charge, however, for anchorage on a steamer of 150 tons burthen, or less, shall not exceed what is due from a sailing-vessel of the same size.

The masters of all vessels shall pay, in addition to the aforesaid charges, the following sums to officers of the ports, but no other payments shall be demanded of them ; viz. :

A vessel measuring 25 tons or less, 20 ounces ; a vessel exceeding 25 and not over 50 tons, 40 ounces ; a vessel exceeding 50 and not over 100 tons, 60 ounces ; a vessel exceeding 100 and not over 200 tons, 80 ounces ; a vessel exceeding 200 tons, 100 ounces.

In addition to the charges, the master of every British vessel visiting the port of Tetuan shall pay 10 ounces for the messenger who shall convey the ship's papers from the port of Marteen to Tetuan ; 5 ounces to the trumpeter who shall announce the arrival of the vessel ; and 3 ounces to the public crier ; but no other payments shall be demanded at the port of Tetuan. No charge for anchorage shall be levied on account of British vessels which may enter the ports of Morocco for the purpose of seeking shelter from the weather, and which do not embark or discharge cargo, nor shall any charge for anchorage be levied upon fishing vessels.

And, in like manner, no anchorage, tonnage, import, or other duty or charge, shall be levied in the British dominions on Moorish vessels, or on goods imported or exported in Moorish vessels, beyond what is or may be levied on national vessels, or on the like goods imported or exported in national vessels.

*Article XI.* Should British subjects desire to embark in or discharge goods from vessels arriving in the ports of Morocco they shall employ the Moorish Government boats for that purpose ; but if within two days after the arrival of a vessel, the Moorish Government boats are not placed at their disposal for the aforesaid purpose, the British subjects shall have the right of employing private boats, and shall not pay, in such case, to the port authorities more than one-half of what would have been paid, had they employed the Government boats. This regulation shall not be applicable to the ports of Tangier and Tetuan, inasmuch as there is a sufficient number of Government lighters at those two ports.

The charges now paid for lighterage at the different ports of Morocco shall not be augmented, and the Administrator of Customs at each port of Morocco shall deliver to the British Vice-Consul a tariff of the charges now demanded for lighterage.

*Article XII.* The Articles of this Convention shall be applicable to all the ports in the Empire of Morocco ; and should His Majesty the Sultan of Morocco open the ports of Mehedea, Agadeer, or Wadnoon, or any other ports within the limits of His Majesty's dominions, no difference shall be made in the levying of duties, or anchorage, between the said ports and other ports in the Sultan's dominions.

*Article XIII.* If a British subject be detected in smuggling into the Moroquine territories goods of any description, the goods shall be confiscated to the Sultan ; and such British subject shall, on conviction before the British Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consul Agent, be liable to be fined in an amount not exceeding treble the amount of duties leviable on such goods, or in the case of goods not admitted to importation, treble the value of the goods at the current price of the day, and failing payment of such fines, such British subject shall, on conviction before the British Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consul Agent, be liable to be imprisoned ; or, without being fined, any British subject on conviction as aforesaid may be imprisoned, but in either case for a time not exceeding one year, in such place as the Consul-General, Consul, Vice-Consul, or Consular Agent may determine.

*Article XIV.* In order that the two High Contracting Parties may have the opportunity of hereafter treating and agreeing upon such other arrangements as may tend still further to the improvement of their mutual intercourse, and to the advancement of the interests of their respective subjects, it is agreed that at any time after the expiration of five years from the date of the exchange of the ratifications of the present Convention of Commerce and Navigation either of the High Contracting Parties shall have the right to call upon the other to enter upon a revision of the same ; but until such revision shall have been accomplished by common consent, and a new Convention shall have been concluded and ratified, the present Convention shall continue and remain in full force and effect.

*Article XV.* The present Convention shall be ratified by Her Majesty the Queen of Great Britain and by His Majesty the Sultan of Morocco, and the ratifications shall be exchanged at Tangier, at the same time as the ratifications of the General Treaty signed this day between the High Contracting Parties.

When the ratifications of the present Convention and of the said General Treaty shall have been exchanged, the stipulations of the said Convention and Treaty shall come into operation within four months, and shall be substituted for the stipulations of all preceding treaties between Great Britain and Morocco.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed thereto their respective seals.

Done at Tangier, the 9th day of December, 1856, corresponding to the Moorish date of the 10th day of the month of Rabbea the second, in the year 1273.

(L.S.) J. H. DRUMMOND HAY.

Arabic signature of

(L.S.) SEED MOHAMED KHATEEB.

---

## Annexe 29

TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LE MAROC ET L'ESPAGNE SIGNÉ  
À MADRID LE 20 NOVEMBRE 1861 <sup>1</sup>*[Traduction]**Au nom de Dieu tout-puissant.*

Les très puissants princes, S. M. la Reine d'Espagne et S. M. le Roi du Maroc, désirant faciliter de tout leur pouvoir les relations commerciales entre leurs sujets respectifs, suivant les besoins mutuels et la convenance réciproque, et jugeant opportun à la fois de déterminer avec exactitude les attributions consulaires et les privilèges dont jouissent les Espagnols au Maroc, tant pour ce qui regarde la juridiction que les autres droits, en vertu des stipulations des articles 13 et 14 du traité de paix signé à Tétouan le 26 avril 1860, et vu l'article 5 du traité conclu à Madrid le 30 octobre de l'année présente, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine des Espagnes, don Saturnino Calderon Collantes, ancien ministre de l'intérieur et du commerce, de l'instruction et des travaux publics, sénateur du Royaume, grand-croix des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle la Catholique, grand cordon de l'ordre impérial de la Légion d'honneur de France, de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., son premier secrétaire d'Etat des affaires étrangères ;

S. M. le Roi du Maroc, son ambassadeur plénipotentiaire, le calife du Prince des croyants, fils du Prince des croyants Muley-el-Abbas ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

*Article premier.* Il y aura paix et amitié perpétuelles entre S. M. la Reine d'Espagne et le Roi du Maroc, et entre leurs sujets respectifs.

*Article 2.* S. M. la Reine d'Espagne pourra nommer un consul général, des consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les domaines du Roi du Maroc. Ces fonctionnaires auront la faculté de résider dans tous les ports de mer ou villes marocaines que choisira le Gouvernement espagnol et jugera convenables pour le bien du service de S. M. Catholique.

*Article 3.* Le chargé d'affaires d'Espagne ou tout autre agent diplomatique accrédité par S. M. Catholique près le Roi du Maroc, le consul général, les consuls, vice-consuls et agents consulaires espagnols qui résideront dans les domaines du Roi du Maroc recevront les honneurs, la considération et les distinctions dus à leur rang. Ces agents, leurs maisons et leurs familles jouiront d'une immunité absolue, d'une complète sécurité et protection. Personne ne pourra les molester ni leur manquer le moins du monde en paroles ni en actions ; et si quelqu'un enfreint cette prescription, il recevra un châtiment sévère qui servira de peine au délinquant et d'exemple aux autres. Le chargé d'affaires ou le consul général pourra librement choisir ses interprètes ou ses serviteurs parmi les sujets musulmans ou les sujets de tout autre pays. Leurs interprètes ou serviteurs

<sup>1</sup> Rivière, *Traités, codes et lois du Maroc*, Paris, 1924, p. 49-57.



seront exempts de toute contribution personnelle ou directe, de toute capitation, de tout impôt forcé ou de toutes autres charges analogues.

Les consuls, vice-consuls ou agents consulaires résidant dans les ports marocains et placés sous les ordres du chargé d'affaires ou consul général auront le droit de choisir un interprète, un garde et des domestiques pris parmi les musulmans ou les sujets de tout autre pays ; l'interprète, le garde et les domestiques ainsi désignés seront également exempts d'impôts de capitation, de contributions forcées ou de toutes autres charges analogues.

Si ledit chargé d'affaires ou le consul général nomme vice-consul ou agent consulaire dans un port marocain un sujet du Roi du Maroc, cet individu, de même que ceux de sa famille qui habiteraient la maison même seront respectés et seront exempts du paiement des impôts de capitation ou autres charges pareilles ou analogues ; mais ledit vice-consul ou agent consulaire ne devra prendre sous sa protection aucun sujet du Roi du Maroc, sauf les membres de sa famille, s'ils habitent la même maison.

Le chargé d'affaires ou le consul général, les consuls, vice-consuls et agents consulaires de S. M. Catholique auront un lieu destiné à la célébration du culte ; ils pourront hisser le pavillon national en tout temps au faite des maisons qu'ils occuperont, à l'intérieur ou à l'extérieur de la ville et le déployer sur leurs navires quand ils s'embarqueront.

Les effets, meubles ou tout autre objet importés par lesdits agents pour leur usage personnel ou celui de leurs familles, pourvu qu'ils ne soient pas commerçants, seront francs d'impôts et il ne sera mis aucun obstacle à leur importation dans les domaines du Roi du Maroc ; mais le chargé d'affaires ou le consul général, les consuls, les vice-consuls ou agents consulaires devront remettre aux officiers de la douane une note écrite spécifiant le nombre des articles qu'ils voudront introduire.

Si le service de son Souverain exige la présence d'un agent espagnol dans son pays et qu'une autre personne soit nommée pour le représenter en son absence, cette personne sera reconnue par le Gouvernement marocain et jouira des mêmes considérations, droits et privilèges. Dans ce cas, ledit agent pourra aller et revenir en toute liberté avec ses serviteurs et ses effets, sans cesser en aucune circonstance d'être considéré et respecté. Le chargé d'affaires ou tout autre agent diplomatique, consul général, consuls, vice-consuls, agents consulaires ou le délégué de l'un ou l'autre des représentants de S. M. Catholique auront droit à toutes les prérogatives et privilèges dont jouissent aujourd'hui tous agents étrangers de rang égal ou qui leur seraient concédés à l'avenir.

*Article 4.* Les sujets de S. M. Catholique pourront voyager, résider et s'établir librement dans les domaines du Roi du Maroc en se soumettant aux règlements de police applicables aux citoyens de la nation la plus favorisée.

*Article 5.* Si, dans l'Empire du Maroc, les Espagnols achètent, avec l'autorisation des autorités, des maisons, magasins ou terrains, ils pourront disposer librement de leurs propriétés sans que personne les inquiète. Toutes les fois qu'ils loueront des maisons ou magasins pour un temps et un prix fixés, on ne haussera point le prix de location durant ce temps et on ne les en délogera pas.

De même, les Marocains pourront acheter et louer des maisons, magasins et terrains en Espagne, conformément aux lois espagnoles.

On ne pourra, sous aucun prétexte, obliger les sujets espagnols à payer des impôts ou contributions.

Ils seront exempts de tout service militaire, aussi bien sur terre que sur mer, comme ils seront exempts de charges personnelles, emprunts forcés et tous impôts extraordinaires.

On respectera leurs maisons, leurs magasins et tout ce qui leur appartiendra, que ce soit destiné à un objet de commerce ou à l'habitation, et ils ne seront obligés à héberger ni entretenir personne contre leur gré. On ne pourra exercer aucune vérification ou visite arbitraire dans les maisons des sujets espagnols, ni examiner ou inspecter leurs livres, papiers ou comptes. Ces opérations ne pourront être exécutées que d'accord et en vertu de l'ordre exprès du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire national.

S. M. le Roi du Maroc s'oblige à faire jouir les sujets espagnols résidant dans ses Etats ou domaines d'une sécurité et d'une protection aussi complètes pour leurs personnes et leurs propriétés que celle à laquelle auront droit les sujets marocains sur le territoire de S. M. Catholique.

De son côté, S. M. Catholique s'oblige à assurer aux sujets de S. M. chérifiennne, qui résideraient dans ses domaines, toute la protection et les privilèges dont jouissent aujourd'hui ou pourront jouir dans la suite les sujets de la nation la plus favorisée.

*Article 6.* L'exercice de la religion catholique sera permis librement à tous les sujets de la Reine d'Espagne dans les domaines de S. M. marocaine et ils en pourront célébrer les offices dans leurs maisons ou dans leurs églises.

Les Espagnols auront un lieu destiné à la sépulture des morts ; et aucune autorité ou aucun sujet marocain ne les troublera pendant les cérémonies de l'enterrement, ni ne les molestera lorsqu'ils iront ou reviendront des cimetières, qui seront respectés par tous.

Les Marocains, en Espagne, pourront aussi exercer en particulier, ainsi qu'ils l'ont pratiqué jusqu'aujourd'hui, les actes propres à leur religion.

*Article 7.* Les sujets espagnols auront pleine faculté d'employer toute personne de confiance dans leurs affaires, par terre ou par mer, sans aucune défense ni empêchement.

S'il arrivait qu'un commerçant espagnol eût besoin de visiter un navire abordé dans ou hors de l'un des ports du Roi du Maroc, on lui permettra d'aller à bord de ce navire, seul ou accompagné de toute autre personne, sans que lui ni ceux qui l'accompagnent soient soumis de ce chef au paiement d'aucune contribution forcée.

*Article 8.* Aucun sujet de la Reine d'Espagne, aucun individu sous sa protection ne sera responsable des dettes de ses concitoyens, à moins qu'il ne s'en fût porté garant par un acte écrit et signé de sa main.

La même règle sera applicable en Espagne aux sujets du Roi du Maroc.

*Article 9.* Tout Espagnol qui, dans les domaines marocains, se rendra coupable d'un scandale, d'une insulte ou d'un crime qui mérite correction ou châtement, sera livré à son consul général, aux consuls, vice-consuls ou agents consulaires pour que, suivant la loi observée en Espagne, cette peine lui soit infligée, ou qu'il soit renvoyé dans son pays, avec la sécurité convenable, toutes les fois que le cas l'exigera.

*Article 10.* Le consul général d'Espagne, les consuls, vice-consuls ou agents consulaires seront les seuls juges ou arbitres qui connaîtront des causes criminelles, procès, litiges ou différends de tout genre, tant civils que commerciaux, soulevés entre les sujets espagnols résidant au Maroc, sans qu'aucun gouverneur, cadi ou aucune autre autorité marocaine puisse y intervenir.

*Article 11.* Les causes et plaintes criminelles, les procès litiges ou différends, de quelque nature qu'ils soient, en matière civile ou commerciale, qui seraient suscités entre sujets espagnols et marocains, seront décidés de la manière suivante :

Si le demandeur ou plaignant est sujet espagnol et le défendeur ou le p... venu,

sujet marocain, la cause sera soumise au gouverneur de la ville ou du district ou au cadî, suivant que le cas ressortira à la juridiction de l'un ou de l'autre. Le sujet espagnol introduira sa demande devant le gouverneur ou le cadî par l'intermédiaire du consul général, du consul, vice-consul ou agent consulaire d'Espagne, lesquels auront droit d'assister au tribunal durant le jugement.

De même, si le demandeur est sujet marocain et le prévenu, sujet espagnol, la cause sera soumise uniquement à la connaissance et à la décision du consul général, du consul, vice-consul ou agent consulaire d'Espagne. Le demandeur présentera sa demande par l'intermédiaire des autorités marocaines ; et le gouverneur marocain, le cadî ou tout autre employé par eux désigné seront présents, s'ils le désirent, durant le jugement et la décision de la cause.

Si le plaignant ou plaident espagnol ou marocain ne se conforme point à la décision du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, du gouverneur ou cadî, suivant que l'affaire ressortira aux tribunaux des uns ou des autres, ils auront le droit d'en appeler respectivement au chargé d'affaires d'Espagne ou au commissaire marocain pour les affaires étrangères.

*Article 12.* Si un sujet espagnol actionne devant un tribunal marocain un sujet du Roi du Maroc pour une dette contractée dans les domaines de S. M. la Reine d'Espagne, il devra présenter un acte de reconnaissance de cet écrit en caractères européens ou arabes, et signé par le débiteur marocain, avec la certification du consul, vice-consul ou agent consulaire de sa nation, ou bien écrit en présence de deux témoins, dont les signatures seront légalisées par le consul marocain, vice-consul ou agent consulaire, ou par un notaire espagnol, si dans le lieu ne réside aucun de ses agents. Cet acte, ainsi légalisé et certifié par le consul marocain, l'agent consulaire ou notaire espagnol, aura pleine force et valeur devant les tribunaux marocains.

S'il arrivait qu'un débiteur marocain se réfugiât dans quelque ville ou place du Maroc où ne résiderait aucun consul ou agent consulaire d'Espagne, le gouverneur marocain obligera le débiteur à se rendre à Tanger ou à tout autre port ou ville du Maroc où le créancier espagnol désire poursuivre son droit devant le tribunal marocain.

*Article 13.* Si le consul général d'Espagne ou l'un des consuls, vice-consuls ou agents consulaires espagnols requéraient, à l'occasion, du Gouvernement marocain, l'assistance de soldats, gardes, embarcations armées ou tout autre appui, en vue d'arrêter ou d'amener un sujet espagnol, la requête sera accordée immédiatement, moyennant le paiement des droits exigés en pareil cas des sujets marocains.

*Article 14.* Lorsqu'un sujet du Roi du Maroc sera jugé par le cadî coupable de faux témoignage, au préjudice d'un sujet espagnol, il sera puni sévèrement par le Gouvernement marocain suivant la loi mahométane.

De même, le consul général, le consul, vice-consul ou agent consulaire espagnol veilleront à ce que tout sujet de S. M. Catholique, coupable d'un semblable fait envers un sujet marocain, soit puni suivant les lois espagnoles.

*Article 15.* Les sujets ou protégés espagnols, tant mahométans que chrétiens et israélites, jouiront également de tous les droits et privilèges accordés par ce traité et de ceux que l'on accorderait dorénavant à la nation la plus favorisée.

*Article 16.* Dans les causes criminelles, différends, querelles ou litiges qui seraient débattus entre sujets espagnols et les sujets ou citoyens d'autres nations étrangères, aucun gouverneur, cadî ou autre autorité marocaine n'aura le droit de connaître ou d'intervenir, à moins qu'à cette occasion quelque sujet marocain n'ait souffert un tort en sa personne ou un préjudice dans sa propriété, dans

lequel cas l'autorité marocaine ou l'un de ses représentants aura le droit d'assister au tribunal du consul.

Ces causes seront décidées uniquement au tribunal des consuls étrangers, sans intervention du Gouvernement marocain, suivant les usages établis ou les arrangements à concerter entre lesdits consuls.

*Article 17.* Les Hautes Parties contractantes sont convenues de ne recevoir sciemment ni de maintenir à leur service aucun sujet qui ait déserté de l'armée, de la flotte ou des bagnes. Les sujets de S. M. Catholique qui auraient déserté de l'armée, de la flotte ou des présides espagnols seront conduits, dès qu'ils toucheront le territoire marocain, en présence du consul général d'Espagne, et resteront à sa disposition jusqu'à exécution des ordres du Gouvernement espagnol, lequel payera les frais de conduite et d'entretien des déserteurs.

Le Gouvernement marocain s'obligeant par les présentes à livrer spontanément les déserteurs espagnols, le prétexte, allégué jusqu'ici, d'avoir embrassé le mahométisme, ne sera pas un obstacle mis en avant pour éluder la peine qu'ils mériteraient.

*Article 18.* Si un individu de l'équipage d'un navire de l'une des parties contractantes désertait, pendant qu'il se trouve dans un port de l'autre, les autorités locales seront obligées de prêter l'assistance nécessaire pour le remettre au consul, vice-consul ou agent consulaire qui le réclamerait, et personne ne protégera ces déserteurs et ne leur donnera asile.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues que les marins et les individus d'un équipage, sujets du pays où aura lieu la désertion, aussi bien que les esclaves marocains qui déserteraient dans les ports espagnols, seront exceptés des stipulations comprises au paragraphe précédent.

*Article 19.* Tout sujet de la Reine d'Espagne qui se trouverait dans le domaine du Roi du Maroc, même en temps de guerre, aura la liberté entière de se retirer dans son pays ou tout autre, sur bâtiments espagnols ou étrangers ; il pourra aussi disposer comme il lui plaira de ses propriétés de toute nature et emporter avec lui la valeur desdites propriétés et emmener sa famille et ses gens, même alors qu'ils seraient nés et élevés en Afrique ou dans tout autre lieu hors des domaines espagnols, sans que personne puisse y intervenir ou l'empêcher sous aucun prétexte.

Les sujets espagnols devront néanmoins obtenir le consentement du consul général, du consul, vice-consul ou agent consulaire, afin que ceux-ci sachent s'ils sont libres de dettes ou de toute autre obligation dont ils devraient s'acquitter avant leur départ ; et ces agents ne seront, en aucune façon, responsables des dettes que contracteraient les Espagnols au Maroc, à moins qu'ils ne soient obligés expressément sous leur signature à les satisfaire.

Tous les droits mentionnés seront également garantis aux sujets du Roi du Maroc qui se trouveraient dans les domaines de S. M. Catholique.

*Article 20.* Le consul général, les consuls, vice-consuls ou agents consulaires de S. M. Catholique devront expédier gratuitement à tout sujet marocain qui se rendrait en Espagne le passeport nécessaire sans lequel il ne pourra être admis dans les domaines espagnols.

*Article 21.* Si ce traité entre les deux Parties contractantes était enfreint, et qu'en conséquence de cette infraction la guerre fût déclarée (ce qu'à Dieu ne plaise), tous les employés et sujets de la Reine d'Espagne et les individus sous sa protection, de quelque classe et catégorie qu'ils soient, qui à cette époque se trouveraient dans les domaines du Roi du Maroc, pourront se rendre dans telle partie du monde qu'ils voudront et emporter avec eux leur fortune et leurs biens, emmener leur famille et leurs serviteurs, qu'ils soient ou non de naissance

espagnole, et il leur sera permis de s'embarquer à bord d'un navire de la nation qu'ils voudront. Il leur sera accordé, en outre, un délai de six mois, s'ils le demandent, pour régler leurs affaires, vendre leurs effets ou disposer de leurs biens comme ils l'entendront ; et, durant le terme de six mois, ils jouiront d'une sécurité complète et d'une entière liberté à l'égard de leurs personnes et de leurs propriétés, sans intervention, grief, ni embarras d'aucune nature du chef de cette guerre. Les gouverneurs ou autorités les assisteront et protégeront dans le règlement de leurs affaires, les aideront au recouvrement de leurs créances, sans délai, retard ni controverse.

D'égales facilités seront accordées aux sujets du Roi du Maroc dans tous les domaines espagnols.

Dans le cas imprévu d'une rupture, S. M. le Roi du Maroc s'oblige à respecter les officiers, soldats et marins espagnols faits prisonniers durant la guerre, les traitant comme prisonniers et non comme esclaves, les échangeant sans distinction de personnes, classes, grades, le plus tôt qu'il sera possible, sans que dans aucun cas on dépasse le terme d'un an à partir de la captivité, exigeant un reçu au moment de leur remise, en vue du règlement de l'échange subséquent ; on ne considérera pas comme prisonniers de guerre les femmes, les enfants, les vieillards, qui, dès le moment de leur capture, seront mis en liberté et transportés en leur pays par embarcations parlementaires ou neutres, les frais de ce transport restant à charge de la nation à laquelle appartiendront les prisonniers. S. M. Catholique promet d'agir de même, les deux Hautes Parties contractantes s'engageant réciproquement, sous leur parole loyale, à l'exécution fidèle de cet article. Et en cas que, la guerre terminée, il y ait un excédent de prisonniers, cette affaire sera considérée comme terminée sans avoir besoin d'aucune diligence à cet égard, les reçus étant restitués par la partie qui les détiendrait.

*Article 22.* Si un sujet espagnol venait à mourir dans les domaines du Roi du Maroc, aucun gouverneur, aucun employé marocain ne pourra, sous prétexte aucun, disposer des biens ou propriétés du défunt et personne ne pourra intervenir.

Les personnes qu'il aura désignées et nommées ses héritiers dans son testament, si elles sont sur les lieux, entreront immédiatement en possession de toutes les propriétés et biens appartenant au défunt et de tout ce qu'il se trouvera posséder au moment de sa mort ; et, en cas que les héritiers soient absent, le consul général, le consul, vice-consul ou agent consulaire ou leur délégué prendra possession de toutes les propriétés et effets, après en avoir dressé l'inventaire, désignant chaque chose clairement, jusqu'à remise à l'héritier du défunt. Mais si celui-ci n'a fait aucune disposition testamentaire, le consul général, le consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué aura le droit de prendre possession de tous les biens de la succession et de les conserver pour les personnes appelées par la loi à l'héritage. Si le défunt laissait des créances à charge de sujets marocains, le gouverneur de la ville ou les personnes compétentes obligeront les débiteurs à verser le paiement de leur dette au consul général, consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué ; et de même, si le défunt laissait des dettes au profit d'un sujet du Roi du Maroc, le consul général, le consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué aideront le créancier au recouvrement de ce qu'il réclame de la succession testamentaire ou *ab intestat*.

S'il mourait en Espagne un sujet marocain, le commandant, gouverneur ou juge du territoire où il serait décédé gardera en dépôt ce qu'il aura laissé et informera le consul général espagnol, en lui envoyant un inventaire, afin qu'il en donne avis aux héritiers et en procure le recouvrement sans détournement.

*Article 23.* Les navires des deux nations pourront aborder librement aux ports de chacune.

Les navires marchands devront être munis de papiers des autorités compétentes et ils pourront demeurer dans lesdits ports aussi longtemps qu'il sera utile à leurs opérations de commerce.

*Article 24.* Tout bâtiment marocain qui partira pour se rendre dans un port espagnol devra emporter son connaissement et sa patente de santé, légalisés par le consul, vice-consul ou agent consulaire d'Espagne au port de départ.

*Article 25.* Afin d'éviter les abus auxquels donnent lieu les *carabos*<sup>1</sup> du Riff, les deux parties contractantes sont convenues que les maîtres ou patrons desdites embarcations devront se munir de passeports du gouverneur des places espagnoles sur les côtes de la Méditerranée, ou des consuls espagnols quand ils s'équipent dans un port où résident lesdits agents ; et cet acte leur sera délivré gratuitement et leur servira de sauf-conduit pour leur trafic légal.

*Article 26.* S. M. Catholique et S. M. le Roi du Maroc s'obligent à détruire la piraterie par tous les moyens en leur pouvoir ; et S. M. le Chérif s'engage particulièrement à faire tous les efforts possibles pour découvrir et châtier ceux qui, sur les côtes ou dans l'intérieur de ses domaines, se rendraient coupables de ce crime, et à prêter son concours dans cette vue à S. M. Catholique.

*Article 27.* En preuve de la bonne harmonie qui doit régner entre les deux nations, toutes les fois que les navires marocains captureront une embarcation ennemie, et qu'il s'y trouvera des marins ou passagers espagnols, des marchandises ou toute autre propriété qui puisse revenir à des sujets de S. M. Catholique, les Marocains les remettront librement à leur consul général avec tous leurs biens et effets, au cas qu'ils arrivent au port de S. M. marocaine ; mais s'ils touchent à l'un des ports d'Espagne, les Marocains les présenteront de même au commandant ou au gouverneur ; et si la chose ne peut s'exécuter de l'une ou de l'autre manière, ils les déposeront, en toute sécurité, au premier port ami où ils aborderont.

Autant en feront les navires espagnols à l'égard des sujets et des biens de S. M. marocaine qui seraient trouvés dans des navires ennemis capturés ; cette bonne harmonie et le respect que l'on doit porter aux pavillons des deux Souverains devant s'étendre jusqu'à accorder la liberté des personnes et des biens des sujets des puissances ennemies trouvés à bord des embarcations, espagnoles ou marocaines, avec des passeports en règle où l'on déclare les équipages et les effets qui leur appartiennent, pourvu que ce ne soient pas des articles de contrebande de guerre.

*Articles 28.* Si un navire espagnol dûment commissionné capturait un navire et se réfugiait avec lui dans les domaines du Roi du Maroc, les capteurs auront la faculté de vendre le navire et les chargements saisis ; sans obstacle de la part de personne, et ils auront pleine liberté de sortir avec leur prise et de l'amener à tout autre port qui leur plaira.

*Article 29.* Les bâtiments des deux nations, tant de guerre que de commerce, qui dans les ports ou les lieux fortifiés seraient attaqués par les navires d'une autre puissance qui serait en guerre avec l'une des deux, seront défendus dans ces ports ou dans ces lieux, et les vaisseaux ennemis ne pourront commettre aucun acte d'hostilité, ni sortir des ports que vingt-quatre heures après que les embarcations amies auront mis à la voile.

Les deux Parties contractantes s'engagent aussi à réclamer réciproquement, de la puissance ennemie de l'une des deux, la restitution des prises qui se feraient en

<sup>1</sup> Bateaux légers servant au cabotage.

vue ou à trois milles des côtes, si le navire capturé était dans l'impuissance de s'approcher de la terre et se trouvait à l'ancre.

Finalement, elles défendront de vendre en leurs ports les bâtiments de guerre ou de commerce qui seraient pris en la haute mer par toute autre puissance ennemie de l'Espagne ou du Maroc ; et au cas où les navires ennemis entreraient dans les ports avec une prise faite au préjudice de l'une ou de l'autre des deux nations à proximité de leurs côtes, ainsi qu'il vient d'être dit, elles la déclareront libre par le fait même, obligeant le capteur à l'abandonner avec tout ce qu'il aura pris d'effets, équipages et autres choses.

*Article 30.* Les embarcations de guerre ou de commerce des deux nations qui se rencontreraient en la haute mer et auraient besoin de vivres, eau et toutes autres choses nécessaires pour continuer leur route, se fourniront réciproquement tout ce qu'elles pourront, en fixant la valeur au prix courant.

*Article 31.* Si un bâtiment espagnol, de guerre ou de commerce, entrant dans l'une des rades ou l'un des ports du Roi du Maroc, et qu'il eût besoin de provisions et de vivres, il pourra les acheter francs de droits au prix du marché, avec cette réserve que la quantité ne devra pas excéder ce qu'exige l'entretien du capitaine et de l'équipage jusqu'à destination, et le navire pourra aussi se pourvoir de tout ce qui sera nécessaire à l'entretien quotidien de l'équipage tout le temps qu'il demeurera à l'ancre dans le port marocain.

*Article 32.* Les navires frétés par ordre du Gouvernement espagnol pour transporter la correspondance officielle ou privée ou loués pour ce service seront respectés et auront les mêmes privilèges que les bâtiments de guerre, s'ils ne transportent point des articles de commerce de ou à ce port du Maroc ; dans ce dernier cas, ils payeront les mêmes droits qu'un bâtiment marchand.

*Article 33.* Si un navire espagnol abordait aux côtes du Maroc et ne voulait point prendre port, ni déclarer ou vendre son chargement, on ne l'y obligera point ; et l'on ne vérifiera pas ce que porte le navire ; mais on pourra mettre à bord une garde de douaniers, tout le temps que le navire demeurera à l'ancre, en vue d'éviter toute opération frauduleuse.

*Article 34.* Si un navire espagnol entre chargé dans l'un des ports du Roi du Maroc, et qu'il veuille débarquer seulement la partie de chargement destinée à cette place, il ne sera obligé de payer d'autres droits que ceux qui pèsent sur la partie déchargée, et l'on ne devra exiger le paiement d'aucun droit pour la partie qui demeurera à bord, mais il sera libre de se diriger avec ce reste de chargement vers le point qui lui plaira.

Le connaissance de tout navire devra, à son arrivée, être présenté aux officiers de la douane du Maroc, afin qu'ils donnent l'autorisation de visiter le bâtiment à son entrée et à sa sortie, et de mettre une garde à bord pour éviter tout trafic illégal.

La même règle sera observée dans les ports espagnols, à l'égard des navires marocains. L'agent consulaire espagnol expédiera au capitaine de chaque navire, à sa sortie d'un port du Maroc, un certificat du connaissance qui devra constater les articles qu'il emportera. Les capitaines présenteront ce document aux administrateurs de la douane espagnole, quand ils l'exigeront, afin qu'ils puissent s'assurer que l'on n'a point embarqué des articles de contrebande.

*Article 35.* Un capitaine de navire espagnol dans un port du Maroc et un capitaine de navire marocain dans un port espagnol ne pourront d'aucune façon être obligés de transporter contre leur gré des passagers ni des marchandises d'une nature quelconque ; ils ne seront pas forcés non plus de mettre à la voile en destination d'un point vers lequel ils ne voudraient pas se diriger, et leur navire ne serait molesté d'aucune façon.

*Article 36.* Si l'un des sujets du Roi du Maroc frétait un navire espagnol pour transporter des marchandises ou des passagers d'un point à un autre des domaines marocains et que, dans sa route, ledit navire se trouvât obligé, par le gros temps ou un accident de mer, d'entrer dans un autre port de ces mêmes domaines, le capitaine ne sera tenu de payer le droit d'ancrage, ni aucun autre pour son entrée dans ce port. Mais si ledit navire débarquait ou prenait à bord, dans le même port, un chargement quelconque il sera traité comme tout autre navire.

*Article 37.* Tout bâtiment espagnol qui aura souffert des avaries en mer et qui entrera dans un des ports du Roi du Maroc pour réparation, y sera admis et recevra toute assistance, durant son séjour en ce port, pour tout le temps nécessaire, afin de terminer les réparations ou jusqu'à son départ pour sa destination. Si les objets nécessaires aux réparations du navire se trouvent à acheter aux ports, ils seront acquis et payés aux mêmes prix qu'ont coutume de donner les autres navires ; et pour aucun motif ledit bâtiment ne sera molesté ni empêché de poursuivre sa route.

*Article 38.* Si un bâtiment espagnol, de guerre ou de commerce, échoue ou naufrage sur un point quelconque des côtes du Maroc, il sera respecté et protégé dans tout ce qu'il lui faudra, conformément aux lois de l'amitié, et ledit bâtiment, avec tout ce qu'il contiendra, sera conservé et restitué à ses maîtres ou au consul général d'Espagne ou consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué, sans détournement ni détournement d'aucune espèce. Si un bâtiment naufragé avait à bord quelques articles que les propriétaires voulussent vendre dans les domaines marocains, ils le pourront faire librement, sans payer aucun droit, ni quand ils les vendront, ni quand ils les embarqueront. Le capitaine et l'équipage auront toute liberté de se rendre au point qu'ils voudront et qu'il leur semblera le plus convenable, sans qu'il puisse y être mis obstacle.

Les navires du Roi du Maroc ou de ses sujets recevront le même traitement dans les domaines de S. M. Catholique, les navires marocains étant, dans ce cas, pour tout ce qui se rapporte au sauvetage, traités comme les navires espagnols.

Si un navire espagnol naufrageait à l'oued Noun ou en tout autre point de cette côte, le Roi du Maroc emploiera tout son pouvoir pour sauver son capitaine et l'équipage jusqu'à ce qu'ils retournent dans leurs pays, et il sera permis au consul général d'Espagne, au consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué de prendre toutes les informations ou renseignements qu'ils voudront concernant le capitaine et l'équipage de ce navire, afin de pouvoir les sauver. Les gouverneurs du Roi du Maroc aideront également le consul général d'Espagne, le consul, vice-consul, agent consulaire ou leur délégué dans leurs investigations, conformément aux lois de l'amitié.

*Article 39.* Dans les ports du Maroc, le droit d'ancrage ou de mouillage applicable aux embarcations marchandes espagnoles sera de 20 à 80 réaux de vellon<sup>1</sup> pour chacune, suivant sa classe et son tonnage, et d'après la règle suivante :

*Tarif des droits d'ancrage et de mouillage*

	Réaux de vellon
Jusqu'à 50 tonneaux	20
De 50 à 100	40
De 100 à 150	60
De 150 et au-dessus	80

<sup>1</sup> Le réal de vellon = 0 fr. 25 environ.



*Article 40.* Il ne sera exigé des navires espagnols, dans les ports du Maroc, aucun autre droit de pilotage ou de capitainerie de port que ceux qui sont exigés des nations ou de la nation la plus favorisée.

En tout cas, ces droits ne pourront excéder ceux indiqués au tarif suivant :

*Pilotage obligatoire à Rabat et à Larache*

	Centièmes de réal
Pour chaque tonneau, à l'entrée des navires au port	80
A la sortie	80

*Pilotage facultatif ou au gré des capitaines dans les autres ports du Maroc*

	Centièmes de réal
Pour chaque tonneau, à l'entrée des navires au port	40
A la sortie	40

Les droits de capitainerie de port ne dépasseront jamais 8 réaux de vellon par navire, quel que soit son tonnage.

Ces droits, aussi bien que tous les autres, seront les mêmes dans tous les ports de l'Empire.

*Article 41.* Les navires espagnols qui entreraient ou sortiraient sans faire aucune opération de commerce seront exempts de toute espèce de droits de mouillage et de capitainerie de port, en se soumettant, quant aux droits de pilotage, aux règles ci-dessus établies.

Les bateaux pêcheurs seront exempts de toute espèce de droits.

*Article 42.* Les bâtiments de guerre de l'une des deux nations ne payeront, dans aucun des ports de l'autre, de droits d'ancrage, de mouillage ou de capitainerie de port pour les vivres, l'aiguade, le bois, le charbon et les rafraîchissements dont ils auront besoin pour leur consommation.

*Article 43.* L'expérience ayant démontré que le défaut d'éclairage sur les côtes septentrionales du Maroc expose la navigation et le commerce à de graves risques et à des pertes, et S. M. marocaine désirant contribuer à la sécurité de la navigation et au développement du commerce, autant qu'il est en son pouvoir, s'engage à construire un phare au cap Spartel et à veiller à son éclairage et à son entretien <sup>1</sup>.

*Article 44.* Il y aura liberté réciproque de commerce entre les domaines de S. M. Catholique et les domaines du Roi du Maroc.

Les sujets de S. M. Catholique pourront trafiquer sur tout point du territoire marocain sur lequel sont ou seraient admis les sujets des pays étrangers.

Les sujets espagnols pourront acheter et vendre à qui ils voudront les articles non prohibés, en gros et en détail, et dans toutes les parties des domaines marocains, sans que leurs intérêts puissent être lésés par aucun monopole, convention ou privilège exclusif d'achat ou de vente. De plus, ils jouiront de tous les droits, prérogatives et avantages commerciaux qui dorénavant seraient accordés aux sujets et citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets du Roi du Maroc jouiront en revanche, dans les domaines de S. M. Catholique, des mêmes privilèges et de la même protection dont jouiront ou jouiraient les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

<sup>1</sup> Voir *infra* (Deuxième partie : Accords relatifs à quelques objets spéciaux), les deux conventions internationales des 31 mai 1863 et 27-29 janvier 1892, relatives au phare et au sémaphore du cap Spartel.

*Article 45.* Les sujets de S. M. Catholique et de S. M. le Roi du Maroc jouiront d'une entière liberté de communication avec les places de Ceuta et de Melilla et les pays immédiats, et ils pourront acheter et vendre en détail tous les objets de consommation et les articles dont l'introduction et l'exportation ne sont point prohibées dans l'Empire marocain. Les autorités et employés établis par le Roi du Maroc et ceux des places de Ceuta et de Melilla protégeront les sujets des deux Souverains dans l'exercice de ce droit.

*Article 46.* Personne, sous aucun prétexte, n'imposera, dans le territoire marocain, outre les droits mentionnés à l'article 50, aucun droit de douane, de transit ou autre charge quelconque sur les marchandises ou productions qui auraient été achetées pour l'exportation pour ou au nom d'un sujet espagnol. Mais leurs marchandises ou produits seront transportés de tout point du Maroc aux ports de l'Empire et y seront embarqués libres et francs de tout droit de douane, de transit ou de tout autre impôt. On n'exigera aucune passe ni document semblable pour pouvoir de cette façon les introduire et les embarquer dans les ports marocains ; aucun employé ou aucun sujet du Roi du Maroc ne pourra mettre empêchement ou obstacle au transport ni à l'embarquement de ces marchandises ou produits, sauf les articles dont le Roi du Maroc aurait défendu l'exportation, et sous aucun prétexte il ne pourra demander ou percevoir de l'argent sur leurs marchandises. Si un employé ou un sujet marocain contrevient à cette stipulation, son Souverain le châtiara sur-le-champ avec la plus grande sévérité ; il rendra pleine justice aux sujets espagnols, les indemnisant de tous les préjudices et pertes qu'ils pourraient subir et éprouver.

*Article 47.* Les commerçants espagnols, dans les domaines marocains, pourront librement diriger leur affaires par eux-mêmes ou les confier aux soins de toutes autres personnes par eux nommées comme courtiers ou agents ; ils ne seront inquiétés ni entravés dans le choix des personnes qui peuvent s'acquitter de ces commissions. Ils ne subiront pas non plus l'obligation de compter un salaire ou une rémunération en faveur des personnes qu'ils n'auront pas voulu choisir pour de semblables fonctions. Ceux qui, étant sujets du Roi du Maroc, exerceraient ces offices seront traités et considérés comme les autres sujets marocains.

L'acheteur, aussi bien que le vendeur, auront liberté absolue de négocier entre eux, et la moindre intervention ne sera point permise de la part des employés marocains.

Si un gouverneur ou un autre fonctionnaire s'entremêlait dans les transactions entre les sujets espagnols et marocains ou mettait un empêchement à l'achat ou à la vente légale, dans les domaines du Roi du Maroc, d'effets ou marchandises importés ou exportés, S. M. chérifienne punira sévèrement ledit gouverneur ou fonctionnaire.

*Article 48.* Encore qu'il survienne à S. M. marocaine un juste motif de prohiber l'exportation de blés de ses domaines ou de tous autres objets ou articles de commerce, cela n'empêchera pas les Espagnols d'embarquer dans les ports marocains les blés qu'ils auraient déjà en magasin ou qu'ils auraient achetés avant la prohibition (fussent-ils encore au pouvoir des sujets de S. M. marocaine), de la même façon qu'ils le feraient si la prohibition n'avait pas été publiée, sans qu'on puisse leur occasionner la moindre vexation ou le moindre préjudice à leurs intérêts.

La même conduite, dans le même cas, sera observée en Espagne à l'égard des Marocains.

*Article 49.* Ne seront point prohibées dans les territoires du Roi du Maroc les marchandises ou productions importées dans les ports marocains par des sujets

espagnols, quelle qu'en soit la provenance ; et, à partir de la date de ce traité, elles ne payeront pas de droits plus élevés que ceux exigés, sur les mêmes marchandises ou productions, des sujets de toute autre puissance étrangère ou des nationaux.

Tous les produits du Maroc pourront être exportés par des sujets espagnols, en les embarquant dans les ports marocains, avec les mêmes avantages dont jouissent les nationaux ou les sujets de tout autre pays.

*Article 50.* Afin de faciliter le commerce entre l'Espagne et le Maroc, S. M. chérifienne promet par les présentes que les droits qui devront être perçus sur les articles importés dans ses domaines par des sujets espagnols ne dépasseront point 10 pour cent de la valeur au point où s'opérera l'importation, et que les droits qui seront imposés sur les articles exportés du territoire marocain par des sujets espagnols ne dépasseront pas le taux fixé ci-dessous :

TARIF D'EXPORTATION <sup>1</sup>

Articles		Piastres fortes	Onces
Blé	par fanègue rase	1	»
Maïs et doura	— comble	1/2	»
Orge	— rase	1/2	»
Tous autres grains	par quintal	1/2	»
Farine	—	»	30
Graines pour oiseaux	—	»	12
Dattes	—	»	40
Amandes	—	»	35
Oranges, citrons et limons	par 1000	»	12
Marjolaine sauvage	par quintal	»	10
Cumin	—	»	20
Huile	—	»	50
Gomme	—	»	20
Henné	—	»	15
Cire	—	»	120
Riz	—	»	16
Laine (lavée)	—	»	80
Laine (en suint)	—	»	55
Cuir : peaux de mouton et de chèvre	—	»	36
Peaux tannées, dites tafielel, zavani et cochinea	—	»	100
Cornes	par 1000	»	20
Suif	par quintal	»	50
Mules	par tête	25	»
Anes	—	5	»
Moutons	—	1	»
Chèvres	—	»	16
Poules	par douzaine	»	22
Œufs	par 1000	»	51

<sup>1</sup> Ce tarif est identique à celui qui figure à l'article 7 du traité de commerce anglo-marocain du 9 décembre 1856 (voir *supra*).

La piastre forte = 5 fr. 26.

<i>Articles</i>		<i>Piastres fortes</i>	<i>Onces</i>
Babouches	par 100	»	70
Piquants de porc-épic	par 1000	»	5
Gasoul (savon minéral)	par quintal	»	15
Plumes d'autruche	par livre	»	36
Paniers	par 100	»	30
Carvi	par quintal	»	20
Peignes de bois	par 100	»	5
Poils	par quintal	»	30
Raisins	—	»	20
Ceintures de laine nom- mées cresi	par 100	»	100
Tackawt (teinture)	par quintal	»	20
Toisons tannées	—	»	36
Chanvre et lin	—	»	40

Si le Roi du Maroc, usant de son droit, prohibait l'exportation d'un article quelconque, et qu'ensuite il révoquât sa prohibition, les droits établis dans ce tarif ne seront pas modifiés.

Quant au blé et à l'orge, si le Roi du Maroc juge à propos d'en prohiber l'exportation, mais qu'il veuille vendre aux commerçants les céréales appartenant au gouvernement, il le fera sous toutes les conditions et avec les avantages dont jouit la nation la plus favorisée.

Si le Roi du Maroc voulait réduire les droits sur les articles d'exportation, il le pourra faire sans inconvénient, et les sujets espagnols payeront en ce cas les droits les plus bas que payent les sujets du pays ou les étrangers.

Les sujets marocains payeront en Espagne les mêmes droits d'importation et d'exportation sur les marchandises de leur propriété, dont l'entrée et la sortie sont autorisées, que payent les sujets de la nation la plus favorisée.

*Article 51.* S. M. le Roi du Maroc désirant, en exécution des stipulations de l'article 15 du traité de paix signé à Tétouan le 26 avril 1860, faciliter autant que possible l'exportation des bois pour les arsenaux de S. M. Catholique, convient d'accorder aux sujets espagnols qui s'y trouveraient spécialement autorisés par leur Souverain le droit de faire des coupes dans les forêts de ses domaines où il sera possible de le faire sans compromettre la sécurité du territoire ni des personnes qui y sont employées, dressant à cette fin les baraques, les abris et les clôtures indispensables pour se préserver des intempéries, garder les outils, garantir les abattis, jouissant d'une liberté et d'une pleine protection de la part des autorités indigènes.

Le contrat entre les exploitants sujets de S. M. Catholique et le Gouvernement marocain, pour fixer le prix et les conditions de l'exportation, sera conclu avec l'intervention du représentant de l'Espagne au Maroc, lequel veillera à l'exact accomplissement de l'engagement contracté par les deux parties. Les différends qui pourraient survenir seront réglés de commun accord par les gouvernements respectifs.

Le droit d'exportation des bois destinés aux arsenaux de S. M. Catholique ne pourra dépasser 240 réaux de vellon par 100 madriers.

*Article 52.* Si un sujet espagnol ou son agent désirait transporter par mer, d'un port à l'autre des domaines du Roi du Maroc, des marchandises sur lesquelles on

aurait payé le droit de 10 pour cent, les marchandises ne seront pas sujettes au paiement d'autres droits ni à l'embarquement ni au débarquement, pourvu qu'elles soient accompagnées du certificat de l'administrateur de la douane marocaine.

*Article 53.* Tout article produit ou fabriqué au Maroc, et acquis par un commerçant espagnol ou par ses agents en vue de l'exportation, sera transporté franc de tout droit ou charge au lieu convenable pour l'embarquement dans les ports. A l'exportation, on exigera seulement le droit fixé au tarif consigné à l'article 50.

*Article 54.* Les sujets espagnols qui embarqueraient ou débarqueraient des marchandises dans les ports du Maroc emploieront à cet effet les allèges du Gouvernement marocain ; mais si le jour de l'arrivée du navire le Gouvernement n'avait pas mis ses allèges à la disposition des intéressés dans lesdites opérations pour la fin susmentionnée, les sujets espagnols pourront employer des embarcations particulières, et, dans ce cas, ils ne payeront aux autorités du port que la moitié des droits qu'ils auraient payés s'ils avaient employé les bateaux du gouvernement.

Ne pourront être augmentés les droits de transbordement qui se payent actuellement dans les différents ports du Maroc et l'administrateur de la douane respective devra fournir au consul, vice-consul ou agent consulaire espagnol, un exemplaire du tarif de ses droits pour son information.

*Article 55.* Les articles de ce traité seront applicables à toutes les places et ports du Maroc ouverts au commerce étranger ou qui seraient ouverts dans la suite, tant dans la Méditerranée que sur l'océan.

*Article 56.* Si un sujet espagnol introduisait frauduleusement des marchandises en contrebande, de quelque valeur que ce fût, en territoire marocain, ou en emportait, les marchandises seront confisquées et le fraudeur livré au consul, vice-consul ou agent consulaire de l'Espagne pour être puni selon sa faute.

Il sera procédé de même en Espagne envers les sujets marocains qui feraient la contrebande. Ils seront pris et remis au consul général de S. M. Catholique, en lui donnant connaissance des faits, afin que le Gouvernement marocain leur inflige la punition méritée.

*Article 57.* Les sujets espagnols, qu'ils soient habitants de la Péninsule, des îles Canaries ou Baléares, ou des possessions de S. M. Catholique sur le continent africain, auront le droit de pêcher sur les côtes de l'Empire marocain.

*Article 58.* Les bâtiments espagnols qui se livreraient à la pêche sur les côtes marocaines devront être porteurs d'un permis des autorités maritimes d'Espagne ; ils le pourront exhiber, s'il est nécessaire, aux autorités du Maroc, au point le plus rapproché de l'endroit où ils voudront exercer la pêche.

*Article 59.* Si un bateau pêcheur espagnol était suspect de se livrer à la contrebande sur les côtes marocaines, les autorités du pays le dénonceraient immédiatement au consul ou agent consulaire d'Espagne le plus voisin, afin qu'après vérification le capitaine ou le patron soit acquitté ou condamné par ses supérieurs respectifs, suivant les lois et ordonnances en vigueur en Espagne.

*Article 60.* Afin de faciliter la pêche du corail à laquelle se livrent les Espagnols sur les côtes du Maroc, les Hautes Parties contractantes sont convenues que les embarcations espagnoles pourront se livrer à cette pêche sur tout le littoral de l'Empire marocain en payant la somme annuelle fixe et invariable de 150 duros<sup>1</sup> par chaque bateau pêcheur de corail.

Les capitaines ou patrons de navires qui voudraient se livrer à cette pêche

<sup>1</sup> Le douro valait 5 pesetas hassani, soit environ 5 francs.

adresseront leur demande au représentant de l'Espagne au Maroc, qui la transmettra au ministre des affaires étrangères de S. M. le Sultan, lequel dépêchera l'autorisation nécessaire sans y mettre embarras ni difficulté aucune ; et il recevra directement des capitaines intéressés le montant des droits, en leur expédiant l'acte constatant qu'ils ont acquis le droit de pêcher le corail moyennant le paiement de la somme stipulée par cet article.

Seront punis par ledit représentant de S. M. Catholique les patrons de navires espagnols qui seront trouvés se livrant à la pêche du corail et ne prouveront point, par l'acte susmentionné, qu'ils ont acquis le droit de pêche.

Les peines seront proportionnées à la nature de la faute.

*Article 61.* Par le présent traité, il est dérogé à toutes les anciennes stipulations entre l'Espagne et le Maroc. Il ne subsiste plus que la convention signée à Tétouan le 24 août 1859 et les traités conclus dans la même ville de Tétouan et en cette cour, le 26 avril 1860 et le 31 octobre de la présente année, lesquels conserveront toute leur force et vigueur en tout ce qui n'est pas en opposition avec les mêmes dispositions.

*Article 62.* Ce traité sera publié et notifié aux sujets des deux puissances, afin que nul n'en ignore les conditions, et les copies en seront envoyées aux gouverneurs et autorités compétentes en vue de l'exécution la plus exacte.

*Article 63.* Afin que les Hautes Parties contractantes puissent dorénavant traiter et convenir d'autres arrangements propres à faciliter davantage encore leurs relations mutuelles et favoriser les intérêts de leurs sujets respectifs, il est stipulé que, passé dix ans après le jour de l'échange des ratifications du présent traité, chacune des deux Parties contractantes aura le droit d'en demander la modification à l'autre ; mais tant que cette modification n'aura pas été faite, ou qu'un nouveau traité n'aura pas été conclu et ratifié, le présent traité demeurera en pleine vigueur.

*Article 64.* Le présent traité sera ratifié par S. M. la Reine d'Espagne et par S. M. le Roi du Maroc, et l'échange des ratifications aura lieu à Tanger dans le terme de cinquante jours, et plus tôt si faire se peut. On signera et scellera quatre exemplaires de ce traité, un pour S. M. Catholique, un autre pour S. M. marocaine, un autre qui devra demeurer dans les mains du chargé d'affaires d'Espagne au Maroc et un autre dans les mains du ministre des affaires étrangères du Royaume d'Espagne, chacune des deux Parties contractantes veillant à ce que l'on observe avec la plus grande ponctualité tous les articles qu'il renferme.

En foi de quoi, nous, les soussignés plénipotentiaires, l'avons signé et scellé de nos sceaux respectifs à Madrid, le 20 novembre 1861 de l'ère chrétienne qui correspond au 17 de Chumeda la première de 1278 de l'hégire.

SATURNINO CALDERON COLLANTES.

Le calife de notre maître le Prince des croyants (que Dieu le favorise), EL ABBAS, fils du Prince des croyants (que Dieu lui pardonne).

---

## Annexe 30

LETTRE DU MINISTRE D'ÉTAT ESPAGNOL  
À SON MINISTRE RÉSIDENT À TANGER <sup>1</sup>

Le ministère de la marine m'a transmis le 4 février la communication suivante :

« J'ai le plaisir de vous annoncer que neuf membres de l'équipage du navire *Esmeralda* destiné à la pêche ont été faits prisonniers, ou, je dirai mieux, faits captifs par les Maures de la côte frontière. Suivant la déclaration du commandant dudit navire du 25 novembre, lesdits membres qui sont allés pêcher ont été capturés par les Maures qui exigeaient, pour les libérer, de l'argent, de la poudre et de la mousseline... Nous attendons du Gouvernement de S. M. l'Auguste Reine et de ses sentiments humanitaires de voir de quelle façon il pourra faire délivrer les captifs qui sont dignes de compassion... Les faits ont eu lieu dans un endroit appelé par les pêcheurs du nom de *Cabino* qui est à plus de 180 milles au sud du cap Noun. »

D'ordre de Sa Majesté, je vous demande de faire la réclamation qui s'impose au Sultan conformément à l'article 38 du traité du 20 novembre 1861 afin qu'il use de son pouvoir pour sauver les marins captifs.

Madrid, 4 avril 1863.

## Annexe 31

LETTRE DU MINISTRE D'ÉTAT ESPAGNOL  
À SON MINISTRE RÉSIDENT À TANGER <sup>2</sup>

Le Consul de Mogador m'a informé que les marins du navire *Esmeralda* qui ont été capturés par les habitants de la côte de l'oued Noun et au sujet desquels vous avez entamé la réclamation opportune auprès du Gouvernement marocain, ont été délivrés et se trouvent entre les mains du cheik Beyrouk. De même, le même consul m'a informé que huit autres Espagnols ont été capturés et, pour leur délivrance, il a entamé des négociations avec ledit personnage. Des ordres ont été donnés au ministre de la marine afin qu'il envoie un navire à l'oued Noun pour récupérer les captifs et les amener en Espagne. Le Gouvernement de S. M. la Reine a récompensé le cheik Beyrouk pour les bons offices déployés dans cette affaire et il vous autorise à lui faire un cadeau en témoignage de sa gratitude.

San Ildefonso, 20 juillet 1863.

<sup>1</sup> Bauer, *Consecuencias de la campaña de 1860 (Marruecos)*, t. II, p. 287.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 327.

## Annexe 32 A

LETTRE DE JORGE JUAN AU MARQUIS DE GRIMALDI <sup>1</sup>

Cadix, 3 février 1767.

Monsieur,

J'ai beaucoup réfléchi au sujet de l'établissement que les Anglais voudraient établir sur la côte africaine ainsi qu'au sujet de la lettre de M. Bernardi... L'établissement préconisé par M. Bernardi et qui dit servir à la salaison du poisson est situé dans le port de Voord ou Santa Cruz de Mar Pequeña... Même dans l'hypothèse où l'on pourra avoir cet établissement, je ne vois pas son utilité pour les habitants des îles Canaries. Il coûterait trop cher au Roi parce qu'il faudrait le fortifier, mettre à sa tête un gouverneur et des troupes pour le garder, plus nombreuses pendant les périodes de guerre. Je crois qu'il serait moins cher d'acheter le poisson à Terra Nova et de le transporter aux îles Canaries.

De toutes façons, il ne faut pas oublier que l'ambassadeur Ahmed el Ghazal n'a pas répondu à la demande de Votre Excellence au sujet de cet établissement, peut-être c'était par répugnance...

## Annexe 32 B

LETTRE DU MARQUIS DE GRIMALDI À JORGE JUAN <sup>2</sup>

El Pardo, 9 février 1767.

Me référant à votre lettre au sujet de l'article que l'on désire inclure dans le traité de paix avec le Maroc sur la fondation d'un établissement sur la côte d'Afrique afin de développer la pêche des Canaries dans lesdits parages, j'ai pu voir les avantages et les inconvénients que vous m'avez signalés. S. M. le Roi a lu attentivement votre lettre et il apprécie beaucoup votre zèle, mais avant de vous donner des instructions à ce sujet nous avons pensé à tout cela. On sait que l'affaire est tellement grave et tellement sérieuse qu'il faut prendre du temps et avoir le maximum de renseignements avant de planifier l'établissement projeté. Sa Majesté considère qu'il est nécessaire de demander et d'obtenir la permission de l'empereur du Maroc pour fonder cet établissement. On sait que ce n'est pas opportun de faire une forteresse parce que cela impliquera beaucoup de troupes et des dépenses considérables sans être pour autant sûrs des avantages. On pense établir un petit fort qui serait suffisant pour repousser les attaques des Maures très braves et nomades... Il est évident que jamais nous ne pourrions empêcher les Anglais à s'établir sur la côte d'Afrique au moment où ils le voudront, même si nous les précédons.

<sup>1</sup> Alcalá Galiano, *Pesquerías y comercio*, p. 258.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 260.



## Annexe 32 C

ARTICLES PRÉLIMINAIRES QUI DOIVENT SERVIR DE BASE  
POUR UN TRAITÉ DE PAIX ENTRE S. M. CATHOLIQUE ET S. M. IMPÉ-  
RIALE DU MAROC, COMMUNIQUÉS À SI AHMED EL GHAZZAL  
LE 20 MAI 1767 <sup>1</sup>

*(Extrait.)*

*Article 12*

S. M. impériale permettra aux habitants des îles Canaries à s'établir dans le port d'oued Noun ou dans un autre port plus loin de ses domaines au sud de celui-ci afin qu'ils puissent saler le produit de leur pêche.

---

<sup>1</sup> Rodriguez Casado, *Politica marroquí de Carlos III*, p. 409.

## Annexe 33 A

LETTRE DE S. M. MOHAMED BEN ABDALLAH  
AU ROI D'ESPAGNE CHARLES III

Au nom de Dieu, le Miséricordieux, de Marrakech, de Fès, de Meknès, de l'Enir, des musulmans, Sultan, du Orad, du Sous, du Tafilalet et d'autres provinces marocaines,

Au roi d'Espagne Carlos III, que Dieu te guide, et salut à celui qui est sur le droit chemin.

Notre Majesté a reçu le cadeau que tu lui as adressé avec l'ambassadeur Jorge Juan. Nous l'avons apprécié, comme nous avons été agréablement impressionnés par l'ambassadeur qui a fait preuve d'intelligence, de doigté et de politesse due aux rois, lorsqu'ils accordent une audience.

Il nous a informé de ce que tu nous réserves, amitié et bonne prédisposition.

Notre secrétaire Ahmed Al-Ghazal nous a informé aussi de la manière satisfaisante dont tu l'as reçu et de ce que tu as libéré des prisonniers que tu détenais.

Nous n'avons plus aucun doute quant à la manière dont tu satisfais à nos désirs et quant à l'amitié que tu nous portes.

Quant aux affaires dont l'ambassadeur nous a parlé en ton nom et pour lesquelles tu lui as donné délégation pour traiter, nous les avons réglées en totalité sauf deux que nous n'avons pu résoudre à cause des problèmes juridiques qu'elles soulèvent.

La première concerne l'autorisation aux habitants des Canaries de pêcher sur la côte d'oued Noun, à cause des risques qu'encourent les Canariens et des pertes qu'ils peuvent subir. En effet, les nomades de ces régions sont des ignorants capables de commettre les pires méfaits sans crainte d'être sanctionnés à cause du grand éloignement.

Observe ce qui est arrivé aux Anglais avec eux ; ils ont attaqué leur navire, les ont tués, ont brisé le bateau, se sont servis des poutres de leurs tentes et ont brûlé le reste.

Ces Arabes (nomades) n'ont pas de domicile fixe, mais vont avec les tentes où ils veulent, ce qui rend nos décisions inopérantes à leur égard.

Il n'est donc pas digne de nous de consentir à une demande qui peut porter préjudice aux deux parties. Les habitants des Canaries et d'autres pêchent d'ailleurs sur la côte d'Agadir qui est suffisamment poissonneuse pour satisfaire le besoin espagnol. Nous les avons déchargés à cet effet de toute redevance. D'ailleurs, de grandes sommes d'argent ont été offertes pour la pêche sur cette côte et nous n'avons jamais voulu les accepter réservant cette côte aux Espagnols sans concurrence aucune, en considération de notre réconciliation et de la manière dont ils (les Espagnols) reçoivent nos serviteurs lorsqu'ils vont chez eux.

Quant à la côte qui va d'Agadir à oued Noun et au-delà, nous ne sommes nullement responsables de tous les préjudices qui peuvent y arriver. Pour ce qui va d'Agadir vers nous, elle est sous notre contrôle.

La seconde question concerne les frontières. Sache que les frontières ont été fixées par les précédents rois, et ont été délimitées en présence de savants de l'époque, de magistrats et d'une assemblée de musulmans.

Ces rois se sont engagés par leurs signatures à n'y apporter aucune modification. Depuis, tous les rois qui se sont succédé au service de leur peuple ont exercé une surveillance et un contrôle de ces frontières d'une manière légale. Personne ne peut donc rien y changer. Et, si notre religion permettait un tel changement, nous vous l'aurions accordé en récompense de bonne amitié et de ses services.

Un ordre a été donné d'écrire cette lettre à Marrakech par le Roi, le 1<sup>er</sup> Moharrem 1181 (*correspondant au 30 mai 1767*).

---

### Annexe 33 B

#### LETTRE DE L'EMPEREUR DU MAROC AU ROI D'ESPAGNE <sup>1</sup>

(*Extrait.*)

Tout ce que votre ambassadeur m'a demandé en votre nom, je le lui ai accordé comme s'il s'agissait de vous-même. Seulement, je me suis éloigné des deux articles que j'ai considérés de droit. Le premier concerne l'établissement des habitants des îles Canaries pour faciliter leur pêche dans la côte de l'oued Noun parce que je suis certain que cela leur serait préjudiciable. Les Arabes dudit endroit ne sont subordonnés, ni ont peur de personne à cause de leur éloignement de mes royaumes, et je n'ai pas de juridiction sur eux. Ce qui est arrivé aux Anglais qui ont été attaqués et leurs navires pris, détruits et incendiés, et les mâts de ces navires ont été utilisés pour leurs tentes. Ces Arabes n'ont pas de lieu sûr ; ils changent de lieu quand ils veulent. Jamais, ils n'ont été assujettis, ni subordonnés à aucun gouvernement. C'est la raison pour laquelle ce n'est pas normal que je donne mon consentement, étant donné qu'il peut être préjudiciable aux habitants des îles Canaries... La côte, depuis Santa Cruz vers le sud n'étant pas de ma juridiction, je ne peux pas la franchir, ni être responsable de ce qui peut y arriver...

Datée à Marrakech le 1<sup>er</sup> Moharrem 1181 (*correspondant au 28 mai 1767*).

---

<sup>1</sup> Alcalá Galiano, *Pesquerías y comercio*, p. 262.

**Annexe 33 C****EXTRAIT DE GARCÍA FIGUERAS, *SANTA CRUZ DE MAR PEQUEÑA***

*Page 49 :*

Jorge Juan a échoué dans ses démarches auprès du Sultan pour obtenir l'autorisation voulue pour l'établissement d'une factorerie commerciale et de pêche dans la côte frontière des îles Canaries...

---

**Annexe 34 A****PREMIER DOCUMENT : BASES PRÉLIMINAIRES  
AU TRAITÉ DE PAIX <sup>1</sup>**

*(Extrait.)*

**Article 2**

S. M. le roi du Maroc s'oblige à céder à perpétuité un morceau de terrain suffisant à Santa Cruz de Mar Pequeña sur la côte de l'océan Atlantique pour l'établissement d'un centre comme celui que l'Espagne possédait autrefois.

25 mars 1860.

---

**Annexe 34 B****BASES PRÉLIMINAIRES POUR LA NÉGOCIATION D'UN TRAITÉ  
DE PAIX DU 25 MARS 1860 <sup>2</sup>**

*(Extrait.)*

**Article 2**

De la même façon, S. M. le roi du Maroc s'oblige à concéder à perpétuité, dans la côte de l'océan, à Santa Cruz la Pequeña, le territoire suffisant pour la formation d'un établissement comme celui que l'Espagne avait là-bas autrefois.

---

<sup>1</sup> Dawud, *Tarij Titwan*, t. IV, p. 268.

<sup>2</sup> Cagigas, *Tratados y convenios referentes a Marruecos*, p. 39.

**Annexe 35 A****TRAITÉ DE PAIX ET D'AMITIÉ ENTRE LE MAROC ET L'ESPAGNE  
SIGNÉ À TÊTOUAN LE 26 AVRIL 1860, CONNU EN ESPAGNE SOUS LE  
NOM DE TRAITÉ DE « OUAD RAS »***Article 8*

S. M. marocaine s'oblige à céder à perpétuité à S. M. Catholique sur la côte de l'océan, près de Santa Cruz la Petite, un territoire suffisant à la formation d'un établissement de pêcheries comme celui que l'Espagne avait eu là dans le passé.

Pour mettre en œuvre ce qui a été convenu dans cet article les gouvernements de S. M. Catholique et de S. M. marocaine se mettront d'accord, au préalable, et nommeront de part et d'autre des commissions pour désigner le terrain et les limites que devra avoir ledit établissement.

---

## Annexe 35 B

TRAITÉ DE PAIX ET D'AMITIÉ SIGNÉ À TÉTOUAN  
LE 26 AVRIL 1860<sup>1</sup>

Au nom de Dieu tout-puissant !

Traité de paix et d'amitié entre S. M. dona Isabelle II, reine des Espagnes, et Sidi-Mohammed, roi de Maroc, de Fès, de Mequinez, etc. Les parties contractantes pour S. M. Catholique sont ses plénipotentiaires don Luis Garcia y Miguel, grand-croix des ordres royaux et militaires de Saint-Ferdinand et Saint-Hermenegilde, de Charles III et d'Isabelle la Catholique, décoré de deux croix Saint-Ferdinand de première classe et d'autres pour actions de guerre, officier de la Légion d'honneur de France, lieutenant général des armées nationales, chef d'état-major général de l'armée d'Afrique, etc., et don Thomas de Lignes y Bardaji, majordome de semaine de S. M. Catholique, notaire et roi d'armes de l'ordre illustre de la Toison d'or, commandeur compris dans le nombre régulier des ordres de Charles III et d'Isabelle la Catholique, chevalier de l'ordre militaire de Jérusalem, grand officier de l'ordre de Saint-Maurice et Lazare, du Medjidié de Turquie, et du mérite de la couronne de Bavière, commandeur de l'ordre de Santiago d'Avis de Portugal et de l'ordre de François I<sup>er</sup> de Naples, ministre résident et directeur politique de la première secrétairerie d'Etat, etc. ; et pour S. M. marocaine les plénipotentiaires, le serviteur, représentant et confident de l'Empereur, l'avocat El Sid-Mohammed el Jetib, et le serviteur de l'Empereur, chef de la garnison de Tanger, caïd de la cavalerie, El Sid-el-Hadch-Ajmad Chabli, Ben-Abd-el-Melek, lesquels, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants :

*Article premier.* Il y aura paix et bonne amitié perpétuelle entre S. M. la Reine des Espagnes et S. M. le Roi du Maroc et entre leurs sujets respectifs.

*Article 2.* Pour faire disparaître les causes qui ont motivé la guerre, aujourd'hui heureusement terminée, S. M. le Roi du Maroc, animé du désir sincère de consolider la paix, convient d'étendre le territoire appartenant à la juridiction de la place de Ceuta jusqu'aux lieux les plus convenables pour la sûreté et la défense complète de sa garnison, ainsi qu'il sera déterminé dans l'article suivant.

*Article 3.* Afin de mettre à exécution la stipulation de l'article précédent, S. M. le Roi du Maroc cède à S. M. la Reine des Espagnes, en pleine possession et souveraineté, le territoire compris depuis la mer en suivant les hauteurs de Sierra-Bullones jusqu'au ravin d'Anghera.

Comme conséquence de ce qui précède, S. M. le Roi du Maroc cède à S. M. la Reine des Espagnes, pour le posséder en pleine souveraineté, tout le territoire compris depuis la mer, en partant près de la pointe orientale de la première baie de Handag-Rahma, sur la côte septentrionale de la place de Ceuta, en suivant le ravin ou ruisseau qui y finit, en montant ensuite vers la partie orientale du terrain où est la prolongation du mont du Renégat, qui suit la même direction sur la côte, se déprime très brusquement pour finir par un escarpement parsemé de pierres

<sup>1</sup> Rivière, *Traités, codes et lois du Maroc*, t. 1, p. 36.

d'ardoises et descend en côtoyant, depuis le passage étroit qui s'y trouve, sur le versant des montagnes de Sierra-Bullones, où sont situées les redoutes d'Isabelle II, Francisco de Asis, Pinier, Cisneros et Prince Alfonso, en arabe *Vad-Auiat*, pour se perdre dans la mer ; le tout formant un arc de cercle qui se termine dans la baie du Prince Alfonso, en arabe *Vad-Auiat*, sur la côte sud de la place de Ceuta, ainsi qu'il a été reconnu et déterminé par les commissaires espagnols et marocains, dans la convention passée et signée par eux le 4 avril dernier. Pour conserver ces limites, il sera établi un camp neutre qui partira des versants opposés du ravin pour aller jusqu'à la cime des montagnes de l'une à l'autre partie de la mer, ainsi qu'il est stipulé dans les mêmes articles de la convention mentionnée.

*Article 4.* Il sera nommé ensuite une commission composée d'ingénieurs espagnols et marocains, qui marqueront par des poteaux et bornes les hauteurs indiquées dans l'article 3, en suivant les limites convenues. Cette opération sera accomplie dans le plus bref délai possible ; mais les autorités espagnoles n'auront pas besoin d'en attendre la fin pour exercer leur juridiction, au nom de S. M. Catholique, sur ce territoire, lequel, comme tout autre cédé en vertu de ce traité par S. M. le Roi du Maroc à S. M. Catholique, sera considéré comme soumis à la souveraineté de S. M. la Reine d'Espagne depuis le jour de la signature de la présente convention.

*Article 5.* S. M. le Roi du Maroc ratifiera dans le plus bref délai la convention que les plénipotentiaires d'Espagne et du Maroc ont signée à Tétouan le 24 août 1859.

S. M. marocaine confirme dès à présent les cessions territoriales faites par ce pacte international en faveur de l'Espagne, ainsi que les garanties, privilèges et gardes des Maures du Roi octroyés aux places du Peñon et d'Alhucemas, comme l'indique l'article 6 de la convention précitée sur les limites de Melilla.

*Article 6.* Il sera placé à la limite des terrains neutres concédés par S. M. le Roi du Maroc, aux places espagnoles de Ceuta et Melilla, un caïd ou gouverneur avec des troupes régulières pour éviter et réprimer les attaques des tribus.

Les gardes des Maures du Roi pour les places espagnoles de Peñon et d'Alhucemas seront placés au bord de la mer.

*Article 7.* S. M. le Roi du Maroc s'engage à faire respecter par ses propres sujets les territoires qui, conformément aux stipulations du présent traité, restent sous la souveraineté de S. M. la Reine d'Espagne.

S. M. Catholique pourra néanmoins adopter toutes les mesures qu'elle jugera opportunes pour la sûreté de ces territoires, et y faire élever toutes les fortifications et défenses qu'elle croira convenables, sans que les autorités marocaines puissent jamais y mettre obstacle.

*Article 8.* S. M. marocaine s'engage à concéder à perpétuité à S. M. Catholique, sur la côte de l'océan, près de Santa Cruz la Petite, le territoire suffisant pour la formation d'un établissement de pêche comme celui que l'Espagne y possédait autrefois.

Afin de mettre à exécution ce qui a été convenu dans cet article, les Gouvernements de S. M. Catholique et de S. M. marocaine se mettront préalablement d'accord et nommeront des commissaires de part et d'autre pour désigner le terrain et les limites que cet établissement devra occuper.

*Article 9.* S. M. marocaine s'engage à payer à S. M. Catholique, comme indemnité pour les frais de guerre, la somme de 20 millions de piastres, soit 400 millions de réaux de vellon. Cette somme sera remise en quatre versements à la personne désignée par S. M. Catholique dans le port désigné par S. M. le Roi du Maroc, et de la manière suivante : 100 millions de réaux de vellon le 1<sup>er</sup> juillet,

100 millions le 29 août, 200 millions le 29 octobre et 100 millions le 28 décembre de la présente année.

*Article 10.* S. M. le Roi du Maroc, en suivant l'exemple de ses illustres prédécesseurs qui accordèrent une protection si efficace et spéciale aux missionnaires espagnols, autorise l'établissement, dans la ville de Fès, d'une maison de missionnaires espagnols, et confirme en leur faveur tous les privilèges et exemptions que les précédents souverains du Maroc leur avaient accordés.

Ces missionnaires espagnols pourront, dans toutes les parties de l'Empire marocain où ils se trouvent ou s'établiront, se livrer librement à l'exercice de leur saint ministère et leurs personnes, maisons et hospices jouiront de toute la sécurité et la protection nécessaires.

S. M. le Roi du Maroc donnera dans ce sens les ordres opportuns à ses autorités et délégués pour qu'ils accomplissent en tout temps les stipulations contenues dans cet article.

*Article 11.* Il a été convenu expressément que, lorsque les troupes espagnoles évacueront Tétouan, il pourra être acheté l'espace de territoire nécessaire, près le consulat d'Espagne, pour la construction d'une église dans laquelle les prêtres espagnols pourront exercer le culte catholique et célébrer des messes pour les soldats espagnols morts pendant la guerre.

S. M. le Roi du Maroc promet que l'église, l'habitation des prêtres et les cimetières des Espagnols seront respectés et il donnera les ordres nécessaires à ce sujet.

*Article 12.* Afin d'éviter des événements comme ceux qui ont occasionné la dernière guerre et faciliter autant que possible la bonne intelligence entre les deux gouvernements, il a été convenu que le représentant de S. M. la Reine des Espagnes dans les Etats du Maroc résidera à Tétouan ou dans la ville que S. M. Catholique jugera le plus convenable pour la protection des intérêts espagnols et le maintien des relations amicales entre les deux Etats.

*Article 13.* Il sera conclu dans le plus bref délai possible un traité de commerce par lequel tous les avantages déjà accordés ou qui seraient accordés à l'avenir à la nation la plus favorisée seront concédés aux sujets espagnols.

S. M. le Roi du Maroc, persuadé de la convenance de cultiver les relations commerciales entre les deux peuples, offre de contribuer pour sa part à faciliter autant que possible lesdites relations, en ayant égard aux nécessités mutuelles et à la convenance des deux parties.

*Article 14.* Jusqu'à ce que le traité de commerce dont il vient d'être question soit conclu, les traités existants entre les deux nations avant la dernière guerre resteront en vigueur en tant qu'il n'y a pas été dérogé par le présent.

Dans un bref délai qui ne dépassera un mois après la ratification de ce traité, les commissaires nommés par les deux gouvernements se réuniront pour conclure le traité de commerce.

*Article 15.* S. M. le Roi du Maroc concède aux sujets espagnols la permission d'acheter et emporter librement les bois des forêts de ses Etats, en payant les droits, à moins qu'il ne juge convenable, par une disposition générale, de prohiber l'exportation à toutes les nations, sans que pour cela la concession faite à S. M. Catholique par le traité de 1799 soit considérée comme modifiée.

*Article 16.* Les prisonniers faits par les troupes de l'une et de l'autre armée, pendant la guerre qui vient de finir, seront immédiatement mis en liberté et livrés aux autorités respectives des deux Etats.

Le présent traité sera ratifié dans le plus bref délai possible et l'échange des ratifications aura lieu à Tétouan dans le délai de vingt jours, ou plus tôt, si faire se peut.



En foi de quoi, les soussignés ont fait ce traité en langues espagnole et arabe en quatre exemplaires : un pour S. M. Catholique, un pour S. M. marocaine, un qui restera entre les mains de l'agent diplomatique ou du consul général d'Espagne au Maroc, et le dernier pour le ministre des relations extérieures de ce Royaume.

Les plénipotentiaires l'ont signé et cacheté du sceau de leurs armes, à Tétouan, le 26 avril 1860 (correspondant au 4 Chidal 1266 de l'hégire).

(L.S.) LUIS GARCÍA.

(L.S.) THOMAS DE LIQUES Y BARDAJI.

(L.S.) Le serviteur de son Créateur, MOHAMMED EL JETIB.

(L.S.) Le serviteur de son Dieu, AHMED EL CHAELI,  
fils d'ABD EL MELEK.

---

#### Annexe 36 <sup>1</sup>

Le Sultan a envoyé à Madrid l'ambassadeur Sidi Bricha (juin 1878) lequel a présenté le 14 dudit mois une note intéressante dans laquelle ... il offrait une indemnisation en échange de la renonciation par l'Espagne sur ses droits dérivés de l'article 8 du traité. Il fut normal que cette proposition ait été rejetée. Le Gouvernement de S. M. Catholique, d'après la note du ministre d'Etat, ne pouvait accepter de lui-même l'indemnisation offerte par S. M. chérifienne étant donné que cette renonciation équivalait à l'abandon d'un territoire. Cela nécessite, d'après la Constitution, le vote d'une loi par les Cortes.

Etant donné qu'il ne convenait pas de résoudre cette affaire, sinon en accord avec le Sultan ; étant donné aussi les dangers que présentait l'établissement si les tribus étaient en lutte entre elles et étant donné enfin que les principaux géographes espagnols n'étaient pas arrivés à se mettre d'accord au sujet du véritable emplacement de l'ancienne Santa Cruz, le Gouvernement espagnol proposa ... une fois clarifiées toutes ces considérations, que le Gouvernement du Sultan pouvait alors proposer ... le chiffre définitif de l'indemnisation, mais lui-même se réservait le droit de décider si l'article 8 du traité devait être appliqué ou bien d'accepter une compensation. Dans ce dernier cas, il devra recourir aux Cortes...

---

<sup>1</sup> Becker, *Historia de Marruecos*, p. 320-321.

## Annexe 37

LETTRE DU MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE D'ESPAGNE À TANGER  
À SON MINISTRE D'ÉTAT <sup>1</sup>

Tanger, 16 mars 1881.

Au début de l'année en cours, M. Abdelkrim Bricha (riche commerçant marocain, fort apprécié et favorisé par le Sultan qui lui confie des missions importantes) s'est présenté pour me dire qu'il avait été chargé par l'Empereur afin de traiter avec moi une formule de substitution à l'obligation acquise par l'article 8 du traité de 1860 de remettre à l'Espagne le territoire qu'elle occupait, dans le passé, à la place de l'établissement de Santa Cruz de Mar Pequeña, sur la côte occidentale du Maroc. Sidi Bricha m'informa qu'il était autorisé à offrir une forte somme en échange du territoire.

J'ai répondu à Sidi Bricha que je n'avais pas les pouvoirs pour négocier à ce sujet en dehors des stipulations du traité, la seule chose que je pouvais faire était de transmettre sa proposition au Gouvernement de Sa Majesté. C'est ce que j'ai fait mais le ministre d'Etat de l'époque m'a répondu que la proposition était inacceptable.

M. Bricha, non satisfait par cette réponse et croyant que le nouveau ministre serait mieux disposé, il s'est présenté à nouveau chez moi aujourd'hui en offrant une somme plus importante à payer dans les mêmes conditions que l'indemnisation de guerre, c'est-à-dire, avec les revenus des douanes...

Il est à remarquer que, le mois de novembre 1877, l'ambassadeur Abdeslem Souissi est allé à Madrid pour féliciter Sa Majesté pour son intronisation et a profité de l'occasion pour lui parler de la nécessité de trouver une autre solution à la disposition de l'article 8, car le Gouvernement marocain n'était pas en mesure de l'exécuter...

En 1878 Sidi Bricha, envoyé par le Sultan pour féliciter Sa Majesté à l'occasion de son mariage, insista sur la modification du traité...

Pendant le printemps de 1880, Sidi Bricha est allé à nouveau à Madrid, à l'occasion de la conférence, et il a demandé à ce qu'on ne laisse pas en suspens une affaire qui risque d'altérer les bonnes relations actuelles...

---

<sup>1</sup> *Documentos presentados a las Cortes españolas*, 1882, p. 1.

## Annexe 37 bis

## RAPPORT DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BELGIQUE N° 2829 EN DATE DU 24 OCTOBRE 1900 ET NOTE DE L'AMBASSADE D'ESPAGNE À BRUXELLES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BELGIQUE

*Ce 19 octobre 1900, le ministre d'Espagne m'a fait l'exposé suivant :*

L'une des clauses du *traité de 1859* entre l'Espagne et le Maroc donne à la première de ces puissances un port du nom de San ...

Jusqu'à ces derniers temps le Gouvernement de Madrid ne s'est pas prévalu de cette clause et quand récemment il a voulu en poursuivre l'exécution l'on n'est pas parvenu à désigner la baie de San ... Après avoir longtemps cherché l'on a fini par désigner de commun accord *le port d'Ifni* comme celui qu'avaient en vue les auteurs du traité de 1859.

Le Gouvernement chérifien est disposé à mettre le Gouvernement espagnol en possession de ce port.

L'Espagne voudrait l'échanger contre celui qui est situé entre Ifni et le cap Bojador. Elle vient de donner l'ordre à son ministre d'ouvrir des négociations sur cet échange et sur la cession de la côte de *Tarfaya entre le Draa et le cap Bojador* moyennant des compensations équitables que le cabinet de Madrid est prêt à discuter.

Son Excellence m'a dit que les excellentes raisons existant entre l'Espagne et la France donnaient à son gouvernement l'assurance que du côté de cette dernière puissance aucune objection ne serait soulevée contre ce projet. Du côté de l'Angleterre il résulte d'un entretien du ministre d'Espagne à Londres avec le chef du Foreign Office que la Grande-Bretagne n'interviendrait que si la France faisait une expédition importante ayant le Maroc pour objet. Son Excellence a ajouté qu'il n'entraînait pas dans les vues du cabinet de Madrid de recourir à la force des armes pour faire prévaloir ses légitimes revendications mais que l'on pensait qu'une démarche collective des représentants des puissances à Tanger pourrait avoir, comme dans d'autres circonstances, une très grande influence sur l'attitude du Gouvernement chérifien. Son Excellence, d'ordre de son gouvernement, a sollicité l'intervention dans ce sens et sous cette forme du ministre du Roi au Maroc.

J'ai répondu en rappelant la situation particulière de la Belgique dans le droit international, sa neutralité et la règle, invariablement suivie par nous depuis 1830, d'éviter de nous mêler aux démarches qui revêtent un caractère politique. J'ai fait remarquer que c'était précisément un concours sur ce terrain politique que l'Espagne réclamait de nous. J'ai ajouté que, cette réserve faite, la question serait examinée avec bienveillance, que les instructions qui seraient données à M. Auspach s'inspireraient des sentiments de la très vive sympathie que nous éprouvons pour son pays et que notre ministre à Tanger prêterait tout le concours compatible avec notre neutralité.

Légation d'Espagne  
Bruxelles

19 octobre 1900.

Le Gouvernement chérifien ayant reconnu les droits de l'Espagne sur Ifni et étant disposé à nous mettre en possession de ce port, le Gouvernement espagnol vient de donner des instructions à son représentant à Tanger pour négocier l'échange entre le port d'Ifni et un autre port situé *entre Ifni et le cap Bojador ainsi que la cession de la côte de Tarfaya entre le Draa et le cap Bojador* moyennant des compensations équitables que l'Espagne est prête à discuter.

---

#### Annexe 38

EXTRAIT DE DOMENECH LAFUENTE, *ALGO SOBRE RÍO DE ORO*

*Page 45 :*

La presqu'île du Río de Oro avait été achetée par la société de *Pesquerías canario-africanas*. Pour cela, depuis le mois de mars jusqu'au mois de septembre 1881, elle a fondé un ponton dans la baie en attirant les indigènes moyennant des cadeaux et de l'argent. Elle a pu amener trois des indigènes les plus importants à Arrecife (Lanzarote) afin de traiter et céder leurs propriétés.

---

## Annexe 39

## CONVENTION SIGNÉE LE 28 NOVEMBRE 1884 PAR LES INDIGÈNES DE LA CÔTE DU CAP BLANC ET M. BONELLI, REPRÉSENTANT DE LA SOCIÉTÉ ESPAGNOLE D'AFRICANISTES

Louange à Allah l'unique !

Seul son règne est durable !

Ceux dont les noms figurent après la date déclarent qu'est arrivé au territoire de la tribu des Oulad Bou Sba, en bordure de mer, don Emilio Bonelli, représentant de la Société espagnole d'africanistes, résidant à Madrid, ville de S. M le roi d'Espagne, avec mission de commercer, vendre et acheter.

Il a construit sur notre territoire une maison sur laquelle flotte le drapeau espagnol et nous lui avons remis le territoire appelé *Uedibée* ou cap Blanc de la côte, pour qu'il se trouve sous la protection et l'autorité exclusive de S. M. le roi d'Espagne don Alfonso XII.

Stipulons entre lui et nous que nous n'admettrons d'autres sujets d'une nation chrétienne que les sujets qui appartiennent à la nation espagnole que nous respecterons et considérerons dans leurs personnes et leurs biens à l'image du respect et de la considération que nous portons à la religion de notre prophète Mohamed (que la bénédiction et la paix soient avec lui !).

Par ce contrat volontaire et avantageux pour le bien et l'amitié sincère entre musulmans et Espagnols, le déclarons avec satisfaction en notre qualité de représentants du chérif Abdel Aziz Ould el Mami, cheik de la tribu précitée.

Et la paix.

Au 28 novembre de l'an 1884.

---

## Annexe 40

ORDRE ROYAL CIRCULAIRE AUX REPRÉSENTANTS DE SA MAJESTÉ À L'ÉTRANGER, LES CHARGEANT DE NOTIFIER LE PROTECTORAT DANS LES TERRITOIRES DE LA CÔTE OCCIDENTALE DE L'AFRIQUE COMPRIS ENTRE LA BAIE DE L'OUEST ET LE CAP BOJADOR ET CI-JOINT ACCORD AVEC LES INDIGÈNES DU CAP BLANC DU 28 NOVEMBRE 1884 DATÉ À MADRID DU 26 DÉCEMBRE 1884<sup>1</sup>

Ministère d'Etat  
Section politique

Madrid, 26 décembre 1884.

Excellence,

Compte tenu des demandes faites, en diverses occasions, par la Société espagnole des africanistes et colonialistes et celle des Pêcheries canario-africaines considérant l'importance des installations espagnoles établies au Río de Oro (lat. 23° 36' N. ; long. 9° 49' O.), dans la baie de Cintra (lat. 23° O., 6° N. ; long. 10° 1' O.) et la baie de l'Ouest (lat. 2° 51' N. ; long. 10° 56' O.) dans la côte occidentale d'Afrique compte tenu des documents que les tribus indépendantes de cette partie de la côte, qui en plusieurs occasions ont demandé et obtenu la protection des Espagnols, ont signé devant le représentant de la Société espagnole des africanistes et des colonialistes M. Emilio Bonelli, lors de l'expédition qu'il a réalisée, au cours du mois de novembre dernier, à bord de la goélette de guerre *Ceres* avec le capitaine de frégate M. Pedro de la Fuente, S. M. le Roi (que Dieu le glorifie) voulant donner une preuve de la sollicitude avec laquelle il essaie de promouvoir les intérêts de l'industrie et du commerce de l'Espagne, a décidé, sur proposition du ministre qui souscrit, et en accord avec son conseil des ministres, de confirmer les actes d'adhésion signés par-devant M. Bonelli et de prendre sous sa protection les territoires de la côte occidentale d'Afrique compris entre ladite baie de l'Ouest et le cap Bojador (lat. 26° 8' N ; long. 8° 17' O.) et dans laquelle se trouve, en plus des points cités, les Pointes (*las Puntas*) et la Bombarda, sans préjudice des droits de tiers qui subsisteraient et pourraient être prouvés.

Aussi, il est de la volonté de Sa Majesté que cette résolution royale soit communiquée à Votre Excellence afin que vous la portiez à la connaissance du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Dieu, etc.

J. ELDUAYEN.

---

<sup>1</sup> Raventos, *Textos internacionales*, t. I, p. 128.

## Annexe 40 bis

## SAHARA OCCIDENTAL ET ADRAR

TRAITÉS RECONNAISSANT LA SOUVERAINETÉ ET LE PROTECTO-RAT DE L'ESPAGNE, SIGNÉS AVEC DIFFÉRENTS CHEFS DU SAHARA OCCIDENTAL DANS LE TERRITOIRE D'IYIL (12 JUILLET 1886)

## I

Dans le territoire nommé Iyil (Sahara occidental), cinq kilomètres vers le sud-ouest du puits Auig à 22° 28' de latitude nord, 9° 9' 15" de longitude ouest du méridien de Madrid, le 12 juillet 1886 (10 Chaoual de l'année 1303 de l'hégire),

La Société espagnole de géographie commerciale et ses représentants MM. Julio Cervera y Baviera, capitaine du génie, Francisco Quiroga y Rodriguez, docteur ès sciences, professeur à l'Université de Madrid, et Felipe Rizzo y Ramirez, consul et professeur de langues, spécialiste en arabe : tous trois ayant formé la commission envoyée par la Société afin d'explorer et étudier les particularités du Sahara occidental et étant autorisés formellement par le Gouvernement espagnol, déclarent :

Tous les territoires compris entre la côte des possessions espagnoles de l'Atlantique du cap Bojador au cap Blanc et la limite occidentale de l'Adrar appartiennent à l'Espagne à partir d'aujourd'hui.

Sont compris entre ces territoires : El Auig, le Sabja de Iyil, le Tiris occidental, Ausert, Neggir, El Regg, Rsaïbet el Aidhzem, Tenuca, Adrar Soutouf, Guerguer et tous les territoires occupés par les familles Ouled Bou Sba, les Mechdzouf, Ehel Sidi-Mhammed, Er Rguïbet, et les quatre branches des Ouled Dlim, c'est-à-dire Ouled Fligui, Ouled Tegued-di, les Aroussiyine, Tidrarin, Ouled Bericalah et d'autres moins importantes.

Lors de la prise de possession, le drapeau national a été hissé et le présent traité montré à plusieurs Arabes, représentants des tribus nommées auparavant. Parmi ces personnes se trouvent les chefs suivants :

Le cheik d'Ouled Bou Sba, Sidi Lafdzal, le chérif Sidi Bechir Ben es Sayyid Sbai, le chérif Abd el Uedud, le chérif Abd el Aziz Ben Abd el Koddous, le chérif Mohammed Ben el Mujitir, Ould Efrut, le cheik d'Er Reguibet, Ouled Sidi Mohamed, l'émir Ould Muhammed, ancien propriétaire des salines d'Iyil, et le cheik de la tribu de Sidi Mohamed ; El Hafazd, le cheik d'Ouled el Fligui, Ahmeyyen, cheik d'Ouled Udeïca, Muhammed Abid El-Lah, le cheik d'Ouled Bo Amar, Sidi Baba, le cheik d'Ouled Tegueddi ; les quatre derniers sont les représentants des quatre branches des Ouled Dlem. Tous sont d'accord avec le présent traité et ont nommé leur représentant pour le signer, le Hadj Abd el Kader l'Ajdar.

En foi de quoi nous signons avec M. le représentant arabe à Iyil le 12 juillet 1886.

## II

Dans le territoire d'Iyil, frontière de l'Adrar Tmar et au douzième jour du mois de juillet de 1886 (10 Chaoual de l'an 1303 de l'hégire), la Société espagnole de géographie commerciale et en son nom don Julio Cervera y Baviera, capitaine du génie ; don Francisco Quiroga y Rodriguez, docteur ès sciences, professeur de l'Université de Madrid, et don Felipe Rizzo Ramirez, consul de première classe et professeur de langues et, en particulier, d'arabe ; les trois en commission envoyée par ladite société pour mener à bout les voyages d'exploration et d'étude à l'intérieur du Sahara occidental et antérieurement autorisée par le Gouvernement espagnol, déclarent ce qui suit :

Ahmed Ben Mohammed Ould Aïda, cheik d'Adrar Tmar, chef de la puissante tribu de Yahya Ould Azman, accompagné des principales personnalités de sa cour : le chérif Yeddou, des fils de Sidi Yahya ; Azman Ould Mohamed Ben Kaimich, Edreïkh Ould Eynen Al Chinguiti, Sid Brahim Ould Megguid ; Sid Ahmed Ould Edde et Sidi Abiggid Ben Fermin, reconnaît la souveraineté espagnole sur tout le territoire de l'Adrar Tmar et se met avec sa tribu sous la protection du Gouvernement espagnol.

Les limites du territoire cité reconnues par les Arabes du Sahara occidental s'étendent depuis le Tudin au nord de Ouadane jusqu'à Aksar au sud de Oujeft ; et depuis Djil et le puits Guimit, par l'ouest, jusqu'à Tixit, par l'est, en preuve de soumission et subordination, le cheik Ahmed Ben Mohamed Ould Aïda, donne son cheval et son fusil au chef de la commission espagnole et sollicite du gouvernement l'usage d'un cachet spécial pour authentifier les documents et correspondances officiels qu'il adressera par la suite aux autorités espagnoles. Et pour que soit certaine la signature, avec nous comme représentant d'Ahmed Ben Mohamed Ould Aïda, qui ne sait pas signer, le chérif Yeddou, des fils de Sidi Yahya, a signé.

A Iyil, le 12 juillet de 1886 (*correspondant au 10 Chaoual 1303*). (*Signatures*)<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Les droits reconnus à l'Espagne par ces accords ont été plus ou moins contestés par le Gouvernement français. La commission mixte nommée en 1886, avec pour objet de régler aussi bien les différends suscités au Rio Muni, approuve, réservant à la forme définitive un accord qui délimite les unes et les autres possessions au Sahara venant à suivre les lignes du parallèle 21° 20' latitude nord et le méridien 10° longitude ouest de Paris. Ledit pacte n'a pas encore été ratifié par les deux États, c'est à lui que se réfère sans doute l'auteur anglais Hertslet en citant un règlement du 26 décembre 1886 avec les conditions mentionnées.



## Annexe 41

DÉCRET ROYAL ÉTABLI  
PAR LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DES MINISTRES  
LE 10 JUILLET 1885

*Article premier.* Le protectorat qui s'est constitué par l'ordre royal du 26 décembre dernier, sur le territoire occidental de l'Afrique, se trouvant entre le cap Bojador et la baie de l'Ouest au cap Blanc, relèvera de l'autorité du ministère d'outre-mer.

*Article 2.* Il sera nommé un fonctionnaire dépendant directement de ce ministère qui sera le délégué du gouvernement et qui, sous le nom de commissaire royal, résidera sur la côte mentionnée.

*Article 3.* Le poste de commissaire sera doté (pourvu) de toutes les facultés et attributions indispensables pour la gouvernance et la défense des établissements fondés ou qui seront fondés à l'avenir à l'intérieur des territoires couverts par le protectorat.

*Article 4.* Il aura de plus la faculté de faire des traités avec les indigènes aussi que de prendre possession des terrains qui n'auraient pas de propriétaires connus tout en faisant part, dans les deux cas, au gouvernement afin de recevoir l'approbation due.

*Article 5.* Il aura, de même, le commandement des forces de mer et de terre qui se trouveront là pour le soutien de l'ordre et la défense des territoires protégés.

*Article 6.* Il exercera, enfin, la juridiction civile et criminelle ordinaire, sous la dépendance et avec appel à l'audience des Canaries aussi bien sur terre qu'à l'intérieur de la zone maritime appartenant à la côte mentionnée.

*Article 7.* Les ministères d'outre-mer, d'Etat, de grâce et de justice, de guerre et de marine, dicteront les dispositions nécessaires à l'exécution de ce présent décret.

---

## Annexe 42

DÉCRET ROYAL  
ÉTABLI PAR LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DES MINISTRES  
LE 6 AVRIL 1887 <sup>1</sup>

*Article premier.* Les territoires de la côte saharienne se trouvant entre la baie de l'Ouest du cap Blanc situé aux 20° 51' de latitude nord et 10° 56' de longitude Ouest et le cap Bojador situé aux 26° 8' de latitude nord et 8° 17' de longitude nord sont incorporés à la capitainerie générale des îles Canaries.

*Article 2.* Le commissaire royal qui, au nom de mon gouvernement, exerce son autorité sur ces possessions prendra à l'avenir le titre de sous-gouverneur politico-militaire de Rio de Oro, ce poste étant confié par le ministre de la guerre à un officier de l'armée dont le salaire et la gratification seront prélevés sur le budget de la guerre.

*Article 3.* Le ministre de la guerre dictera les ordres nécessaires à l'exécution de ce décret.

---

<sup>1</sup> Alcalá Galiano, *Pesquerías y comercio*, p. 311.

## Annexe 43

CONVENTION POUR LA DÉLIMITATION DES POSSESSIONS  
FRANÇAISES ET ESPAGNOLES DANS L'AFRIQUE OCCIDENTALE,  
SUR LA CÔTE DU SAHARA ET SUR LA CÔTE DU GOLFE  
DE GUINÉE, SIGNÉE À PARIS LE 27 JUIN 1900<sup>1</sup>

S. M. le Roi d'Espagne, et en son nom S. M. la Reine régente du Royaume, et le Président de la République française, désireux de resserrer les liens d'amitié et de bon voisinage qui existent entre les deux pays, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention spéciale pour la délimitation des possessions espagnoles et françaises dans l'Afrique occidentale, sur la côte du Sahara et sur la côte du golfe de Guinée, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Espagne, et en son nom S. M. la Reine régente,

S. Exc. M. Fernando de León y Castillo, décoré du collier de l'Ordre royal et distingué de Charles III, grand-croix de l'ordre national de la Légion d'honneur, membre de l'Académie des sciences morales et politiques de Madrid, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française ;

et le Président de la République française,

S. Exc. M. Th. Delcassé, député, ministre des affaires étrangères de la République française, chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre royal et distingué de Charles III,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

*Article premier.* Sur la côte du Sahara, la limite entre les possessions françaises et espagnoles suivra une ligne qui, partant du point indiqué par la carte de détail A juxtaposée à la carte formant l'annexe 2 à la présente convention, sur la côte occidentale de la péninsule du cap Blanc, entre l'extrémité de ce cap et la baie de l'Ouest, gagnera le milieu de ladite péninsule, puis, en divisant celle-ci par moitié autant que le permettra le terrain, remontera au nord jusqu'au point de rencontre avec le parallèle 21° 20' de latitude nord. La frontière se continuera à l'est sur le 21° 20' de latitude nord jusqu'à l'intersection de ce parallèle avec le méridien 15° 20' ouest de Paris (13° ouest de Greenwich). De ce point, la ligne de démarcation s'élèvera dans la direction du nord-ouest en décrivant entre les méridiens 15° 20' et 16° 20' ouest de Paris (13° et 14° ouest de Greenwich), une courbe qui sera tracée de façon à laisser à la France, avec leurs dépendances, les salines de la région d'Idjil, de la rive extérieure desquelles la frontière se tiendra à une distance d'au moins 20 kilomètres. Du point de rencontre de ladite courbe avec le méridien 15° 20' ouest de Paris (13° ouest de Greenwich), la frontière gagnera aussi directement que possible l'intersection du tropique du Cancer avec le méridien 14° 20' ouest de Paris (12° ouest de Greenwich) et se prolongera sur ce dernier méridien dans la direction du nord.

Il est entendu que, dans la région du cap Blanc, la délimitation qui devra y être

<sup>1</sup> Espinosa, *España en Marruecos*, annexe.

effectuée par la commission spéciale visée à l'article 8 de la présente convention s'opérera de façon que la partie occidentale de la péninsule, y compris la baie de l'Ouest, soit attribuée à l'Espagne, et que le cap Blanc proprement dit et la partie orientale de la même péninsule demeurent à la France.

*Article 2.* Dans le chenal situé entre la pointe du cap Blanc et le banc de la Bayadère, ainsi que dans les eaux de la baie du Lévrier, limitée par une ligne reliant l'extrémité du cap Blanc à la pointe dite « de la Coquille » (carte de détail A juxtaposée à la carte formant l'annexe 2 de la présente convention), les sujets espagnols continueront comme par le passé à exercer l'industrie de la pêche concurremment avec les ressortissants français. Sur le rivage de ladite baie, les pêcheurs espagnols pourront se livrer à toutes les opérations accessoires de la même industrie telles que séchage des filets, réparation des engins, préparation du poisson. Dans les mêmes limites, ils pourront élever des constructions légères et établir des campements provisoires, ces constructions et campements devront être enlevés par les pêcheurs espagnols toutes les fois qu'ils reprendront la haute mer, le tout à la condition expresse de ne porter atteinte, en aucun cas ni en aucun temps, aux propriétés publiques ou privées.

*Article 3.* Le sel extrait des salines de la région d'Idjil et acheminé directement par terre sur les possessions espagnoles de la côte du Sahara ne sera soumis à aucun droit d'exportation.

*Article 4.* La limite entre les possessions espagnoles et françaises sur la côte du golfe de Guinée partira du point d'intersection du thalweg de la rivière Mouni avec une ligne droite tirée de la pointe Coco Beach à la pointe Diéké. Elle remontera ensuite le thalweg de la rivière Mouni et celui de la rivière Outemboni jusqu'au point où cette dernière rivière est coupée pour la première fois par le 1<sup>er</sup> degré de latitude nord et se confondra avec ce parallèle jusqu'à son intersection avec le 9<sup>e</sup> degré de longitude est de Paris (11° 20' est de Greenwich).

De ce point la ligne de démarcation sera formée par ledit méridien 9° est de Paris jusqu'à sa rencontre avec la frontière méridionale de la colonie allemande de Cameroun.

*Article 5.* Les navires français jouiront pour l'accès par mer de la rivière Mouni, dans les eaux territoriales espagnoles, de toutes les facilités dont pourront bénéficier les navires espagnols. Il en sera de même, à titre de réciprocité, pour les navires espagnols dans les eaux territoriales françaises.

La navigation et la pêche seront libres pour les ressortissants espagnols et français dans les rivières Mouni et Outemboni.

La police de la navigation et de la pêche dans ces rivières, dans les eaux territoriales espagnoles et françaises aux abords de l'entrée de la rivière Moundi, ainsi que les autres questions relatives aux rapports entre frontaliers, les dispositions concernant l'éclairage, le balisage, l'aménagement et la jouissance des eaux feront l'objet d'arrangements concertés entre les deux gouvernements.

*Article 6.* Les droits et avantages qui découlent des articles 2, 3 et 5 de la présente convention, étant stipulés à raison du caractère commun ou limitrophe des baies, embouchures, rivières et territoires susmentionnés, seront exclusivement réservés aux ressortissants des deux hautes parties contractantes et ne pourront en aucune façon être transmis ou concédés aux ressortissants d'autres nations.

*Article 7.* Dans le cas où le Gouvernement espagnol voudrait céder, à quelque titre que ce fût, en tout ou en partie, les possessions qui lui sont reconnues par les articles 1 et 4 de la présente convention, ainsi que les îles Elobey et l'île Corisco voisines du littoral du Congo français, le Gouvernement français jouira d'un

droit de préférence dans les conditions semblables à celles qui seraient proposées audit Gouvernement espagnol.

*Article 8.* Les frontières déterminées par la présente convention sont inscrites sous les réserves formulées dans l'annexe 1 à la présente convention sur les cartes ci-jointes (annexes nos 2 et 3).

Les deux gouvernements s'engagent à désigner, dans le délai de quatre mois à compter de la date de l'échange des ratifications, des commissaires qui seront chargés de tracer sur les lieux les lignes de démarcation entre les possessions françaises et espagnoles, en conformité et suivant l'esprit des dispositions de la présente convention.

*Il est entendu entre les deux Puissances contractantes qu'aucun changement ultérieur dans la position du thalweg des rivières Mouni et Outemboni n'affectera les droits de propriété sur les îles qui auront été attribuées à chacune des deux Puissances par le procès-verbal des commissaires dûment approuvé par les deux gouvernements.*

*Article 9.* Les deux Puissances contractantes s'engagent réciproquement à traiter avec bienveillance les chefs qui, ayant eu des traités avec l'une d'elles, se trouveront en vertu de la présente convention passer sous la souveraineté de l'autre.

*Article 10.* La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois et plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 27 juin 1900.

*Annexe 1.* Bien que le tracé des lignes de démarcation sur les cartes annexées à la présente convention (annexes nos 2 et 3) soit supposé être généralement exact, il ne peut être considéré comme une représentation absolument correcte de ces lignes à moins qu'il n'ait été confirmé par le nouveau plan.

---

## Annexe 44

PROJET DE TRAITÉ FRANCO-ESPAGNOL DE 1902 <sup>1</sup>

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne, heureux de constater les relations cordiales qui existent entre la France et l'Espagne, et voulant les fortifier encore dans l'avenir, pour le bien commun des deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

*Article premier.* La France, par la communauté des frontières, l'Espagne, par la possession des présides et ses divers intérêts en relation avec le territoire du Maroc, ont un intérêt prééminent au maintien de l'indépendance territoriale, politique, économique, administrative, militaire et financière du Maroc.

Elles ne concluront donc, avec une puissance quelconque, aucune convention d'aucune sorte ni ne s'associeront, soit directement, soit indirectement, à aucun acte qui devrait avoir pour effet, soit d'y favoriser l'établissement d'une influence étrangère, soit d'y nuire à l'action légitime et aux intérêts de l'une d'elles et sans son consentement préalable.

*Article 2.* Si par la faiblesse du Gouvernement marocain, par son impuissance à assurer l'ordre et la sécurité, ou pour toute autre cause, le maintien du *statu quo* devenait impossible, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne déterminent comme il suit les limites à l'intérieur desquelles chacun d'eux aurait le droit exclusif de rétablir la tranquillité, de protéger la vie et les biens des personnes, et de garantir la liberté des transactions commerciales.

*Article 3.* D'une part, la ligne de démarcation entre les sphères d'influence française et espagnole partira de l'intersection du méridien 14° 20' ouest de Paris (12° ouest de Greenwich) visé par la convention du 27 juin 1900, avec le 26° degré de latitude nord qu'elle suivra vers l'est jusqu'à son intersection avec la route tracée en pointillé sur la carte formant l'annexe n° 1 à la présente convention, et y reliant Bir el Abbas à Mader Ym Ongadir en passant par Tindouf. De ce point de rencontre, elle remontera dans la direction du nord-ouest et jusqu'à son intersection avec l'oued Merkala ladite route, dont l'usage sera commun dans cette section aux ressortissants français et espagnols, le sol de la route ainsi que celui de Tindouf et de sa banlieue restant toutefois dans la sphère d'influence française ; à partir de ce point d'intersection, la ligne de démarcation remontera le thalweg de l'oued Merkala jusqu'à sa source, pour gagner de là, directement, par le parallèle passant par ladite source, le 10° de longitude ouest de Paris (7° 40' ouest de Greenwich) qu'elle suivra vers le nord jusqu'à sa rencontre avec l'oued Draa. Elle remontera ensuite, par thalweg, l'oued Draa jusqu'à Bounou remontant par l'affluent du Draa qui le rejoint près de Beni Smigin vers le nord, et le suivant jusqu'à Taghalt ; de là, elle rejoindra Tirzin Ourkan et passant entre Ymitez el Tiilit vers la source de l'oued Dades pour remonter les crêtes de l'Atlas qu'elle suivra en descendant jusqu'au cap Ghir, passant par Tizi on Rijint, Ait Ymi, Telouet, Tagherat, Touchka, Bibana et Bibaouan. Bien entendu qu'en cas de doute on s'en tiendra toujours pour

<sup>1</sup> Rouard de Card, *La question marocaine et la négociation franco-espagnole de 1902*, Paris, 1912, p. 33.

l'exactitude de cette délimitation au principe de : que la ligne de démarcation sera celle qui divise les eaux.

Il est aussi entendu que, pour le commerce des caravanes du Sous, le Gouvernement espagnol pourra établir des entrepôts à Tindouf où lesdites caravanes auront également droit à l'usage de l'eau.

D'autre part, la ligne de démarcation entre les sphères de l'influence française et espagnole partira sur la côte de l'océan Atlantique de l'embouchure de l'oued Sebou dont elle remontera le thalweg depuis la mer jusqu'à son confluent avec l'oued Mikkes. Elle remontera ensuite, par leur thalweg, cette rivière et celle de ses branches qui passe par Medhouma. De la source de ce dernier cours d'eau, la ligne de démarcation gagnera directement la crête du djebel Beni Mtiz qu'elle suivra ainsi que la crête du djebel Ait Youssi jusqu'à l'oued Sebou, dont elle remontera ensuite le thalweg et celui de son premier affluent de droite. De la source de ce dernier cours d'eau, elle gagnera aussi directement que possible la source de l'affluent le plus proche de l'oued Bou Zennelan et descendra le thalweg de ces deux cours d'eau jusqu'à l'oued Ynaouen, elle suivra ensuite le thalweg de cette rivière jusqu'à sa source, puis rejoindra par Taza et Riata, suivant la crête de la montagne Rejida, et suivra ensuite le cours de la Moulouïa jusqu'à Medouhar et son débouché dans la Méditerranée.

*Article 4.* Les deux hautes parties contractantes, reconnaissant l'importance de la position de Tanger par rapport à la liberté nécessaire du détroit de Gibraltar, ne s'opposeraient pas éventuellement à la neutralisation de cette ville.

*Article 5.* En affirmant le caractère absolument pacifique de la présente convention, les deux hautes parties contractantes décident que si l'une d'elles, pour la protection de ses intérêts dans sa sphère d'influence, devait recourir à la force, elle ferait connaître préalablement à l'autre la nécessité où elle se trouve.

Si, pendant la période de *statu quo*, l'une des deux hautes parties contractantes, par suite d'une injure, d'un dommage, d'une menace à ses intérêts, se voyait réduite, pour obtenir satisfaction, à exercer une action coercitive temporaire sur un point quelconque du territoire marocain, elle ferait préalablement connaître à l'autre la nécessité où elle se trouve.

*Article 6.* Dans les questions qui pourraient être soulevées à propos de la présente convention, les deux hautes parties contractantes se prêteront l'une à l'autre l'appui de leur diplomatie.

*Article 7.* Les navires français jouiront pour l'accès par mer de l'oued Sous, de l'oued Sebou et de la Moulouïa, dans les eaux territoriales espagnoles, de toutes les facilités dont pourront bénéficier les navires espagnols. Il en sera de même, à titre de réciprocité, pour les navires espagnols dans les eaux territoriales françaises et l'accès, par mer, des fleuves compris dans sa zone d'influence.

La navigation et la pêche seront libres pour les ressortissants français et espagnols dans les rivières ou dans les parties de rivières communes.

La police de la navigation et de la pêche dans ces rivières ou dans ces parties de rivières, dans les eaux territoriales françaises et espagnoles aux abords de l'oued Sous, de l'oued Sebou et de la Moulouïa et les autres compris dans cette convention, ainsi que les autres questions relatives à l'éclairage, au balisage, à l'aménagement et à la jouissance des eaux feront l'objet d'arrangements concertés entre les deux gouvernements.

Les droits et avantages qui découlent du présent article étant stipulés à raison du caractère commun ou limitrophe des baies, embouchures ou rivières susmentionnées seront exclusivement réservées aux ressortissants des deux autres parties contractantes et ne pourront en aucune façon être transmis ou concédés aux

ressortissants d'autres nations sans l'accord commun des deux hautes parties aujourd'hui contractantes.

*Article 8.* Aucun droit différentiel en matière de navigation, de douanes, de transports par chemin de fer et généralement aucun privilège d'ordre commercial ne sera établi dans les sphères d'influence délimitées par la présente convention. Toutes facilités de transit et de circulation seront données, pour le commerce venant de l'intérieur ou s'y dirigeant, dans et par les territoires reconnus comme faisant partie des sphères d'influence espagnole et française, telles qu'elles sont délimitées dans l'article 3 de la présente convention.

*Article 9.* Aucune des deux hautes parties contractantes ne pourra, sans le consentement de l'autre, aliéner tout ou partie des territoires placés dans sa sphère d'influence.

*Article 10.* Les lignes de démarcation déterminées par l'article 3 de la présente convention sont tracées sur les cartes ci-jointes (annexes n<sup>os</sup> 1 et 2). Au cas où il y aurait lieu d'en faire l'application sur le terrain, il est convenu qu'il sera tenu compte, dans la mesure du possible, de la position des tribus limitrophes.

*Article 11.* La présente convention, étant destinée à rester secrète, ne pourra être divulguée, communiquée, ni publiée, en tout ou en partie, sans un accord préalable entre les deux hautes parties contractantes.

---



## Annexe 45

ACCORD FRANCO-ANGLAIS DU 8 AVRIL 1904<sup>1</sup>

*Article premier.* Le Gouvernement de Sa Majesté britannique déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique de l'Égypte.

De son côté, le Gouvernement de la République française déclare qu'il n'entravera pas l'action de l'Angleterre dans ce pays en demandant qu'un terme soit fixé à l'occupation britannique ou de toute autre manière, et qu'il donne son adhésion au projet de décret khédivial qui est annexé au présent arrangement, et qui contient les garanties jugées nécessaires pour la sauvegarde des intérêts des porteurs de la dette égyptienne, mais à la condition qu'après sa mise en vigueur aucune modification n'y pourra être introduite sans l'assentiment des puissances signataires de la convention de Londres de 1885.

Il est convenu que la direction générale des antiquités en Égypte continuera d'être, comme par le passé, confiée à un savant français.

Les écoles françaises en Égypte continueront à jouir de la même liberté que par le passé.

*Article 2.* Le Gouvernement de la République française déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique du Maroc.

De son côté, le Gouvernement de Sa Majesté britannique reconnaît qu'il appartient à la France, notamment comme puissance limitrophe du Maroc sur une vaste étendue, de veiller à la tranquillité dans ce pays, et de lui prêter son assistance pour toutes les réformes administratives, économiques, financières et militaires dont il a besoin.

Il déclare qu'il n'entravera pas l'action de la France à cet effet, sous réserve que cette action laissera intacts les droits dont, en vertu des traités, conventions, et usages, la Grande-Bretagne jouit au Maroc, y compris le droit de cabotage entre les ports marocains dont bénéficient les navires anglais depuis 1901.

*Article 3.* Le Gouvernement de Sa Majesté britannique, de son côté, respectera les droits dont, en vertu des traités, conventions et usages, la France jouit en Égypte, y compris le droit de cabotage accordé aux navires français entre les ports égyptiens.

*Article 4.* Les deux gouvernements, également attachés au principe de la liberté commerciale tant en Égypte qu'au Maroc, déclarent qu'ils ne s'y prêteront à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douanes ou autres taxes que dans l'établissement des tarifs de transport par chemin de fer.

Le commerce de l'une et l'autre nation avec le Maroc et avec l'Égypte jouira du même traitement pour le transit par les possessions françaises et britanniques en Afrique. Un accord entre les deux gouvernements réglera les conditions de ce transit et déterminera les points de pénétration.

Cet engagement réciproque est valable pour une période de trente ans. Faute de dénonciation expresse faite une année au moins à l'avance, cette période sera prolongée de cinq en cinq ans.

Toutefois le Gouvernement de la République française au Maroc et le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Égypte se réservent de veiller à ce que les concessions de routes, chemins de fer, ports, etc., soient données dans des

<sup>1</sup> Deloncle, *Statut international du Maroc*, 2<sup>e</sup> éd., p. 30.

conditions telles que l'autorité de l'Etat sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière.

*Article 5.* Le Gouvernement de Sa Majesté britannique déclare qu'il usera de son influence pour que les fonctionnaires français actuellement au service égyptien ne soient pas mis dans des conditions moins avantageuses que celles appliquées aux fonctionnaires anglais du même service.

Le Gouvernement de la République française, de son côté, n'aurait pas d'objection à ce que des conditions analogues fussent consenties aux fonctionnaires britanniques actuellement au service marocain.

*Article 6.* Afin d'assurer le libre passage du canal de Suez, le Gouvernement de Sa Majesté britannique déclare adhérer aux stipulations du traité conclu le 29 octobre 1888, et à leur mise en vigueur. Le libre passage du canal étant ainsi garanti, l'exécution de la dernière phrase du paragraphe 1 et celle du paragraphe 2 de l'article VIII de ce traité resteront suspendues.

*Article 7.* Afin d'assurer le libre passage du détroit de Gibraltar, les deux gouvernements conviennent de ne pas laisser élever des fortifications ou des ouvrages stratégiques quelconques sur la partie de la côte marocaine comprise entre Melilla et les hauteurs qui dominent la rive droite du Sebou exclusivement.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux points actuellement occupés par l'Espagne sur la rive marocaine de la Méditerranée.

*Article 8.* Les deux gouvernements, s'inspirant de leurs sentiments sincèrement amicaux pour l'Espagne, prennent en particulière considération les intérêts qu'elle tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine de la Méditerranée, et au sujet desquels le Gouvernement français se concertera avec le Gouvernement espagnol.

Communication sera faite au Gouvernement de Sa Majesté britannique de l'accord qui pourra intervenir à ce sujet entre la France et l'Espagne.

*Article 9.* Les deux gouvernements conviennent de se prêter l'appui de leur diplomatie pour l'exécution des clauses de la présente déclaration relative à l'Egypte et au Maroc.

En foi de quoi S. Exc. l'ambassadeur de la République française près S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, empereur des Indes, et le principal secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères de Sa Majesté britannique, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double expédition, le 8 avril 1904.

(L.S.)

PAUL CAMBON.  
LANSDOWNE.

## Annexe 46

DÉCLARATION FRANCO-ANGLAISE DU 8 AVRIL 1904<sup>1</sup>

## A

*Clauses secrètes*

*Article premier.* Dans le cas où l'un des deux gouvernements se verrait contraint, par la force des circonstances, de modifier sa politique vis-à-vis de l'Egypte ou du Maroc, les engagements qu'ils ont contractés l'un vers l'autre par les articles 4, 6 et 7 de la déclaration de ce jour demeureront intacts.

*Article 2.* Le Gouvernement de Sa Majesté britannique n'a pas l'intention de proposer, quant à présent, aux puissances de modifications au régime des capitulations et à l'organisation judiciaire en Egypte.

Dans le cas où il serait amené à envisager l'opportunité d'introduire à cet égard en Egypte des réformes tendant à assimiler la législation égyptienne à celle des autres pays civilisés, le Gouvernement de la République française ne refuserait pas d'examiner ces propositions, mais à la condition que le Gouvernement de Sa Majesté britannique accepterait d'examiner les suggestions que le Gouvernement de la République française pourrait avoir à lui adresser pour introduire au Maroc les réformes du même genre.

*Article 3.* Les deux gouvernements conviennent qu'une certaine quantité de territoire marocain adjacente à Melilla, Ceuta, et autres présides doit, le jour où le Sultan cessera d'exercer sur elle son autorité, tomber dans la sphère d'influence espagnole et que l'administration de la côte depuis Melilla jusqu'aux hauteurs de la rive droite du Sebou exclusivement sera confiée à l'Espagne.

Toutefois, l'Espagne devra, au préalable, donner son adhésion formelle aux dispositions des articles 4 et 7 de la déclaration de ce jour et s'engager à les exécuter.

Elle s'engagera en outre à ne point aliéner tout ou partie des territoires placés sous son autorité ou dans sa sphère d'influence.

*Article 4.* Si l'Espagne, invitée à adhérer aux dispositions de l'article précédent, croyait devoir s'abstenir, l'arrangement entre la France et la Grande-Bretagne, tel qu'il résulte de la déclaration de ce jour, n'en serait pas moins immédiatement applicable.

*Article 5.* Dans le cas où l'adhésion des autres puissances ne serait obtenue au projet de décret mentionné à l'article premier de la déclaration de ce jour, le Gouvernement de la République française ne s'opposera pas au remboursement au pair, à partir du 15 juillet 1910, des dettes garanties privilégiées et unifiées.

---

<sup>1</sup> Rivière, *Traité, codes et lois du Maroc*, p. 77-78.

## Annexe 47

DÉCLARATION DU 3 OCTOBRE 1904 RELATIVE  
À L'ARRANGEMENT FRANCO-ESPAGNOL <sup>1</sup>

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne, s'étant mis d'accord pour fixer l'étendue des droits et la garantie des intérêts qui résultent, pour la France, de ses possessions algériennes et, pour l'Espagne, de ses possessions <sup>2</sup> sur la côte du Maroc et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne ayant, en conséquence, donné son adhésion à la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904, relative au Maroc et à l'Egypte dont communication lui avait été faite par le Gouvernement de la République française,

Déclarent qu'ils demeurent fermement attachés à l'intégrité de l'Empire marocain sous la souveraineté du Sultan.

Signé à Paris, par M. Delcassé, ministre des affaires étrangères et M. le Marquis del Muni, ambassadeur d'Espagne (3 octobre 1904).

---

<sup>1</sup> Deloncle, *Statut international du Maroc*, p. 34.

<sup>2</sup> L'Espagne tient ses droits au Maroc de sa situation géographique spéciale et des « présides ». Ce sont de petites places fortes utilisées comme bagnes par les Espagnols. *Melilla* seule est un port franc qui jouit d'une certaine prospérité commerciale. Les autres, *Ceuta*, *Alhucemas*, *Ifni*, *Penon de Velez*, *Peregil*, *l'île Alboran* n'offrent pas un grand intérêt. L'Espagne fait remonter ses droits sur l'Afrique du Nord jusqu'au testament d'Isabelle la Catholique. Après des alternatives de perte et de conquête, elle s'est fait céder *Ceuta* en 1688...

## Annexe 48

TRAITÉ SECRET FRANCO-ESPAGNOL SUR LE MAROC  
(3 OCTOBRE 1904) <sup>1</sup>

Le Président de la République française et S. M. le Roi d'Espagne, voulant fixer l'étendue des droits et la garantie des intérêts qui résultent pour la France de ses possessions algériennes et pour l'Espagne de ses possessions sur la côte du Maroc, ont décidé de conclure une convention et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, S. Exc. M. Théophile Delcassé, député ministre des affaires étrangères de la République française, etc. ;

Et S. M. le Roi d'Espagne, S. Exc. M. de León y Castillo, marquis del Muni, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

## I

L'Espagne adhère, aux termes de la présente convention, à la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Egypte.

## II

La région située à l'ouest et au nord de la ligne ci-après déterminée constitue la sphère d'influence qui résulte pour l'Espagne de ses possessions sur la côte marocaine de la Méditerranée.

Dans cette zone est réservée à l'Espagne la même action qui est reconnue à la France par le deuxième paragraphe de l'article 2 de la déclaration du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Egypte.

Toutefois, tenant compte des difficultés actuelles et de l'intérêt réciproque qu'il y a à les aplanir, l'Espagne déclare qu'elle n'exercera cette action qu'après accord avec la France pendant la première période d'application de la présente convention, période qui ne pourra pas excéder quinze ans à partir de la signature de la convention.

De son côté, pendant la même période, la France, désirant que les droits et les intérêts reconnus à l'Espagne par la présente convention soient toujours respectés, fera part préalablement, au Gouvernement du Roi, de son action près du sultan du Maroc en ce qui concerne la sphère d'influence espagnole.

Cette première période expirée, et tant que durera le *statu quo*, l'action de la France près du Gouvernement marocain, en ce qui concerne la sphère d'influence réservée à l'Espagne, ne s'exercera qu'après accord avec le Gouvernement espagnol.

Pendant la première période, le Gouvernement de la République française fera son possible pour que, dans deux des ports à douane de la région ci-après déterminée, le délégué du représentant général des porteurs de l'emprunt marocain du 12 juillet 1904 soit de nationalité espagnole.

Partant de l'embouchure de la Moulouya, dans la mer Méditerranée, la ligne

<sup>1</sup> Deloncle, *Statut international du Maroc*, p. 352.

visée ci-dessus remontera le thalweg de ce fleuve jusqu'à l'alignement de la crête des hauteurs le plus rapprochées de la rive gauche de l'oued Delfa. De ce point, et sans pouvoir, en aucun cas, couper le cours de la Moulouya, la ligne de démarcation gagnera aussi directement que possible la ligne de faite séparant les bassins de la Moulouya et de l'oued Inaouen, de celui de l'oued Kert, puis elle continuera vers l'ouest par la ligne de faite séparant les bassins de l'oued Inaouen et de l'oued Sebou, de ceux de l'oued Kert et de l'oued Ouergha pour gagner par la crête la plus septentrionale le djebel Moulai-Bou-Chta. Elle remontera ensuite vers le nord, en se tenant à une distance d'au moins 25 kilomètres à l'est de la route de Fez à Ksar-el-Kébir, par Ouezzan, jusqu'à la rencontre de l'oued Loukkos, ou oued El-Kous, dont elle descendra le thalweg jusqu'à une distance de 5 kilomètres en aval du croisement de cette rivière avec la route précitée de Ksar-el-Kébir, par Ouezzan. De ce point, elle gagnera aussi directement que possible le rivage de l'océan Atlantique, au-dessus de la lagune de Ez-Zerga.

Cette délimitation est conforme à la délimitation tracée sur la carte annexée à la présente convention sous le n° 1.

### III

Dans le cas où l'état politique du Maroc et le Gouvernement chérifien ne pourraient plus subsister, ou si, par la faiblesse de ce gouvernement et son impuissance persistante à amener la sécurité et l'ordre public ou pour toute autre cause à constater d'un commun accord, le maintien du *statu quo* devenait impossible, l'Espagne pourrait exercer librement son action dans la région délimitée à l'article précédent et qui constitue dès à présent sa sphère d'influence.

### IV

Le Gouvernement marocain ayant, par l'article 8 du traité du 26 avril 1860, concédé à l'Espagne un établissement à Santa Cruz de Mar Pequeña (Ifni), il est entendu que le territoire de cet établissement ne dépassera pas le cours de l'oued Tazeroualt, depuis sa source jusqu'à son confluent avec l'oued Mesa, et le cours de l'oued Mesa, depuis ce confluent jusqu'à la mer, selon la carte n° 2 annexée à la présente convention.

### V

Pour compléter la délimitation indiquée par l'article premier de la convention du 27 juin 1900, il est entendu que la démarcation entre les sphères d'influence française et espagnole partira de l'intersection du méridien 14° 20' ouest de Paris avec le 26° de latitude nord, qu'elle suivra vers l'est jusqu'à sa rencontre avec le méridien 11° ouest de Paris. Elle remontera ce méridien jusqu'à sa rencontre avec l'oued Draa, puis le thalweg de l'oued Draa jusqu'à sa rencontre avec le méridien 10° ouest de Paris, enfin le méridien 10° ouest de Paris jusqu'à la ligne de faite entre les bassins de l'oued Draa et de l'oued Sous, et suivra, dans la direction de l'ouest, la ligne de faite entre les bassins de l'oued Draa et de l'oued Sous, puis entre les bassins côtiers de l'oued Mesa et de l'oued Noun, jusqu'au point le plus rapproché de la source de l'oued Tazeroualt. Cette délimitation est conforme à la délimitation tracée sur la carte n° 2 déjà citée et annexée à la présente convention.

## VI

Les articles 4 et 5 seront applicables en même temps que l'article 2 de la présente convention.

Toutefois, le Gouvernement de la République française admet que l'Espagne s'établira à tout moment dans la partie définie à l'article 4, à la condition de s'être préalablement entendue avec le Sultan.

De même, le Gouvernement de la République française reconnaît dès maintenant au Gouvernement espagnol pleine liberté d'action sur la région comprise entre les 26° et 27° 40' de latitude nord et le méridien 11° ouest de Paris, qui sont en dehors du territoire marocain.

## VII

L'Espagne s'engage à n'aliéner ni à céder sous aucune forme, même temporaire, tout ou partie des terrains désignés aux articles 2, 4 et 5 de la présente convention.

## VIII

Si dans l'application des articles 2, 4 et 5 de la présente convention, une action militaire s'imposait à l'une des deux parties contractantes, elle en avertirait aussitôt l'autre partie.

En aucun cas, il ne sera fait appel au concours d'une puissance étrangère.

## IX

La ville de Tanger gardera le caractère spécial que lui donnent la présence du corps diplomatique et ses institutions municipale et sanitaire.

## X

Tant que durera l'état politique actuel, les entreprises de travaux publics, chemins de fer, routes, canaux, partant d'un point du Maroc pour aboutir dans la région visée à l'article 2 et vice versa, seront exécutées par les sociétés que pourront constituer des Français et des Espagnols.

De même, il sera loisible aux Français et aux Espagnols au Maroc de s'associer pour l'exploitation des mines, carrières, et généralement d'entreprises d'ordre économique.

## XI

Les écoles et les établissements espagnols actuellement existants au Maroc seront respectés. La circulation de la monnaie espagnole ne sera ni empêchée, ni entravée. Les Espagnols continueront de jouir au Maroc des droits que leur assurent les traités, conventions et usages en vigueur, y compris le droit de navigation et de pêche dans les eaux et ports marocains.

## XII

Les Français jouiront dans les régions désignées aux articles 2, 4 et 5 de la présente convention des mêmes droits qui sont, par l'article précédent, reconnus aux Espagnols dans le reste du Maroc.

## XIII

Dans le cas où le Gouvernement marocain en interdirait la vente sur son territoire, les deux puissances contractantes s'engagent à prendre dans leurs possessions d'Afrique les mesures nécessaires pour empêcher que les armes et les munitions soient introduites en contrebande au Maroc.

## XIV

Il est entendu que la zone visée au paragraphe premier de l'article 7 de la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Egypte commence sur la côte à 30 kilomètres au sud-est de Melilla.

## XV

Dans le cas où la dénonciation prévue par le paragraphe 3 de l'article 4 de la déclaration franco-anglaise relative au Maroc et à l'Egypte aurait eu lieu, les Gouvernements français et espagnol se concerteront pour l'établissement d'un régime économique qui réponde particulièrement à leurs intérêts réciproques.

## XVI

La présente convention sera publiée lorsque les deux gouvernements jugeront d'un commun accord qu'elle peut l'être sans inconvénient.

En tout cas, elle pourra être publiée par l'un des deux gouvernements à l'expiration de la première période de son application, période qui est définie au paragraphe 3 de l'article 2.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 3 octobre 1904.

DELCASSÉ.

LEÓN Y CASTILLO.

---



## Annexe 49

ACCORD SECRET FRANCO-ESPAGNOL  
DU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 1905 <sup>1</sup>

Le fonctionnement du traité secret du 3 octobre 1904 fut réglé par un accord signé le 1<sup>er</sup> septembre 1905 et ainsi conçu :

*I. Police des ports*

Les corps de police militaire qui devront être organisés le plus tôt possible dans les ports de l'Empire chérifien devant être formés de troupes indigènes, la France, d'accord avec l'Espagne, admet que tous les chefs, officiers et sous-officiers qui seront chargés de l'instruction et du commandement desdites troupes dans les ports de Tétouan et de Larache devront appartenir à la nationalité espagnole ; de son côté, l'Espagne, d'accord avec la France, admet que tous les chefs, officiers et sous-officiers qui seront chargés de l'instruction et du commandement des troupes de police dans les ports de Rabat et de Casablanca devront être de nationalité française.

En ce qui concerne le port de Tanger, en raison des stipulations de l'article 9 du traité du 3 octobre 1904, il est convenu que la police de cette ville sera confiée à un corps franco-espagnol commandé par un Français. Ce régime sera soumis à révision, à l'expiration de la période de quinze ans, prévue à la convention du 3 octobre 1904.

*II. Surveillance et répression de la contrebande des armes*

Conformément à l'esprit de l'article 18 dudit traité, et en vue d'assurer son exécution, il est entendu que sur terre la surveillance et la répression de la contrebande des armes demeurent à la charge de la France dans la sphère de sa frontière algérienne, et à la charge de l'Espagne, dans la sphère de toutes ses places et possessions africaines.

La surveillance et la répression de cette contrebande sur mer seront confiées à une division de navires de guerre des deux puissances, qui en fixeront les types. Cette division sera commandée alternativement, pendant un an, par un officier de la marine de l'une des deux puissances, et l'année suivante par un officier de la marine de l'autre puissance, le commandement devant être exercé la première année par un officier de la marine française.

Les deux gouvernements établiront d'un commun accord les règles à observer pour la répression de cette contrebande, lorsqu'il s'agira de l'exercice du droit de visite, dans le cas où l'exercice de ce droit serait indispensable à l'efficacité de la répression.

*III. Intérêts économiques et financiers*

En vue d'assurer de part et d'autre dans le sens le plus amical l'exacte interprétation des articles 10, 11 et 12 de la convention du 3 octobre 1904, il demeure entendu :

<sup>1</sup> Becker, *Historia de Marruecos*, p. 559.

1. Que les entreprises de travaux publics, de chemins de fer, de routes et canaux, d'exploitation de mines et carrières, et toutes autres de caractère commercial et industriel, sur le territoire du Maroc, pourront être exécutées par des groupes constitués par des Espagnols et des Français ; les deux gouvernements s'obligent mutuellement à favoriser par les moyens dont ils disposeront la création de ces entreprises mixtes, sur la base de l'égalité des droits des associés, dans la proportion du capital engagé.

A l'expiration du délai de quinze ans, prévu par la convention du 3 octobre 1904, les deux hautes parties contractantes pourront exécuter les travaux auxquels se réfère le paragraphe précédent, conformément aux règles qu'il indique, dans leurs zones d'influences respectives.

2. Les Espagnols et les Français, ainsi que leurs établissements et écoles actuellement existants dans l'Empire marocain, seront respectés ; en tout cas, ils jouiront pour toujours au Maroc, dans l'exercice de leurs professions, et la réalisation de leurs opérations commerciales et industrielles en cours ou projetées, des mêmes droits et privilèges, de manière que l'état juridique des sujets et ressortissants des deux nations soit constamment le même. Les marchandises des deux pays jouiront pour leur introduction, circulation et vente dans l'Empire d'un traitement identique. Les deux hautes parties contractantes emploieront tous les moyens pacifiques en leur pouvoir et se prêteront mutuellement leur concours auprès du Sultan et du maghzen en vue d'empêcher que, présentement comme dans l'avenir, cette clause ne vienne à être modifiée par l'autorité marocaine, par suite de l'établissement de règles différentes, en ce qui concerne l'état juridique des personnes et les conditions auxquelles seront soumises les marchandises des deux nations.

3. La monnaie d'argent espagnole continuera à être librement introduite comme elle l'a été jusqu'ici dans l'Empire, sans que directement ou indirectement ou à la suite d'une mesure quelconque prise ou à prendre, il puisse être porté atteinte à la liberté de l'introduction et de la circulation ainsi qu'à la valeur libératrice de ladite monnaie.

Les deux gouvernements s'obligent respectivement à ne pas laisser créer d'obstacles directs ou indirects à ce qui se trouve énoncé au paragraphe précédent, par les institutions commerciales ou industrielles organisées dans l'Empire marocain par leurs sujets respectifs et à employer tous les moyens pacifiques dont chacun d'eux dispose pour que des participations dans le capital et les travaux de toutes les entreprises publiques soient offertes aux sujets des deux nations.

4. Les Gouvernements espagnol et français étant d'accord sur la nécessité de créer au Maroc un établissement de crédit sous la dénomination de Banque d'Etat ou toute autre, établissement dont la présidence sera réservée à la France en raison du plus grand nombre d'actions souscrites par elle, s'entendent également sur les points suivants :

- a) la participation en actions de toutes espèces et les parts de bénéfice à réserver à l'Espagne seront supérieures à la part de chacune des autres puissances prises séparément, la France exceptée ;
- b) le personnel espagnol de l'administration de cet établissement et de celle de ses dépendances sera proportionnel à la part de capital souscrit par l'Espagne ;
- c) Cet établissement pourra se charger de travaux et de services publics dans l'Empire du Maroc, avec l'assentiment ou en vertu d'un accord avec le Sultan. Il pourra soit les exécuter directement soit les transférer à d'autres groupes ou

entreprises. Toutefois, pour l'exécution de tous ces travaux et services publics, les stipulations des paragraphes ci-dessus *a)* et *b)* devront être observées.

5. Les deux Gouvernements espagnol et français augmenteront d'un commun accord le nombre actuel des sujets espagnols délégués dans le service des douanes de l'Empire, réorganisé en garantie de l'emprunt contracté en dernier lieu par le Sultan auprès des banques françaises, emprunt dans lequel se trouve englobé l'emprunt contracté antérieurement par Sa Majesté chérifienne auprès des banques espagnoles.

#### IV

Les deux puissances s'engagent à observer cet accord, même dans le cas où les stipulations de l'article 17 de la convention de Madrid de 1880 viendraient à être étendues à toutes les questions d'ordre économique et financier. Elles s'efforceront par leur action pacifique constante auprès du Sultan et du maghzen d'assurer l'accomplissement loyal de tout ce que stipule le présent accord.

En outre, l'Espagne étant fermement décidée à marcher complètement d'accord avec la France, au cours des délibérations de la conférence projetée, et la France se proposant d'agir de même avec l'Espagne, il demeure convenu entre les deux gouvernements qu'ils s'aideront mutuellement et procéderont d'un commun accord dans lesdites délibérations, en ce qui concerne les stipulations de la convention du 3 octobre 1904, dans son interprétation la plus large et la plus amicale, comme en ce qui concerne les différents objets du présent accord.

Ils s'engagent enfin à se prêter réciproquement le concours pacifique le plus entier sur toutes les questions d'ordre général concernant le Maroc, ainsi que le comporte la cordiale et amicale entente qui existe entre eux par rapport aux affaires de l'Empire chérifien.

On sait que la France et l'Espagne négocient actuellement (avril 1912) la mise au point de ces deux derniers instruments diplomatiques et leur adaptation aux nouvelles éventualités prévues par les conventions franco-allemandes du 4 novembre 1911. Ces négociations ont pour objets principaux : 1) l'établissement du régime intérieur des deux zones ; 2) des compensations territoriales réclamées par la France comme prix des sacrifices consentis par elle pour libérer le Maroc de l'hypothèque internationale et des rectifications de la frontière nord des deux zones.

---

## Annexe 50

ACTE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE  
D'ALGÉSIRAS DU 7 AVRIL 1906<sup>1</sup>

Au nom de Dieu tout puissant,

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., et roi apostolique de Hongrie ;

Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne ;

le Président des Etats-Unis d'Amérique ;

le Président de la République française ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, empereur des Indes ;

Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Sa Majesté le Sultan du Maroc ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., etc. ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;

Sa Majesté le Roi de Suède ;

S'inspirant de l'intérêt qui s'attache à ce que l'ordre, la paix et la prospérité règnent au Maroc, et ayant reconnu que ce but précieux ne saurait être atteint que moyennant l'introduction de réformes basées sur le triple principe de la souveraineté et de l'indépendance de Sa Majesté le Sultan, de l'intégrité de ses Etats et de la liberté économique sans aucune inégalité, ont résolu, sur l'invitation qui leur a été adressée par Sa Majesté chérifienne, de réunir une conférence à Algésiras pour arriver à une entente sur lesdites réformes, ainsi que pour examiner les moyens de se procurer les ressources nécessaires à leur application, et ont nommé pour leurs délégués plénipotentiaires, savoir :

. . . . .

Lesquels, munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont, conformément au programme sur lequel Sa Majesté chérifienne et les Puissances sont tombées d'accord, successivement discuté et adopté :

- I. Une déclaration relative à l'organisation de la police ;
- II. Un règlement concernant la surveillance et la répression de la contrebande des armes ;
- III. Un acte de concession d'une banque d'Etat marocaine ;

<sup>1</sup> Convention conclue entre Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Maroc, Pays-Bas, Portugal, Russie, Suède.

- IV. Une déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus ;
  - V. Un règlement sur les douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande ;
  - VI. Une déclaration relative aux services publics et aux travaux publics, et, ayant jugé que ces différents documents pourraient être utilement coordonnés en un seul instrument, les ont réunis en un acte général.
-

## Annexe 50 bis

## 1. DÉCLARATIONS ÉCHANGÉES À PARIS, LE 8 JUILLET 1905, ENTRE M. ROUVIER, PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ET M. LE PRINCE RADOLIN, AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE À PARIS

*M. Rouvier, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, au prince Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris*

Paris, le 8 juillet 1905.

Le Gouvernement de la République est convaincu, par les conversations qui ont eu lieu entre les représentants des deux pays, tant à Paris qu'à Berlin, que le Gouvernement impérial ne poursuivait à la conférence proposée par le sultan du Maroc aucun but qui compromît les légitimes intérêts de la France dans ce pays, ou qui fût contraire aux droits de la France résultant de ses traités ou arrangements et en harmonie avec les principes suivants :

Souveraineté et indépendance du Sultan.

Intégrité de son Empire.

Liberté économique sans aucune inégalité.

Utilité de réformes de police et de réformes financières dont l'introduction serait réglée, pour une courte durée, par voie d'accord international.

Reconnaissance de la situation faite à la France au Maroc par la contiguïté, sur une vaste étendue, de l'Algérie et de l'Empire chérifien et par les relations particulières qui en résultent entre les deux pays limitrophes, ainsi que par l'intérêt spécial qui s'ensuit pour la France à ce que l'ordre règne dans l'Empire chérifien.

En conséquence, le Gouvernement de la République laisse tomber ses objections premières contre la conférence et accepte de s'y rendre.

ROUVIER.

*S. A. S. le prince Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris, à M. Rouvier, président du Conseil, ministre des affaires étrangères*

Paris, le 8 juillet 1905.

Le Gouvernement de la République, acceptant de se rendre à la conférence proposée par le sultan du Maroc, le Gouvernement impérial m'a chargé de vous confirmer ses déclarations verbales, aux termes desquelles il ne poursuivra à la conférence aucun but qui compromette les légitimes intérêts de la France au Maroc ou qui soit contraire aux droits de la France résultant de ses traités ou arrangements et en harmonie avec les principes suivants :

Souveraineté et indépendance du Sultan.

Intégrité de son Empire.

Liberté économique sans aucune inégalité.

Utilité de réformes de police et de réformes financières dont l'introduction serait réglée pour une courte durée par voie d'accord international.

Reconnaissance de la situation faite à la France au Maroc par la contiguïté, sur une vaste étendue, de l'Algérie et de l'Empire chérifien, par les relations particulières qui en résultent entre les deux pays limitrophes, ainsi que par l'intérêt spécial qui s'ensuit pour la France à ce que l'ordre règne dans l'Empire chérifien.

RADOLIN.

*Cet échange de lettres a été suivi de la déclaration suivante :*

Le Gouvernement de la République et le Gouvernement allemand conviennent :

1. De rappeler à Tanger simultanément leurs missions actuellement à Fès aussitôt que la conférence se sera réunie ;

2. De faire donner au sultan du Maroc des conseils par leurs représentants, d'un commun accord, en vue de la fixation du programme qu'il proposera à la conférence sur les bases indiquées dans les lettres échangées sous la date du 8 juillet 1905 entre le président du Conseil, ministre des affaires étrangères, et l'ambassadeur d'Allemagne à Paris.

Fait à Paris, le 8 juillet 1905.

ROUVIER.

RADOLIN.

2. ACCORD SIGNÉ, LE 28 SEPTEMBRE 1905, PAR M. ROUVIER, PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ET S. A. S. LE PRINCE DE RADOLIN, AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE À PARIS

Les deux gouvernements se sont mis d'accord pour proposer au Sultan le projet du programme suivant élaboré en conformité des principes adoptés dans l'échange des lettres du 8 juillet :

I. 1. Organisation, par voie d'accord international, de la police hors de la région frontière.

2. Règlement organisant la surveillance et la contrebande des armes. Dans la région frontière, l'application de ce règlement restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

II. Réforme financière.

Concours financier donné au makhzen, par la création d'une banque d'Etat avec privilège d'émission, se chargeant des opérations de trésorerie et s'entretenant pour la frappe de la monnaie dont les bénéfices appartiendraient au makhzen.

La banque d'Etat procéderait à l'assainissement de la situation monétaire.

Les crédits ouverts au makhzen seraient employés à l'équipement et à la solde des troupes de police et à certains travaux publics urgents, notamment à l'amélioration des ports et de leur outillage.

III. Etude d'un meilleur rendement des impôts et de la création de nouveaux revenus.

IV. Engagement par le makhzen de n'aliéner aucun des services publics au profit d'intérêts particuliers.

Principe de l'adjudication, sans exception de nationalité, pour les travaux publics.

Fait à Paris, le 28 septembre 1905.

ROUVIER.

RADOLIN.

---

### Annexe 51

#### ACCORD FRANCO-ALLEMAND DU 9 FÉVRIER 1909 <sup>1</sup>

Le Gouvernement de la République française entièrement attaché au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire chérifien, résolu à y sauvegarder l'égalité économique, et par suite à ne pas y entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands,

Et le Gouvernement impérial allemand, ne poursuivant que des intérêts économiques au Maroc, reconnaissant d'autre part que les intérêts politiques particuliers de la France y sont étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure, et décidé à ne pas entraver ces intérêts,

Déclarent qu'ils ne poursuivront et n'encourageront aucune mesure de nature à créer en leur faveur ou en faveur d'une puissance quelconque un privilège économique, et qu'ils chercheront à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourront obtenir l'entreprise.

---

<sup>1</sup> Deloncle, *Statut international du Maroc*, p. 319.



## Annexe 52

L'ACCORD FRANCO-ALLEMAND DU 4 NOVEMBRE 1911<sup>1</sup>*L'accord marocain*

A la suite des troubles qui se sont produits au Maroc et qui ont démontré la nécessité de poursuivre, dans l'intérêt général, l'œuvre de pacification et de progrès prévue par l'acte d'Algésiras, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement impérial allemand ont jugé nécessaire de préciser et de compléter l'accord franco-allemand du 9 février 1909, et sont convenus à cet effet des dispositions suivantes :

## I

Le Gouvernement impérial allemand déclare que, ne poursuivant au Maroc que des intérêts économiques, il n'entravera pas l'action de la France en vue de prêter son assistance au Gouvernement marocain pour l'introduction de toutes les réformes administratives, judiciaires, économiques, financières et militaires dont il a besoin pour le bon gouvernement de l'Empire, comme aussi pour tous les règlements nouveaux et modifications aux règlements existants que ces réformes comportent.

En conséquence donne son adhésion aux mesures de réorganisation de contrôle et de garantie financière que, après accord avec le Gouvernement marocain, le Gouvernement français croira devoir prendre à cet effet, sous la réserve que l'action de la France sauvegardera au Maroc l'égalité économique entre les deux nations.

Au cas où la France serait amenée à préciser et à étendre son contrôle et sa protection, le Gouvernement impérial allemand, reconnaissant pleine liberté d'action à la France et sous réserve que la liberté commerciale prévue par les traités antérieurs sera maintenue, n'y opposera aucun obstacle.

Il est entendu qu'il ne sera porté aucune entrave aux droits et aux actions de la banque d'Etat du Maroc, tels qu'ils sont définis par l'acte d'Algésiras.

## II

Dans cet ordre d'idées, il est entendu que le Gouvernement impérial ne fera pas obstacle à ce que la France, après accord avec le Gouvernement marocain, procède aux occupations militaires du territoire marocain qu'elle jugera nécessaires pour le maintien de l'ordre et la sécurité des transactions commerciales, et à ce qu'elle exerce toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines.

## III

Dès à présent, si S. M. le sultan du Maroc venait à confier aux agents diplomatiques et consulaires de la France la représentation et la protection des sujets et des intérêts marocains à l'étranger, le Gouvernement impérial déclare qu'il n'y

<sup>1</sup> Deloncle, *Statut international du Maroc*, p. 345.

fera pas d'objection. Si, d'autre part, S. M. le sultan du Maroc confiait au représentant de la France près du Gouvernement marocain le soin d'être son intermédiaire auprès des représentants étrangers, le Gouvernement impérial déclare qu'il n'y ferait pas d'objection.

#### IV

Le Gouvernement français déclare que, fermement attaché au principe de la liberté commerciale au Maroc, il ne se prêtera à aucune illégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douane, impôts et autres taxes, que dans l'établissement des tarifs de transport par voie ferrée, par voie de navigation fluviale ou toute autre voie et notamment dans toute question de transit. Le Gouvernement français s'emploiera également auprès du Gouvernement marocain afin d'empêcher tout traitement différentiel entre les ressortissants des différentes puissances, et il s'opposera notamment à toute mesure, par exemple à la promulgation d'ordonnances administratives sur les poids et mesures, le jaugeage, le poinçonnage, etc., qui pourrait mettre en état d'infériorité les marchandises d'une puissance. Le Gouvernement français s'engage à user de son influence sur la banque d'Etat pour que celle-ci confère à tour de rôle aux membres de sa direction à Tanger les postes de délégué dont elle dispose à la commission des valeurs douanières et au comité permanent des douanes.

#### V

Le Gouvernement français veillera à ce qu'il ne soit perçu au Maroc aucun droit d'exportation sur le minerai de fer exporté des ports marocains. Les exploitations de minerai de fer ne subiront, sur leur production ou sur leurs moyens de travail, aucun impôt spécial. Elles ne supporteront en dehors des impôts généraux qu'une redevance fixe calculée par hectare et par an, et une redevance proportionnée au produit brut de l'extraction. Les redevances qui seront assises conformément aux articles 35 et 49 du projet de règlement minier annexé au protocole du 7 juin 1910 de la conférence de Paris seront également supportées par toutes les entreprises minières. Le Gouvernement français veillera à ce que les taxes minières soient régulièrement perçues sans que des remises individuelles du total ou une partie de ces taxes puissent être consenties sous quelque prétexte que ce soit.

#### VI

Le Gouvernement de la République française s'engage à veiller à ce que les travaux et fournitures nécessités par les concessions éventuelles de routes, chemins de fer, ports, télégraphes, etc., soient octroyés par le Gouvernement marocain suivant les règles de l'adjudication. Il s'engage également à veiller à ce que les conditions des adjudications, particulièrement en ce qui concerne les fournitures du matériel et les délais impartis pour soumissionner, ne placent les ressortissants d'aucune puissance dans une situation d'infériorité. L'exploitation des grandes entreprises mentionnées ci-dessus sera réservée à l'Etat marocain ou librement concédée par lui à des tiers qui pourront être chargés de fournir les fonds nécessaires à cet effet. Le Gouvernement français veillera à ce que, dans l'exploitation des chemins de fer et des autres moyens de transport, comme dans l'application des règlements destinés à assurer celle-ci, aucune différence de traitement ne soit faite entre les ressortissants des diverses puissances qui useraient de ces moyens de transport.

Le Gouvernement de la République usera de son influence sur la banque d'Etat afin que celle-ci confère à tour de rôle aux membres de sa direction à Tanger les postes dont elle dispose de délégués à la commission générale des adjudications et marchés. De même le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que, tant que restera en vigueur l'article 66 de l'acte d'Algésiras, il confie à un ressortissant d'une des puissances représentées au Maroc un des trois postes de délégué chérifien au comité spécial des travaux publics.

## VII

Le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que les propriétaires de mines et autres exploitations industrielles ou agricoles, sans distinction de nationalité et en conformité des règlements qui seront édictés en s'inspirant de la législation française sur la matière, puissent être autorisés à créer des chemins de fer d'exploitation destinés à relier leurs centres de production aux lignes d'intérêt général et aux ports.

## VIII

Il sera présenté tous les ans un rapport sur l'exploitation des chemins de fer au Maroc, qui sera établi dans les mêmes formes et conditions que les rapports présentés aux assemblées d'actionnaires des sociétés de chemins de fer français. Le Gouvernement de la République chargera un des administrateurs de la banque d'Etat de l'établissement de ce rapport qui sera, avec les éléments qui en seront la base, communiqué, s'il y a lieu, avec les observations que ces derniers croiront devoir y joindre d'après leurs propres renseignements.

## IX

Pour éviter autant que possible les réclamations diplomatiques, le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain afin que celui-ci défère à un arbitre désigné *ad hoc*, pour chaque affaire, d'un commun accord par le consul de France et par celui de la puissance intéressée ou à leur défaut par les deux gouvernements, les plaintes portées par des ressortissants étrangers contre les autorités marocaines ou les personnes agissant en tant qu'autorités marocaines, et qui n'auraient pu être réglées par l'intermédiaire du consul français et du consul du gouvernement intéressé. Cette procédure restera en vigueur jusqu'au jour où aura été institué un régime judiciaire inspiré des règles générales de la législation des puissances intéressées et destiné à remplacer, après entente avec elles, les tribunaux consulaires.

## X

Le Gouvernement français veillera à ce que les ressortissants étrangers continuent à jouir du droit de pêche dans les eaux et ports marocains.

## XI

Le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que celui-ci ouvre au commerce étranger de nouveaux ports au fur et à mesure des besoins de ce commerce.

## XII

Pour répondre à une demande du Gouvernement marocain, les deux gouvernements s'engagent à provoquer la revision, d'accord avec les autres puissances, et sur la base de la convention de Madrid, des listes et de la situation des protégés étrangers et des associés agricoles au Maroc dont parlent les articles 8 et 16 de cette convention. Ils conviennent également de poursuivre auprès des puissances signataires toutes les modifications de la convention que comportera, le moment venu, le changement du régime des protégés et des associés agricoles.

## XIII

Toutes les clauses d'accord, de convention, de traité, ou de règlement qui seraient contraires aux précédentes stipulations sont et demeurent abrogées.

## XIV

Le présent accord sera communiqué aux autres puissances signataires de l'acte d'Algésiras, auprès desquelles les deux gouvernements s'engagent à se prêter mutuellement appui pour obtenir leur adhésion.

---

## Annexe 53

LETTRE DE M. DE KIDERLEN-WAECHTER, SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'EMPIRE D'ALLEMAGNE,  
À M. CAMBON, AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
À BERLIN

Berlin, le 4 novembre 1911.

Mon cher Ambassadeur,

Pour bien préciser l'accord du 4 novembre 1911 relatif au Maroc et en définir la portée, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que, dans l'hypothèse où le Gouvernement français croirait devoir assumer le protectorat du Maroc, le Gouvernement impérial n'y apporterait aucun obstacle.

L'adhésion du Gouvernement allemand, accordée d'une manière générale au Gouvernement français par l'article premier de ladite convention, s'applique naturellement à toutes les questions donnant matière à réglementation et visées dans l'acte d'Algésiras.

Vous avez bien voulu me faire connaître d'autre part que, dans le cas où l'Allemagne désirerait acquérir de l'Espagne la Guinée espagnole, l'île Corisco et les îles Elobey, la France serait disposée à renoncer en sa faveur à exercer les droits de préférence qu'elle tient du traité du 27 juin 1900 entre la France et l'Espagne. Je suis heureux de prendre acte de cette assurance et d'ajouter que l'Allemagne restera étrangère aux accords particuliers que la France et l'Espagne croiront devoir faire entre elles au sujet du Maroc, étant convenu que le Maroc comprend toute la partie de l'Afrique du Nord s'étendant entre l'Algérie, l'Afrique occidentale française et la colonie espagnole du Río de Oro.

---

## Annexe 54

TRAITÉ DE PROTECTORAT SIGNÉ À FÈS LE 30 MARS 1912<sup>1</sup>

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté chérifienne, soucieux d'établir au Maroc un régime régulier, fondé sur l'ordre intérieur et la sécurité générale, qui permette l'introduction des réformes et assure le développement économique du pays, sont convenus des dispositions suivantes :

*Article premier.* Le Gouvernement de la République française et S. M. le Sultan sont d'accord pour instituer au Maroc un nouveau régime comportant les réformes administratives, judiciaires, scolaires, économiques, financières et militaires que le Gouvernement français jugera utile d'introduire sur le territoire marocain.

Ce régime sauvegardera la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnel du Sultan, l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses, notamment de celles des Habous. Il comportera l'organisation d'un makhzen chérifien réformé.

Le Gouvernement de la République se concertera avec le Gouvernement espagnol au sujet des intérêts que ce gouvernement tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine.

De même, la ville de Tanger gardera le caractère spécial qui lui a été reconnu et qui déterminera son organisation municipale.

*Article 2.* S. M. le Sultan admet, dès maintenant, que le Gouvernement français procède, après avoir prévenu le makhzen, aux occupations militaires du territoire marocain qu'il jugerait nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité des transactions commerciales et à ce qu'il exerce toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines.

*Article 3.* Le Gouvernement de la République prend l'engagement de prêter un constant appui à Sa Majesté chérifienne contre tout danger qui menacerait sa personne ou son trône ou qui compromettrait la tranquillité de ses Etats. Le même appui sera prêté à l'héritier du trône et à ses successeurs.

*Article 4.* Les mesures que nécessitera le nouveau régime de protectorat seront édictées, sur la proposition du Gouvernement français, par Sa Majesté chérifienne ou par les autorités auxquelles elle en aura délégué le pouvoir. Il en sera de même des règlements nouveaux et des modifications aux règlements existants.

*Article 5.* Le Gouvernement français sera représenté auprès de Sa Majesté chérifienne par un commissaire résident général, dépositaire de tous les pouvoirs de la République au Maroc, qui veillera à l'exécution du présent accord.

Le commissaire résident général sera le seul intermédiaire du Sultan auprès des représentants étrangers et dans les rapports que ces représentants entretiennent avec le Gouvernement marocain. Il sera, notamment, chargé de toutes les questions intéressant les étrangers dans l'Empire chérifien. Il aura le pouvoir d'ap-

<sup>1</sup> Approuvé par une loi du 15 juillet 1912 ; promulgué par décret du 20 juillet 1912 (*Journal officiel* des 18 juillet et 27 juillet 1912 ; *Bulletin officiel* du 1<sup>er</sup> novembre 1912).

prouver et de promulguer, au nom du Gouvernement français, tous les décrets rendus par Sa Majesté chérifienne.

*Article 6.* Les agents diplomatiques et consulaires de la France seront chargés de la représentation et de la protection des sujets et des intérêts marocains à l'étranger.

S. M. le Sultan s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international sans l'assentiment préalable du Gouvernement de la République française.

*Article 7.* Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté chérifienne se réservent de fixer, d'un commun accord, les bases d'une réorganisation financière qui, en respectant les droits conférés aux porteurs des titres des emprunts publics marocains, permette de garantir les engagements du trésor chérifien et de percevoir régulièrement les revenus de l'Empire.

*Article 8.* Sa Majesté chérifienne s'interdit de contracter à l'avenir, directement ou indirectement, aucun emprunt public ou privé, et d'accorder, sous une forme quelconque, aucune concession sans l'autorisation du Gouvernement français.

*Article 9.* La présente convention sera soumise à la ratification du Gouvernement de la République française et l'instrument de ladite ratification sera remis à S. M. le Sultan dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent acte et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Fès, le 30 mars 1912 (*correspondant au 11 Rebiah 1330*).

REGNAULT.

MOULAY ABD EL HAFID.

---

## Annexe 55

CONVENTION FRANCO-ESPAGNOLE CONCLUE À MADRID LE 27 NOVEMBRE 1912, PRÉCISANT LA SITUATION RESPECTIVE DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE À L'ÉGARD DE L'EMPIRE CHÉRIFIEN, ET LETTRES ANNEXES<sup>1</sup>

Le Président de la République française et S. M. le Roi d'Espagne,

Désireux de préciser la situation respective de la France et l'Espagne à l'égard de l'Empire chérifien ;

Considérant, d'autre part, que le présent traité leur offre une occasion propice d'affirmer leurs sentiments d'amitié réciproque et leur désir de mettre en harmonie leurs intérêts au Maroc,

Ont convenu les dispositions suivantes :

*Article premier.* Le Gouvernement de la République française reconnaît que, dans la zone d'influence espagnole, il appartient à l'Espagne de veiller à la tranquillité de ladite zone et de prêter son assistance au Gouvernement marocain pour l'introduction de toutes les réformes administratives, économiques, financières, judiciaires et militaires dont il a besoin, comme aussi pour tous les règlements existants que ces réformes comportent, conformément à la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 et à l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911.

Les régions comprises dans la zone d'influence déterminée à l'article 2 resteront placées sous l'autorité civile et religieuse du Sultan, suivant les conditions du présent accord.

Ces régions seront administrées, sous le contrôle d'un haut-commissaire espagnol, par un khalifa choisi par le Sultan sur une liste de deux candidats présentés par le Gouvernement espagnol. Les fonctions du khalifa ne seront maintenues ou retirées au titulaire qu'avec le consentement du Gouvernement espagnol.

Le khalifa résidera dans la zone d'influence espagnole et habituellement à Tétouan ; il sera pourvu d'une délégation générale du Sultan, en vertu de laquelle il exercera les droits appartenant à celui-ci.

Cette délégation aura un caractère permanent. En cas de vacance, les fonctions de khalifa seront provisoirement et d'office remplies par le pacha de Tétouan.

Les actes de l'autorité marocaine dans la zone d'influence espagnole seront contrôlés par le haut-commissaire espagnol et ses agents. Le haut-commissaire sera le seul intermédiaire dans les rapports que le khalifa, en qualité de délégué de l'autorité impériale dans la zone espagnole, aura à entretenir avec les agents officiels étrangers, étant donné d'ailleurs qu'il ne sera pas dérogé à l'article 5 du traité franco-chérifien du 30 mars 1912.

Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne veillera à l'observation des traités, et spécialement des clauses économiques et commerciales insérées dans l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911.

Aucune responsabilité ne pourra être imputée au Gouvernement chérifien du chef de réclamations motivées par les faits qui se seraient produits sous l'administration du khalifa dans la zone d'influence espagnole.

<sup>1</sup> Rivière, *Traité, codes et lois du Maroc*, Paris, 1924, p. 124-128.



*Article 2.* Au nord du Maroc, la frontière séparative des zones d'influence française et espagnole partira de l'embouchure de la Moulouya et remontera le thalweg de ce fleuve jusqu'à un kilomètre en aval de Mechra-Klila. De ce point, la ligne de démarcation suivra jusqu'au djebel Beni-Hassen le tracé fixé par l'article 2 de la convention du 3 octobre 1904.

- Dans le cas où la commission mixte de délimitation visée au paragraphe 1 de l'article 4 ci-dessous constaterait que le marabout de Sidi-Maarouf se trouve dépendre de la fraction sud des Beni-Bouyahi, ce point serait attribué à la zone française. Toutefois, la ligne de démarcation des deux zones, après avoir englobé ledit marabout, n'en passerait pas à plus d'un kilomètre au nord et à plus de deux kilomètres à l'ouest, pour rejoindre la ligne de démarcation telle qu'elle est déterminée au paragraphe précédent.

Du djebel Beni-Hassen, la frontière rejoindra l'oued Ouergha au nord de la djema des Cheurfa-Tfraout, en amont du coude formé par la rivière. De là, se dirigeant vers l'ouest, elle suivra la ligne des hauteurs dominant la rive droite de l'oued Ouergha jusqu'à son interception avec la ligne nord-sud définie par l'article 2 de la convention de 1904. Dans ce parcours, la frontière contournera le plus étroitement possible la limite nord des tribus riveraines de l'oued Ouergha et la limite sud de celles qui ne sont pas riveraines, en assurant une communication militaire non interrompue entre les différentes régions de la zone espagnole. Elle remontera ensuite vers le nord, en se tenant à une distance d'au moins 25 kilomètres à l'est de la route de Fès à El-Kçar, El-Kébir par Ouezzan jusqu'à la rencontre de l'oued Loukkos, dont elle descendra le thalweg jusqu'à la limite entre les tribus Sarsar et Tlix. De ce point, elle contournera le djebel Ghani, laissant cette montagne dans la zone espagnole, sous réserve qu'il n'y sera pas construit de fortifications permanentes. Enfin, la frontière rejoindra le parallèle 35° de latitude nord entre le douar Mgarya et la Marya de Sidi Slama, et suivra ce parallèle jusqu'à la mer.

Au sud du Maroc, la frontière des zones française et espagnole sera définie par le thalweg de l'oued Draa, qu'elle remontera depuis la mer jusqu'à sa rencontre avec le méridien 11° ouest de Paris ; elle suivra ce méridien vers le sud jusqu'à sa rencontre avec le parallèle 27° 40' de latitude nord. Au sud de ce parallèle, les articles 5 et 6 de la convention du 3 octobre 1904 resteront applicables. Les régions marocaines situées au nord et à l'est de la délimitation visée dans le présent paragraphe appartiendront à la zone française.

*Article 3.* Le Gouvernement marocain ayant, par l'article 8 du traité du 26 avril 1860, concédé à l'Espagne un établissement à Santa Cruz de Mar Pequeña (Ifni), il est entendu que le territoire de cet établissement aura les limites suivantes : au nord, l'oued Bou-Sedra depuis son embouchure ; au sud, l'oued Noun depuis son embouchure ; à l'est, une ligne distante approximativement de 25 kilomètres de la côte.

*Article 4.* Une commission technique, dont les membres seront désignés en nombre égal par les Gouvernements français et espagnol, fixera le tracé exact des délimitations spécifiées aux articles précédents. Dans son travail, la commission pourra tenir compte, non seulement des accidents topographiques, mais encore des contingences locales.

Les procès-verbaux de la commission n'auront valeur exécutive qu'après ratification des deux gouvernements.

Toutefois, les travaux de la commission ci-dessus prévue ne seront pas un obstacle à la prise de possession immédiate par l'Espagne de son établissement d'Ifni.

*Article 5.* L'Espagne s'engage à n'aliéner ni céder sous aucune forme, même à

titre temporaire, ses droits dans tout ou partie du territoire composant sa zone d'influence.

*Article 6.* Afin d'assurer le libre passage du détroit de Gibraltar, les deux Gouvernements conviennent de ne pas laisser élever de fortifications ou d'ouvrages stratégiques quelconques sur la partie de la côte marocaine visée par l'article 7 de la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 et par l'article 14 de la convention franco-espagnole du 3 octobre de la même année et comprise dans les sphères d'influence respectives.

*Article 7.* La ville de Tanger et sa banlieue seront dotés d'un régime spécial qui sera déterminé ultérieurement ; elles formeront une zone comprise dans les limites décrites ci-après :

Partant de Punta-Altarès sur la côte sud du détroit de Gibraltar, la frontière se dirigera en ligne droite sur la crête du djebel Beni-Meyimel, laissant à l'ouest le village appelé Douar-es-Zeitoun et suivra ensuite la ligne des limites entre le Fahs d'un côté et les tribus de l'Andjera et de l'oued Ras de l'autre côté jusqu'à la rencontre de l'oued Es-Seghir. De là, la frontière suivra le thalweg de l'oued Es-Seghir puis ceux des oueds M'harhar et Tahadartz jusqu'à la mer.

Le tout conformément au tracé indiqué sur la carte de l'état-major espagnol qui a pour titre : « Croquis del Imperio de Marruecos » à l'échelle de 1/100 000, édition de 1906.

*Article 8.* Les consulats, les écoles et tous les établissements français et espagnols actuellement existants au Maroc seront maintenus.

Les deux gouvernements s'engagent à faire respecter la liberté et la pratique extérieure de tout culte existant au Maroc.

Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne, en ce qui le concerne, fera en sorte que les privilèges exercés actuellement par le clergé régulier et séculier espagnol ne subsistent plus dans la zone française. Toutefois, dans cette zone, les missions espagnoles conserveront leurs établissements et propriétés actuels, mais le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne ne s'opposera pas à ce que les religieux de nationalité française y soient affectés. Les nouveaux établissements que ces missions fonderaient seront confiés à des religieux français.

*Article 9.* Aussi longtemps que le chemin de fer Tanger-Fès ne sera pas construit, il ne sera apporté aucune entrave au passage des convois de ravitaillement destinés au makhzen, ni aux voyages des fonctionnaires chérifiens ou étrangers entre Fès et Tanger, et inversement, non plus qu'au passage de leur escorte, de leurs armes et bagages, étant entendu que les autorités de la zone traversée auront été préalablement avisées. Aucune taxe ou aucun droit spécial de transit ne pourra être perçu pour passage.

Après la construction du chemin de fer de Tanger-Fès, celui-ci pourra être utilisé pour ces transports.

*Article 10.* Les impôts et ressources de toutes sortes dans la zone espagnole seront affectés aux dépenses de ladite zone.

*Article 11.* Le Gouvernement chérifien ne pourra être appelé à participer à aucun titre aux dépenses de la zone espagnole.

*Article 12.* Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne ne portera pas atteinte aux droits, prérogatives et privilèges des emprunts 1904 et 1910 dans sa zone d'influence.

En vue de mettre l'exercice de ces droits en harmonie avec la nouvelle situation, le Gouvernement de la République usera de son influence sur le représentant des porteurs pour que le fonctionnement des garanties dans ladite zone s'accorde avec les dispositions suivantes :

La zone d'influence espagnole contribuera aux charges des emprunts 1904 et 1910 suivant la proportion que les ports de ladite zone, déduction faite des 500 000 pesetas hassani dont il sera parlé plus loin, fournissent à l'ensemble des recettes douanières des ports ouverts au commerce.

Cette contribution est fixée provisoirement à 7,95 pour cent, chiffre basé sur les résultats de l'année 1911. Elle sera révisable tous les ans, à la demande de l'une ou de l'autre des parties. La révision prévue devra intervenir avant le 15 mai suivant l'exercice qui lui servira de base. Il sera tenu compte de ces résultats dans le versement à effectuer par le Gouvernement espagnol le 1<sup>er</sup> juin, ainsi qu'il est dit ci-après.

Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne constituera chaque année, à la date du 1<sup>er</sup> mars pour le service de l'emprunt 1910, et à la date du 1<sup>er</sup> juin pour le service de l'emprunt 1904, entre les mains du représentant des porteurs de titres de ces deux emprunts, le montant des annuités fixées au paragraphe précédent. En conséquence, l'encaissement au titre des emprunts sera suspendu dans la zone espagnole par application des articles 20 du contrat du 12 juin 1904 et 19 du contrat du 17 mai 1910.

Le contrôle des porteurs et les droits s'y rapportant, dont l'exercice aura été suspendu en raison des versements du Gouvernement espagnol, seront rétablis tels qu'ils existent actuellement dans le cas où le représentant des porteurs aurait à reprendre l'encaissement direct conformément aux contrats.

*Article 13.* D'autre part, il y a lieu d'assurer à la zone française et à la zone espagnole le produit revenant à chacune d'elles sur les droits de douane perçus à l'importation.

Les deux gouvernements conviennent :

1<sup>o</sup> Que, balance faite des recettes douanières que chacune des deux administrations zonières encaissera sur les produits introduits par ses douanes à destination de l'autre zone, il reviendra à la zone française une somme totale de 500 000 pesetas hassani, se décomposant ainsi :

a) une somme forfaitaire de 300 000 pesetas hassani applicable aux recettes des ports de l'ouest ;

b) une somme de 200 000 pesetas hassani applicable aux recettes de la côte méditerranéenne, sujette à révision lorsque le fonctionnement des chemins de fer fournira des éléments exacts de calcul. Cette révision éventuelle pourrait s'appliquer aux versements antérieurement effectués, si le montant de ceux-ci était supérieur à celui des versements à réaliser dans l'avenir ; toutefois, les versements dont il s'agit ne porteraient que sur le capital et ne donneraient pas lieu à un calcul d'intérêts.

Si la révision ainsi opérée donne lieu à une réduction des recettes françaises relatives aux produits douaniers des ports de la Méditerranée, elle entraînera *ipso facto* le relèvement de la contribution espagnole aux charges des emprunts susmentionnés.

2<sup>o</sup> Que les recettes douanières encaissées par le bureau de Tanger devront être réparties entre la zone internationalisée et les deux autres zones, au prorata de la destination finale des marchandises. En attendant que le fonctionnement des chemins de fer permette une exacte répartition des sommes dues à la zone française et à la zone espagnole, le service des douanes versera en dépôt à la banque d'Etat l'excédent de ces recettes, paiement fait de la part de Tanger.

Les administrations douanières des deux zones s'entendront par l'entremise de représentants qui se réuniront périodiquement à Tanger, sur les mesures propres

à assurer l'unité d'application des tarifs. Ces délégués se communiqueront à toutes fins utiles les informations qu'ils auront pu recueillir tant sur la contrebande que sur les opérations irrégulières éventuellement effectuées dans les bureaux des douanes.

Les deux gouvernements s'efforceront de mettre en vigueur, à la date du 1<sup>er</sup> mars 1913, les mesures visées sous le présent article.

*Article 14.* Les gages affectés en zone espagnole à la créance française, en vertu de l'accord franco-marocain du 21 mars 1910, seront transférés au profit de la créance espagnole et, réciproquement, les gages affectés en zone française à la créance espagnole, en vertu du traité hispano-marocain du 16 novembre 1910, seront transférés au profit de la créance française. En vue de réserver à chaque zone le produit des redevances minières qui doivent naturellement lui revenir, il est entendu que les redevances proportionnelles d'extraction appartiendront à la zone où la mine est située, lors même qu'elles seraient recouvrées à la sortie par une douane de l'autre zone.

*Article 15.* En ce qui concerne les avances faites par la banque de l'Etat sur le 5 pour cent des douanes, il a paru équitable de faire supporter par les deux zones non seulement le remboursement desdites avances, mais, d'une manière générale, les charges de la liquidation du passif actuel du makhzen.

Dans le cas où cette liquidation se ferait au moyen d'un emprunt à court ou long terme, chacune des deux zones contribuerait au paiement des annuités de cet emprunt (intérêts et amortissement dans une proportion égale à celle qui a été fixée pour la répartition entre chaque zone des charges des emprunts de 1904 et 1910).

Le taux de l'intérêt, les délais d'amortissement et de conversion, les conditions de l'émission et, s'il y a lieu, les garanties de l'emprunt seront arrêtés après entente entre les deux gouvernements.

Les dettes contractées après la signature du présent accord seront exclues de cette liquidation.

Le montant total du passif à liquider comprend notamment : 1) les avances de la banque d'Etat gagées sur le 5 pour cent du produit des douanes ; 2) les dettes liquidées par la commission instituée en vertu du règlement du corps diplomatique de Tanger en date du 29 mai 1910. Les deux gouvernements se réservent d'examiner conjointement les créances autres que celles visées ci-dessus sous les numéros 1 et 2, de vérifier leur légitimité et, au cas où le total passif dépasserait sensiblement la somme de 25 millions de francs, de les comprendre ou non dans la liquidation envisagée.

*Article 16.* L'autonomie administrative des zones d'influence française et espagnole dans l'Empire chérifien ne pouvant porter atteinte aux droits, prérogatives et privilèges concédés, conformément à l'acte d'Algésiras, à la banque d'Etat du Maroc, pour tout le territoire de l'Empire, par le Gouvernement marocain, la banque d'Etat du Maroc continuera de jouir dans chacune des deux zones de tous les droits qu'elle tient des actes qui la régissent, sans diminution ni réserve. L'autonomie des deux zones ne pourra pas faire obstacle à son action et les deux gouvernements faciliteront à la banque d'Etat le libre et complet exercice de ses droits.

La banque d'Etat du Maroc pourra, d'accord avec les deux puissances intéressées, modifier les conditions de son fonctionnement en vue de les mettre en harmonie avec l'organisation territoriale de chaque zone.

Les deux gouvernements recommanderont à la banque d'Etat l'étude d'une modification de ses statuts permettant :

1) de créer un second haut-commissaire marocain qui serait nommé par l'administration de la zone espagnole, après entente avec le conseil d'administration de la banque ;

2) de conférer à ce second haut-commissaire, pour sauvegarder les intérêts légitimes de l'administration de la zone espagnole, sans porter atteinte au fonctionnement normal de la banque, des attributions autant que possible identiques à celles qu'exerce le haut-commissaire actuel.

Toutes démarches utiles seront faites par les deux gouvernements pour parvenir à la revision régulière dans le sens indiqué ci-dessus des statuts de la banque d'Etat et du règlement de ses rapports avec le Gouvernement marocain.

Afin de préciser et de compléter l'entente intervenue entre les deux gouvernements et constatée par la lettre adressée le 23 février 1907 par le ministre des affaires étrangères de la République à l'ambassadeur de S. M. le Roi d'Espagne à Paris, le Gouvernement français s'engage, en ce qui concerne la zone espagnole, sous réserve des droits de la banque : 1) à n'appuyer aucune candidature auprès de la banque d'Etat ; 2) à faire connaître à la banque son désir de voir prendre en considération, pour les emplois de ladite zone, les candidatures de nationalité espagnole.

Réciproquement, le Gouvernement espagnol s'engage, en ce qui concerne la zone française, sous réserve des droits de la banque : 1) à n'appuyer aucune candidature auprès de la banque d'Etat ; 2) à faire connaître à la banque son désir de voir prendre en considération pour les emplois de ladite zone les candidatures de nationalité française.

En ce qui concerne : 1) les actions de la banque qui pourraient appartenir au makhzen ; 2) les bénéfices revenant au makhzen sur les opérations de frappe et de refonte de monnaies, ainsi que sur toutes les autres opérations monétaires (art. 37 de l'acte d'Algésiras), il est entendu qu'il sera attribué à l'administration de la zone espagnole une part calculée d'après le même pourcentage que pour la redevance et les bénéfices du monopole des tabacs.

*Article 17.* L'autonomie administrative des zones d'influence française et espagnole dans l'Empire chérifien ne pouvant porter atteinte aux droits, prérogatives et privilèges concédés, conformément à l'acte général d'Algésiras, pour tout le territoire de l'Empire, par le Gouvernement marocain, à la Société internationale de régie coïntéressée des tabacs au Maroc, ladite société continuera à jouir, dans chacune des zones, de tous les droits qu'elle tient des actes qui la régissent sans diminution ni réserve. L'autonomie des deux zones ne pourra pas faire obstacle à son action et les deux gouvernements lui faciliteront le libre et complet exercice de ses droits.

Les conditions actuelles de l'exploitation de monopole, et en particulier les tarifs des prix de vente, ne pourront être modifiés que d'accord entre les deux gouvernements.

Le Gouvernement français ne fera pas obstacle à ce que le Gouvernement royal se concerte avec la régie soit en vue d'obtenir de cette société la rétrocession à des tiers de l'intégralité de ses droits et privilèges, soit en vue de lui racheter à l'amiable, par anticipation, lesdits droits et privilèges. Dans le cas où, comme conséquence du rachat anticipé, le Gouvernement espagnol désirerait modifier dans sa zone les conditions générales de l'exploitation du monopole, et, par exemple, s'il voulait réduire les prix de vente, un accord devra intervenir entre les deux gouvernements dans le but exclusif de sauvegarder les intérêts de la zone d'influence française.

Les stipulations qui précèdent s'appliqueront réciproquement dans le cas où le

Gouvernement français désirerait faire usage des facultés reconnues ci-dessus au Gouvernement espagnol.

La régie pouvant faire objection à un rachat partiel, les deux gouvernements s'engagent dès maintenant à faire exercer dans l'une et l'autre zone, aussitôt que possible, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 1933, en prévenant la régie avant le 1<sup>er</sup> janvier 1931, le droit de rachat prévu à l'article 24 du cahier des charges. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1933, chacune des deux zones deviendra libre d'établir selon ses convenances les impôts qui font l'objet du monopole.

Les deux gouvernements se mettront d'accord pour obtenir, en respectant le cahier des charges :

- a) la création d'un second commissaire nommé par l'administration de la zone d'influence espagnole ;
- b) la définition des attributions qui seraient nécessaires à ce second commissaire pour sauvegarder les intérêts légitimes de l'administration de la zone espagnole, sans porter atteinte au fonctionnement normal de la régie ;
- c) la répartition par moitié entre les deux commissaires de la somme de 5000 rials makhzanis, argent versé annuellement par la régie pour le traitement du commissaire.

Afin de maintenir pendant la durée du monopole l'identité du tarif des prix de vente dans les deux zones, les deux gouvernements prennent l'engagement de ne pas assujettir la régie ou ses ayants droit à des impôts nouveaux sans s'être préalablement entendus.

Le produit des amendes prononcées contre la régie pour inexécution du cahier des charges ou abus (art. 31 du cahier des charges) sera attribué au trésor de la zone dans laquelle les infractions ou abus auront été commis.

Pour le partage de la redevance fixe annuelle et des bénéfices (art. 20 à 25 du cahier des charges), on appliquera un pourcentage qui sera déterminé par la puissance de consommation de la zone espagnole, comparativement à la puissance de consommation totale de l'Empire. Cette puissance de consommation sera évaluée d'après les perceptions douanières restant effectivement entre les mains de l'administration de la zone espagnole, compte tenu du reversement prévu à l'article 13 ci-dessus.

*Article 18.* En ce qui concerne le comité des valeurs douanières, le comité spécial des travaux publics et la commission générale des adjudications, durant la période où ces comités resteront en vigueur il sera réservé à la désignation du khalifa de la zone espagnole un des sièges de délégué chérifien dans chacun de ces trois comités.

Les deux gouvernements sont d'accord pour réserver à chaque zone et affecter à ses travaux publics le produit de la taxe spéciale perçue dans ses ports en vertu de l'article 66 de l'acte d'Algésiras.

Les services respectifs sont autonomes.

Sous condition de réciprocité, les délégués de l'administration de la zone française voteront avec les délégués du khalifa dans les questions intéressant la zone espagnole et notamment pour tout ce qui concerne la détermination des travaux à exécuter sur les fonds de la taxe spéciale, leur exécution et la désignation du personnel que cette exécution comporte.

*Article 19.* Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté Catholique se concerteront en vue de :

- 1) toutes modifications qui devraient être apportées dans l'avenir aux droits de douane ;

2) l'unification des tarifs postaux et télégraphiques dans l'intérieur de l'Empire.

*Article 20.* La ligne de chemin de fer de Tanger-Fès sera construite et exploitée dans les conditions déterminées par le protocole annexé à la présente convention.

*Article 21.* Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté Catholique s'engagent à provoquer la revision, d'accord avec les autres puissances et sur la base de la convention de Madrid, des listes et de la situation des protégés étrangers et des associés agricoles, et éventuellement l'abrogation de la partie de ladite convention concernant les protégés et associés agricoles.

*Article 22.* Les sujets marocains originaires de la zone d'influence espagnole seront placés à l'étranger sous la protection des agents diplomatiques et consulaires de l'Espagne.

*Article 23.* Pour éviter autant que possible les réclamations diplomatiques, les Gouvernements français et espagnols s'emploieront respectivement auprès du Sultan et de son khalifa pour que les plaintes portées par des ressortissants étrangers contre les autorités marocaines ou les personnes agissant en tant qu'autorités marocaines, et qui n'auraient pu être réglées par l'entremise du consul du gouvernement intéressé, soient déferées à un arbitre *ad hoc* pour chaque affaire, désigné d'un commun accord par le consul de France ou celui d'Espagne et par celui de la puissance intéressée ou, à leur défaut, par les deux gouvernements de ces consuls.

*Article 24.* Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté Catholique se réservent la faculté de procéder à l'établissement dans leurs zones respectives d'organisations judiciaires inspirées de leurs législations. Une fois ces organisations établies et les nationaux et protégés de chaque pays soumis, dans la zone de celui-ci, à la juridiction de ces tribunaux, le Gouvernement de la République française, dans la zone d'influence espagnole, et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne, dans la zone d'influence française, soumettront également à cette juridiction locale leurs nationaux et protégés respectifs.

Tant que le paragraphe 3 de l'article 11 de la convention de Madrid du 3 juin 1880 sera en vigueur, la faculté qui appartient au ministre des affaires étrangères de Sa Majesté chérifienne de connaître en appel des questions de propriété immobilière des étrangers fera partie, pour ce qui concerne la zone espagnole, de l'ensemble des pouvoirs délégués au khalifa.

*Article 25.* Les puissances signataires s'engagent à prêter, dès maintenant, dans leurs possessions d'Afrique, leur entier concours aux autorités marocaines pour la surveillance et la répression de la contrebande des armes et des munitions de guerre.

La surveillance dans les eaux territoriales des zones respectives française et espagnole sera exercée par les forces organisées par l'autorité locale ou celles du gouvernement protecteur de ladite zone.

*Article 26.* Les accords internationaux conclus à l'avenir par Sa Majesté chérifienne ne s'étendront à la zone d'influence espagnole qu'avec le consentement préalable du Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne.

*Article 27.* La convention du 26 février 1905, renouvelée le 3 février 1909 ainsi que la convention générale de La Haye du 18 octobre 1906, s'appliqueront aux différends qui viendraient à s'élever entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation et de l'application des dispositions de la présente convention et

qui n'auraient pas été réglées par la voie diplomatique. Un compromis devra être adressé et il sera procédé suivant les règles des mêmes conventions en tant qu'il n'y serait pas dérogé par un accord exprès au moment du litige.

*Article 28.* Toutes clauses des traités, conventions et accords antérieurs qui seraient contraires aux stipulations qui précèdent sont abrogées.

*Article 29.* La présente convention sera notifiée aux gouvernements signataires de l'acte général de la conférence internationale d'Algésiras.

*Lettres annexes au traité franco-espagnol du 27 novembre 1912*

I

Madrid, le 27 novembre 1912.

*L'ambassadeur de France au ministre d'Etat*

Pour bien préciser la portée des dispositions de la convention signée aujourd'hui, qui ont trait à la nomination du khalifa et aux rapports de celui-ci avec les agents étrangers, Votre Excellence me permettra de lui rappeler qu'elle a bien voulu me déclarer que :

En ce qui concerne le premier de ces points, la désignation du khalifa de la zone espagnole pourra être utilement préparée par des pourparlers confidentiels entre les deux gouvernements dans le but de s'assurer que le choix du Sultan se portera sur celui des deux candidats visés dans l'article premier de ladite convention qui aura les préférences du Gouvernement royal. Il est toutefois entendu que, quels que soient les avantages de cette façon de procéder, chacune des deux puissances est libre d'y renoncer dans des cas particuliers et de s'en tenir strictement aux clauses de la présente convention, qui, d'un côté, oblige l'Espagne à la présentation d'une liste de deux candidats, et, d'un autre côté, stipule que le choix de Sa Majesté chérifienne aura à se porter sur l'un de ces deux candidats. Il va enfin de soi que ceux-ci devront être des personnalités de marque.

En ce qui touche les rapports que le khalifa, en tant que délégué de l'autorité impériale dans la zone espagnole, aura à entretenir avec les agents officiels étrangers, il est entendu que, lors de la rédaction du traité, le mot « officiels » a été substitué au mot « consulaires », en vue d'éviter, suivant l'expression de Votre Excellence, des difficultés dans la pratique ; ces difficultés pourraient surgir du fait que certaines puissances, n'ayant au Maroc d'agent consulaire de carrière que dans la zone française, ne pourraient suivre directement avec l'administration de la zone espagnole les affaires afférentes à cette zone et que, seule, ladite administration a qualité pour trancher aux termes de notre convention d'aujourd'hui. Pour les relations diplomatiques des gouvernements étrangers avec le Sultan, il est bien entendu, en effet, que la mention faite dans la présente convention de l'article 5 du traité franco-chérifien du 30 mars 1912 en réserve à la France le monopole.

Agréez, etc.

GEOFFRAY.

II

*(Lettre de M. Garcia Prieto à l'ambassadeur de France répétant la précédente.)*

---



## Annexe 56

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DU MAROC

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed, sa famille et ses compagnons !

Puisse le Très-Haut perpétuer sa gloire, sa victoire, son appui, son triomphe, son assistance et son éclatant succès à notre seigneur et maître, commandeur des croyants, fils de notre seigneur et maître, commandeur des croyants !

Après ma prosternation devant Votre Majesté et après vous avoir rendu ce qu'il convient d'hommages et d'honneurs :

Il est porté à la noble connaissance de Votre Majesté – que Dieu vous glorifie ! – que l'ambassadeur d'Espagne a reçu de son ministre une lettre par laquelle il l'informe que l'Etat espagnol est vivement critiqué par la population des îles Canaries, situées en face d'oued Noun, à cause du silence qu'il garde sur la présence auxdites îles de l'Anglais Mackenzie et que les Canariens demandent que la huitième clause soit tenue. Le Gouvernement espagnol ne sait ce qu'il faut leur répondre, car il désire ardemment sauvegarder son amitié avec le Maroc.

Si Votre Majesté veut la rupture de cette clause, il vous appartient de déléguer un émissaire qui leur en parlera et connaîtra leur réponse.

Le même ambassadeur a dit en avoir discuté avec le serviteur de notre seigneur El Haj Abdelkrim Bricha pour communiquer son avis sur la question. Et jusqu'à présent nous n'avons pas encore reçu sa réponse.

Nous sollicitons de Votre Majesté de bien vouloir nous faire parvenir vos instructions, pour que les Espagnols sachent quoi répondre à leurs sujets et aux habitants des îles précitées.

Nous espérons être digne de votre agrément.

Salut !

Le 9 Ramadan 1297 (*correspondant au 16 août 1879*).

Le serviteur de son seigneur,

M'HAMED BARGACH,

Puisse Dieu le combler de ses grâces !

---

## Annexe 57

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DU MAROC

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed, sa famille et ses compagnons !

Puisse le Très-Haut perpétuer sa gloire, sa victoire, son appui, son triomphe, son assistance et son éclatant succès à notre seigneur et maître commandeur des croyants, fils de notre seigneur et maître, commandeur des croyants !

Après ma prosternation devant Votre Majesté et après vous avoir rendu ce qu'il convient d'hommages et d'honneurs :

Il est porté à la noble connaissance de Votre Majesté — que Dieu vous glorifie ! — que nous avons reçu votre lettre chérifienne — puisse Dieu en fortifier la teneur ! — en réponse à notre correspondance à Votre Majesté concernant les remous provoqués aux îles Canaries à cause de l'Anglais Mackenzie et la rupture avec les Espagnols de la huitième clause.

Vous m'avez dit que nous recevrons prochainement un émissaire qui discutera de cette rupture avec l'ambassadeur et m'avez consulté si ledit émissaire à désigner sera autre que Bricha qui est récemment arrivé de là-bas ou si le délégué à nommer sera, malgré tout, le même Bricha.

En réponse, j'informe Votre Majesté — puisse Dieu perpétuer votre gloire ! — que l'envoi de Bricha est judicieux, car il a des connaissances à Madrid avec les gens du makhzen. Consulté par mes soins, l'ambassadeur me partage cet avis et affirme que la désignation de Bricha est tellement pertinente que si aucune entente n'est conclue entre lui et l'ambassadeur à ce sujet il se rendra lui-même à Madrid pour l'y dénoncer, d'autant plus que le Gouvernement espagnol est en mauvaise posture à cause de la violente campagne de presse dont il est la cible.

Nous communiquons à Votre Majesté notre avis et celui de l'ambassadeur, étant bien entendu que le vôtre sera le meilleur.

Nous demandons à être digne de votre agrément.

Salut !

Le 26 Chaoual 1297 (*correspondant au 1<sup>er</sup> octobre 1879*).

Le serviteur de son seigneur,

M'HAMED BARGACH.

Puissent les grâces de Dieu le combler !

---

## Annexe 58

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DU MAROC

Réponse aux Français et aux Espagnols à Tarfaya (*les mots « et aux Espagnols » étant rayés*).

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed et sa famille !

A notre ami le plus cher, le plus agréable, le délégué, le vénérable M. El Haj Mohamed Torres, puisse Dieu t'accorder la paix ! Et à toi salutation et miséricorde divines ! Grâce aux bienfaits de Sa Majesté puisse Dieu lui accorder son assistance ! Après ce préambule,

est arrivée ta lettre dont il ressort que tu as appris :

- qu'une compagnie française fit la navette entre Wadi ed Dhahab, Ras Bouhkador et la région de Tarfaya ;
- et que l'interprète des Espagnols t'informa que l'un des vapeurs de cette même compagnie se rendit aux Calaniat (îles Canaries) où il fut arraisonné, etc.

Bonne note en est prise. On t'avait déjà mis au courant de l'évolution de cette affaire, des instructions données, en ce sens, aux gouverneurs de cette région, et de notre ordre d'entretenir le représentant de la France de cette question.

Puis l'amine de Tarfaya informa qu'au soir du 22 Rabia I écoulé un grand vaisseau accosta et salua par drapeaux et salves, les mêmes honneurs lui furent ainsi rendus.

Ensuite cinq individus en descendirent et se dirigèrent vers la maison du port où ils restèrent une heure et demie. Après quoi, ils s'en allèrent, par défaut de personne qui interprétât pour eux. On crut qu'ils étaient des Français.

Le lendemain de ce même soir, on manda au port que les chrétiens apparurent dans la tribu des Zerguine, que cinq d'entre eux furent arrêtés et que les agents partirent à la délivrance des détenus.

Et jusqu'au 5 Rabia courant ils ne revinrent pas, selon les termes mêmes de sa lettre dont vous trouverez ci-joint copie.

Sa Majesté – que Dieu l'assiste ! – a donné l'ordre qu'on te récrive une lettre afin que tu fasses le nécessaire, conformément à ce qui précède.

Par conséquent, au nom de Sa Majesté – que Dieu la rehausse ! – dépêche-toi de le traiter, suivant ce qui t'a été indiqué. Si, concernant ce qui a été rapporté par ledit amine, des nouvelles arrivent, on t'en informera, de toute vitesse, par la force de Dieu !

Amicalement, salut !

Fait le 27 Rabia II 1321 (*correspondant au 18 juillet 1903*).

ABDELKRIM BEN SLIMANE.

Puissent les grâces de Dieu le combler !

Annexe 58 bis <sup>1</sup>

Oued Noun, le 6 décembre 1863.

Au commandant de l'armée marocaine <sup>2</sup>.

Après présentation de notre salut à votre grandeur, et des vœux de pleine et parfaite santé, nous vous informons que nous avons été arrêtés dans ce village. Nous comptons ici vingt-cinq prisonniers chrétiens dont six parmi nous sont prisonniers depuis près d'une année et sept sont détenus il y a six mois après que leur navire a coulé. Quant aux douze autres, ils sont incarcérés depuis trois mois.

Il ne faudrait que vous soyez étonné, pour cela, parce que nous nous sommes enhardis à vous écrire, alors que nous n'avons pas fait votre connaissance jusqu'à maintenant.

Ainsi nous avons appris par un membre de votre suite que vous êtes arrivés avec lui dans cette ville où nous sommes détenus. Nous avons décidé de vous écrire par l'intermédiaire de votre serviteur précité, et aussi d'écrire à Son Altesse, en lui demandant de donner tout ce qu'il a de plus cher et de plus précieux à notre délivrance de cet exil. Nous vous demandons aussi d'y déployer tous vos efforts. Nous vous en serions reconnaissants toute notre vie.

En ce qui concerne la préparation de notre délivrance, nous l'avons indiquée dans la lettre que nous avons adressée à Son Excellence.

Nous vous informons également que le docteur Luis Carcel, commandant du bateau dénommé *La Colt Bolicarbo* (d'Algésiras) a aussi été arrêté avec nous. Ce bateau a pris la mer par Rabat. Il a quitté le port de Safi, chargé de blé à destination des Canaries. Il a fait naufrage le 27 mai, après avoir été submergé. Le 29, ce commandant a pu arriver avec sept marins à Dalmiano où ils ont été arrêtés.

En conclusion, nous insistons auprès de Votre Excellence pour que vous fassiez tous les efforts possibles à notre libération de cet exil, et engagiez toutes les négociations avec le prince à notre sujet.

Que vous sachiez que la plupart de ces prisonniers sont mariés et que leurs familles sont dans le dénuement et le besoin les plus complets.

C'est de quoi on doit vous informer aujourd'hui. Ayez pitié de ces prisonniers qui baisent vos mains.

L'écrivain,

FRANCESCO AMERICA.

---

<sup>1</sup> Traduction de l'original en arabe publié par Ibn Zaydan. *Ithaf Aalam Al-Nas, Histoire de Meknès*. t. III, p. 542.

<sup>2</sup> On ne connaît pas le nom du commandant de la colonne marocaine expédiée dans cette région.

## Annexe 59

LETTRE DU SULTAN AU CHEIK HABIB <sup>1</sup>

*(Sceaux de S. M. le sultan Sidi Mohamed Abderrahman.)*

Louanges à Dieu unique.

A notre serviteur, cheik Habib Ben M'Barek Ben Abdellah ou Salem, Dieu te guide et te protège, la paix, la miséricorde et la bénédiction soient avec vous.

Il est arrivé à notre présence, élevé par Dieu, ta lettre dans laquelle tu demandes de t'envoyer deux personnes prudentes et fidèles parmi nos serviteurs afin d'écouter les deux chrétiens que tu dis avoir détenu entre tes mains jusqu'à l'arrivée de notre réponse.

Ce que tu voudrais que nos envoyés fassent en écoutant les deux chrétiens, tu peux le faire toi-même et nous en informer. Mais si les deux chrétiens ont quelque chose à dire, ils doivent aller par la mer à la ville de Mogador où ils pourront déclarer ce qu'ils voudront. Il ne faut pas que les chrétiens pénètrent et rentrent dans les terres des musulmans. Les ports des musulmans sont nombreux et celui qui a quelque chose à notifier doit se rendre auxdits ports où il sera écouté.

Dieu t'empare et la paix.

Le 18 Rabia II 1278 (correspondant au 23 octobre 1861).

---

---

<sup>1</sup> Alcalá Galiano, *Pesquerías y comercio*, p. 296.

## Annexe 59 bis

LETTRE DU MINISTRE D'ÉTAT ESPAGNOL  
À SON MINISTRE RÉSIDENT À TANGER <sup>1</sup>

Excellence,

De l'examen des questions soulevées à l'occasion de la captivité subie par plusieurs marins espagnols dans le territoire d'oued Noun, auxquelles se réfère votre envoi n° 159 de l'année qui vient de s'écouler et les documents qui l'accompagnent, il résulte :

1. Qu'il n'est pas possible de nier le droit qu'a le Sultan de demander le châtement des membres de l'équipage de la goélette *Dolores* du moment même que l'on reconnaît le fait que ledit bateau est allé sur les côtes de l'oued Noun dans l'intention de faire commerce, ce qui, par ailleurs, implique une certaine complicité de la part de nos autorités du fait qu'elles ont consenti à ladite expédition commerciale et l'ont légalisée, alors qu'elle était contraire aux prescriptions du Souverain marocain.

2. Que pour autant que la justice soit du côté de la réclamation formulée par l'armateur et les membres de l'équipage de la goélette *Policarpo* et de celles que, de la même manière, pourraient présenter tous autres captifs, il n'y a pas de base légale sur quoi appuyer la demande, mais bien au contraire, le traité en vigueur s'y oppose en établissant implicitement l'irresponsabilité du Sultan dans les excès que commettent les côtiers d'oued Noun.

3. Que, en vertu du même traité et conformément à la même disposition qui couvre le Sultan à l'égard des réclamations de ceux qui sont lésés, il apparaît raisonnable d'exiger de lui le remboursement des sommes prélevées à la caisse de contrôle de la douane de Mogador et employées à faire face au paiement de la rançon de deux captifs et à entretenir et vêtir les autres durant leur captivité et ensuite jusqu'à leur départ de Mogador : tous soins qui doivent être à la charge du Sultan, en application de la disposition précitée, laquelle est contenue dans le paragraphe 4 de l'article 38 du traité.

Le refus du consul à Mogador de céder aux instances des autorités marocaines qui demandaient la prison et le châtement des membres de l'équipage de la goélette *Dolores* a été en tout point conforme à ce que la prudence conseillait en pareil cas ; mais pour l'étayer, dans la supposition qu'il est possible que le Sultan insiste sur une telle réclamation, il conviendrait à tout le moins d'alléguer les raisons que ledit consul allègue dans le rapport qui est joint au vôtre, car en laissant sur pied le fait que la goélette *Dolores* était allée commercer sur un point fermé de la côte et cela au vu et au su des autorités espagnoles, il resterait toujours démontré qu'il y eut de notre part infraction à la loi et une complicité des autorités maritimes espagnoles qui rabaisserait notre force morale et ébranlerait le prestige qui accompagne toujours nos réclamations, lequel dépend pour beaucoup de leur stricte justice et du respect que l'Espagne manifeste en tout cas pour la légalité existante dans les pays avec lesquels elle traite. De plus, vous connaissez l'aspect politique que revêtent aux yeux des Marocains toutes ques-

<sup>1</sup> Bauer, *Consecuencias de la campaña de 1860 (Marruecos)*, t. III, p. 40-43.

tions se rapportant plus ou moins directement à l'indépendance du territoire d'oued Noun, et ce qu'il y aurait de délicat à engager une discussion dans laquelle pourraient intervenir des reproches sur ce point particulier.

Pour cela, il convient de feindre d'ignorer tout ce qui pourrait avoir relation avec l'objet du voyage de la goélette *Dolores* à la côte du sud du Maroc, et de faire mention de l'événement seulement comme ayant été causé par un accident de la mer qui éloigna et fit faire naufrage au bateau sur lesdites côtes.

En ce qui concerne la réclamation formulée par l'armateur et les membres de l'équipage de la goélette *Policarpo*, vous connaissez parfaitement l'article 38 du traité de commerce contre lequel cette demande ne peut d'aucune façon prévaloir.

En fixant dans le paragraphe 4 dudit article les obligations positives qui incombent au Sultan dans des cas comme celui dont il s'agit, après que le reste du traité eut établi les devoirs généraux du Souverain marocain dans les cas ordinaires, il est indéniable que l'on laisse implicitement reconnue l'irresponsabilité dudit Souverain en dehors de ce à quoi il s'oblige formellement s'agissant d'affaires comme la présente.

Mais cette même disposition internationale, qui exempte le Sultan de la responsabilité d'indemniser les intéressés, lui impose le devoir de sauver et protéger les Espagnols en cas de naufrage sur les côtes d'oued Noun jusqu'à ce qu'ils retournent dans leur pays. Le Sultan s'est acquitté de cette obligation en partie en rachetant la plus grande partie des naufragés, mais il n'a pas pris soin de leur entretien et de leur protection des intempéries, comme il le devait ; de sorte que, sans les secours envoyés par le consul de Mogador, le rachat réalisé par le Sultan aurait été tardif, car les naufragés n'auraient pu résister aux rigueurs de la captivité. A cela, il faut ajouter que le rachat des captifs fut également effectué avec des fonds espagnols provenant de la caisse de contrôle de la douane de Mogador.

Pour toutes ces considérations, S. M. la Reine, notre souveraine, a bien voulu ordonner :

1. Que vous n'admettiez aucune discussion au sujet de la culpabilité des marins de la goélette *Dolores* au cas où le Gouvernement du Sultan insisterait dans sa réclamation de leur châtement, et que vous vous limitiez à présenter la venue de ce bateau sur les côtes d'oued Noun comme une chose accidentelle et fruit des hasards de la mer.

2. Que vous portiez à la connaissance de ceux qui réclament des dommages et intérêts, comme les membres de l'équipage et l'armateur de la goélette *Policarpo*, l'impossibilité qu'il y a à donner suite à leurs demandes, du fait que l'article 38 du traité s'y oppose.

- Et 3. Que vous réclamiez du Gouvernement marocain le remboursement des 61 366 réaux et 56 centimes auxquels se montent les sommes provenant du contrôle de la douane de Mogador et employées par le consul en cette place pour effectuer le rachat de deux captifs, pour tâcher d'obtenir celui des autres et pour les secourir tous durant leur séjour à oued Noun et ensuite jusqu'à leur embarquement pour la Péninsule.

De même, l'on a bien voulu approuver les comptes de l'emploi desdits fonds, lesquels paraissent justifiés en partie par les documents et en partie par l'attestation de l'existence des reçus restants, dans les rapports du consul et vice-consul à Mogador joints à votre communication n° 159 de l'année qui vient de s'écouler. Cette approbation servira de décharge intérimaire au moment de recevoir les

comptes de ladite caisse de contrôle en attendant que le Gouvernement marocain effectue le remboursement de la somme susmentionnée.

Enfin, Sa Majesté a appris avec le plus grand plaisir les services rendus par don Manuel Correa, ainsi que le comportement des Señores Borrás et Compagnie qui ont autorisé celui-ci à utiliser en faveur des marins détenus les fonds qu'ils lui avaient confiés. Ainsi vous le ferez savoir aux uns et aux autres comme témoignage de l'appréciation que le Gouvernement de Sa Majesté a pour tous les services d'humanité que l'on rend à des sujets espagnols.

D'ordre royal je vous le dis, etc.

Madrid, le 21 avril 1865.

(Signé) L. ARRAZOLA.

---

#### Annexe 60

#### CIRCULAIRE DU DÉLÉGUÉ DU SULTAN ADRESSÉE AUX REPRÉSENTANTS ÉTRANGERS AU MAROC <sup>1</sup>

La Cour chérifienne a eu connaissance que des bateaux appartenant à certaines nations étrangères ont été sur les côtes d'oued Noun pour faire du commerce d'importation et exportation avec les indigènes. Les gouverneurs respectifs desdites provinces ayant notifié les faits à S. M. le Sultan, celui-ci a ordonné d'empêcher tout débarquement desdits bateaux ; il a envoyé, à cet effet, le vizir Sidi Ali el Mesfioui et le caïd M'Barek Ben Slile, avec cent chevaliers, pour protester contre cette façon d'agir et pour faire savoir que les bateaux devaient abandonner immédiatement les côtes, étant donné que cela était contraire aux lois et que les équipages exposaient leur vie et leurs biens.

Au nom de S. M. le Sultan, nous protestons à nouveau contre ces faits et nous avertissons les représentants des puissances étrangères que les équipages des bateaux qui arriveront dans les ports non habilités et dépourvus de douanes, et qui seront l'objet de malheur dans leurs vies et leurs biens, seront seuls responsables. Le Gouvernement marocain n'admettra ni plaintes, ni réclamations de leur part.

Nous espérons que vous preniez acte de cette protestation qui vous est faite au nom du Sultan à votre gouvernement.

Tanger, le 12 Chaabane 1303 (correspondant au 16 mai 1886).

(Signé) MOHAMED BEN LARBI TORRES.

---

<sup>1</sup> Alcalá Galiano, *Pesquerías y comercio*, p. 192.



Annexe 61 <sup>1</sup>EXTRAIT DE BECKER, *HISTORIA DE MARRUECOS*

Pages 326-327 :

(Après avoir décrit les négociations engagées entre le Gouvernement marocain et le Gouvernement anglais au sujet de l'établissement de Mackenzie à cap Juby, l'auteur ajoute :)

Le gouvernement espagnol a joué un rôle de médiateur dans toute cette contestation, sans s'ériger toutefois en juge qui apprécie le désaccord existant entre l'Angleterre et le Maroc, mais tout en appuyant les intérêts de ce dernier dans des conditions telles que le ministre des affaires étrangères du Sultan exprima sa gratitude au représentant espagnol à Tanger.

---

## Annexe 62

CIRCULAIRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DU MAROC <sup>2</sup>

Lors de la dernière conversation du 28 janvier 1879, Sidi Mohamed Bargach a dit au représentant espagnol :

« Je vous ai interrogé au sujet d'une expédition projetée depuis les îles Canaries aux côtes du Sous et du Noun et vous m'avez répondu qu'effectivement vous saviez qu'un ingénieur anglais, nommé Donald Mackenzie, avait été, l'été dernier, à Lanzarote, pour affréter un bateau et réunir des gens afin de se rendre aux côtes du Sous et du Noun... Dans le désir d'éviter les malheurs qui pourront être occasionnés à des citoyens espagnols s'ils descendent du bateau dans des côtes dépourvues de notre autorité, je vous prie de faire savoir à votre gouvernement que celui de S. M. le Sultan ne répond pas de la vie desdits gens, ni des dommages et intérêts que pourront leur causer les tribus, étant donné que S. M. le Sultan ne consent que personne mette ses mains dans ces Etats, ni que personne ne débarque dans les lieux non habilités à l'effet. »

---

<sup>1</sup> Becker, *Historia de Marruecos*, p. 326-327.

<sup>2</sup> Alcalá Galiano, *Pesquerías y comercio*, p. 120.

## Annexe 63

TRANSLATION OF A LETTER ADDRESSED BY CID EMFADL GHARNIT  
TO MR. HERBERT WHITE <sup>1</sup>

(After Compliments) I have received your reply to the answer I had given you by order of the Sultan with regard to the indemnity claimed by the (Juby) Company for the loss suffered by it in its trade and with regard to the compensation for the dead man and the wounded, to the following effect.

(You argue) that Juby is not part of the Empire of Morocco, for the boundary of the latter is Wad Draa, and that when the Company established itself there the Authority of the Government was limited to what is between Wad Draa and Agadir.

That the Government wished to give to Spain in lieu of Santa Cruz a place between Juby and Wad Draa known as Puerto Cansado, and that the Spanish Government would not accept it, adducing that it was outside the Empire of Morocco.

That the Kings of Portugal possessed a few towns belonging to the Empire of Morocco in the districts South of Juby known as Río de Oro, i.e., the Gold River, and that the Moorish Government does not now recognize these places to belong to them and that the Spaniards took possession of them several years ago, although the Moorish Government claims to possess sovereignty there, and you are not aware that the latter wrote to the Spanish Government on the subject or sent troops to the place to keep them away from it and that the British Government has evinced patience and given proofs of the friendship existing between the two Governments (its treatment of) this matter from beginning to end and expects H.S.M. to order its settlement and the punishment of the guilty out of consideration for this friendship, to the end of all you state.

I have communicated your letter to our Lord, and His Majesty, — may God give him victory — has been acquainted with all you say therein and has commanded me to answer you that those tribes in whose territory Juby and the other landing places of that district are situated have sworn allegiance to H.S.M. by their necks with all the tribes of the west (i.e., Morocco) and they do not deny that for the animals they kill could not be eaten nor would their marriages be valid without that in the law of Islam. They swore to His Sherifian Majesty submission and obedience, as they had done to his sanctified predecessors. His Majesty was satisfied with them and with what came from them in obedience, as his predecessors revered by them and by other distant tribes and mountaineers had been. But when the nations cast their eyes upon them and began to send ships to them sometimes on the side of Juby, and sometimes on that of the district of the Part of Sidi Mohammed ben Abdallah, and others at the part of Baida they wrote to His Sherifian Majesty and invited his presence. And as they were among His Majesty's subjects and had rights upon him, and H.M. is responsible to God for them, our Lord — may God strengthen him — answered their call in the measure of his ability, and went to their country and set their affairs in order. This is the abridged answer of His Sherifian Majesty, and his detached explanation supported by precise and clear proofs of how those tribes belong to the Empire of

<sup>1</sup> Public Record Office F.O. 99/271.

Marocco is contained in many memoranda in the hands of our friend, the former Minister, and of the new one. They are sufficient. As to the "Gold River" the Moorish Government is not silent toward the Spanish Government about it. The Spaniards had opened certain negotiations on the matter and had asked for a delimitation of the frontier, and an answer was returned thereto. The tribes living there are publicly known to render allegiance to the Moorish Government, and have its Governors over them. The Government had the intention of sending them help from the "Geish" to watch over them . . .

Finished the 1st Ramadan 1306 (= 2 May 1889).

S.A. MUHAMMED EL MUFADDAL BEN MUHAMMED GHARRIT.

---

Annexe 64 <sup>1</sup>TRANSLATION OF A LETTER ADDRESSED TO SIR J. D. HAY BY THE  
VIZIR CID EMFADL GARNEET DATED JULY 4th 1886

(After compliments) We have received your letter stating that the Agent of the British N.W. African Co. trading at Tarfaya (Cape Juby) has reported that the Co.'s storehouse at that place was attacked and pillaged by Government troops, and the trade with the tribes put a stop to, and that your Government had directed you to inform them whether this report is true or not, and if true, whether the troops or tribes acted under orders received from the Sultan, or without such orders. You ask for explanations regarding this occurrence, and you observe that you had formerly pointed out that the place where the Co.'s are established is beyond the dominions of this Government, and that they would be held responsible if the said Co. should suffer any damage or harm at the hands of the Government troops or of others under their jurisdiction.

I have communicated your letter to our Lord the Sultan and H.M. has taken into consideration all you state in it and has commanded me to inform you in reply that the chiefs of the tribe who buy and sell with the Co. through their (the Co.'s) Agent, had demanded of the latter an increase in the duties they receive from him ; on his refusal a dispute arose, and commercial intercourse in that district was broken off in consequence, this was reported to the Sultan by the principal persons and chiefs of that region before H.M.'s departure from Morocco on the present Soos Expedition ; the letters on this subject are at hand and should you wish to see them, they shall be sent to you. As to the allegation of the Co. that their store had been pillaged, H.S.M. has no knowledge of such an occurrence.

It is true that you stated that the place where the Company is established is beyond the confines of these dominions, and in proof of this you pointed out that the tribes were not submissive to the Sultan. All doubt and falsehood has now ceased and light has shone forth on the subject for those who have eyes, for the Aït Jemel of the tribe of Tekna, in whose territory Tarfaya is situated, presented themselves before the Sultan listening and obeying <sup>2</sup>, and not only this tribe but also those beyond them, and even the tribes beyond them again, at a distance of many days' journey from Tarfaya, came to H.M. listening and obeying, and renewed their allegiance, each tribe separately after that they had done so in a body together with the other tribes in the Empire, and H.M. established a system of Government and appointed rulers over them, and placed guards on their ports, including Tarfaya, and set their affairs in order.

It has been made clear and evident that these dominions are coterminous with the independent states of Egypt, Soudan, and Magnia <sup>3</sup>, as has been set forth as unquestionable in the chronicles of the Ulema of this country. The said Company (N.W. African) or others that have settled on the coast at other places besides Tarfaya have no longer any pretext for remaining there in accordance with the rules of justice and equity, recognized and observed by European Powers, for it

<sup>1</sup> Public Record Office F.O. 99/262.

<sup>2</sup> Note an Arabic phrase denoting making submission.

<sup>3</sup> On the Algerian . . . (?)

has been clearly shown that those regions form part of the Empire of Marocco, and the continued residence (illegible) of any merchant will be an unauthorized act setting established laws at defiance. Should any person reside at any place on the coast other than on the coasts of Dakala, Shawia, and the Gharb, and buy and sell there, his trade will be contraband, and on his head alone will rest the responsibility for whatever may befall him, in person or property.

May you continue in prosperity !

Finished the 1st

1303 (= 4 July 1886).

S.A. MOHAMMED EL M'FADDAL BEN MOHD GHARNEET.

---

Annexe 65<sup>1</sup>TRANSLATION OF A LETTER ADDRESSED BY CID EMFADL  
GHARNIT TO SIR WILLIAM KIRBY GREEN

(After compliments) I have received your letter (saying) that you have communicated to your Government the three letters sent to you on the Cape Juby question and that your Government has answered you on the subject in the manner set forth in your letter in seven paragraphs, (in) the first of which (you state) that your Government holds the Moorish Government responsible for the losses sustained by the Company in its trade at the afore-said place in consequence of the obstructive attitude of its officials ; (in) the second (you state) that our honoured friend, the Secretary of State for Foreign Affairs has commanded you to inform us that in one of the above letters it is admitted that his Government did not recognize that Juby belongs to the dominions of the Empire of Morocco at the time that the Company landed there, (in) the third (you state) that the Secretary of State had also mentioned that in the interval which elapsed between the assertion by the Moorish Government of its authority over the tribes neighbouring to Juby and the establishment of the Company there, the Company had established relations of friendship and commerce with those neighbouring tribes, and that these were thereupon interrupted through the action of the officials of the Moorish Government ; the fourth (states) that no intelligence has reached Foreign Powers of the extension of the Moorish dominion to the South of Wad Draa and that there is also no proof of this in the possession of the British Government ; the fifth (states) that the above-mentioned Secretary of State urges the Moorish Government not to gainsay the rights of foreigners who were at that place before the Moorish Government succeeded in establishing its authority there ; the sixth (states) that the friendly Government protests against the Sherifian Government, if it should compel the Company to abandon Juby without compensation for the losses sustained by it in its trade through the opposition of the officials of the Moorish Government ; the seventh states that the friendly Government has declared that it cannot (consent) that this matter be treated with it through a special Envoy from the Sultan, until an answer be received to that letter. I have communicated your letter to the knowledge of our Lord [may God make him victorious] and H.M. has acquainted himself with its contents and has commanded me to answer you on each of the seven aforesaid paragraphs, in the manner detailed below.

Answer to the first paragraph. When the Company landed at Tarfaya, the principal men of the tribe of Tekna reported the fact to the Moorish Government and made known to it that this place was in the country of their brethren the Ait Jemel, who belong to the Empire of Morocco, and they stated that when they attempted to restrain them, Mackenzie, the Chief of the Company, told them that they (the Company) were landing with the permission of the Moorish Government and that a letter from this Government was in their possession. The Moorish Government answered that they had given no such permission and had given no letter to them (the Company), and ordered them (the principal men of the tribe) to have nothing to say to them nor turn them away, if they remained out

<sup>1</sup> Public Record Office F.O. 99/27.

at sea, but if they should come to the land to oppose them and not to deal with them. The Moorish Government enquired, if the merchants had before that time gone out (to the land) at that place and they (the principal men) answered that they did so sometimes in the wool season as well as at some other landing places such as El baida and El harisha in an underhand manner and not together with the common people of the inhabitants of the coast, not with the tribes who are in the interior of the country, stealthily and bought from them wool and returned and did not land on the coast (permanently) and that they did this by surprise and furtively without the consent of the principal men of the tribes. The truth of their report that the Company had stated that it had landed with the permission of the Moorish Government and held a letter from the same, is confirmed by the fact that their Chief Mackenzie told the Secretary, Sid Mohammed Gabbas, when he was sent to them, that they had established themselves with the permission of the Minister and that he (Sir John Drummond Hay) had told them that that spot did not belong to the Empire of Morocco. The Moorish Government then arose to the Minister of the (British) Government at Tanger, and brought this to his knowledge, and explained to him that the place belonged to the Government of Morocco, because it is in the territory of the Ait Jemel of Tekna, the latter being publicly known to be one of the tribes of the Empire of Morocco, whose brethren belong to the "Geish" of the Government. The Minister answered that the *aforesaid place is outside the boundaries of this Empire, and that even if it belonged to the Empire, the (British) Government had no way of preventing a Company of its subjects from carrying on trade at that place, owing to the freedom (of its constitution) but that when the hand of the Moorish Government should reach that place and its administration be carried on there (the Moorish Government) might lay hands on the Company and have their persons and property in safe keeping and deliver them up to him (the British Minister). All this took place immediately upon the landing of the Company at that place, and no time elapsed between that event and the (commencement of) negotiation on the subject, except the time required for the news of the landing to reach H.S.M. and to be transmitted to Tanger, that is a little more or a little less than a month. You can ascertain this from the answers sent you from the Sherifian Court on this subject, which are in your possession, to the letters of the Minister which are in the Sultan's possession. When the Minister returned that answer to the Moorish Government and said that if the latter should extend its dominion to that place, he would do what is above stated, the Moorish Government applied itself with energy to moving towards that place and took the trouble to go there at that time, which was one of scarcity and famine, and made the arrangements which the time and the situation rendered necessary in the affairs of those tribes, but did not carry this work through to completion : later on the Government moved thither a second time and investigated their affairs and renewed the organization of their tribes and gave their Governors and placed guards all along from Aglou to the anchoring places beyond Juby, and sent someone who renewed the protest against the Company (stating) that if any harm should befall them the responsibility would be on themselves and nobody else, but they answered that their Minister had ordered (no) them to land at that place.*

Answer to the second paragraph, as to the friendly Government not having admitted Juby to belong to the Empire of Morocco. Let the (British) Government make enquiry as to the Commercial agents (Semsars) belonging to the Company among the natives of the place, and if they be found to belong to Tekna, the British Government will be convinced that the place belongs to Morocco, as that tribe is known to everyone as one of the tribes of the Empire,

and the greater part of the "Geish" of the Government is taken from it, but if they be found to belong to another tribe, then let it not recognize what is above stated.

Answer to the third paragraph. No time elapsed between the landing of the Company at Juby and the consolidation of the authority of the Moorish Government there, because as soon as they landed the principal men of the adjoining tribes informed the Government of the fact, and discussion ensued between the Moorish Government and the Company, as also with the Minister as stated above under the first paragraph.

Answer on the fourth point, as to no intelligence having reached Foreign Powers of the extension of Moorish rule to the south of Wad Draa. Such intelligence did reach them, and the Sultan has in his possession letters congratulating his Government on the fact. A proof of such extension is to be found in the fact that the Moorish Government brought back the seven German Christians from the district of that river, if the Government had no jurisdiction there, how should they have been delivered over to it?

Answer on the fifth point. The Moorish Government does not disallow the rights of Foreigners, and treats them equitably, whenever right is palpably on their side. The aforesaid Company has no case against the Moorish Government, but they have a case against those who have allowed them to establish themselves there without the permission or consent of the Moorish Government.

Answer to the sixth paragraph, as to the protest of the friendly Government against the Moorish Government, warning them not to compel the Company to withdraw from Juby without compensation for the loss of its trade. The friendly Government is one of the greatest and wisest Governments and those most mindful of justice. It will consult the answers of H.S.M. on this matter and examine the documents in possession of H.S.M. which will be sent to you, in order that you may forward them, and then it will see whether the Moorish Government has or has not a right to expel the Company from Cape Juby without compensation for the loss of its trade.

Answer on the seventh point, as to the impossibility of sending the special Envoy to the friendly Government for the treatment of the question of this indemnity claimed by the Company for the loss of its trade, until the arrival of an answer to your letter. This is the answer to your letter, therefore send it to your Government and when the documents are collected together, they will be sent to you that you may forward them also. More than this may occur between friends, and justice is done between them and their friendship is not lessened nor changed. As to the twenty-five thousand dollars, which were demanded by way of indemnity for the murder of the English merchant at Cape Juby and the wounding of two of his companions, a Sherifian order has been sent to Sid El Hadj Mohammed Torres to obtain the money from the Administrators of Customs at Tangier and pay it over to you, as I have already informed you.

Finished the 25 Jumadi II 1306 (= 26 February 1889).

(S.A.) MUHAMMED EL MUFADDAL BEN MUHAMMAD GHARNIT.

---



Annexe 66<sup>1</sup>

M. PATENÔTRE, MINISTRE DE FRANCE À TANGER,  
À M. SPULLER, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Fès, le 29 mai 1889.

D. n° 39

(Reçu : Cabinet, 10 juin ; Dir. pol., 13 juin.)

Profitant des dispositions bienveillantes que j'ai rencontrées chez Moulay Hassan, lors de ma seconde audience, j'ai cru pouvoir reprendre avec Sa Majesté chérifienne l'entretien que j'avais eu précédemment avec elle au sujet des vellétés d'acquisition territoriale que l'Allemagne entretiendrait du côté du Maroc. J'ai recueilli à cette occasion de la bouche du Sultan des informations détaillées que je crois devoir consigner dans un rapport spécial.

Sans méconnaître les vues ambitieuses de l'Allemagne, Sa Majesté chérifienne m'a affirmé que jusqu'ici aucune démarche directe n'avait été tentée auprès d'elle par le cabinet de Berlin et par ses agents officiels. Des ouvertures lui ont été faites pour la première fois, il y a cinq ans, par un envoyé de l'usine Krupp.

Après avoir livré au Sultan des canons commandés par le Maroc à la fonderie d'Essen, le représentant de M. Krupp aurait sondé le terrain en vue de savoir si Sa Majesté chérifienne ne consentirait pas à céder à l'empereur Guillaume la baie d'Adjeroud. Moulay Hassan prétend n'avoir prêté alors que peu d'attention à une demande faite d'une façon aussi inattendue et par une personne aussi peu qualifiée pour une négociation de ce genre. Mais deux ans plus tard M. Scovasso, ministre d'Italie à Tanger, tentait dans le même sens une nouvelle démarche. Faisant allusion à l'entente italo-allemande, il aurait fait savoir au Sultan que le prince de Bismarck avait entretenu l'ambassadeur du roi Humbert à Berlin de la possibilité qu'entrevoyait l'Allemagne d'obtenir de la Cour de Fès la cession de la baie d'Adjeroud ou d'un petit territoire du Sous, situé près de l'oued Draa. Pressenti à ce sujet par M. Scovasso, Moulay Hassan aurait répondu qu'il ne consentirait jamais de son plein gré à aliéner la moindre parcelle de son territoire. Le Sultan m'a déclaré encore une fois qu'il était aujourd'hui dans les mêmes résolutions. J'ai essayé de savoir quels étaient au juste les avantages que le cabinet de Berlin lui avait fait offrir en échange d'Adjeroud. Sur ce point Sa Majesté s'est dérobée et je n'ai pas osé insister.

---

<sup>1</sup> Documents diplomatiques français, 1871-1914, t. VIII.

Annexe 67<sup>1</sup>LETTRE DE M. D'AUBIGNY, MINISTRE DE FRANCE À TANGER,  
À M. RIBOT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

T. n° 48.

Tanger, le 28 juin 1892, 12 h. 10, soir.  
(Reçu : 5 h., soir.)

L'envoyé anglais à Fès a renoué ses négociations le 21 dans une longue entrevue avec le Sultan ; il a réclamé l'établissement du pavillon national sur le vice-consulat britannique, ou, en échange, les concessions douanières signalées par mon rapport n° 86, plus le libre achat des propriétés et la *reconnaissance* officielle de la factorerie du cap Juby comme possession anglaise. Le Sultan a tout refusé, en s'en tenant à ses réponses antérieures contenues dans mon rapport précité. Le lendemain, le docteur Linarès, appelé par Moulay Hassan, l'a vigoureusement poussé de ma part à la résistance et Sa Majesté s'est finalement décidée à ne pas revenir sur son refus.

Sir Charles souffre de notre action sur le Sultan et vient de faire au chef de notre mission militaire pour moi des ouvertures nettes et pressantes en faveur d'une entente anglo-française ayant pour but le partage du Maroc. Je vous envoie aujourd'hui un rapport de ses ... Je vais faire discrètement usage de ces avances [auprès] du Sultan en lui indiquant que nous sommes décidés à défendre l'intégrité du Maroc et je me propose de tenir plus tard à sir Charles le même langage avec votre approbation.

---

<sup>1</sup> *Documents diplomatiques français, 1871-1900, 1<sup>re</sup> série, t. IX, p. 537.*

## Annexe 68

## ACCORD ANGLO-MAROCAIN DU 13 MARS 1895

*The Agreement*

As concluded between the two persons who are going to sign at the end of this document, and they are the Vizier, the honoured the worthy Cid Hamad ben Musa ben Hamad, and the gentleman the minister Mr. Satow, and they have agreed to the six following clauses below concerning the Moorish Government buying from the English Company called the North-West African Company, the buildings, etc., in the place that is known by the name of Tarfaya or Cape Juby, that is in the country of the tribe of Tekna.

1. If this Government buy the buildings in the place above named, from the named Company, *no one will have any claim to the lands that are between Wad Draa and Cape Bojador, and which are called Tarfaya above named and all the lands behind it, because all this belongs to the territory of Morocco.*

2. It is agreed that this Government will give its word to the English Government that they will not give any part of the above-named lands to anyone whosoever without the concurrence of the English Government.

3. If this Government buy the buildings in the place above mentioned from the Company above named, the whole of the property shall belong to them : viz. the buildings with their stones and wood that are on the land or out at sea (i.e., the reef) and the whole of the property that is enclosed in the walls of the buildings, whether on the land or at sea, including cannons and any other property, and no one shall be able to lay claim of any kind whatsoever to the above properties, or lands, and the price this Government is to pay for all this to the above-mentioned Company is put down at £ 50,000 ; half at the signing of this document, the other half when the Government receives over into their hands the above-named lands from the Company above-mentioned.

4. If the Moorish Government take over the place named from the Company named, by buying it, it shall remain open for buying and selling and the customs duties for exports and imports shall be the same as at other ports on the coast.

5. If the Moorish Government take over the place named from the Company named by buying it, the Moorish Government shall not build, from the money of the Treasury, any houses for the merchants to live in or stores for their merchandise, and shall not supply boats to land or ship cargo until such time as it please the Sultan to do so.

6. If any merchants wish to bring merchandise to the place named, and take a letter from the minister of their nation, this Government shall allot to them a piece of land at a rental to build suitable stores or dwelling-houses at the merchant's own expense for twenty years and at the end of twenty years the said allotments, with the buildings thereon, shall become the property of the Moorish Government.

(After compliments) I have shown the six clauses written above to the Sultan — God give him the victory ! The agreement between us concerning these six clauses about buying for the Government of our Lord the buildings of the place named, the Emperor — God help him ! — agreed to them all. Also he grants his

consent to the buying of the buildings for his Government – God prosper them ! – from that Company named above for £50,000, half of it at once and the other half when the Government receive over the place named, which shall be within six months, counting from the first of Shawal next to the end of Rabia next, and the Sultan – God bless his soul ! – has ordered me to write the above, and also the Government perhaps will get ready some people belonging to them to go out of the place above named at once, before they receive it over ; and when they send them they will let you know, so that you can give them a letter from you to the Englishman there, so that they will receive them.

*(Signed)* HAMAD BEN MUSA BEN HAMAD.

Ramadan 16, 1312 (= 13 March 1895).

To the worthy, honoured, and wise Vizier, Sid Hamad Ben Musa Ben Hamad.

I agree to the six clauses written above, and I also agree to the Company above named selling the buildings at the place above named to the Government of the Sultan – may God bless him ! – for a sum of £50,000 sterling, the Government to pay half at once, the other half within six months, counting from the 1st Shawal next (28 March), to the end of Rabia next (19 September), and the transfer of the place above named to the Moorish Government by the Company above named shall take place whenever the Moorish Government pays down the remaining half, namely, £25,000 sterling to the above-named Company. In token whereof I hereto append my signature this 13th day of March, 1895, being duly authorized thereto by Her Britannic Majesty's Government. If the Moorish Government desire to send any officials to reside at Cape Juby, there is no objection, but before doing so they must let me know that I may write a letter to the Englishman in charge there to receive them.

*(Signed)* E. SATOW,

H.B.M. Envoy Extraordinary and  
Minister Plenipotentiary.

---

## Annexe 69

LETTRE DE M. BOUET, COMMANDANT DU BATEAU FRANÇAIS  
LA MALOUINE, AU CHEIK BEYROUK<sup>1</sup>

Mogador, le 6 novembre 1839.

Gloire à Dieu dans les cieux !

Honneur et félicité sur la terre à ceux qui sont hommes de bien.

Le roi Philippe, mon souverain, a donné ses pouvoirs à deux de ses illustres maréchaux.

L'un a vaincu les ennemis de la France sur terre, et l'autre les a vaincus sur mer. Tous deux m'ont dit : laisse un moment Mohammed el Habit et Hamet D'an, cheiks des tribus des Trarza et des Brakna, sur les rives du Sénégal, et va-t'en à Soueïra (Mogador) en vue de te mettre en relation avec cheik Beyrouk. Adresse-lui des paroles d'amitié de la part de la France. Selon les lettres de notre consul, il semble être un cheik habile et sage et qui désire vivement ouvrir commerce avec les négociants français : va donc, et dis-lui que le roi de France souhaite être son ami.

J'ai donc abandonné les rives du Sénégal et je suis venu à Soueïra avec mon bateau de guerre, dont les canons saluent avec la poudre les amis et tuent avec les boulets les ennemis.

Je suis venu, et je t'ai écrit ce qui suit :

Par voie de mer j'ai fait une reconnaissance des approches de Mogador et je me suis convaincu qu'il est nécessaire d'attendre quelques mois pour étudier avec quelque résultat la côte comprise entre le cap Noun et le cap Juby.

Si je le voulais, je pourrais passer un ou deux mois sur ton littoral pour communiquer avec toi, profitant d'une occasion favorable, mais je ne pourrai explorer bien ta côte quasi inabordable à l'heure présente, et il y a un axiome qui dit qu'« il vaut mieux attendre et faire bien les choses, plutôt que de les faire mal en s'y prenant à la hâte ».

Si, donc, tu persévères dans l'intention d'engager des relations commerciales avec les marchands français, je retournerai sans faute au mois de mai ou de juin à Soueïra, et ensuite j'irai à cap Noun, sur laquelle côte j'espère rencontrer tes émissaires. Je mouillerais un peu plus bas que ledit cap, et nous conviendrons du signal que doivent me faire alors tes agents pour savoir qu'ils sont là et qu'ils me regardent. Notre consul t'a déjà demandé le signal.

Je veux étudier bien les contours de ta côte afin de rencontrer un abri, parce que tu n'ignores pas qu'une côte sans ports est un désert sans oasis, où les caravanes finissent par mourir de soif.

Il est nécessaire qu'à mon retour en France j'annonce aux commerçants français que je leur ai trouvé un bon port où, par la suite, ils puissent mouiller leurs bateaux avec sécurité et sans risques de naufrages.

On m'a dit, de même, que tu souhaiterais entourer d'une muraille l'établissement de commerce projeté, afin de le défendre contre les attaques des Arabes pillards : cela est bien ; il faut que les marchands jouissent ici d'autant de sécurité

<sup>1</sup> Fernández-Duro, *Exploración de una parte de la costa noroeste de Africa*, p. 228.

que s'ils étaient en France ; il est nécessaire aussi que les bateaux et équipages soient ici respectés par tous et à tous égards, car les marchands préfèrent rester chez eux plutôt que de s'exposer à être volés et maltraités par ces hordes rapaces qui se considèrent indépendantes de toi et qui sont d'autant plus maudites de Dieu à cause de leur amour de la rapine.

Il est certain qu'avec un tel objet la France sera disposée à te prêter son appui le plus efficace dans l'établissement projeté, pour soutenir l'honneur de son pavillon et sauver du pillage les marchandises de ses négociants. Mais sache aussi qu'elle espère que, étant l'ami particulier du roi des Français, tu te dois de négocier avec les marchands français à l'exclusion de ceux des autres nations. C'est ainsi qu'ont agi et agissent encore les cheiks Mohammed el Habit et Hamet D'an, mes deux amis, avec lesquels j'ai mangé plusieurs fois le couscous. Eux sont parvenus à être des cheiks riches et puissants, craints dans les tribus voisines, les Ouadelims. Ils sont parvenus à être riches parce que les sages ont écrit : « Le commerce est la source des richesses. » Ils sont parvenus à être des cheiks puissants parce que les sages ont également dit : « Le commerce est la source du pouvoir. »

Je te dirai avec toute la sincérité de mon âme pour que tu décides ce que tu as à faire : je m'arracherais la langue si je pouvais proférer un mensonge, je me brûlerais la main si j'étais capable d'écrire des faussetés. C'est pourquoi, si tu désires placer ta confiance en lieu sûr, tu peux t'adresser à moi ; mon cœur est plein de loyauté et de bonne foi.

De même, le roi de France a appris que tu es un cheik disposé à protéger les malheureux chrétiens qui font naufrage sur ta côte si fertile en sinistres, jusqu'à ce que j'ai découvert un bon abri pour mes frères, si cela est possible, avec l'aide de Dieu.

Il te rend grâce pour tes bons procédés et t'envoie en échange quelques preuves de son amitié ; plus grandes et plus belles sont celles que tu recevras, si comme je l'espère nous nous mettons d'accord.

Enfin, je te salue et je prie Dieu de t'accorder et aux tiens longue vie. Offre mon amitié à Bouiza : j'ai lu ses lettres et je vois que c'est un homme sage et loyal.

Il est inutile que tu parles de cela à personne, quel qu'il soit. Dans des affaires de ce genre on a coutume de dire : « Tourne sept fois ta langue avant de parler. » Te salue,

Le capitaine du bateau de guerre  
*La Malouine,*

ED. BOUET,  
chevalier de la Légion d'honneur.

---

## Annexe 70

COPIE DE LA LETTRE DU DÉLÉGUÉ DU SULTAN À TANGER  
À L'AMBASSADEUR DE FRANCE

Nous avons reçu une lettre chérifienne selon laquelle il a été porté à la connaissance de Sa Majesté que la compagnie française de Jacques Lebaudy a cherché à s'installer arbitrairement dans la côte du cap Bojador qui fait partie de cet Empire fortuné relevant de la province de Tarfaya et que les habitants de cette région, en essayant de lui interdire de débarquer, ont été touchés par des coups de canon, tirés à partir de son vapeur.

Sa Majesté nous a ordonné de vous contacter pour le départ de la compagnie précitée de cette région.

Par conséquent, nous espérons que le nécessaire sera fait pour son évacuation dudit endroit, pour lui interdire d'y revenir et pour lui demander les raisons pour lesquelles elle a bombardé la population qui lui en a interdit l'accès.

Il ne vous échappe pas que ce lieu n'est pas ouvert au commerce et que le débarquement dans cet endroit et dans ses semblables expose, aux risques, les personnes et les biens.

Nous espérons votre réponse. Puisse Dieu vous perpétuer une vie heureuse et tranquille !

Tanger, le 8 Joumada I 1321 (*correspondant au 2 août 1903*).

---

## Annexe 71

LETTRE DU SULTAN AU CHEIK BEYROUK <sup>1</sup>

Louange au Dieu unique !

La bénédiction d'Allah soit sur notre seigneur Mohammed, sa famille et ses sectateurs !

*(Sceau de Moulay Abderrahmane.)*

A notre serviteur, l'appréciable cheik M'Barek Ould Abd Allah Ousalem – Dieu vous guide, et sa miséricorde et bénédiction vous accompagnent. Après ce préambule,

Nous avons reçu votre lettre de laquelle nous avons pris connaissance, et est arrivé de même votre fils le Taleb el Bachir, que Dieu l'assiste, présentant en votre nom à Notre Majesté chérifienne l'hommage de votre soumission et respect qui nous sont dus et nous remettant le présent qu'avec lui vous nous avez envoyé. Qu'Allah vous comble de bienfaits en cette heure et après, amen !

Nous avons pris bonne note de la façon dont vous vous justifiez des reproches qui vous sont faits de traiter avec les chrétiens, en vous disculpant de ces accusations et en montrant votre repentir pour tout ce qui est arrivé.

Nous acceptons vos excuses et tenons pour sincère votre repentir et contrition ; il est préférable de ne pas pécher pour n'avoir pas à se repentir, mais celui qui se repent et s'amende après avoir péché, Dieu l'a en sa compassion.

Sachez qu'à vous compromettre avec les chrétiens vous ne vous trouverez en face de rien de bon ; ne les fréquentent que les tièdes en sentiments religieux et ceux à qui la loi fait défaut. Dieu, qu'Il soit loué, a dit : « O croyants ne vous compromettez pas avec les juifs et les chrétiens », malheureux sont ceux-ci et malheureux sont ceux-là, vous que l'on pourrait voir avec eux vous seriez comptés de leur nombre. Allah ne conduit pas par le chemin droit cette gent pécheresse, ils sont ennemis de notre religion et de ses sectateurs et le véritable croyant ne doit pas se commettre avec l'ennemi de sa religion ; ce qu'il faut bien plutôt c'est les combattre et les repousser pour que tous s'assurent qu'ils sont nos véritables ennemis et adversaires. Nous le déplorons pour vous qui descendez de la noble souche de notre seigneur Ismaël, qu'il soit en gloire, et il n'y a point d'exemple de ce que vos ancêtres aient traité avec les ennemis et les infidèles, lesquels seulement cherchent à tromper les musulmans en poursuivant leur propre intérêt. Votre honneur consiste à les imiter et à suivre leurs traditions. Qu'Allah vous illumine et vous guide ! Et la paix en ce 12 de Moharrem 1260 *(correspondant au 2 février 1844)*.

Pour traduction conforme : A. M. ORFILA.

---

<sup>1</sup> Fernández-Duto, *Exploración de una parte de la costa noroeste de Africa*, p. 207.



## Annexe 72

LETTRE DU SULTAN AU CHEIK HABIB <sup>1</sup>

Louange au Dieu unique !

(Sceau du sultan Mohammed Ben Abderrahmane.)

A notre serviteur le cheik El Habib Ben M'Barek Ben Abdallah Ousalem. Dieu te protège et te guide. La paix, la miséricorde et la bénédiction de Dieu soient avec toi.

Après ce préambule,

Nous avons reçu ta lettre nous notifiant que certains chrétiens étaient arrivés avec deux bateaux dans un lieu à vous appelé El Tarfaya, et qu'ils ont communiqué avec certaines kabylas arabes, auxquels chrétiens qui promirent de revenir dans les trois mois ils vendirent une cargaison de laine et trois chevaux. Pour ce motif, tu me poses la question de savoir ce que tu dois faire avec eux.

Tu dis également que le gouverneur de Mogador tyrannise les tiens, auxquels il a donné ordre de sortir de la maison ; que tu lui as écrit à plusieurs reprises et qu'il ne t'a pas répondu, pas même pour te dire s'il en a besoin pour notre élevée personne.

Et qu'il a interdit à ton ami le juif Messod d'aller jusqu'à toi, et cela en dépit du fait que tu sois en relation avec lui et qu'en son pouvoir se trouvent des objets à toi.

En ce qui concerne les chrétiens, ils ne le font ni pour le commerce ni pour tout autre motif ; leur unique dessein est d'espionner et de connaître les bonnes et mauvaises coutumes, et ils font valoir ces prétextes pour arriver à leurs mauvaises fins et pour leurs desseins dangereux ; raison pour laquelle les rapports avec eux ne produisent rien d'autre que des maux et des pertes pour cette vie et pour l'autre. Tous ceux qui ont été en rapport avec eux ont eu nausée et dégoût. Pour cela, prends bien garde à ne point t'incliner vers eux, car sur cela il y a la malédiction de Dieu.

En ce qui concerne le juif, nous avons ordonné au gouverneur de Mogador qu'il te l'envoie, s'il ne le soupçonnait pas d'être en faveur de certains, auquel cas nous lui donnons ordre de ne pas te l'envoyer.

Et quant à la maison, nous avons appris que tu n'en as point besoin et que tu veux la louer à d'autres pour que les commerçants y entreposent leurs marchandises. Pour cela, le gouverneur de Mogador ne te la remettra pas.

Et la paix, le 8 Safar 1278 (correspondant au 15 août 1861).

---

<sup>1</sup> Alcalá Galiano, *Pesquerías y comercio*, p. 295.

## Annexe 72 bis

DAHIR DE S. M. MOHAMED BEN ABDERRAHMANE

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître le prophète Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. Sidi Mohamed Ben Abderrahmane.)*

A Notre serviteur intrépide le cheik Lahbib Ben Birouk El Ouadnoui. Puisse Dieu te guider ! Et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Est arrivée ta lettre par laquelle tu annonces que tu obéiras et exécuteras nos ordres relatifs au sujet espagnol, dans la mesure où nous y avons une vue intéressée.

Que tu saches que ta maison ne s'était agrandie et n'était devenue célèbre et réputée chez les gens de ces contrées-là que grâce aux mérites intrinsèques de tes ascendants — puisse Dieu avoir leurs âmes ! — connus pour l'extrême attachement à nos ancêtres — puisse Dieu les sanctifier ! — pour s'être dépensés dans l'exécution des ordres reçus et pour s'être bien acquittés de leur mission. Ils aimaient et haïssaient ce que les nôtres aimaient et haïssaient. Ils pourvoyaient à l'essentiel et guérissaient le mal survenu, à telle enseigne qu'ils tiraient partie de leur sincérité, cueillaient les fruits de leur labeur, en étaient satisfaits et jouissaient de l'estime de nos aïeux.

N'est-il pas vrai que le bien n'est récompensé que par le bien et que le meilleur descendant est précisément celui qui suit la voie droite de ses ascendants ?

Quant au sujet espagnol que tu as mentionné, nous n'y avons pas de vue intéressée. Et cependant, tu l'as séquestré de ton propre chef, arbitrairement et hérétiquement. Le prophète a prescrit : « Qui s'écarte de la communauté la mesure d'un empan mourra à la façon des idolâtres ! »

Et puisque tu l'as déjà arrêté de ta propre initiative tu peux expier ta faute, en nous l'adressant à Taroudant ou au port d'Es-Saouira. Nous désignerons un défenseur que plaidera ta cause contre le détenu, afin qu'on en juge en toute connaissance. Tes droits seront sauvegardés.

Nous sommes, nos ancêtres et nous, liés avec ces étrangers par des traités que nous ne pouvons ni bafouer ni violer. Parmi les clauses souscrites, citons :

— Si les épaves d'un bateau sont rejetées sur vos rivages, le contenu sera ramassé et expédié vers nous pour être restitué à ses propriétaires, contre paiement, par ces derniers, des frais engagés.

— Si l'un de nos sujets désire intenter une action en justice contre les étrangers, l'affaire sera portée à notre connaissance pour la faire déferer à la juridiction compétente.

En conclusion, ton attitude vis-à-vis des chrétiens est en contradiction flagrante avec ces clauses et engagements.

Dieu est le meilleur guide vers la bonne voie ! Salut !

Le 20 Hijja 1289 (correspondant au 18 février 1873).

Annexe 73 <sup>1</sup>

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. Sidi Mohamed ben Abderrahmane.)*

A notre frère le plus cher et le plus agréable Moulay el Abbas. Puisse Dieu te garder ! Et à toi salutation et bénédiction divines ! Après ce préambule,

Du vivant de notre père — puisse Dieu le sanctifier — Ben Birouk Et-Tecni s'est entendu secrètement avec certains chrétiens pour leur permettre de construire dans les régions côtières.

Ayant eu vent de ces tractations, Sa Majesté notre père lui a envoyé quelqu'un pour le sermonner et le faire jurer sur le Coran afin de ne jamais le commettre ; et de ne point se compromettre avec les infidèles.

Son repentir s'est révélé tellement sincère, chez notre père, qu'il lui a alloué une maison à Es-Saouira, et exempté de tous droits ses marchandises qui arrivent par ce port, ce qui s'insère dans une politique de rapprochement.

Il est resté ainsi jusqu'à sa mort. Ses fils, qui lui ont succédé, ont délaissé ces recommandations, voulu exposer la patrie des musulmans à toutes sortes de malheurs, et cherché à avilir leur foi légère par les biens de ce bas monde en convenant secrètement avec les chrétiens espagnols de construire dans ces régions.

L'ayant appris, les tribus limitrophes ont décidé de les combattre s'ils ne reviennent pas sur leur erreur. Il ne t'échappe pas les troubles, les dangers et l'extension des guerres qui en découlent.

Par conséquent, il est nécessaire que tu parles aux Espagnols de ces faits qui aboutiront aux mésententes afin qu'ils y renoncent ; et ce, dans la mesure où ils prennent l'initiative de t'en parler. Sinon, pas.

Il est évident que ces habitants comptent parmi nos sujets et leurs régions font partie de notre Empire. Nul n'a le droit de disposer, comme il l'entend, de l'un de ses empires. Les tribus ne céderont jamais, même si elles sont entièrement exterminées par la guerre.

Notre volonté est que tu gardes ce secret jusqu'à ce que les Espagnols t'en parlent. S'ils le font les premiers, tu trouveras quoi dire et répliquer.

Et voici la lettre du combattant M. Houcine el Alighi, elle te parviendra, tu la liras et comprendras ce qu'elle contient. Et s'ils prétendent que ce sont les populations qui le désirent et le demandent, dis-leur que c'est faux, que les tribus locales désavouent unanimement Ben Birouk et que ce dernier n'a personne pour le soutenir dans son entreprise.

Dis-leur ce qu'il convient de dire. Mais s'ils ne te disent rien tais-toi. — Nous demandons à Dieu de faire déjouer le complot de Ben Birouk.

Notre serviteur le lettré Abdellah Abhi a rapporté la même chose que le combattant précité.

Puisse Dieu précipiter la mort de Ben Birouk ! Amen ! Salut !

Le 11 Rabia I 1278 (correspondant au 17 septembre 1861).

<sup>1</sup> Traduction de l'original en arabe publié par Ibn Zaydan. Ithaf Aalam Al-Nas, Histoire de Meknès, t. I, p. 381.

## Annexe 74

LETTRE DU MINISTRE D'ÉTAT ESPAGNOL  
À SON MINISTRE RÉSIDENT À TANGER <sup>1</sup>

Section politique.

N° 165.

Excellence,

Le Gouvernement de Son Altesse accède à la demande de Sid Mohammed Bargach consignée dans le paragraphe 6 de sa note du 10 dont la traduction a été remise par vous dans votre rapport n° 231.

Butler et ses compagnons, en signant l'accord — qu'ils ont semble-t-il conclu à Cadix avec l'envoyé du cheik Ould Beyrouk en vue d'ouvrir au commerce les ports de cette partie de l'Empire marocain — ont violé les lois de la neutralité, parce que Beyrouk est un rebelle contre le Sultan marocain et parce que les ports d'oued Noun sont fermés au commerce sur ordre du sultan du Maroc en vertu du droit que tout souverain a de déterminer les ports et les côtes par où est licite le trafic avec l'étranger. En violant les lois de la neutralité Butler et ses compagnons ont perdu tout droit à la protection espagnole.

Malgré cela, le Gouvernement de Son Altesse a fait, fait et fera tout ce qu'il peut et tout ce qui est en son possible en faveur des trois Espagnols détenus à oued Noun, mais sa bonne volonté n'ira pas et il n'est pas possible qu'elle aille jusqu'à appuyer ni directement ni indirectement Beyrouk ni jusqu'à aider ce chef marocain rebelle à ouvrir de sa propre autorité les ports d'oued Noun au commerce. Cela serait le démembrement de l'Empire marocain.

Il est nécessaire que Butler, Puyana et Silva se persuadent que l'entreprise dans laquelle ils se sont engagés en faisant avec Beyrouk le traité de Cadix n'est point faite pour se réaliser jamais avec le concours du Gouvernement espagnol, parce que les intérêts permanents de la politique espagnole au Maroc ne peuvent être subordonnés à l'intérêt d'un particulier ou d'une société mercantile ; et que, oubliant leurs irréalisables projets de convertir Beyrouk en souverain d'oued Noun, ils se limitent à aider le Gouvernement espagnol dans les efforts qu'il déploie pour les faire revenir au sein de leur famille.

Le Gouvernement de Son Altesse a constaté avec le plus grand étonnement que ni au ministère ni à la légation les intéressés n'ont fourni aucune indication raisonnable sur les moyens susceptibles de faire parvenir à leur libération, alors qu'il est certain qu'ils se trouvent en correspondance avec leurs proches.

Dans le discours que sur cette question j'ai prononcé aux Cortès constituintes, j'ai clairement dit que pas plus que le trésor espagnol ne donnerait d'argent pour pallier les conséquences d'une violation des lois de la neutralité, il n'était question de reconnaître l'indépendance de Beyrouk ni d'entrer en communication avec ce sujet marocain rebelle. Et cela n'était pas mon opinion personnelle mais bien la résolution du Gouvernement espagnol, je vous le répète d'ordre de S. A. le Régent, et d'accord avec le conseil des ministres.

<sup>1</sup> Bauer, *Consecuencias de la campaña de 1860 (Marruecos)*, t. IV, p. 423.

Veillez transmettre copie légalisée de cette lettre à don José Butler, vice-consul d'Espagne à Saffi, en lui ordonnant de la transmettre, dans les plus brefs délais possibles et sous sa stricte responsabilité, à son frère don Jacobo Butler.

Dieu vous garde, etc.

Madrid, 29 novembre 1870.

PRAXEDES M. SAGASTA.

---

## Annexe 75

## DAHIR DE S. M. EL HASSAN BEN MOHAMED

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. El Hassan Ben Mohamed — Dieu est son protecteur et maître.)*

A notre serviteur agréable, le lettré El Habib Ben Cheik M'Barek el Quadnoui el Jalmoumi — Puisse Dieu te guider ! Et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous avons reçu ta lettre et avons ainsi pris connaissance :

De la missive adressée à toi par le consul des Espagnols à Es-Saouira aux fins d'arrêter ceux des leurs surgissant sur la côte.

De l'écriture — des ressortissants Espagnols — destinée également à toi par laquelle ceux-ci prétendent avoir sous la main une lettre de notre père, feu Sa Majesté — puisse Dieu le sanctifier ! — suivant laquelle il se serait dessaisi de Massa, d'oued Noun, du Sahara et aurait pris l'engagement de ne pas en parler.

De ce qu'ils demandent de les laisser faire avec la population ce qu'ils veulent.

De l'indication de la politique que tu adopteras à leur égard.

Tu dis que Ben Dlimi coupe le chemin de ceux qui viennent de vos régions vers les villes et leur interdit de regagner ces dernières.

Tu demandes par conséquent qu'on l'éloigne et qu'on l'oblige à te restituer ce dont il s'est emparé.

Quant à la cession par Sa Majesté, feu notre père, de musulmans en général, à plus forte raison de ceux d'entre eux de ses sujets, cela n'a pas de fondement. Loin de là. Il ne l'a jamais fait, que Dieu en préserve.

Pour ce qui est de Ben Dlimi, nous avons ordonné à son gouverneur, notre serviteur El Haj Omar El M'Tougui de l'en éloigner et de le contraindre à s'en tenir à sa limite et à vous restituer ce dont il s'est emparé.

Vous occupez chez nous le rang qu'occupaient vos ancêtres chez nos aïeuls — que Dieu les sanctifie ! — Car votre maison est maison de service et d'attachement, de père en fils. Nous ne vous manquerons pas. Et même ceux d'entre vous qui se sont écartés du bon chemin et y reviennent nous les accepterons et ne les livrons pas. Salut !

Le 3 Moharrem 1294 (correspondant au 18 janvier 1877).

## Annexe 76

## DAHIR DE S. M. EL HASSAN BEN MOHAMED

Louange à Dieu Seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. El Hassan Ben Mohamed.)*

Que l'on sache par le présent dahir — puisse Dieu en rehausser la teneur ! — que nous avons revêtu le détenteur notre serviteur Brahim Ben Ali Ben Mohamed Et-Tecni el Hassani des habits de la vénéralité et de la respectabilité, que nous l'avons porté sur l'épaule de la bienfaisance et du bon traitement et que nous l'avons nommé à la tête de ses amis chargés de la surveillance des côtes pour qu'il soit avec eux l'œil et l'oreille de cette vigilance contre les chrétiens qui s'y manifesteraient et du renforcement des sentinelles de jour comme de nuit, de façon que si l'un d'eux y apparaît, d'une manière ou d'une autre, notre serviteur agréable le caïd Dahmane Ben Birouk Et-Tecni doit en être averti pour qu'il prenne les mesures nécessaires à l'extirpation de l'essence du mal et s'y tienne activement pour repousser cette invasion, comme indiqué plus haut.

Que l'on ne se trompe pas par ce qu'ils avancent que le makhzen les a autorisés à y venir. Car si autorisation il y avait, elle n'aurait émané que du propre chef du gouverneur et si une négligence ou un relâchement se produit dans ce que nous lui ordonnons en l'objet, ils encourent une grave responsabilité dont ne délierait pas l'assertion de la détention d'un écrit et la protection du gouverneur. Que ce dernier craigne Dieu et assume, dans la mesure du possible, sa fonction telle qu'elle est tracée.

Puisse Dieu leur attribuer la justesse et les guider dans la bonne voie !  
Salut !

Décrété par notre ordre fortifié par Dieu le 21 Chaabane 1303 (*correspondant au 25 mai 1886.*)

---

## Annexe 77

## DAHIR DE S. M. EL HASSAN BEN MOHAMED

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. El Hassan Ben Mohamed.)*

A notre serviteur agréable le caïd Dahmane Ben Birouk. Puisse Dieu te guider ! et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Il a été porté à notre connaissance qu'Ould Bellal Es-Zrigui s'est compromis avec les chrétiens et a demandé leur retour au port d'El Beïda pour y commercer, bien que tu n'en aies pas rendu compte à Notre Majesté, élevée par Dieu.

Par conséquent, nous t'intimons l'ordre de recouper ces nouvelles.

Au cas où ces tractations d'Ould Bellal et de ses complices s'avéraient exactes, quelles sont les raisons qui t'ont amené à ne pas saisir leurs biens, à ne pas les en détourner et à ne pas saper leurs convoitises, alors même que tu as été chargé d'y appeler notre attention et d'extirper le mal ?

Nous t'ordonnons de prendre toutes mesures commandées par la situation et de nous mettre au courant de l'évolution de cette affaire.

Salut !

Le 11 Hijja 1304 (*correspondant au 31 août 1887.*)

---



## Annexe 78

## DAHIR DE S. M. ABDELHAFID BEN EL HASSAN

Louange à Dieu Seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed et sa famille !

*(Sceau de S. M. Abdelhafid Ben el Hassan Ben Mohamed, Dieu est son protecteur et maître.)*

A nos serviteurs agréables les caïds d'Azerguiyine, des Tekna et à leurs notables et dignitaires. Puisse Dieu vous guider ! et à vous salutation et bénédiction divines ! Après ce préambule,

Il est porté à notre connaissance que les propriétaires de quelques bateaux de commerce appartenant à certains pays désirent se rendre dans ces régions-là, avec des marchandises et autres, en vue de la vente et de l'achat ; de connaître la situation de votre région ; et de chercher à nuire à ses habitants.

Par conséquent nous vous ordonnons d'y faire bien attention, en plaçant des sentinelles et des vedettes au port d'Assaka et autres (points) de vos côtes ; de leur interdire totalement d'y débarquer et de mouiller l'ancre dans vos eaux ; de saisir les biens de ceux qui entretiennent des relations commerciales avec eux, de ceux qui les y aident ; et de les en éloigner au point qu'ils soient éloignés, ce qui sera une réprimande pour les autres.

Prenez garde à tout accommodement et à tout relâchement, car les conséquences n'en seront pas louables et tourneront aux désavantages de ces contrées-là.

Puisse Dieu augmenter vos vertus et vous guider dans sa bonne voie !  
Salut !

Le 4 Safar 1327 (correspondant au 15 janvier 1909).

---

## Annexe 79

## DAHIR DE S. M. ABDELHAFID BEN EL HASSAN

Louange à Dieu Seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. Abdelhafid Ben el Hassan — Puisse Dieu le guider !)*

A nos serviteurs agréables le caïd Mohamed Ben Bellal et le caïd Brahim Ben M'Barck, entre autres caïds d'Azerguiyine, des Tekna. Puisse Dieu vous guider ! et à vous salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous accusons réception de votre lettre dont il appert qu'un chrétien descendit à la maison de mer du port de Tarfaya, par autorisation du caïd Ahmed Chbani, et commença à commercer les céréales avec les Rguibat, Ouled Dlim et certains Tekna.

Vous avez sollicité des directives dans cette affaire, dont bonne note est prise.

Les instructions consistent à l'expulser de ce port — protégé par Dieu — doucement et sans effusion de sang, car il ne peut y exercer ni vente ni achat ; à empêcher tous ceux qui viennent des tribus pour y commercer avec lui ; à attirer leur attention sur les pires conséquences ; et à vous hâter de l'en éloigner.

Nous sommes derrière à l'écoute. Salut !

Le 29 Joumada I an 1328 *(correspondant au 8 juin 1910)*.

---

## Annexe 80

EXTRAITS DE DOMENECH LAFUENTE, *ALGO SOBRE RÍO DE ORO*

Pages 47-79 :

... Le mois suivant, la Compagnie mercantile hispano-africana commença les travaux pour remplacer la baraque provisoire en bois par un bâtiment-forteresse. Mais, deux mois après, les nomades Ba Amar, de la tribu des Oulad Delim, en attaquèrent les constructions (9 mars) occasionnant des morts et des blessés, faisant des prisonniers, emportant des marchandises ; et après avoir détruit les travaux de maçonnerie, ils ont incendié les baraques.

Un trimestre après, le gouvernement envoya, le mois de juin, le capitaine d'état-major José Chacon, comme chef d'un détachement qui garantit la sécurité de la factorerie et permit la reprise des travaux et les transactions commerciales suspendues... Le 24 mars 1887, un nouvel acte d'hostilité entre la factorerie oblige le capitaine général des îles Canaries à améliorer les conditions de sécurité...

En mars 1892, en face du Río de Oro, ont été attaqués plusieurs « pailebotes »...

Le 2 novembre 1894, la factorerie a été à nouveau attaquée par les nomades des tribus des Ouled Delim, Ouled Bou Sbaa et Laroussiyine. Le 13 du même mois, arriva le « pailebote » *Santiago*, qui n'a pas pu décharger les vivres et l'eau. Son commandant dut demander le secours du commandant des îles Canaries.

## Annexe 81 (1)

LETTRE DU CHARGÉ D'AFFAIRES D'ESPAGNE À TANGER  
AU MINISTRE D'ÉTAT, 31 JUILLET 1906

Le consul honoraire de la nation à Fès, dans sa lettre n° 84 du 27 juillet courant, dit à la délégation de Sa Majesté ce qui suit :

« Aujourd'hui est arrivé à Fès le célèbre marabout Ma el Aïnin, chef religieux de la région du Sahara comprise entre notre colonie de Río de Oro et l'oued Draa. Le célèbre marabout vient cette année entouré de plus de prestige et d'un entourage plus nombreux et plus respectable.

Le fanatisme religieux excite aujourd'hui contre les chrétiens toutes les tribus au sud de l'Empire du Maroc. Moulay Hafid, khalifa du Sultan à Marrakech, protège ces mouvements et il n'est pas exclu que Ma el Aïnin se trouverait un moyen d'étendre son influence religieuse et de pouvoir toucher une *mouna* chaque fois plus importante du Gouvernement chérifien.

La rentrée à Fès de Ma el Aïnin a revêtu une grande solennité : les troupes ont rendu les honneurs et le Gouvernement marocain au complet est sorti (en dehors de la ville) pour le recevoir. »

## Annexe 81 (2)

LETTRE DU MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE D'ESPAGNE À TANGER  
AU MINISTRE D'ÉTAT, 11 DÉCEMBRE 1906

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint une communication que je viens de recevoir du consul honoraire de la nation à Fès au sujet de l'attitude et des intentions du chef religieux du Sahara occidental Ma el Aïnin.

(Signé) LLABERIA.

## ANNEXE

Consulat d'Espagne à Fès.  
N° 110.

Excellence,

Le chef religieux du Sahara occidental, le célèbre marabout Ma el Aïnin, est en relation depuis longtemps avec le Gouvernement marocain. Le chef des Chenguïtes a constitué et étendu son association religieuse qui a aujourd'hui de nombreux partisans au Maroc : association religieuse qui a un sens du fanatisme religieux très poussé entre le peuple musulman. Le chef chenguïte a établi à Fès auprès du Sultan et à Marrakech auprès du khalifa Moulay Hafid de véritables missions de propagande religieuse qui le représentent également dans les relations politiques qu'il maintient avec le Sultan.

Le représentant de Ma el Aïnin à Fès travaille pour étendre l'influence de son chef, fanatise les chérifs influents et les frères du Sultan qui ont un grand respect pour ce saint homme du désert.

Le caïd Si Driss Benaïch, introducteur des ambassadeurs, s'occupe des pétitions des Chenguïtes dont il est le plus important élément de propagande et de soutien parce que tout ce que peuvent faire les partisans de Ma el Aïnin au Sahara est sans doute approuvé par le Gouvernement chérifien.

La dernière visite de Ma el Aïnin à Fès a revêtu une importance extraordinaire que j'ai essayé de rechercher avec intérêt. Ma el Aïnin est rentré à Fès où il a été reçu avec grand apparat ; les Chenguïtes, cette fois-ci, ont maltraité à Fès M. Campini, capitaine de l'artillerie d'Italie, et la presse a énuméré les actes de violence commis par eux à Rabat, Casablanca et Marrakech ; dominée par un esprit plus fanatique, sa propagande, à part le caractère religieux, s'étend à la propagande de guerre sainte contre les chrétiens et surtout contre les Français.

Le makhzen a remis à Ma el Aïnin huit cents fusils, système Grass, modèle 1870, et quantité de cartouches. Sans doute le chef chenguïte n'a pas encore l'armement suffisant, parce que, d'après les renseignements, je sais positivement qu'il est en train de chercher le moyen d'acheter plus de fusils et plus de cartouches. Il serait prudent que les autorités des îles Canaries exercent plus de vigilance afin d'empêcher la contrebande d'armes avec la côte marocaine.

---

(Signé) CERDEIRA.

## Annexe 82

## TEXTE D'UNE LETTRE DE MA EL AÏNIN

*(Voici le texte d'une réponse adressée par Ma el Aïnin – puisse Dieu perpétuer sa vie ! – au sultan Moulay Abdelaziz.)*

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed, sa famille et ses compagnons !

A l'ombre de Dieu sur l'univers, à l'âme de l'action des musulmans et au prince des croyants.

Puisse Dieu fortifier ton règne et t'accorder la même victoire que celle donnée au meilleur des émissaires divins ! Et à vous salutation et miséricorde de Dieu, tant que durent le cosmos, ses mouvements et ses repos !

Il est porté à la connaissance du prince des croyants que notre fils dépêché chez les Ouled Dlim est maintenant de retour. Il nous a rapporté les bonnes nouvelles tant désirées par Votre Majesté, à savoir la rupture de toutes relations avec les chrétiens, où – par la puissance et la volonté divines ! – il n'en subsiste pas de séquelles et il n'y a aucun mal, voire il n'y aura par la volonté divine que ce que vous déciderez selon la manière correcte et la voie saine.

Parmi ce qu'ils nous écrit ceci :

« Nous portons à votre connaissance que les consignes que vous avez données à votre fils El Wali concernant les chrétiens et en particulier les Espagnols seront appliquées selon votre volonté, après que nous ayons pris la résolution d'entretenir avec eux des relations consistant à recevoir leurs armes et à leur céder ce territoire.

Nous avons définitivement enterré ce projet, pour vous agréer et nous ne le commettrons jamais, et surtout après votre décommandation et votre désapprobation. Salut amical ! »

En ce qui concerne les Français ils ont dit qu'ils n'ont pas eu avec eux grand-chose. Ils disent n'avoir engagé avec eux aucune conversation concernant une vente, un achat, un territoire, ou autre chose.

Il est espérable que tous n'agiront que suivant votre volonté et votre agrément. Nous prions Dieu pour qu'il ne vous accueille que par ce que vous désirez complètement, avec une longue vie pleine de bonne santé et d'heureuse fin.

Salut avec notre attachement !

Le 2 Ramadan 1321 (correspondant au 22 novembre 1903).

---

Annexe 83<sup>1</sup>

## TEXTE D'UNE LETTRE DE MA EL AÏNIN

*(Parmi les correspondances du cheik Ma el Aïnin au sultan Moulay Abdelhafid.)*

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed, sa famille et ses compagnons !

Au prince des croyants, notre fils, fraîcheur de nos yeux, fruit de nos cœurs, le sultan Moulay Abdelhafid. Puisse Dieu te préserver de tout ce qui fâche ! Et à vous salutation, miséricorde et bénédiction divines, tant que durent le cosmos, ses mouvements et ses repos !

Qu'il soit porté à votre haute connaissance que depuis que nous vous avons quitté — par la puissance divine ! — nous nous sommes abrité sous l'ombre de vos bienfaits jusqu'à notre retour à la famille. Depuis lors et jusqu'à maintenant, nous ne cessons de l'être. Puisse cela se perpétuer et s'accroître.

Lorsque nous y sommes arrivé, nous nous hâtons d'en rendre compte à Votre Majesté. Nous avons appris que vous n'êtes informé ni d'un vol ni d'une inspection. Le porteur a eu un succès. Nous espérons que cela vous sera rapporté selon la description voulue par nous et par vous.

Nous ne cessons d'interroger les voyageurs partis et revenus de chez vous jusqu'à l'annonce des bonnes nouvelles de notre victoire. Puisse Dieu l'affermir au-delà de ce que nous avons entendu !

Nous avons aussi appris que vous êtes en train de vous préparer à la guerre sainte et de mobiliser pour elle. Puisse Dieu vous accorder la victoire sur tous les hommes et dans tout le pays !

Que Dieu soit loué, que Dieu soit loué, que Dieu soit loué pour votre engagement sur la voie de votre ancêtre le Prophète le meilleur de toutes les créatures et sur celle de vos chastes aïeux, puisse Dieu hisser, grâce à vous, les étendards de l'Islam, et réprimer par votre moyen ses ennemis les mécréants !

D'autre part, il est porté à votre haute connaissance que les habitants de ce territoire m'ont interrogé sur ce qu'il convient de faire avec ces chrétiens qui ont envahi leur région et campé à proximité de l'Adrar qu'ils convoitent. Je leur ai dit — que Dieu soit loué ! — que « je les harcèle par votre force. Chacun a obtenu son dahir remis par vous, puisse Dieu vous assister ! Vous connaissez la région et il vous connaît. Je ne vous dis que ce qu'il vous a dit lui-même, que Dieu lui donne son appui ! Mon avis est de vous conformer à sa politique de paix ou de guerre. Ce qu'il ordonne, vous l'exécutez, et vice versa. Nous nous n'immisçons pas dans vos affaires après ce que vous avez enduré. Il vous a dit ce qu'il a dit, puisse Dieu le glorifier ! »

Si ce que je leur ai dit constitue une bonne réponse, je ne peux que louer Dieu pour me l'avoir inspirée. Sinon, votre réponse sera la meilleure et la plus utile aux habitants.

En outre, il est porté à votre connaissance qu'après notre retour chez nous nous trouvâmes Moulay Driss qui était au Sahara avec le cadi El Madani et El Ghorfi.

<sup>1</sup> Voir annexe 82.

Ils voulaient aller où nous ignorâmes. Nous les retînmes jusqu'à l'arrivée de votre réponse.

Maintenant qu'est-ce que vous décidez ? Nous nous y conformerons par la volonté divine.

Puisse Dieu vous aider et nous aider, là où nous sommes et où que vous soyez ! Que Dieu soit loué !

Si Dieu vous accorde sa victoire, nul ne peut vous vaincre, car le secours n'émane que de lui.

Nous voilà pénétrés des directives reçues de Votre Majesté, comme vous le savez et particulièrement imprégnés de l'engagement vers un avenir meilleur. Notre cœur est avec vous. Puisse Dieu vous bien et totalement récompenser selon vos souhaits, pour ce que vous faites pour nous. Avec notre attachement et salut !

Le 4 Safar 1326 (*correspondant au 8 mars 1908*).

---

#### Annexe 84

#### DAHIR DE S. A. LE KHALIFE DU SULTAN EL HASSAN BEN EL MEHDI

Louange à Dieu seul !

Seul le règne divin est éternel !

(*Sceau de S. A. El Hassan Ben el Mehdi — Dieu est son protecteur !*)

Que l'on sache par la présente lettre chérifienne et par cet illustré et haut édit que nous avons ordonné la promotion de Mounir el Khattari Ould Brahim du poste de caïd de la brigade des forces de garde au Sahara au grade de caïd El Mia desdites forces, avec une solde annuelle de 6000 pesetas espagnoles payables à échéances à la fin de chaque mois, à imputer sur le chapitre 9, section 4, article premier du budget courant.

Qu'il s'acquitte convenablement des tâches qui lui sont confiées, de façon à montrer l'intérêt qu'il y porte et à révéler les soins accrus qu'il y prodigue et la parfaite activité qu'il y déploie.

A celui qui tombe sur la présente, ordre est donné de s'y conformer et de ne pas le transgresser — Salut !

Le 16 Moharrem an 1350 (*correspondant au 3 juin 1931*).

---

## Annexe 85

DAHIR KHALIFIEN DU 18 AVRIL 1934 ACCORDANT UN CRÉDIT EXTRAORDINAIRE DE 70 000 PESETAS « POUR L'ACQUISITION DE CHAMEAUX DESTINÉS AUX TROUPES DE POLICE DU SAHARA »  
(B.O., N° 15, DU 31 MAI 1934)

Louange au seul Dieu !

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever la teneur! — que, ayant été informé de la nécessité d'accorder un crédit pour couvrir les frais d'acquisition de chameaux destinés aux troupes de la police du Sahara, du fait qu'il n'y a pas de crédit inscrit au budget.

Nous avons décidé d'accorder un crédit extraordinaire de 70 000 pesetas sous un article additionnel du titre 10, chapitre 6, qui s'intitulera « Pour l'acquisition de chameaux destinés aux troupes de police du Sahara », et qui sera couvert par le montant de l'excédent des recettes sur les dépenses à la fin du présent exercice.

Que ceux qui lisent ceci s'y conforment sans outrepasser les limites prescrites.

Que la paix soit sur vous.

Le 3 de Moharrem 1353 (*correspondant au 18 avril 1934*).

---

Vu le dahir signé ce jour par Son Altesse impériale le khalife Moulay el Hassan Ben el Mehdi Ben Ismaïl, accordant un crédit extraordinaire de 70 000 pesetas « pour l'acquisition de chameaux destinés aux troupes de police du Sahara »,  
Je donne effet au dahir sus-indiqué.

Fait à Tétouan, le 18 avril 1934.

Le haut-commissaire,  
(Signé) M. RICO AVELLO.

(Sceau du haut-commissariat.)

## Annexe 86

HAUT-COMMISSARIAT D'ESPAGNE  
AU MAROC  
DÉLÉGATION DE L'ÉQUIPEMENT

Excellence,

J'ai l'honneur de vous adresser le rapport que j'ai reçu de l'architecte, chef des constructions civiles, au sujet de l'extension d'une infirmerie et de la construction d'un pavillon pour le médecin de la ville de Cisneros, et sur lequel le délégué signataire de la présente lettre exprime son accord.

---



## Annexe 87

HAUT-COMMISSARIAT D'ESPAGNE  
AU MAROC

DÉLÉGATION DE L'ÉQUIPEMENT

Excellence,

J'ai l'honneur de vous adresser le rapport de l'architecte chef des constructions officielles et qui approuve le projet de construction de la délégation à Agüera (Río de Oro).

Tétouan, le 13 octobre 1934.

---

HAUT-COMMISSARIAT D'ESPAGNE  
AU MAROC  
DÉLÉGATION AUX TRAVAUX PUBLICS  
CONSTRUCTIONS CIVILES

N° 970

*Rapport*

*Objet :* Bâtiment pour la délégation et pavillon du délégué de la place de Agüera (Río de Oro).

Monsieur,

Nous nous voyons obligés de faire précéder ce rapport du même avertissement que les rapports antérieurs concernant des bâtiments à construire à Villa Cisneros, etc. Le manque de renseignements sur le terrain, les caractéristiques de la construction, la main-d'œuvre, etc., obligent à limiter le rapport à la partie imposée du projet.

Avalisé par l'ingénieur militaire don Ramon de Castro, le rapport comprend tous les documents nécessaires en pareil cas, et les pourcentages afférents à l'exécution matérielle sont correctement appliqués en fonction du système d'administration, ce qui est le seul objet de l'établissement du devis.

Pour le reste, la distribution et les levés sont à l'étude et seront adaptés à l'utilisation du bâtiment.

Tétouan, le 11 octobre 1934.

L'architecte en chef  
des constructions civiles,

(Signé) [Illisible.]

Approuvé.

Le délégué,

(Signé) [Illisible.]

---

## Annexe 88

**DAHIR DU KHALIFE EN DATE DU 12 FÉVRIER 1941 INTERDISANT LA PÊCHE AVEC DES ENGINS À LA TRAÎNE REMORQUÉE SUR LE LITTORAL COMPRIS ENTRE L'EMBOUCHURE DE L'OUED DRAA ET LE PARALLÈLE 26° DE LATITUDE NORD <sup>1</sup>**

Vu l'opportunité qui nous a été exposée par les organismes compétents de la nation protectrice d'édicter une disposition qui interdit de pêcher avec des engins à la traîne remorquée sur le littoral de la zone sud du protectorat et sur celle de droit d'occupation, afin que, par analogie avec ce qui a été disposé dans l'ordre ministériel du 16 décembre 1940 du ministère des affaires étrangères, la pêche à laquelle il est fait référence soit interdite sur tout le littoral du Sahara espagnol.

Avons décrété ce qui suit :

Premièrement. — Sur le littoral compris entre l'embouchure de l'oued Draa et le parallèle 26° de latitude nord est interdite la pêche avec des engins à la traîne remorquée à moins de six milles de la côte la plus proche et de la ligne qui unit les points les plus saillants dans les baies et anses d'ouverture de moins de douze milles, par analogie avec ce qui a été disposé dans l'ordre du 26 septembre 1939, du ministère de l'industrie et du commerce, pour la région canarienne.

Deuxièmement. — Est étendue auxdites eaux la législation nationale actuellement en vigueur concernant la pêche maritime et particulièrement les dispositions suivantes :

Loi du 14 juin 1909 pour la promotion des industries et des communications maritimes et règlement du 13 octobre 1913 pour son application (titre III, chapitre I).

Décret-loi royal du 5 janvier 1925 approuvant le règlement pour la sanction des infractions qu'en matière de pêche commettent les bateaux étrangers dans les eaux espagnoles.

Ordre du 26 septembre 1926 du ministère de l'industrie et du commerce réglementant la pêche avec des engins à la traîne remorquée dans les différentes régions maritimes.

Troisièmement. — Aux infracteurs nationaux seront appliquées les sanctions qui sont indiquées par l'ordre du 26 septembre 1939 du ministère de l'industrie et du commerce, celles commises par les bateaux étrangers étant punies en application de celles signalées dans le décret-loi royal du 5 janvier 1925.

---

<sup>1</sup> B.O. de la zone nord n° 11, du 20 avril 1941.

## Annexe 89 A

## DAHIR DU 10 DÉCEMBRE 1934 (2 RAMADAN 1353) FIXANT LE RÉGIME SPÉCIAL À CERTAINES MARCHANDISES DESTINÉES À ÊTRE CONSOMMÉES DANS DIVERSES RÉGIONS DU SUD DU MAROC

*Exposé des motifs*

L'insuffisance des ressources des populations qui habitent les territoires de l'extrême sud du Maroc, les frais de transports supportés par les marchandises sur les grandes distances qui les séparent des centres d'approvisionnement, ainsi que les difficultés de la surveillance douanière, constituent autant d'obstacles à l'application intégrale, dans ces contrées, des impôts de douane et de consommation.

La création d'une zone à l'intérieur de laquelle serait prévue l'exemption partielle ou totale desdits droits apparaît comme une mesure indispensable pour faciliter l'existence des populations des régions précitées.

Tel est l'objet du présent dahir.

---

Louange à Dieu seul !

(Grand sceau de Sidi Mohamed.)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté chérifienne,

a décidé ce qui suit :

*Article premier.* Peuvent être exemptées de la totalité ou d'une partie des droits de douane, de la taxe spéciale et des autres taxes perçues à l'importation ou à la consommation, les marchandises expédiées, sous certaines conditions, dans des régions déterminées du sud de l'Empire chérifien.

*Article 2.* Un arrêté résidentiel, pris sur l'avis du directeur général des finances, du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, du directeur des affaires indigènes et du chef du service du commerce et de l'industrie, déterminera :

- 1) la liste des marchandises admises au bénéfice de la détaxe totale ou partielle ;
- 2) les limites des zones privilégiées, les routes directes et le rayon de surveillance ;
- 3) le conditionnement des marchandises (emballage et marques spéciales ou estampilles dont elles devront être revêtues), les modalités de transport, ainsi que les règles relatives au contrôle.

*Article 3.* Toute manœuvre ayant ou pouvant avoir pour résultat de faire bénéficier indûment une marchandise du régime prévu à l'article premier est considérée comme une importation en contrebande et punie comme telle, indé-

pendamment des sanctions applicables au titre des infractions aux lois et règlements sur les impôts intérieurs de consommation.

*Article 4.* Sont considérées comme importées en contrebande et donnent lieu aux sanctions prévues à l'article 3 :

1) toutes quantités de marchandises non revêtues de marques ou estampilles circulant ou trouvées en dépôt dans la zone privilégiée sans être accompagnées d'un titre de mouvement délivré par les douanes chérifiennes d'entrée ;

2) toutes quantités de marchandises revêtues de marques ou estampilles circulant ou trouvées en dépôt hors de la zone où elles doivent être consommées.

*Article 5.* Les quantités de marchandises admissibles en exemption de droits ou à tarif réduit ainsi que les tarifs applicables sont fixés par arrêtés du directeur général des finances, rendus sur la proposition du directeur des affaires indigènes, après avis du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et du chef du service du commerce et de l'industrie.

*Article 6.* Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent dahir.

Fait à Rabat, le 2 Ramadan 1353 (*correspondant au 10 décembre 1934*).

Vu pour promulgation et mise à exécution : Rabat, le 11 janvier 1935.

Le commissaire résident général,

HENRI PONSOT.

---

## Annexe 89 B

## ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 11 JANVIER 1935 PORTANT ORGANISATION DES TERRITOIRES DU SUD DU POINT DE VUE DE L'APPLICATION DES DROITS DE DOUANE ET DE CONSOMMATION

*Le commissaire résident général de la République française au Maroc,*

Vu le dahir du 10 décembre 1934 fixant le régime spécial de certaines marchandises destinées à être consommées dans diverses régions du sud du Maroc ;

Vu l'avis conforme du directeur général des finances, du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, du directeur des affaires indigènes et du chef du service du commerce et de l'industrie,

*arrête :*

*I. Liste des marchandises admises à détaxe*

*Article premier.* Sont admises au bénéfice du régime prévu par le dahir du 10 décembre 1934, les marchandises énumérées ci-après :

Sucres raffinés en pain ; thés ; bougies ; tissus de coton (articles ordinaires à usage des indigènes) ; riz en grains.

*II. Limites des régions bénéficiaires des détaxes*

*Article 2.* Le territoire bénéficiant du régime privilégié comprend une zone franche et une zone à tarifs réduits.

La délimitation territoriale des deux zones est déterminée par les points suivants :

- a) *Zone franche.* *A l'ouest*, la limite territoriale est de l'enclave d'Ifni et la côte atlantique jusqu'à la limite du Río de Oro au sud, et jusqu'à la limite de la tribu des Ahl-Sahel au nord.

*Au nord*, la limite nord des tribus des Ahl-Sahel et Ait-Brihim, puis la limite septentrionale des bureaux de Bou-Izakaren, d'Anzi et de Tafraout.

*A l'est*, une ligne jalonnée par les postes ou bureaux des affaires indigènes d'Aqqa, Bou-Akba, ces deux points inclus et Tindouf.

*Au sud*, la limite territoriale de l'Empire.

- b) *Zone à tarifs réduits.* *A l'ouest*, limite est de la zone franche.

*Au nord*, la limite du territoire autonome des confins du Draa jusqu'à l'oued Draa, puis la limite ouest et nord du bureau de Tazzarine, la limite est de la région de Marrakech jusqu'à hauteur de Tinfift, la limite nord du cercle d'Erfoud et l'extrémité de la limite sud du territoire du Tafilalet.

*A l'est et au sud*, la limite territoriale de l'Empire.

*III. Routes directes et rayon de surveillance*

*Article 3.* Les routes directes suivant lesquelles doivent s'effectuer les transports à l'intérieur du rayon de surveillance sont :

*Aux confins de la région de Marrakech* : les pistes reliant les postes du sud à la piste principale allant d'Agadir à Tazzarine en passant par Taroudant et Tazenakht, savoir :

Piste Inezgane-Tiznit-Goulimine avec embranchement à l'ouest sur l'Ahl-Sahet et à l'est sur Anzi.

Piste Inezgane-Ait-Abdallah-Taфраout.

Piste Taroudant-Irherm-Aqqa et Tatta.

Piste Tazenakht à Foum-Zguid.

Piste Tazenakht-Zagora-Tagounit.

*Aux confins du territoire du Tafilalet* : piste de Midelt à Ksar-es-Souk et Erfoud, et piste de Bou-Denib à Erfoud.

*Article 4.* L'action du service des douanes secondée par les agents des affaires indigènes s'exerce dans le périmètre des agglomérations situées dans la zone à tarif réduit, dans un rayon de 40 kilomètres à l'intérieur de la ligne de délimitation de ladite zone, ainsi que dans un rayon de 40 kilomètres à l'extérieur, sur le territoire assujéti confinait aux zones franches ou à tarifs réduits.

Sur le secteur ainsi délimité l'action du service s'exerce en vertu des lois et règlements sur la police du rayon des frontières de terre et sur les marchandises soumises à cette police.

Toutefois, dans le rayon de la limite nord de la zone à tarifs réduits, la surveillance se limite aux marchandises bénéficiant desdits tarifs.

Les infractions constatées à l'intérieur du rayon de surveillance ainsi que les transports rétrogrades vers le territoire assujéti sont réprimés par les mêmes sanctions et suivant les règles appliquées dans le rayon douanier.

Il n'est exercé aucun contrôle à l'intérieur de la zone franche, et les expéditions de marchandises à destination de ladite zone sont assimilées aux exportations.

Le territoire franc demeure, toutefois, soumis aux lois et règlements sur la police et la sécurité.

*Article 5.* Les marchandises visées à l'article 1 expédiées sur la zone franche sont exemptées des droits de douane, de la taxe spéciale et de toutes autres taxes perçues à l'importation ou à la consommation.

Bénéficient des exemptions prévues pour la zone franche des confins d'Ifni les postes de l'extrême sud, désignés ci-après :

Tindouf, Tabelballa, Zegdou.

#### *IV. Conditionnement et modalités de transport des marchandises expédiées sur les territoires du sud*

*Article 6.* Les marchandises destinées à la zone franche ou aux territoires à tarifs réduits doivent être renfermées dans des emballages préparés de manière à recevoir, le cas échéant, un plomb garantissant l'intégrité du contenu.

Les colis doivent porter d'une manière apparente sur l'emballage extérieur la mention *zone franche* ou *zone* suivant le secteur sur lequel ils sont acheminés.

L'estampille *zone* sera portée également au bout des pièces d'étoffes et reproduite chaque 5 mètres, sur les paquets de bougies et sur l'emballage intérieur des thés lorsque ceux-ci seront présentés en paquets ou boîtes, ainsi que sur l'empaquetage des pains de sucre.

Les sucres devront porter, en outre, sur le pain lui-même le mot *zone* en creux ou en relief.

*Article 7.* Les expéditions doivent être effectuées sous le régime du transit ordinaire, avec acquit-à-caution et consignation ou garanties des droits. Le transport a lieu par les voies directes sous plomb ou escorte, aux frais des expéditeurs, dans le délai fixé d'après les distances à parcourir. L'acquit est déchargé à destination ou au dernier poste de contrôle désigné, au départ, sur l'itinéraire à suivre. Il doit être rapporté dûment revêtu du certificat de décharge dans les deux mois qui suivent le terme des délais de transport, à défaut de quoi les droits sont acquis au trésor, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 3 du dahir du 10 décembre 1934.

Au vu du titre déchargé le service des douanes annule les engagements souscrits et rembourse, s'il y a lieu, le montant des sommes consignées non exigibles.

*Article 8.* Quiconque établi commerçant dans une localité des territoires du sud, ou dans l'un des ports ou bureaux de douane qui la desservent, désire y expédier des marchandises bénéficiant du régime favorable doit en faire préalablement la demande au service des affaires indigènes (commandant du cercle ou territoire) qui apprécie s'il doit ou non accorder l'autorisation, en tenant compte des garanties fournies par le demandeur et des disponibilités du contingent.

L'administration de l'intendance militaire du Maroc peut, toutefois, si elle le désire, s'approvisionner directement en denrées exemptes ou soumises à droits réduits, pour les besoins des corps de troupes stationnés dans les zones privilégiées.

*Article 9.* Quiconque a obtenu l'autorisation de détenir des marchandises de zone doit se soumettre à toutes les vérifications des autorités militaires, des agents des finances et des affaires indigènes. Il doit, en outre, tenir, le cas échéant, à la disposition des autorités locales, contre paiement de leur valeur, toutes les quantités dont elles auraient besoin dans un intérêt politique.

Rabat, le 11 janvier 1935.

HENRI PONSOT.

---

## Annexe 89 C

Mise au point dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* au sujet de l'application en 1935 d'un dahir marocain jusqu'à l'extrême sud des limites du Río de Oro. A noter d'une part qu'en cette année 1935 les Espagnols disent encore : « lorsque notre action s'étendra définitivement sur le Río de Oro et cap Juby », et que les autorités françaises reconnaissent que le Sahara marocain s'étend bien jusqu'à l'extrême sud des limites du Río de Oro.

*Les accords de Bir Moghreïn et l'Espagne*

L'accord intervenu à la suite de la conférence tenue à Bir Moghreïn, en décembre dernier (*Afrique française*, 1935, p. 157), a fait l'objet, de la part du correspondant du journal *El Sol* à Casablanca, de longs commentaires (31 mai et 5 juin) que nous résumerons ici, à titre documentaire.

Ce correspondant commence par déclarer qu'il y a dans lesdits accords

« certains points très intéressants pour l'action de l'Espagne dans le Sahara et qui ne doivent pas passer inaperçus de l'opinion espagnole, étant donné qu'ils peuvent être pour l'Espagne l'origine de situations désagréables, contre lesquelles il n'y aura pas alors d'autre remède que de nous plaindre inutilement... »

Les deux points examinés par le collaborateur de *El Sol* concernent : 1) la répartition des tribus ; 2) le régime douanier.

Sur la première question, il écrit ce qui suit :

« La France adopte, pour sa politique dans l'organisation de ces territoires, le principe, assurément très rationnel, qu'il n'est pas possible de fixer de limites géographiques... Les négociateurs ont reconnu que, dans le Sahara occidental, il ne peut exister que deux « statuts personnels » pour les indigènes : le français et l'espagnol. Les nomades qui se déplacent sur les immenses étendues de l'extrême sud marocain, de la Mauritanie et du Río de Oro, doivent être, en conséquence, nécessairement des sujets français ou des sujets espagnols. En vue de l'identification politique de chaque individu et de sa filiation « définitive », la France a adopté le principe de considérer comme document déterminant de la personnalité et capable de conférer la qualité politique le reçu du paiement des impôts. Ces impôts se réduisent à l pour cent annuel sur la valeur des têtes de bétail possédées par chaque individu. Par conséquent, il suffit de posséder un seul animal pour payer le tribut correspondant, et il suffit d'entrer dans la zone attribuée à la France pour contracter l'obligation de payer ce tribut et pour acquérir ainsi, automatiquement, la qualité de sujet français.

Il est évident que s'il existait, en même temps, une règle analogue dans la zone espagnole, on pourrait déterminer plus ou moins rapidement les individus ou les groupes qui dépendront de l'une ou de l'autre nation. Mais comme, pour le moment, il n'en est pas ainsi, les autorités espagnoles courent le risque de se trouver du jour au lendemain, lorsque notre action s'étendra définitivement sur le Río de Oro et cap Juby, avec un territoire peuplé de sujets français, y compris les indigènes originaires de ces territoires ou qui y « nomadisent » à un moment donné... Il y a donc là pour nous un grave problème, et qui montre, une fois de plus, la nécessité pour



*l'Espagne d'occuper définitivement et d'organiser ses territoires de l'Afrique occidentale... »*

Revenant dans une correspondance ultérieure sur cette question, le rédacteur de *El Sol* mentionne que, en conformité avec l'accord de Bir Moghreïn, le chef « Regueibat » Lhabid Ould Billal, originaire du Río de Oro, qui se trouvait à Aïn Ben Tili au moment de cette conférence, a fait sa soumission au commandant du cercle de l'Adrar, qui a déclaré l'accepter (*Afrique française*, 1935, p. 159) :

« On espère — ajoute le correspondant de *El Sol* — que cette soumission sera suivie de celle de tous les membres de la tribu dont il est le chef ; mais comme ceux-ci se trouvent actuellement dans le sud du Río de Oro, des conversations en vue de leur soumission et de leur inscription comme sujets de la France ne pourront avoir lieu que quand ils passeront dans la zone française. »

Le correspondant de *El Sol* remarque ensuite que les dispositions qui ont été adoptées, tant en ce qui concerne le *désarmement intégral différé des tribus* que la *réglementation touristique pour la traversée du Sahara occidental*, ont été imposées par « l'ignorance où se trouvent les autorités françaises au sujet des moyens mis en œuvre par les autorités espagnoles du Río de Oro pour obtenir la soumission définitive de ces tribus ».

En ce qui concerne la décision prise par le Gouvernement marocain, à la suite de la conférence de Bir Maghreïn, d'exonérer, en tout ou en partie, des droits de douane toutes les marchandises en provenance des ports marocains et destinées à être consommées dans une zone neutralisée, *s'étendant des confins d'Ifni jusqu'à l'extrême sud des limites de la colonie de Río de Oro*, le correspondant de *El Sol* estime qu'elle aura pour effet de supprimer rapidement tout commerce avec les ports et possessions espagnols. Mais, ajoute-t-il,

« il est incontestable que cette mesure est à la fois contraire, en ce qui touche au Maroc, à la liberté commerciale reconnue pour tout cet Empire, et au droit des gens, pour tout le reste des territoires inclus dans la « zone neutralisée ».

Personne ne peut discuter le droit de la France à organiser administrativement son protectorat. Elle est libre d'installer des bureaux de douane, pour percevoir à l'entrée au Maroc les impôts légaux sur les marchandises de toute espèce provenant d'Ifni. Mais de quel droit la France interdit-elle l'entrée de marchandises espagnoles dans la zone « neutre », en les considérant comme contrebande ? Nous doutons fort qu'elle puisse donner une réponse justifiée à cette question, et nous doutons aussi qu'une telle détermination eût été prise, si à Ifni et à Río de Oro flottait le drapeau anglais, ou l'italien, ou simplement le drapeau hollandais... »

Le correspondant de *El Sol* paraît oublier que — comme il l'a lui-même noté plus haut — l'Espagne, à la différence de ce qu'aurait fait sans doute l'Angleterre, l'Italie... ou la Hollande, ne s'est pas encore décidée à « occuper définitivement et à organiser » les possessions où son drapeau flotte depuis de longues années, mais seulement sur la carte ; qu'il n'existe pas de « zone neutralisée », mais seulement une ligne frontière imprécise autour de l'enclave d'Ifni ; que le *dahir instituant un régime spécial pour les marchandises destinées à certaines régions du Sahara marocain* n'est pas consécutif à la convention de Bir Moghreïn, puisqu'il porte la date du 10 décembre 1934 et que la convention est du 21 décembre (*Afrique française*, 1935, p. 157 et 160) ; que la France — ou plus exactement le

*Maroc — n'interdit pas l'entrée des marchandises espagnoles dans le Sahara marocain, mais assure dans ces régions l'égalité douanière à toutes les marchandises importées quelle que soit leur origine, en leur réservant, par la création d'une zone franche, des avantages égaux à ceux dont bénéficient les importations effectuées par les établissements espagnols de la côte Atlantique.* La suppression de la zone franche ne peut être que consécutive à l'installation, en zone ou territoire espagnols du sud, d'une organisation douanière effective semblable à celle qui existe, dans le nord du Maroc, entre les places de souveraineté et le territoire marocain.

ARY MUNOZ.

---

### Annexe 90 (1)

#### DÉCRET DE LA PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT DU 20 JUILLET 1946 ÉTABLISSANT LE RÉGIME DE DÉPENDANCE DES POSSESSIONS ESPAGNOLES D'AFRIQUE OCCIDENTALE

*Source : Boletín oficial del Estado du 24 juillet 1946.*

*Article 1.* Le régime du gouvernement et de l'administration des territoires de l'Afrique occidentale espagnole dépendra de la Présidence du gouvernement par l'intermédiaire de la direction générale du Maroc et des colonies.

*Article 2.* Les territoires d'Ifni et du Sahara espagnol constitueront un gouvernement spécial qui s'intitulera « Gouvernement de l'Afrique occidentale espagnole » et seront régis par un gouverneur qui aura le commandement politique et militaire dans la plénitude de ses fonctions et accomplira sa mission dans les limites et conformément aux dispositions en vigueur ou à celles qui se prendront à l'avenir. Il dépendra directement de la Présidence du gouvernement.

*Article 3.* Les forces militaires de l'armée de terre de ces territoires dépendront du ministère de l'armée par l'intermédiaire du capitaine général des Canaries. Les forces militaires maritimes et aériennes continueront à dépendre de leurs ministères respectifs, dans la forme actuelle. Le gouverneur de l'Afrique occidentale espagnole assumera toutes les fonctions du commandement militaire quant à l'utilisation des forces de terre, de mer et de l'air, dans les conditions stipulées dans le décret du 9 mars 1942.

*Article 4.* La charge de gouverneur de l'Afrique occidentale espagnole incombera à un général ou à un chef des armées de terre, de mer ou de l'air et sera nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition de la Présidence du gouvernement.

*Article 5.* Pour maintenir l'unité nécessaire de la politique indigène dans la zone désertique du protectorat, dite zone désertique du protectorat du Maroc, le gouverneur de l'Afrique occidentale du Maroc y assumera celle-ci en vertu de la délégation du haut-commissaire d'Espagne au Maroc.

*Article 6.* La Présidence du gouvernement prendra les dispositions opportunes pour l'exécution de ce décret.

Toutes les dispositions contraires sont abrogées.

---

## Annexe 90 (2)

DÉCRET DE LA PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT,  
DU 10 JANVIER 1958, SUR LES PROVINCES D'IFNI ET  
DU SAHARA

Source: *Bulletin officiel de la province du Sahara* du 14 janvier 1958.

*Article 1.* Les territoires de l'Afrique occidentale espagnole seront constitués dorénavant par deux provinces, dénommées Ifni et Sahara espagnol.

*Article 2.* Conformément à ce qui est prévu dans l'article premier du décret de cette Présidence du gouvernement, du 20 juillet 1946, le régime de gouvernement et d'administration des deux provinces énoncées sera à la charge de la Présidence du gouvernement au travers de la *Dirección general de plazas y provincias africanas*.

*Article 3.* Dans le domaine militaire, c'est au capitaine général des Canaries que revient le commandement des forces des armées de terre, de mer et de l'air stationnées dans les provinces de l'archipel canarien et de l'Afrique occidentale espagnole, et selon les conditions prévues par le décret du 9 mai 1942.

C'est aussi à ladite autorité que revient l'exercice de la juridiction militaire sur tous les territoires de l'Afrique occidentale espagnole.

*Article 4.* En ce qui concerne les aspects d'ordre politique, tant en ce qui touche la politique internationale que la politique intérieure des territoires qui peuvent avoir un rapport avec la préparation ou l'exécution d'opérations de police, le capitaine général des Canaries s'en tiendra aux orientations émanant du gouvernement, par l'intermédiaire de la Présidence de ce dernier, et le cas échéant du ministre de l'armée, et il s'adressera à eux pour toute consultation ou proposition en rapport avec ces questions.

*Article 5.* Chacune des provinces d'Ifni et du Sahara espagnol sera régie par un gouverneur général, résidant respectivement à Ifni et à Aïoun, les postes de gouverneurs généraux des provinces qui constituent l'Afrique occidentale espagnole incomberont à des généraux de division ou de brigade de l'armée de terre et leur nomination se fera par décret accordé au conseil des ministres, sur proposition conjointe de la Présidence du gouvernement et du ministre de l'armée. Chaque gouverneur général sera assisté d'un secrétaire général, nommé par la Présidence du gouvernement sur proposition de la *Dirección general de plazas y provincias africanas*, après avoir entendu le gouverneur général correspondant.

*Article 6.* Les gouverneurs généraux, qui ont à leur charge l'administration et le gouvernement des territoires respectifs de leurs provinces, exerceront aussi le commandement des troupes situées à l'intérieur de leurs démarcations respectives, mais n'auront pas de compétence judiciaire en ce qui concerne l'instruction et les jugements d'affaires de justice, et ils seront responsables du maintien de l'ordre dans les territoires soumis à leur commandement.

*Article 7.* Les gouverneurs généraux des provinces d'Ifni et du Sahara, à l'intérieur des territoires sous leur juridiction, obtiendront les honneurs de général de division en charge, et le capitaine général des Canaries, dans chacune des provinces de l'Afrique occidentale espagnole, obtiendra ceux qui lui reviennent en tant que capitaine général de région.

*Article 8.* Cette organisation ne donnera pas lieu à des changements dans les cadres du personnel effectif, ce pour quoi, le cas échéant, un dédommagement dû devra être établi à l'intérieur de ces mêmes cadres.

*Article 9.* La Présidence du gouvernement édictera les dispositions opportunes en vue de l'exécution de ce décret et de l'adaptation des services et des normes qui les régissent.

*Article 10.* Toutes les dispositions s'opposant à l'observance du présent décret seront abrogées, lequel décret entrera en vigueur à partir du jour suivant celui de sa publication.

---

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES <sup>1</sup>PRÉSENTÉS PAR LE ROYAUME DU MAROC CONFORMÉMENT  
AU DEUXIÈME PARAGRAPHE DE LA RÉSOLUTION 3292 (XXIX)  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

## Annexe 91

LETTRE DU CONSUL DE FRANCE À MOGADOR AU MINISTRE DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE, EN DATE DU 31 MAI 1842*(Extrait.)*

Le caïd Zervoual (cheik de la tribu d'Errahmna, qui se trouve dans les environs du Maroc, ainsi que de celle des Oulad Bou Sebah), dont il est question dans ma dépêche n° 18 en date du 18 janvier, a été destitué à l'époque de la fête du *mevloud* ; et le 14 du mois courant il a été conduit ici avec les fers aux pieds. Les gouvernements des tribus qu'il avait sous ses ordres ont été donnés par le prince Sidi Mohammed à d'autres gouverneurs : savoir, celui de la tribu Errahmna à un nommé El hadj'Azouz el Hiddadgi ; et celui de la tribu des Oulad Bou Sebah au caïd Suleïman, caïd de Nïadma et gouverneur militaire de cette ville de Mogador.

Le caïd de la province du Sous, El Hadji Ahmed Agouni, qui était déjà disgracié auprès de l'Empereur, est allé dernièrement à Maroc pour se justifier auprès du prince Sidi Mohammed, et pour lui porter en même temps un présent de plus de 10 000 ducats (35 000 francs) ; mais il n'en a pas moins été destitué, et l'on dit que son gouvernement a été donné à Sidi Abdallah Ben Bihiy, gouverneur de la province de Haha. Tout le monde dans cette ville-ci désirerait bien qu'il en fût ainsi ; parce que la prospérité de Mogador dépend beaucoup de la tranquillité des provinces du Sous et de Haha : ce que l'on ne peut guère espérer de voir, que lorsqu'elles sont bien administrées ; et ce qu'on n'a jamais pu voir, à moins qu'elles n'aient été sous la juridiction d'un seul et même gouverneur.

Il y a déjà longtemps que je n'ai reçu aucune nouvelle de Maroc, et comme je n'entends parler d'aucun événement remarquable qui s'y soit passé, je pense que la plus parfaite tranquillité y règne et que dans cette ville-là, comme à Mogador, on ne s'y occupe aujourd'hui que d'affaires commerciales et des prix élevés auxquels sont montés les produits du pays ; à cause des nombreux arrivages de navires qui, depuis le mois d'avril, ont eu lieu dans ce pays de Mogador.

---

<sup>1</sup> Reçus au Greffe le 18 juin 1975. Les annexes 173 à 197, telles qu'elles ont été déposées au Greffe de la Cour, portent la mention : « Royaume du Maroc, Cour suprême, le chef du service de l'interprétariat judiciaire, pour traduction certifiée conforme », suivie d'une signature.

## Annexe 92

LETTRE DU CONSUL DE FRANCE À MOGADOR  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 23 FÉVRIER 1844*(Extrait.)*

Toutes les provinces voisines de mon arrondissement consulaire sont tranquilles. La saison est bonne partout, les pluies abondantes dans l'intérieur de l'Empire appellent les cultivateurs au travail ; la rade est dépourvue de bâtiments français et anglais ; les négociants ne sont pas encore de retour de Maroc ; toutes ces circonstances entretiennent la stagnation du commerce. Les marchandises importées d'Europe ont baissé de prix parce que le gouvernement a fait jeter sur la place celles qu'il avait en dépôt dans la douane de Mogador et que la dîme y avait accumulées depuis deux ans.

En résultat, la situation commerciale de Mogador est dans un moment de détresse et l'Empereur l'a déclaré lui-même dans sa réponse aux négociants en promettant de faire des efforts pour l'améliorer.

J'ai eu l'honneur de vous rendre compte, Monsieur le Ministre, dans ma lettre n° 11 du 1<sup>er</sup> décembre dernier, de la pacification de la province du Sous : le résultat de cette opération est évalué à 100 000 piastres fortes d'Espagne (560 000 francs) qui vont entrer dans le trésor impérial, savoir 60 000 piastres en espèces et 40 000 piastres en esclaves et bestiaux. Un pareil résultat prouve la richesse de cette province et fait supposer qu'elle peut être celle de l'Empire dont les produits naturels sont continuellement échangés contre l'argent de l'Europe, qui ne sort plus du Maroc une fois qu'il y est entré. La valeur élevée pour laquelle figurent les esclaves dans la contribution semble laisser peu de chances de succès à la proposition qu'on assure ici avoir faite à l'Empereur d'abolir l'esclavage...

---

## Annexe 93

LETTRE DU CONSUL DE FRANCE À MOGADOR  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 26 MAI 1866*(Extrait.)*

En annonçant au département, dans ma précédente lettre en date du 20 courant, n° 9, la publication d'un nouveau projet des chefs du ouad Noun, au sujet de la création d'un établissement maritime sur la côte occidentale d'Afrique, je n'ai pas voulu, dans la crainte de fatiguer l'attention de Votre Excellence, prolonger mon rapport du récit d'un incident dont je crois, néanmoins, devoir lui rendre compte aujourd'hui avec quelques détails.

Il s'agit d'une sorte de négociation engagée dans un but tout opposé au projet en question, et les mêmes chefs du ouad Noun et le vice-consul anglais de Mogador, à l'effet d'obtenir du Sultan par l'intermédiaire de la légation de Sa Majesté britannique à Tanger, un arrangement avec les fils du cheik Beyrouk, imprudemment sinon injustement traités comme rebelles par le Gouvernement marocain, ainsi que je l'ai raconté dans ma dernière lettre, n° 9.

Au commencement de cette année, des agents secrets du ouad Noun vinrent à Mogador pour demander au vice-consul anglais de vouloir bien intervenir auprès du Sultan en faveur des fils du cheik Beyrouk, qui étaient prêts à se soumettre aux conditions qui leur seraient imposées. Le vice-consul, M. Larstensen, accueillit avec empressement ces ouvertures, et je ne saurais mieux résumer ce qui s'est fait depuis qu'en transcrivant ici quelques extraits de lettres arabes, traduits par moi sur les originaux mêmes que mon collègue a bien voulu me confier momentanément :

« Mogador, le 21 mars 1866. Le vice-consul anglais au cheik Habyb Ben Beyrouk.

Sachez que j'ai fait part de vos propositions à l'ambassadeur d'Angleterre à Tanger qui les a portées lui-même chez le ministre Sid Bargach, lequel les a renvoyées au Sultan. L'ambassadeur anglais ne doute pas que le Sultan n'agrée votre soumission et il me recommande de vous demander de suite un engagement en règle et sincère, parce que si nous parvenons à vous mettre en paix avec le Sultan, nous vous assisterons complètement, et nous ne voudrions pas nous exposer à avoir à rougir à ses yeux pour notre intervention et notre garantie. Il faut donc que vous m'écriviez, sans retard, une lettre dans laquelle vous direz :

1) que vous sollicitez l'intercession des Anglais et de leur gouvernement pour obtenir la paix et le pardon du Sultan, pour vous, vos enfants, et vos tribus ;

2) que vous ne recevrez sur vos côtes aucun navire de nation chrétienne, si ce n'est par ordre du Sultan ;

3) que vous accueillerez avec humanité, ainsi que vos frères et vos tribus, tous les naufragés à quelque nation qu'ils appartiennent ; vous les assisterez et les renverrez à Mogador, sous escorte et en sécurité ;

4) que vous et vos frères, vous jurez fidélité au Sultan, et obéissance à son

gouvernement dont vous respecterez les ordres, comme le faisait votre père défunt, le cheik Beyrouk ;

5) que vous êtes prêt à m'envoyer un de vos fils qui résidera à Mogador, en gage de la sincérité de vos engagements.

Aussitôt que vous m'aurez fait parvenir l'écrit contenant ces déclarations, je l'enverrai à Tanger, à l'ambassadeur anglais qui le conservera pour s'y référer à l'occasion et en tous temps. Que Dieu complète vos bonnes intentions, et nous ne vous abandonnerons pas... »

---



## Annexe 94

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE, EN DATE  
DU 9 DÉCEMBRE 1874

M. Paxtot, ministre d'Espagne à Tanger, vient de partir pour Madrid où l'avait appelé, depuis quelques jours déjà, une dépêche du ministre d'Etat. Le départ de mon collègue n'a été retardé que par l'enquête à laquelle il était chargé de procéder sur l'affaire des prisonniers de l'ouad Noun.

Bien que M. Paxtot se soit renfermé dans une réserve absolue quant aux résultats de l'interrogatoire auquel ont été soumis M. Butler et ses deux compagnons, la durée de cette procédure aussi bien que le silence dont elle a été entourée seraient de nature à confirmer les doutes qui s'étaient élevés depuis longtemps sur la bonne foi de ces trois personnages. De quelque côté que soit la vérité, à cet égard, leur séjour prolongé, sinon tout à fait volontaire dans l'ouad Noun, aura du moins pour résultat de faire mieux connaître une contrée sur laquelle nous ne possédons que fort peu de renseignements. M. Butler et ses compagnons rapportent, paraît-il, une carte assez détaillée de toute cette région. Je n'ai pas eu communication de ce document, mais un de mes collègues, plus heureux, a pu y jeter les yeux et vérifier, dans ce rapide examen, la position assignée par M. Butler à un point qui se rattache à une question politique depuis longtemps pendante entre l'Espagne et le Maroc et dont la solution peut entraîner, d'un moment à l'autre, de graves difficultés entre les deux pays. Je veux parler de la question de Santa Cruz.

Votre Excellence sait que, par l'article VIII du traité de paix de 1860, le Maroc s'est engagé à céder à l'Espagne, sur la côte de l'Océan et près de Santa Cruz la Pequeña, « le terrain nécessaire à l'installation d'une pêcherie semblable à celle que l'Espagne y possédait autrefois »<sup>1</sup>.

Soit que le Gouvernement espagnol ait reculé devant les dépenses que devait occasionner la création de ce nouveau préside, soit qu'il ait voulu réserver, comme le langage de ses agents l'a toujours donné à entendre, une question dont le règlement pouvait, ainsi qu'on le verra tout à l'heure, servir les arrière-pensées que le cabinet de Madrid nourrit toujours à l'égard du Maroc, l'article VIII du traité de 1860 est la seule clause de cet acte qui n'ait pas encore reçu son exécution. Non seulement la question de Santa Cruz la Pequeña demeure ouverte, mais l'interprétation inadmissible que le Gouvernement espagnol donne aux termes dans lesquels cette cession a été consentie, constitue un motif suffisant pour arriver à un moment donné à une rupture avec le Maroc.

Avant de signaler l'interprétation à laquelle je fais allusion et afin d'en mieux

<sup>1</sup> *Artículo VIII :*

« S. M. Marroquí se obliga a conceder a perpetuidad a S. M. Católica en la costa del Océano, *junto a Santa Cruz la Pequeña*, el territorio suficiente para la formación de un establecimiento de pesquería, *como el que España tuvo ahí antiguamente*.

Para llevar a efecto lo convenido en este artículo, se pondrán previamente de acuerdo los Gobiernos de S. M. Católica y S. M. Marroquí, los cuales deberán nombrar comisionados por una y por otra parte para señalar el terreno y los límites que deba tener el referido establecimiento. »

faire saisir le côté arbitraire, Votre Excellence me permettra d'entrer dans les détails géographiques et historiques qui se rattachent à cette question. Elle voudra bien se reporter en même temps à la carte spéciale qui se trouve jointe à la présente dépêche.

Il y a eu deux établissements européens du nom de Santa Cruz sur la côte occidentale du Maroc : Santa Cruz proprement dite et Santa Cruz la Pequeña.

Santa Cruz proprement dite, qui porte aujourd'hui le nom berbère d'Agadir, n'a jamais été une colonie espagnole. Située à cent vingt-cinq kilomètres environ au sud de Mogador, au point où la grande chaîne atlantique plonge dans l'océan, Agadir possède la meilleure rade du littoral et commande la seule route par laquelle les caravanes puissent se rendre du Maroc dans le Sous et au Sahara, sans passer par les défilés aussi dangereux que difficiles de l'Atlas indépendant. Les avantages de cette situation déterminèrent un gentilhomme portugais à y fonder au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle une pêcherie à laquelle il donna le nom de Santa Cruz. Le roi don Emmanuel l'acheta plus tard et y bâtit un fort que l'empereur Moula Mohammed enleva aux Portugais en 1536. Santa Cruz reprit, dès lors, son ancien nom d'Agadir et devint une des villes les plus florissantes du Maroc jusqu'à l'époque où Moula Abdallah fonda Mogador et y transporta le mouvement commercial dont l'ancien établissement portugais avait été le centre pendant plus de deux siècles. Bien que déchue de sa prospérité d'autrefois, Agadir n'en est pas moins restée un des points les plus importants du Maroc ; elle est toujours la clef de la route du Sous et du Sénégal et deviendrait entre les mains d'une puissance européenne un entrepôt de premier ordre et le véritable port du Soudan.

L'autre Santa Cruz, distinguée de la première par les différents surnoms de « la Pequeña » ou de « Mar Pequeño » ou de « Mar Minor », est d'origine espagnole et date de la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle. Fondée sur la côte de l'oued Noun, en 1476, par Diego de Herrera, seigneur des îles Canaries, la pêcherie de Santa Cruz « la Pequeña » ne subsista que jusqu'en 1524. Les anciennes cartes, notamment celles de Juan de la Cosa (1500) et de Jean Guérard de Dieppe (1631) la placent au sud de l'oued Noun. Les cartes modernes varient : M. Renou, reproduisant les anciennes données, place Santa Cruz « la Pequeña » sur le golfe indiqué par la carte d'Arlett à la hauteur de la pointe sud-est de Fuenteventura, et qu'on suppose être le Porto Cansado des Portugais. Les documents espagnols, et en particulier la carte annexée au *Manual del oficial en Marruecos*, publié à Madrid en 1844 par M. Calderon, reportent Santa Cruz un peu plus au nord, à l'embouchure et sur la rive droite de l'oued Noun. La carte de Calderon ajoute en note : « Santa Cruz minor o de la mar Pequeña, establecimiento de los Canarios a principio del siglo XVI. » C'est cette même position que M. Butler aurait assignée à Santa Cruz la Pequeña dans son esquisse topographique de l'ouad Noun : les derniers vestiges de la pêcherie de Diego de Herrera seraient désignés aujourd'hui sous le nom arabe de *El Kheriba*, la Ruine.

En rapprochant l'historique des deux établissements européens qui ont existé sous le nom de Santa Cruz, sur la côte occidentale du Maroc, du texte espagnol de l'article VIII du traité de 1860, il ne peut exister aucun doute sur le véritable sens de la clause par laquelle le Gouvernement marocain s'est engagé à céder une parcelle de son territoire. La Santa Cruz dont il s'agit est évidemment la Santa Cruz espagnole fondée par Diego de Herrera dans l'ouad Noun : l'article VIII le reconnaît implicitement, d'une part en donnant à cette Santa Cruz ce surnom de « la Pequeña », qui l'a toujours distinguée de la Santa Cruz portugaise d'Agadir ; d'autre part en ajoutant ces mots : « como el que España tuvo allí antiguamente », phrase qui ne peut s'appliquer qu'à la Santa Cruz de l'ouad Noun, la Santa Cruz d'Agadir n'ayant jamais appartenu à l'Espagne.

Malheureusement pour le Maroc, le texte arabe du traité de 1860 contient, après le nom de Santa Cruz la Pequeña, les mots : « près d'Agadir ». Comment cette étrange mention, aussi contraire à la vérité géographique que dangereuse pour le Gouvernement marocain, s'est-elle précisément glissée dans l'instrument dressé en langue marocaine ? On prétend que la bonne foi des plénipotentiaires du Sultan aurait été surprise lors de la rédaction du traité ; qu'à cette question naïve adressée par eux à l'interprète espagnol : « Santa Cruz la Pequeña est-elle près d'Agadir ? », M. Rizzo aurait répondu affirmativement et qu'il aurait été cru sur parole. J'ignore ce qu'il peut y avoir de vrai dans cette explication, la seule qui ait été donnée jusqu'ici. Il est peu probable, dans tous les cas, que la cour de Fez, par une de ces maladroites habiletés d'ailleurs si familières à la politique orientale, ait cherché à créer elle-même, comme moyen de défense, le malentendu qui est devenu un moyen d'attaque entre les mains de l'Espagne. Le cabinet de Madrid, en effet, s'est immédiatement prévalu de la variante du texte arabe du traité de 1860 pour déclarer, contre toutes les indications du texte espagnol, que la Santa Cruz, concédée en principe par le Maroc, était Agadir. Cette thèse, au moins, a toujours été soutenue par la légation d'Espagne à Tanger, et avec une netteté, pour ne pas dire avec une violence, qui ne permet guère de douter que telle ne soit effectivement l'interprétation officiellement donnée par le cabinet de Madrid à l'article VIII du traité de paix de 1860. M. Merry y Colom, en particulier, s'en est expliqué à plusieurs reprises avec ses collègues, et ne manquait pas, lorsqu'on lui démontrait combien ces prétentions étaient peu fondées en droit, de terminer la discussion par cette phrase significative : « Nous saurons bien trouver Santa Cruz, là où il nous conviendra, lorsque nous jugerons à propos de la réclamer. »

L'Espagne procédera-t-elle à une revendication aussi injuste ? La question de Santa Cruz continuera-t-elle à dormir, comme une arme au fourreau, jusqu'au moment où des nécessités de politique intérieure détermineront le cabinet de Madrid à s'en servir contre le Gouvernement marocain ? Certains indices, quelques mots échappés à M. Paxtot, et qui ont été soigneusement recueillis, tendraient à faire croire que ce moment est peut-être plus proche que ne le feraient supposer la situation actuelle de l'Espagne, l'épuisement de ses ressources et la ruine de ses finances. Cette situation, du reste, à certains points de vue, pourrait être pour beaucoup dans les projets qu'on prête, à tort ou à raison, au cabinet de Madrid. Il est plus vraisemblable, toutefois, que le Gouvernement espagnol continuera, pendant quelque temps du moins, à ne se servir de l'article VIII du traité de 1860 que comme d'une menace destinée à triompher des résistances de la Cour de Fez dans les nombreuses questions secondaires qui s'agitent entre les deux gouvernements. C'est sur l'ensemble de ces difficultés, qui créent une situation assez tendue, que M. Paxtot est allé prendre les instructions du cabinet de Madrid avant de se rendre à la Cour de Sa Majesté chérifienne où sir John Hay, qui a également à présenter ses nouvelles lettres de créance, compte, d'ailleurs, le devancer.

---

## Annexe 95

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 14 MAI 1876*(Extrait.)*

J'ai reçu par le dernier courrier la dépêche que Votre Excellence a bien voulu m'écrire au sujet des relations de l'Espagne avec le Maroc, ainsi que l'extrait de la correspondance de notre chargé d'affaires à Madrid qui s'y trouvait joint.

Les renseignements recueillis par M. de Cariclaux concordent avec ceux que j'ai eu l'honneur de vous transmettre à plusieurs reprises sur les tendances que paraît avoir la politique espagnole à étendre son action au-delà du détroit. Poussé par l'opinion publique, et aussi par les nécessités que vient de créer la dernière guerre, le cabinet de Madrid semble, depuis quelque temps, rechercher une cause de rupture avec le Maroc avec autant de soin que la Cour de Fez en met elle-même à l'éviter.

En constatant ces tendances et les craintes très vives qu'elles inspirent au Gouvernement marocain, je me hâte d'ajouter qu'aucun incident sérieux n'est venu, jusqu'ici, compliquer la situation que j'ai signalée depuis longtemps.

## Annexe 96

LETTRE DU CONSUL DE FRANCE À MOGADOR  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 22 OCTOBRE 1877*(Extrait.)*

On a dit aussi que M. Alvarez y Pérez entretenait depuis longtemps une correspondance avec les cheiks du Sous, afin de les encourager à se reconnaître indépendants du Sultan. Un de ces cheiks, voulant faire preuve de fidélité envers Sa Majesté chérifienne, aurait saisi une partie des lettres en question et les lui aurait fait remettre, avec le courrier qui les portait. Ce fait aurait, dit-on, motivé l'appel immédiat à Madrid du consul d'Espagne.

Les nouvelles qui nous parviennent du Sous sont désastreuses : les récoltes auraient manqué cette année et la plus grande misère sévirait dans ces contrées, où le vol et le brigandage régneraient avec impunité.

## Annexe 97

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 6 FÉVRIER 1878

Le rapport qui vous a été transmis le 4 janvier dernier par M. de Laugier-Villars, sous le timbre de la direction politique sans numéro et qui vous annonçait le départ pour l'oued Noun des commissaires espagnols et marocains qui doivent déterminer l'emplacement de la future pêcherie ou factorerie de Santa Cruz, a confirmé et développé fort à propos les renseignements que j'avais moi-même adressés de Fez à M. le duc Decazes sur cette importante question.

Je m'empresse de les compléter aujourd'hui par une information nouvelle : dans son récent voyage à Ceuta, dont le gouverneur l'avait invité à des fêtes données à l'occasion du mariage du roi d'Espagne, le chérif d'Ouezzan a été l'objet de tentatives de séduction pécuniaire dont le but était de le déterminer à se rendre dans l'oued Noun pour y disposer favorablement envers les Espagnols, à l'aide de l'empire religieux qu'il exerce, les différentes tribus qui vont bientôt devenir leurs voisines. On lui aurait offert deux cent mille francs pour prix de son concours. Le chérif a repoussé cette offre en excipant de l'état de sa santé qui ne lui permettait pas d'entreprendre un aussi long voyage. S'il est impossible d'affirmer, comme le chérif voudrait évidemment le faire croire, que son amitié pour la France et son effroi de voir l'Espagne conquérir le Maroc soient les seuls mobiles de sa conduite dans cette circonstance, il est permis d'apercevoir, dans les objections auxquelles il a été en butte, l'idée éloignée d'un projet d'agrandissement, soit par voie d'empiétements continus et pacifiques, soit par la provocation de mouvements hostiles qui amèneraient une guerre.

Quoi qu'il en soit, je crois devoir attirer l'attention de Votre Excellence sur un renseignement que je ne tiens pas du chérif lui-même, mais qui m'a été confidentiellement donné par une personne tout à fait en situation d'être bien informée.

---

## Annexe 98

COMMUNICATION DU MINISTRE DE LA GUERRE DE FRANCE  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 27 JUILLET 1875*(Extraits.)*

Par suite à mes précédentes communications, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint plusieurs extraits du rapport que je viens de recevoir de M. le gouverneur général civil de l'Algérie sur la situation politique de la colonie pendant le mois de juin dernier.

L'un de ces extraits est relatif à l'incursion sur notre territoire d'une bande de Méharas, appartenant aux Ouled Delim marocains, qui a enlevé un troupeau de chameaux à une de nos tribus et lui a même tué sept hommes.

M. le gouverneur général a informé de ce fait M. le ministre de France à Tanger et je vous prie de vouloir bien donner des instructions à cet agent diplomatique pour qu'il adresse, s'il y a lieu, au Gouvernement marocain les réclamations nécessaires. Les autres extraits font connaître la suite des événements qui se sont produits à des dates plus ou moins éloignées, de l'autre côté et à proximité de nos frontières du Maroc et de la régence de Tunis...

La tranquillité n'a pas cessé de régner dans le Tell. Dans l'extrême sud, une bande de soixante Méharas appartenant aux Ouled Delim marocains, a enlevé, près de Goléa, un troupeau de chameaux appartenant aux Chambaa el Manadi, et a tué sept indigènes préposés à la garde de ces animaux. Sur leur demande, les Chambaa ont été autorisés à poursuivre les Ouled Delim pour leur reprendre leur butin. Les Ouled Delim se trouvent en lutte avec la plupart des tribus du Sahel marocain qui, comme les nôtres, ont eu à se plaindre de leurs déprédations.

La plus grande circonspection a, du reste, été recommandée à nos gens pour éviter toute complication avec le Gouvernement marocain et on a informé M. le ministre de France à Tanger de ce mouvement et des causes qui l'ont provoqué.

---

## Annexe 99

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE  
AU MINISTRE DE FRANCE À TANGER,  
EN DATE DU 8 JUILLET 1880

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint pour votre information confidentielle un extrait d'une lettre du consul de France à Ténériffe qui contient d'intéressantes données historiques au sujet des prétentions de l'Espagne sur la côte occidentale d'Afrique en face des îles Canaries. Cette question a un lien direct avec celle de Santa Cruz de Mar Pequeña et l'importance que la Cour de Madrid paraît avoir attachée depuis quelques années à des droits qu'elle avait fort longtemps laissés en oubli pourrait expliquer le peu d'empressement de M. Canovas del Castillo à se prêter aux ouvertures que nous nous étions chargés de lui transmettre, au mois de février dernier, de la part du Maroc.

Parmi les causes qui auraient ramené l'attention de l'Espagne vers ces parages, M. Chassériau mentionne l'établissement fondé sur le continent à la hauteur de l'île de Fortaventure par un sujet anglais, M. Mackenzie. Les indications qu'il a pu recueillir sur le but poursuivi, et peut-être en partie déjà réalisé, par cet agent d'une compagnie de Londres se trouvent résumées dans une note que je crois utile de joindre également à cette dépêche.

Vous remarquerez que, d'après notre agent à Sainte-Croix, sir J. Drummond Hay aurait fait ratifier par le Gouvernement chérifien les privilèges reconnus à M. Mackenzie par les cheiks des tribus de la côte, indépendantes en fait sinon en droit de la Cour de Fez. Si l'exactitude de cette information se trouvait confirmée, il serait intéressant pour nous de connaître les motifs qui auraient amené le Maroc à faciliter l'établissement des Anglais sur un point du littoral africain qui avait jusqu'ici échappé à leur influence, alors qu'il se montrait désireux, il y a quelques mois, de racheter les droits reconnus à l'Espagne par le traité de 1860. Je vous prie de vous renseigner aussi discrètement que possible à ce sujet et de me faire connaître le résultat de vos recherches.

---

## Annexe 100

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 31 JUILLET 1880*(Extrait.)*

Vous avez pu voir, Monsieur le Ministre, par mon rapport n° 23 que je n'ai pas été sans me préoccuper déjà de l'établissement de comptoirs anglais dans l'oued Noun et l'oued Draa. Pour me conformer au désir exprimé par Votre Excellence dans ses communications des 8, 13 et 20 juillet courant, et me trouver en mesure de répondre aussi exactement que possible à sa demande, je n'ai pas cru mieux faire que de prier M. le premier drogman de la légation de se rendre chez Si Mohamed Bargach, pensant que ce serait peut-être par ce personnage que nous serions encore le mieux renseignés sur la manière dont le Gouvernement marocain envisageait les projets prêtés à l'Angleterre. M. Hecquard, ainsi que j'avais eu soin de le lui recommander, a donné à sa visite un caractère purement privé, et c'est en causant amicalement de choses et d'autres avec le ministre des affaires étrangères qu'il a habilement amené la conversation sur le sujet qui nous intéressait et qu'il a pu alors obtenir de Si Bargach l'affirmation, faite toutefois *confidentiellement*, que le cabinet de Fez, loin d'avoir ratifié les privilèges accordés à M. Mackenzie par le cheik El Madi et par Bab Hamed Sidi Youssef s'était, au contraire, refusé énergiquement à y donner son approbation. Aucune entente relative à la construction et à l'ouverture de nouveaux ports n'existe entre l'Angleterre et le Maroc, a ajouté Si Bargach, qui, s'épanchant encore davantage, a laissé entendre que le Sultan verrait avec satisfaction M. Mackenzie échouer dans son entreprise. Notre consul à Mogador qui, par la situation de son poste, se trouve encore plus à même que moi de suivre les agissements des Anglais dans ces contrées, a, de son côté, fait parvenir, le 16 de ce mois, à Votre Excellence (sous le timbre de la direction des affaires commerciales) d'autres renseignements qu'il m'a également communiqués et que je pense inutile, Monsieur le Ministre, de vous mettre de nouveau sous les yeux.

Des trois tribus de la province d'Onezzan dont j'ai déjà annoncé le soulèvement, une, celle des Beni M'ctera a été en partie anéantie dans une rencontre avec les armées régulières commandées par le caïd Mbark Ben Schlen. A la suite de cet engagement, vingt-trois têtes d'insurgés ont été salées, envoyées à Fez et clouées à l'une des portes de la ville. En présence d'une telle défaite, les deux autres tribus, les Ghzaoua et les R'houna ont été immédiatement se retrancher dans leurs montagnes...

---



## Annexe 101

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 28 FÉVRIER 1881*(Extrait.)*

J'ai appris cependant de M. Mackenzie lui-même avec lequel, à mon dernier voyage en France, j'avais fait route de Tanger à Marseille que dans une visite qu'il avait reçue de l'un des membres de la famille Bairouck ce personnage était accompagné de quelques soldats du maghzen et d'un secrétaire du sultan nommé El Hadj Abd el Kader Ben Messand. Il est vraisemblable que cet agent marocain était venu pour s'enquérir de ce qui se passait à Tarfaya. Ce nom qui signifie lieu planté d'arbres est celui que l'on donne à toute la partie de la plaine qui entoure le cap Juby.

---

## Annexe 102

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 31 MAI 1881

J'ai lu avec le plus vif intérêt les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser sous les n<sup>os</sup> 29 et 30 relativement aux affaires tunisiennes et à la signature du traité entre la France et la Tunisie.

Après avoir montré, comme ses confrères de la Métropole, un peu de mauvaise humeur, bien naturelle chez tout Anglais qui a pu comparer la rapidité de nos progrès en Tunisie avec les échecs et les mécomptes subis dans l'Afghanistan, le Zululand et le Transvaal, le *Gibraltar Chronicle* reconnaît qu'à Tunis les ennemis de la France sont frappés de stupeur. Il ajoute que si le Bey ne s'était pas empressé de souscrire aux demandes du général Bréard, l'annexion de la régence ou la déposition d'Add-es-Sadok et son remplacement par un prince disposé à accepter notre protectorat en eussent été les conséquences logiques. Les Arabes du dehors, dit-il, croient avoir été trahis par le Bey, et un certain nombre de tribus manifestent l'intention d'aller retrouver les Kroumirs et de se joindre à eux, ce qui serait plutôt difficile (*which would be rather difficult*), le territoire kroumir se trouvant à l'heure qu'il est complètement cerné.

Enfin il saisit, comme le correspondant du *Times*, le côté humoristique de la question et fait ressortir ce qu'il y avait de ridicule dans la conduite du Bey, signant et protestant tour à tour, dans celle de la Porte abandonnant la moitié de ses provinces d'Europe et menaçant d'envoyer sa flotte pour conserver un pays qui ne lui est plus rien depuis des siècles, dans celle de l'Italie même, livrée à une crise des plus sérieuses parce que la France a pris l'île de Tabarca.

Le numéro du 27 mai ne se montre pas moins favorable à nos projets d'assurer, par nos arrangements avec l'Empire d'Aman, la sécurité de nos frontières de Cochinchine et la libre communication, par le fleuve Rouge, avec les riches provinces de l'ouest de l'Empire du Milieu.

Dans un autre ordre d'idées, la feuille anglaise fait observer que le refus opposé par le prince de Bismarck à la proposition d'une conférence sur les affaires de Tunis, non moins que l'attitude hostile de l'Italie, pourrait bien amener un rapprochement entre la France et l'Allemagne, peut-être même une alliance dont profiterait l'Espagne pour étendre son influence et ses possessions au Maroc.

De son côté la presse espagnole signale avec grande insistance l'analogie qu'offre la situation de la France vis-à-vis de Tunis avec celle de l'Espagne au Maroc. Il s'agirait aussi d'y établir un protectorat d'autant plus facile à constituer que plusieurs hommes d'Etat allemands ne s'y montreraient pas défavorables. Notre consul à Malaga m'entretient, comme il en a sans doute entretenu Votre Excellence, de certains ouvrages militaires qu'une compagnie du génie espagnole serait chargée d'élever à Melilla. On aurait également envoyé dans cette ville des munitions de guerre et vingt-sept canons :

« Sans doute, ajoute M. de Laigne, il est depuis longtemps question de construire des fortins de nature à empêcher les incursions audacieuses des Arabes dans la zone espagnole, mais la coïncidence de la mise à exécution avec notre expédition contre les Kroumirs mérite d'être signalée. »

Votre Excellence se souvient qu'au mois de mars 1879 les mêmes bruits avaient couru à propos d'une visite à Melilla du capitaine général de la province de Grenade. On prêtait même aux Espagnols l'intention de créer sur la côte marocaine, à hauteur de Bordj-el-Bachir, un établissement fixe, garanti par la proximité des îles Zaffarines dont les deux principales seraient reliées ensemble par une jetée. Un projet semblable avait été attribué aux Allemands à la même époque et dans les mêmes parages, c'est-à-dire chez les Kebdana. L'intendant espagnol, don José Serra, avait vivement répondu au chef de notre annexe de Nemours, qui l'interrogeait à ce sujet, que « les Puissances européennes et l'Espagne surtout ne le permettraient pas ». Depuis ce temps, on n'avait plus entendu parler de rien de ce côté, où il est du reste assez naturel qu'en présence de l'excitation en ce moment existante dans le monde musulman, l'Espagne cherche à couvrir Melilla contre une attaque possible bien que peu probable.

J'ignore quelle est sur ces questions l'opinion de M. l'amiral Jaurès, bien mieux placé que moi pour connaître les dispositions actuelles du cabinet de Madrid ; mais mon long séjour en Espagne me porte à croire qu'en dehors de l'agitation accoutumée de la presse, les hommes d'Etat de ce pays ne sauraient songer pour l'instant à une expédition sérieuse que l'état de ses finances ne comporte pas, et qui rencontrerait à coup sûr une résistance désespérée dans le vieux sentiment d'aversion des Marocains pour tout ce qui est espagnol.

---

## Annexe 103

TRADUCTION ANNEXÉE À UNE DÉPÊCHE DU MINISTRE DE  
FRANCE À TANGER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE FRANCE, EN DATE DU 19 JUIN 1881

L'*Impartial*, généralement le mieux informé des journaux libéraux de Madrid assure que le cabinet Sagasta va prendre une attitude plus vigoureuse au Maroc. Les journaux ministériels gardent un silence prudent, bien différent des critiques amères qu'ils faisaient, il y a un an, de l'inaction et de la politique de neutralité de M. Canovas au Maroc. Le Sultan, comme son père, paie régulièrement l'indemnité stipulée en 1861 après l'invasion espagnole ; il donne prompt satisfaction pour tous les torts, même ceux causés par les pirates de Rif et les Bédouins arabes insoumis ; il accorde les mêmes privilèges aux censeaux espagnols qu'à ceux des autres nations. Si l'Espagne cherche une querelle, bien certainement un prétexte est facile à trouver dans l'une des clauses du traité de 1861 ayant trait à la création de missions catholiques et de consulats espagnols dans l'intérieur du Maroc, ou bien encore dans les droits de commerce ou de pêche qui ont été concédés, et que la diplomatie castillane trouva tellement inapplicables que, de 1861 à 1878, époque à laquelle une ambassade mauresque se rendit à Madrid, le ministre des affaires étrangères espagnol reconnut le danger qu'il y aurait à arracher de semblables concessions au fanatisme musulman ; et que M. Sibula consentit à remettre à plusieurs années l'exécution de cette clause ; le Gouvernement espagnol se montra même disposé à remplacer ces droits de pêche et d'établissement par une indemnité. De là, cependant, et des attaques constantes des musulmans contre les commerçants juifs ou chrétiens, l'Espagne, disent ses hommes de guerre, peut toujours faire sortir un *casus belli* ou une cause d'intervention. Ses intentions ont été seulement révélées par ses diplomates quand ils cherchaient à pressentir les dispositions des Gouvernements d'Allemagne et de France que l'on considère plus particulièrement comme intéressés dans les affaires du Maroc. A l'égard de l'Angleterre et de son actif représentant à Tanger, sir G. Drummond Hay, non seulement les Espagnols, mais aussi les diplomates italiens et français, ont montré clairement leurs sentiments aux conférences de Tanger et de Madrid en 1880. M. Canovas, depuis la restauration en 1875, s'est attaché à agir d'accord avec l'Angleterre au Maroc, pour éviter de réveiller les hostilités et les soupçons, plus que jamais en éveil contre l'ambition castillane, depuis la guerre de 1859. M. Canovas a toujours été blâmé pour sa politique de neutralité au Maroc, il en est résulté de vifs débats à l'Assemblée et une polémique plus vive encore dans la presse de Madrid, tout cela révélant une grande tendance de l'opinion, chez les libéraux et même les républicains, vers une politique d'action au Maroc. De ce feu qui couve, il est facile de faire jaillir la flamme. Les cercles officiels se montrent tous réservés sur ce sujet. Il y a lieu d'être effrayé pour le crédit et les finances de l'Espagne menacée par là de nouveaux embarras, quand on voit, depuis 1869, chaque année se terminer par un déficit, quand la conversion de la dette est retardée parce que le paiement intégral de l'intérêt est impossible. Toutefois il me paraît certain que la politique espagnole au Maroc est sur le point d'entrer dans une période d'action. En attendant la réunion des Cortes, après les élections générales de l'automne prochain, le Gouvernement de Madrid se bornera à nommer

un nouveau et énergique ministre à Tanger et des consuls dans les ports, qui tous auront pour instruction de rendre un compte exact, non seulement des dommages causés aux juifs et aux sujets espagnols ou aux censeaux, mais aussi de l'exécution du traité de 1861 et de la convention de 1880 conclue par la conférence de Madrid.

---

#### Annexe 104

#### TRADUCTION ANNEXÉE À UNE DÉPÊCHE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE, EN DATE DU 19 JUIN 1881

Le *Standard* s'occupe de l'intention que l'on prête à l'Espagne d'exercer sur le Maroc la même action bienveillante que vient d'exercer la République française sur le bey de Tunis. Il n'est peut-être pas sans intérêt de savoir si la France a été consultée au sujet d'une nouvelle campagne de l'Espagne au Maroc. Quelques esprits soupçonneux ont émis l'opinion que le prince de Bismarck n'a encouragé la France dans ses desseins à Tunis que pour la mettre en froid avec l'Angleterre et augmenter en Italie la violence de ses adversaires. Pour ce qui est de nous, l'expédition française à Tunis ne nous a guère tirés de notre indifférence primitive. Nous trouvons que les Français ont agi en quelque sorte sournoisement et avec peu de sagesse, voilà tout. Mais il est bien plus manifeste que nous n'avons pris la peine de le dire ici que les Italiens sont furieux contre la France à cause des faits qui viennent de se passer, et si entre la France et l'Espagne un sentiment analogue pouvait se faire jour, la confraternité latine serait bien malade. Faire deux ennemis à la France de ceux qui devraient être ses alliés naturels, et surtout détourner toute l'énergie de la première en lui créant deux rivaux dans la Méditerranée ce serait un beau coup de diplomatie pour un homme d'Etat. Tout cela sans doute n'est que supposition, mais une telle supposition n'a rien d'in-vraisemblable.

---

## Annexe 105

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 31 JUILLET 1882

A la date du 20 juillet, l'armée marocaine était arrivée à Aglou, petit port situé à près de 150 kilomètres au sud d'Agadir. Ne trouvant dans cette contrée aride aucune ressource pour ravitailler ses troupes exténuées, Sa Majesté chérifienne a renoncé à pousser jusqu'à l'oued Noun et s'est contentée d'y envoyer un de ses frères pour reconnaître l'embouchure du fleuve et y établir une douane. Sur son passage, le Sultan a partout nommé un grand nombre de nouveaux caïds ; il a reçu des délégués des tribus de l'oued Noun et de celles du cap Juby et il se proposerait d'envoyer un gouverneur jusque dans cette contrée pour y affirmer son autorité.

L'armée impériale a dû quitter Aglou pour retourner à Agadir, et de là, directement au Maroc, en traversant les défilés de l'Atlas au-dessus de Taroudant.

Le 26 juillet, une lettre chérifienne adressée au gouverneur de Mogador a été lue solennellement dans la grande mosquée de cette ville pour annoncer à la population que Sa Majesté avait heureusement terminé sa campagne dans le Sous, sans effusion de sang. Dans cette lettre, dont j'ai entre les mains la copie authentique, le Souverain déclare qu'il a voulu ramener à l'obéissance des cheïks qui cherchaient une protection étrangère et voulaient nouer des relations avec des Européens pour se soustraire à la juridiction de leur gouvernement légitime. A en juger par les termes de cette proclamation publique, ce que Mouley Hassan semble surtout redouter, c'est l'ingérence étrangère sur la côte méridionale de son Empire.

Il y a un an, mon collègue d'Angleterre désavouait ostensiblement les entreprises tentées par ses nationaux au cap Juby. Aujourd'hui, malgré son rôle de défenseur attitré du Maroc dont il se targue de sauvegarder les droits avec une jalouse sollicitude, sir John Hay déclare à qui veut l'entendre que la domination légale du Sultan ne s'étend pas au-delà de l'oued Draa, et que le Gouvernement britannique ne se croirait pas dûment autorisé à désavouer les tentations de ceux de ses sujets qui chercheraient à fonder des établissements au-dessous de ce fleuve.

Je me réserve, d'ailleurs, de faire ressortir en temps voulu, et avec plus de détails, le côté fuyant de la politique suivie depuis nombre d'années par le ministre d'Angleterre au Maroc, non sans quelque profit, pour son influence personnelle, mais presque toujours au détriment de l'intérêt général et de la civilisation de ce pays.

---

## Annexe 106

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 20 AOÛT 1882*(Extrait.)*

En appelant l'attention de votre prédécesseur sur les efforts tentés par Sa Majesté chérifienne en vue d'obtenir de l'Espagne, moyennant une indemnité pécuniaire, la rétrocession de la pêcherie de Santa Cruz de Mar Pequeña, j'ai signalé l'insuccès de la mission d'El Hadj Abd el Kerim Bricha. Les ouvertures, bien qu'accueillies dès le principe avec une certaine faveur par le cabinet de Madrid, ont dû être écartées en présence de l'opposition de la presse et de l'opinion publique. Le marquis Vega de la Armijo a pressenti que les Cortes refuseraient leur sanction à un marché qui leur paraîtrait porter atteinte à la dignité nationale.

Il serait difficile de prévoir sous quelle nouvelle forme la question de Santa Cruz pourrait être reprise. On m'assure qu'au lieu des quinze millions en numéraire offerts par Sa Majesté chérifienne, le cabinet de Madrid aurait demandé au Maroc, sur la côte de la Méditerranée, une bande de territoire de même valeur calculée d'après les usages du pays. Or, au bas prix où est ici la terre, un territoire de quinze millions pourrait comprendre une bonne partie du littoral de Ceuta à Tanger. Il est tout naturel que le souverain du Maroc recule devant une pareille exigence. Mais si l'Espagne réduisait ses prétentions et acceptait une autre base d'évaluation, Mouley Hassan s'y prêterait sans doute d'autant plus volontiers que son attention est en ce moment presque exclusivement dirigée vers le sud de son Empire. Il vient d'ouvrir à Assaka et Agadir deux nouveaux ports dont les douanes devront lui assurer une nouvelle source de revenus pour son trésor, et il semble que ce soit surtout des côtes de l'Atlantique qu'il cherche en ce moment à éloigner toute ingérence étrangère.

Quoi qu'il en soit, il vient de se produire à Tanger une série de faits qui me semblent mériter une sérieuse attention. Depuis quelque temps, notre rade est assidûment fréquentée par des navires de guerre espagnols, et, tout récemment, on me signalait la présence à Tanger de deux officiers supérieurs espagnols qui, après avoir visité Anghera, sont venus ici pour lever des plans et étudier les batteries qui défendent l'entrée du port...

---

## Annexe 107

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE  
AU MINISTRE DE FRANCE À TANGER,  
EN DATE DU 19 NOVEMBRE 1882

Par vos lettres, en date du 28 juillet et du 20 août derniers, vous avez bien voulu me faire connaître l'insuccès de la mission de Si Abd el Kerim Bricha chargé par Sa Majesté chérifienne de négocier à Madrid le rachat des droits à l'Espagne ... sur le territoire de Santa Cruz de Mar Pequeña.

Vous m'avez également entretenu des démarches faites par le Gouvernement de Sa Majesté chérifienne à l'effet d'obtenir comme compensation une bande de territoire sur la côte de la Méditerranée entre Ceuta et Melilla, plutôt qu'une indemnité pécuniaire blessante pour l'amour-propre espagnol et vous m'avez rendu compte de l'impression produite à Tanger par la nouvelle politique que l'Espagne paraissait vouloir adopter dans ses relations avec le Maroc.

J'ai suivi avec intérêt les différentes phases des négociations que vous me signaliez et sur lesquelles le ministre des affaires étrangères de France à Madrid me donnait des renseignements analogues aux vôtres.

M. Gérard, dans un rapport dont j'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, copie, vient de me faire savoir que le cabinet de Madrid est revenu à l'idée de demander la stricte exécution du traité de Tétouan.

La question serait donc ainsi réglée dans le sens que nous devrions désirer de faire prévaloir. Il nous eût en effet été difficile de ne pas nous préoccuper d'une session de territoire par le Maroc dans le voisinage de notre frontière algérienne, tandis qu'une colonie espagnole établie sur la côte de l'Atlantique ne saurait présenter pour nous les mêmes inconvénients.

Je vous serais toutefois obligé de vouloir bien continuer à me tenir au courant des incidents qui pourront se produire avant la conclusion définitive de cette affaire.

---



## Annexe 108

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 18 NOVEMBRE 1882

Par mes lettres des 16 et 28 juillet et 20 août derniers, j'ai déjà entretenu le département des négociations engagées entre le cabinet de Madrid et le Gouvernement chérifien au sujet de la clause du traité de 1860, qui concède à l'Espagne une pêcherie sur la côte occidentale du Maroc.

Les journaux espagnols viennent d'annoncer l'embarquement à Cadix, pour Sainte-Croix de Ténériffe, d'un détachement d'infanterie de marine qui serait chargé de prendre possession de Santa Cruz de Mar Pequeña.

J'ignore si la nouvelle publiée par les journaux de la péninsule est exacte, mais le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté chérifienne m'assure n'avoir reçu aucun avis à ce sujet. Dans tous les cas, la prise de possession dont il s'agit me paraît encore fort problématique.

La question en est restée au point que j'ai précédemment indiqué ; les propositions de rachat faites à Madrid par les envoyés marocains n'ont abouti qu'à une fin de non-recevoir. Assurément, il y avait pour le budget espagnol une sérieuse tentation dans l'offre d'une redevance considérable payée en échange de la renonciation du cabinet de Madrid aux droits que lui confère le traité de Wad Bas, mais cet appât n'a pu contrebalancer la perspective des avantages politiques et commerciaux que l'Espagne compte retirer d'un établissement sur la côte occidentale du Maroc. On fait miroiter aux yeux du public les richesses du Soudan trouvant un débouché en face des îles Canaries et donnant un nouvel essort à la prospérité de l'archipel, dont la métropole déplore aujourd'hui la décadence et l'épuisement. Mais il y a, au préalable, une difficulté sérieuse à résoudre, c'est de déterminer l'ancien emplacement de la pêcherie désignée sous le nom de Santa Cruz de Mar Pequeña.

Les données fournies par les documents historiques sont fort vagues et n'ont soulevé que des discussions contradictoires. Si, d'après toutes les probabilités, il faut placer Santa Cruz sur les ruines d'un ancien fort qui s'élevait jadis vis-à-vis de Lanzarote, des investigations récentes ont fait reconnaître cet emplacement comme impraticable pour toute opération maritime. Tout récemment encore, une compagnie espagnole s'est constituée à Sainte-Croix de Ténériffe, pour exploiter des pêcheries sur la côte africaine ; elle a dû constater l'impossibilité de fonder aucun établissement dans le prétendu port de Santa Cruz. Par suite d'une confusion de noms, on aurait attribué à *Santa Cruz de Mar Pequeña* les avantages qui appartiennent au port de *Santa Cruz d'Agadir*.

Si je dois en croire les assertions du commandant du vapeur français l'*Amélie*, qui a récemment visité ces parages, il n'y a sur tout ce littoral qu'un seul point qui offre toutes les conditions de sécurité voulue pour les opérations maritimes, c'est *Agadir*. La rade d'Agadir réunirait tous les avantages qui font défaut à Mogador, Saffi, Rabat et Casablanca ; une fois aménagée, elle serait appelée à centraliser tout le trafic de cette partie du littoral africain.

Agadir peut donc, à juste titre, exciter les convoitises des puissances qui épient le moment de se partager les dépouilles de l'Empire du Maroc, et si l'Espagne continue de réserver tous ses droits pour se ménager un terrain de discussion au

sujet de l'interprétation à donner à l'article 8 du traité de 1860, peut-être ses réticences ne tendent-elles qu'à déguiser ses visées secrètes sur le meilleur port de la côte marocaine ?

Tout indique que le sultan Mouley Hassan s'est préoccupé de cette périlleuse éventualité lorsque, dans le cours de sa récente expédition dans le Sous, il a voulu faire acte de présence solennelle à Agadir, et j'ai récemment communiqué à Votre Excellence, sous le timbre de la *direction des affaires commerciales*, les dispositions prises par le Gouvernement chérifien pour installer à Agadir « une administration douanière et ouvrir ce port au commerce étranger ».

P.-S. — Dois-je mentionner un conflit qui vient de se produire entre nos collègues d'Allemagne et d'Italie ? A la suite d'une longue contestation litigieuse entre un sujet italien et un protégé allemand, la légation d'Allemagne a fait reviser un jugement qui donnait d'abord gain de cause au sujet italien. Le bruit s'est répandu que le drogman de la légation d'Allemagne n'était pas désintéressé dans cette affaire, et le ministre d'Allemagne a reproché à celui d'Italie d'avoir propagé ce bruit. M. Weber a exigé une rétractation de M. Scovasso et, sur le refus de ce dernier, mes deux collègues ont rompu toutes relations pour en référer chacun de leur côté à Rome et à Berlin.

---

## Annexe 109

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 30 MARS 1883

J'ai plus d'une fois signalé au département les tentatives faites par des étrangers pour prendre pied sur la côte occidentale du Sous ; l'établissement de l'Anglais Mackenzie au cap Juby est aujourd'hui un fait accompli et accepté, malgré les désaveux apparents du Gouvernement britannique. Au point de vue financier, l'entreprise n'a encore donné que des résultats négatifs, mais il n'en est pas moins constant que M. Mackenzie a pris possession d'un point du littoral qui est sous la souveraineté nominale du Sultan : il s'y est établi et il s'y maintient en dehors de toute juridiction territoriale : c'est du moins ce qui résulte des renseignements assez vagues qui m'ont été transmis de Mogador.

Justement émue de ce précédent dangereux, Sa Majesté chérifienne a protesté et, pour faire droit à ses protestations, mon collègue d'Angleterre a fait publier dans les journaux de Londres des avis interdisant aux sujets britanniques toute installation sur la côte du Sous, sous peine de perdre la nationalité anglaise. Cette interdiction ne cachait-elle qu'un jeu destiné à décliner la responsabilité d'entreprises individuelles qui risquent de ne pas aboutir ?

Quoi qu'il en soit, une nouvelle tentative vient de se produire dans les mêmes parages et dans des conditions analogues. Un ancien négociant anglais de Mogador, M. James Curtis, après avoir trouvé des bailleurs de fonds à Londres, est revenu au Maroc dans le courant de l'automne dernier et s'est dirigé vers le Sous pour s'y fixer aux environs d'Ifni, à proximité du littoral. Il n'existe sur ce point aucune administration douanière et tout récemment M. Curtis se faisait expédier de Londres un bateau à vapeur qui, du 10 au 15 de ce mois, aurait débarqué au-dessous d'Ifni un chargement considérable de riz et autres marchandises. Mais l'opération aurait été interrompue par l'opposition d'un cheik fidèle au Sultan, et M. Curtis s'est hâté de s'embarquer sur le bâtiment qui s'est immédiatement mis en route pour Londres. Il est accompagné, dit-on, d'un marabout influent qu'il aurait gagné à sa cause. On attribue les difficultés qui ont arrêté les opérations du vapeur anglais aux instigations du consul d'Espagne à Mogador, qui aurait dénoncé aux autorités marocaines cette tentative de contrebande. Le Sultan a, d'ailleurs, envoyé un chérif à Ifni, avec mission d'y faire une enquête.

L'Espagne, de son côté, ne cesse de poursuivre auprès du Gouvernement chérifien la cession de Santa Cruz de Mar Pequeña. Comme il n'existe plus aujourd'hui aucune trace de cette ancienne pêcherie, l'Espagne se réserve de choisir sur la côte méridionale un point propice à l'ouverture d'un port dont elle réclame la cession, en compensation des droits que lui attribuent les stipulations du traité de Wad Ras. Les commissaires délégués par les deux gouvernements partiront incessamment de Mogador, à bord de l'avis de la marine de guerre, la *Ligera*, pour se rendre sur la côte des Ait Bou Amaran et y choisir l'emplacement du port où l'Espagne compte fonder un établissement maritime.

Si le littoral méditerranéen du Maroc est un terrain commun sur lequel les agents actuels de l'Angleterre et de l'Espagne semblent disposés à s'unir pour y entraver les progrès de notre influence, il est à prévoir que les deux puissances se jalouseront à leur tour sur la côte de l'Atlantique, dont l'une et l'autre convoient la possession.

---

## Annexe 110

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 9 SEPTEMBRE 1889

La Commission hispano-marocaine chargée de rechercher l'emplacement de Santa Cruz de Mar Pequeña est rentrée à Mogador le 1<sup>er</sup> septembre, après avoir parcouru tout le littoral s'étendant d'Agadir au cap Juby.

Contrairement à ce qui avait été d'abord décidé, les délégués n'ont pas accompli exclusivement par terre leur voyage d'exploration. Arrivés à Asaka, ils ont repris la corvette *Consuelo* pour aller visiter Puerto Cansado, but de leur mission ; mais le mauvais état de la mer ne leur a pas permis de débarquer. Ils ont pu néanmoins, du bateau même, examiner dans tous leurs détails les ruines de l'ancienne pêcherie qui, paraît-il, est complètement envahie par les sables et difficilement accessible du côté de la mer.

Il est à présumer que, dans ces conditions, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique se refusera à accepter la cession de Puerto Cansado. D'ailleurs, durant leur excursion, les commissaires espagnols ont relevé avec un soin minutieux les principaux points de la côte et dressé un plan topographique de toutes les anses où la construction éventuelle de ports leur a paru présenter le moins de difficultés. Cette carte est probablement destinée à aider le Gouvernement espagnol à rechercher, entre Agadir et Puerto Cansado, une autre rade à sa convenance, dont il se réserverait de réclamer la cession. Ce projet ne saurait recevoir la sanction de Sa Majesté chérifienne qui, en ce moment, s'efforce d'exclure l'élément étranger du littoral de l'Atlantique, pour y monopoliser, à son profit exclusif, le trafic des provinces sahariennes.

Le règlement de la question de Santa Cruz est donc loin d'être un fait accompli. On était cependant en droit de supposer, en voyant dans quelle mesure le Maroc s'était associé aux efforts tentés par l'Espagne en vue de retrouver l'ancienne pêcherie, que les deux gouvernements manifestaient d'un désir sincère d'arriver à un arrangement et de mettre fin à la série de difficultés auxquelles l'exécution de l'article 8 du traité de ouad Bas a déjà donné lieu.

Les négociations que vont reprendre le cabinet de Madrid et la cour de Fez porteront vraisemblablement sur les deux propositions qui ont fait l'objet des pourparlers engagés l'année dernière, à Madrid, entre le marquis de la Verga de Armijo et Hadj Abdel Kerim Brischa, et dont l'une consistait à donner à l'Espagne une compensation pécuniaire de quinze millions, et l'autre à échanger la pêcherie de Santa Cruz contre un port sur la côte méditerranéenne de l'Empire ou une bande de territoire autour de la place de Ceuta.

A en juger par l'accueil qui a été fait dès le principe par la presse madrilène à la première combinaison, il semble difficile que les susceptibilités de l'amour-propre espagnol s'accommodent jamais d'une compensation en numéraire. Par contre, la seconde combinaison est celle dont la réalisation répondrait le plus exactement aux aspirations de l'opinion dans la Péninsule, où l'armée, la presse et le commerce prennent si hautement à cœur le développement de l'influence espagnole au Maroc. Aussi est-il permis de prévoir qu'on ne manquerait pas, à Madrid, de se montrer accessible à des ouvertures faites dans ce sens. L'Espagne regrette trop aujourd'hui la stérilité de sa campagne de 1860 pour laisser échap-

per une occasion, soit de s'assurer une solide base d'opérations dans le détroit, en face de Gibraltar, en agrandissant jusqu'à Sierra Bullones, sa possession de Ceuta, soit d'étendre sur la côte africaine ses positions stratégiques, qui contribueraient à rendre plus prompte et moins coûteuse toute action éventuelle dirigée contre le Maroc.

Reprise sur cette dernière base, la solution de la question de Santa Cruz de Mar Pequeña solliciterait toute notre attention, et il y aurait un intérêt évident à en pressentir les solutions probables.

---

## Annexe 111

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 4 SEPTEMBRE 1885

Par sa dépêche du 21 juillet dernier, Votre Excellence a bien voulu me communiquer une lettre de M. Tirman, relative aux offres que le nommé « Mohammed Ben Ahmed », se disant cheik de Tiznit et d'Aglou, aurait été chargé de porter au Gouvernement de la République, « de la part des tribus berbères du Sous ».

Cet individu n'est pas un inconnu pour la légation, bien qu'il prétende n'avoir pas osé parler de sa mission au représentant de la France à Tanger de crainte que le Gouvernement chérifien n'en pénétrât le but. Au mois de mai 1884, pendant un voyage de M. Ordéga à Paris, il eut une entrevue avec M. Montfraix, alors chargé d'affaires, auquel il s'ouvrit longuement de ses projets. Mon premier secrétaire, ne prêtant qu'une foi médiocre aux assertions du délégué soussi, dont aucun titre ne permettait, d'ailleurs, de constater la qualité et les pouvoirs, lui conseilla d'attendre le retour du ministre de France pour l'entretenir directement de cette affaire.

Votre Excellence trouvera ci-joint le texte original et la traduction de la lettre qu'il adressait, le 1<sup>er</sup> juin 1884, à mon prédécesseur ; elle a été écrite par le secrétaire arabe de la légation et signée seulement par le cheik, qui est à peu près illettré. M. Ordéga le garda quelque temps auprès de lui et pourvut à son entretien par des secours périodiques, inscrits au registre des dépenses de la chancellerie.

Avant de tenter des démarches auprès de la légation, Mohammed Ben Ahmed avait fait, à diverses personnes de Tanger, des confidences qui réduisent à leur vraie valeur le caractère d'authenticité de la mission dont il se dit investi. Il en ressort qu'après avoir été destitué et dépouillé de ses biens par les gens mêmes de sa tribu, il est parti pour Tanger, menaçant ses compatriotes d'user de représailles contre eux et de ne rentrer au Sous qu'accompagné de *chrétiens*, qui s'emparaient du pays.

Dans le principe, il ne spécifiait pas toutefois quelle serait la nation appelée à servir ses vues. Son choix ne s'est fixé que plus tard sur la France et, si mes présomptions ne s'égarent pas, il lui a été certainement inspiré par le juif Friza Ben Haïoum qui, escomptant déjà le succès de la mission du Soussi et les bénéfices qu'il espérait en retirer, lui facilitait les moyens de quitter secrètement Tanger et l'amenait avec lui en Algérie.

D'ailleurs, en admettant que Mohammed Ben Ahmed ait été réellement délégué par ses compatriotes pour nous offrir d'occuper le Sous, pourrions-nous nous montrer accessibles à ses ouvertures, et prêter notre concours à un projet dont la réalisation ne manquerait pas de soulever les plus énergiques protestations du Gouvernement marocain ? Jusqu'à l'avènement de Mouley Hassan, les chérifs n'ont, il est vrai, exercé sur le Sous, dont l'état est assimilable à celui du Rif, qu'une autorité purement nominale ; mais le Sultan actuel a réussi, à la suite de sa dernière campagne dans le sud de l'Empire, à étendre et à affirmer sa suzeraineté dans cette région qu'il semble avoir choisie comme son terrain d'élection pour

opposer une barrière aux empiètements de l'Angleterre et de l'Espagne sur la côte occidentale du Maroc.

Pour prouver à Votre Excellence l'intérêt tout particulier que Mouley Hassan porte à l'avenir commercial du littoral de l'Atlantique, il me suffira de lui rappeler la lettre, en date du 12 septembre 1883, par laquelle le chargé d'affaires de France, en rendant compte des résultats de l'exploration de la commission hispano-macoraine, envoyée à Santa Cruz de Mar Pequeña, signalait au département les mesures mises en pratique par Sa Majesté chérifienne, en vue de paralyser les visées européennes dans le Sous et de grouper plus étroitement sous sa domination les tribus de cette région, notamment celles de Tiznit et d'Aglou.

« Près de cinq cents ouvriers, disait M. Montfraix, travaillent actuellement à mettre en état de défense la ville de *Tiznit*, la casbah est déjà construite et armée en partie de son artillerie. » ...

« Le Sultan a, de plus l'intention d'ouvrir un port de commerce en face de Tiznit ; il vient, à cet effet, d'envoyer sur la côte un amin de la douane de Mogador, auquel il a adjoint deux pilotes et un ingénieur, chargés de rechercher un point convenable pour la construction d'une ville maritime. »

L'emplacement choisi par les délégués du Sultan fut justement la baie d'Aglou.

« Par l'adoption de ces mesures, dont, ajoutait le chargé d'affaires, on sera prochainement à même d'apprécier l'efficacité, Sa Majesté chérifienne poursuit un double but : donner d'abord satisfaction aux tribus fidèles du sud, qui réclament l'établissement dans leur région d'un centre commercial mettant à leur portée un débouché pour les produits du pays, paralyser ensuite les visées de l'Angleterre par la création d'un port dans les parages mêmes où Curtis et Mackenzie s'établissent en maîtres, et, du même coup, enlever à l'Espagne tout prétexte de transformer en un port de commerce la pêcheerie qu'elle offre de lui céder à Puerto Cansado. »

Ce sont précisément ces deux points d'Aglou et de Tiznit, objets de toute la sollicitude du Sultan, dont on nous invite aujourd'hui à prendre possession. Les faits protestent trop hautement contre les allégations de Mohammed Ben Ahmed et leur donnent un démenti trop formel pour que la mission dont il se dit chargé ait le moindre caractère de vraisemblance. Dans mon opinion, cet individu n'est qu'un vulgaire aventurier qui, se trouvant aujourd'hui sans ressources et poussé par les suggestions du juif Ben Haïoum, met tout en œuvre pour surprendre la bonne foi des autorités algériennes, après s'être servi de sa mission d'emprunt pour exploiter la légation de France à Tanger. J'ai l'honneur de retourner ci-joint à Votre Excellence les deux pièces annexées à sa dépêche du 21 juillet dernier.

---



## Annexe 112

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 10 JUIN 1886

L'artillerie de la place tonne en ce moment en l'honneur d'une lettre du Sultan, dont la lecture vient d'être faite officiellement à la grande mosquée en présence des notabilités de la ville.

Sa Majesté chérifienne annonce dans son message son arrivée à la ville de « Aouguelmin » (voir la carte Baudouin) sur l'oued Noun, où elle a reçu la soumission, en même temps que les témoignages matériels de vasselage de toutes les populations de cette région. Sa campagne dans le sud de l'Empire est donc terminée sans la moindre hostilité. Le message annonce en outre que pour *favoriser le commerce et les relations entre les gens de l'oued Noun et le reste de l'Empire*, un port sera ouvert à l'embouchure de l'oued Assaker (embouchure de l'oued Noun) et des travaux seront immédiatement entrepris sur ce point. Des renseignements complémentaires nous fixeront bientôt sur l'importance du nouveau port et dans quelles conditions les bâtiments européens y seront admis.

---

## Annexe 113

LETTRE DU CHEF DE LA MISSION MILITAIRE FRANÇAISE  
AU MAROC AU MINISTRE DE FRANCE À TANGER,  
EN DATE DU 26 MAI 1886*(Extrait.)*

Nous sommes arrivés samedi dernier à Aouguelmin sur l'oued Noun, étape qui est considérée comme le point terminus de notre voyage, la région située au sud ne présentant aucune ressource suffisante en eau pour la colonne du Sultan.

Depuis ma dernière dépêche n° 39, datée de la casbah des Olit Bou Amran, notre voyage s'est poursuivi sans encombre et à petites journées jusqu'ici. Nous avons fait un assez long détour pour nous rapprocher de la côte, le Sultan désirant voir par lui-même la position exacte de la baie d'Aksis (Kchich de la carte) et celle d'Assaka à l'embouchure de l'oued Noun, positions qui avaient été étudiées par la commission espagnole chargée en 1883 de rechercher le point de Santa Cruz de Mar Pequeña. Cette commission a fait à son retour un rapport très complet auquel est joint un album comprenant levés de tous les mouillages importants depuis le cap Guer (Ras Yrir') jusqu'à l'oued Draa. Cet album avait été emporté et le Sultan m'a fait venir le 17 à la baie d'Aksis et le lendemain 18 à Assaka pour lui donner les explications nécessaires et vérifier le plan sur les lieux mêmes, son intention étant de choisir l'un de ces deux points pour y installer une casbah avec une garnison. Le mouillage d'Aksis étroit et ouvert à tous les vents ne pouvait convenir, bien qu'il ait été utilisé vers 1880 par le sieur Curtis qui, avec la protection de Si el Haoussin s'y était installé pour commercer avec les Soussiens ; L'*Impuza*, qui n'appartenait pas encore à la compagnie Forwood avait été frêtée à cette occasion, mais le maghzen informé vint arrêter ces essais commerciaux en ramenant à Mogador le sieur Curtis et le remettant entre les mains de son consul qui, à cette époque, était le fils de sir John Hay. On voit encore sur la falaise les restes de l'établissement de Curtis ; c'est d'ailleurs sur ce point que récemment *les Allemands naufragés* ont pris terre et qu'ils ont été arrêtés par les gens du cheik Beyrouk, ou plus exactement de son fils Hammon Abdallah Ou Salem qui lui a succédé dans le commandement de l'oued Noun.

La baie d'Assaka, à l'embouchure de l'oued Noun, paraît meilleure, elle est plus vaste, mais comme la précédente elle est ouverte aux vents de nord-ouest ; son fond est peut-être bon, mais j'en doute, car la petite plage qui se trouve à l'estuaire de la rivière est plutôt rocheuse que sablonneuse. Toutefois le Sultan a fixé son choix sur ce point, nous avons mesuré sur le terrain même avec Mouley Ahmed Souheri et indiqué par des jalons l'emplacement du bordj futur dont la construction va commencer sous peu ; l'eau nécessaire pourra être fournie par la rivière, au moyen d'une prise d'eau à faire à un kilomètre et demi en aval. L'intention du Sultan est-elle de créer là un port pour y attirer le commerce étranger ? On le dit, mais je serais plutôt disposé à penser que cette occupation a pour but de mettre un terme aux tentatives isolées des Européens qui, soit sous la protection de la famille de Beyrouk, soit sous celle de Sidi Escham, pourraient venir commercer sur cette côte à l'insu du Gouvernement marocain et sans qu'il rentre un centime dans ses caisses. Dans tous les cas, les dispositions prises jusqu'à présent par Mouley Hassan ont évidemment pour but d'arriver à une

occupation aussi complète que possible du Sous ; depuis Agadir, des postes occupés par ses troupes sont échelonnés sur les points suivants : Tiznit, Kasbah Aït Bou Amran ; une casbah va se construire à Assaka et une autre à Aouguelmin ; mille hommes d'infanterie et une cinquantaine d'artilleurs sont désignés pour occuper ces deux derniers postes.

---

## Annexe 114

LETTRE DU CHEF DE LA MISSION MILITAIRE FRANÇAISE  
AU MAROC AU MINISTRE DE FRANCE À TANGER,  
EN DATE DU 29 MAI 1886*(Extraits.)*

Aussitôt notre retour au Maroc, je mettrai mes notes en ordre et je ferai un rapport complet sur notre expédition qui sera surtout intéressant au point de vue géographique, d'autant plus qu'il est probable que pour le retour nous suivrons un itinéraire différent du moins sur une bonne partie du parcours. Je crains toutefois que ce retour ne soit ajourné encore, car nous sommes encore à Goulmine, il n'est pas encore question de départ et l'Aïd Seghir a lieu vers le 1<sup>er</sup> juillet. Je suis porté à conclure que nous pourrons bien la faire en route à Taroudant peut-être. Dans ce dernier cas, il est certain que le Sultan ne se pressera pas pour rentrer au Maroc et que nous ne rentrerons pas avant le mois de septembre ou la fin d'août. Il est vrai que tout cela ne sont que des conjectures, car des événements qu'on ne peut prévoir peuvent raccourcir ou prolonger notre séjour dans le Sous. Je ne suis pas bien sûr que le Sultan lui-même sache exactement ce qu'il fera dans un mois...

Ma dépêche n° 40, quand elle vous parviendra, pourra vous être d'un certain intérêt et vous permettra de démentir hardiment les intrigues de Ma el Hadj Abd el Kerim Bey dont vous m'entretenez dans votre dernière lettre du 12 mai.

Les renseignements que je donne et qui ne sont que le résultat de ce que j'ai vu de mes yeux établissent d'une façon probante que le Sultan, mis en éveil par les tentatives que divers Européens ont faites à diverses époques pour s'établir au Sous et y faire du commerce, a entrepris la campagne de 1882, et celle actuellement en cours d'exécution, la première n'ayant pu aboutir, a entrepris, dis-je, cette campagne à la fois politique et militaire pour mettre le Sous dans sa main et y établir son autorité d'une façon plus efficace. Les garnisons qu'il y installe, les tentatives diverses faites auprès des gens influents du pays pour se les attacher, les efforts tentés pour amoindrir l'influence de ceux d'entre eux qui se tiennent à l'écart et se montrent récalcitrants, tout en un mot vise au même but qui sera sans doute atteint avec un peu de persévérance et de suite dans les idées. Il se peut faire que quelques mécontents parmi les Soussiens aillent offrir leur pays à une puissance européenne quelconque, mais ce ne sera jamais qu'un leurre auquel les naïfs seuls pourront se laisser prendre. Je puis à ce sujet citer un fait qui m'est personnel. Vers le mois de mai de l'année dernière, lorsque j'étais à Oran directeur des affaires arabes, un indigène du Sous, disant se nommer Ahmed Ben Ahmed el Ben Cheik de Tiznit se présenta à la direction et, introduit auprès de moi, me fit des ouvertures de cette nature en vantant la richesse et les ressources de son pays. Je profitai de sa présence pour faire prendre des renseignements de toutes natures sur le Sous, ce qui fit l'objet d'un rapport envoyé à Alger ; dans ce rapport, il était également question, mais sans y appuyer, des offres faites par ledit Soussien. Après un assez long séjour à Oran, Ahmed Ben Ahmed demanda à se rendre à Alger, ce qui lui fut accordé et je n'en entendis plus parler.

Dernièrement, lors de notre séjour à Tiznit, j'ai eu l'idée de demander des nouvelles de Ahmed Ben Ahmed ; il y était parfaitement connu, y avait encore

une femme et des enfants, mais j'appris qu'à la suite *d'un vol* dont il était accusé et d'une rixe à laquelle il avait pris une part certaine, il avait dû quitter brusquement le pays et que, depuis, on n'en avait plus eu de nouvelles.

Ce simple fait établit d'une manière péremptoire que ce prétendu délégué pouvait avoir l'imagination fertile en expédients pour se faire bien recevoir partout, mais qu'il était tout simplement un aimable farceur.

---

### Annexe 115

#### RAPPORT DU CONSUL DE FRANCE À MOGADOR AU MINISTRE DE FRANCE À TANGER, EN DATE DU 7 JUIN 1886

(Extrait.)

L'expédition du sultan Mouley Hassan dans le Sous peut être considérée comme entièrement terminée. Ce n'a été qu'une marche triomphale. Toutes les tribus se sont soumises et lui ont juré fidélité. Il n'est pas jusqu'aux nomades du Sahara qui n'aient tenu à lui apporter des *méharis* et lui offrir leur concours pour la guerre sainte.

Je ne me sers de cette expression qu'à bon escient. Le résultat le plus clair de la visite du Sultan dans le Sous aura été de surexciter le fanatisme musulman et de fermer plus hermétiquement que jamais ce pays à l'émigration et au commerce européens. Quand Sa Majesté chérifienne a demandé à ces populations si elles étaient disposées à accepter l'exportation de leurs céréales, réclamée par les puissances étrangères, elles ont répondu unanimement par un cri de guerre, persuadées qu'elles étaient que les puissances en demandant cette exportation n'avaient d'autre but que de les affamer et je dois dire que l'entourage du Sultan a laissé volontiers se propager cette calomnie qui sert si bien la politique de compression de la Cour du Maroc.

L'aventure récente du *Gottorp*, le navire allemand dont j'ai signalé les agissements fort singuliers dans mes dépêches des 9 et 15 avril et 6 mai derniers, n'a pas peu contribué à semer dans ces populations des idées de méfiance sur des projets d'occupation et leur haine contre les étrangers s'est accrue à un tel point que l'on a ici les plus grandes inquiétudes au sujet de la sécurité de la petite colonie anglaise du cap Juby. Je m'attends à apprendre un jour ou l'autre que leurs établissements ont été incendiés et que les membres de la colonie sont prisonniers à tout le moins...

---

## Annexe 116

MESSAGE DU SULTAN MOULEY HASSAN À SON PEUPLE  
RELATIVEMENT À LA REVISION DU TRAITÉ DE COMMERCE  
PROPOSÉE PAR LES REPRÉSENTANTS D'ALLEMAGNE,  
DE FRANCE ET DE GRANDE-BRETAGNE

Plusieurs représentants étrangers ont demandé d'une manière essentiellement amicale, il y a quelques années déjà, le renouvellement des traités de commerce conclus précédemment, dans l'intention de faire rapporter la prohibition relative à l'exportation des céréales, du bétail, des bêtes de somme et autres animaux semblables, et d'abaisser les droits de sortie en donnant comme raison de cette mesure le grand intérêt qui en ressortirait pour le trésor public et les habitants de ce pays. Depuis cinq ans, nous nous sommes opposés à ce désir et nous avons eu recours à tous les moyens pour empêcher sa réalisation.

Notre illustre Prophète a dit qu'un jour viendra où le vivant dira au mort : « Je voudrais être à votre lieu et place. » Je ne puis donc pas vouloir pour les musulmans quelque chose qui soit en opposition avec leur bien-être et leur intérêt, car c'est de Dieu que je tiens mes pouvoirs de Sultan. Notre illustre Prophète n'a-t-il pas dit encore : « Vous êtes tous des pasteurs et tous les pasteurs doivent veiller à leur troupeau. » Dieu m'a fait aussi pasteur et je suis comptable vis-à-vis de lui du bonheur de mes sujets.

Qu'ont fait les représentants étrangers ? Ils ont parlé dans le sens de ces dernières paroles du Prophète ! Leurs conseils à tous ont été entièrement concordants et ils ont insisté d'un commun accord. J'ai cru devoir prendre à ce sujet l'avis des personnages de mon gouvernement considérés comme les plus intelligents et les plus capables. Après s'être concertés, tous m'ont répondu à l'unanimité, en ce qui regarde l'exportation des céréales et des bestiaux, que les demandes des puissances étaient en opposition avec l'intérêt et le bien du pays et m'ont déclaré que ce serait la ruine de tous les habitants musulmans. En ce qui concerne l'abaissement des droits, il en résultera, ont-ils dit, une diminution des rentrées dans les caisses publiques qui servent à alimenter et à entretenir le gouvernement, l'administration et l'armée. Ils ne peuvent donc, ont-ils ajouté, consentir à voir s'affaiblir les éléments constitutifs de l'organisation de notre peuple.

En présence de ces affirmations contradictoires, je pense qu'il est sage de soumettre le projet des représentants étrangers à une épreuve qui sera concluante en ce qui regarde l'exportation du blé et de l'orge, des bœufs et des moutons, des boucs et des ânes. Cette épreuve sera fixée à une période de trois ans seulement durant un laps de trois mois chacune de ces trois années, à condition toutefois qu'il n'y ait pas eu de mortalité sur les bestiaux, et que les récoltes de l'année aient été abondantes. C'est à vous musulmans de juger ce qui vous semble préférable en la circonstance : Que vous consentiez à ce que je vous propose ou que vous pensiez ne pas pouvoir l'accepter à cause du dommage qui en résulterait pour vous, faites-le-moi savoir en toute franchise et liberté. Et sachez que votre Sultan n'est qu'un musulman comme quiconque des musulmans de ce pays !

---

## Annexe 117

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 28 MAI 1886

Je reçois à l'instant du commandant de notre mission militaire au Maroc un courrier spécial venant du sud. Ses renseignements sur la marche en avant du Sultan et de son armée et relativement aux naufragés ou prétendus naufragés du navire allemand le *Gottorp* seront de nature à intéresser Votre Excellence.

S. M. Mouley Hassan a particulièrement à cœur de s'enfoncer plus en avant au sud dans la direction du « Noun ». Elle ne reviendra pas au Maroc, comme le bruit en avait couru afin d'y accomplir les pratiques religieuses du mois de Ramadan, et personne ne sait encore à quelle époque elle a l'intention d'y rentrer.

Le commandant de Breuille n'attribue pas tous ces atermoiements à des raisons de politique intérieure, mais plutôt à la répugnance et à l'embarras du Sultan en présence des demandes de réformes commerciales formulées par les puissances. M. de Breuille a pleinement raison ! Son appréciation repose d'ailleurs sur certains propos tenus par les principaux personnages en faveur à la cour chérifienne.

Le Sultan et ses conseillers espèrent en effet fatiguer les plénipotentiaires européens en faisant traîner la négociation en longueur et avoir raison de leur insistance en leur opposant le fanatisme et les dispositions peu bienveillantes de tous les musulmans de l'Empire.

Ils comptent en un mot les voir « se refroidir à la longue ». C'est l'expression textuelle dont ils se sont servis pour caractériser la situation.

---

## Annexe 118

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 27 MAI 1886*(Extrait.)*

Depuis le rapport que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence à la date du 19 de ce mois, direction politique, n° 131, pour l'informer de quelle manière le sultan du Maroc espérait écarter les demandes d'améliorations formulées par les puissances en faveur du commerce, il s'est produit, du côté de la population marocaine, des manifestations dont le caractère d'intransigeance à l'encontre des intentions européennes répond admirablement à l'esprit du message dont le Sultan a fait donner lecture à ses sujets dans toutes les mosquées des différentes localités de son Empire.

En témoignant tout d'abord de leur respect et de leur obéissance à l'égard des volontés de leur souverain et en le laissant seul juge de la situation, les Marocains n'ont fait que se conformer à « la formule habituelle », que résume l'idée de vasselage et constitue purement et simplement la mise en scène.

Mais le sens de la péroraison du message impérial ne leur a pas échappé un seul instant :

« Les habitants du Sous, disait le message en terminant, ont été avisés de tout cela, mais ils n'ont pas accepté et ils ont ajoutés qu'ils sont prêts à sacrifier leurs personnes et leurs biens pour la guerre sainte. Vous autres ! Répondez-moi ce qui vous paraît devoir être. »

Groupés autour de leurs *mollahs* et inspirés par eux, les sujets marocains expriment à l'heure présente un sentiment qu'ils savent conforme à la pensée intime de leur seigneur et maître.

Notre agent consulaire à Fez et le directeur de l'école israélite de cette ville, M. Ben Oliel, me font savoir en effet que les protestations les plus virulentes se sont produites à la suite de la lecture du message impérial dans la Grande Mosquée :

« Les chrétiens, a-t-il été dit, ne doivent pas pénétrer à l'intérieur de notre pays, le commerce doit continuer à se faire dans les seuls ports où les douanes impériales sont installées, et rien ne doit être changé aux règlements qui le régissent déjà. »

En un mot, nous nous trouvons en face d'une reproduction photographique des déclarations faites par le délégué « Bennani » au cours d'une de nos séances, dont il a remis copie aux plénipotentiaires des trois puissances et que j'ai adressées *in extenso* à Votre Excellence dans ma dépêche du 6 avril dernier, sous le timbre de la direction des consulats, n° 15.

Ces résolutions de la population marocaine ont été consignées dans une réponse écrite que les *mollahs* de Fez ont envoyée au Sultan au nom de tous.

Le sultan Mouley Hassan ne s'est pas compromis. Il a eu soin de passer son message à l'alambic de manière à ne pas provoquer la mauvaise humeur des puissances. Il joue au souverain débonnaire, désireux de contenter tout le monde,



mais qui se trouve menacé d'une révolution en allant à l'encontre des volontés de son peuple. Il espère ainsi contenir les prétentions de l'Européen, l'effrayant par la perspective d'un soulèvement qui compromettrait le pouvoir local existant, détruirait complètement la sécurité dans le pays et ouvrirait la porte à toutes sortes de complications.

Sans doute le fanatisme est pour beaucoup dans ce qui se passe, et le sultan du Maroc, effrayé des conséquences de l'ingérence européenne en Turquie et en Egypte, mettra tout en œuvre pour s'opposer à l'établissement des étrangers dans son pays...

---

## Annexe 119

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 17 MAI 1886

Ainsi qu'il était aisé de le prévoir, Sa Majesté chérifienne, vivement émue à la nouvelle du débarquement opéré il y a quelques semaines sur la côte de l'oued Noun par de soi-disant négociants allemands, n'a pas cru devoir garder le silence devant l'audacieuse tentative du docteur Yanach.

Par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères, elle vient de protester et de faire notifier au corps diplomatique la lettre circulaire dont j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint la traduction à Votre Excellence.

A mon avis, cette circulaire ne vise pas seulement les Allemands, mais aussi l'installation des Anglais Mackenzie et Curtis au cap Juby et celle que les Espagnols se proposent, assure-t-on, de créer au Río Oro dans les mêmes parages.

Bien que l'incident du navire allemand *Gottorp* ait déjà fait l'objet de plusieurs de mes précédentes communications, Votre Excellence tiendra sans doute à connaître le nouveau rapport que m'adresse à ce sujet M. Lacoste, notre consul à Mogador, et que je m'empresse de lui transmettre.

[Traduction]

LE GRAND VIZIR DU SULTAN DU MAROC À M. FÉRAUD,  
MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE À TANGER

Sa Majesté a été informée que certains navires de certaines nations sont venus ces temps derniers sur les côtes de l'« oued Noun », chargés de diverses marchandises avec l'intention d'opérer des transactions commerciales avec les habitants de ces régions. Les gouverneurs de ces localités ayant porté ce fait à la connaissance de Sa Majesté, Sa Majesté leur a ordonné de s'opposer au débarquement des personnes se trouvant à bord de ces navires et elle a envoyé avec son ministre le feki Seïd Ali el Mesfeoni le caïd Moubarek Ben Chelia, escortés de cent cavaliers, en leur donnant mission de signifier à ces étrangers d'avoir à se réembarquer et à quitter ces localités où ils risquent de compromettre leurs intérêts et d'exposer leur vie, ce qui serait de nature à entraîner des complications fâcheuses pour le Gouvernement marocain.

En conséquence de ce qui précède, Sa Majesté nous a chargé de faire savoir et de notifier aux représentants des puissances qu'à l'avenir les navires étrangers qui viendraient commercer sur cette côte ou toute autre localité que les ports reconnus par le gouvernement et où les transactions commerciales ont lieu avec les étrangers, le feraient entièrement à leurs risques et périls et sans que le Gouvernement marocain puisse être rendu en quoi que se soit et par quiconque responsable des dommages ou des malheurs dont ils auraient été victimes.

Nous vous prions en outre, au nom de Sa Majesté, de bien vouloir faire part à votre gouvernement de la présente communication et de nous répondre à ce sujet.

12 Chaabane 1303 (correspondant au 16 mai 1886).

## Annexe 120

COPIE D'UN RAPPORT EN DATE DU 6 MAI 1886  
ADRESSÉ PAR LE CONSUL DE FRANCE À MOGADOR  
AU MINISTRE DE FRANCE À TANGER

Les Allemands naufragés sur la côte de l'oued Draa, au sujet desquels j'ai eu l'honneur de vous adresser une communication en date du 15 avril dernier, sont arrivés, il y a trois jours, à Mogador et ont été embarqués immédiatement sur le *Gottorp* qui les attendait ici depuis plus d'une semaine.

Si nous ne sommes pas mieux fixés qu'auparavant sur le mobile qui a poussé le directeur de l'entreprise à effectuer une descente sur cette côte inhospitalière, nous avons tout au moins des détails sur les déplorables aventures de ces malheureux qui ont cruellement expié leur imprudence ; ainsi que je vous l'ai signalé, deux d'entre eux ont été noyés lors du débarquement — débarquement qui n'a été effectué que sur les ordres précis du directeur de l'entreprise et malgré l'opinion unanime du reste de l'expédition et du capitaine du *Gottorp*. A peine arrivés sur la plage, ils ont reconnu l'impossibilité où ils se trouvaient de recevoir aucun secours du *Gottorp* et ils ont résolu de pénétrer dans l'intérieur. Ils comptaient rencontrer quelques villages ou tout au moins quelques douars où ils pourraient trouver des ressources. Pendant trois jours, ils ont marché, se nourrissant des fruits des cactus sauvages et prenant les feuilles charnues de ces arbustes pour en exprimer un breuvage qui trompa leur soif. Au bout de ces trois jours, le hasard leur fit apercevoir un chameau qui venait s'abreuver à une source à peu près desséchée. Ils y burent avidement et furent alors faits prisonniers, par des Arabes campés dans le voisinage. Dépouillés de tout ce qu'ils avaient, ils furent enfermés sous une tente et, avec d'horribles menaces, on leur fit comprendre qu'au moindre signe de résistance ils seraient mis à mort.

Le directeur ayant voulu repousser ceux qui le fouillaient fut frappé de trois coups de couteau dont il porte encore la trace. Ils sont restés dans cette affreuse situation pendant plus de quinze jours, insultés à chaque moment et croyant à toute heure ou qu'ils allaient être vendus comme esclaves dans l'intérieur de l'Afrique ou qu'ils allaient être sacrifiés par la stupide férocité de ces peuplades. D'après leur dire, ces populations de l'oued Draa peuvent être comparées aux plus sauvages habitants du Dahomey. Elles n'ont absolument aucune culture intellectuelle et semblent au contraire douées d'un instinct raffiné de barbarie. On les fouillait plusieurs fois par jour et on les maltraitait systématiquement en les fouillant, avec l'intention bien arrêtée de les brutaliser et de les humilier.

Si cette situation se fut prolongée quelques jours encore, ils étaient résolus, assurent-ils, de se donner mutuellement la mort.

Heureusement pour eux, le bruit de leur capture avait transpiré et le fils du caïd Dahaman, qui commande à Aglimim, dans l'oued Noun, au nom du Sultan, est venu à temps pour faire cesser leurs souffrances. Sans avoir la possibilité de les faire mettre immédiatement en liberté, le fils du caïd a eu cependant assez d'autorité sur ces sauvages pour leur inspirer une crainte salutaire. Il les a rendus responsables des mauvais traitements infligés à ces malheureux, leur faisant comprendre que le Sultan était proche et qu'il leur infligerait une punition sanglante s'ils continuaient à maltraiter les prisonniers. A dater de cette heure, ils se sont sentis renaître à l'espérance et ont été à peu près bien soignés. Au bout de

quelques jours, le caïd Dahaman Ben Beyrouk payait à ceux qui les avaient capturés une rançon qu'on dit avoir été de dix piastres par homme — cinquante francs — et les emmenait avec lui. Ils étaient maintenant à l'abri de tout danger. Bientôt après, ils étaient présentés au Sultan qui les a reçus avec beaucoup d'affabilité, leur a fait donner des vêtements, des chaussures, des animaux pour les transporter et cinquante francs à chacun pour leurs provisions de route. Ils se louent infiniment de l'accueil de Moulay Hassan. Je suppose que de son côté l'Empereur ne serait pas fâché que l'incident fût clos et qu'on ne parlât plus de l'affaire.

Les prisonniers ont donné ici quelques renseignements sur la petite colonie européenne installée au cap Juby, sous la direction de M. Mackenzie, sujet anglais. Ils la croient très menacée et ils supposent que l'intention de l'Empereur est de la balayer en faisant attaquer les quelques colons qui la composent par les Kabyles qui l'entourent. Le Sultan ne veut à aucun prix que les Européens pénètrent dans ses possessions du sud. Peut-être se résignera-t-il à ouvrir au commerce un port sur la côte à Agadir ou à Aglou, mais il s'opposera très certainement à tout établissement à poste fixe en dehors des points spécialement désignés.

---

## Annexe 121

COPIE D'UN RAPPORT EN DATE DU 7 MAI 1886  
ADRESSÉ PAR LE CONSUL DE FRANCE À MOGADOR  
AU MINISTRE DE FRANCE À TANGER

J'écrivais le 21 avril dernier au ministère des affaires étrangères qu'il se faisait en ce moment-ci une sorte de plébiscite sur la question de savoir si le Sultan devait accéder aux demandes des puissances pour l'exportation des céréales et des animaux. On a convoqué les notables musulmans dans les mosquées et on leur a posé cette question de la part de Sa Majesté chérifienne.

Mais la consultation n'a certainement pas eu lieu de la même façon dans l'intérieur et sur la côte. Dans les ports où l'élément européen est représenté et où les Arabes eux-mêmes peuvent se rendre compte de l'intérêt qu'ils auraient à développer les relations commerciales avec l'étranger, le Sultan a demandé aux populations leur sentiment mais en prenant soin de laisser entendre que cette mesure serait évidemment avantageuse pour son trésor. C'était dicter en quelque sorte une réponse affirmative.

Voici que je reçois à l'instant de mon correspondant à Maroc les renseignements suivants au sujet de la consultation faite dans cette capitale.

Je traduis mot pour mot la lettre qui m'est écrite par un homme dont je garantis la véracité :

« Il dit (le Sultan) : Je vous informe que voilà cinq ans que toutes les puissances me demandent d'accorder l'exportation des grains (blés et orges) et des animaux mâles et femelles, bœufs, chèvres, chevaux. Depuis cette époque jusqu'à ce jour, cinq ans se sont écoulés. Je les faisais attendre. Aujourd'hui, les puissances me pressent. J'ai convenu avec elles que je leur répondrai dans trois mois. Je vous avise de tout cela. Considérez-moi comme un des vôtres et faites-moi connaître votre opinion. Quant aux habitants du Sous, je les ai avisés de cela et ils n'ont pas accepté ; ils ajoutent qu'ils sacrifient leurs personnes et leurs biens pour la guerre sainte. Vous autres répondez-moi ce qui vous paraît devoir être. »

Ces paroles sont graves non seulement en ce qu'elles prouvent clairement que le Sultan joue un double jeu, mais surtout en ce sens qu'elles sont une excitation à la haine contre l'étranger et faites pour exalter le fanatisme des indigènes.

Il est d'autre part évident que, consultés de la sorte, les habitants du Maroc ne pouvaient répondre que ce qu'ils ont répondu, à savoir : « Nous sommes dans ta main, ce que tu feras sera bien fait. »

---

## Annexe 122

LETTRE DU CONSUL DE FRANCE À MOGADOR  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 21 MARS 1883

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'au commencement de ce mois on signalait sur la côte du Sous un bateau à vapeur anglais croisant entre Ifni et Sbonia et cherchant à débarquer des grains ainsi que des marchandises diverses dont se composait son chargement.

Une tentative de ce genre faite dans les mêmes parages, il y a près de deux ans par le vapeur français l'*Anjou*, avait complètement échoué. Les Bou-Amhi manifestèrent en cette circonstance de grandes appréhensions. Ils se déclaraient indépendants et n'osèrent cependant blesser le Sultan en permettant le débarquement des marchandises de l'*Anjou*.

Ceux qui sont à la tête de la nouvelle entreprise, sentant qu'une des conditions essentielles pour réussir était de se ménager des intelligences dans la province, ont chargé de ce soin M. James Curtis, ancien négociant de Mogador, et se sont inspirés des conseils que sa parfaite connaissance de ce pays le mettait à même de leur donner.

Depuis près de trois ans, ce sujet anglais, convaincu des avantages de l'ouverture d'un port de commerce sur la côte du Sous, avait quitté Mogador et s'était rendu à Londres avec le projet d'y former une société ayant pour objet l'exploitation du commerce de cette contrée. Il aurait été mal servi par les circonstances. Vers la même époque un autre anglais, M. Mackenzie, s'établissait au cap Jubi. Ce n'était point, comme il le disait, pour y faire du commerce seulement, mais dans le but évident d'en prendre possession au nom de son gouvernement. M. Mackenzie eut sans doute à surmonter bien des difficultés, mais à présent le fait accompli semble s'être imposé et paraît être accepté.

M. Curtis fut donc sacrifié par le Gouvernement anglais. Il fallait pour assurer le succès de son projet s'établir sur la côte à peu de distance de M. Mackenzie, y ouvrir un port et créer à terre des abris et des entrepôts pour les marchandises, toutes choses dont le pays est absolument dépourvu.

Le Sultan, informé des entreprises de la nouvelle compagnie, a adressé une lettre à la légation britannique à Tanger protestant contre les tentatives de tous genres qui pourraient être faites dans le sud des Etats. Sir John Hay partagea les vues du Gouvernement marocain et fit publier dans les journaux de Londres des avis interdisant toute entreprise commerciale sur la côte du Sous, sous peine, pour ceux qui contreviendraient à cette défense de perdre la nationalité anglaise ; mais M. Curtis sans s'arrêter aux menaces du ministre de Sa Majesté britannique à Tanger, et pour donner suite à son ancien projet, est revenu à Mogador au mois d'août dernier et trois mois plus tard il s'acheminait vers le Sous et se fixait aux environs d'Ifni, à proximité de la mer. Après avoir préparé les esprits, il se fit expédier de Londres le bateau à vapeur en question lequel, du 10 au 15 mars, avait débarqué entre Imistiten et Sbonia, au-delà d'Ifni, environ quatre mille sacs de riz formant à peu près la moitié de son chargement ; l'autre moitié n'a pu, paraît-il, être débarquée à cause des intrigues faites à la dernière heure par le cheik Mohammad Ould Hassan.

Aux prises avec des difficultés qu'il n'avait pas prévues, M. Curtis a pris

immédiatement la résolution de quitter son poste. Il s'est embarqué le vendredi 16 mars courant et le même jour le bateau à vapeur se mettait en route pour Londres. On m'assure que Sid Moulay Hassan Haï, fils d'un marabout vénéré dans toute la région du Sous, accompagne M. Curtis dans ce voyage.

Ces événements ont fort contrarié mon collègue d'Espagne qui ne serait pas étranger aux difficultés suscitées au vapeur anglais par le cheik Mohammad Oul Hassan. Ce dernier est un des chefs influents du Sous gagné à la cause des Espagnols dont il est l'agent et le correspondancier.

En même temps que les Anglais tentent de prendre pied dans le Sous, les Espagnols de leur côté poursuivent activement auprès du Gouvernement marocain la question de la cession de l'ancienne pêcherie de Santa Cruz de Mar Pequeña, cession qui leur a été faite par les stipulations du traité de Madrid en 1861.

D'accord avec le Sultan, les Espagnols préparent une nouvelle expédition pacifique dans le sud à l'effet d'y choisir un point propice à l'ouverture d'un port et qu'ils garderont en compensation la pêcherie de Santa Cruz dont il n'existe plus de trace aujourd'hui.

Des agents arabes du consulat d'Espagne seront dépêchés dans le courant de la semaine prochaine vers les kabyles d'Ait Ba Amaran avec ordre d'attendre sur la côte le consul qui partira par voie de mer prenant passage sur le bateau à vapeur du sultan le *Mouley-Hassan*. Ce vapeur qui est prochainement attendu ici, apportera de Tanger les instructions du Gouvernement marocain et celles de la légation d'Espagne et se dirigera vers le sud.

On suppose que la *Ligera*, aviso de la marine espagnole, actuellement aux îles Canaries, accompagnera le *Mouley-Hassan* dans cette excursion.

---

## Annexe 123

LETTRE DU CONSUL DE FRANCE À MOGADOR  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 14 MAI 1883

Comme suite à ma lettre du 21 mars dernier, je m'empresse de porter à la connaissance de Votre Excellence les faits concernant le retour à Mogador de M. James Curtis, sujet britannique, dont j'ai eu l'honneur de l'entretenir.

Mes renseignements, quoique recueillis avec soin, n'étaient cependant pas tous exacts. Vous le savez, Monsieur le Ministre, dans un pays essentiellement barbare, rebelle à tous les progrès de la civilisation, nous manquons absolument de moyens de publicité ; et nous sommes condamnés à attendre longtemps encore l'heure à laquelle on y verra fonder et publier un journal, comme Tanger en a donné l'exemple il y a peine quelques mois.

Relégués à l'extrémité sud du Maroc, nous en sommes réduits aux renseignements qui nous sont fournis par des courriers et par quelques indigènes dont le bon vouloir est souvent mis en défaut, ou bien dont le faux zèle parfois s'égare.

M. Curtis n'avait point quitté le Sous pour rentrer à Londres, comme on l'avait affirmé. Profitant d'un voyage que le vapeur allait faire aux îles Canaries, si proches de cette côte, dans le but de renouveler ses provisions et d'y déposer des marchandises, il s'était embarqué mais pour revenir bientôt à ses occupations et à ses opérations de commerce.

Sur ces entrefaites, le Sultan, qui deux ans environ auparavant avait répondu par un simple *protèn* à l'établissement de M. Mackenzie au cap Juby, se sentant cette fois plus directement atteint par les agissements de M. Curtis, a pris un rôle plus actif et a fait partir pour le Sous quelques compagnies de soldats, avec consigne de s'emparer de notre aventureux trafiquant et de l'amener à Mogador. En même temps ces soldats avaient ordre de séquestrer les marchandises et de les garder attendant la décision ultérieure de Sa Majesté chérifienne.

M. Curtis, prisonnier, arrivait à Mogador le 9 mai courant, escorté de vingt-neuf hommes ; il descendait dans une maisonnette de la casbah ancienne, sorte de prison que lui imposait l'autorité locale.

Ce fait fut un véritable événement en ville. Il avait excité la curiosité et l'intérêt de toute la population. Il défrayait toutes les conversations ; c'était à qui donnerait son commentaire. On attendait, surtout, l'intervention du consul d'Angleterre. Au grand étonnement des indigènes et surtout de la colonie européenne, mon collègue ne fit aucune démarche.

En présence d'une attitude aussi passive de la part de ce fonctionnaire, les amis de l'intéressant Curtis s'émurent et se transportèrent à son domicile sus-indiqué, ayant à leur tête M. Brauer vice-consul d'Allemagne en cette résidence. Ils réclamèrent M. Curtis à ses geôliers et n'obtinrent d'abord qu'un refus. Mais enfin gagnés par les instances de M. Brauer les soldats consentirent à conduire leur prisonnier jusqu'au prétoire du caïd où ses amis le suivirent.

Il était huit heures du soir. Tous les habitants de la casbah, répandus sur la place publique, s'interrogeaient avec une sorte d'anxiété. On voulait voir la fin de cette scène. On se porta en foule vers le gouvernorat. Quel allait être le résultat de l'entrevue avec le vice-consul d'Allemagne ?



Le moment si impatiemment attendu arriva, et vers neuf heures M. Curtis sortait du prétoire, libre sur parole, avec la caution de son ami M. Brauer. C'est que dans les ordres du Sultan rien n'indiquait et ne légitimait le traitement rigoureux qu'on avait commencé à lui infliger. Du reste, la conduite du vice-consul d'Allemagne ne tarda point à être pleinement justifiée et dès le lendemain un courrier de Maroc portait des instructions au caïd, lui enjoignant de remettre cet homme à la disposition de son consul.

Cette mesure n'était, pour ainsi dire, qu'une trêve dont la durée devait être fort courte. Deux jours plus tard on apprenait en ville que les marchandises séquestrées et gardées à Ifni, comme je l'ai indiqué plus haut, venaient d'être pillées par les hordes insoumises d'Ait Ba Amaran.

Comment et à l'instigation de qui ce pillage a-t-il été fait ?

On soupçonne fortement les Espagnols d'en être les promoteurs. La présence d'un négociant anglais, qui les a devancés sur la côte du Sous, était pour eux une source de plaintes continuelles et de manœuvres secrètes dont j'ai fait mention dans ma précédente dépêche.

Quoi qu'il en soit, l'aventureux Anglais, frappé par ce coup de ruine si inattendu, prenait immédiatement ses dispositions et partait pour Maroc où il espère obtenir une audience du Sultan. Aucun soldat ne l'accompagne dans ce voyage ; les autorités lui ont même refusé le soldat réglementaire.

Les péripéties intéressantes de la captivité de M. Curtis avaient fait oublier un instant les Espagnols et la commission hispano-marocaine pour la cession de la pêche de Santa Cruz de Mar Pequeña. Voici où en est cette question :

L'accord n'est point près de se faire entre les deux parties adverses. Des difficultés ont été soulevées dans les réunions préliminaires, à l'occasion de la vérification des pouvoirs. Mouley Ahmed Souëri, commissaire du Sultan, était porteur d'instructions et muni de pouvoirs jugés insuffisants, incomplets et inacceptables par le consul d'Espagne, qui l'a mis en demeure de faire renouveler ses pouvoirs.

La réponse du Sultan n'est pas encore connue, mais on sait bien que ce souverain voudrait reléguer les chrétiens dans le désert qui confine à l'oued Noun, sur un point le plus extrême de ses Etats, et le plus voisin du cap Juby, dans le double but de se débarrasser d'eux d'abord et de s'en faire, en même temps, une sorte de barrière entre lui et l'anglais M. Mackenzie.

Cette combinaison est loin d'être goûtée par les Espagnols. Ils ont jeté leur dévolu sur un autre point plus favorable à leurs projets en faisant face aux îles. On dit même qu'ils élèvent des prétentions sur Agadir.

Dans ces conditions, comment arriver à une entente ?

Des bruits divers circulent en ville. J'ai même entendu affirmer que le Sultan propose, pour régler et terminer l'affaire, une assez forte somme d'argent aux Espagnols. Ces derniers, de leur côté, paraissent vouloir s'en tenir aux stipulations du traité de 1860, et exigent Santa Cruz. C'est leur droit indéniable et le Sultan ne saurait, sans compromettre sa cause, se retrancher plus longtemps à l'abri de son système de temporisation et de fins de non-recevoir. Les Espagnols auront Santa Cruz et c'est ce qui préoccupe ici tous les esprits.

La prise de possession, par une nation chrétienne, d'une portion, quelque minime qu'elle puisse être, du territoire marocain, est un fait notable et qui portera ses conséquences politiques et commerciales.

Il marquera l'heure du premier démembrement d'un fétiche d'un empire vermoulu sur lequel personne n'osait mettre la main et cet empire, dont la décadence s'accroît chaque jour et dont l'existence se pose comme une sorte d'énigme, demande à être régénéré et à revivre. Les populations affaiblies,

découragées par un régime arbitraire et ruinées par la rapacité brutale de leurs chefs, réclament d'autres lois et un autre gouvernement. A qui incombera ce rôle de régénérateur ? S'il n'est pas réservé à l'Espagne, cette nation, du moins, ouvrira les voies.

Sans nous occuper de cet avenir plus ou moins prochain, je dirai que l'établissement des Espagnols sur la côte achèvera la ruine du commerce de Mogador. La dernière ressource de cette place était dans ses relations d'échange avec le Sous. Or cette contrée ayant à sa portée un autre port pour son trafic oubliera, certainement, le chemin de Mogador dont l'importance deviendra bientôt nulle.

Il me reste à signaler à Votre Excellence une autre combinaison marocaine. Elle est d'un grand intérêt. Je la tiens du commissaire du Sultan. Sa Majesté chérifienne aurait résolu d'ouvrir un port de commerce à Assaka et d'y fonder une ville. Peut-être l'Empereur espère-t-il, en publiant ce projet, échapper aux réclamations des Espagnols sur le territoire d'Ifni en compensation du point X, nommé Santa Cruz dans le traité de 1860, et dont on cherche encore les traces ?

Il est bon de noter que le point précisé par le Sultan, situé à l'embouchure de la rivière d'Assaka, sur la ligne frontière des pays du Sous et de l'oued Noun, paraît merveilleusement choisi pour l'établissement d'une ville et l'accomplissement de son projet. Il fallait ménager à la fois la susceptibilité des Arabes, peuplades nomades de l'oued Noun, et en même temps celle des Berbères fixés dans les montagnes dessinant les derniers plis de l'Atlas qui recouvrent le pays de Sous. Arabes et Kabyles voudraient chacun avoir sur leur territoire le chemin de la ville sans avoir à emprunter sur celui de son voisin. Leurs vœux se trouveraient donc pleinement réalisés et du reste l'avenir même du nouvel établissement exigerait qu'il en fût ainsi, car ces peuplades encore à demi sauvages saisissent le moindre prétexte pour se faire la guerre. Dans ces conditions, la neutralité du port projeté sera la garantie même de sa prospérité et de sa sécurité.

En résumé, la question hispano-marocaine, qui semblait d'abord devoir toucher à une solution prochaine, languit et se complique. Pendant que le Sultan cherche à se débarrasser de ses adversaires en les reléguant vers le désert, et qu'il contrecarre leurs visées en publiant hautement sa volonté de fonder une ville à Assaka, ceux-ci font sonner plus haut leurs droits et élèvent d'autant plus leurs prétentions.

Il est difficile maintenant de prévoir quels seront les résultats de ce conflit.

---

## Annexe 124

LETTRE DU CONSUL DE FRANCE À MOGADOR  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 15 AVRIL 1886*(Extrait.)*

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence quelques renseignements complémentaires au sujet de l'incident qui a fait l'objet de ma dépêche à la direction politique en date du 9 avril. J'ai reçu des nouvelles du Sous et j'ai recueilli d'autre part quelques détails dont je puis garantir l'authenticité et qui me paraissent mériter quelque attention.

Le capitaine du vapeur allemand, le *Gottorp* — affrété par la Société de géographie commerciale de Berlin —, était sincère dans les explications qu'il a données ici même et dont j'ai relaté les termes dans mon rapport.

Il y a bien eu, sur un point de la côte sud-ouest au-dessous de l'oued Noun et dans le voisinage de Draa, un débarquement effectué par neuf hommes dont quatre au moins allemands. Le canot qui les transportait a bien été chaviré par les vagues, mais deux hommes seulement, européens tous les deux, ont été noyés. Les sept survivants ont abordé sur le rivage qu'on croyait désert et se sont vus soudainement entourés par une vingtaine de bergers qui les surveillaient de loin et les ont faits prisonniers. Peu après arrivaient des nomades campés dans le voisinage qui achetaient leur prise aux bergers afin de la revendre aussi cher que possible au caïd le plus voisin. Leur spéculation n'était pas mauvaise ; ils ont en effet réussi à vendre leurs sept prisonniers au caïd de l'oued Noun, Dahamen Ben Beyrouk, pour la somme de sept cents piastres, soit trois mille cinq cents francs.

Dès que le caïd a eu les naufragés en sa possession, il a fait partir un courrier qui a rencontré le Sultan à Saffi, en route pour le Sous. Dans l'intervalle, le *Gottorp*, après avoir touché barres à Mogador où nous l'avons vu, était retourné à Tanger où le capitaine avait conféré avec le ministre d'Allemagne et il rentrait dans notre port le 9 avril, ainsi que je le signale dans ma dépêche du même jour, *in fine*, porteur d'une lettre de Testa pour Sa Majesté chérifiennne.

Dans cette lettre, le ministre d'Allemagne cherchait sans doute à présenter la descente des Allemands comme une exploration géographique et il priait le Sultan de vouloir bien donner des ordres pour que les prisonniers soient rapatriés par le même *Gottorp* qui les avait amenés.

Le Sultan, après avoir fait attendre sa réponse pendant deux jours, a dit en substance : que les prisonniers étaient bien traités et que le caïd Dahaman Ben Beyrouk, qui commande pour lui dans l'oued Noun à Aglimim, répondait de leur sécurité ; que les survivants seraient rendus au ministre d'Allemagne, mais qu'il ne pouvait préciser exactement à quelle époque, se réservant sans doute de les faire interroger en personne. Il tenait d'ailleurs à faire savoir qu'on avait dû payer une rançon pour garantir la vie des prisonniers et que cette rançon devrait être remboursée par l'Allemagne.

Cette lettre est, paraît-il, conçue en termes assez vifs et Sa Majesté insiste notamment sur ce fait que des Allemands sont venus contre tout droit essayer de faire de la « contrebande » sur son territoire. Il n'est même pas fait allusion à une tentative de prise de possession.

## Annexe 125

LETTRE DU CONSUL DE FRANCE À MOGADOR  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 26 MAI 1886

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'à la date du 22 de ce mois communication a été donnée dans la principale mosquée de Mogador d'une lettre du Sultan. Elle porte en substance que Sa Majesté est arrivée avec sa *mehalla* dans le Sous ; que toutes les tribus jusqu'à ce jour insoumises sont venues lui jurer obéissance et lui apporter les cadeaux d'usage. Le Sultan les a bien accueillies et son intention est d'ouvrir un port à Assaka. Sa Majesté ajoute que dans le cas où ce pays ne réunira pas les conditions voulues pour la sécurité de la navigation, elle choisirait dans le voisinage un emplacement qui lui paraîtrait plus favorable.

Le Sultan continue son expédition dans le sud et tout me fait supposer qu'il ne rencontrera aucune résistance.

Le cheik Houssein qui, il y a quelques années, pouvait être considéré comme le maître du Sous, s'est enfui dans les montagnes ; il a refusé jusqu'à ce jour d'obéir à l'invitation du Sultan qui l'appelait auprès de lui et je ne suppose pas qu'il change de résolution. Mouley el Hassan aurait déclaré aux fils du cheik Houssein que si leur père persiste à ne pas vouloir se présenter il serait traité en révolté.

---

## Annexe 126

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 10 NOVEMBRE 1898

La presse espagnole mène grand bruit autour de nouvelles récemment reçues du Río de Oro et d'après lesquelles un nombre considérable de Marocains — quatre ou cinq mille — s'approcheraient avec une attitude agressive de ladite factorerie.

Le Gouvernement de Madrid s'est empressé d'adopter certaines dispositions et a donné des instructions en vue de faire conduire aux Canaries par le croiseur *Rapido* deux compagnies d'infanterie de marine qui devront se tenir prêtes à débarquer, au premier signal, sur le continent africain.

Plutôt que d'ajouter trop de créance à cette prétendue hostilité des Marocains, on doit rechercher dans les télégrammes expédiés des Canaries un symptôme du courant actuel de l'opinion publique à Madrid, où l'on considère l'extension de l'influence espagnole au Maroc, voire même la mainmise sur quelques points du pays comme un palliatif nécessaire aux revers de ces derniers temps.

La visite récemment faite par M. de Ojeda à Santa Cruz de Mar Pequeña et interrompue lors de son brusque départ pour Paris semble avoir été la première manifestation de cette politique active au Maroc.

Quelque légitime que puisse paraître, d'ailleurs, le désir de tout bon Espagnol d'accroître les intérêts moraux et matériels de sa patrie dans l'Empire chérifien, il semble toutefois que l'Espagne commettrait une grave imprudence en suscitant actuellement en ce pays une difficulté, quelle qu'elle soit, susceptible de donner l'éveil aux autres puissances.

Le *statu quo* marocain est respecté par un accord tacite des Gouvernements européens dont les intérêts contraires ont jusqu'à ce jour maintenu un équilibre nécessaire ; mais la plus légère incartade d'une nation quelconque ayant ici des intérêts importants risquerait de soulever incontinent la « question d'Occident » qui serait décisive pour l'avenir du Maroc, et l'Espagne n'aurait certes pas à gagner à l'état de choses qui en résulterait.

---

## Annexe 127

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 10 JUILLET 1895*(Extrait.)*

Je vous avais annoncé dans mon rapport n° 95 différents documents concernant l'attitude adoptée par les gouvernements étrangers dans la question du vice-consulat. Ils m'ont été depuis, et à plusieurs reprises, promis d'un instant à l'autre, sans qu'ils m'aient jamais été communiqués.

De même en ce qui touche le cap Juby, Si Ahmed, à la suite de plusieurs conversations, devait mettre sous mes yeux le texte anglais de la convention, mais il ne s'est pas non plus exécuté. Le grand vizir affirme cependant qu'il n'a pris d'engagement vis-à-vis de la Grande-Bretagne que sur l'établissement même fondé par les Anglais, et que le passage du premier paragraphe doit se lire ainsi :

« il n'y aura plus de discussion de la part de quiconque au sujet des territoires situés de l'oued Draa au cap Bojador, connus sous le nom de Tarfaya, susmentionnés, et de même au sujet de ce qui se trouve *au-dessus* de cet endroit en fait de territoires, car tout cela fait partie du territoire marocain ».

On a voulu désigner non pas les territoires qui s'étendent de l'oued Draa vers le cap Spartel au nord, mais bien ceux qui se trouvent au sud du cap Bojador. Les mots « au-dessus » auraient pour signification en arabe la côte africaine au Sud marocain d'une façon illimitée, pour poser en principe de ce côté la domination du Sultan.

---

## Annexe 128

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 7 JUILLET 1895

Si Ahmed s'est enfin décidé à me communiquer le texte anglais de la convention du cap Juby ; j'ai pris copie devant lui du passage qui nous intéresse et il est ainsi conçu :

« (1st clause) no one will have any claim to the lands that are between Wad-Drâa and Cape Bojador, and which are called Tarfaya, above named, and all the lands *behind it*, because all this belongs to the territory of Morocco ».

Le sens des mots « *behind it* » peut s'appliquer comme les Marocains le prétendent aux territoires en arrière du cap Bojador, ou bien ils désignent — ce qui n'est pas trop présumer peut-être de l'intention du négociateur anglais — l'*hinterland* des territoires englobés sous le nom de Tarfaya, c'est-à-dire ceux qui s'étendent à l'est vers le Sahara et le Soudan. Mais il semble qu'en aucun cas on ne pourrait interpréter le premier paragraphe du traité comme s'adaptant aux possessions de l'Empire marocain au-dessus de l'oued Draa, par conséquent au Sous et à l'ensemble des territoires prétendus chérifiens. Ceci paraît désormais hors de doute.

D'un autre côté, tandis que Si Ahmed assure n'avoir concédé à la Grande-Bretagne de droit de veto que sur la factorerie et les établissements abandonnés par elle, il est difficile de ne pas reconnaître que le but poursuivi par les négociateurs a été de rendre impossible aux Marocains l'aliénation d'une parcelle quelconque du territoire compris entre l'oued Draa, le cap Bojador, et — *behind it* — « without the concurrence of England » (tels sont les termes de la seconde clause). M. Satow se serait, paraît-il, appuyé sur une carte anglaise pour démontrer que les possessions du Maroc s'arrêtaient à l'oued Draa et que l'espace compris entre ce point et le cap Juby faisait partie de la sphère d'influence anglaise.

L'Angleterre s'est ainsi, en se dépouillant, octroyé un droit imaginaire sur une partie de la côte qu'elle ne possédait pas ; de même elle a concédé au Sultan des droits fictifs sur des territoires non définis ; mais il importe de constater que la convention ne touche pas à l'Empire des chérifs dont Sakiet el Hamra, avant la convention britannique, était la limite conventionnelle généralement admise par les géographes.

---

## Annexe 129

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 5 DÉCEMBRE 1895*(Extrait.)*

La cession du comptoir anglais du cap Juby s'est effectuée, comme j'ai eu l'honneur de vous le télégraphier hier, contre une somme de cinquante mille livres sterling, dont le Sultan devra opérer le versement en deux échéances, l'une au comptant de vingt-cinq mille livres, et l'autre d'une valeur égale au mois de Mouloud prochain, c'est-à-dire entre le 22 août et le 19 septembre 1895.

Abd el Aziz s'engage, en outre, à tenir le port ouvert au commerce étranger, à y entretenir un gouverneur et des officiers de douane, à faciliter enfin aux Européens qui voudraient s'installer à Tarfaya les moyens de se procurer des terrains et de construire leurs habitations. Les établissements de l'ancienne factorerie deviennent la propriété du maghzen.

Le docteur Linares reproche assez vivement à Ba Ahmed d'avoir consenti quelques-unes de ces obligations malgré l'avis de son entourage. Elles ne peuvent manquer, suivant lui, de devenir la cause d'assez lourdes charges pour le Maroc, sans compter qu'en ouvrant, à l'extrême limite de l'Empire, un port dont la surveillance serait difficile, beaucoup de chances existent pour qu'il devienne l'entrepôt d'un commerce illicite, particulièrement de la contrebande des armes. De plus, si, malgré des obstacles naturels, tels que le manque d'eau potable dont, pour venir à bout, de grosses dépenses seront nécessaires, le cap Juby prenait un développement réel, ce serait au détriment de Mogador, déjà délaissé par les caravanes venant de l'extrême sud, et notre agent entrevoit là une perspective dont, à son gré, le grand vizir ne s'est pas suffisamment préoccupé.

Quoi qu'il en soit des conséquences qui pourront découler de la convention signée à Fès le 12 mars dernier, pour certains ports de l'Atlantique, il est un résultat qui paraît acquis, dès à présent, et tout à l'avantage du Maroc. Sous la signature de l'Angleterre, le point le plus éloigné de l'Empire des chérifs est officiellement reconnu, et tous les territoires dont la domination restait incertaine, depuis l'oued Sous jusqu'au cap Juby, se trouvent aujourd'hui définitivement garantis à la dynastie hassani par le fait de la stipulation nouvelle. Ce n'est pas un événement de médiocre importance.

---



## Annexe 130

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 5 DÉCEMBRE 1899

Le lieutenant de Segonzac, dont la présence au Maroc a fait dernièrement l'objet de correspondances entre le département et cette légation, a passé hier à Tanger, rentrant en France par le bateau de Marseille.

Votre Excellence se souviendra que, dès la réception de la lettre du département n° 114 en date du 23 octobre, M. de Monbel avait prescrit à Merakech au commandant Burckhardt de faire revenir M. de Segonzac. Il n'apparaît pas que cette invitation ait pu toucher en temps utile le voyageur ; aussi bien j'ai pu m'entretenir avec lui sur la route qu'il vient de parcourir dans l'Atlas et dans la province du Sous, et je m'empresse d'en transmettre un résumé à Votre Excellence.

Notre compatriote, après avoir gagné la résidence de la Cour marocaine, y reçut un accueil empressé de notre mission militaire et commença les préparatifs du voyage qu'il projetait et qu'il a pu effectuer. Il se loua tout particulièrement des conseils éclairés que lui prodigua le docteur Linares. C'est ainsi qu'il put, grâce à lui, obtenir une lettre du Sultan pour rentrer à Mogador, instrument précieux dont il paraît avoir tiré tout le parti possible en l'invoquant même dans les régions où elle ne lui donnait pas accès. Muni de ce document, M. de Segonzac revêtit le costume indigène, s'équipa en conséquence et, accompagné d'un guide expérimenté, réussit à franchir le col d'Imintanout pour se rendre à Taroudant où le pacha l'hospitalisa. L'état politique de toute la région du Sous était tranquille, le voyageur rencontra de ce fait peu de difficultés. Après avoir passé quatre journées en cette ville que seulement deux ou trois Européens avaient réussi à visiter avant lui, M. de Segonzac descendit la riche vallée de l'ouad Sous, il y découvrit des ruines romaines, vestiges intéressants et jusqu'alors ignorés de la domination impériale en ces contrées éloignées du nord de la Tingitane.

De l'embouchure de l'ouad Sous, notre compatriote s'attacha par une pointe dans le sud, à gagner la région peu connue du Tazeroualt, où réside un puissant chérif, à la vérité, indépendant et qui forme un obstacle à la politique d'absorption et d'expansion du Sultan marocain dans cette même direction.

Mais arrivé chez les Ait Mellout, au pied du massif montagneux du Tazeroualt, le voyageur se heurta au caïd El Guelouli, représentant du maghzen marocain et dont l'activité autant que l'habileté servent l'action de la Cour chérifienne. On se souvient que c'est grâce à lui que la tentative des flibustiers anglo-belges de la *Tourmaline* échoua complètement. Montant la garde aux alentours du Tazeroualt qu'il a pour mission d'isoler, établissant la domination de son maître Abd el Aziz dans les alentours, El Guelouli se refusa à laisser M. de Segonzac poursuivre sa route. Ce dernier heureux, en somme, d'avoir atteint sans incidents une région reculée, rentra directement à Mogador en passant par Tiznit, Errbalou, localité située à quelques kilomètres de l'embouchure de l'ouad Massa, et enfin Agadir.

M. de Segonzac rapporte un itinéraire très soigneusement établi durant sept semaines de route, avec des observations précieuses. Il a parcouru des régions de réputation difficiles, dangereuses même ; quelques-unes des localités qu'il a vues

ne l'avaient été que par Lenz ou de Foucauldt. Ce qu'il en rapporte semble avoir été infiniment mieux vu et scientifiquement relevé même que par le second de ces voyageurs qui a cependant marqué brillamment dans la géographie de cette partie du nord de l'Afrique.

On peut se réjouir que ce voyage n'ait donné lieu à aucun incident fâcheux. La cause en est évidemment à l'état d'apaisement, en ce moment, des populations du Sous marocain, autant qu'au sang-froid et aux aptitudes de M. de Segonzac.

Il se peut néanmoins que le Gouvernement chérifien, dont l'esprit fanatique de défiance est toujours en éveil, ne conçoive quelque irritation lorsque l'on y connaîtra par la suite les dimensions que notre compatriote a cru devoir donner à son voyage ; nous pourrions alors nous attendre à recevoir une plainte qui serait surtout une sorte de récrimination contre les dangers qu'aurait pu courir ce voyageur.

---

## Annexe 131

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 9 AVRIL 1900*(Extrait.)*

Le ministre d'Espagne qui s'embarquera aujourd'hui ou demain, si la tempête qui sévit depuis plusieurs jours dans le détroit le permet, m'a, hier, au cours d'une conversation, confirmé son intention de traiter à fond la question des possessions espagnoles le long de la côte Atlantique du Sahara occidental.

Malgré les difficultés qu'il s'attend à rencontrer à ce sujet, M. de Ojeda m'a confié que son gouvernement détenait un engagement du sultan Moulay el Hassan, spécifiant que Santa Cruz de Mar Pequeña était assimilée au petit port d'Ifni, dont la cession avait dûment été consentie par le makhzen, et qu'il n'y avait plus qu'à mettre en demeure S. M. Moulay Abd el Aziz d'exécuter la convention signée par son père.

Sur ce point, M. de Ojeda m'a assuré qu'il n'admettrait aucune transaction, non plus que pour obtenir de la cour chérifienne certaines améliorations aux conditions des établissements du Río de Oro. L'Espagne entretiendrait, selon lui, à cet endroit, une centaine de soldats qui, en réalité, mènent sur cette côte déserte et quoi qu'ait pu m'en dire le chef de la légation espagnole, la plus misérable des existences.

Aussi bien, et si j'en crois mes informations particulières, les relations de cette ombre de garnison avec les tribus de l'intérieur n'existeraient pas, et quant aux améliorations économiques ou autres que les ardents africanistes de Madrid rêvent, elles me semblent pratiquement irréalisables. Je vois mal également ce que pourrait y faire le makhzen.

Le ministre d'Espagne m'a ensuite et incidemment parlé des événements d'In Salah, m'entretenant de ce qui existait entre cette oasis et Tombouctou, vantant à ce point de vue spécial les avantages de l'*hinterland* que donne à l'Espagne la possession de la côte du Río de Oro.

Il paraît en effet probable que l'établissement d'une domination étrangère, si légère soit-elle, que nous avons jadis consentie de la baie du Lévrier au cap Bojador, est susceptible de gêner l'extension de notre influence au nord du Soudan, et principalement l'installation de cette province dite de Mauritanie occidentale dont les journaux ont appris à cette légation la naissance au ministère des colonies. On peut toutefois remarquer à ce sujet que depuis la cession du cap Juby au makhzen par la légation britannique, la véritable limite méridionale de l'Empire chérifien a été reportée et garantie *ipso facto* par l'Angleterre jusqu'au cap Bojador.

M. de Ojeda, que je me suis borné à écouter, m'a semblé peu au courant de toutes ces questions ; il les traite avec une apparence de compétence superficielle qu'il a évidemment acquise tout fraîchement, depuis que sont débarqués ici les officiers qui doivent l'accompagner en son voyage.

Ce représentant m'a également laissé entendre qu'il offrait, le cas échéant, le concours de la marine royale au Sultan pour réprimer la contrebande des armes, très active, selon lui, le long de la côte marocaine du sud.

---

## Annexe 132

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE  
À L'AMBASSADEUR DE FRANCE À LONDRES,  
EN DATE DU 30 DÉCEMBRE 1902

Ainsi que vous le verrez par les télégrammes de notre ministre à Tanger et par un rapport du commandant de notre mission militaire dont vous trouverez ci-joint la copie, la situation déjà fort troublée de l'Empire chérifien paraît s'être très sérieusement aggravée, depuis quelques jours, par suite des revers subis par les troupes du Sultan dans les environs de Taza. Notre agent constate que le prétendant gagne du terrain, que les troupes du Sultan sont démoralisées, qu'on peut dans un avenir prochain être amené à envisager une déposition d'Abd el Aziz et qu'il y a lieu de se préoccuper, notamment dans la région de Fez, de prendre des mesures pour garantir la sécurité des ressortissants européens.

J'ai cru devoir exposer cette situation au conseil des ministres et signaler la nécessité où nous sommes de prendre d'urgence toutes les précautions que comportent les circonstances. Le conseil a décidé que des ordres seront envoyés d'urgence à Toulon pour qu'une division navale soit prête à prendre la mer au premier signal. A partir du 1<sup>er</sup> janvier, les effectifs de l'escadre de la Méditerranée seront complétés, et cette force navale sera ainsi préparée à tout événement. D'autre part, le ministre de la guerre donne au commandant du XIX<sup>e</sup> corps d'armée, l'ordre de renforcer les effectifs de nos garnisons sur la frontière marocaine et de prendre discrètement les dispositions nécessaires pour leur permettre de se mobiliser s'il y a lieu.

Toutes ces mesures ont d'abord pour objet, j'ai à peine besoin de le rappeler, de maintenir si, comme nous voulons l'espérer, cela est encore possible, le *statu quo* dans l'Empire chérifien. Mais elles doivent aussi nous permettre de parer à certaines éventualités menaçantes pour nos intérêts généraux.

Votre rapport du 17 de ce mois, n<sup>o</sup> 298, m'a rendu compte d'un entretien que vous veniez d'avoir avec lord Lansdowne au sujet du Maroc et m'a permis de constater que le secrétaire d'Etat britannique appréciait personnellement tout l'intérêt qu'il pouvait y avoir pour la France et l'Angleterre à prévenir, par des échanges de vues, des complications d'ordre international au Maroc. Vous pourriez, en vous référant à cette conversation, marquer au secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique notre sincère désir de voir la crise actuelle se terminer sans qu'aucune puissance soit amenée à sortir de l'attitude d'observation que nous avons nous-mêmes intention de garder. Je me plais à espérer que ces explications provoqueront, de la part du ministre britannique, des assurances analogues dont vous auriez à prendre acte. Si lord Lansdowne présentait quelque observation ou, par exemple, faisait allusion aux échanges de vues que nous avons eus ces temps derniers avec l'Espagne, et dont il est difficile de supposer qu'il n'ait pas eu connaissance, je ne verrais aucun inconvénient à ce que vous lui fournissiez à ce sujet quelques brèves explications. En présence de la situation troublée de l'Empire chérifien, des intérêts et aspirations espagnols de l'autre côté du détroit, et des relations de bon voisinage que nous entretenons avec l'Espagne, il était impossible pour nous de ne pas chercher à prévenir du côté de Madrid des défiances trop faciles à faire naître. De là certaines conversations tendant à rechercher un terrain d'entente et de concessions réciproques, en vue

de certaines éventualités, mais que n'a pas cessé un seul instant de dominer le plus loyal désir de maintenir, autant qu'il sera possible, le *statu quo*.

Vous pourrez rappeler que vous avez vous-même signalé plusieurs fois au Gouvernement britannique la situation précaire du Maroc et qu'il n'a pas dépendu de nous que les faits qui, malheureusement, se réalisent aujourd'hui, ne nous aient trouvés, les uns et les autres, préparés contre toutes surprises. Comme vous le savez, ce fut une des constantes préoccupations de ce département de maintenir à la France une situation privilégiée dans l'Empire chérifien et dans toutes les combinaisons que pourrait entraîner sa dissolution. Il est donc à souhaiter que l'entretien reste limité à des échanges de vues directs entre les principaux intéressés, et je m'en remets à vous du soin d'éviter, dans votre entrevue avec lord Lansdowne, tout ce qui pourrait être de nature à grossir les incidents actuels et à ouvrir la porte à l'intervention des autres puissances.

Je vous serais très obligé de me rendre compte, aussitôt que possible, de l'entretien que vous aurez sur cette question avec le secrétaire de Sa Majesté britannique pour les affaires étrangères.

---

## Annexe 133

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE  
À L'AMBAassadeUR DE FRANCE À MADRID,  
EN DATE DU 8 JANVIER 1903

Monsieur l'ambassadeur, au moment où vous allez prendre possession de vos fonctions auprès de S. M. le roi Alphonse XIII, les relations de la France avec l'Espagne se présentent, d'une manière générale, sous un jour très favorable. Le souvenir, toujours présent à Madrid, des services que le Gouvernement de la République, par votre entremise, a rendus, dans des circonstances douloureuses pour elle, à la nation espagnole, vous mettra sans doute plus que tout autre à même d'améliorer encore, s'il est possible, cette situation. Je crois donc pouvoir me dispenser de passer avec vous en revue les diverses affaires actuellement pendantes entre les deux pays et dont la correspondance échangée dernièrement entre mon département et l'ambassade pourra vous donner une connaissance suffisante.

Cependant, une des questions dont nous nous sommes entretenus surtout dans les derniers mois avec le cabinet de Madrid me paraît devoir vous être exposée avec quelque détail. Ainsi que vous le savez, certaines initiatives prises par le sultan du Maroc et les troubles qui se sont produits avec une persistance et une intensité inquiétantes sur différents points de l'Empire chérifien ont attiré l'attention des puissances. Parmi les plus directement intéressées se trouvaient la France et l'Espagne. Notre situation dans le nord de l'Afrique et dans le bassin occidental de la Méditerranée doit nous assurer, au premier rang, une place privilégiée parmi les nations que préoccupe l'avenir du Maroc. Nous ne saurions toutefois oublier les intérêts et les aspirations espagnols de l'autre côté du détroit, et l'on sait que ces aspirations ont été encore avivées par suite des récents malheurs qui ont frappé l'Espagne dans son domaine colonial. Nos bonnes relations avec la Cour de Madrid nous faisaient, dans ces circonstances, un devoir de saisir l'occasion de prévenir de ce côté des défiances trop faciles à faire naître. C'est ainsi que, sur le désir plusieurs fois exprimé par l'ambassadeur d'Espagne, nous avons été amenés à rechercher, dans des conversations intimes et fréquentes, un terrain d'entente et de concessions réciproques en vue de certaines éventualités. Ces pourparlers, que dominait toujours d'ailleurs, de part et d'autre, le sincère désir de maintenir aussi longtemps que possible le *statu quo* au Maroc, n'ont pas abouti à des arrangements fermes; mais ils nous ont permis de constater qu'il ne serait pas impossible, le moment venu, pour nos deux gouvernements, d'arriver à trouver les termes d'un accord également satisfaisant pour les deux parties.

Nous avons toujours jugé qu'il serait prudent de préparer avec l'Espagne, la principale intéressée après nous, la solution du problème territorial que peuvent, d'un jour à l'autre, poser les événements au Maroc. Après avoir paru partager d'abord notre sentiment à cet égard, le cabinet de Madrid semble avoir redouté après coup le mécontentement de l'Angleterre; et, craignant pour les Canaries, pour les Baléares, pour Algésiras quelque tentative qu'il ne sent pas la force de repousser, il s'est montré désireux d'une entente avec elle. Jusqu'en ces derniers temps, il ne s'était jamais préoccupé de l'Allemagne. M. de León y Castillo a même émis l'opinion que l'Allemagne n'avait au Maroc aucune visée politique.

Pourtant nous avons de bonnes raisons de croire que les progrès de l'insurrection marocaine ont amené le nouveau ministre des affaires étrangères à penser que l'Espagne, au moins en ce moment, doit défendre le *statu quo* avec la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Ces diverses constations nous commandent, pour le moment, une très grande circonspection.

Les nouvelles qui venaient de Fez ayant, ces jours derniers, fait paraître une crise au Maroc comme tout à fait imminente, j'ai dû me préoccuper, sans plus tarder, de sonder les dispositions du cabinet de Londres dont les agents officiels ou officieux à la Cour du sultan avaient une attitude singulièrement compromettante et qui, nous les savions, avait notamment à Gibraltar ordonné à tout événement des préparatifs d'ordre militaire. J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, à titre d'information personnelle, copie des instructions par lesquelles j'ai prescrit à notre ambassadeur à Londres de provoquer à ce sujet un entretien avec le secrétaire d'Etat britannique des affaires étrangères. Vous trouverez également ci-annexée copie de la dépêche par laquelle M. Paul Cambon m'a rendu compte de son entrevue avec lord Lansdowne. Ces deux documents vous permettront d'apprécier exactement les conditions dans lesquelles nous avons abordé, dans ces temps derniers, avec le cabinet de Londres l'examen de la situation au Maroc. Je crois devoir ajouter que M. Paul Cambon a dans le courant des deux dernières années causé à diverses reprises des choses du Maroc avec lord Lansdowne, sans obtenir de lui un exposé net et précis des vues du Gouvernement du Roi.

Quant au Gouvernement espagnol, s'il incline à penser aujourd'hui que d'autres puissances doivent être entendues dans les affaires marocaines, la cause principale en est certainement la conviction qu'on a dû se faire à Madrid de l'état d'impuissance où se trouverait actuellement l'Espagne d'effectuer une intervention militaire, qui répondrait cependant à ses rêves et à ses ambitions. Ce sentiment qui a percé ici dans le langage du marquis del Muni et la détente qui paraît se produire depuis quelques jours dans la situation du maghzen contribueront peut-être à faire ajourner, pendant quelque temps, des entretiens entre nous et le Gouvernement espagnol sur la question marocaine. Pour nous, nous devons attendre des ouvertures, ayant tout intérêt à ce que nos voisins restent demandeurs. Il n'y a pas lieu de supposer cependant que l'Espagne renonce à ses aspirations de l'autre côté du détroit. Quelques hommes d'Etat et certains groupes politiques dans la péninsule ne peuvent manquer de revenir à l'idée de rechercher avec nous, à cet effet, un rapprochement qui, pour quelques-uns, devrait même revêtir le caractère d'une alliance plus générale ; et la perspective d'un semblable éventualité deviendrait, à en juger par certaines manifestations de l'opinion, assez facilement populaire au-delà des Pyrénées. Comme l'indiquaient trois dépêches confidentielles de votre prédécesseur en date des 22 avril et 10 mai 1899 et du 7 juillet 1902, auxquelles je vous serai obligé de vouloir bien vous reporter, le président actuel du conseil des ministres d'Espagne a déjà lui-même, en diverses circonstances, proclamé son penchant pour l'alliance française, notamment en vue d'une action commune au Maroc. Il a affirmé de nouveau ses sentiments le 17 novembre dernier à la veille même de reprendre le pouvoir (dépêche du 18 novembre). Il n'y aurait donc pas lieu d'être surpris si vous étiez prochainement saisi de sollicitations plus ou moins directes, tendant à reprendre les conversations précédemment interrompues.

Notre intérêt évident nous commande d'encourager en Espagne le courant de sympathies françaises qui y a pris naissance depuis quelques années. Il ne nous est pas interdit d'en tirer un jour parti, notamment pour régler, d'accord avec nos voisins, l'avenir du Maroc. Cependant, nous ne devons pas oublier les déceptions

que nous ont, à diverses reprises, causées, depuis près de deux siècles, la plupart des entreprises poursuivies par nous sur terre ou sur mer, en commun avec l'Espagne, ni les dangers auxquels nous exposerait particulièrement aujourd'hui une alliance conclue avec une nation dont les forces navales et militaires sont complètement désorganisées. Les hésitations encore toutes récentes de sa diplomatie dans une question qui lui tient cependant si à cœur doivent nous mettre en garde contre toute illusion.

Je ne saurais en conséquence trop vous recommander, dans cet ordre de questions, tout au moins au début de votre séjour à Madrid, la plus grande circonspection vis-à-vis des hommes d'Etat de la Péninsule tout en leur manifestant d'une manière générale beaucoup de cordialité.

---



## Annexe 134

LETTRE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE À MADRID  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 23 AVRIL 1904

Dans cette Espagne où il n'y a pas d'autre politique que celle des personnes, le *convenio* anglo-français devait donner lieu aux polémiques que je vous ai signalées dans une autre dépêche de ce jour ; mais il eût été extraordinaire que les hommes politiques qui n'appartiennent pas au parti conservateur n'essayassent pas d'en tirer parti contre leurs adversaires. On a donc rejeté sur ces derniers toute la responsabilité des conséquences qu'aura pour l'Espagne la déclaration de Londres du 8 avril.

Dès le 19 avril, le *Heraldo* de Madrid, journal de M. Canalyas, racontait, dans un extrait que je joins à cette lettre (n° 1), que le dernier cabinet libéral au pouvoir avait négocié avec la France au sujet du Maroc ; que ces négociations avaient été sur le point d'aboutir ; que, le cabinet étant tombé, M. de Abarzuza, ministre d'Etat du cabinet Silvela, s'était refusé à les poursuivre, croyant qu'elles devaient aboutir à une conquête militaire ; que M. León y Castillo, par une faiblesse incroyable, consentit à suivre cette nouvelle politique ; que c'est alors que commencèrent les négociations entre la France et l'Angleterre qui ont ruiné les légitimes espérances de l'Espagne.

Hier soir 22 avril, le *Diario universal*, journal de M. Moret, publia (pièce n° 2) que le duc de Almodovar avait négocié en 1902 avec la France et qu'un arrangement avait été convenu qui devait être signé le 11 novembre 1902. Quel était cet arrangement ? Était-ce celui publié par le correspondant ? Sir Gibson Bordes le connaît-il ? On ne sait, mais en novembre le cabinet libéral tomba, et la légèreté de M. Silvela non moins que l'inaptitude de M. de Abarzuza prétendirent qu'il n'y avait pas lieu de traiter seulement avec la France, mais aussi avec l'Angleterre. Quand M. Delcassé fut instruit de cette attitude, il fit entrer le Maroc dans les négociations qu'il suivait avec la Grande-Bretagne et put répondre au cabinet conservateur qui lui demandait de conclure : « Vous avez perdu l'occasion ; moi pas. »

Enfin le *National* hier soir (pièce n° 3) publie le même récit, mais ajoute qu'en 1902 l'ambassadeur d'Angleterre alla trouver M. de Abarzuza et lui demanda des explications. Celui-ci, saisi d'une timidité inexplicable, l'assura que l'Espagne ne ferait rien sans l'Angleterre, annulant ainsi tout le travail du cabinet libéral. La Grande-Bretagne avait atteint le but vers lequel elle tendait et l'Espagne n'avait plus entre les mains qu'un papier qui peut servir de base à ses futures revendications.

J'ai cru nécessaire de vous signaler cette polémique. Elle annonce la nature du débat qui s'ouvrira aux Cortès quand elles seront rentrées et elle explique les inquiétudes de M. San Pedro. M. le duc de Almodovar et M. de Abarzuza ne sont pas moins préoccupés, car tous deux probablement sortiront blessés de la rencontre. Nos relations mêmes avec ce pays pourront en être atteintes.

Si, comme je l'espère, l'entente à laquelle Votre Excellence a convié l'Espagne se fait, tout ce nuage se dissipera. Il faut espérer qu'en haut lieu on comprendra l'intérêt qu'il y a à ne pas laisser des querelles de personnes compromettre les intérêts qui les dépassent.

## Annexe 135

LETTRE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE À LONDRES  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 1<sup>er</sup> MAI 1904*(Extrait.)*

J'ai fait connaître à Votre Excellence au cours des négociations relatives aux derniers arrangements franco-anglais les observations que j'avais présentées au marquis de Lansdowne sur le traité conclu en 1895 entre la Grande-Bretagne et le Gouvernement chérifien relativement à la côte marocaine entre l'oued Draa et le cap Bojador.

J'avais demandé au principal secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères une déclaration impliquant que le traité ne pourrait pas devenir pour la France une source d'embarras. Plusieurs projets de lettres m'avaient été soumis sans qu'il m'eut paru possible de les accepter. Enfin lors de notre dernière entrevue, lord Lansdowne m'a remis le memorandum dont je vous envoie, ci-joint, copie et que j'ai trouvé satisfaisant.

Aux termes de cette déclaration, l'Angleterre renonce à se prévaloir contre nous des dispositions du traité de 1895 ; cette renonciation est générale et indépendante de nos arrangements avec l'Espagne. Cependant le secrétaire d'Etat a cru devoir mentionner l'éventualité d'un abandon à cette puissance des territoires visés dans le traité anglo-marocain et a donné par avance son assentiment à cette cession.

En me remettant son memorandum, le marquis de Lansdowne m'a dit qu'il avait reçu la visite de mon collègue d'Espagne et écouté ses doléances. Le duc de Mandas lui a raconté à sa façon les conversations de 1902 entre Votre Excellence et M. León y Castillo ; il a dit qu'il n'y avait pas eu d'échange de signatures, mais qu'un accord s'était établi pour la concession à l'Espagne d'une zone d'influence s'étendant, au nord, de la Moulouya à l'oued Sebou, et englobant Fès, et au sud de l'oued Sous au cap Bojador, il a fait remarquer la réduction considérable de vos propositions actuelles et il a insisté sur la mauvaise impression que ne manquera pas de produire en Espagne un projet qui ne respecte même pas l'*hinterland* des présides et qui laisse à la France la côte s'étendant entre la Moulouya et Melilla en face des îles Chaffarines.

Lord Lansdowne n'a rien répondu à ces plaintes, il s'est même abstenu d'exprimer une opinion ou une espérance, mais, à titre personnel, il m'a dit qu'à son avis la cession de la côte entre la Moulouya et Melilla était une satisfaction qui ferait grand plaisir aux Espagnols et que la situation des îles Chaffarines rendait presque nécessaire que l'ambassadeur d'Angleterre à Madrid s'exprimât très nettement à ce sujet et que si vous pouviez compléter vos propositions de ce côté vous faciliteriez singulièrement votre négociation.

Je n'avais pas à me prononcer sur ce sujet et j'ai écouté le secrétaire d'Etat sans rien dire, mais je dois reconnaître qu'il est difficile de refuser aux Espagnols la frontière de la Moulouya. Je sais que nos autorités militaires veulent se réserver la côte ouest de cette rivière pour le cas éventuel où la France désirerait y élever des

fortifications, mais les autorités militaires sont insatiables et le fait qui domine en la circonstance est la situation des îles Chaffarines : il y aurait quelque chose d'excessif, d'injuste à contester à l'Espagne le droit d'exercer son action sur une côte qui regarde ses possessions. La Moulouya a toujours été considérée comme la frontière naturelle de l'Algérie ; les publications géographiques, les cartes, les tracés plus ou moins fantaisistes des zones d'influence fixent à l'estuaire...

---

### Annexe 136

MÉMEMORANDUM SECRET RELATIF À L'ACCORD ANGLO-MARO-  
CAIN DU 13 MARS 1895, REMIS PAR LORD LANSDOWNE À L'AMBAS-  
SADEUR DE FRANCE À LONDRES LE 27 AVRIL 1904

#### MEMORANDUM

In the course of the discussions between Lord Lansdowne and the French Ambassador respecting the Declaration with regard to Morocco, signed on the 8th of April, the French Ambassador drew attention to the agreement between the British and Moorish Governments of the 13th of March 1895, in which His Majesty's Government have recognized the territory in the neighbourhood of Cape Juby as belonging to Morocco on condition that no portion of it shall be alienated without their concurrence.

Lord Lansdowne assured His Excellency that His Majesty's Government have no intention of claiming for Great Britain, in consideration of that agreement, any special position or influence in the territory in question, and that they will not oppose any arrangements in regard to it, which may be found desirable in furtherance of the objects described in the Declaration.

He added that His Majesty's Government made this declaration with the less hesitation because they understood that the French Government are negotiating with the Spanish Government on the basis that this territory shall fall within the sphere of influence of Spain should the Sultan ever cease to exercise authority over it.

To such an arrangement His Majesty's Government would give their cordial approval.

Foreign Office,  
April 27th, 1904.

---

**Annexe 137****LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE  
À L'AMBASSADEUR DE FRANCE À MADRID,  
EN DATE DU 6 MAI 1904**

Au cours des négociations relatives aux derniers arrangements franco-anglais, notre ambassadeur à Londres avait, suivant mes instructions, demandé à lord Lansdowne que l'Angleterre prît l'engagement de ne pas se prévaloir contre nous d'une convention conclue en 1895 entre la Grande-Bretagne et le Gouvernement chérifien relativement à la côte marocaine entre l'oued Draa et le cap Bojador. Cet accord, dont votre ambassadeur a reçu communication sous la date du 11 avril 1895 et le n° 45, garantissait le Gouvernement britannique, en échange de l'abandon du comptoir du cap Juby, contre toute cession à une autre puissance des territoires situés au nord du cap Bojador. Après un échange de vues assez laborieux, le principal secrétaire d'Etat britannique a remis à notre ambassadeur un mémorandum aux termes duquel l'Angleterre renonce à invoquer contre nous la convention de 1895. Cette renonciation est générale et indépendante de nos projets d'arrangement avec l'Espagne. Cependant le secrétaire d'Etat a cru devoir mentionner l'éventualité d'un abandon à cette puissance des territoires visés dans le traité anglo-marocain.

---

2

**Annexe 138****LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE  
À L'AMBASSADEUR DE FRANCE À MADRID,  
EN DATE DU 10 MAI 1904**

Pour faire suite à ma lettre du 6 de ce mois, n° 42, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint en copie le texte authentique du mémorandum par lequel le Gouvernement anglais s'engage à ne pas se prévaloir contre nous des dispositions du traité qu'il a conclu avec le Maroc en 1895 relativement à la côte située entre l'oued Draa et le cap Bojador.

En remettant ce document à notre ambassadeur à Londres, lord Lansdowne s'est entretenu avec lui de la situation créée à l'Espagne par l'accord franco-anglais et des concessions que nous pourrions être amenés à faire à ce pays dans certaines régions de l'Empire chérifien.

Je crois utile de vous communiquer également ci-joint, pour votre information confidentielle, copie du rapport que M. Paul Cambon m'a adressé à ce sujet.

---

**Annexe 139****TÉLÉGRAMME DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE À MADRID  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 22 MAI 1904**

*[Déchiffrement.]*

Je me suis rendu aujourd'hui au ministère des affaires étrangères. Tout en désirant que l'instrument de l'accord soit établi aussitôt que possible, on y partage les vues de Votre Excellence sur l'importance de ménager les susceptibilités du Sultan et des populations marocaines, ainsi que sur la nécessité du secret.

Comme j'avais cru pouvoir vous l'indiquer précédemment, l'action de M. Maura a été ici prépondérante en faveur de l'accord.

---

**Annexe 140****TÉLÉGRAMME DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE FRANCE À L'AMBASSADEUR DE FRANCE À MADRID,  
EN DATE DU 7 JUIN 1904**

M. de León y Castillo m'a dit hier que son gouvernement insiste sur la nécessité de soumettre aux Cortès l'accord à rédiger. J'ai répondu en demandant comment le Gouvernement espagnol envisage l'effet de cette publication sur le Sultan et sur les populations marocaines et comment il compte faire face aux difficultés qui surgiront infailliblement, et tout d'abord dans le voisinage de ses possessions actuelles.

Il importe en effet de livrer le moins possible au hasard, qui se fait toujours la place assez large.

M. de León y Castillo a dit qu'il allait télégraphier au ministre d'Etat cette question à laquelle il n'est pas en mesure de répondre.

---

## Annexe 141

TÉLÉGRAMME DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 8 JUIN 1904*[Déchiffrement.]*

Je remercie Votre Excellence de m'avoir fait connaître l'état de nos pourparlers avec l'Espagne ; comme elle veut bien m'y inviter, je lui exposerai mes réflexions sur l'ensemble de la question après avoir reçu les documents confiés à la valise. Dès à présent, je crois devoir lui soumettre les vues suivantes :

Ainsi que le montre un rapport du comte de Saint-Aulaire dont vous recevrez prochainement copie, c'est à grand'peine qu'il a été possible d'apaiser chez le Sultan l'irritation que lui a inspirée l'accord franco-anglais. Le bon résultat obtenu à cet égard reste encore bien précaire. Pour ne pas le compromettre irrémédiablement, il serait nécessaire, quelque anodin que soit l'accord qui pourra intervenir entre nous et l'Espagne, que le moment venu et préalablement à toute publication je sois mis en mesure de faire taire à Fez les commentaires hostiles et de prévenir les froissements d'amour-propre.

Moyennant cette précaution préalable, je pense avec Votre Excellence qu'il serait possible de présenter au secrétaire sous un jour favorable la disposition excellente indiquée comme devant former l'article premier.

L'article II ne présenterait également que des avantages.

En ce qui concerne l'article III, mon télégramme n° 60 a déjà indiqué à Votre Excellence les alarmes très vives que m'inspirerait toute délimitation précise d'une zone d'intérêts espagnols (et) je me permets de lui présenter dans toute leur force les objections que j'y vois. (A suivre.)

---

## Annexe 142

TÉLÉGRAMME DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 8 JUIN 1904*[Déchiffrement.]*

Les principes inscrits dans la déclaration franco-anglaise et qui seraient reconnus par l'Espagne dans l'article II du projet nous réservent au Maroc en vue de la tranquillité de ce pays et des réformes dont il a besoin un rôle actif qui, d'après les termes employés, s'étend sans distinction de zone à tout le territoire chérifien. Nous pouvons sans porter aucune atteinte à ces principes nous prêter à ce que l'Espagne développe dans la mesure la plus large ses intérêts économiques dans telle ou telle région, notamment dans celle qui avoisine ses possessions. Mais il y a lieu de craindre que la délimitation par une ligne précise d'une zone d'intérêts espagnols n'impose (à notre) œuvre locale des obstacles insurmontables.

Si notre coopération avec le maghzen en vue des réformes à poursuivre et de la tranquillité à établir devait s'arrêter à cette ligne, il ne paraît pas douteux que le Sultan ne se refuse obstinément à l'accepter ou à la subir. Et je ne pense pas qu'il soit possible à la France et à l'Espagne d'établir autrement que par une double conquête et au prix d'un bouleversement complet du pays le double régime qu'elles auraient à instituer.

Même si la délimitation ne portait atteinte aux principes posés et si par conséquent au nord comme au sud de la ligne tracée notre action devait s'exercer indifféremment, cette ligne, dont la signification deviendrait assez obscure, ne serait-elle pas tout au moins une cause de malentendus redoutables ? En dépit de nos explications rassurantes le Sultan et le maghzen ne manqueraient pas d'y voir la ligne de partage convenu à l'avance et suivant laquelle devrait s'accomplir un jour le démembrement du pays.

Telle que la déclaration anglo-française du 8 avril l'a définie en termes si heureux, notre tâche au Maroc présente sans doute des difficultés sérieuses mais qui sont inhérentes à la nature des choses et dont la politique locale dirigée par Votre Excellence avec un succès constant doit, avec le temps, venir à bout par des moyens pacifiques. Me plaçant au point de vue de cette œuvre locale et des conditions de son avenir, je ne saurais trop appeler l'attention de Votre Excellence sur le danger que je crois voir à délimiter par une ligne précise la zone des intérêts espagnols même s'il était admis que cette ligne ne dût pas marquer une limite à notre action réformatrice et à notre tâche de police.

---

## Annexe 143

TÉLÉGRAMME DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE FRANCE AU MINISTRE DE FRANCE À TANGER,  
EN DATE DU 14 JUIN 1904

Je réponds à votre télégramme n° 90.

Veillez faire dire au maghzen par Saint-Aulaire que l'arrangement que nous pouvons être amenés à conclure avec l'Espagne visera uniquement notre situation respective telle que la définit l'accord du 8 avril et que la condition essentielle en doit être le maintien de l'intégrité du territoire marocain, la garantie contre tout morcellement, le respect et le raffermissement de l'autorité du Sultan. Je tiens à faire cette déclaration préalable au maghzen qui en trouvera la confirmation dans l'arrangement si l'arrangement est conclu.

---



## Annexe 144

TÉLÉGRAMME DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 21 JUIN 1904*[Déchiffrement.]*

Je sou mets à Votre Excellence les réflexions suivantes sur son télégramme n° 63 et sa dépêche n° 100.

Si les dispositions de l'article I et celles de l'article II sont à mon avis très satisfaisantes, c'est parce qu'elles constitueraient la reconnaissance par l'Espagne de deux principes où je vois les conditions nécessaires au succès de notre œuvre : 1) intégralité de l'Empire marocain ; 2) unité de l'action pacificatrice et réformatrice que nous réserve l'accord franco-anglais. Dès lors, les concessions (à faire) à l'Espagne pour en obtenir s'il se peut cette reconnaissance devraient être de nature à ne porter aucune atteinte aux deux principes qu'il s'agit de sauvegarder et de pratiquer. Or nous ne pouvons nous dissimuler que la délimitation d'(mot passé) Espagnol menacerait ostensiblement l'intégrité territoriale et qu'elle briserait l'unité d'action. Je ne puis m'empêcher de dire qu'une telle solution obligerait le maghzen à se refuser de toutes ses forces à nos directions et que, en outre, elle rendrait éminemment impossible le maintien de nos bonnes relations avec l'Espagne. L'Espagne possède le long de la côte du Rif quelques îlots négligeables et, sur la côte même, deux établissements militaires (d'où) elle ne peut exercer ni expansion ni influence. Les droits « imprescriptibles » qu'elle invoque ne sont que le souvenir d'une lutte acharnée et séculaire et le désir de (faire) sentir aux Maures que, de cette lutte, ils sont définitivement les vaincus. Le maghzen qui ne (s'y) trompe pas (déteste l'Espagne) mais sans la (redouter) parce qu'il la sait impuissante. Par suite la seule idée d'un accord entre nous et l'Espagne est propre à exciter chez lui des défiances que Votre Excellence voit déjà se produire et qu'elle se préoccupe d'apaiser. Dans ces conditions c'est bien prendre en particulière considération, comme nous l'avons promis, les intérêts de l'Espagne au Maroc, que de lui réserver des satisfactions d'ordre économique de la nature de celles qu'envisageait mon télégramme n° 60. (Je ne pense pas) que nous puissions sans trop de dangers, aller jusqu'à délimiter la sphère d'intérêts ainsi constituée. (A suivre.)

---

## Annexe 145

TÉLÉGRAMME DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 21 JUIN 1904 (*SUITE*)

[*Déchiffrement.*]

Sans doute, pour réconcilier le Sultan avec l'idée d'un accord franco-espagnol, lui dire que la condition essentielle de cet accord doit être le maintien de l'intégrité du (territoire) marocain, la garantie contre tout morcellement, le raffermissement de son autorité souveraine. Mais pouvons-nous en même temps ruiner à ses yeux ces principes par l'interprétation de fait que nous y donnerions ? Pouvons-nous réserver de déléguer à ses pires ennemis, sur une importante portion de son Empire, portion délimitée en dehors de lui, l'exercice plus ou moins complet d'un mandat qu'il est encore bien éloigné de vouloir nous reconnaître à nous-mêmes ? Loin de désarmer ses résistances, une telle perspective paraît de nature à le raidir contre nous dans une attitude d'hostilité déterminée.

Si on admet pourtant contre toute vraisemblance que, dans ces conditions, le Sultan ne repoussera pas de parti pris nos conseils, nous aurons à lui faire créer, avec notre concours, divers services généraux (armée, gardes-côtes, contrôle administratif) où devront entrer quelques éléments français et des éléments algériens en plus grand nombre.

L'action de ces organismes s'arrêtera-t-elle à la ligne de démarcation ? Si oui, c'est le futur démembrement qui se dessine. C'est pour notre empire africain le dangereux voisinage d'une région vouée au désordre, où l'Espagne excitera le fanatisme musulman contre elle-même et contre la France ; où, incapable d'assumer la protection des intérêts étrangers, elle justifiera bientôt, par son impuissance, des interventions redoutables pour nous, auxquelles nous pouvons, aujourd'hui, avec le consentement général, fermer définitivement la porte. C'est aussi, dans notre zone même, l'avortement inévitable de notre œuvre réformatrice dont, par exemple, le service des gardes-côtes, conditions nécessaire de la pacification, est condamné à être partout inefficace si, hormis Ceuta et Melilla, qui motiveront des précautions spéciales, il ne s'exerce pas, par nos soins, sur toutes les côtes du Maroc.

Notre action dépassera-t-elle au contraire la ligne tracée ? Il le faudra bien. Mais alors pourquoi cette ligne qui, toujours odieuse au maghzen comme présage de morcellement, ne sera plus entre nous et l'Espagne qu'une cause de malentendus ? Faudra-t-il qu'au-delà de la ligne notre action s'exerce par l'intermédiaire d'agents espagnols ? Mais les Espagnols ne disposent pas comme nous d'auxiliaires musulmans ; à peine ont-ils quelques interprètes parlant un peu l'arabe. Même si le Sultan les acceptait dans une administration chérifienne, ils ne sauraient jamais obtenir l'obéissance des Marocains. Surtout, ils ne sauraient pas, et pour cause, contribuer utilement à des réformes. ..., force nous serait d'employer surtout des Français et des Algériens, même au-delà de la ligne adoptée. Mais leur action y serait considérée comme un empiètement. Nous aurions créé entre nous et l'Espagne une cause permanente de conflit sans cesse renaissant.

Dans l'une comme dans l'autre de ces hypothèses, il y a lieu de craindre que toute délimitation de zone incompatible avec le succès de l'œuvre pacificatrice définie dans la déclaration de Londres ne nous réduise à la nécessité d'accomplir la conquête du Maroc et cela au risque de faire entrer en vigueur les dispositions secrètes qui nous évinceraient de la côte septentrionale, et d'arriver ainsi par la guerre à un résultat final beaucoup moins satisfaisant que celui où il nous est permis d'atteindre par la paix. (A suivre.)

---

#### Annexe 146

#### LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES DE FRANCE À L'AMBASSADEUR DE FRANCE À TANGER

Je réponds à vos télégrammes 104, 104 *bis* et 104 *ter*.

Il ne vous a sans doute pas échappé que les articles de la convention secrète du 8 avril stipulent qu'en exécution de l'article 8 de la déclaration du même jour une part doit être faite à l'Espagne, dont l'Espagne ne pourra prendre possession que dans le cas où l'Etat politique du Maroc et le Gouvernement chérifien ne pourraient plus subsister. Il en résulte forcément une délimitation. Mais cette délimitation, dont vous redoutez l'effet en ce moment, doit demeurer secrète comme l'arrangement lui-même, tant que, d'un commun accord, les deux gouvernements n'en auront décidé la publication. Cela est formellement convenu et fera l'objet d'une clause de l'arrangement, dont la réalisation, d'ailleurs, en ce qui touche la partie réservée à l'influence espagnole, ne peut même être prévue aujourd'hui. Jusque-là l'autorité politique et administrative du Sultan sur tout l'Empire s'exercera pleinement sans notre influence. Seules les entreprises d'ordre économique peuvent être exploitées par les sociétés franco-espagnoles.

Les deux gouvernements se borneront à publier une déclaration qui pourrait être ainsi conçue :

« Communication ayant été faite par le Gouvernement de la République française au Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne de la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Egypte, les deux gouvernements, après avoir d'un commun accord déterminé la nature et l'étendue des intérêts qui résultent pour la France de ses possessions algériennes et pour l'Espagne de ses possessions sur la côte du Maroc, déclarent que, fermement attachés à l'intégrité de l'Empire marocain sous la souveraineté du Sultan, ils ne se prêteront à aucun morcellement de son territoire. »

DELCASSÉ.

---

## Annexe 147

TÉLÉGRAMME DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE FRANCE AU MINISTRE DE FRANCE À TANGER,  
EN DATE DU 6 OCTOBRE 1904

L'accord franco-espagnol prévu dans la déclaration franco-anglaise du 8 avril dernier est conclu. Il consiste dans la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne s'étant mis d'accord pour fixer l'étendue des droits et la garantie des intérêts qui résultent pour la France de ses possessions algériennes et pour l'Espagne de ses possessions sur la côte du Maroc, et le Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne ayant en conséquence donné son adhésion à la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Egypte, dont communication lui avait été faite par le Gouvernement de la République française,

Déclarent qu'ils demeurent fermement attachés à l'intégrité de l'Empire marocain sous la souveraineté du Sultan. »

Veuillez notifier sans retard cette déclaration au ministre des affaires étrangères du Sultan pour que le Gouvernement chérifien en ait connaissance par nos soins.

Il se rendra compte qu'en signant avec l'Espagne un accord ainsi conçu, nous nous sommes préoccupés avant tout d'engager solennellement dans les mêmes promesses que nous-mêmes, quant au respect de la souveraineté chérifienne et de l'intégrité territoriale du Maroc, la puissance qui possède plusieurs établissements militaires sur la côte septentrionale de ce pays.

Vous voudrez bien faire donner à Ben Sliman, par l'entremise de M. Gaillard, des indications verbales dans ce sens. Elles préviendront les incertitudes que pourraient faire naître chez les membres du maghzen les rumeurs contradictoires répandues par la presse et qui ne sauraient avoir aucune valeur. Notre agent devra ajouter que nous verrons avec une vive satisfaction le maghzen travailler activement à consolider son autorité partout, notamment dans le nord de l'Empire où notre aide lui demeure acquise à cet effet dans toute la mesure où il jugera utile d'y recourir. M. Saint-René Taillandier sera d'ailleurs en mesure, au cours de sa prochaine mission à Fez, de compléter ces assurances à la satisfaction du Gouvernement chérifien.

---

## Annexe 148

LETTRE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE À MADRID  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 22 NOVEMBRE 1904

Dans son numéro du 19 de ce mois, *La España* a publié un important article dans lequel elle a rendu hommage à l'esprit de modération qui préside à la politique extérieure de la France et à l'attitude de votre excellence qui est une garantie de paix pour le monde.

A ce propos et tout naturellement, l'auteur de l'article cite comme exemple de la prudence de notre gouvernement l'arrangement qu'il a fait avec l'Espagne au sujet du Maroc, arrangement dont il attribue tout l'honneur à la hautaine pression de l'Angleterre sur la France.

J'ai souvent admiré dans le passé comme l'Angleterre par le moyen de sa presse sait agir sur l'esprit public et se donner le bénéfice des événements qu'elle a tout fait pour contrarier. Sans rappeler l'exemple de l'Italie, convaincue aujourd'hui qu'elle doit plus à la politique de lord Palmerston qu'aux soldats de Solferino, j'ai été témoin de la volte-face de l'Angleterre lors de la guerre des Etats-Unis contre l'Espagne, et des polémiques sans scrupule que sa presse a entretenues contre la presse allemande pour persuader les Etats-Unis qu'elle les avait seule soutenus, contre l'Europe prête à se coaliser.

Il en va de même aujourd'hui : l'Angleterre s'est plutôt détachée des intérêts de l'Espagne au Maroc et si celle-ci est étonnée de la place qui lui est laissée, elle devrait savoir qu'elle le doit à la générosité de la France et à la largeur de vues de Votre Excellence, plus préoccupée de la solidité de son œuvre dans l'avenir que de l'éclat d'un succès sans partage dans le présent.

Or, quelque bons que soient actuellement nos rapports avec la Grande-Bretagne, il n'en est pas moins vrai qu'elle continue ici, passez-moi la vulgarité de l'expression, de pousser sa pointe, et si comme on le dit le roi d'Espagne épouse la fille du duc de Connaught, tout cela fera une sorte d'ensemble et, sans qu'on le veuille, entraînera un peu l'Espagne dans les voies où le Portugal est engagé depuis tant d'années.

L'article de *La España* n'a d'importance que parce qu'il est publié dans le seul journal avec lequel M. Maura ait quelques rapports. Or ses assertions sont radicalement inexactes. Je crois devoir les signaler à Votre Excellence. Elle jugera, si sans manquer à des engagements plus ou moins soupçonnés, il ne serait pas à propos de ne pas laisser trop s'accréditer des erreurs aussi dommageables à notre situation en Espagne.

---

**Annexe 149**

<sup>1</sup>  
**TÉLÉGRAMME DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'AOF  
AU MINISTRE DES COLONIES DE FRANCE,  
EN DATE DU 2 JANVIER 1906**

2. De communications diverses qui me sont adressées, il résulte que Ould Aïda, émir Adrar, serait parti du Tagart avec trois cents chameaux porteurs, se rendant cap Juby chercher armes et munitions données par Sultan Maroc.

Cette information confirme mes communications précédentes relatives à l'action du Gouvernement chérifien dans troubles Mauritanie.

---

## Annexe 150

TÉLÉGRAMME DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 17 SEPTEMBRE 1906*[Déchiffrement.]*

Sauf au cas où nous serions résolus à appliquer sans délai les sanctions nécessaires, je ne pense pas qu'il y ait intérêt à saisir cette occasion pour appeler l'attention du maghzen sur l'ensemble de nos griefs contre Ma el Haïnin tels qu'ils sont indiqués dans diverses communications du gouvernement de l'Afrique occidentale, notamment dans celles qui ont été transmises à cette légation le 5 juillet 1905 (n° 267) et le 6 mars dernier (n° 63). Ce n'est pas que ces griefs ne soient très (fondés). Ils deviennent même chaque jour plus sérieux. Nul doute en effet qu'il n'y ait partie liée entre le maghzen et Ma el Haïnin pour entraver nos progrès en Mauritanie, et il est à craindre que cette entente ne nous expose à de pénibles surprises. Mais dans les dispositions où se trouve actuellement le Gouvernement marocain, nos avertissements, s'ils ne revêtent pas la forme d'une sommation catégorique, dévoileront à ses yeux des visées sur la région dont il s'agit et notre impuissance momentanée à les réaliser. Nous devons donc nous attendre à le voir redoubler d'activité pour y faire acte d'autorité et nous y mettre en présence de faits accomplis. De même, toute action destinée à miner l'influence de Ma el Haïnin ou à nous la concilier serait sans doute dangereuse, si elle n'est décisive, car elle risquerait d'accroître l'intimité de ce personnage et du Gouvernement chérifien.

J'ajouterai que si nous jugions le moment venu de procéder à une action en ce sens, on ne voit pas actuellement sur quoi le maghzen se fonderait pour nous en contester le droit. Ses tentatives pour établir son autorité dans la région de la Saguia n'ont encore pris aucune consistance. Il est à noter que Ma el Haïnin est reçu à Fès non comme un chef indigène, mais avec le cérémonial réservé aux personnages étrangers ; d'ailleurs, nous trouverions, ce me semble, un argument péremptoire en notre faveur dans la clause des accords franco-marocains qui nous attribue, sans restrictions, le droit d'établir notre autorité dans le Sahara et oblige le Gouvernement marocain à nous y aider de tout son pouvoir (article 1, paragraphe 2, de l'accord complémentaire du protocole du 20 juillet 1901). Les territoires où, avec le concours du maghzen, Ma el Haïnin intrigue contre nous sont considérés comme une partie du Sahara.

L'extension de notre influence dans le Sahara occidental devant inévitablement nous entraîner à agir dans ces régions, nous aurons tout intérêt à y exercer nos droits avant que la connivence des chefs locaux et du maghzen ne nous y mette aux prises avec une nouvelle question du Touat.

---

**Annexe 151****LETTRE DU MINISTRE DES COLONIES DE FRANCE  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 7 JANVIER 1907**

Par câblogramme du 2 janvier courant, dont copie vous a été adressée, M. le gouverneur général p. i. de l'Afrique occidentale française a transmis à mon département divers renseignements qui viennent de lui parvenir et d'après lesquels Ould Aïda, émir de l'Adrar, serait parti du Tagant avec trois cents chameaux porteurs, se rendant au cap Juby pour y chercher les armes et les munitions envoyées par le sultan du Maroc.

Me référant à mes précédentes communications relatives à l'action du Gouvernement chérifien dans nos possessions de l'Ouest africain, j'ai l'honneur de vous signaler tout particulièrement ces informations qui démontrent une fois de plus combien serait nécessaire une intervention efficace auprès du sultan du Maroc.

---



## Annexe 152

LETTRE DU MINISTRE DES COLONIES DE FRANCE  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 7 JANVIER 1907

Me référant à mes diverses communications relatives aux agissements du Maroc dans nos possessions de l'Afrique occidentale française, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un extrait d'un rapport de M. le gouverneur général de l'Afrique occidentale française sur la situation politique du Haut-Sénégal et Niger pendant le deuxième trimestre 1906.

Ce document a trait à la présence constatée dans l'Adrar d'un émissaire du sultan du Maroc.

*(Extrait du rapport.)*

Voici les renseignements les plus précis qui ont pu être recueillis à ce sujet : Sidi Ould Banaï, oncle du chef des Sidi Mahmoud, accompagné de Sidi Moktar Ould Mohamed, Ould Semid Ahmed, cousin du chef des Jasnîch Cherahit, et de Ould Ahmed Taleb, neveu du frère de Sidi Moktar, seraient allés ensemble ou séparément dans le courant de l'année dernière auprès de cheik Ma el Aïnin dans la Saguïet el Hamra. Sidi Ould Banaï et les cinquante Maures de sa suite en seraient revenus à la fin de juin, armés de fusils perfectionnés qui leur auraient été donnés par ce représentant du Sultan, par l'intermédiaire de cheik Ma el Aïnin.

L'administrateur de Nioro a eu l'occasion de voir l'oncle de Taleb Djidou, chef d'une fraction des Lachlal qui venait directement de Chinguït fin juin et y était resté trente-six jours. Il racontait que Ould Moulaye Ismaïl, on l'appelle aussi khalifa (qui gouverne pour le Sultan), était venu d'Atar à Chinguït huit jours après son arrivée dans cette ville. C'est, dit-il, un homme de taille moyenne ayant de gros os, mais assez maigre, âgé environ de cinquante-cinq à soixante ans. Il a su que cet homme était accompagné du fils de cheik Ma el Aïnin et de Ould Ahmet Ould Aïda, chef des Oulad Yayia Bou Othman qui est considéré comme le chef de l'Adrar. Il déclare que la suite de Moulaye Ismaïl comprend vingt-six personnes, parmi lesquelles des marabouts, il a vu « deux Marocains blancs », et tous les autres, dit-il, sont des gens du Sultan. Il a demandé à plusieurs de ces personnes ce que pensait faire leur maître, et il lui a été répondu qu'il venait pacifier le pays et le gouverner, qu'il irait trouver les Français pour montrer ses droits de propriété et revendiquer le pays jusqu'au fleuve.

Ledit Moulaye Ismaïl aurait commencé à faire preuve de son autorité en ordonnant aux incorrigibles pillards que sont les Regueibat et les Oulad Bou Sbah de vivre désormais en paix. Mais il est à croire que ses ordres ne se transmettent pas très vite, l'auteur de ces renseignements fut pillé par un parti de Regueibat avant d'arriver à Nioro.

Ainsi donc la présence de cet envoyé du Sultan dans l'Adrar paraît certaine ; il y aurait été introduit et présenté par cheik Ma el Aïnin.

Ses agissements sont surveillés par nos agents politiques que ceux des tribus maures qui lui ont envoyé des représentants, notamment les Sidi Mahmoud.

---

## Annexe 153

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 8 JANVIER 1907

Je n'ai pas manqué de signaler à notre consul à Fès les faits mentionnés dans les dépêches de votre excellence n<sup>os</sup> 273 et 288 des 27 novembre et 4 décembre derniers, relatives à la responsabilité du maghzen dans les événements de Mauritanie et j'ai invité M. Gaillard à protester énergiquement auprès du Gouvernement marocain contre une complicité inadmissible avec nos adversaires dans le sud. J'ai également fait connaître à notre représentant à Fès les faits contenus dans la dépêche n<sup>o</sup> 324 et je l'ai prié de provoquer de la part de Ben Sliman une répudiation formelle des relations du maghzen avec des agitateurs hostiles à notre influence dans les régions qui nous sont reconnues par les traités. Par contre, j'ai cru préférable de ne pas mettre en cause dans nos réclamations Moulay Hafid, qui paraît désirer se rapprocher de nous et dont il serait peut-être possible d'acquérir le concours. J'ai fait connaître mes vues à Votre Excellence au sujet de ce personnage dans ma dépêche n<sup>o</sup> 1 du 2 janvier courant.

Conformément aux instructions du département, je ferai connaître directement à M. le ministre des colonies en même temps qu'à Votre Excellence la réponse de M. Gaillard dès qu'elle me sera parvenue. J'avise aujourd'hui même M. Millès-Lacroix des instructions que j'ai envoyées à notre consul à Fès.

---

## Annexe 154

TÉLÉGRAMME DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 16 JANVIER 1907

[Déchiffrement.]

Notre agent à Larache me fait savoir que le maghzen doit faire parvenir par la première occasion à Mogador des armes et des munitions destinées au cheik Ma el Aïnin.

J'invite M. Jeannier à me renseigner dès l'arrivée de ces armes à Mogador sur la destination qui leur aura été donnée.

---

## Annexe 155

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 22 JANVIER 1907

*Le Temps* du 19 janvier a publié dans ses « Dernières nouvelles » une information sur la marche du colonel Michard contre le chérif Moulay Idriss et sur les résultats obtenus par la présence de nos troupes dans la région de Tagant.

Je serais très obligé à Votre Excellence de me communiquer les renseignements que lui fera parvenir sur cette affaire M. le ministre des colonies. Il serait à désirer en effet qu'un coup très ferme fût porté par les autorités françaises en Mauritanie aux tribus qui sollicitent ou acceptent les conseils d'émissaires marocains plus ou moins autorisés. La capture de Ma el Aïnin ou de Moulay Idriss, si elle était possible, aurait à Fès la répercussion la plus heureuse pour nos intérêts.

---

## Annexe 156

LETTRE DU CONSUL DE FRANCE À FÈS AU MINISTRE DE FRANCE  
À TANGER, EN DATE DU 24 FÉVRIER 1907

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 12 de ce mois, relative au vapeur allemand *Faro* qui a embarqué à Larache un chargement de fusils et cartouches envoyés à Ma el Aïnin par les Oumana de cette ville.

Conformément à vos instructions, j'ai signalé cette expédition au ministre chérifien des affaires étrangères en lui faisant remarquer la contradiction qui existe entre l'attitude du maghzen à l'égard de Ma el Aïnin et le désir de bonne entente entre les deux pays que vous a exposé Ben Djelloun.

J'ai saisi cette occasion pour insister de nouveau auprès de Si Abdelkerim sur l'obligation dans laquelle se trouve le Gouvernement chérifien de répudier sincèrement toute complicité avec nos ennemis de la Mauritanie et lui demander la réponse officielle qu'il m'avait promise à la suite de notre entretien du 18 janvier, ainsi que je vous en rendis compte par une lettre datée du lendemain ; il me dit « que le conseil des vizirs s'occupait toujours de la question ». Comme depuis un mois il me fait toujours cette réponse dérisoire, il me paraît évident que le maghzen n'entend pas modifier la nature de ses relations avec Ma el Aïnin et cherche à éviter d'avoir à faire, sur ce point, une déclaration catégorique.

La conversation avec le ministre chérifien des affaires étrangères dont je vous ai rendu compte par lettre du 19 janvier ne laisse d'ailleurs aucun doute sur le caractère officiel de la mission de Moulay Idriss et sur l'appui matériel et moral que le maghzen entend fournir à nos ennemis de la Mauritanie.

---

## Annexe 157

LETTRE DU MINISTRE DES COLONIES DE FRANCE  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 13 MARS 1907

Par une précédente communication en date du 5 mars courant (n° 82), j'ai eu l'honneur de signaler à votre attention la nature toute spéciale des troubles qu'avait déterminés dans le Sahara mauritanien la présence d'un envoyé du sultan du Maroc. La qualité officielle de Mouley Idriss lui avait permis d'exercer sur les tribus maures, autant qu'il était possible de l'établir, l'ascendant moral propre à triompher de leurs habituelles dissensions et à les grouper dans un sentiment commun d'hostilité contre nous. Il y avait loin, en réalité, selon moi de ce rôle actif à la mission d'enquête plus ou moins officieuse dont, d'après les représentants du maghzen, il aurait été chargé en vue des négociations futures avec le Gouvernement français.

Par lettre du 28 février dernier, M. le gouverneur général de l'Afrique occidentale française vient de m'entretenir du même sujet dans les termes suivants :

« Des déclarations faites par Si Abdelkerim Ben Sliman à notre consul à Fès, il résulterait que le chérif Mouley Idriss avait été chargé d'aller reconnaître la situation politique des tribus mauritaniennes, son enquête devant permettre au maghzen d'entamer avec notre gouvernement des négociations en vue de délimiter les zones d'influence respective des deux pays.

Dans la réalité la mission de Mouley Idriss n'a jamais eu, aux yeux des chefs maures, ce caractère pacifique. Une lettre du cheik Amejad à cheik Sidia était significative à cet égard. Je vous adresse aujourd'hui, sous ce pli, la traduction de quatre documents à la lecture desquels il ressort que les chefs maures n'ont jamais considéré Mouley Idriss comme un envoyé diplomatique, mais comme un chef chargé par le Sultan de grouper autour de lui les musulmans et de coordonner leurs efforts contre nous. Les dissensions qui séparent si profondément les tribus maures rendaient cette tâche très difficile et si Mouley Idriss y a réussi un moment, c'est en raison du caractère officiel dont il était revêtu et de l'autorité politique et religieuse du sultan du Maroc dont il se disait et dont il était réellement l'envoyé.

Ainsi que je vous l'ai déjà fait connaître, l'autorité morale et le prestige du sultan du Maroc peuvent seuls, en l'état actuel, grouper contre nous les tribus maures. Il y aurait par suite le plus grand intérêt à convaincre les populations mauritaniennes que le Gouvernement chérifien n'a jamais eu une pareille intention et que le chérif Mouley Idriss a agi de son propre mouvement et sans y être en aucune manière autorisé par lui, que les rapports amicaux qu'entretient la France avec le Maroc ne permettent pas de supposer que le Sultan approuve jamais des tentations semblables à celles du chérif et que tout agitateur qui se dira envoyé par lui fera abus de son nom.

Il serait à désirer que notre représentant au Maroc pût obtenir du maghzen une déclaration de cette nature. Répandue dans la population par l'intermédiaire de chefs religieux d'autorité incontestée et notamment de cheik Sidia, elle rassurerait les tribus maraboutiques qui, en général, comprennent les bienfaits qu'elles sont appelées à retirer de notre établissement

et convaincrail les tribus guerrières que, si elles entrent en lutte avec nous, elles ne pourront compter sur aucun appui extérieur. »

Je ne doute pas que la diffusion d'une telle déclaration, si toutefois il est possible à notre diplomatie de l'obtenir, ne contribue très utilement à la pacification du pays.

Je m'associe entièrement au desideratum exprimé par M. le gouverneur général de l'Afrique occidentale française et j'insiste tout particulièrement auprès de vous pour qu'une démarche dans le sens indiqué par lui soit faite, si vous en jugez la possibilité, auprès du maghzen.

Vous trouverez, ci-inclus, copie des quatre pièces annexées à la communication de M. Roume.

*Post-scriptum.* Au moment de clore cette lettre, je reçois un télégramme de M. Roume en date du 11 mars, télégramme dont j'ai eu l'honneur de vous communiquer tout aussitôt le texte, et concernant l'envoi d'armes destiné à Ma el Aïnin, que votre lettre du 14 février avait signalé à mon département. Ainsi que vous aurez pu le voir, M. Roume insiste pour que le Gouvernement marocain s'oppose à la délivrance de ces armes à Ma el Aïnin conformément à l'acte d'Algésiras, si l'on ne veut exposer le gouvernement général de l'Afrique occidentale française à une aggravation importante de ses charges militaires. Je me vois dans l'obligation, en ce qui me concerne, de dégager la responsabilité de mon département au point de vue des conséquences que l'appui moral et matériel ainsi donné par le Gouvernement chérifien à Ma el Aïnin, s'il n'est pas immédiatement paralysé, peut avoir pour la sécurité de nos possessions de l'Afrique occidentale.

#### *Annexes*

Louange à Dieu qui a fait que la plume remplace la jambe pour parler de vive voix. Salutations sublimes et brillantes.

De la part d'Ousman Oould Bakar, Oould Souaïd Ahmed Cheik Sidia (que Dieu le préserve de tout malheur).

La lettre a pour but de te faire savoir que je conserve l'amitié et l'affection qui ont toujours existé entre nous.

Qu'il soit dans ton honorable connaissance que tous les musulmans se sont groupés auprès du khalifa Moulay Idriss représentant et cousin de Moulaye Abdul Aziz (empereur sultan du Maroc).

Les Edouaïch, les Ahel Sidi Mahmoud, Laglal, Medehouf, Tadjakant, Idaouali, Tortoz, Messouma, Taghat, Idei-Roussat, etc., se sont tous entendus avec les Oulad N'ahia Ben Oustman.

Aujourd'hui il faut qu'une ambassade vienne de chez toi pour prêter serment au descendant de Moulaye Ismaïl et que l'avis de tous les musulmans soit le même. Rien autre que cela n'est pas digne de toi.

Ecrit sous la dictée d'Ousman Oould Soueïd Ahmed, le 2 du mois de Chaoual 1324 de l'hégire.

Saint-Louis, le 16 février 1907.

*Pour traduction conforme, l'interprète principal,*

(Signé) BOU EL MOGDAD.

*Pour copie conforme, le chef adjoint du cabinet,*

(Signé) GIRAUD.

Louange à Dieu.

De la part d'Ahmadou Oould Sidi Ely à Ould Ahmet Saloum Ould Brahim Saloum salutations honorables et complètes.

Le but de la lettre est de te faire savoir que je suis ton frère, ton père et même ta mère.

Nous sommes en paix et souhaitons qu'il soit de même pour vous.

Je t'avais déjà fait dire par Ould Brahim Ould Sei combien je m'intéressais à toi et combien notre affection était grande pour toi.

Aujourd'hui sache bien que tu es mon parent le plus proche, seulement je voudrais que tu te trouves dans un même pays que moi pour que tout le monde connaisse et constate notre parenté.

Tu te trouves dans un pays où il ne nous est pas possible de nous montrer parents sans cela nous l'aurions fait pour que les agents éloignés et ceux qui sont près sachent que nous sommes parents.

Maintenant, je voudrais que tu prennes des dispositions avec les chrétiens afin que tu puisses être avec moi dans un même pays.

La meilleure des paroles est la plus courte et la plus profitable et le meilleur des actes est celui que l'on commence (bien) et que l'on termine (bien).

Ecrit par un Tadjakant sous la dictée d'Ahmedou, Ould Sidi Ely.

P.-S. Garimi, mère de Fatma, Ould Assas et moi saluons Fatma. Dis-lui que nous sommes tels qu'elle le désire.

Elle a dû apprendre qu'Ould Assas était blessé mais grâce à Dieu sa blessure est légère et il est même guéri.

Etant là où elle se trouve, Fatma est comme si elle était chez nous, sans cela nous lui aurions envoyé quelqu'un pour nous l'amener.

Qu'elle sache que nous sommes en paix, que nous avons toujours de ses nouvelles.

Ecrit par le même écrivain.

Saint-Louis, le 16 février 1907.

*Pour traduction conforme,  
l'interprète principal,  
(Signé) BOU EL MOGDAD.*

*Pour copie conforme,  
le chef adjoint du cabinet,  
(Signé) GIRAUD.*

Louange à Dieu.

De la part d'Ousman Bakar Oould Soueld à son frère qui est en même temps son fils, Ahmet Saleum Oould Birahim Seuleim.

Salutations honorables et complètes.

La lettre a pour but de te faire savoir que je te considère comme un enfant obéissant et soumis à son père. Il ne faut pas imaginer qu'on puisse t'égaliser auprès de moi.

Je voudrais que tu sois avec moi dans un même pays où nous pourrions avoir les mêmes sentiments pour aimer et haïr.

Il faut que tu emploies un moyen quelconque pour sortir du pays des chrétiens. Ton corps et le mien ne sont qu'un seul et même corps et quand une douleur en atteint une partie, nous en souffrons tous deux.

Maintenant tous les Arabes suivant la religion musulmane et ayant de l'amour-propre se sont alliés contre les chrétiens, et puisque tu en es un, je ne puis être content que lorsque tu te mettras avec eux.

Il faut te dépêcher et faire vite.

Écrit par un Tadjakant sous la dictée d'Ousman Oould Bakar.

Saint-Louis, le 16 février 1907.

*Pour traduction conforme,  
l'interprète principal,  
(Signé) BOU EL MOGDAD.*

*Pour copie conforme,  
Le chef adjoint du cabinet,  
(Signé) GIRAUD.*

Louange à Dieu qui sait maintenir la vérité et annuler le mensonge (c'est-à-dire, qui défend les causes justes et combat celles qui sont injustes), Dieu qui prive de toute raison ceux qui font la guerre ainsi qu'à son envoyé (Mahomet).

Que le salut soit sur Notre Seigneur qui a su diriger sur le chemin droit les peuples qui étaient injustes ; que le salut soit aussi sur ses compagnons et sur ceux de sa famille qui en exterminant après lui les armées des infidèles penchant toujours au mal et à l'injustice ont soutenu la cause de la pure religion qui n'a cessé de briller jusqu'à présent.

Salutations aussi brillantes que le soleil et la lune aussi douces que le meilleur vin et enfin qui n'ont point d'égales ni de pareilles.

De la part de Mohamed el Moktar Ould et Hamed (que Dieu ne donne à ses ennemis l'occasion de se réjouir et qu'il lui accorde une longue vie).

Au cheik très savant, célèbre, expérimenté, et doué d'un esprit vif connu de tous par sa bonne réputation, son nom élevé et sa noblesse héréditaire, cheik Sidia Ben Cheik Sidi Mouhammed (que Dieu lui accorde une longue vie et répande sur nous ses bénédictions).

L'homme dont les faveurs se répandent sur le monde.

Je viens te faire connaître que les troupes du khalifa Moulay Idriss, représentant du sultan du Maroc (que par sa force Dieu remplisse les déserts et les habitations d'habitants), sont arrivées jusqu'à chemin avec l'intention de faire des fortifications, soit à Kçar el Barka, soit à El Henouck ou à Moudjéria, mais le choix du chérif ne s'est pas encore porté définitivement sur aucun point.

Cette fortification a pour but de démolir celles que les Français ont faites ou auront à faire.

L'armée du chérif est composée de groupes de musulmans appartenant à des tribus différentes et commandées par des chefs célèbres.

Ces tribus sont les suivantes :

1) Laghial, y compris leurs alliés, les vassaux et les chefs qui sont Ben Abd Rahmane Kahalifa, Ben Baba, Ahmed Laghdaf Ben Cheik Ben el Djoud, Sidi el Edjaïd Ben el Ghoulas, Ben Khatra Ben Abdallah, Ouba Bouma Ben Hanoui, Djidou Ben Abdi Ben Edjaïd et Sidében Benel accompagnés de plus de deux cent cinquante hommes de leurs sujets et de leurs parents.

2) Machdouf ayant en tête Ben Lenhaïmid accompagnés des principaux notables de sa tribu.

3) Les Tinaouadjjou sous les ordres des fils de Mouhamed Sakhir.

4) Les Chorfa commandés par Eëidane Ben Ali Arbi accompagnés de ses cousins les fils de Didi et de Mouhammed el Arbi.

5) Les Oulad Bou Sba (fraction des Ahel Sidi Abdallah) commandés par Ben el Nourakchi el Habib Ould Semoni et leur cousin.

6) Les gens de l'Adrar sans exception y compris les pillards, les honnêtes gens, les nomades, les sédentaires, les Idou Ali et les Smacides.

Tout ce monde a prêté serment au chérif et se mettant à son entière disposition en s'abritant sous l'ombre de son étendard et en consentant même d'être sous ses souliers.

Maintenant occupe-toi sérieusement de ton affaire et prépare-toi en t'adressant à Dieu qui seul pourra te délivrer. Tu agiras en montrant beaucoup de familiarité et d'affection pour cacher ton stratagème et ton arrière-pensée. Dans toutes mes affaires, je ne compte sur aucun autre appui que le tien, toute autre personne que toi ne pèse pour moi l'aile d'un moustique et ne peut être d'une utilité égale à la tienne.

La seule chose qui m'avait déterminé à faire ma soumission aux Français était l'espoir de t'avoir un jour ou l'autre pour que nous examinions la situation ensemble et arrangions nos affaires.

Tu es mon frère et nous devons marcher ensemble. Dieu assiste toujours les frères quand ils veulent s'aider entre eux. Tant que je serai vivant, je serai toujours à ta disposition.

Je te prévien que j'ai prêté serment au Magnanime, à l'illustre chérif. Puisse par nos efforts à nous deux et par ton concours Dieu faire triompher l'Islam.

Sois d'une résolution ferme et agis avec prudence pour ta délivrance.

S'il t'est possible de prévenir le cheik Mamadou Bamba, fais-le pour qu'il se débarrasse de soucis.

Il faut que tu te dépêches et que tu prennes vite tes résolutions car le drapeau des infidèles s'est élevé au-dessus de celui des musulmans de sorte que le sort se montre en faveur des méchants et que la religion fondée par les meilleures créatures n'est point saluée par personne.

En tout cas, ne publie rien et sois discret jusqu'à ce que l'occasion à saisir se présente.

Que le salut et les bénédictions de Dieu soient sur vous tant que le ciel durera.

Ecrit par Mohammed Ben Yahna sous la dictée de Mohammed el Mouktar.

Saint-Louis, le 18 février.

*Pour traduction conforme,  
l'interprète principal,  
(Signé) BOU EL MOGDAD.*

*Pour copie conforme,  
Le chef adjoint du cabinet,  
(Signé) GIRAUD.*

---



## Annexe 158

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE  
AU MINISTRE DES COLONIES DE FRANCE,  
EN DATE DU 21 MARS 1907

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 19 de ce mois relative aux affaires de Mauritanie.

Les appréciations du gouverneur général de l'Afrique occidentale sur le caractère de la mission du chérif Moulay Idriss répondent exactement à la réalité et c'est en ce sens que se sont exprimés déjà nos agents au Maroc lorsqu'ils ont formulé auprès du maghzen la protestation rapportée dans mes lettres du 21 janvier et 16 mars. D'autre part, je vous ai fait connaître à plusieurs reprises, notamment aux dates du 27 novembre, du 13 février et du 16 de ce mois que les dispositions du tabor à l'égard de la France ne nous permettaient point d'attendre aucun résultat utile de nos réclamations.

En définitive, nous ne pouvons compter que sur notre action propre pour la solution des difficultés que nous rencontrons en Mauritanie. Il est vraisemblable que les armes destinées à Ma el Aïnin seront débarquées au cap Juby. Si vous croyez devoir proposer à M. le ministre de la marine d'envoyer un bâtiment de guerre sur ce point, j'appuierai volontiers votre suggestion, mais sous la réserve que cette croisière aura essentiellement une mission de surveillance, qu'elle n'arrêtera ni ne visitera aucun bâtiment portant le pavillon européen et qu'elle ne pourra saisir que la contrebande d'armes transportée par des bâtiments marocains.

J'ajoute que je transmets à notre représentant au Maroc votre lettre et les documents qui y étaient annexés. Il y aurait intérêt à ce que notre consul à Fès eût en main non point seulement les traductions mais les copies des lettres arabes communiquées à M. le gouverneur général de l'Afrique occidentale.

---

## Annexe 159

LETTRE DU MINISTRE DES COLONIES DE FRANCE  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 28 MARS 1907

Vous avez bien voulu me faire connaître à la date du 21 courant et sous le n° 108 (direction des affaires politiques) que malgré nos certitudes sur la responsabilité du Gouvernement chérifien dans les troubles de Mauritanie, vous estimiez que les dispositions du Sultan à l'égard de la France ne nous permettaient point d'attendre aucun résultat utile de nos réclamations.

Or, en raison des circonstances nouvelles qui ont amené le cabinet à la résolution d'appuyer par une démonstration énergique nos revendications antérieures, peut-être vous paraîtra-t-il que l'attitude inamicale du maghzen vis-à-vis de notre établissement dans le Sahara occidental est de nature à fournir un appoint des plus importants à l'ensemble de nos griefs et que, par suite, nous sommes fondés à exiger de l'autorité chérifienne, en même temps que les diverses réparations que vous aurez jugées nécessaires, des garanties efficaces et durables, propres à dissiper les graves difficultés auxquelles nous nous heurtons en Mauritanie. Ainsi que je vous l'indiquais dans ma dépêche du 13 mars, l'effervescence des tribus maures ne saurait être calmée que si elles cessent d'être assurées de l'appui matériel et moral du maghzen ou de ses agents. Il serait donc du plus grand intérêt que nous puissions obtenir une déclaration par laquelle le Gouvernement chérifien répudierait hautement les intrigues du chérif Mouley Idris et désavouerait par avance toute tentative d'agitation se recommandant d'une attache quelconque avec le pouvoir central de Fès.

En ce qui concerne plus particulièrement la question de l'armement clandestin des tribus, peut-être estimerez-vous que la surveillance serait plus active si le Gouvernement espagnol voulait bien nous prêter son concours. Il est notoire que la contrebande d'armes s'exerce dans les eaux canariennes où des navires allemands, après transbordement à Las Palmas, confient leur cargaison à des goélettes qui font voile vers la côte africaine. L'autorité des îles Canaries semble donc en mesure d'entraver le mouvement de contrebande qui a son centre sur son territoire, et la saisie opportune de quelques-uns des boutres nolisés pour le transport de fusils sur les rivages sahariens, aurait sans doute à cet égard la plus grande efficacité. M. Roume considère que la surveillance dans les eaux marocaines pourrait être exercée utilement par les fonctionnaires de la douane des ports, si des indicateurs en relation avec nos consuls pouvaient fournir à ces agents les éléments d'intervention auprès de l'administration des douanes dont la vigilance se trouverait ainsi stimulée.

M. Roume souhaiterait en outre une extension des dispositions de la convention de Bruxelles qui limite au 20<sup>e</sup> parallèle (soit à la hauteur du cap Blanc) la zone dans laquelle est prohibé le commerce des armes de guerre, de telle sorte que nous soyons autorisés à surveiller le rivage marocain jusqu'au détroit de Gibraltar.

Je me borne à vous transmettre ce vœu dont la réalisation me paraît d'ailleurs d'une moindre urgence que celle des deux points précédents.

P.-S. — La lettre ci-dessus avait été remise à ma signature, ce matin, avant mon départ pour le conseil des ministres. Ultimatum dont vous avez donné lecture donne toute satisfaction. Néanmoins j'ai tenu à envoyer cette lettre, après que vous vouliez bien me faire tenir la copie de l'extrait de votre ultimatum, qui intéresse la Mauritanie. Je m'empresse de la communiquer à M. le gouverneur général, pour le rassurer.

---

#### Annexe 160

#### LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE, EN DATE DU 28 MARS 1907

Notre consul à Fès, auquel j'avais prescrit à différentes reprises de demander au maghzen qu'il désavouât formellement l'usage fait au nom du Sultan par Moulay Idriss et par Ma el Aïnin dans la Mauritanie et dans l'Adrar, n'avait jusqu'ici obtenu de Ben Sliman d'autre réponse que celle-ci : « Le conseil des vizirs s'en occupe. » Dans ces conditions j'avais adressé à M. Gaillard le 13 mars une lettre destinée au ministre des affaires étrangères chérifien dans laquelle je renouvelais en termes très énergiques ma protestation, exigeant de recevoir de lui une réponse écrite.

M. Gaillard vient de me faire connaître qu'il a remis ma lettre à Ben Sliman et que celui-ci suivant sa formule habituelle a déclaré qu'il la transmettrait au conseil des vizirs. Sur les instances de notre agent qui lui signalait le danger que courrait le maghzen en s'exposant à des représailles de notre part, le ministre chérifien a affecté de déplorer l'attitude de ses collègues à notre égard : « Ceux-ci ne cherchent qu'à flatter l'orgueil de leur maître, en affectant d'exagérer la sécurité dont jouit le Maroc vis-à-vis des puissances étrangères et surtout de la France depuis la conférence d'Algésiras. » D'après Ben Sliman, « ils ne conçoivent pas que la reconnaissance de la souveraineté du Sultan et de l'intégrité de ses Etats ne confère pas au Gouvernement chérifien une immunité à l'abri de laquelle il puisse vivre insoucieux de ses devoirs internationaux ». D'autre part, « Moulay Abd el Aziz posséderait à un trop haut degré la vanité de son pouvoir et de son indépendance pour écouter sans déplaisir le langage de la raison et même celui de la prudence ».

J'estime pour ma part qu'il y a lieu de n'ajouter aucune créance aux prétendus regrets de Ben Sliman de ne pouvoir nous accorder les réparations que nous jugeons nécessaires. Le ministre chérifien des affaires étrangères nous est d'autant plus hostile qu'il a été pendant un temps suspecté d'avoir des tendances françaises, et il essaie de se laver de ce soupçon en se montrant en toutes circonstances opposé à nos revendications. Ainsi que je l'ai déjà fait connaître à Votre Excellence par ma dépêche n° 36 du 24 janvier dernier, la force seule nous permettra d'obtenir raison de l'inertie voulue du maghzen. L'assassinat tragique du docteur Mauchamp et les décisions énergiques de Votre Excellence nous permettront de régler en même temps que nos autres réclamations nos revendications sahariennes.

---

## Annexe 161

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE  
FRANÇAISE, EN DATE DU 13 MAI 1907

Conformément au désir que vous m'avez exprimé à plusieurs reprises, je n'ai rien négligé pour amener le makhzen à désavouer le chérif Moulay Idriss et le cheik Ma el Aïnin dont l'action dans l'Adrar et dans la Mauritanie a été si pernicieuse pour notre influence. Mes communications précédentes vous ont fait connaître les réponses dilatoires qui ont été faites à notre consul à Fès.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint en annexe (I) le texte d'une de ces lettres en date du 25 mars en réponse à une communication en date du 15 mars dont vous trouverez également ci-joint copie (annexe II) et qui était, dans mon intention, destinée à être signée par le Sultan. Une fois revêtue du sceau de Moulay Abd el Aziz, elle aurait été répandue dans les tribus sahariennes par les soins de votre gouvernement général et aurait produit d'heureux effets pour la pacification des régions troublées.

L'assassinat du docteur Mauchamp à Marrakech nous ayant amené à présenter à nouveau au makhzen toutes nos revendications et l'occupation d'Oujda nous fournissant un moyen de pression sur le Sultan, la question de nos difficultés sahariennes avec la cour de Fès a figuré en bonne place parmi celles dont nous exigeons le règlement.

Voici le texte de nos réclamations concernant votre gouvernement général qui a été envoyé à Fès à la date du 28 mars dernier :

« Sur un autre point des possessions françaises dans la Mauritanie et l'Adrar, l'action du makhzen a soulevé de grandes difficultés dans lesquelles des soldats français ont trouvé la mort. Le chérif Moulay Idriss, agent du makhzen et chargé de mission par lui, ainsi que vous l'avez reconnu, devra être officiellement désavoué par des lettres chérifiennes concertées avec ma légation et rappelé, afin qu'il ne continue pas, au nom de Sa Majesté chérifienne, à soulever des rébellions armées contre les Français. En outre, des mesures sévères seront prises pour réprimer la contrebande de guerre que le makhzen entretient sur nos confins par les dons et les envois qu'il fait adresser ouvertement au cheik Ma el Aïnin. Le makhzen n'ignore pas que ces armes et ces munitions sont employées contre nos troupes. »

Une première réponse du makhzen à nos réclamations ne contenait que des protestations générales ; de bonne volonté ; j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint (annexe III) les passages de la lettre datée du 13 avril (30 Safar 1325) qui visent nos réclamations sahariennes.

Plusieurs des passages de cette lettre ne sauraient être admis, et je n'ai pas manqué d'appeler par mon télégramme en date du 20 avril l'attention du gouvernement sur les très graves inconvénients qu'il y aurait à procéder à la délimitation demandée par le makhzen des tribus qui resteront marocaines et des tribus qui deviendraient françaises. C'est à ma connaissance la première fois que le makhzen réclame officiellement des droits sur les tribus voisines de nos possessions de l'Afrique occidentale et nous ne saurions à aucun degré admettre ses prétentions.

Par une communication en date du 1<sup>er</sup> mai, M. le ministre des affaires étrangères m'a fait connaître qu'il partageait mon sentiment et il m'a prescrit de repousser nettement, sans même la discuter, la proposition du makhzen relative à la création d'une commission de délimitation entre le Maroc et le Sahara. J'ai transmis ces instructions au ministre chérifien des affaires étrangères le même jour 1<sup>er</sup> mai, en réclamant à nouveau l'exécution des satisfactions exigées le 28 mars.

Je protestais en même temps contre les expéditions d'armes faites à Mogador pour le compte du cheik Ma el Aïnin que mes télégrammes des 25 avril et 4 mai vous ont fait connaître. Le gouvernement avait prescrit à ce sujet à la *Jeanne-d'Arc* une mission sur la côte atlantique ordonnant la saisie même à terre du matériel de guerre. L'état troublé de l'intérieur rendant nécessaire la présence de la *Jeanne-d'Arc* entre Mazagan et Casablanca a fait ajourner cette mission.

Quoi qu'il en soit, la question des rapports du Maroc avec nos possessions de l'Afrique occidentale reste au premier plan des préoccupations de cette légation et je ne négligerai rien pour obtenir une solution.

Je vous transmettrai, dès qu'elle me sera parvenue, la réponse du ministre chérifien des affaires étrangères.

---

#### Annexe 162

#### LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU MAROC AU MINISTRE DE FRANCE À TANGER, EN DATE DU 25 MARS 1907

J'ai bien reçu la lettre en date du 15 mars courant par laquelle vous vous plaigniez des menées de Moulay Driss Ben Abderrahman et de ses compagnons, les gens de la suite de Ma el Aïnin parmi des tribus sahariennes que vous m'informez relever de la juridiction de votre gouvernement.

J'ai pris bonne note de votre lettre et l'ai portée à la connaissance de Sa Majesté chérifienne. Notre maître m'a ordonné de vous répondre que les faits sont en réalité ceux-ci : plusieurs tribus du Sahara avaient coutume de se rendre auprès des nobles ancêtres de notre maître pour prêter serment de fidélité à Sa Majesté et elles ont encore en main des lettres chérifiennes. Ces tribus étaient encore attachées à cette tradition du vivant de notre maître sanctifié (Moulay el Hasan).

Ces tribus avaient adressé leurs lettres avec un certain nombre de leurs notables à la cour de notre maître victorieux (Moulay Abdelaziz) pour lui demander d'envoyer de sa part un chérif dont ils recevraient la bénédiction dans leur pays et qui prendrait soin de recevoir à nouveau leur serment de fidélité à Sa Majesté chérifienne suivant la tradition suivie par leurs ancêtres à l'égard des ancêtres de notre maître.

Sa Majesté chérifienne accueillit leur demande et envoya avec ces notables Moulay Idriss Ben Abderrahman, et non pas pour combattre ni pour allumer le feu de la révolte dans les tribus connues comme relevant de la juridiction française.

En tout cas le makhzen a édicté des ordres nécessaires pour qu'un rapport lui soit envoyé sur ce qui se rapporte à cette question et sur la réalité des faits afin de pouvoir vous répondre, avec l'aide de Dieu, d'une façon complète et définitive.

---

## Annexe 163

LETTRE DU MINISTRE DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU MAROC,  
EN DATE DU 15 MARS 1907

Notre consul à Fès a déjà attiré à plusieurs reprises l'attention de Votre Excellence sur les menées hostiles des chérifs Moulay Idriss et Ma el Aïnin dans des régions de l'Adrar et de la Mauritanie dont les populations ont demandé et obtenu depuis de longues années la protection française. Se disant faussement envoyés par le Sultan et abusant de son nom, ces imposteurs ont excité contre les autorités françaises des populations ignorantes et des combats sanglants ont eu lieu en plusieurs endroits, notamment à Tidjkidja et à Tiemelan. Notre consul vous aura lu des lettres qui ne laissent aucun doute sur la façon dont on a abusé du nom vénéré de Sa Majesté chérifienne.

M. Gaillard — chargé par nous de s'entretenir avec vous de cette question dont la solution est absolument nécessaire dans l'intérêt du maintien et du développement des bonnes relations entre nos deux gouvernements — nous a fait savoir que vous lui avez dit que « le conseil des vizirs s'occupait toujours de la question ». Les renseignements que vous avez demandés vous sont certainement parvenus en ce moment et je vous serai obligé de me faire savoir s'il est vrai que le Gouvernement de Sa Majesté chérifienne ait autorisé Moulay Idriss à parler en son nom et à grouper autour de lui ces fauteurs de troubles et de désordres qui ne cherchent qu'à semer la discorde entre les deux pays unis.

Je ne puis croire pour ma part que le makhzen dont les intentions sont amicales dans le nord de l'Empire soit animé d'intentions belliqueuses dans des régions qui sont soumises depuis de longues années à la France.

Il me sera très agréable d'avoir promptement par une lettre de Votre Excellence la confirmation des intentions amicales qui sont à n'en point douter celles de S. M. le Sultan.

---

## Annexe 164

LETTRE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE À MADRID  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 16 SEPTEMBRE 1911

Le ministre d'Etat est venu ce matin me montrer un télégramme de M. Polo de Barnabé rendant compte d'une conversation qu'il a eue avec M. Jules Cambon. Au cours de cet entretien, notre ambassadeur à Berlin, après lui avoir manifesté qu'il était satisfait de sa dernière conversation avec M. de Kiderlen, lui avait incidemment parlé d'un article de la convention à intervenir entre la France et l'Allemagne, fixant la limite du Maroc à la frontière du Río de Oro. M. García Prieto était assez préoccupé de cette déclaration, qui, à son avis, réglait la situation des territoires dans cette région d'une façon différente de celle fixée par l'arrangement franco-espagnol de 1904.

Je lui ai fait observer que le dernier paragraphe de l'article 6 de la convention dont il s'agit s'applique aux rapports de la France et de l'Espagne et qu'un arrangement entre l'Allemagne et la France peut très bien déterminer d'autre façon la situation de ces territoires. Le Gouvernement royal serait seulement fondé à déclarer que c'est pour lui *res inter alios acta*.

Comme je ne voulais pas paraître connaître le détail du projet d'arrangement franco-allemand, je me suis borné à ajouter qu'il était fort possible que dans le traité projeté entre les cabinets de Paris et de Berlin un article fixât la frontière méridionale du Maroc au Río de Oro, c'est-à-dire au territoire espagnol. Le but qu'on se proposerait sans doute dans cette hypothèse serait d'éviter que l'Allemagne pût se livrer dans cette région à une manifestation comme celle d'Agadir, manifestation qu'elle chercherait à justifier en faisant observer qu'elle agissait en dehors du territoire marocain. Le Maroc allant, au regard de l'Allemagne, jusqu'au Río de Oro et cette puissance renonçant à toute action au Maroc, une pareille tentative serait à l'avenir impossible. Quant à l'Espagne, elle reste dans la situation antérieure.

M. García Prieto a fait la même démarche auprès de l'ambassadeur d'Angleterre qui lui a répondu dans le même sens et a avisé télégraphiquement le Foreign Office.

---

## Annexe 165

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE  
AU CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE À MADRID,  
EN DATE DU 15 NOVEMBRE 1911

Un paragraphe de l'une des lettres annexes aux conventions franco-allemandes du 4 novembre 1911 contient des dispositions que les deux gouvernements signataires ne publieront pas actuellement, mais qu'ils ont communiquées verbalement à leurs parlements respectifs à titre confidentiel :

1) « Dans le cas où l'Allemagne désirerait acquérir de l'Espagne la Guinée espagnole, l'île Coriso et les îles Elobey, la France serait disposée à renoncer en sa faveur à exercer les droits de préférence qu'elle tient du traité du 27 juin 1900 entre la France et l'Espagne. »

La France renonce ainsi, pour une éventualité déterminée, à un avantage que l'Espagne lui a consenti en 1900. La France rend donc à l'Espagne, dans une certaine mesure, la liberté de disposer de certains territoires, si elle le juge à propos, mais la France ne confère aucun droit à l'Allemagne sur ces territoires. L'Espagne se trouve dégagée vis-à-vis de la France sur ce point, sans être, du fait de la France, aucunement engagée vis-à-vis de l'Allemagne.

2) « L'Allemagne restera étrangère aux accords particuliers que la France et l'Espagne croiront devoir faire entre elles au sujet du Maroc. »

Cette clause dégage entièrement l'Espagne de l'hypothèque mise par l'Allemagne sur le Maroc et purgée par nous ; l'Espagne n'a pas à craindre l'intrusion et la pression allemandes dans les tractations qu'elle conduira avec la France au sujet des affaires marocaines.

3) « Etant convenu que le Maroc comprend toute la partie de l'Afrique du Nord s'étendant entre l'Algérie, l'Afrique occidentale française et la colonie espagnole du Río de Oro. »

L'Espagne appréciera le soin mis par nous à exclure sa colonie du Río de Oro de la région marocaine.

Vous voudrez bien communiquer *verbalement* ces clauses au Gouvernement espagnol, en les commentant et en insistant sur leur caractère confidentiel. Il est facile de comprendre les inconvénients qu'aurait eus la publication prématurée de ce paragraphe ; en le communiquant au cabinet de Madrid, nous lui donnons une preuve nouvelle de confiance et de loyauté.

---



## Annexe 166

LETTRE DU CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE À TANGER  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE,  
EN DATE DU 30 NOVEMBRE 1911

Guebbas <sup>1</sup> rend compte au makhzen que le ministre d'Espagne lui a notifié que son gouvernement ne peut donner son adhésion à l'accord franco-allemand jusqu'à ce (qu'il ait) pris[des]gages[représentant]les droits de l'Espagne au Maroc, tels qu'ils résultent d'accords internationaux antérieurs.

Guebbas demandant indications pour répondre à cette notification, j'ai suggéré au makhzen de déclarer que le Sultan ne reconnaît à l'Espagne que les droits à elle attribués par les traités conclus avec le Maroc et par l'acte d'Algésiras.

Que, au cas où l'Espagne prétendrait avoir acquis des droits nouveaux du fait d'occuper des territoires récents, le Sultan, loin de reconnaître ces droits, saisisse cette occasion de renouveler les protestations causées déjà maintes fois à ce sujet.

(Le Makhzen vous) prie de communiquer à Guebbas ces indications dont il recevra confirmation par lettre.

---

---

<sup>1</sup> Guebbas était le représentant à Tanger du sultan du Maroc.

## Annexe 167

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE  
À L'AMBASSADEUR DE FRANCE À MADRID,  
EN DATE DU 3 JUILLET 1904

Je réponds à vos télégrammes n<sup>os</sup> 96 et 97.

Bien que je n'aie pas le droit de l'exiger des établissements qui font l'emprunt marocain, je suis prêt à m'employer pour que, dans deux sur trois des ports à douane de la région réservée à l'Espagne, les chefs des services, c'est-à-dire les délégués de M. Regnault, représentant général des porteurs, soient de nationalité espagnole.

Voilà pour la part d'administration de l'Espagne. Sa part économique est spécifiée dans l'article 8 du projet. Quant à sa participation à la police, elle est, pour un temps impossible à déterminer, absolument irréalisable. En Crète, c'est à la demande du prince, en Macédoine, c'est avec la résignation maussade du Sultan que des officiers étrangers ont coopéré ou coopèrent à l'organisation de la gendarmerie. Au Maroc, l'idée d'appeler des officiers espagnols soulèverait à la fois le Sultan et la population, entraînant une expédition militaire et la conquête que nous ferons tout pour éviter.

Le Sultan accepte notre assistance, mais nous manœuvrons toujours pour qu'il nous la demande lui-même. Il repousserait aujourd'hui avec éclat l'assistance de l'Espagne. Ce n'est que lorsque nous aurons pris sur lui et sur les populations l'autorité qui résultera du bien accompli que nous pourrions l'amener à la subir.

Il faut que M. San Pedro ouvre les yeux à la réalité. Pour des considérations supérieures de politique générale, je résiste à la pression redoublée du parti colonial et fais à l'Espagne une part plus grande que celle qui découle de notre convention avec l'Angleterre. Avant qu'elle puisse réaliser cette part, je l'admets à collaborer dans l'administration des douanes et dans les entreprises économiques, ce que ne stipule pas l'accord franco-anglais. Il ne faut pas me demander plus ni de compromettre notre œuvre en ruinant du même coup l'avenir de l'Espagne.

Quant à la servitude de la côte, prévue par l'article 7 de la déclaration du 8 avril, je la fais commencer à trente kilomètres au sud-est de Melilla justement pour y comprendre le lac de Porto Novo. Ce n'est qu'à cette condition que j'ai pu consentir, sur votre demande et sur celle de notre ambassadeur à Londres, à laisser la sphère espagnole aller jusqu'à la Moulouya ; l'Espagne est libre de fortifier la côte qui est presque trois fois plus étendue que la partie française entre la Moulouya et le Kiss.

---

## Annexe 168

LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE FRANCE  
À L'AMBASSADEUR DE FRANCE À BERLIN,  
EN DATE DU 4 AOÛT 1911

Je vous remercie de votre lettre et de l'aimable accueil que vous avez réservé à M. Piétri auquel je dicte cette réponse.

Si vous le voulez bien, je vais sérier les questions :

1. *Question du Maroc.* — Vous apercevez, en ce qui concerne le Maroc, qu'il est indispensable que la France ait, non pas seulement le sentiment, mais la certitude que l'Empire chérifien lui appartiendra. A cet effet, et en mettant à part toute question de formules, sur lesquelles vous vous entendrez avec le département des affaires étrangères, il faut :

- a) que la solidité de l'instrument diplomatique soit subordonnée à l'adhésion des puissances signataires de l'acte d'Algésiras ou, tout au moins, qu'il soit entendu que l'acte d'Algésiras sera modifié par l'adhésion de la majorité des puissances signataires. La formule à trouver est une question de détail ; mais vous entendez combien la réalité importe ;
- b) que l'Allemagne s'engage, sous telles formes qu'il appartiendra, à nous laisser régler les difficultés qui, inmanquablement, surgiront entre nous et l'Espagne, en toute liberté, sans adosser cette puissance. Je n'ai, j'ai à peine besoin de le dire, aucune intention de brutaliser l'Espagne ; mais j'entends ne pas lui faire de concessions exagérées et être maître de lui imposer mon point de vue qui est et sera raisonnable et mesuré.

Un dernier point avant d'en finir avec le Maroc : sir Edward Grey indique qu'il faut prendre toutes ses précautions au sujet d'Agadir et du Sous, que les Allemands, avec une bonne foi punique, pourraient prétendre ne pas rentrer dans le Maroc. Je n'ai pas besoin de m'élever contre cette absurdité : mais je précise qu'il doit être entendu qu'aussitôt la signature de l'accord, Agadir sera évacué.

2. *Question des compensations.* — D'après votre dépêche à M. de Selves, que je viens de lire, vous envisageriez deux systèmes d'accord, consistant à ne recevoir que le « Bec de Canard », à l'exclusion du Togo, à donner en échange pas mal d'îles, des bandes de territoires le long du Cameroun et un couloir d'accès au Congo ou à l'Oubangui ; l'autre consistant à se montrer beaucoup plus large sur les concessions de territoires entre le Cameroun, la Sangha, le Congo et l'Oubangui, à ne donner en revanche que fort peu d'îles et à recevoir le Togo.

Je vous demande de vous orienter de préférence, et autant que cela sera possible, dans la seconde voie. Je vous demande surtout de donner le moins possible en dehors du Congo. Je suis plus particulièrement hostile à la cession des Comores. Pour vous exposer mon état d'esprit, je vous dirai que je raisonne comme suit :

En faisant des concessions dispersées sur divers points du monde, nous paraissons faire un marché, mettre au mont-de-piété nos bibelots de famille. En traitant sur le Congo *seulement*, nous procédons à un échange de territoires, qui doit sans doute être plus avantageux pour l'Allemagne que pour nous, mais qui se tient cependant dans ses grandes lignes. L'opinion publique le comprendra et l'acceptera, si les charges que nous assumons ne sont pas excessives.

## Annexe 169

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE  
À L'AMBASSADEUR DE FRANCE À MADRID,  
EN DATE DU 20 AOÛT 1911

Dans l'entretien que vous avez eu samedi avec le ministre d'Etat, et probablement dans des entretiens antérieurs avec M. García Prieto et d'autres hommes d'Etat espagnols, vous avez parlé sans doute de l'application de l'accord franco-espagnol de 1904 en des termes qui paraissent avoir ému le Gouvernement espagnol. M. Pérez Caballero est en effet venu, en alléguant des paroles prononcées par vous, me demander hier si, malgré tous les événements récemment survenus, nous voulions nous en tenir à la lettre de l'article 11 de cet accord et, par conséquent, exiger de l'Espagne que, jusqu'en 1919, elle n'exerce aucune action dans sa zone, à moins de s'être préalablement mise d'accord avec nous.

J'ai répondu à M. Pérez Caballero que telle n'était pas votre pensée ; nous pensons, au contraire, à une combinaison nouvelle, qui étendrait les droits de l'Espagne dans sa zone et, par contre, restreindrait ceux que l'accord de 1904 attribue à la France dans cette même zone, au-delà même de l'échéance de 1919. Il y aurait là, ai-je dit, une amélioration considérable de la situation présente de l'Espagne ; à ce propos, je vous approuve d'avoir fait remarquer au ministre d'Etat que, si l'Espagne devait obtenir, par des pourparlers où l'Allemagne serait une des parties négociantes, l'amélioration de sa situation au Maroc, elle aurait certainement à consentir des concessions territoriales à cette puissance. Mieux vaut donc, pour l'Espagne, traiter avec nous seuls qui n'avons pas l'intention de formuler de telles exigences.

A cet égard, après avoir repassé en revue tous les incidents survenus au Maroc entre les Espagnols et nous depuis six mois, j'ai constaté que l'imprécision de la limite établie par l'accord de 1904, entre nos zones respectives d'influence du côté de l'Atlantique, avait contribué à la naissance et au développement de ces incidents. D'après l'accord de 1904, la limite, à partir du mont du Moulay Bou Chta, doit courir en droiture vers le nord jusqu'à sa rencontre avec le Loukkos, en longeant à une distance de 25 kilomètres à l'est la route de Fès à El Ksar par Ouezzan ; puis elle doit descendre le Loukkos jusqu'à une distance de 5 kilomètres en aval du passage de la rivière par la route précitée, pour gagner de là directement la mer parallèlement à la ligne du Tropique. Or il y a deux routes de Fès à El Ksar par Ouezzan et, comme de raison, les Espagnols disent que la bonne, celle visée par l'accord, est celle qui franchit le Loukkos le plus au sud, tandis que nos agents au Maroc soutiennent que c'est elle qui franchit le Loukkos le plus au nord. Pour couper court à des contestations de ce genre, une délimitation épousant des lignes géographiques naturelles serait très désirable, et le Loukkos, malgré ses sinuosités, aurait pu fournir cette ligne jusqu'à la mer, si Larache ne se trouvait sur sa rive gauche ; mais en laissant Larache hors de question avec un certain périmètre, ne croyez-vous pas le moment opportun pour réclamer la reconnaissance par l'Espagne de la fixation au cours du Loukkos jusqu'à une certaine distance en aval d'El Ksar de la limite entre nos deux zones ?

Au sud du Maroc, la vaste zone d'influence reconnue par nous à l'Espagne en

1904, et qui coupe notre Mauritanie de l'accès à la mer, est un autre sujet de méditation. Il me paraît difficile, à moins d'un échange territorial, de reprendre à l'Espagne son établissement d'Ifni ; nous le lui avons reconnu en 1904, en fixant même les limites du côté du nord, et je n'ai pas besoin de vous rappeler que, au mois de novembre dernier, nos bons offices n'ont pas été étrangers à la conclusion entre El Mokri et le marquis d'Alhucemas du traité qui a fixé les conditions de la remise par le Maroc à l'Espagne de cet établissement d'Ifni. Mais, en raison de la liberté d'action qu'obtient l'Espagne dans sa zone du nord, ne consentirait-elle pas à abandonner ses droits sur sa zone du sud, où elle n'a, depuis 1904, rien tenté de faire, où elle n'a même, je crois, jamais fait acte de présence ?

Comme vous le verrez par le texte du projet que j'espère être en mesure de vous envoyer demain par le courrier, nous sommes prêts à accorder à l'Espagne, sauf sur le terrain économique soigneusement gardé par toutes les puissances, la plus grande liberté d'action. Une faveur de cette importance me paraît mériter quelque retour de la part de l'Espagne. Je vous serais obligé de vous exprimer dans ce sens dans votre prochain entretien avec le ministre d'Etat et de m'informer de sa réponse.

---

## Annexe 170

NOTE ADRESSÉE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE FRANCE, EN DATE DU 27 MARS 1912

Le premier projet d'accord paraît être celui du 31 août 1911.

La seule modification au tracé de 1904, dans la région nord, consistait à prendre expressément pour limite le Loukkos à partir de son intersection avec la route orientale d'Ouezzan à El Ksar et jusqu'à une distance de 10 kilomètres en aval du croisement de cette rivière et de la route occidentale d'Ouezzan à El Ksar, de manière à laisser dans la zone espagnole la route de Larache à El Ksar ; la limite devait ensuite gagner par une ligne droite la côte de l'Atlantique.

Il n'était pas parlé de la zone d'influence espagnole dans le Maroc méridional.

M. Geoffray, sans remettre ce projet, fait connaître au Gouvernement espagnol que la France demanderait la zone du sud comme compensation aux sacrifices territoriaux consentis à l'Allemagne (2 septembre). M. de Selves tint le même langage à l'ambassadeur d'Espagne. La discussion fut interrompue presque aussitôt ; elle ne devait être reprise qu'au commencement de décembre.

Un second projet fut préparé, à la date du 6 septembre, mais non remis. La limite des zones quittait la Moulouya à 2 kilomètres en aval de Mechra Klila, gagnait par la ligne de faite Moulay Bou Chta, puis se dirigeait vers le nord à 25 kilomètres à l'est de la route orientale d'Ouezzan à El Ksar, jusqu'au 35<sup>e</sup> parallèle, qu'elle suivait jusqu'à l'océan.

Nous réclamions toute la zone d'influence espagnole du sud.

Un troisième projet porte la date du 10 octobre ; il maintenait, quant aux zones, les dispositions du deuxième texte.

Un quatrième projet (20 octobre) reposait sur la cession à l'Espagne de territoires marocains. La limite partait de Mechra Sfa, sur la Moulouya ; elle suivait la ligne de partage des eaux jusqu'à Fondouk Ain Djedida (à égale distance de Tanger et de Tétouan) ; elle rejoignait ensuite la pointe d'Alkazar, sur le détroit de Gibraltar. La ville et le territoire de Tétouan, englobés dans la zone espagnole, devaient rester sous la souveraineté du Sultan et être administrés par deux hauts-commissaires espagnol et marocain.

Dans le sud, l'Espagne recevait un territoire compris entre l'oued Bou Ledra et l'oued Kchich, la partie supérieure de l'oued Moul el Achar et de l'oued Asif Nbag.

Le projet du 2 décembre fut le premier communiqué à l'Espagne. Il délimitait les zones par une ligne partant de la Moulouya à l'alignement des hauteurs voisines de la rive gauche de l'oued Defla, puis se confondant avec la ligne de partage des eaux, entre les bassins du Rif et le bassin de l'Ouergha, d'une part, et les bassins de l'oued Inaouen et du Sebou, d'autre part ; à partir de Moulay Bou Chta, elle se dirigeait vers le nord, à 25 kilomètres à l'est de la route d'Ouezzan, jusqu'au Loukkos ; elle suivait cette rivière jusqu'à la rencontre du parallèle d'un point situé à 10 kilomètres au sud de Larache.

Nous réclamions la zone du sud. Mais nous n'écartions pas la cession d'Ifni à l'Espagne, avec un territoire environnant, sous la condition d'un droit de préemption en faveur de la France.

Le 15 février, M. Geoffray recevait l'instruction de proposer une limite par-

tant de la Moulouya à Mechra Sfa, gagnant le djebel Fizen, Sidi Ahmed el Filali et le djebel Beni Hassen, puis la ligne de faite jusqu'au massif dominant la source de l'Ouergha. Nous acceptons ensuite, à titre de transaction, pour la partie comprise entre El Ksar et la mer, une frontière, rapprochée de la rive gauche du Loukkos, mais laissant dans la zone espagnole la route de Larache ; à partir de Smid el Ma, la frontière devait gagner directement la mer. Nous demandions également le cap de l'Eau.

Dans le sud, nous étions disposés à laisser aux Espagnols Ifni, avec une banlieue d'une dizaine de kilomètres et un territoire compris entre le prolongement de la frontière orientale du Rio de Oro jusqu'à la Saguiet el Hamra, et cette rivière jusqu'à la mer.

Postérieurement, nous avons proposé, pour le massif rifain, la formule de la ligne de partage des eaux entre les bassins côtiers de la Méditerranée, d'une part, les bassins de la Moulouya et du Sebou, d'autre part.

---

#### Annexe 171

#### TÉLÉGRAMME DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE À MADRID AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE, EN DATE DU 10 AVRIL 1912

Suite à mon télégramme n° 134.

Le Gouvernement espagnol déférera aux demandes françaises en acceptant que :

1) La ligne de démarcation dans le sud entre les deux zones d'influence soit l'oued Draa.

2) Puisque la convention de 1904 fixe les limites d'Ifni seulement au nord et à l'est, la limite sud sera celle proposée par la France, c'est-à-dire la frontière de l'oued Sidi Ouerzeg. La ligne qui devra relier la source de ce fleuve avec celle de l'oued Tazeroualt sera aussi directe que possible.

Dans la zone nord la frontière de la convention de 1904 sera maintenue, mais l'Espagne se prêtera à la rectification ultérieure de manière à ce que la rive gauche de l'Ouergha passe à la zone française, jusqu'à un point qui ne sera, ni au-dessous du confluent avec l'oued Seraa, ni au-dessus de la longitude de Djemaa Xorfa Taffraout. Ce point et le mode le plus pratique pour le réajuster avec la limite de l'accord de 1904, c'est-à-dire avec la ligne de partage des eaux entre les bassins de l'Ouergha et du Kert et celui de l'Innaouen, seront déterminés par une commission mixte hispano-française, qui évaluera la superficie de la partie qui devrait passer de la zone espagnole à la française et fixera les limites d'une superficie équivalente qui devrait passer de la zone française à la zone espagnole, soit du côté de l'océan Atlantique au sud de Larache soit entre la Moulouya et le Mesun, soit dans ces deux régions.

---

## Annexe 172

EXTRAIT D'UN ARTICLE DU LIEUTENANT COLONEL DE  
CASTRIES : « LE SAHARA MAROCAIN », PARU DANS LA REVUE  
HESPÉRIS (NUMÉRO DU QUATRIÈME TRIMESTRE 1923)

Le « Sahara ou Grand Désert », comme l'appelaient nos anciennes cartes, représentait beaucoup plus notre ignorance qu'une réalité géographique. On le faisait commencer très près du rivage méditerranéen et on le prolongeait au sud jusqu'au cours mal défini du Niger. Une formule toute faite, « le sable du désert », était tout ce que l'on savait de la constitution de son sol. Les explorations du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle ont fait justice de ces notions grossièrement erronées. La limite nord du Sahara s'est éloignée de la Méditerranée, pendant que sa limite sud était entamée en plusieurs endroits par la brousse tropicale. On apprit que cette région était loin de présenter une structure et un aspect uniformes ; on y trouvait les sols les plus variés : tables rocheuses, plateaux caillouteux, dunes, gour, des vallées et des collines, voire des montagnes dépassant 2000 mètres d'altitude. Le seul caractère commun qui reste à l'ancien « Grand Désert » est la rareté des pluies.

De toutes les régions sahariennes, celle qui nous est restée le plus longtemps inconnue est celle qui s'étend du sud du Maroc jusqu'au pays des Noirs. Et cependant le Sahara marocain, le Sahara occidental, est de beaucoup celui qui fut le plus souvent traversé ; il était parcouru non seulement par les caravanes commerciales, mais encore par les ambassades que s'envoyaient réciproquement les souverains du Maroc et les émirs du Soudan. Bien plus, nous verrons dans cette étude qu'il fut franchi, en 1591, par une armée de trois mille hommes avec son immense convoi et de l'artillerie, puis par les renforts et les détachements de relève qui furent envoyés au Soudan pendant les quarante années que dura la domination effective des chérifs sur les rives du Niger. Il circulait bien quelques légendes terrifiantes sur « le pays de l'aridité et de la désolation », mais elles n'empêchaient pas les relations de se maintenir entre les deux pays. Sans doute, comme nous le démontrerons, c'était une chimère de vouloir rattacher le Soudan à l'Afrique du Nord par des liens d'allégeance ; mais cette chimère elle-même ne pouvait être conçue que par un souverain du Maroc, le seul Etat constitué du Maghreb, si instable parfois qu'il nous paraisse.

Il était nécessaire d'insister sur ce point. Si, de tout temps, la jonction entre le Maroc et le Soudan s'est faite par le Sahara occidental, si la circulation y a été beaucoup plus active autrefois que dans les autres parties du désert, cela tient bien plus à cette cause toute politique qu'à une configuration du terrain en rendant l'accès plus facile. Si le Maghreb el Oust, l'Algérie d'aujourd'hui, avait connu, comme le Maroc, un pouvoir central, au lieu d'être un groupement de tribus disparates et plus ou moins indépendantes, il est très vraisemblable que des relations politiques se seraient établies entre cette partie du Maghreb et le Soudan. Alors « la rue de palmiers » constituée par la Zouzfana, le Touat et le Tidikelt aurait été la voie la plus fréquentée de tout le désert, comme elle l'est devenue aujourd'hui, depuis que, par notre occupation des oasis du sud, a été réalisée la jonction du Maghreb el Oust et du Soudan. Quant au Sahara occidental, que la situation encore troublée du Sud marocain tient fermé, il n'a pu être atteint que latéralement par des raids de nos méharistes partis du Sahara



algérien. S'il est un peu connu aujourd'hui, c'est grâce aux nombreuses reconnaissances exécutées de 1913 à 1916 par le capitaine Augiéras.

La description géographique du Sahara occidental ne saurait rentrer dans le cadre de cette étude historique. Nous nous bornerons à faire connaître très brièvement les diverses régions que traverse l'itinéraire du Draa au Niger. Ceux qui désireraient des notions plus complètes pourront consulter l'excellent mémoire que le capitaine Augiéras a joint à sa carte du Sahara occidental.

*Le Sahara marocain commence au sud de l'oued Draa.* Ce fleuve, descendu des hauts sommets du Deren, suit sensiblement la direction sud, au sortir de la montagne, puis, rencontrant une falaise, il infléchit son lit vers l'ouest pour se jeter dans l'Atlantique<sup>1</sup>. Cette falaise est la bordure nord d'un plateau élevé qui s'étend de la vallée de l'oued Guir à l'océan. Le haut plateau du Draa une fois dépassé, on chemine cinq ou six jours dans des terrains de hammada, avant d'arriver à l'erg Iguidi, hautes dunes, à formes allongées, séparées par quelques couloirs. L'erg Iguidi fait partie d'une ceinture de dunes qui entoure un plateau de faible altitude, hérissé de monticules rocheux appelés *Eglab*. Au-delà de la région des Eglab, on retrouve les dunes de ceinture qui prennent le nom d'erg Ech-Chach ; on passe ensuite près de l'immense sebkha, au fond de laquelle sont les salines de Taodeni. A partir de la cuvette de Taodeni, commence le Tanezrouft, prolongé à l'ouest par le Djouf, c'est la partie la plus difficile du Sahara, « le désert maximum » ; il impose aux caravanes une allure accélérée, car les étapes de puits à puits sont de 80 kilomètres. Une brousse très clairsemée apparaît heureusement après la pénible traversée du Tanezrouft, présageant la végétation tropicale et l'arrivée sur les bords du Niger.

---

<sup>1</sup> Il est à remarquer qu'entre l'oued Draa, à l'ouest, et son symétrique, à l'est, l'oued Djedi (oued Mzi dans son cours supérieur), sont compris tous les grands thalwegs descendant de l'Atlas sur le Sahara, qui sont, en allant de l'ouest à l'est : Daoura (Gheris), Guir, Zouzfana, Namous, Gharbi, Segguer et Zergoun.

## Annexe 173

EXTRAITS DU LIVRE *EL WASYT*, DE AHMED BEN AL AMINE  
(LE CAIRE, 1958)

Page 513 :

*Du dialecte hassani.*

Les gens de ce dialecte l'appellent parler de Hassane. J'ignore l'identité de ce Hassane. Les hommes de l'autre dialecte le désignent sous les noms de parler de Hassane et de parler des Arabes. C'est un idiome dont la majeure partie est manifestement d'essence arabe, et où le signe : ° (équivalent à la voyelle française *e fermé*) indique que la consonne finale n'a pas de motion (qui devrait être, selon le cas, remplacée par les signes : - (= a), ' (= o) ou - (= i), alors que l'étymologie de la partie mineure est inconnue et ne provient pas du berbère, car les voyelles précédentes n'y figurent pas. Ce dernier dialecte varie suivant les langages adoptés par les aborigènes de régions géographiquement éloignées...

Page 515 :

Ces citations précédentes ne souffrent pas d'interprétation. Nous avons vu que les récitants de l'Égypte – qui en compte le plus grand nombre parmi les pays musulmans – ne prononcent pas à la marocaine le *j* (fricative sonore), bien que certains la transforment en *g* (consonne gutturale sonore). Cependant, cette dernière tient plus au phénomène représenté par la ligature *dj* qu'à la fricative marocaine, la gutturale *g* étant plus proche de la ligature de *dj* que de celle de *ch*.

Tous les habitants du Hedjaj, du Yémen, du Nejd et de l'Iraq prononcent la ligature *dj*. Quant aux Syriens, ils ont une articulation médiane à la fois beaucoup inférieure à la marocaine et différente de celle du Hedjaj.

En somme, la prononciation de la ligature *dj* est une orthophonie, la fricative sonore marocaine *j* en dérive. La plupart des récitants utilisent la précédente orthophonie, sauf les marocains et les gens de l'est du désert de Chenguite...

---

**Annexe 174****LETTRE DE AHMED EL HIBA AU MINISTRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DU MAROC, EN DATE DU 17 SAFAR 1327  
(CORRESPONDANT AU 10 MARS 1909)***(Extraits.)*

Notre cheik et ses compagnons se portent bien... Il nous a dépêché auprès de Sa Majesté, commandeur des croyants, pour lui transmettre, en son nom, les importants problèmes qu'il faut traiter, communiquer et en informer, compte tenu du devoir qui lui incombe de prévenir ce qui nuit secrètement et publiquement...

Voici sous la main une lettre qui vous est adressée par lui...

Le cheik n'a pu voyager à cause des humbles et des pauvres musulmans qui se groupent autour de lui, de leur attachement et des besoins qu'ils ressentent...

Quant à moi, je suis toujours sur la même ligne de conduite, depuis le serment que nous avons prêté à Marrakech par son intermédiaire, si ce n'est davantage...

Nous t'en informons à partir d'oued Noun, afin que tu sois attentif... Nous ne manquerons de t'adresser notre représentant pour te contacter...

Passé le bonjour à son adjoint El Haj el Mokhtar...

---

**Annexe 175****LETTRE DE MA EL AÏNIN AU MINISTRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DU MAROC, EN DATE DU 1<sup>er</sup> SAFAR 1327  
(CORRESPONDANT AU 22 FÉVRIER 1909)***(Extraits.)*

Nous avons dépêché notre fils Ahmed el Hiba ... auprès de Sa Majesté, en notre nom, afin de communiquer verbalement les importants problèmes qui nous préoccupent et de nous transmettre ce que vous désirez... Nous espérons que sa mission sera couronnée du plein succès tant pour nous que pour vous...

Ce qui nous empêche de vous rendre visite est le regroupement d'humbles gens autour de nous cette année et l'importance des tâches qui nous incombent. C'est pour cela que nous n'avons pu voyager l'âme inquiète de ce que nous éprouvons de difficultés...

---

## Annexe 176

LETTRE DE MA EL AÏNIN AU SULTAN MOULAY ABDELAZIZ,  
EN DATE DU 24 RAJEB 1314  
(CORRESPONDANT AU 29 DÉCEMBRE 1896)

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed, sa famille et ses compagnons !

A notre consolation et au fruit de nos cœurs, le commandeur des croyants Moulay Abdelaziz. Puisse Dieu t'assister, te glorifier et perpétuer ta victoire sur les mécréants et parmi les musulmans. A vous salutation, miséricorde et bénédiction divines, tant que dure l'univers, dans ses mouvements et ses repos. Après ce préambule,

Lorsque vous m'avez honoré de ce que vous m'avez gratifié — puisse Dieu étendre vos bienfaits à ses créatures — en léguant ladite zaouia, je l'ai accepté et accueilli avec bon cœur en vous destinant mes prières et invocations les plus belles et les plus bénites.

Me voilà en possession de l'école et de sa dépendance. Je laisse mes disciples y célébrer entièrement la cérémonie que vous désirez. Puisse Dieu mieux vous en récompenser. C'est lui qui préside aux heureux dénouements et salut.

Ecrit le jour qui suit la date précitée, c'est-à-dire le 24 Rajeb 1314 (correspondant au 29 décembre 1896).

L'humble esclave de son maître, Ma el Aïnin, fils de son professeur le cheik Mohamed Fadel Ben Namine, puisse Dieu leur pardonner tous ainsi qu'à la communauté musulmane. Amen.

---

## Annexe 177

LETTRE DU SULTAN MOULAY ABDELAZIZ À MA EL AÏNIN ;  
EN DATE DU 23 RAJEB 1314  
(CORRESPONDANT AU 28 DÉCEMBRE 1896)

Louange à Dieu seul.

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed, sa famille et ses compagnons.

*(Grand sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan Ben Mohamed.)*

A notre professeur, notre exemple, notre intermédiaire auprès de Dieu, le savant, le parfait, le saint, le vertueux Sidi Ma el Aïnin, fils du cheik Sidi Mohamed Fadel. Puisse Dieu te gratifier des dons secrets, et nous ranger tous les deux dans l'élite des bienfaiteurs. A toi, salutation, miséricorde et bénédiction divines. Après ce préambule,

Parmi les doux présents de Dieu et les prodiges divins magnifiques, il y a le fait que Dieu — à qui on reconnaît ses amplex bienfaits et on sait les abondantes grâces — nous a facilité la réalisation de notre vœu d'instituer une zaouia pour toi dans cette métropole de Marrakech.

Depuis que nous avons décidé d'honorer cet engagement et que l'élan de la pure amitié nous incite à la satisfaction de cette demande, nous ne cessons d'implorer Dieu pour qu'il nous accorde la justesse dans le choix de l'emplacement propice à sa construction et convenable au but recherché pour sa création. Nous ne lui avons élu — par la puissance divine — que l'endroit que tu as auparavant désigné et que la volonté divine et éternelle a assigné ce sont les caravansérail et l'atelier de tissage d'El Qannaria.

Cela m'a réjoui le cœur et j'ai su alors que c'est dû à la prédilection divine et que je ne saurais le bien accomplir si Dieu ne m'a pas inspiré. Nous avons ordonné d'en indemniser les fondations pieuses parmi nos biens les plus importants, les très lucratifs et les très utiles. Nous leur avons fait une compensation légale en bonne et due forme.

Lorsque après l'échange nous devenons propriétaire paisible de cette hôtellerie et ce tissage, nous avons prescrit le commencement des travaux de la construction de cette école à financer de nos deniers propres et personnels. Effectivement la construction en a commencé.

Nous avons légué cette zaouia à ta personne la plus noble et la plus purifiée dans le dessein d'y faire accomplir les cinq prières et la célébration des offices d'appels à prière, de récitation des versets du Coran, de sermon et de rassemblement des élèves en vue des invocations des récitation et des exhortations divines et en avons laissé la jouissance à tes enfants, à leurs petits-fils et aux générations suivantes tant qu'ils vivent et pendant que leurs branches se ramifient jusqu'à ce que Dieu hérite la terre et ses habitants, car c'est lui le meilleur successeur... Nous avons donné l'ordre de rétribuer ceux qui remplissent ces cérémonies et de pourvoir aux dépenses d'entretien de cette école telles celles de l'huile d'éclairage, de bougies pour la chaire du sermon, de nattes, de propreté et de réparation le cas échéant, afin qu'elle soit toujours en bon état et revête sa plus belle image.

Nous t'en avons offert la possession et la gestion d'une façon totale, absolue et générale. Puisse le Très-Haut nous faire tous deux accéder à la réalisation de tous les vœux, le considérer comme un geste digne de rétribution future et comme une bonne action agréée et pieuse, perpétuer votre bénédiction directement et indirectement et faire profiter les créatures de votre vie et de votre salut, car c'est Dieu le généreux et le bienfaiteur. Salut.

Le 23 Rajeb 1314 (correspondant au 28 décembre 1896).

---

### Annexe 178

#### LETTRE DU SULTAN MOULAY ABDELAZIZ AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU MAROC, EN DATE DU 5 SAFAR 1318 (CORRESPONDANT AU 2 JUIN 1900)

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed et sa famille !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan.)*

A notre serviteur agréable, le délégué El Haj Mohamed Torres. Puisse Dieu te bien guider et à toi salutation et miséricorde divines. Après ce préambule,

Le Cheik béni, l'érudit vertueux monsieur Ma el Aïnin, a signalé que les chrétiens, gens de N'dar, s'efforcent d'acquérir des moyens de préparation de la guerre, tels chameaux et autres en vue d'envahir le Sahara de ces régions-là et que la population musulmane locale en est restée stupéfaite, à tel point que certains disent que ce Sahara appartient au maghzen et dans lequel des habitants ne peuvent rien faire sans son autorisation et que d'autres sont résolus à opposer la guerre aux chrétiens s'ils viennent à s'y manifester.

Il est également parvenu à notre connaissance chérifienne que les chrétiens demandent souvent au cheik précité de conclure un pacte avec eux, chose qu'il refuse.

Une copie textuelle de sa lettre te parvient ci-joint.

Par conséquent, nous t'ordonnons de prendre l'attache de nos serviteurs Bensaïd et Ghanname en vue d'élaborer, en commun, attentivement et après réflexion la procédure appropriée à la rédaction par toi d'une lettre, sans indication de source d'information, que tu adresseras à l'ambassadeur du pays intéressé, contre cette grave attitude par laquelle les chrétiens multiplient d'une part leurs empiètements sur les frontières sans considérer de clauses et sans se conformer au droit et répètent d'autre part leurs préparatifs en vue de perpétrer cette violation considérable si bien que l'ensemble de l'Empire s'en effraie.

Ta correspondance, en l'objet, sera rédigée sous forme d'avertissement contre l'éventualité pour les gens de N'dar de sortir de leurs positions, d'outrepasser leurs frontières et de s'immiscer de ce qui ne les regarde pas.

Tu lui écriras pour qu'il remette la lettre à son gouvernement et pour qu'il les en empêche. Tu rendras compte du résultat.

Nous avons donné notre ordre chérifien à nos deux serviteurs précités, en les avisant de la teneur de la présente et salut.

---

## Annexe 179

LETTRE DE MA EL AÏNIN AU GRAND VIZIR,  
EN DATE DU 7 MOHARREM 1318  
(CORRESPONDANT AU 3 MAI 1900)

Louange à Dieu seul.

*(Copie d'une lettre du cheik Ma el Aïnin au juriste et feu vizir, dont suit le texte après l'exorde.)*

Après préambule, il est porté à votre noble connaissance que devant les nouvelles subites que nous recevons, nous ne jugeons nécessaire que de vous les communiquer. Puisse Dieu vous préserver ce que vous possédez.

C'est que les chrétiens, gens de N'dar – maudits par Dieu – sont, selon les informations qui nous sont fréquemment parvenues, en train d'acquérir des chameaux et des outres en vue de se précipiter sur l'Adrar, dont les populations restent stupéfaites de ce qu'il faut adopter à leur égard. D'aucuns disent que « nous sommes liés par notre allégeance envers Moulay el Hassan et son fils Moulay Abdelaziz et ce que nous ne pouvons rien faire jusqu'à ce que Moulay Abdelaziz nous laisse les recommandations de ce qu'il faut faire ». D'autres déclarent que « s'ils viennent chez nous et que nous puissions les combattre, nous leur livrerions bataille, sinon nous les fuirions ».

En réalité, nous ne savons rien des nouvelles des gens de cette région. Toutefois et selon ce que nous voyons, ils connaissent les nouvelles venues de votre part.

Maintenant jugez-en, puisse Dieu vous garder et faites le nécessaire : si vous estimez opportun d'avertir les chrétiens ; par l'entremise de ceux qui sont là aux ports, que la région est la vôtre et que sa population vous est liée par l'allégeance afin de les éloigner de la région et de ses habitants, qu'ainsi soit-il. Mais si vous pensez ordonner aux guerriers d'ici de s'opposer à eux et de leur faire la guerre, qu'il soit également ainsi. Et si vous décidez autrement, pas d'objection.

Car est meilleur votre avis et est utile votre action. A Dieu nous demandons de nous bien guider vers ce qui requiert son agrément et de protéger la communauté de son prophète et des générations suivantes.

Qu'il soit porté à votre noble connaissance qu'eux – puisse Dieu les maudire – ils me demandaient souvent de pactiser avec eux, chose que je refusais de faire sans votre autorisation.

Récemment, c'est-à-dire au mois de Hijja, une lettre m'est venue de notre frère le cheik Saad Bouh, par laquelle il me demande de pactiser avec eux. Je lui ai dit que : je ne pactise que s'ils m'écrivent, et s'ils le font, je ne le ferai que suivant le pacte conclu par Mahomet – que la bénédiction et la salutation de Dieu soient sur lui – et par ses compagnons. J'entends par là que s'ils correspondent avec moi, je leur dirai que Dieu le très haut et le très béni a dit : « Obéissez à Dieu et obéissez à son émissaire et à ceux qui vous commandent. » Notre commandeur à nous, c'est le sultan que Dieu l'assiste. Je ne saurais conclure de pacte avec eux, que selon ce principe.

Mais s'ils n'envoient pas de lettre, il n'y a rien entre eux et moi.

Maintenant quelle est votre décision ? J'aimerais la connaître pour la leur dire

s'ils m'écrivent. Sinon pas de discussion avec eux de choses contraires à ce que vous me recommandez.

Puisse Dieu vous garder, vous assister, vous consolider et nous guider tous vers ce qu'il agréé totalement. Amicalement et salut.

---

#### Annexe 180

LETTRE DU SULTAN MOULAY ABDELAZIZ  
AU CAÏD ABDALLAH BEN SAÏD,  
EN DATE DU 5 SAFAR 1318 (CORRESPONDANT AU 4 JUIN 1900)

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu répandre sa bénédiction sur notre maître Mohamed et sur sa famille !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan.)*

A notre serviteur agréable le caïd Abdellah Ben Saïd, puisse Dieu te bien guider, et à toi salutations et miséricorde divines. Après ce préambule,

Nous avons par l'ordre chérifien ci-joint, prescrit à notre serviteur El Haj Mohamed Torres de convenir avec toi et avec le serviteur Bennacer Ghanname sur la manière appropriée de rédiger une lettre de protestations auprès du représentant diplomatique du pays intéressé à Tanger, au sujet des nouvelles portés à notre connaissance chérifienne et relatives aux préparatifs des chrétiens du N'dar d'envahir le Sahara de notre Empire fortuné qui leur est limitrophe.

Une copie de notre correspondance à notre serviteur Torres te parviendra ci-joint, afin que vous usiez de tout ce que vous pouvez d'efforts et d'attention vigilante à l'élaboration d'une lettre impérieuse par laquelle vous réduisez au silence l'adversaire qui pratique une politique indésirable.

En effet, le maghzen n'entend pas les affronter par une campagne de querelles oiseuses mais cherche à prendre et à donner le droit.

Tu rendras compte du résultat et salut.

---

#### Annexe 181

COPIE D'UNE LETTRE DU SULTAN MOULAY ABDELAZIZ  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU MAROC,  
EN DATE DU 5 SAFAR 1318 (CORRESPONDANT AU 2 JUIN 1900)

[Voir ci-dessus, annexe 178, p. 477.]

---



## Annexe 182

EXTRAIT DU LIVRE *EL WASYT, FI TARAJIMI ODABAA CHEN-  
QUITE* (ESSAI DE BIOGRAPHIE DES HOMMES DE LETTRES DE  
CHENGUITE) PAR AHMED BEN EL AMINE ECH-CHENGUITI <sup>1</sup>

*Le cheik Ma el Aïnin.*

C'est un nom propre sous lequel il est devenu célèbre. Il s'appelle Mustapha, fils du cheik Mohamed Fadil Ben Maamaïne. Il est l'unique érudit. Il est versé dans les disciplines religieuses, tels la tradition (hadith), l'exégèse du Coran (tafsir), le droit musulman (fiqh) et autres.

En matière de notoriété et d'audience populaires, jamais, après le cheik Sidi, on ne vit de semblable à lui. Il accomplit son pèlerinage sous le règne du sultan Moulay Abderrahmane — puisse Dieu avoir son âme, dans sa miséricorde ! Il fréquentait le sultan Moulay Sidi Mohammed. Sa fortune sous le règne de Moulay Hassan était plus grande qu'aux temps de son père et de son grand-père. — Elle était encore plus importante sous Moulay Abdelaziz que sous Moulay el Hassan, si bien qu'il possédait à Marrakech des richesses rentables telles les zaouias, les maisons, les fermes et les plantations.

Vertueux et généreux, ce cheik avait de bons caractères dont personne n'avait mieux. Au cours de ma route vers le Hedjaz, je le rencontrai lorsque je quittai la ville de Chenguite à destination de Marrakech. Je vis en lui ce qui me stupéfiait. Car j'estimais que ses compagnons de la vallée d'Asmar, région de la Saguia el Hamra, étaient de l'ordre de dix mille personnes dont des veuves, des vieillards, des hommes valides et toutes sortes de gens.

Tous vivaient dans l'abondance. Le cheik leur donnait des vêtements et mariait les couples, en payant de ses propres deniers dots et apports. Il leur était d'un commerce agréable et ne faisait pas de distinction entre son fils et son apparenté.

Il ne se passa aucun jour sans qu'il expédiât une caravane à la recherche des approvisionnements et sans qu'une autre en arrivât chargée.

Si l'on s'approchait de lui, on entendait la voix de ses adeptes récitant des invocations divines et déclamant des prières adressées à Dieu.

Durant les jours que je passai chez lui, je le voyais ne manquer aucune prière en commun dès sa première échéance, malgré son âge avancé et la faiblesse de son corps. Après la prière d'al-aasre (milieu de l'après-midi), des disciples lui récitaient le texte des traditions du Prophète qu'il écoutait et leur en expliquait ensuite certains passages.

L'endroit qu'il habitait présentait un site rigoureux et loin des circuits d'approvisionnement, s'il n'y avait pas toutefois le port de Loubaiza qui lui était utile. Car le Sultan lui envoyait tous les quatre ou six mois un bateau chargé de vivres qui y étaient déchargés. Le port était à environ quatre jours de marche de la cité du cheik. Mais la plupart des provisions venaient d'Aguelmime (Goulimine) à dix jours de marche, de Lahnikate à douze jours, d'Adrar à près de vingt jours et du Sénégal, appelé N'dar, qui est à un mois.

Souvent, les brigands des bédouins l'attaquaient, en pillant ses caravanes du

<sup>1</sup> Edité par l'imprimerie Essonna el Mohammadia, 17, rue Cherif Pacha le Grand, Le Caire (Egypte), 2<sup>e</sup> ed., 1958, p. 365, 366, 367 et 368.

côté du Sous et d'ailleurs. Au fond, le cheik Sidi était plus respecté des Hassane que lui, car les nomades voisins du cheik Sidi eurent des chefs obéis. Ils furent plus pieux et plus corrects que ceux qui étaient dans la contrée du cheik Ma el Aïnin. Il ne cessait d'être écouté au Maroc jusqu'au moment où les troubles se produisirent et les maux s'envenimèrent.

Quand la France voulut occuper Chenguite et son désert, le cheik Ma el Aïnin les excitait à la résistance et leur promettait l'assistance du Sultan. Ils croyaient que le Sultan était plus fort que les Français. Certaines tribus leur firent la paix, mais d'autres leur coupaient le chemin et leur livraient la guerre par des attaques nocturnes et autres.

Ensuite il leur envoya un chérif de Fès et les informa qu'il était le khalifa sultanien dans leur contrée. Ils venaient chez lui de toutes parts. Ce chérif était un administrateur résolu. Il a livré aux Français des batailles dont il gagna certaines et perdit d'autres. Si les Français n'avaient pas de faible effectif et si les déserts et les montagnes n'étaient pas nombreux, les nomades seraient battus à la première rencontre. Et si l'armement des Sahraouis n'était pas défectueux et s'ils étaient disciplinés, ils résisteraient de nombreuses années encore. Or, l'occupation française de l'Adrar n'était intervenue que plusieurs années après celle de Tijijekt, quoique identiquement les mêmes. Sans les promesses faites aux nomades par le cheik Ma el Aïnin, ils auraient également fait leur reddition.

Le recours à l'expédient traînait en longueur. Quand le chérif s'en aperçut du manque d'utilité, il regagna Fès. Car, voyant que ces accrochages duraient, que leur bétail était décimé et qu'ils enduraient de nombreuses souffrances, les nomades se réfugièrent aux Français et leur firent la paix.

Après quoi, les disciples du cheik Ma el Aïnin et leurs alliés, dont des isolés des tribus et des pauvres, combattaient les Français jusqu'à leur occupation des villes de l'Adrar. Alors, ils abandonnèrent la lutte.

Le cheik se réfugia à Tiznit de la contrée du Sous et décéda — puisse Dieu avoir son âme dans sa miséricorde ! — en l'an 1328.

#### *Son allégeance envers le sultan Moulay Hafid.*

Le cheik Ma el Aïnin vint de la Saguia el Hamra avec de nombreux compagnons pour procurer aux Sahariens les armes et les munitions du sultan Moulay Abdelaziz qui fut alors à Rabat.

Arrivé à Marrakech, il apprit que ses habitants prêtaient allégeance à Moulay Hafid et que les Marocains étaient mécontents de son frère. Il offrit ses bons offices entre lui et Moulay Abdelaziz mais il ne put que reconnaître Moulay Hafid. Il alla à Marrakech avec sa suite et présenta son allégeance. Le Sultan lui réserva un bon accueil et lui donna l'hospitalité.

Les communs parlaient de choses dont ils ignoraient la réalité. En effet, l'actuel sultan apaisait les troubles intérieurs qui embrasaient le Maroc et ne pouvait s'occuper d'autres choses. Il suffisait au cheik Ma el Aïnin que le Sultan ne lui contestât aucune de ses propriétés.

Quant à l'ordre qu'il lui donna de revenir de Fès, il ne procédait pas d'une arrière-pensée, mais parce que le sultan avait besoin de demander le secours de la France qui vouait de l'animosité contre ledit cheik. Le Sultan s'attendait à la venue des Français. S'ils entraient à Fès, il serait placé devant un dilemme. De deux choses l'une : ou bien, s'il les laissait faire ce qu'ils voulaient du cheik, sa virilité ne le lui permettrait jamais, ou bien encore cela attiserait des rancunes entre eux et lui, ce qui lui serait préjudiciable. Il lui a ainsi ordonné de quitter Fès...

---

## Annexe 183

LETTRE CIRCULAIRE DU MINISTRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DU MAROC AU CORPS DIPLOMATIQUE,  
EN DATE DU 20 DÉCEMBRE 1912

Louange à Dieu.

*(Copie de sa correspondance au doyen du corps diplomatique dont le texte suit, après introduction.)*

Nous avisons Votre Excellence respectable que les troubles qui se sont produits récemment dans l'Empire chérifien ont accaparé toute l'attention du maghzen chérifien, à cause de l'insécurité à laquelle s'exposent les étrangers dans leur circulation et pendant leur séjour dans certaines régions de ce Royaume chérifien.

En attendant l'occasion prochaine de remédier généralement et définitivement à cette situation regrettable, le Gouvernement chérifien se voit obligé d'avertir votre personne et l'ensemble du corps diplomatique contre le grand danger que courent les étrangers en circulant et en séjournant dans beaucoup de régions de l'Empire chérifien.

Cet avertissement prend en considération tant l'intérêt de leurs sujets et protégés que la liberté des commerçants européens qui ne sera totale que dans la mesure où ils peuvent être en sécurité.

Voici la liste nominative desdites régions :

- le Rif, sauf Kabdana et les environs de Melilla ;
- Angera, sauf de Cebta à Tétouan et la route allant de Tétouan à Tanger ;
- les Ghomara et les tribus montagnardes situées à l'est de la route allant d'El Qsar à Tanger et dans la région sud de Tétouan ;
- tribus de la région d'Ouezzane et les tribus des rives de l'Ouergha ;
- les Ouled Aïssa, les Chraga et les Hjaoua ;
- les tribus de l'oued Innaouene ;
- les régions de Taza : les Tsoul, les Branès, les Ghiata, les Beni Ouarayne et toutes les tribus montagnardes habitant le Moyen Atlas ;
- les tribus voisines de Fès : Ait Youssi, les Beni M'Guild, les Beni M'Tir, les Zemmour et les Guerrouane, sauf la partie voisine de Meknès comprise dans un rayon de 10 kilomètres ;
- les Sehoul, les Zaïan et les Zaïr ;
- les tribus supérieures de l'Oum Rbia et les régions du Tadla ;
- les tribus des Beni Amir et des Beni Moussa ;
- les tribus se trouvant au massif est de la Qasba de Beni-Mellal et de Demnate ;
- les tribus limitrophes du Haut Moulouya et du Moyen Atlas ;
- les tribus des Glaoua, des Goundafa, des Ahmar et des Haha sauf dans un rayon de 10 kilomètres autour d'Es-Saouïra ;
- les Chiadma, les M'Touga ;
- les tribus voisines de Marrakech ;
- les tribus se trouvant au sud du Grand Atlas, c'est-à-dire les tribus d'oued Sous, d'oued Draa, d'oued Noun, de Saguia El Hamra ;

- les régions situées entre Moulouya et oued Ghir et entre les frontières maroco-algériennes et la Méditerranée, sauf les Beni Snassen et la plaine de Trifa et la route entre les frontières algériennes et Taourirt passant par Oujda et la route allant de Figuig à Boudnib.

En outre le maghzen chérifien communiquera au corps diplomatique respectable toute modification ultérieure intervenue dans cette liste, lorsque la tranquillité aura gagné l'ensemble de l'Empire.

Par conséquent, les chefs de légations et votre personne sont priés de notifier ce qui précède à ceux qui relèvent de votre autorité dans lesdites régions pour qu'ils en soient au courant et de leur communiquer tout changement apporté à ladite liste lorsque nous vous en aviserons.

Nous vous en informons, puisse Dieu perpétuer votre bonheur et salut.

Libellé à Tanger le 10 Moharrem 1331.

---

#### Annexe 184

#### LETTRE DU MINISTRE D'ITALIE À TANGER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU MAROC, EN DATE DU 25 MARS 1901

Louange à Dieu seul !

À l'ami respectable et estimé, ministre des affaires étrangères, Monsieur El Haj Mohamed Ben Larbi Torres. On ne cesse de s'enquérir de tes nouvelles et de tes manières d'être, dans l'espoir que tu seras toujours heureux et en bonne santé ! Après ce préambule,

L'affaire n° 76 du registre de Marrakech concerne le pillage qui a eu lieu à El Aioun, de la région du Sous, au détriment du commerçant Afriate.

Nous t'informons qu'il ressort de l'enquête minutieuse menée par nos soins et par d'autres représentants des autres pays respectables que ce qui a été dit est bien faux, que les commerçants ont bien été invités à quitter El Aioun avec leurs marchandises et qu'un délai leur a été imparti pour se déplacer à un endroit sûr. La pure réalité est maintenant bien établie et vérifiée.

Par conséquent, et compte tenu de ce qui précède, nous demandons la solution de cette affaire et le paiement de la somme nécessaire ainsi que la solution des affaires des commerçants des autres pays. Nous voilà en attente de ta réponse.

Amicalement ! Libellé à la date sus-indiquée et vérifié par le ministre plénipotentiaire de l'Etat italien.

*(Suit une signature illisible.)*

P.-S. — Et à la fin de cette lettre, nous t'informons que M. le cadi d'Es-saouira n'a pas encore authentifié les actes du commerçant Afriate et que le musulman, entre les mains duquel se trouve la maison du commerçant, n'a pas reçu l'ordre de se rendre à Tanger, bien que tu l'aies ordonné.

Vérifié par : *(suit la même signature.)*

---

## Annexe 185

LETTRE DU SULTAN MOULAY ABDELAZIZ  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU MAROC,  
EN DATE DU 14 RAJEB 1314 (CORRESPONDANT  
AU 19 DÉCEMBRE 1896)

A notre serviteur agréable El Haj Mohamed Ben Larbi Torres. Puisse Dieu t'assister ! Et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous accusons réception de ta lettre par laquelle tu rends compte :

- des rumeurs répandues par certaines compagnies de commerçants anglais selon lesquelles elles auraient conclu un accord avec les voisins des côtes situées au-delà de l'oued Noun, en vue d'agréer lesdits marchands à venir y installer leurs commerces ;
- de leur intention de s'y rendre à cette fin ;
- et de leur détermination de passer à l'exécution de leur plan, et ce, après les objections formulées par qui de droit, tant par les démentis que par la démonstration de la fausseté de ces nouvelles, à tel point que les gens dans leurs conversations commençaient à accorder une crédibilité à ce qu'elles colportaient.

Nous connaissons ce que tu as préconisé et bonne note en est prise.

Notre attention a été appelée sur ces bavardages auxquels s'ajoutent les assertions de ceux qui prétendent que le maghzen aurait délivré une permission en ce sens.

Pour publier la dénégation nécessaire et adresser aux propagateurs les avertissements qui s'imposent, nous attendions d'avoir la certitude absolue de la fréquence de ces médisances.

En tout état de cause, la présente lettre chérifienne ainsi rédigée te parviendra pour t'indiquer suffisamment la marche à suivre et à laquelle tu te tiendras. Salut !

---

## Annexe 186

LETTRE DU SULTAN MOULAY ABDELAZIZ  
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU MAROC,  
EN DATE DU 14 RAJEB 1314 (CORRESPONDANT  
AU 19 DÉCEMBRE 1896)

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed et sa famille !

*(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan.)*

A notre serviteur agréable El Haj Mohamed Ben Larbi Torres.

Puisse Dieu t'assister ! Et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Le représentant de l'Angleterre à l'époque avait fait parvenir à Notre Majesté chérifienne une première puis une deuxième lettre par lesquelles il signalait que certains marchands anglais de Londres projetaient d'établir, pour eux, un commerce dans la région de la ville frontière de Tarfaya, en en sollicitant l'autorisation.

Il fut répondu à chacune de ses lettres :

- que le makhzen était au courant de la clause d'achat du droit de zina de Tarfaya, après l'ouverture de cette ville et le commencement des travaux de son port ;
- que le Gouvernement chérifien dépensait sa sollicitude à la préparation des conditions dont il fallait considérer l'antériorité et la finition de leur agencement pour parvenir – grâce à cela – à la possibilité d'ouvrir des commerces dans ladite cité ;
- et que, dès que les travaux auront été terminés et qui y sont en cours, on ne manquerait pas de l'en aviser,

de telle sorte qu'il n'est pas permis à quiconque d'aller dans cette contrée avant la fin de l'arrangement des dispositions fixées à la possibilité du service et à la sécurité des commerçants et de leurs marchandises.

D'autre part, des nouvelles se succèdent actuellement par voie de gazettes et d'autres, relatant que certaines compagnies anglaises négocièrent – avec des tiers – de l'entreprendre hardiment et qu'elles en eurent l'intention après avoir rassemblé des marchandises à cette fin.

Elles propagèrent qu'elles projetaient de suivre la même politique qu'elles avaient pratiquée à Tarfaya, en prétendant qu'elles en détenaient la permission du makhzen et qu'elles en conclurent aussi un accord avec les voisins de ces côtes-là, à telle enseigne que cette assertion devenait connue de tous les hommes et que les inexpérimentés ajoutaient foi à son exactitude ; ce qui pourrait amener des commerçants qui y crurent à courir le risque des dégâts et des pertes et aboutirait aux qu'en-dira-t-on avec les étrangers.

Un sensé pourrait-il concevoir que le makhzen puisse délivrer une permission en ce sens à l'un de ces commerçants sans en aviser les représentants diplomatiques ?

Ou bien : comment peut-on authentifier ce que prétendaient les colporteurs de la conclusion d'un accord avec les voisins de ces côtes-là, en vue d'accepter ceux qui arriveraient ?

Cette région-là est-elle anarchique ?

Ou bien : est-elle à la disposition des siens ?

Ou encore : ses habitants sont-ils habilités à accepter ou à refuser ceux qui y arrivent du côté de la mer, alors qu'eux et leurs demeures sont sous l'autorité du makhzen et dans la poigne de l'interdiction totale, au même titre que le reste des provinces de Notre Empire Heureux ?

On ne saurait croire que les sages représentants des puissances puissent s'accorder avec l'aveu de l'un des commerçants, pour répandre ce qui a été propagé et à plus forte raison pour le commettre, parce que les chefs de légation savent parfaitement que c'est inconcevable et parce qu'ils n'ignorent pas ce qui en découlerait, pour les commerçants, de se précipiter dans de gros risques, surtout dans cette région dont la population n'est pas familière avec la circulation des marchandises dans ses territoires et dont elle ignore totalement les réglementations nécessaires à la sécurité des marchandises et des biens, et où le makhzen, pour y habituer les habitants, doit se livrer à des travaux pénibles, à des préparatifs et à des précautions nécessaires.

Par conséquent, dès réception de la présente, nous t'ordonnons d'en écrire au représentant anglais, en lui expliquant ce qui précède et en insistant auprès de lui pour qu'il notifie rapidement à son gouvernement que ce que prétend cette compagnie est pure invention mensongère sans fondement, afin que ladite compagnie et tous ceux qui la suivent cessent de répandre ces nouvelles dont la consécration déboucherait sur d'affreuses difficultés et pour qu'on avertisse ceux qui s'y rendraient, avant la publication d'une permission gouvernementale en l'objet, de leur propre responsabilité pleine et entière, sans pour autant y entraîner celle du makhzen.

Tu rendras compte du résultat et salut !

---

## Annexe 187

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU MAROC  
AU GRAND VIZIR, EN DATE DU 25 SAFAR 1331 (CORRESPONDANT  
AU 3 FÉVRIER 1913)

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed et sa famille !

- Le vice-consul :  
78 757,25 marks      Au frère le plus cher et agréable, le juriste, le grand vizir, l'éminent et respectable Monsieur El Haj Mohamed el Mokri. Puisse Dieu te garder, et à toi salutation et miséricorde divines, grâce aux bienfaits de notre maître, puisse Dieu le fortifier. Après ce préambule,
- Gijorth (?)  
Hninger :  
03006,90 marks      Qu'il te soit connu – puisse Dieu te garder – que l'ambassade allemande nous avise par écrit que le chargé de leurs affaires consulaires à Marrakech et les trois commerçants, indiqués ci-contre, réclament le paiement des sommes portées en regard de chaque nom en marks, sauf le dernier en réaux, à titre de réparation des préjudices qui leur ont été causés par le fait du rebelle, fils de Ma el Aïnin, conformément à la copie ci-jointe de sa lettre qui vous parviendra.
- Son frère Hans :  
15 924,50 marks
- Alfred Kischi (?) :  
116 réaux

Pour votre information, nous en avons avisé l'ambassade française et répondu à l'ambassade intéressée que nous l'avons porté à la connaissance du makhzen chérifien.

Puisse Dieu perpétuer la gloire de notre maître l'Imam et aider tous dans l'accomplissement du service chérifien.

Fraternellement et salut.

Le 25 Safar 1331 (*correspondant au 3 février 1913*).

---



## Annexe 188

LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU MAROC  
AU DÉLÉGUÉ DE SA MAJESTÉ À TANGER, EN DATE DU 29 MOHAR-  
REM 1322 (CORRESPONDANT AU 15 AVRIL 1904)

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed et sa famille !

A notre ami le plus cher, l'agréable, le vénérable délégué Monsieur El Hadj Mohammed Torres. Puisse Dieu te tranquilliser ! Et à toi salutations et miséricorde divines, grâce aux bienfaits de notre seigneur, que Dieu l'assiste ! Après ce préambule,

Est parvenue ta lettre concernant les nouvelles diffusées par la presse au sujet de la fin des négociations entre les intéressés et selon lesquelles les deux pays en question se sont désistés l'un en faveur de l'autre.

Bonne note en a été prise, après en avoir rendu compte à Sa Majesté.

C'est parce que les informations rapportées par la presse prêtent à confusion que Sa Majesté t'ordonne de recouper ces rumeurs, d'enquêter sur ces nouvelles à partir des sources te conduisant à la connaissance de la vérité et de nous communiquer sans délai ce qui a été confirmé.

Puisse Dieu nous préserver de ce qui préoccupe, perpétuer la dignité de cette nation et dégager les musulmans des embarras ! Amen !

*Amicalement et salut !*

---

## Annexe 189

LETTRE DE L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE AU DÉLÉGUÉ  
DE SA MAJESTÉ À TANGER EN DATE DU 20 DÉCEMBRE 1912

Après cet exorde,

A propos de ce que vous avez mentionné dans votre lettre d'hier, de la présente date, en réponse à notre lettre, adressée à Votre Eminence, datée du 11 novembre écoulé et relative à l'accord germano-français sur la question marocaine, nous jugeons nécessaire de vous répondre qu'il ne nous est plus possible d'engager longuement une discussion avec vous à propos de ce que vous avez mentionné dans votre lettre précitée du 27 Dou el Hija.

En sus de cela, et parce que nous sommes sûrs de ce que la teneur de votre lettre n'influe en rien sur ce que notre Etat se résout à faire et sur ce qu'il appuie, à savoir un attachement à ses intérêts et à ses droits et une lieutenance dans cet Empire chérifien, nous ne voyons aucune utilité à transmettre votre missive à notre gouvernement.

Nous la considérons, avec tout ce qu'elle contient, comme nulle et non avenue.

Puisse Dieu vous perpétuer une vie de bonheur, de joie et de tranquillité.

---

## Annexe 190

DÉCLARATION PRONONCÉE PAR L'AMBASSADEUR DU MAROC  
DEVANT LE PAPE EN FÉVRIER 1888 ET RÉPONSE DE CELUI-CI

Louange à Dieu !

Il ne saurait échapper à tous les Etats et aux autorités du clergé que notre seigneur, le respectable sultan chérifien du Maroc, glorifié par Dieu et victorieux par la prédilection divine accorde une grande importance à l'institution de la justice, à l'engagement sur sa voie et à la répression de l'iniquité dans l'ensemble de son Empire.

De même, vous ne tolérez pas que l'on empiète sur les droits d'autrui et vous n'acceptez pas que l'on sorte du chemin du droit et de la droiture.

Et comme la liberté dans les pays européens est générale dans l'étendue de leurs territoires et permise par tous les Etats dans leurs royaumes, nous aussi, aimons que notre pays et notre royaume soient à l'abri de toute agression, à l'écart de ce qui est susceptible d'être omis et loin de toute tentation de quitter la voie du droit pour s'engager dans le chemin contraire.

Les correspondances entre les deux grandes parties seront les témoins des marques d'amitié et leur fréquence sera une preuve de la parfaite cordialité.

C'est pour cela que Sa Majesté, puisse Dieu la fortifier, désire vous écrire au sujet de ce qu'il lui survient.

Elle souhaiterait votre appui à notre cause et votre défense contre tout ce qui porte préjudice à notre pays et à nous, afin que nos rapports soient régis par les règles de droit, sans dérangement et sans heurt avec les autres pays.

Sa Majesté aimerait aussi que vous l'informiez de ce qui vous préoccupe et de ce que vous voudriez renseigner de vos affaires et désirerait que l'on vous adresse les lettres chérifiennes, au sujet de ce qu'elle veut, sans intermédiaire et sans tuteur.

Lorsque nous avons été reçu en audience par le Pape pour la deuxième fois et nous lui avons donné lecture du message ci-dessus, il a répondu :

« Dieu proclame le droit, nous a prescrit de le suivre et de ne pas nous en départir.

Votre pays a les mêmes droits et les mêmes devoirs qu'ont les autres pays de l'Europe, en matière de liberté et du respect des règles de droit.

Nous sommes heureux des circonstances dans lesquelles les correspondances s'engagent entre les deux parties, que nous favorisons sans intermédiaire, sans tutelle et sans l'entremise des gouvernements étrangers.

Si vous voulez bien, notre intermédiaire sera le père José ou un autre. Nous appuyons et interviendrons en votre faveur et nous serons très heureux.

Les chrétiens de Tanger quittent-ils le bon chemin ? s'écartent-ils des stipulations ? »

Nous lui répondons que certains le font. A quoi il a répliqué :

« Ils ne doivent pas le faire dans le pays d'autrui. Si l'un d'eux vient à le faire, qu'on nous écrive, sans l'intermédiaire des gouvernements étrangers, pour parler d'eux et de leurs agissements jusqu'au rétablissement de la légalité. »

Il nous a interrogé sur la date de la tenue de la réunion de Madrid. Nous lui avons répondu que la date n'est pas encore fixée et quand elle le sera, nous ne demandons pas mieux de le voir vous aider dans notre cause.

Il a répondu qu'il interviendrait, qu'il aiderait et qu'il ferait son possible.

---

### Annexe 191

#### LETTRE DU GÉNÉRAL BEL FEKKAK AU MINISTRE DE LA JUSTICE DU MAROC, EN DATE DU 10 CHAABANE 1307 (CORRESPONDANT AU 1<sup>er</sup> AVRIL 1890)

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu Bénir notre seigneur Mohamed et sa famille !

A notre ami le plus cher et agréable, serviteur de notre maître, le satisfaisant et le juriste Monsieur Ali el Mesfioui. Puisse Dieu te bien guider, et à toi, salutation et miséricorde divines. Après ce préambule,

Ahmed, fils de Lahbib Ben Birouk, se dirigeait vers le port de Tarfaya. Le caïd Dahmane Ben Birouk nous en avisa et nous donna l'ordre de courir à sa poursuite. Après environ huit heures, nous l'arrêtâmes à Labière et le ramenâmes à Laqsabi d'où le caïd Dahmane l'expédia vers Tiznit.

Nous saisîmes sur lui des correspondances des chrétiens qui lui demandaient de venir chez eux. Ces lettres vous parviendront.

Tel est l'objet de la présente.

Amicalement et salut.

---

## Annexe 192

LETTRE DU SULTAN MOULAY HAFID À DEUX CAÏDS  
DES TEKNA EN DATE DU 27 GAADA 1329 (CORRESPONDANT  
AU 19 NOVEMBRE 1911)

Louange a Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed et sa famille !

*(Sceau de S. M. Abdel Hafid Ben el Hassan.)*

A nos deux serviteurs agréables le lettré Abdelmalek El M'Tougui et le pacha caïd Driss Ou Mennou. Puisse Dieu vous bien guider et à vous salutation et miséricorde divines. Après ce préambule,

Nous est parvenue votre lettre par laquelle vous avisez des préjudices causés aux Ait Jmel des Sellam el Arab par leur caïd Abdeslam el Berbouchi et vous rapportez qu'ils ont coupé des jarrets de leurs bêtes devant nos seuils chérifiens de Marrakech en signe de soumission, qu'ils ont demandé la désignation de Ben el Aadhem à leur administration, qu'ils sont disposés à accomplir ce que vous avez mentionné et que vous les avez patientés jusqu'à la manifestation, en l'objet, d'un tel ordre chérifien.

Bonne note en a été prise et nous examinerons cette question par la puissance divine et salut.

---

## Annexe 193

LETTRE DE S. A. R. LE PRINCE MOHAMED BEN ABDERRAHMAN  
AU GRAND VIZIR EN DATE DU 7 CHAOUAL 1262  
(CORRESPONDANT AU 28 SEPTEMBRE 1847)

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed et sa famille !

A notre ami le plus cher, le secrétaire de notre maître, l'agréable, le juriste, le lettré, l'intelligent, l'habile Monieur Mohamed Ben Driss. Puisse Dieu t'assister ! Et à toi salutation et miséricorde divines, grâce aux bienfaits de Sa Majesté, que Dieu le fortifie et l'aide ! Après ce préambule,

Nous est parvenue ta lettre que nous connaissons en résumé et en détail et savons :

- ce que tu as rapporté sur les Haha qui ont été cernés de toutes parts et à deux reprises par les colonnes victorieuses et réprimés par les bravoures de chacun ;
- et que Moulay Ahmed Es-Sbai et El M'tougui ont déployé leurs efforts sans relâche, ainsi que Ben Boumehdi el Houari qui s'est efforcé, s'est montré sincère et n'a pas failli à son devoir. Que Dieu soit loué pour la victoire et la gloire accordées !

Nous savons également :

- que l'affaire d'Obeïd Allah Ben Salem a connu une fin heureuse ;
- que le mal de ce satan a été enrayé ;
- que son fils, accompagné d'une délégation des leurs, s'est soumis à Sa Majesté qui a accepté sa demande d'envoyer qui le ferait jurer sur le sacré Coran qu'il est innocent de cette accusation ;
- que le fils de son frère Salah Es-Zine Ben Telmoudi, le fils de son frère El Haj Admidnah, El Hosseine Ould Hachem, les Ait Baamrane et les Zouafet sont arrivés ;
- et que d'autres les suivront, à cause de la concurrence de ces tribus-là dans cet élan.

Certes, Moulay Ahmed Es-Sbaï nous a informé de cela et du soutien que tu lui as donné ainsi que de l'attention que tu lui as accordée. Il t'en a vivement remercié !

Notre espoir n'a pas été déçu, puisse Dieu te bénir et récompenser !

Salut !

(Cachet de S. A. R. Mohamed Ben Abderrahman.)

---

## Annexe 194

LETTRE DU PRINCE MOULAY HAFID AU GRAND VIZIR,  
EN DATE DU DERNIER JOUR DE JOUMADA I 1322  
(CORRESPONDANT AU 21 AOÛT 1905)

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed, sa famille et ses compagnons !

- Habitants de Tassultantex
- Harbile
- Ahl Tazeggourte
- Ahl Ain Dada
- El Gnamma
- Ouled Yahya
- Ahl Tanchechte
- Ahl Bouakkaz
- Ahl Targa
- Habitants d'El Ghouatime
- Les Aroussiyine
- Les Tidrarin
- Ouled Yaala
- Souquat habitants d'El Houaz
- Sebt Dar Jdida
- Chorfa Ahl Sahbe Lahmar

Parmi les tribus du Dir

- Frouga
- Mejjat
- Tekna

A notre ami le plus cher, l'agréable juriste, le grand vizir Monsieur Mohamed el M'feddel Gharrite. Puisse Dieu te tranquilliser ! Et à toi salutation et miséricorde divines, grâce aux bienfaits de notre seigneur, que Dieu l'assiste ! Après ce préambule,

Il n'échappe pas à ton esprit la faiblesse et la diminution qui frappent tellement l'heureuse armée du Sous dans la citadelle d'El Menchia qu'elle frise l'anéantissement, à cause de son dépouillement des tribus qui étaient pour elle le moyen de parvenir aux fins, par les missions confiées à elle dans les charges imposées, les réclamations et la participation, avec les tribus à certains travaux tels les labours et autres, ce qui la renforçait dans l'accomplissement de son service chérifien et augmentait ses effectifs, sa cavalerie et autres choses.

Elle est maintenant comme les oiseaux dans les cages, n'ayant pas de pouvoir et ne connaissant pas de chemin, si bien qu'elle touche ou presque à l'extermination tant des racines que des branches.

Et puisque Sa Majesté — que Dieu rehausse son prestige ! décide d'en enrayer les obstacles et d'en briser les barrières, il est nécessaire d'appeler son attention sur le retour à la source par ma proposition de nommer le pacha de ladite citadelle le juriste M. Mohamed Benkabbour à la tête des collectivités, des fractions et des tribus ci-contre désignées qui, depuis des temps reculés, faisaient partie de la fortunée armée chérifienne, aussi bien dans l'exercice des commandements et l'accomplissement des missions imposées, que dans la perception du traitement et dans bien des choses.

Nous voilà, entrant par la porte qu'il faut emprunter, t'écrivons en vue de rapporter à Sa Majesté — puisse Dieu l'aider ! — la réalité des choses et de lui faire comprendre la nécessité impérieuse de déployer des efforts pour la régénération de l'heureuse armée, par une mesure habituelle dont on ne se départait pas comme l'ombre ne quitte pas l'homme. On ne l'aban-

donne pas au moment où les possibilités sont abondantes et les circonstances favorables.

Nous sollicitons donc de Sa Majesté de bien vouloir nommer ledit pacha à la tête des populations précitées en marge conformément à l'ancestrale et originelle tradition qui n'a été rompue ou violée que lors de la survenance de cet événement.

Sa Majesté est la mieux placée et la plus habilitée à bien traiter ses serviteurs et esclaves. Puisse Dieu perpétuer son existence et sa gloire aussi bien pour nous que pour vous. Amen ! Amicalement et salut !

---

## Annexe 195

DAHIR DE DISTINCTION ATTRIBUÉ PAR LE SULTAN MOULAY HASSAN I À UN HABITANT DES OULED BOU SBA EN DATE DU 3 JOUMADA I 1307 (CORRESPONDANT AU 26 DÉCEMBRE 1889)

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur et maître Mohamed, sa famille et ses compagnons !

*(Sceau de S. M. El Hassan Ben Mohamed.)*

Que l'on sache par la présente — puisse Dieu le glorifier et en élever la teneur, et lever dans les cieux des mérites son soleil brillant et sa pleine lune ! — que, par la puissance de Dieu et par ses pleines félicité et grâce, nous avons revêtu le détenteur du présent dahir, le juriste et le vertueux cheik Abdelmouati Ben Ahmed Es-Sbaï, des habits de la vénération et du respect, l'avons épaulé sur le dos de la piété et de la bienfaisance, l'avons libéré de tout ce qui est exigé des communs.

L'effet de la présente s'étend à tous ses fils et à tous ceux qui à lui s'attachent et avec lui se lient.

Nous l'avons autorisé à dépenser leurs zakats, leurs achours au profit des méritants de sa zaouia et des descendants d'Abdelmouati, et ce, en considération de sa bonne conduite et de son abnégation dans le domaine de l'enseignement.

Puisse Dieu lui accorder la justesse et le guider vers ce qu'il agrée !

Ordre est donné à nos autorités d'en prendre connaissance et d'agir en conséquence. Salut !

Décrété par notre ordre glorifié par Dieu, le 3 Jomada I 1307.

---



## Annexe 196

EXTRAIT DES REGISTRES DU PALAIS ROYAL MAROCAIN  
AU SUJET DE L'OUVERTURE DU PORT D'ASSAKA

Louange à Dieu !

Les caïds des Ait Baamrane se sont présentés (aux seuils chérifiens). Il leur a été notifié que notre seigneur et maître — que Dieu l'assiste ! — s'intéresse à procurer aux Ait Baamrane avantages, biens et richesses et que Sa Majesté chérifienne a décidé d'ouvrir le port d'Assaka pour qu'ils s'y adonnent au commerce, pour que les échanges se réalisent et pour que, grâce à cette ouverture, la convoitise des chrétiens soit sapée.

Sa Majesté a écrit au délégué M. M'Hamed Bargach en vue de discuter avec les ingénieurs étrangers et des commandants de bateaux et de vapeurs de divers Etats de la modalité de l'ouvrir.

Il a ordonné aux responsables des ports fortunés d'y envoyer des officiers de la marine et nombre de maîtres maçons à bord de notre bateau pour le sonder.

Mais voici que le même délégué a répondu qu'il en a discuté avec les ingénieurs étrangers et les commandants de bateaux et de vapeurs de divers Etats. Ils lui ont indiqué qu'il ne se prête ni au mouillage de bateaux et de vapeurs, ni aux chargement et déchargement par des embarcations, en raison de la rigueur de son site et qu'il n'est abordable par bateaux et vapeurs que quinze jours par an.

Il a été annoncé (aux caïds des Ait Baamrane) que notre seigneur — puisse Dieu l'assister ! — envisage d'expédier un vapeur aux ports situés au-delà d'Assaka pour les faire sonder et faire dresser le relevé topographique des ports convenables parmi eux.

Interrogés sur les autres ports, les caïds ont déclaré qu'ils n'ont fréquenté que les ports indiqués ci-contre et situés en-deçà d'Assaka. Quant à ceux sis au-delà de ce port, ils n'ont pas fréquenté de ports valables.

Concernant les bras de mer situés au sud d'Assaka, les caïds ont indiqué que seuls les marins chrétiens sont capables de donner des indications précises sur leur érection en ports.

La même question a été posée à El Habid Ould Birouk. Il a répondu que les endroits indiqués en marge se trouvaient bien au sud d'Assaka et qu'ils sont abordables.

1. Aglou
2. Sidi Mohamed  
Ben Abdallah.
3. Ifni
4. Sidi Warzak
5. Assaka

*Assaka* — Après on trouve :

1. *Al-Beida* : distant d'Assaka d'un jour environ.
2. *Bohaid* : un endroit situé à l'embouchure d'oued Noun. Distant d'El Beida d'un jour.
3. *Sehb el Harcha* : Après Bohaid. Distant de ce dernier d'une demi-journée.
4. *Ech-Chbika* : Après Sehb el Harcha, un endroit situé à l'embouchure d'un oued se déversant à la mer. Distant d'une demi-journée de Sehb el Harcha.
5. *Okhafanir* : Après Ech-Chbika. Distant de ce dernier d'un jour.
6. *Agoudir er-Jila* : Après Okhafanir. A cinq jours moins le quart.
7. *Tarfaya* : Après Agoudir. A cinq jours moins le quart.
8. *Tafraout* de la Saguia el Hamra. Situé à trois jours.
9. *Agadir Douma* se trouve après, à quinze jours.
10. *Sénégal* se trouve après Agadir à vingt jours.

Total 10.

#### Annexe 197

LETTRE DE MOULAY ABDELAZIZ À UN CAÏD DU SUD,  
EN DATE DU 28 SAFAR 1314 (CORRESPONDANT AU 8 AOÛT 1896)

Louange à Dieu seul !

Puisse Dieu bénir notre seigneur Mohamed et sa famille !

(Sceau de S. M. Abdelaziz Ben el Hassan.)

A notre agréable le pacha El Haj Mohamed Ouida Es-Soussi.

Puisse Dieu te garder ! et à toi salutation et miséricorde divines ! Après ce préambule,

Nous avons chargé l'amin le lettré Mohamed Ben Said Er-Ribati, porteur de la présente, d'enquête sur le différend qui opposait les Ouled el Jirane aux Ouled Dlim au sujet des bovins et dont le chef de bataillon Ahmedouch Ed-Dhoubali avait été chargé d'enquêter sans que ses conclusions eussent été claires.

Mohamed Ben Said devra vérifier si les Ouled el Jirane avaient frappé les Ouled Dlim d'une taxe, d'où l'appropriation pour eux du bétail, ou si ces bestiaux avaient fui leur pâturage pour rentrer à leur gîte ou s'il y avait eu autre chose. La vérité apparaîtra à la suite de cette enquête, et salut !

---

On peut acquérir les publications de la COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE auprès des librairies spécialisées du monde entier. Pour tous renseignements, prière de s'adresser à la *Section de la distribution et des ventes, Office des Nations Unies, 1211 Genève 10 (Suisse)* ou à la *Section des ventes, Nations Unies, New York, N.Y. 10017 (Etats-Unis)*.

On peut acquérir les publications de la COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE (1920-1946) auprès de Kraus Reprint Ltd., 9491 Nendeln, Liechtenstein. Pour tous renseignements, prière de s'adresser à cette société.

The publications of the INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE may be ordered from any bookseller. For information regarding the sale of the Court's publications please write to the *Distribution and Sales Section, Office of the United Nations, 1211 Geneva 10 (Switzerland)*, or the *Sales Section, United Nations, New York, N.Y. 10017 (U.S.A.)*.

The publications of the PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE (1920-1946) are obtainable from Kraus Reprint Ltd., 9491 Nendeln, Liechtenstein, to which all requests should be addressed.

---